



**THESE DE DOCTORAT DE L'ETABLISSEMENT UNIVERSITE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
PREPAREE A L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE**

Ecole doctorale n°593

Droit, gestion, sciences économiques et politiques (DGEP)

Doctorat de Science politique

Par

M. CHRISTODOULOU ALEXIS

**LE PARTI-CITADELLE : LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS AU TEMPS
DE LA MARGINALISATION POLITIQUE**

Thèse présentée et soutenue à Dijon, le 1^{er} décembre 2022

Composition du Jury :

Madame PINA Christine, professeure de science politique, Université Côte-d'Azur, Rapporteuse, Présidente
Monsieur LEFEBVRE Rémi, professeur de science politique, Université de Lille, Rapporteur
Monsieur PORTEILLA Raphaël, maître de conférences en science politique, Université Bourgogne Franche-Comté, Examineur
Monsieur VIGREUX Jean, professeur d'histoire contemporaine, Université Bourgogne Franche-Comté, Examineur
Monsieur MARTELLI Roger, professeur agrégé d'histoire, Examineur
Monsieur ANDOLFATTO Dominique, professeur de science politique, Université Bourgogne Franche-Comté, Directeur de thèse

Titre : Le parti-citadelle : le Parti communiste français au temps de la marginalisation politique

Mots clés : Parti communiste français ; parti politique ; déclin ; marginalité ; gauche radicale ; observation participante.

Résumé : Depuis la fin des années 1970, le Parti communiste français (PCF) connaît une longue période de déclin, affectant différents éléments (effondrement électoral, diminution du nombre d'adhérents, délitement de son système d'action...). Il est aujourd'hui un acteur mineur du système partisan français et en voie de marginalisation politique. Pourtant, malgré cet affaiblissement s'étalant sur plusieurs décennies, il est toujours présent dans le paysage politique et même, à certains égards, fait preuve d'une capacité de résistance. Comment donc expliquer qu'un parti communiste continue d'exister dans une société comme la France contemporaine ? Ce travail tente de répondre à cette question en formulant l'hypothèse suivante : le PCF a subi une mutation qui lui permet de survivre.

Cette mutation n'est pas redevable à l'action volontariste de ses dirigeants ou de ses militants, mais à une déstructuration organisationnelle liée au déclin. Le PCF est ainsi devenu un parti-citadelle, c'est-à-dire un parti éclaté en plusieurs sphères indépendantes les unes des autres et ayant leur mode de fonctionnement propre. Dans le cas du PCF, il s'agit de l'appareil (ou « parti de Fabien »), du parti des militants et du parti des maires. Ces trois partis non seulement ont des logiques différentes et parfois des objectifs divergents, mais à l'intérieur de chaque ensemble on constate un grand morcellement.

Title : The citadel party : The French Communist Party in the Age of Political Marginalization

Keywords : French Communist Party ; political party ; decline ; marginality ; radical left ; participant observation.

Abstract : Since the late 1970s, the French Communist Party (PCF) has been experiencing a long period of decline, affecting several elements (electoral collapse, decrease in memberships, disintegration of its action system...). Nowadays, it is a minor player in the French party system and becoming politically marginalized. However, despite this weakening over several decades, it is still present in the political landscape and even in some ways, demonstrates a resistant skill. How can we explain that a communist party still exists in a modern society like France ? This work is aimed to answer this question with the following hypothesis : the PCF has undergone a mutation which allows it to survive.

This change is not thanks to the voluntarist action of its leaders or activists, but to an organizational disintegration linked to decline. Thus, the PCF has become a citadel party, that is a party broke out in several spheres independent of each other and having their own operating mode. In the case of the PCF, we can distinguish the political apparatus (named « the Fabien party »), the activists party and the mayors party. These three parties have dissimilar logics, thus sometimes different objectives, and within each assembly we can notice a significant fragmentation.

Sommaire

Introduction générale	16
Première partie : Le parti-citadelle, entre repli et résistance.....	59
Chapitre 1 : Le Parti communiste français dans la trajectoire du communisme européen	61
Chapitre 2 : L'espace rétrecté : la marginalisation électorale du Parti communiste français.....	78
Chapitre 3 : Les citadelles électorales ou la résistance locale du PCF	121
Deuxième partie : La fragmentation du parti de Fabien	151
Chapitre 4 : La quasi-institutionnalisation des tendances du Parti communiste français	152
Chapitre 5 : La dilution de l'espace partisan : communistes de l'intérieur et communistes de l'extérieur	210
Chapitre 6 : Les congrès : la fragile articulation entre individu et collectif	233
Troisième partie : Les stratégies à géométrie variable du parti-citadelle	307
Chapitre 7 : Les hésitations de la stratégie électorale : entre union de la gauche, coalition de gauche radicale et repli identitaire	309
Chapitre 8 : Le Front de gauche et les adhérents communistes : entre déclinaison locale et représentations collectives	385
Quatrième partie : Le dépérissement idéologique du parti-citadelle	409
Chapitre 9 : Le discours communiste : affaiblissement idéologique et émergence d'une mentalité communiste	411
Chapitre 10 : La dilution du communisme dans la gauche radicale	451
Conclusion générale	473
Bibliographie.....	481
Sources.....	501
Annexes.....	543

Liste des sigles utilisés

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT)

Agir ensemble contre le chômage (AC !)

Alerte populaire orthodoxe (LAOS)

Alliance de gauche (VAS)

Alliance de la gauche démocratique (SLD)

Alternative démocratie socialisme (ADS)

Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG)

Alternative libertaire (AL)

Alternative rouge et verte (AREV)

Amis du *Monde Diplomatique* (AMD)

Association des communistes unitaires (ACU)

Association France Palestine Solidarité (AFPS)

Association nationale des communistes (ANC)

Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR)

Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC)

Association pour une gauche républicaine (AGR)

Banque centrale européenne (BCE)

Bloc de gauche (BE)

Coalition de la gauche radicale (Syriza)

Coalition démocratique unitaire (CDU)

Colère et Espoir (CE)

Comité de coordination des rénovateurs communistes (Cocoreco)

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)

Confédération générale du travail (CGT)

Confédération nationale du logement (CNL)

Confédération nationale du travail (CNT)

Conseil économique, social et environnemental (CESE)

Conseil national de la Résistance (CNR)

Convention pour une alternative progressiste (CAP)

Convergences et alternative (C&A)

Coopération anticapitaliste de gauche pour le renversement (Antarsya)

Coordination communiste pour la continuité révolutionnaire et la renaissance léniniste du PCF (CC)

Coordination des groupes anarchistes (CGA)

Coordination des militants communistes du PCF pour sa continuité révolutionnaire et sa renaissance léniniste (CMC)

Coordination nationale de la gauche républicaine (CNGR)

Démocrates de gauche (DS)

Démocrates de Suède (SD)

Démocratie chrétienne (DC)

Droit au Logement (DAL)

Europe Écologie Les Verts (EELV)

Fédération anarchiste (FA)

Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS)

Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA)

Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique (FASE)

France insoumise (FI)

Francs-tireurs et partisans français (FTPF)

Front des travailleurs (RF)

Front militant de tous les travailleurs (PAME)

Front national (FN)

Gauche anticapitaliste (GA)

Gauche bulgare (BL)

Gauche démocrate (DIMAR)

Gauche démocrate et républicaine (GDR)

Gauche démocratique et sociale (GDS)

Gauche italienne (SI)

Gauche républicaine et socialiste (GRS)

Gauche unie et alternative (EUiA)

Gauche unitaire (GU)

Gauche verte (GroenLinks)

Génération identitaire (GI)

Génération.s (G.s)

Grecs indépendants (ANEL)

Initiative des partis communistes et ouvriers (INITIATIVE)

Initiative pour la reconstruction communiste (IRC)

Izquierda Unida (IU) [Gauche unie]

Jeune République (JR)

La République en Marche (LREM)

Les Républicains (LR)

Ligue communiste révolutionnaire (LCR)

Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine (LCB)

Ligue des communistes de Croatie (SKH)

Ligue des communistes de Macédoine (CKM)

Ligue des communistes de Serbie (SKS)

Ligue des communistes de Slovénie (ZKS)

Ligue des communistes du Monténégro (SKCG)

Liste de l'unité – les Rouges et Verts (EL)

Lutte ouvrière (LO)

MARS-Gauche républicaine (MARS-GR)

Mouvement 5 étoiles (M5S)

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)

Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF)

Mouvement de libération des femmes (MLF)

Mouvement des citoyens (MDC)

Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF)

Mouvement des progressistes (MdP)

Mouvement des radicaux de gauche (MRG)

Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP)

Mouvement politique pour une convergence des alternatives à la mondialisation et pour la sortie du productivisme (MAI)

Mouvement pour la démocratie sociale (EDEK)

Mouvement pour le changement (KINAL).

Mouvement pour un parti des Travailleurs (MPPT)

Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS)

Mouvement républicain et citoyen (MRC)

Mouvement républicain populaire (MRP)

Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)

Mouvement unitaire progressiste (MUP)

Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)

Nouvel espace progressiste (NEP)

Nouvelle Démocratie (ND)

Nouvelle Gauche Socialiste (NGS)

Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (NUPES)

Parti communiste allemand (DKP)

Parti communiste britannique (CPB)

Parti communiste bulgare (BKP)

Parti communiste d'Autriche (KPÖ)

Parti communiste d'Estonie (EKP)

Parti communiste d'Irlande (CPI)

Parti communiste d'Israël (Maki)

Parti communiste d'Union soviétique (PCUS)

Parti communiste d'Albanie (PKSh)

Parti communiste de Belgique (PCB)

Parti communiste de Bohême et Moravie (KSČM)

Parti communiste de Bosnie-Herzégovine (KP BiH)

Parti communiste de Chypre (KKK)

Parti communiste de Croatie (KPH)

Parti communiste de Cuba (PCC)

Parti communiste de Finlande (SKP)

Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB)

Parti communiste de Grèce (KKE)

Parti communiste de Lettonie (LKP)

Parti communiste de Lituanie (LKP)

Parti communiste de Macédoine (KPM)

Parti communiste de Pologne (KPP)

Parti communiste de Serbie (KPS)

Parti communiste de Slovaquie (KSS)

Parti communiste de Slovénie (KPS)

Parti communiste de Suède (SKP)

Parti communiste des ouvriers de France (PCOF)

Parti communiste des Pays-Bas (CPN)

Parti communiste d'Espagne (PCE)

Parti communiste du Danemark (DKP)

Parti communiste du Monténégro (KPCG)

Parti communiste français (PCF)

Parti communiste internationaliste (PCI)

Parti communiste italien (PCI)

Parti communiste luxembourgeois (PCL)

Parti communiste norvégien (NKP)

Parti communiste portugais (PCP)

Parti communiste révolutionnaire de France (PCRF)

Parti communiste roumain (PCR)

Parti communiste slovaque (KSS)

Parti communiste-Section française de l'Internationale communiste (PC-SFIC)

Parti de Chypre unie (BKP)

Parti de gauche – Les communistes (VPK)

Parti de gauche (ODP) [Turquie]

Parti de gauche (PG)

Parti de gauche (V) [Suède]

Parti de gauche estonien (EVP)

Parti de la Démondialisation (ParDem)

Parti de la gauche démocratique (SDL)

Parti de la gauche européenne (PGE)

Parti de la gauche unie d'Estonie (EÜVP)

Parti de la nouvelle Chypre (YKP)

Parti de la refondation communiste (PRC)

Parti démocrate (PD)

Parti démocrate de la gauche (PDS)

Parti démocratique du travail lituanien (LDDP)

Parti démocratique socialiste du Monténégro (DPS)

Parti des communistes de la république de Moldavie (PCRM)

Parti des socialistes de la république de Moldavie (PSRM)

Parti des travailleurs (PT)

Parti du socialisme démocratique (PDS)

Parti du travail d'Albanie (PPSh)

Parti du travail de Belgique (PTB)

Parti d'unité prolétarienne (PUP)

Parti hongrois des travailleurs (MDP)

Parti libéral-démocrate (FDP)

Parti ouvrier indépendant (POI)

Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR)

Parti ouvrier unifié polonais (PZPR)

Parti populaire français (PPF)

Parti populaire socialiste (SF)

Parti progressiste des travailleurs (AKEL)

Parti radical (PRAD)

Parti radical de gauche (PRG)

Parti républicain-socialiste (PRS)

Parti révolutionnaire *Communistes* (PRC)

Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD)

Parti social-démocrate de Bosnie-Herzégovine (SDP BiH)

Parti social-démocrate de Croatie (SDP)

Parti social-démocrate lituanien (LSDP)

Parti social-démocrate tchèque (ČSSD)

Parti socialiste (PS)

Parti socialiste bulgare (BSP)

Parti socialiste d'Albanie (PSSH)

Parti socialiste de gauche (SV)

Parti socialiste de Lettonie (LSP)

Parti socialiste de Serbie (SPS)

Parti socialiste des travailleurs (SWP)

Parti socialiste européen (PSE)

Parti socialiste français (PSF)

Parti socialiste hongrois (MSZP)

Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)

Parti socialiste ouvrier hongrois (MSzMP)

Parti socialiste roumain (PSR)

Parti socialiste travailliste de Grèce (SEKE)

Parti socialiste unifié (PSU)

Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED)

Parti social-libéral (RV)

Parti suisse du travail (PST-POP)

Parti travailliste (PvdA) [Pays-Bas]

Place publique (PP)

Pôle de renaissance communiste en France (PRCF)

Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)

Pour la République sociale (PRS)

Pour une écologie populaire et sociale (PEPS)

Pouvoir au peuple ! (PaP)

Rassemblement communiste (RC)

Rassemblement démocrate (DISY)

Rassemblement des gauches républicaines (RGR)

Rassemblement du peuple français (RPF)

Rassemblement national (RN)

Rassemblement pour la République (RPR)

Reconstruire le parti communiste français (RPCF)

Rencontres communistes hebdo (RCH)

Rencontre internationale des partis communistes et ouvriers (Solidnet)

République et Socialisme (R&S)

Secours populaire français (SPF)

Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO)

Section française de l'Internationale communiste (SFIC)

Social-démocratie (SD) [Danemark]

Social-démocratie de la République de Pologne (SdRP)

Socialistische Partij (SP) [Parti socialiste (Pays-Bas)]

Sociaux-démocrates (SD) [Slovénie]

Tendance marxiste internationale (TMI)

Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU)

Union communiste libertaire (UCL)

Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF)

Union démocratique du centre (UDC)

Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR)

Union des démocrates et écologistes (UDE)

Union des démocrates pour la République (UDR)

Union des étudiants communistes (UEC)

Union des femmes françaises (UFF)

Union des forces démocratiques (UFD)

Union des révolutionnaires communistes de France (URCF)

Union nationale des retraités et des personnes âgées (UNRPA)

Union populaire (UP)

Union populaire républicaine (UPR)

Union pour la démocratie française (UDF)

Union pour la nouvelle République (UNR)

Union sociale-démocrate de Macédoine (SDSM)

Union socialiste républicaine (USR)

Union syndicale Solidaires (SUD)

Unité populaire (LAE)

Vrais Finlandais (PS)

Introduction générale

En 2020, le Parti communiste français (PCF) fête ses cent ans. Né d'une scission majoritaire de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) au congrès de Tours de décembre 1920¹, il est le produit des événements tumultueux du début du « court XX^e siècle² » : la Grande Guerre, la participation des socialistes à l'Union sacrée en 1914³ et bien sûr la révolution russe d'Octobre 1917. L'année du centenaire, la direction du PCF célèbre l'événement fondateur avec un certain volontarisme et un certain optimisme : organisation d'une semaine du centenaire, tenue de nombreux débats, expositions... avec le mot d'ordre « Cent ans d'avenir ! »⁴.

Bien sûr, la réalité est actuellement moins positive. Dans le système partisan contemporain, le PCF est un parti en voie de marginalisation politique. Aux élections législatives de juin 2017, il ne recueille que 615 000 bulletins de vote (2,72 % des suffrages exprimés)⁵, ce qui constitue alors le score national le plus bas de son histoire en termes de voix. De même, aux élections européennes de mai 2019, seuls 565 000 électeurs (2,49 %)⁶ choisissent la liste communiste conduite par Ian Brossat. À la présidentielle 2022, le candidat communiste Fabien Roussel obtient 2,28 % des exprimés, soit environ 800 000 voix⁷, c'est-à-dire à peine mieux que Marie-George Buffet, dernière représentante du PCF à cette élection majeure avant l'échéance de 2022,

¹ SANTAMARIA Yves, *Histoire du Parti communiste français*, La Découverte, 1999, p.15.

² HOBBSAWM Eric, *L'Âge des extrêmes : le court XX^e siècle. 1914-1991*, coédition Le Monde diplomatique – Éditions Complexe, 1999.

³ COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Presses universitaires de France, 1995, p.31.

⁴ ROUBAUD-QUASHIE Guillaume, « Centenaire du PCF : rapport de Guillaume Roubaud-Quashie sur le calendrier d'initiatives prévues en 2020. Extraits. », 16 octobre 2019 [en ligne].

<https://www.pcf.fr/centenaire_du_pcf_rapport_de_guillaume_roubaud_quashie_sur_le_calendrier_d_initiatives_pr_vues_en_2020_extraits>, consulté le 26 août 2020.

⁵ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections législatives 2017 », juin 2017 [en ligne].

<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_legislatives-2017/\(path\)/legislatives-2017/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_legislatives-2017/(path)/legislatives-2017/FE.html)>, consulté le 28 octobre 2020.

⁶ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections européennes 2019 », mai 2019 [en ligne].

<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Europeennes/elecresult_europeennes-2019/\(path\)/europeennes-2019/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Europeennes/elecresult_europeennes-2019/(path)/europeennes-2019/FE.html)>, consulté le 28 octobre 2020.

⁷ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats de l'élection présidentielle 2022 », avril 2022 [en ligne].

<<https://www.resultats-elections.interieur.gouv.fr/presidentielle-2022/FE.html>>, consulté le 20 mai 2022.

quinze ans plus tôt (1,93 % soit 700 000 voix)¹. Tout se passe comme si les résultats du communisme français éprouvent d'élections en élections un effritement additionnel. En adoptant une focale historique plus large, le PCF a connu ses heures de gloire sous la Quatrième République et durant les vingt premières années de la Cinquième République². 1978 marque un tournant, à partir duquel la spirale du déclin s'enclenche. Aux élections législatives de cette année-là, près de 5,8 millions d'électeurs glissent le bulletin de vote communiste dans l'urne, soit le meilleur score de l'histoire du Parti. Mais dans le même temps, les communistes perdent leur hégémonie à gauche au profit des socialistes (plus de 6,4 millions de voix). Recul électoral et dépérissement organisationnel s'auto-alimentent depuis lors.

Le déclin politique et électoral du PCF s'est accompagné d'un déclin des travaux qui lui sont consacrés. Longtemps, il fut le parti politique le plus étudié en France³. Aujourd'hui, sa position marginale dans l'espace politique ne soulève plus autant d'intérêt, voire suscite de l'indifférence. Laird Boswell constate ainsi que « les études consacrées au Parti communiste français [...] ont suivi la courbe de son influence dans la société française »⁴. En science politique, durant sa période d'acmé, le PCF fut considéré comme l'un des exemples les plus significatifs du parti de masse. Puis, à partir des années 1980, une abondante littérature se mit à décrire son déclin multidimensionnel et à en repérer les causes. Avec cette nouvelle donne d'une organisation qui s'essouffait, il apparut que le Parti ne correspondait plus aux caractéristiques idéal-typiques du parti de masse. Néanmoins, les catégories et typologies ultérieures forgées par l'étude politique – parti attrape-tout, parti électoral-professionnel, parti-cartel... – ne

¹ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats de l'élection présidentielle 2007 », mai 2007 [en ligne]. <[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle_2007/\(path\)/presidentielle_2007/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Presidentielles/elecresult_presidentielle_2007/(path)/presidentielle_2007/FE.html)>, consulté le 28 octobre 2020.

² Les élections législatives de 1936 marquent un premier bond de l'influence électorale du PCF : ce dernier passe de 8,36 % à 15,23 % des suffrages exprimés (et de 10 à 72 députés).

³ Marie-Claire Lavabre et François Platone indiquent : « À s'en tenir à la production universitaire, il reste que le Parti communiste français est, de tous les partis français, celui qui a suscité le plus de recherches » (LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *Que reste-t-il du PCF ?*, Autrement / CEVIPOF, 2003, p.10).

⁴ BOSWELL Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *Revue française de science politique*, vol.55, n°5-6, 2005, p.919. Selon Boswell, le PCF « fut un temps le parti le plus étudié, non seulement en France, mais aussi à l'étranger ». Dans les années 2000, ce serait le Front national qui intéresserait davantage les universitaires.

concordent que partiellement ou très partiellement à la situation du PCF depuis sa chute vers les tréfonds de la marginalité politique. C'est pour remédier à cette insuffisance que nous construisons une nouvelle catégorie, que nous appelons « parti-citadelle », à même de caractériser le parti communiste dans son stade actuel de dépérissement.

A. Du parti de masse au parti-citadelle

A.1. Le PCF comme l'archétype du parti de masse

Dans la distinction classique établie en 1951 par Maurice Duverger¹ entre partis de cadres et partis de masse, le PCF apparaît comme une sorte d'archétype de la seconde espèce, ou du moins comme l'un de ses cas les plus aboutis. D'origine parlementaire, les partis de cadres sont des structures à vocation essentiellement électorale. Ils sont surtout composés de notables, qui disposent individuellement de ressources (capital économique, social, symbolique) mobilisables dans une campagne électorale. Leur organisation est peu développée et faiblement centralisée. Quant au parti de masse, son essor est lié au développement de la démocratie représentative et à l'élargissement du suffrage. Sa finalité réside dans l'encadrement de catégories sociales jusque-là exclues du droit de vote et, tout particulièrement, des ouvriers. Contrairement au parti de cadres, le parti de masse ne se concentre pas exclusivement sur la fonction électorale, mais vise à la formation et à la socialisation de ses membres. Il permet aussi de former et promouvoir une élite d'extraction ouvrière. Concernant les élections, le capital collectif du parti (composé à la fois des apports financiers de ses adhérents, de l'action de ses militants, du label partisan) permet à des acteurs individuels dépourvus de ressources personnelles de s'engager dans la compétition. Enfin, l'organisation est fortement centralisée et hiérarchisée. Un appareil bureaucratique, composé de permanents, est mis sur pied.

¹ DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1951.

Quelques années plus tard¹, Duverger enrichit sa grille de lecture en proposant des sous-types dans chacune des deux grandes catégories de partis². Ainsi, deux spécimens de partis de cadres sont dégagés : le parti de cadres traditionnel, qui correspond aux partis conservateurs et libéraux d'Europe ; le parti de cadres américain, marqué par l'existence d'élections primaires. Ces dernières incitent les partis à maintenir des relations assez constantes et soutenues avec les électeurs, notamment à leur base. De plus, Duverger précise que les organisations américaines sont des partis souples, n'ayant pas de discipline de vote au niveau de leurs groupes parlementaires, alors que les partis britanniques sont des partis rigides avec une discipline de vote. S'agissant des partis de masse, quatre sous-types sont différenciés : le type socialiste, le type communiste, le type fasciste et les partis des pays « sous-développés ». Le premier connaît une centralisation assez poussée, contrebalancée par des efforts de démocratisation interne (par exemple, les tendances sont admises dans certains d'entre eux). L'organisation repose à sa base sur la section, c'est-à-dire le regroupement des adhérents sur le lieu de résidence, et comprend une administration composée de permanents. Enfin, en principe, les partis socialistes appliquent la règle de subordination des élus (et notamment des parlementaires) aux dirigeants désignés par les adhérents, règle remise, cependant, progressivement en cause. Quant au sous-type fasciste, sa particularité est de transposer des méthodes militaires dans une organisation politique. C'est « une sorte d'armée privée, par laquelle on cherche à prendre le pouvoir par la force, et à le conserver de la même façon »³. Enfin, les partis des pays « sous-développés » sont caractérisés par un encadrement hybride, à la fois moderne et traditionnel (reposant sur des affiliations tribales, religieuses ou raciales).

Attardons-nous sur le parti de masse communiste. Selon Duverger, il repose sur trois critères particuliers. Premièrement, il regroupe les adhérents selon leur lieu de travail et non leur domicile. Les cellules d'entreprise en constituent la base, les cellules

¹ DUVERGER Maurice, « Sociologie des partis politiques » in GURVITCH Georges, *Traité de sociologie*, Presses universitaires de France, 2007 [1957], pp.807-842.

² Duverger dégage également une nouvelle catégorie de partis, intermédiaire entre les partis de masse et les partis de cadres. Il l'appelle « partis indirects ». Il l'illustre par le Parti travailliste britannique, fondé en 1900 par diverses organisations du mouvement ouvrier, et notamment les syndicats. L'adhésion est alors indirecte : en adhérant au syndicat, on adhère au parti.

³ *Ibid.*, p.813.

résidentielles – de quartier par exemple – ne conservant qu'un « caractère résiduel »¹. Deuxièmement, les partis communistes sont organisés de façon autoritaire et centralisée. Selon leurs statuts, les dirigeants à tous les étages de la pyramide sont élus par les adhérents ; dans les faits, leur sélection est largement le fait du centre. De surcroît, le centralisme démocratique s'y applique : les échelons locaux et fédéraux doivent mettre en œuvre la « ligne » décidée par le sommet. Ce qui fait dire à Duverger que le « pouvoir descend du haut vers le bas ; il ne monte pas »². Enfin, l'idéologie joue un rôle primordial au sein de ce type de parti.

Qu'en est-il de ces quatre caractéristiques aujourd'hui pour le PCF ? Pour ce qui est de la primauté accordée aux cellules d'entreprise, force est de constater que le parti communiste contemporain a perdu sa spécificité dans ce domaine. Sa structure est aujourd'hui calquée sur l'organisation territoriale de la République : à sa base, la section qui « rassemble les adhérent-e-s d'une [...] commune »³ ; comme échelon intermédiaire, la fédération qui « rassemble les adhérent-e-s d'un même département »⁴ ; un « comité régional »⁵ ; au sommet, un Conseil national, sorte de parlement du parti. Subsistent quelques cellules et sections d'entreprise, principalement présentes dans le secteur public⁶. Par exemple, en juin 2011, pour la consultation sur l'élection présidentielle de l'année suivante, on dénombrait cinq sections d'entreprise dans la fédération de Paris : RATP avec 150 cotisants, SNCF avec 84 cotisants, la Poste avec 22 cotisants, la Ville de Paris avec 16 cotisants et la Banque de France avec 15 cotisants. Cela représentait, au total, seulement 17,7% des adhérents du département. Néanmoins, on peut souligner que les cellules d'entreprise n'ont jamais eu, même du temps de l'apogée du PCF, la place prépondérante que leur assigne Duverger. Depuis 1936, jamais la part des cellules

¹ *Ibid.*, p.817.

² *Ibid.*, p.819.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Statuts du PCF adoptés au 36^e congrès », 2013 (d) [en ligne]. <<http://congres.pcf.fr/sites/default/files/statuts-pcf-adoptes-36-congres.pdf>>, consulté le 21 décembre 2020, p.11.

⁴ *Ibid.*, p.12.

⁵ *Ibid.*, p.9.

⁶ Le collectif national des cheminots communistes édite un journal intitulé « Rail com » qui permet, en donnant la parole à des cheminots communistes, d'avoir une vue parcellaire de l'état des cellules et sections à la SNCF. Par exemple, dans son numéro de mars 2018, on observe l'existence de sections de cheminots à Marseille, Bordeaux et Miramas. COLLECTIF NATIONAL CHEMINOTS PCF, *Rail com. Journal des cheminots communistes*, n°75, mars 2018.

d'entreprise dans le total des cellules n'a dépassé les 40 %. Un pic est atteint au milieu des années 1970. En 1978, 34,6 % des cellules sont des cellules d'entreprise. En 1996, ce nombre n'est plus que de 24,2 %¹.

Les deux autres caractéristiques sont également remises en cause. Comme nous le verrons ultérieurement², le centralisme démocratique a été abandonné par le PCF en 1994. L'autonomisme démocratique le régit désormais : les décisions prises par le centre ne redescendent pas forcément vers le bas. Chaque section dispose d'une forte autonomie : elle fixe sa propre « ligne », de manière plutôt démocratique, par l'intermédiaire de ses assemblées générales d'adhérent. Cette « ligne » locale rentre plus ou moins dans le cadre défini par l'échelon national, notamment en congrès. Cela donne l'impression d'une désorganisation générale, d'un parti à géométrie variable. Deux sections d'une même fédération peuvent faire des choix opposés, par exemple en termes d'alliance électorale et, cela pour une même échéance nationale (les législatives par exemple). Enfin, l'idéologie communiste « classique » issue du marxisme et du léninisme a été vidée de sa substance avec la « mutation » impulsée par Robert Hue, laissant sa place à un contenu idéal peu clair, un mélange de radicalité diffuse et de conflictualité imprécise³.

Dans une perspective proche de Duverger, Sigmund Neumann repère le parti de représentation individuelle et le parti d'intégration sociale⁴. Le premier ressemble au parti de cadres. Il axe son activité essentiellement sur la fonction électorale. Il s'agit d'un « parti à éclipses, réduit à un simple comité électoral » et dont l'organisation est « mise en sommeil entre les consultations électorales ». Quant au parti d'intégration sociale, son financement repose, comme les partis de masse, sur les cotisations de ses membres. Ce type de parti remplit aussi une fonction socialisatrice majeure, supérieure à la fonction électorale. Comme le note Neumann, « son organisation a été décrite, par dérision, comme un encadrement du berceau à la tombe, depuis l'association des crèches

¹ MARTELLI Roger, *Prendre sa carte (1920-2009). Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Département de la Seine-Saint-Denis et Fondation Gabriel Péri, 2010.

² Nous reviendrons plus en détail sur l'autonomisme démocratique dans le chapitre 6.

³ Nous reviendrons plus en détail sur le discours communiste dans le chapitre 9.

⁴ NEUMANN Sigmund, « Toward a Comparative Study of Political Parties » in BLONDEL Jean (eds.), *Comparative Government*, Palgrave, 1969, pp.69-76.

ouvrières jusqu'à la société athée de crémation »¹. Les partis socialistes des pays européens ont souvent été présentés comme des exemples de partis d'intégration sociale. Le PCF peut aussi être classé, jusqu'aux années 1980, dans cette catégorie. Annie Kriegel parlait ainsi de la contre-société communiste, c'est-à-dire une forme d'organisation fonctionnant selon des normes et valeurs propres, en opposition avec celles dominantes. Cette contre-société est faite d' « institutions créées par [le PCF] de toutes pièces » pour répondre « aux besoins matériels, aux aspirations culturelles, aux formes de distraction de ses militants et de leurs familles »². Il s'agit donc à la fois d'encadrer la vie des adhérents et de fournir un sens à leur existence.

A.2. Parti antisystème et fonction tribunitienne

Parti de masse, le PCF fut également analysé comme un parti antisystème. Dans les années 1970, en étudiant les systèmes partisans, Giovanni Sartori le classe, avec son homologue italien, dans cette catégorie. Le Parti communiste italien (PCI) et le PCF sont alors des partis importants dans l'espace politique de leur pays respectif. Le premier atteint plus du tiers des suffrages exprimés (34,4 %) aux élections générales de 1976, alors que le second concentre entre un quart et un cinquième des voix entre 1945 et 1978. Malgré ce poids électoral, ces organisations disposent, néanmoins, d'un potentiel de coalition virtuellement nul³. Elles sont, en effet, reléguées dans l'opposition permanente et la seule arme dont elles semblent disposer sont des « possibilités de chantage », c'est-à-dire d'un pouvoir d'opposition au vote de lois. En somme, un parti antisystème ne partage pas les valeurs de l'ordre politique dans lequel il opère : il est caractérisé par une opposition de principe, et non partielle, au système politique. En ce sens, pour Sartori, il peut être distingué des partis protestataires, souvent peu durables et qui combattent le système seulement sur certains points. Sartori résume cette

¹ *Ibid.*

² KRIEDEL Annie, *Les communistes français dans leur premier siècle (1920-1970)*, Éditions du Seuil, 1985, p.144.

³ SARTORI Giovanni, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 [1976], pp.183-184.

différence de la sorte : « s'il le peut, un parti antisystème ne change pas le gouvernement, mais le système de gouvernement lui-même »¹. Un système de partis doté d'un parti antisystème est celui dont la distance idéologique entre les forces politiques est donc maximale. En revanche, s'il rejette l'ordre politique, un parti antisystème ne saurait être assimilé à un parti révolutionnaire qui se prépare au renversement armé du système.

En contrepoids de cette qualification en tant que parti antisystème, Georges Lavau, à la même époque environ que Sartori, attribue au PCF une fonction tribunitienne². Certains partis, malgré leur opposition « manifeste »³ au système, assurent de manière latente une fonction tribunitienne qui contribue, en fait de manière indirecte, à la conservation de l'ordre politique. Le PCF endosse le rôle de représentation politique des ouvriers, groupe exclu du champ politique ; en agissant de la sorte, il canalise en réalité leurs revendications, faisant dévier leur potentiel révolutionnaire. Il intègre de manière inconsciente les milieux populaires au système qu'il est censé théoriquement combattre. En substance, il délaisse dans la pratique toute finalité réellement révolutionnaire de reversement radical de l'ordre établi, pour mobiliser les exaspérations populaires dans les limites de l'organisation sociale et politique.

A.3. Un parti attrape-tout ?

Au milieu des 1960, la science politique commence à mettre en évidence la transformation du système partisan des pays occidentaux et, notamment, la remise en question du parti de masse. Pour Otto Kirchheimer⁴, différents phénomènes expliqueraient cette mutation : érosion des clivages sociaux traditionnels, développement de l'État social, essor des *mass media* provoquant une personnalisation du pouvoir, penchant des électeurs pour les attitudes consuméristes... Dès lors, un

¹ *Ibid.*, p.197.

² LAVAU Georges, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », *Revue canadienne de science politique*, n°2, mars 1969, pp.18-44 et LAVAU Georges, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, Fayard, 1981.

³ MERTON Robert King, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Armand Colin, 1997 [1953].

⁴ KIRCHHEIMER Otto, « The Transformation of the Western European Party Systems » in LA PALOMBARA Joseph and WEINER Myron (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966, pp.177-200.

nouveau type de parti émerge, issu notamment de l'adaptation des partis d'intégration sociale. En anglais, il est désigné sous le terme de « catch-all party », expression traduite en français par « parti de rassemblement » ou « parti attrape-tout ». De manière synthétique, il cumule quatre principales propriétés. Tout d'abord, il est un parti interclassiste : sa base sociale ne repose pas sur une classe gardée, mais se recrute dans des pans diversifiés de la population. Ensuite, il est une structure à faible intensité idéologique. Il s'éloigne des controverses idéologiques et embrasse des positions moins clivantes pour satisfaire sa clientèle électorale plus hétéroclite. Troisièmement, il abandonne son rôle socialisateur et d'encadrement de ses membres pour s'investir pleinement dans l'arène électorale. Enfin, au sein de l'organisation, un glissement du pouvoir s'opère des directions désignées par les militants aux leaders élus par le peuple.

L'un des exemples les plus cités d'évolution d'un parti de masse en parti de rassemblement est celui du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) à partir de 1959 et le congrès de Bad Godesberg. Le programme issu de ce congrès, qui sera celui du parti pendant trente ans (jusqu'en 1989), conduit les sociaux-démocrates allemands à rejeter le marxisme et la lutte des classes et à accepter les principes de l'économie de marché. Il proclame ainsi que « le parti social-démocrate approuve un marché libre où règne la concurrence »¹. Il affirme aussi que « d'un parti de la classe ouvrière, le SPD est devenu un parti du peuple »².

Quant au PCF, est-il devenu un parti attrape-tout ? Son caractère interclassiste s'est développé et cela à deux niveaux. Sur le plan des idées, dès le milieu des années 1960, le PCF déploie un discours ne se dirigeant pas exclusivement vers le prolétariat industriel, mais s'ouvrant vers d'autres catégories salariées, notamment les employés, ingénieurs, techniciens et cadres. Le 17^{ème} congrès de Paris de 1964 appelle ainsi à un « rassemblement de toutes les forces antimonopolistes autour d'un programme commun »³. Certes, à l'époque, la classe ouvrière reste encore l'« avant-garde » de la révolution sociale, mais il n'empêche que cela constitue une inflexion notable. Par-

¹ LORRAIN Sophie, *Une histoire de l'Allemagne au fil des textes. De Luther à Helmut Kohl*, Perrin, 2021.

² *Ibid.*

³ MARTELLI Roger, « 1953-1965 : vers le front anti-monopoliste » in INSTITUT MAURICE THOREZ, *Dans la vie des congrès communistes. Pourquoi, comment, l'unité et l'alliance*, n°1, 1972, p.92.

dessus tout, avec la « mutation » du deuxième milieu des années 1990, la référence aux ouvriers s'évanouit, pour être remplacée par la défense de l' « humain » ou, dans les années 2010, par la mise en avant des « 99 % » opposés à la petite minorité des plus riches, les « 1 % »¹. Puis, sur le plan de la sociologie électorale, parallèlement au déclin du PCF, on observe une banalisation de l'électorat communiste, qui a perdu sa marque ouvrière². À partir de la fin des années 1960 jusqu'au début des années 1980, environ la moitié de l'électorat communiste vient du milieu ouvrier. Aux élections législatives de 1978, qui, comme nous l'avons évoqué, constituent l'apogée électorale du PCF sous la Cinquième République, 54 % des électeurs communistes appartiennent à une famille ouvrière³. Trois ans plus tard, aux législatives de 1981, ce chiffre tombe à 40 %, année qui marque le début de la désouvriérisation du vote communiste⁴. En 1997, il chute à 27 %⁵.

La pénétration du PCF dans le vote ouvrier [tableau n°1] est également révélatrice de cette évolution. Au fur à mesure de l'affaiblissement de l'organisation communiste, la part des électeurs ouvriers qui déposent un bulletin de vote communiste diminue, pour devenir même insignifiante sur les dernières échéances. La surreprésentation en milieu ouvrier du vote communiste est d'environ douze points en 1969 et en 1981. À la présidentielle de 1969, 33 % des électeurs ouvriers ont voté Jacques Duclos, alors que le score global de ce dernier s'élève à environ 21 %. Même constat pour l'électorat Georges Marchais en 1981 : si le résultat de ce dernier (15,35 % des exprimés) illustre un décrochage par rapport aux législatives de 1978, encore 28 % des électeurs ouvriers se sont portés sur son nom. Les présidentielles suivantes expriment à la fois le recul de l'influence communiste dans l'électorat en général et dans l'électorat ouvrier en particulier : en 1988 (candidature d'André Lajoinie) et en 2002 (deuxième candidature de Robert Hue), le score chez les ouvriers ne devance que de trois points environ le score général. En 2007 et en 2022, le niveau très bas du résultat se conjugue avec une pénétration très faible dans le milieu ouvrier.

¹ Nous reviendrons plus en détail sur cette question dans le chapitre 9.

² BUÉ Nicolas et ETHUIN Nathalie, « Le Parti communiste, un parti "comme les autres" ? Retour sur quelques analyses de la désouvriérisation du PCF », *Revue Espace Marx*, 2005, pp.73-105.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

Tableau n°1 : Pénétration du PCF dans le vote ouvrier – élections présidentielles sous la Cinquième République¹

Date de l'élection	Candidat communiste	Résultat total (en % des exprimés)	Résultat total (en % des inscrits)	Résultat chez les électeurs ouvriers (en %)
1969	Jacques Duclos	21,27	16,29	33
1981	Georges Marchais	15,35	12,24	28
1988	André Lajoinie	6,76	5,39	10
1995	Robert Hue	8,64	6,58	8
2002	Robert Hue	3,37	2,33	6
2007	Marie-George Buffet	1,93	1,59	2
2022	Fabien Roussel	2,28	1,65	3

Cette désouvriérisation de la base électorale communiste pourrait nous faire penser que le PCF se rapprocherait de l'idéal-type du parti attrape-tout. Cependant, parmi les exemples fréquemment cités pour illustrer ce modèle, outre le SPD précédemment mentionné, sont souvent évoqués l'Union des démocrates pour la République (UDR), formation d'orientation gaulliste, ou certains partis de centre-droit, comme la

¹ Pour 1969 : LANCELOT Alain et WEILL Pierre, « L'évolution politique des électeurs français, de février à juin 1969 », *Revue française de science politique*, 20^{ème} année, n°2, 1970, pp.249-281.

Pour 1981 : SOFRES, « Enquête post-électorale réalisée pour *Le Nouvel Observateur* », 20 mai 1981.

Pour 1988 : PLATONE François, « Les électorsats présidentiels sous la Cinquième République », *Revue française de science politique*, 45^{ème} année, n°1, 1995, pp.131-152.

Pour 1995 : FAVILLA, « Vote ouvrier », *Les Échos*, 20 juin 1995 [en ligne].

<<https://www.lesechos.fr/1995/06/vote-ouvrier-860371>>, consulté le 30 avril 2022.

Pour 2002 : BUÉ Nicolas et ETHUIN Nathalie, *op.cit.*

Pour 2007 : IPSOS, « 1^{er} tour présidentielle 2007. Comprendre le vote des Français », 23 avril 2007 [en ligne].

<<https://www.ipsos.com/fr-fr/1er-tour-presidentielle-2007>>, consulté le 30 avril 2022.

Pour 2022 : IPSOS, « Présidentielle 2022. Profil des abstentionnistes et sociologie des électorsats », 10 avril 2022 [en ligne].

<<https://www.ipsos.com/fr-fr/presidentielle-2022/1er-tour-abstentionnistes-sociologie-electorat>>, consulté le 30 avril 2022.

Démocratie chrétienne (DC) en Italie ou l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU)¹. Autrement dit, ce sont essentiellement des partis de gouvernement qui sont désignés sous le label « parti de rassemblement » par les politistes, ce qui n'est pas le cas du PCF qui lui n'a eu que trois expériences gouvernementales – en coalition avec d'autres forces politiques – au cours de son histoire (1945-1947, 1981-1983 et 1997-2002).

A.4. Un parti électoral-professionnel ou un parti-cartel ?

Des développements plus récents de l'étude des partis politiques ont mis en évidence leur professionnalisation croissante. Pour Angelo Panebianco, le parti de masse (qu'il appelle « parti bureaucratique de masse ») s'efface au profit du parti électoral-professionnel². Cinq aspects sont cités dans l'argumentation du politiste italien : évolution du personnel politique avec l'ascendant pris par des professionnels de la politique sur la bureaucratie partisane classique ; mobilisation électorale avec, comme pour le parti de rassemblement, l'élargissement de la recherche de suffrages à l'ensemble de la population et non plus à une classe gardée ; métamorphose du leadership partisan, le pouvoir interne glissant des dirigeants du parti vers les élus ; financement qui repose désormais essentiellement sur les subsides publics et non sur les cotisations des adhérents ; affaiblissement de l'idéologie en faveur de controverses « carriéristes » sur le leadership. Comme nous le verrons, ces dimensions se retrouvent en partie dans le PCF contemporain, que nous qualifierons de parti électoral *semi-professionnel*³. Sa professionnalisation nous apparaît, en effet, inachevée. Il semble, certes, être devenu une machine essentiellement tournée vers la compétition électorale, tournant le dos à sa fonction socialisatrice et prenant à son service de plus en plus de sous-traitants pour réaliser certaines tâches politiques. Pourtant, le rôle politique

¹ CHARLOT Jean, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1971, p.195.

² PANEBIANCO Angelo, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge University Press, 1988.

³ Nous reviendrons plus en détail sur cette question dans le chapitre 7.

fondamental qu'y jouent encore les « amateurs » de la politique nous permet de faire état d'une semi-professionnalisation.

Richard Katz et Peter Mair vont un pas plus loin dans le constat de la professionnalisation des partis politiques¹. Ils placent les modèles précédemment construits par d'autres auteurs dans une trame commune : en s'éloignant de leur base militante, puis de la société civile et en se rapprochant de l'État, les partis de masse seraient devenus des partis attrape-tout, puis des partis-cartel. Ils notent : « après avoir été de simples médiateurs entre la société et l'État, les partis sont désormais absorbés par celui-ci : administrateurs au temps des partis de notables, délégués à l'époque des partis de masse, entrepreneurs à l'âge d'or des partis attrape-tout, ils occupent aujourd'hui une fonction d'agences quasi étatiques »². Par l'intermédiaire du financement public, les partis politiques entretiennent des liens plus étroits avec l'État. Leur dépendance vis-à-vis des pouvoirs publics s'est accrue au point qu'ils prennent l'aspect de structures ayant pour stratégie première la régulation des ressources publiques et comme objectif la sélection de cadres susceptibles de devenir les futurs dirigeants étatiques. La conséquence d'un tel déplacement des partis politiques vers l'État est, selon Katz et Mair, la nécessité pour les partis établis du système partisan de limiter la compétition et d'empêcher des outsiders de rentrer dans le jeu électoral et dans le partage des ressources étatiques. Comme dans le domaine économique, les deux ou trois partis les plus importants forment un cartel pour restreindre la concurrence et se partager les parts de marché (ici la répartition des postes électifs et des subventions publiques). Ils établissent donc des barrières à l'entrée, empêchant de nouvelles organisations concurrentes (et notamment, selon Katz et Mair, les partis d'extrême-droite) d'émerger.

Le parti communiste peut-il être considéré comme un parti-cartel ? Participe-t-il à des formes de collusions interpartisanes destinées à restreindre la compétition électorale et, pour les partis qui en sont membres, à se répartir les positions électives et les subsides publics ? En étudiant la stratégie électorale du PCF, nous parlerons de cartellisation

¹ KATZ Richard et MAIR Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, vol.1, n°1, 1995, pp.5-31.

² KATZ Richard et MAIR Peter, « La transformation des modèles d'organisation et de démocratie dans les partis. L'émergence du parti-cartel » in AUCANTE Yohann, DEZÉ Alexandre et SAUGER Nicolas (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, 2008, pp.50-51.

partielle : en effet, les appels au rassemblement de toute la gauche très souvent lancés par le Parti nous semblent être autant de tentatives de verrouillage de l'espace politique à gauche et de contrôle de la compétition politique¹.

Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet font état d'une semi-cartellisation du PCF². À première vue, cette caractérisation semble paradoxale, compte tenu du fait que le parti communiste n'est pas un acteur majeur du système partisan et que les siens n'occupent presque jamais de fonctions ministérielles. Mais le fait de disposer encore d'une représentation parlementaire (à l'Assemblée nationale comme au Sénat) et d'une implantation locale (notamment municipale) qui, bien qu'elle s'érode au fil du temps, existe encore, tout comme le fait de bénéficier du financement public, laissent à penser qu'il s'est dirigé dans la voie de la cartellisation. Les deux politistes détectent certains éléments qui étayaient cette thèse. Ainsi en est-il de son éloignement vis-à-vis de la société civile avec le dépérissement du système d'action communiste. Les organisations qui autrefois étaient constitutives de la contre-société communiste – par exemple la Confédération générale du travail (CGT) ou le Secours populaire français (SPF) – se sont autonomisées³ et sont elles-mêmes entrées en crise. En plus de cette perte des relais, Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet font remarquer l'affaiblissement du rôle de l'adhérent et de l'organisation partisane et, au contraire, le renforcement du pouvoir des élus : « l'armature et la survie du PCF doivent [...] beaucoup à ses élus qui, pour conserver leurs mandats, pratiquent sans état d'âme une stratégie de cartellisation »⁴. Le reversement d'une partie des indemnités des élus à leur parti, qui peut être assimilé à une forme de financement public indirect, représente ces dernières années la plus grosse part des recettes du PCF (entre 20 et 25% du budget). Cela explique alors en partie les alliances à géométrie variable que noue le parti communiste. Selon le type d'élection et, pour une même élection, selon le territoire concerné, la formule de rassemblement avec

¹ Nous reviendrons plus en détail sur cette question dans le chapitre 7.

² ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, « La semi-cartellisation du parti communiste français » in AUCANTE Yohann, DEZÉ Alexandre et SAUGER Nicolas (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, 2008, pp.321-346.

³ Pour le Secours populaire voir BRODIEZ Axelle, *Le Secours populaire français, 1945-2000*, Presses de Sciences Po, 2006.

⁴ ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, *op.cit.*, 2008, p.337.

d'autres forces de gauche ne sera pas la même. L'objectif est, en fait, surtout la conservation des positions électorales.

À notre sens, même si certains de leurs aspects peuvent être discernés dans le PCF actuel, ni le modèle du parti-électoral professionnel ni le modèle du parti-cartel ne sont à même de le décrire de façon satisfaisante. Surtout, quarante ans de déclin presque continu ont, selon nous, eu un impact significatif sur l'organisation communiste, au point d'en changer radicalement la nature.

A.5. Le déclin du PCF

Depuis le début des années 1980, de nombreux travaux¹ traitent du déclin ininterrompu du PCF, au point d'en faire « un parti relativement négligeable et négligé, tant par ses adversaires que ses partenaires »². Ils tentent, chacun à sa façon, de démontrer le caractère « irrésistible »³ de cet affaiblissement. Si l'on essaye de résumer

¹ Voir entre autres : ANDOLFATTO Dominique, « Effondrement soviétique et déclin du Parti communiste français » in COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque*, Presses universitaires de France, 2011 (a), pp.617-636 ; ANDOLFATTO Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, Éditions du Rocher, 2005 ; ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, « L'extinction du Parti communiste », *Revue politique et parlementaire*, 2002, pp.219-227 ; COURTOIS Stéphane, « L'agonie du communisme français » in HABERT Philippe et YSMAL Colette (dir.), *L'élection présidentielle de 1988*, Le Figaro, 1988 ; COURTOIS Stéphane, « Parti communiste : les dernières cartouches ? » in HABERT Philippe et YSMAL Colette (dir.), *Les élections législatives de 1988*, Le Figaro, 1988 ; COURTOIS Stéphane, « Parti communiste : le déclin se poursuit » in HABERT Philippe et YSMAL Colette (dir.), *Élections municipales 1989*, Le Figaro, 1989 ; COURTOIS Stéphane, « Le déclin accentué du Parti communiste français » in HABERT Philippe et YSMAL Colette (dir.), *Le vote sanction. Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*, Études politiques du Figaro / Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993 ; COURTOIS Stéphane and PESCHANSKI Denis, « From Decline to Marginalization: the PCF Breaks with French Society » in WALLER Michael and FENNEMA Meindert (eds.), *Communist Parties in Western Europe. Decline or Adaptation ?*, Blackwell, 1988, pp.47-68 ; COURTOIS Stéphane, « Le PCF : l'érosion spectaculaire », *Autrement*, n°122, mai 1991, pp.65-72 ; le chapitre 9 de l'ouvrage de Stéphane Courtois et Marc Lazar intitulé « Le déclin » (COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, pp.381-417) ; GREFFET Fabienne, « Le PCF : l'inexorable déclin » in BRÉCHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation française, 2005, pp.125-151 ; LAZAR Marc, « Le PC sous les décombres », *Esprit*, mars-avril 1989, pp.141-148 ; PLATONE François et RANGER Jean, « L'échec du Parti communiste français aux élections du printemps 1981 », *Revue française de science politique*, 31^{ème} année, n°5-6, 1981, pp.1015-1037.

² COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, pp.412-413.

³ COURTOIS Stéphane, « Le succès en trompe-l'œil du candidat communiste » in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Presses de Sciences Po et département d'études politiques du Figaro, 1995, p.188.

les divers arguments avancés pour prouver l'aspect inéluctable de la fragilisation du PCF découlant de cette abondante littérature, on peut affirmer que ceux-ci sont au nombre de cinq. Premièrement, à partir du milieu des années 1970, on assisterait au développement d'un capitalisme post-industriel, le poids de l'industrie déclinant face aux services¹. De nombreuses sites industriels à forte concentration ouvrière, dans des branches comme le textile, les mines ou la sidérurgie, sont dépecés, bouleversant par-là même la base sociale du communisme. Deuxièmement, le groupe ouvrier subit des mutations importantes tant au niveau des conditions de travail (avec, par exemple, l'exigence dans l'entreprise d'une plus grande autonomie concernant la réalisation des tâches²) et d'emploi (avec l'essor de la précarité), que sur le plan de l'effritement de la culture de classe³. Cela conduirait, par conséquent, à un affaissement de la conscience de classe. Troisièmement, les sociétés contemporaines seraient principalement empreintes de valeurs post-matérialistes (protection de l'environnement, égalité homme-femme...), loin des préoccupations et de la culture communistes, qui seraient centrées sur des valeurs matérialistes (partage des richesses, défense de l'emploi...)⁴. Quatrièmement et en lien avec l'explication précédente, le mouvement ouvrier, mouvement social fondamental de la société industrielle caractérisée par le conflit entre travail et capital, perdrait sa centralité au profit de nouveaux mouvements sociaux, comme l'écologisme, le féminisme, l'antiracisme. Le communisme ne se trouverait donc plus en phase avec la nouvelle conflictualité sociale⁵. Cinquièmement, la montée de l'individualisme en Europe à partir des années 1970 porterait un coup sévère à l'idéologie communiste focalisée sur l'appartenance et l'identification à des classes sociales⁶, ainsi qu'à la

¹ ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, « La gauche radicale en Europe, ou l'émergence d'une famille de partis », *Fondation Jean Jaurès*, 2013, p.2.

² BOSC Serge, *Stratification et classes sociales*, Armand Colin, 7^e édition, 2011, p.175.

³ *Ibid.*, p.160.

⁴ ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, *op.cit.*, p.2. Cet argument est inspiré de l'ouvrage *The silent revolution* de Ronald Inglehart (INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution*, Princeton University Press, 1977).

⁵ MARANTZIDIS Nicos et LAMPRINI Rori, « L'évolution électorale et politique des partis communistes en Europe 1976-2009 » in COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque*, Presses universitaires de France, 2011, p.559. Cet argument est inspiré par la théorie des nouveaux mouvements sociaux d'Alain Touraine. Voir notamment DUBET François, TOURAINE Alain et WIEVIORKA Michel, *Le mouvement ouvrier*, Fayard, 1984.

⁶ DELWIT Pascal, *Les gauches radicales en Europe : XIX^e-XXI^e siècles*, Université de Bruxelles, 2016, p.508.

culture organisationnelle privilégiant le collectif à l'individu, ce dernier devant faire preuve de dévouement au Parti. Enfin, la crise, puis l'effondrement du « socialisme réel » à la charnière des années 1980 et 1990, marquerait « la fin d'une histoire »¹, fermant le cycle ouvert en 1917 par la révolution bolchévique.

Bien évidemment, nous ne pouvons que partager le constat d'un déclin du PCF, qui semble d'ailleurs s'être accéléré à partir de la deuxième moitié de la décennie 2010. Nous n'échapperons pas à l'état des lieux sur le long terme du communisme français, notamment en termes de positions électorales². Néanmoins, nous pouvons repérer deux imperfections dans la plupart de ces études : d'une part, elles tombent souvent dans un déterminisme assez réducteur ; d'autre part, elles se fondent sur un organicisme qui interroge.

Tout d'abord, la majorité de ces travaux débouche sur une vision déterministe et linéaire du communisme français. « Des quatre gauches historiques – la républicaine, la socialiste, la communiste et l'ultra-gauche – que reste-t-il ? » s'interroge Michel Winock³. « L'une est moribonde et sans possibilité de renaître : la gauche communiste ». Autrement dit, en quelque sorte, la messe est dite : inévitablement, le PCF est amené à disparaître. Tous les événements sont ainsi interprétés par rapport à cette trame générale, les embellies électorales sur telles ou telles échéances étant même considérées comme des accidents qui ne permettent pas d'arrêter le cours du destin⁴. Certains auteurs font même remonter les causes du déclin à des dates antérieures à la période de la fin des années 1970 et du début des années 1980⁵.

En d'autres termes, aucune nouvelle orientation, aucun changement organisationnel, aucune modification idéologique ne pourraient inverser la tendance à l'effacement

¹ ANDOLFATTO Dominique, *op.cit.*, 2011 (a), p.629.

² Cet état des lieux sera l'objet du chapitre 2.

³ WINOCK Michel, « L'état de la gauche aujourd'hui », entretien avec Michel Winock, *L'ENA hors des murs*, hors-série, juillet 2014, pp.27-28.

⁴ Par exemple concernant le résultat de l'élection présidentielle du candidat communiste Robert Hue en 1995 (8,64 % des suffrages exprimés), Stéphane Courtois note : « rien n'a pu susciter le sursaut attendu. Robert Hue semble seulement avoir un instant suspendu un déclin irrésistible qui s'est poursuivi dans les défaites communistes aux élections municipales » (COURTOIS Stéphane, *op.cit.*, 1995, p.188).

⁵ Jean Ranger fait remonter à la fin des années 1950 les premiers indices de la crise du PCF. Il estime qu'elle débute dès l'instauration de la Cinquième République, le parti communiste ne s'étant « jamais remis du choc subi en 1958, lors du retour au pouvoir du général de Gaulle ». Voir RANGER Jean, « Le déclin du Parti communiste français », *Revue française de science politique*, 36^e année, n°1, 1986, p.47.

inexorable du PCF. Or, on constate que certains moments de l'histoire récente du Parti sont plus favorables que d'autres. Par exemple, la stratégie de Front de gauche, lancée à l'initiative du PCF dès les élections européennes de 2009 et conçue comme une coalition de partis à la gauche de la social-démocratie, a amené sinon à une amélioration des scores électoraux, du moins à une visibilité plus grande du communisme français sur la scène politique et également à un renforcement des effectifs militants¹. L'évolution de l'organisation partisane n'est donc pas linéaire ; les communistes en ont eux-mêmes conscience, quand ils adoptent, à certains moments, une rhétorique de l'optimisme, croyant à la résistance, espérant le rebond :

« Il est des périodes où il faut faire le dos rond, en attendant des jours meilleurs. Le mouvement ouvrier, au cours de toutes ses décennies de luttes, n'a pu être, en permanence, à l'offensive. Vous êtes en 1815, vous êtes en 1815 : qu'y pouvez-vous ? La réaction triomphe, c'est la Terreur blanche, la marée révolutionnaire se retire [...]. Nous avons sans doute vécu, en longue durée, une période de cette nature, dans les années 1980-1990. [...]. Non, décidément, les années 2010 ne sont pas les années 1990 ; il n'est plus temps de faire le dos rond. Malheur au révolutionnaire qui n'a pas sa montre à l'heure... »².

La littérature du déclin comporte, en outre, une inclination à l'organicisme. Elle assimile alors le PCF à un être vivant, avec une naissance, un développement, une phase de vieillesse et une mort certaine. Le lexique biologique, médical et morbide, y est largement investi : « la maladie »³, « les symptômes »⁴, « l'acte de décès »⁵... La métaphore est tellement utilisée et filée, qu'elle déteint sur des auteurs qui relativisent la thèse du déclin : « Le mort bouge encore et [...] le deuil n'est pas fait »⁶. Elle repose

¹ En 2012, 6 500 nouveaux adhérents ont rejoint le PCF selon les chiffres donnés par ce dernier (PURGUETTE Léo et SIMIEN Côme, « La forêt qui ne cache pas l'arbre » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Nouveaux adhérents. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Faut-il les garder ?*, Revue du Projet, n°22, décembre 2012, p.6).

² ROUBAUD-QUASHIE Guillaume, « Rapport – Conseil national », 2 et 3 juin 2018.

³ RANGER Jean, *op. cit.*, p.46.

⁴ *Ibid.*, p.46.

⁵ LAZAR Marc, *Le communisme. Une passion française*, Perrin, 2002, p.7.

⁶ LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *op.cit.*, p.7.

sur l'idée de l'existence d'un cycle de vie des partis politiques¹. En suivant un modèle idéal-typique, les partis connaîtraient quatre phases dans leur existence : la construction, la consolidation, le vieillissement et la reconstruction ou l'échec des tentatives de renouvellement. En ce sens, depuis les années 1980, le PCF serait entré dans sa période de vieillissement, marquée par un dépérissement électoral et une érosion importante des effectifs militants. La dernière phase aurait été atteinte au milieu des années 1990, avec la tentative de refondation de la « mutation », dont on peut considérer qu'elle n'est pas allée à son terme. En effet, si la « mutation » a profondément réformé les pratiques et le discours communiste, elle a maintenu le label « communiste », ne transformant pas le PCF en « autre chose ». De même, on peut examiner la période du Front de gauche, entre 2009 et 2017, comme une entreprise de renouvellement : en rassemblant différentes organisations à la gauche de la social-démocratie, certains communistes ont pu espérer dépasser la simple coalition et créer un parti de la gauche radicale². En définitive, ces revers de différentes natures enfoncent le PCF dans la marginalisation et dans la « nécrose »³.

S'est également développée une approche sociologique du PCF qui, tout à la fois, critique les travaux sur le déclin et apporte un éclairage différent sur la désagrégation de l'organisation communiste. Elle fut en particulier initiée par Bernard Pudal à la fin des années 1980 et repise plus récemment par Julian Mischi. Les « entrepreneurs du déclin »⁴ qui appuient leurs analyses sur une métaphore anthropomorphiste (l'agonie et la mort du Parti) sont ainsi mis en cause, tout comme est affichée l'ambition de « dépasser le travail de comptage (moins d'adhérents, moins d'électeurs, etc.) [...] décrivant un parti qui ne serait plus "en phase" avec la société contemporaine et condamné à disparaître »⁵. Le projet de recherche de ces politistes réside dans l'analyse des modalités sociales de la formation, puis de la décomposition, de l'entreprise politique communiste. Les sciences sociales, et tout particulièrement l'histoire et la

¹ BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, LGDJ, 13^{ème} édition, 2018, pp.486-487.

² Nous reviendrons plus en détail sur cette question dans le chapitre 8.

³ BRAUD Philippe, *op.cit.*, p.487.

⁴ PUDAL Bernard, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Éditions du Croquant, 2009, p.6.

⁵ MISCHI Julian, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, 2014, p.9.

sociologie d'inspiration bourdieusienne¹, sont ici mobilisées pour montrer l'originalité de cette « entreprise symbolique de subversion des valeurs »², qui a permis de promouvoir un personnel politique d'origine ouvrière, autrement dit de contribuer à ce que des groupes sociaux dominés fassent leur entrée dans l'arène politique. La construction de cet ensemble de mécanismes et de processus, puis son démantèlement à partir de la fin des années 1970, sont mis en lumière. Plus précisément, Bernard Pudal s'intéresse à la sélection et à l'ascension des cadres d'extraction ouvrière³, et à la constitution et remise en cause du « régime de vérité »⁴ provenant du stalinisme. Quant à Julian Mischi, il se situe dans une perspective d'histoire sociale locale⁵, en voulant étayer le délitement des systèmes d'action communistes locaux par une enquête sur des terrains précis⁶.

A.6. Le parti-citadelle

Comment donc qualifier le PCF après plusieurs décennies de déclin politique et son enfoncement dans la marginalisation ?

Il nous faut d'abord constater qu'un parti communiste s'est maintenu en France. Le PCF conserve deux groupes parlementaires : à la suite des élections législatives de 2022, à l'Assemblée nationale, dix députés ultramarins s'agrègent aux douze députés communistes pour former le groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) ; au Sénat, après les élections de 2020, il possède un groupe de quinze élus⁷. Plusieurs

¹ PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2009, p.17.

² PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, p.17.

³ *Ibid.*

⁴ PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2009. Nous reviendrons plus en détail sur cette question dans le chapitre 6.

⁵ MISCHI Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du parti communiste » in HAEGEL Florence (dir), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, p.72.

⁶ Les recherches de Julian Mischi tant pour la formation que pour la désagrégation de l'entreprise politique communiste se fondent sur l'étude de quatre terrains : la région de Saint-Nazaire en Loire-Atlantique, le bocage bourbonnais dans l'Allier, le bassin de Longwy en Meurthe-et-Moselle et l'agglomération de Grenoble (MISCHI Julian, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Presses universitaires de Rennes, 2010, p.27).

⁷ Le groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE) au Sénat est composé de quatorze élus communistes. Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris et membre de la Gauche républicaine et socialiste (GRS), est rattachée au groupe.

centaines de municipalités sont encore aujourd'hui dirigées par un maire communiste¹. Il revendique 100 000 adhérents², même si en réalité ceux-ci seraient plutôt entre 40 000 et 50 000³. En décentrant notre regard, nous constatons aussi que, contrairement à d'autres pays, il existe, en dépit de sa marginalisation politique, un parti communiste en France. Un détour géographique à travers la destinée des partis communistes historiques des pays d'Europe nous paraît essentiel, tant le communisme s'est, dès la révolution russe d'Octobre, positionné en mouvement mondial⁴. Depuis l'écroulement du bloc socialiste, des trajectoires divergentes ont été suivies par les partis communistes. Au sein de ce panorama, le PCF a choisi une voie minoritaire : celle d'une profonde transformation, tout en conservant le terme « communiste » dans son nom. Et à l'intérieur de ce scénario, partagé par quelques autres organisations, il fait figure d'exception, tant il résiste mieux que ses cousins d'Espagne, d'Autriche ou de Suisse.

Une fois ce constat établi, l'objectif est de tenter de comprendre ce maintien. Formulé autrement, à quel prix se maintient un parti communiste dans un système partisan et une société comme la France ?

À notre sens, la résistance du PCF ne provient pas de sa mutation idéologique et programmatique, à l'œuvre surtout depuis les années 1990. Cette dernière a été, certes, davantage qu'une simple mise à jour, un *aggiornamento*⁵, comme certains auteurs ont pu qualifier l'évolution du communisme français, notamment au temps de l'union de la gauche. Elle est bien une franche rupture avec le contenu classique du dogme communiste né en 1917 et prolongé, peu ou prou, jusqu'en 1989. Elle a vidé le communisme français de certaines de ces notions-phares comme le socialisme, le centralisme démocratique, le marxisme-léninisme... Et en même temps, elle est une sorte de demi-mutation, puisque ce qui aurait été « logique », vu le nouveau discours du PCF, aurait été d'abandonner son nom « communiste », tant il est vrai que ce discours

¹ À la suite des élections municipales de 2020, 534 communes sont dirigées par un maire communiste ou apparenté. Voir le chapitre 3.

² ROUBAUD-QUASHIE Guillaume, *op.cit.*, 2018.

³ En octobre 2018, on dénombrait 49 231 inscrits (c'est-à-dire adhérents-cotisants) pour le vote de la base commune de discussion du 38^{ème} congrès. Lors de la consultation interne de mai 2021 pour l'élection présidentielle, le nombre d'inscrits s'élevait à 43 888.

⁴ Ce détour géographique sera l'objet du chapitre 1.

⁵ PUDAL Bernard, « Le PCF : aggiornamento communiste et reproduction du corps des dirigeants (1960-1985) », *Politix*, 1988, n°2, pp.6-12.

se rapproche des partis de gauche radicale non communiste ou post-communiste. Quoiqu'il en soit, la cause de la résistance ne semble pas être à chercher du côté idéologique : des partis qui ont opté pour le maintien d'une identité marxiste-léniniste se débrouillent mieux que le PCF dans leur pays respectif, comme le Parti communiste de Grèce (KKE) ou le Parti communiste portugais (PCP).

Notre hypothèse est que cette résistance – ou cette survivance – tire son origine de la structure, ou plutôt de la déstructuration organisationnelle du PCF. Le PCF contemporain prend la forme d'un parti-citadelle. Le parti-citadelle est, en quelque sorte, le contraire, ou l'image inversée, du parti-société. Pour Annie Kriegel, le parti-société est un parti profondément enraciné dans la société et qui construit, au travers de ses organisations satellites – le syndicat et les associations de divers ordres –, une contre-société, sorte d'aperçu de la société socialiste à venir¹. À l'inverse, le parti-citadelle n'est pas un parti qui rayonne dans la société, mais correspond à un parti déclinant, auquel il reste quelques points d'appui, qu'il tente de gérer pour éviter la marginalisation politique, voire l'effacement.

Le parti-citadelle prend appui sur une réalité objective, mais à partir de cette donnée se construit un imaginaire militant. Objectivement, il repose sur une rétractation de l'espace partisan. Le processus d'érosion, puis d'effondrement, engagé dès 1978 est visible à plusieurs niveaux : perte de positions électorales, chute du nombre d'adhérents, disparition de l'influence idéologique sur la société française. Tous ces éléments sont concrètement mesurables². Si l'on prend le cas des positions électorales, il ne reste plus aujourd'hui qu'un archipel comme le note Roger Martelli : « ce qui au départ n'est qu'un archipel de territoires épars devient un électorat. Au fil des ans, le continent est recouvert par les eaux, redevient archipel, à tout moment menacé d'être submergé par la progression des flots »³. Du monde communiste, il ne reste que quelques territoires, des citadelles éparses. À partir de cette situation prennent forme des représentations militantes. Les communistes décrivent leur parti comme une citadelle, à la fois négativement et positivement. Négativement, ils ont le sentiment qu'un monde s'est

¹ KRIEDEL Annie, *Communismes au miroir français*, Gallimard, 1974, p.179.

² Ces éléments feront l'objet du chapitre 2.

³ MARTELLI Roger, *L'Archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, La Dispute/Editions sociales, 2008, p.9.

écroulé devant leurs yeux, avec l'impression de n'avoir pu avoir aucune prise, aucune capacité d'action sur cette débâcle. Ce monde communiste perdu se fonde sur différentes références, variables selon les acteurs sociaux et leur expérience politique personnelle. Il peut s'agir de la fin du « socialisme réel » des pays de l'Est. Certains communistes font aussi correspondre ce monde détruit aux changements profonds affectant le système d'action communiste¹, c'est-à-dire un ensemble d'organisations (syndicales, associatives...), sortes d'antichambres du Parti, qui permettaient de structurer autrefois la vie politique locale et d'assurer son audience grâce à la politisation des masses. Mais l'image de la citadelle se conjugue aussi de manière positive chez les adhérents. Certes isolée, perdue dans l'océan libéral ou capitaliste, elle se défend valeureusement et repousse les assauts ennemis. C'est cet esprit de résistance qui est la base de l'*éthos* communiste contemporain. L'image de la citadelle est donc ambivalente, mâtinée à la fois de nostalgie et de promesses pour l'avenir, d'une sensation de repli sur soi et de fierté d'être quelque part en avance sur son temps.

Voici donc les fondements du parti-citadelle : une réalité objective et subjective à la fois. Mais comment définir ce type de parti ? C'est un parti fragmenté, éclaté en plusieurs sphères autonomes, assez étanches les unes aux autres et ayant chacune leur mode de fonctionnement propre. La division d'un parti politique en différentes sphères n'est pas chose nouvelle en science politique. Ainsi, par exemple, en 1967, Franck J. Sorauf décompose les partis politiques en trois éléments : « l'organisation proprement dite », « le parti de gouvernement » et « le parti dans l'électorat »². Jean Charlot³ distingue au sein du parti le cercle parlementaire, le cercle partisan et le cercle local. Il souligne que des luttes de pouvoir existent entre les différents cercles et que, de manière générale, les partis communistes donnent le pouvoir au cercle partisan, c'est-à-dire aux dirigeants du Parti. Quant à Richard Katz et Peter Mair, ils délimitent trois scènes : le parti au pouvoir (« party in public office »), c'est-à-dire son activité institutionnelle produite par son groupe parlementaire et par le parti au gouvernement s'il est en situation

¹ PUDAL Bernard, « Les communistes » in BECKER Jean-Jacques (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol.2, La Découverte, 2005, p.73.

² SORAUFR Franck J., « Political Parties and Political Analysis » in CHAMBERS William N. et BURNHAM Walter D. (eds.), *The American Party Systems. Stages of Political Development*, Oxford University Press, 1967, p.37-38.

³ CHARLOT Jean, *op.cit.*, pp.40-41.

d'occuper des postes ministériels ; la direction du parti (« party in central office ») ou, autrement dit, les activités de l'appareil et des instances centrales ; le parti de la base (« party on the ground ») qui correspond à l'organisation à la base du parti et regroupe ses adhérents, voire sympathisants¹.

Derrière le label unique de « Parti communiste français » cohabitent en fait, souvent difficilement, plusieurs partis : ce qu'on appelle l'appareil, c'est-à-dire principalement la direction nationale, ainsi que, dans une moindre mesure, les directions fédérales et que nous désignerons par l'expression « le parti de Fabien », en référence au siège du Parti situé sur la place du colonel Fabien à Paris ; le parti des militants qui correspond à la vision, ainsi qu'aux pratiques politiques, qu'a la « base », c'est-à-dire les adhérents ; enfin, le parti des maires, qui se construit autour des municipalités restantes à direction communiste et qui tend à prendre une importance grandissante du fait de la rétractation du communisme sur ces derniers points d'appui existants. Ces trois partis non seulement ont des logiques différentes et parfois des objectifs divergents que l'absence de centre partisan puissant ne permet pas de faire concorder, mais à l'intérieur de chaque ensemble on constate un grand morcellement. C'est ainsi que le parti de Fabien est divisé en tendances, qui s'expriment notamment au cours des congrès. Les stratégies – à géométrie variable –, notamment en termes de rassemblements électoraux reflètent en partie ce fractionnement interne.

B. Méthodologie : immersion militante et documentation ethnographique

Dans cette thèse, nous avons combiné deux méthodes de travail. La première, classique, est l'étude de documents ethnographiques issus du PCF à ses divers échelons (national, fédéral, local) ou produits par ses dirigeants et militants. La deuxième, plus

¹ KATZ Richard et MAIR Peter, « The Ascendancy of the Party in Public Office. Party Organizational Change in Twentieth Century Democracies » in GUNTHER Richard, MONTERO José Ramon and LINZ Juan J. (eds.), *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford University Press, 2002, pp.113-135. Nous reprenons ici la traduction libre de ces expressions qui en est faite par Dominique Andolfatto et Fabienne Greffet (ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, *op.cit.*, 2008, pp.334-335).

originale, consiste en une véritable immersion en milieu partisan.

S'appliquant très singulièrement à de petites unités sociales et impliquant la présence du chercheur sur une période assez longue et régulière, non intermittente, dans le milieu enquêté¹, cette dernière nous a semblé pertinente pour étudier le PCF contemporain. Pourtant, elle n'a pas été utilisée originellement pour analyser les objets politiques. Issue d'une double tradition, anthropologique – avec les travaux pionniers de Bronislaw Malinowski sur les îles Trobriand de Mélanésie en 1915² – et sociologique – venant notamment de l'« école » de Chicago³ –, l'observation directe a surtout été mobilisée pour la compréhension d'autres secteurs de la vie sociale : la ville et ses quartiers⁴, l'usine et le monde ouvrier⁵, le secteur du commerce⁶, des institutions assez

¹ PERETZ Henri, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, La Découverte, 2004, p.4.

² MALINOWSKI Bronislaw, *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Gallimard, 1963 [1922]. Malinowski est considéré comme le père fondateur de l'observation directe. Installant sa tente près d'un village indigène, il observe de manière prolongée et intensive le mode de vie des indigènes et vise à connaître les différentes facettes de ce microcosme social. Pour recueillir ses données, il fait, cependant, appel à des informateurs.

³ L'« école » de Chicago regroupe en fait un ensemble de travaux assez divers. Voir COULON Alain, *L'École de Chicago*, Presses universitaires de France, 2012.

⁴ Voir l'étude désormais classique de William F. Whyte sur la communauté italienne d'un quartier de Boston à la fin des années 1930 (WHYTE William F., *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, La Découverte, 2007 [1943]). Autre exemple : l'observation d'un quartier pauvre de Washington D.C. où résident majoritairement des Noirs américains (LIEBOW Elliot, *Tally's Corner. Les Noirs du coin de la rue*, Presses universitaires de Rennes, 2011 [1967]).

⁵ Voir par exemple : ROY Donald, *Un sociologue à l'usine*, La Découverte, 2006. Donald Roy devient ouvrier dans un atelier de la banlieue de Chicago. Il réalise une observation *incognito* (à l'insu de la direction et de ses collègues), visant à analyser la limitation de la production. Quant à Michael Burawoy, il enquête à découvert (BURAWOY Michael, *Produire le consentement*, Éditions La Ville Brûle, 2015 [1979]). Pour un exemple français, concernant les salariés de l'industrie automobile, voir BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, 1999.

⁶ Voir par exemple BENQUET Marlène, *Encaisser ! Enquête en immersion dans la grande distribution*, La Découverte, 2013.

diverses (l'hôpital¹, la police², la justice³...), des modes de vie particuliers⁴...

Aujourd'hui largement diffusée, elle semble imprégner de plus en plus la science politique et la sociologie politique. Si l'on fait un rapide résumé de son usage dans ces branches, on peut même affirmer que l'ouvrage pionnier de Robert Michels datant de 1911, qui a permis de mettre en évidence la loi d'airain de l'oligarchie dans les organisations politiques⁵, repose sur une forme d'observation participante du SPD, mais qui n'est ni explicitée par l'auteur ni assumée comme telle. Bien plus tard, en 1968, l'ouvrage d'Annie Kriegel consacré aux communistes français comprend le sous-titre « essai d'ethnographie politique »⁶, mais là aussi l'auteure n'expose pas la méthode utilisée. Au contraire, en 1988, l'anthropologue Marc Abélès mène une enquête ethnographique, expressément affirmée, sur la situation politique du département de l'Yonne⁷. Se penchant sur « le terrain, les individus et leurs relations »⁸, il est ainsi amené à s'intéresser également aux communistes icaunais. Il dévoile les sentiments contradictoires des « autres » à leur endroit, un mélange de mépris, d'hostilité et d'attachement. Il dépeint, plus généralement, « une espèce peut-être en voie de

¹ Voir par exemple GOFFMAN Erving, *Asiles. Étude sur la condition sociale des malades mentaux*, Les Éditions de Minuit, 1968 [1961]. Erving Goffman mène une observation directe du fonctionnement de l'hôpital psychiatrique Saint Elizabeth à Washington, ce qui l'amène à analyser l'hôpital comme une « institution totale » mettant en œuvre un encadrement des résidents (des « reclus »). Pour un exemple français, voir PENEFF Jean, *L'hôpital en urgence. Étude par observation participante*, Éditions Métailié, 1992. Jean Peneff est engagé comme brancardier pendant un an dans un service d'urgences, ce qui lui permet d'étudier la division du travail hospitalier.

² Voir par exemple MAINSANT Gwenaëlle, *Sur le trottoir, l'Etat. La police face à la prostitution*, Éditions du Seuil, 2021.

³ Voir par exemple COLLECTIF ONZE, *Au tribunal des couples. Enquête sur des affaires familiales*, Odile Jacob, 2013.

⁴ Voir l'ouvrage classique de Nels Anderson consacré aux hobos, ces ouvriers migrants, sans domicile fixe, qui se déplacent sur le territoire états-unien au gré des chantiers : ANDERSON Nels, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Armand Colin, 2018 [1923]. Sur le mode de vie ouvrier, voir WEBER Florence, *Le travail à-côté. Une ethnographie des perceptions*, Les Éditions de l'EHESS, 2009.

⁵ MICHELS Robert, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009 [1911]. Robert Michels montre que même dans les organisations, comme le SPD, qui proclament ouvertement leur attachement à la démocratie interne, le pouvoir finit par revenir à une minorité. Une élite ouvrière faite de permanents et d'élus est ainsi secrétée par le fonctionnement du parti et le fossé se creuse entre les dirigeants et la base. Michels écrit ainsi : « Qui dit organisation, dit tendance à l'oligarchie [...]. L'organisation a pour effet de diviser tout parti [...] en une minorité dirigeante et une majorité dirigée » (*Ibid.*, pp.16-17)

⁶ KRIEDEL Annie, *Les communistes français. Essai d'ethnographie politique*, Éditions du Seuil, 1968.

⁷ ABÉLÈS Marc, *Jours tranquilles en 89 : ethnologie politique d'un département français*, Odile Jacob, 1988.

⁸ *Ibid.*, p.13.

disparition et qui a brutalement pris conscience de sa précarité »¹ en scrutant la commune de Migennes marquée par l’empreinte cheminote² et un « communisme de terroir »³ reposant essentiellement sur la symbolique de la Résistance. En 2005, Nicolas Bué publie un article entièrement dédié au PCF, fondé sur la méthode ethnographique⁴. Il observe à découvert la section de Calais⁵ entre février 2002 et décembre 2004, en assistant principalement aux réunions du comité de section, mais aussi en complétant ses notes ethnographiques issues de ces observations par des entretiens semi-directifs et par des discussions informelles avec les militants.

Si l’on s’élargit au champ de la gauche radicale, on constate également une utilisation de l’observation directe dans quelques travaux. C’est le cas, par exemple, du livre de Florence Joshua⁶ sur la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), transformée en 2009 en Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Florence Joshua conduit à la fois des entretiens avec des militants et dirigeants, mais observe aussi à découvert, pendant une longue période⁷, différents étages de l’organisation : congrès nationaux, meetings, universités d’été, activités d’une cellule et d’une section parisiennes. Elle prend aussi appui sur une documentation ethnographique. Quant à Romain Mathieu, sa thèse sur la désunion de la gauche antilibérale fait un recours « ciblé » à l’observation directe⁸. On peut aussi évoquer le travail de Manuel Cervera-Marzal sur la France insoumise (FI), résultant à la fois d’une observation directe de militants lors de divers événements (réunions, tractages, meetings...), d’entretiens et d’une analyse de documents militants⁹.

¹ *Ibid.*, p.243.

² Migennes fut une commune à direction communiste entre 1977 et 2001, puis entre 2008 et 2014.

³ ABÉLÈS Marc, *op.cit.*, p.244.

⁴ BUÉ Nicolas, « Le parti des copains. Ethnographie d’un comité de section, 2002-2004 », *Revue Espace Marx*, 2005, pp.31-78.

⁵ Au moment de l’enquête, la commune de Calais est dirigée par le communiste Jacky Hénin (qui occupe également le mandat d’eurodéputé entre 2004 et 2014). Le PCF est à la tête de Calais entre 1971 et 2008.

⁶ JOSHUA Florence, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l’engagement*, La Découverte, 2015.

⁷ Concernant les congrès nationaux, Florence Joshua en observe cinq (entre 2003 et 2009). Elle participe aux universités d’été tenues entre 2002 et 2009. Pour ce qui est du niveau local, elle suit la cellule parisienne du 17^{ème} arrondissement de Paris pendant 4 mois et la section du 20^{ème} arrondissement pendant un an. *Ibid.*, p.15.

⁸ MATHIEU Romain, *"Tous ensemble !" ? Les dynamiques de transformation de la gauche radicale française*, Thèse de doctorat en Science politique, Université de Lorraine, 2015.

⁹ CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, La Découverte, 2021, p.21.

À l'autre opposé du spectre politique, l'extrême-droite a également suscité des recherches ethnographiques. Daniel Bizeul observe et participe à découvert aux activités d'une association caritative liée au Front national (FN)¹. Une dizaine d'années plus tard, Sylvain Crépon enquête pendant onze mois « au cœur » du FN, en assistant à des réunions internes et publiques, en examinant les pratiques militantes de membres et en partageant des moments de sociabilité, comme des repas². L'intérêt accordé au FN a aussi produit des ouvrages maniant de manière profane l'observation directe. Par exemple, la journaliste Anne Tristan s'immerge *incognito* à la fin des années 1980 dans la section FN du 15^{ème} arrondissement de Marseille³. Néanmoins, contrairement aux références scientifiques précédemment citées, son livre est avant tout un document militant doté d'une perspective politique de dénonciation du FN. Enfin, toujours dans l'espace de l'extrême-droite, on peut citer l'enquête du politiste Samuel Bouron sur le mouvement Génération identitaire (GI)⁴. Pendant plus une année, celui-ci se plonge dans un groupe local de jeunes identitaires et entretient aussi des relations avec d'autres militants sur internet (réseaux sociaux et forums). Il participe également à un camp d'été d'une semaine, étape finale d'un « parcours initiatique » des jeunes identitaires, après laquelle ils sont amenés à assumer des responsabilités dans l'organisation.

En résumé, l'observation directe semble de plus en plus employée pour étudier des objets politiques et notamment les partis politiques. Nous avons fait nôtre cette méthode. Avant de préciser les conditions de la réalisation de notre enquête, nous présenterons le terrain sur lequel nous l'avons déployée.

B.1. Présentation du terrain d'enquête

Nos recherches ont été menées à différentes échelles et sur différents espaces partisans. Le principal terrain est une commune du Loiret, Chalette-sur-Loing, d'environ

¹ BIZEUL Daniel, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, La Découverte, 2003.

² CRÉPON Sylvain, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Nouveau Monde Éditions, 2012.

³ TRISTAN Anne, *Au Front*, Gallimard, 1987.

⁴ BOURON Samuel, « Des "fachos" dans les rues aux "héros" sur le web. La formation des militants identitaires », *Réseaux*, vol.202-203, n°2-4, 2017, pp.187-211.

13 000 habitants. Chalette-sur-Loing est une municipalité à direction communiste depuis 1971 et doit son développement essentiellement à l'implantation sur son territoire de l'usine de caoutchouc Hutchinson. Cette dernière correspond au site industriel historique de l'entreprise : en 1853, le fondateur de la société, l'américain Hiram Hutchinson, achète un brevet à Charles Goodyear pour produire des chaussures et bottes en caoutchouc. Il installe cette activité dans une ancienne papeterie de Chalette-sur-Loing¹. L'atelier chaussure est fermé depuis 1969², mais l'usine est toujours établie sur la commune. Elle produit des joints, raccords et tuyaux, notamment pour l'industrie automobile. En plus des ateliers de production, le site chalettois comprend un centre de recherche et, depuis 2016, un « Fab House », c'est-à-dire un lieu *high tech* et connecté, présenté par le groupe comme « un véritable pôle d'innovation » et qui est « utilisé pour organiser des séminaires, des activités de team building et des formations »³. L'établissement dans son ensemble appartient au groupe Hutchinson, lui-même filiale, depuis 1974, de Total.

La municipalité communiste fut, pendant plusieurs décennies, liée aux mouvements sociaux qui secouèrent l'usine. Ainsi, la victoire de la liste conduite par le communiste Max Nublat aux élections municipales de 1971 peut être principalement expliquée par deux facteurs. Premièrement, Mai 68 a eu un retentissement particulièrement important à Hutchinson. L'usine de Chalette-sur-Loing est en grève du 13 mai au 11 juin ; l'un des principaux meneurs du mouvement est Jean Louis, dessinateur, secrétaire du syndicat CGT. Elle comprend alors environ 3 000 salariés, dont 1 500 syndiqués à la CGT⁴. Jean Louis est licencié en octobre 1969 à la suite d'une nouvelle occupation des ateliers. Il devient premier adjoint de Max Nublat, puis maire de Chalette-sur-Loing en 1977. Plus généralement, l'équipe élue en 1971 comprend plusieurs salariés d'Hutchinson. Deuxièmement, la stratégie d'union de la gauche est appliquée pour la conquête de la ville. La « liste d'union démocratique des Chalettois de gauche »⁵ est censée constituer

¹ PASQUET Anne-Marie, *Chalette-sur-Loing au cœur de l'histoire*, Éditions Messidor, 1987.

² KISTER Michel, *Mémoire d'Hutchinson*, Ville de Chalette-sur-Loing, 1993, p.122.

³ HUTCHINSON, « Fab House » [en ligne].

<<https://www.hutchinson.com/fr/fab-house-0>>, consulté le 2 mai 2022.

⁴ PASQUET Anne-Marie, *op.cit.*, p.236.

⁵ KISTER Michel, *Le drapeau du bonheur. Souvenirs d'un militant*, Presses de l'imprimerie coopérative Chevillon, 1998, p.102.

un rassemblement des « divers courants de pensée démocratique », intégrant des « communistes, socialistes, PSU, radicaux, démocrates de toutes nuances »¹.

En plus de cette relation de la municipalité communiste avec le salariat d'Hutchison, les communistes chalettois sont, pendant plusieurs décennies, directement implantés dans l'usine par l'intermédiaire de cellules d'entreprise. La section de Chalette-sur-Loing est créée en 1961, dans le but premier de s'occuper de l'activité militante liée à Hutchinson². De 1955 à 1985, les cellules du PCF de l'usine publient un journal, *L'Avenir des travailleurs d'Hutchinson*, qui connaîtra 162 numéros en trente ans de parution³. Chacune des cellules publie aussi son propre journal d'atelier⁴. Au milieu des années 1990, cette organisation, qui s'était largement érodée, disparaît « faute de combattants »⁵. Ainsi, sur les 237 noms que comprend le fichier des adhérents de la section en 2019, seuls quinze sont salariés d'Hutchinson (auxquels s'ajoutent quatre retraités de l'usine). Aujourd'hui, les communistes restent à la porte de l'usine à distribuer leurs tracts et ne sont plus à l'intérieur. Pourtant, une mythologie ouvrière et industrielle, reposant sur un âge d'or⁶ en grande partie fantasmé, semble étreindre les communistes chalettois. Par exemple, les candidats titulaires et suppléants à l'élection départementale du canton de Chalette-sur-Loing en 2015 annoncent leur meeting de fin de campagne à l'aide d'un tract muni d'une photo sur laquelle ils prennent la pose devant la cheminée historique d'Hutchinson [annexe n°1]. Autre exemple : en 1993, le maire Jean Louis écrit :

« Notre ville bat au rythme de l'usine Hutchinson depuis plus d'un siècle. C'est son cœur »⁷.

En mars 2017, je distribue avec le secrétaire de section Bruno B. des tracts pour la présidentielle. Il me tient un discours similaire :

¹ *Ibid.*, p.103.

² *Ibid.*, p.70.

³ KISTER Michel, *op.cit.*, 1993, p.177.

⁴ *Ibid.*, p.190.

⁵ Nous reviendrons sur cette question des cellules d'entreprise dans le chapitre 5.

⁶ Raoul Girardet distingue quatre grands mythes politiques : la Conspiration, l'Âge d'or, le Sauveur et l'Unité. GIRARDET Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Éditions du Seuil, 1986.

⁷ KISTER Michel, *op.cit.*, 1993, p.5.

« C'est le cœur battant de la ville. C'est ce qui est exceptionnel à Chalette : une industrie en pleine ville. C'est très différent des villes de région parisienne qu'on gère : des friches, des centres sociaux... Mais pas ou plus d'usine. Hutchinson est encore là. Malgré tout. Malgré la diminution des effectifs, le changement de la composition sociale des salariés... C'est l'Usine ».

« L'Usine » a, en effet, connu une baisse de ses effectifs salariés, notamment depuis la crise industrielle des années 1980. Son pic est atteint au milieu des années 1950 avec environ 4 600 salariés¹. En 1982, un plan de délocalisation du site est présenté par la direction, ce qui déclenche alors une mobilisation de la CGT et du PCF. Pour les communistes chalettois, il s'agit alors de « sauver Hutchinson »². La CGT élabore un plan de développement de l'usine et provoque une grève, permettant d'éviter la fermeture. L'usine est donc maintenue, mais avec moins de salariés. En 1982, ils étaient 1 800. En 2014, ils sont 1 020 titulaires, auxquels s'ajoutent 127 intérimaires. Une désouvriérisation de l'industrie caoutchoutière s'est également produite : on dénombre seulement 476 ouvriers (soit 46,7 % des titulaires), 399 employés, techniciens et agents de maîtrise (39,1 %) et 145 cadres (14,2 %).

À ce niveau local, notre observation s'est principalement focalisée sur l'activité de la section PCF d'Amilly-Chalette³. En nombre d'adhérents, cette section est l'une des plus grande de la fédération du Loiret. La liste des adhérents fournie par cette dernière à la section en juin 2019 comporte 237 noms. L'âge moyen de ces adhérents (sur 220 noms ayant renseigné leur date de naissance) est de 62,3 ans en 2019. Plus précisément [tableau n°2], 42,7 % des membres ont plus de 65 ans, ce qui est plus important que les données nationales (seuls 35% des adhérents communistes ont plus de 65 ans). De même, la présence des jeunes est plus faible que pour la moyenne nationale : seuls 4,5 % des adhérents chalettois ont moins de 30 ans contre 9% au niveau national.

¹ PASQUET Anne-Marie, *op.cit.*, p.230.

² KISTER Michel, *op.cit.*, 1998, p.137.

³ Amilly est une commune limitrophe de Chalette-sur-Loing avec une population sensiblement identique (13 099 habitants en 2018). Voir INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune d'Amilly » 17 janvier 2022 [en ligne]. <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45004>>, consulté le 2 mai 2022.

Tableau n°2 : Répartition des adhérents de la section d'Amilly-Chalette selon leur âge et comparaison avec le niveau national

	Nombre d'adhérents de la section	En % des adhérents de la section	Part (en %) pour le PCF¹
Moins de 30 ans	10	4,5	9
De 30 à 65 ans	116	52,7	56
Plus de 65 ans	94	42,7	35
Total	220	100	100

Concernant la catégorie socio-professionnelle [*tableau n°3*], on voit que les retraités forment le groupe le plus important de la section : sur les 204 personnes qui ont renseigné cet élément, 69 sont retraités, soit un tiers de l'effectif total. Les employés constituent, quant à eux, la catégorie active la plus grande (22,1% du total et 42,9 % des actifs). Seuls trente ouvriers sont adhérents de la section, ce qui illustre localement la perte de la spécificité communiste, la composante ouvrière s'étant progressivement réduite. Si l'on affine la distinction des adhérents actifs, on constate que 48 adhérents sur 105 travaillent dans le secteur public. 29 travaillent dans les collectivités territoriales, dont 22 pour la mairie de Chalette-sur-Loing. Nous avons donc une section assez fortement municipalisée. Plus généralement, la fonctionnarisation du corps militant est bien visible localement.

¹ MISCHI Julian, *op.cit.*, 2014, p.274. Les données pour le niveau national sont celles de 2013.

Tableau n°3 : Répartition des adhérents de la section d'Amilly-Chalette selon leur catégorie socio-professionnelle

	Nombre d'adhérents de la section	En % des adhérents de la section
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6	2,9
Cadres et professions intellectuelles supérieures	18	8,8
Professions intermédiaires	6	2,9
Employés	45	22,1
Ouvriers	30	14,7
Retraités	69	33,8
Autres personnes sans activité professionnelle	30	14,7
<i>Dont étudiants et lycéens</i>	11	5,4
Total	204	100

Ce nombre de 237 adhérents apparaît, en fait, largement virtuel. La fédération n'a pas « nettoyé » son fichier : la plupart de ces personnes ont adhéré à un moment donné de leur vie, puis se sont éloignées du PCF ; certaines sont davantage des sympathisants que des « encartées » ; d'autres ont déménagé ; quelques-unes sont décédées. En réalité, la section tourne autour de 75 cotisants, ce qui correspond approximativement aux adhérents « réels ». À titre d'exemple, en mars 2021, pour la consultation sur la stratégie aux élections régionales, la section d'Amilly-Chalette comptait 73 inscrits (ou cotisants), soit la seconde plus grosse section en termes d'adhérents après Orléans (123 inscrits). Au niveau départemental, le même fossé est d'ailleurs perceptible : la fédération du Loiret dit avoir un répertoire de 1 200 « noms », mais délivre aux sections seulement 800 cartes. Seuls environ 550 membres cotisent.

Enfin, pour être bien complet sur la présentation du terrain, essayons de synthétiser le contexte politique local et l'implantation communiste sur le territoire. Comme nous l'avons évoqué, Chalette-sur-Loing est une commune à direction communiste depuis 1971. Elle est actuellement la seule dans l'est du Loiret. Les autres municipalités sont dans l'ouest du département. La plus importante, Saran (environ 16 000 habitants¹), est administrée par le PCF depuis 1977. Puis, deux communes de moindre importance ont un premier magistrat communiste : Darvoy (depuis 2020 ; 1 800 habitants²) et Villorceau (depuis 2001 ; 1 100 habitants³). Depuis 1971, trois maires communistes se sont succédé à Chalette-sur-Loing : Max Nublat (instituteur, né en 1931 et décédé en 2022, maire entre 1971 et 1977) ; Jean Louis (technicien, né en 1938, maire de 1977 à 2002) et Franck Demaumont (né en 1962, cadre de la fonction publique territoriale, maire depuis 2002). L'évolution du profil des édiles est intéressante : elle témoigne de l'importance prise au sein du PCF par un nouveau groupe social : les fonctionnaires territoriaux, surreprésentés au sein du Parti⁴. Avant 1971, la commune n'était pas totalement étrangère du fait communiste. Ainsi, Henri Guichard (1868-1952), qui fut maire de Chalette-sur-Loing de 1919 à 1925, fit partie des membres scissionnistes au congrès de Tours. Secrétaire de la fédération de la SFIO du Loiret, il fut le seul délégué de son département à Tours. Il devint par la suite secrétaire fédéral de la Section française de l'Internationale communiste (SFIC)⁵. Quelques décennies plus tard, après la Libération, Raymond Farruggia (1903-1978), adhérent de l'organisation communiste depuis 1921 et employé EDF, devient brièvement le premier magistrat de la commune (novembre 1946-novembre 1947)⁶.

¹ INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Saran » 17 janvier 2022 [en ligne]. <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45302>>, consulté le 2 mai 2022.

² INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Darvoy » 17 janvier 2022 [en ligne]. <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45123>>, consulté le 2 mai 2022.

³ INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Villorceau » 17 janvier 2022 [en ligne]. <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45344>>, consulté le 2 mai 2022.

⁴ MISCHI Julian, *op.cit.*, 2014, p.83.

⁵ PENNETIER Claude, « GUICHARD Henri », *Le Maitron* [en ligne]. <<https://maitron.fr/spip.php?article94041>>, consulté le 22 mai 2022.

⁶ RENOUF Jean-Claude, « Les maires de Chalette et leurs rues (suite) », *Chalette Place Commune. Magazine municipal*, n°131, novembre 2021, p.15.

En plus de la municipalité, le PCF a détenu le canton de Chalette-sur-Loing de 1973 à 2015, à chaque fois représenté par ses maires : Max Nublat de 1973 à 1979 ; Jean Louis de 1979 à 2004 ; Franck Demaumont jusqu'en 2015. La commune de Montargis, sous-préfecture du Loiret et voisine de Chalette-sur-Loing, fut aussi dirigée par Max Nublat à deux reprises (1977-1983 et 1989-1997) et jusqu'en 2001 par Jacques Reboul. Enfin, Max Nublat fut élu au conseil général pour le canton de Montargis entre 1967 et 1973 et entre 1998 et 2004.

B.2. La temporalité de l'enquête

L'enquête de terrain que j'ai menée principalement dans la section d'Amilly-Chalette a débuté en décembre 2015 pour se clore en mars 2021. Deux phases peuvent être délimitées dans cette période de plus de cinq ans.

La première phase commence en décembre 2015 et s'achève en juin 2016. J'adhère au PCF en décembre 2015. À ce moment, seules des motivations citoyennes et politiques me guident. Je suis alors marqué par l'épisode grec que j'ai particulièrement bien suivi, principalement sur des médias grecs en ligne : l'échec de l'élection d'un nouveau président de la République par le parlement fin 2014, la convocation d'élections législatives pour le 25 janvier 2015, la victoire de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) à ces élections, les six mois de dures négociations entre le nouveau gouvernement et les créanciers internationaux, l'écrasant succès du « non » au référendum du 5 juillet¹, la démission du ministre des Finances Yanis Varoufakis, la signature d'un accord avec l'Eurogroupe comportant des mesures d'austérité et de privatisations, les nouvelles élections anticipées du 20 septembre et la nouvelle victoire du Premier ministre Alexis Tsipras. Cette séquence apparaît comme un déclencheur dans ma volonté de m'engager politiquement. Je n'ai alors jamais milité dans un parti politique, ni d'ailleurs dans une autre forme d'organisation. J'ai des sympathies pour le Front de gauche, dont j'ai vaguement suivi la campagne présidentielle de 2012. Je

¹ La question posée à ce référendum fut « Approuvez-vous le plan proposé par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international ? ». Le « non » l'emporte très largement (61,31% des suffrages exprimés).

prends ainsi ma carte du PCF, sur internet. Entre décembre et juin, progressivement, au fil des réunions de section et de mon expérience militante prend naissance un projet de recherche sur le PCF. Durant ces six mois, je suis en quelque sorte dans une situation d'observateur *incognito*, non connu des acteurs sociaux, mais aussi non connu de moi-même¹.

La seconde phase de l'observation se met en route avec le démarrage du projet de thèse lui-même. La question qui se pose alors à moi alors est celle de renseigner ou non aux militants mon nouveau statut de chercheur. Observation *incognito* ou observation à découvert ? Garder le silence avec les enquêtés sur le projet comporte à la fois avantages et inconvénients. Cela permet d'observer la situation sans la perturber, mais pose un problème d'ordre moral : celui de donner l'impression d'« espionner » en quelque sorte les acteurs sociaux. Bien après l'enquête, fin avril 2022, j'ai une conversation avec l'un d'entre eux, Stéphane K., avec qui j'ai maintenu des liens. Nous abordons le sujet de ma thèse. Je lui explique alors la méthode que j'ai utilisée. Il a cette formule tranchante : « Je ne savais pas que tu m'avais espionné ». *A contrario*, l'observation à découvert augmente les risques d'un changement de pratiques des enquêtés sous le regard de l'observateur, mais permet de se dégager de ces difficultés morales. À la lumière de ces atouts et faiblesses, j'opte pour une solution à mi-chemin, une « observation demi-couverte »². Je fais part de mon projet de thèse seulement à un petit cercle de militants (le secrétaire de section, le trésorier, une autre adhérente membre du secrétariat de section, le maire, le secrétaire et l'ex-secrétaire de la fédération, le secrétaire de la section de Montargis). La majorité des adhérents n'en est donc pas informée et me considère comme un simple militant. Cette situation d'entre-deux fut, cependant évolutive. En effet, au fil des mois, la poignée de communistes tenus au courant de l'enquête finit par oublier que je suis également un chercheur et pas seulement un adhérent³.

¹ ARBORIO Anne-Marie et FOURNIER Pierre, *L'observation directe*, Armand Colin, 5^e édition, 2021, p.85.

² STENGER Sébastien, *Au cœur des cabinets d'audit et de conseil*, Presses universitaires de France, 2017, p.22.

³ Daniel Bizeul constate le même phénomène pour son enquête sur les militants frontistes (BIZEUL Daniel, *op.cit.*, p.41), tout comme Florence Joshua pour les militants de la LCR-NPA. Cette dernière note ainsi : « Au fil du temps, je me suis fondu dans le décor. Sans doute de nombreux militants m'ayant

« Demi-couverte », mon observation fut aussi participante. Le rôle que j'ai tenu au cours de cette enquête fut un rôle de membre « à part entière »¹. J'ai milité aux côtés des communistes, participant aux réunions, distribuant des tracts, collant des affiches... Assez rapidement, ma position ne fut pas celle d'un militant « de base ». Dès la conférence de section de mai 2016, j'entre au bureau et au secrétariat de section, où je suis responsable de la « communication ». Plus précisément, mon rôle consiste à proposer des projets de texte qui deviendront des tracts ou des communiqués de presse et à créer et alimenter la page Facebook de la section. Au congrès départemental de la même période, je suis élu au conseil départemental du PCF, où siègent des délégués de chaque section du Loiret. Puis au 38^{ème} congrès extraordinaire de novembre 2018, je deviens secrétaire de la section d'Amilly-Chalette et membre du conseil exécutif départemental (la nouvelle dénomination du Bureau politique). En plus de ces fonctions partisans, j'ai occupé deux rôles différents au sein de la municipalité de Chalette-sur-Loing. D'abord, j'ai été recruté par la mairie pour une durée de sept mois (de décembre 2016 à juin 2017) en tant que chargé de mission sur les affaires éducatives de la commune. J'ai mis à profit cette expérience pour étudier les actions et prises de position des élus communistes, dans une autre configuration sociale que le strict cadre partisan. Puis, en mars 2020, je suis élu conseiller municipal sur la liste du maire sortant Franck Demaumont. En mai 2020, je deviens adjoint au maire en charge de la jeunesse et de la démocratie participative.

L'enquête que j'ai menée comprend donc une observation multiniveau. Au niveau du parti des militants, j'ai pu participer aux différentes réunions de la section d'Amilly-Chalette : les réunions hebdomadaires du jeudi à partir de 18 heures ouvertes à tous les adhérents ; les réunions du bureau de section se réunissant tous les quinze jours ou trois semaines, en fonction de la conjoncture politique ; les réunions du secrétariat de section, chaque semaine ou toutes les deux semaines, là aussi en fonction de la situation. Au niveau fédéral, ce furent les réunions mensuelles à Orléans du conseil départemental et

vue assister pendant des années aux réunions internes ou publiques, aux meetings et aux universités d'été ont-ils pu croire que j'étais moi-même militante » (JOSHUA Florence, *op.cit.*, p.17).

¹ Patricia et Peter Adler distinguent trois rôles possibles tenus par le chercheur : « périphérique », « actif » ou « à part entière » (ADLER Patricia A. and ADLER Peter, *Membership Roles in Field Research*, Sage Publications, vol.6, 1987, pp.33-35).

du conseil exécutif départemental. Au niveau national, j'ai été délégué pour le Loiret pour trois événements : le 37^{ème} congrès national de juin 2016 à Aubervilliers, le 38^{ème} congrès national de novembre 2018 à Ivry-sur-Seine et la conférence nationale de Paris de novembre 2016 consacrée au choix de candidature pour l'élection présidentielle. Quatre campagnes électorales ont enfin émaillé cette période, avec leur rythme particulier, plus intense qu'à l'ordinaire : la législative de 2017 dans la quatrième circonscription du Loiret, pour laquelle le maire de Chalette-sur-Loing fut candidat du PCF soutenu par le groupe d'action de la FI et par le comité local de soutien à la candidature de Benoît Hamon ; la législative partielle de 2018, pour laquelle le secrétaire de section de Montargis, Bruno Nottin, fut candidat ; les européennes de 2019, où le PCF fut représenté par une liste conduite par l'adjoint au logement de la maire de Paris, Ian Brossat ; et enfin, les élections municipales de 2020.

Au cours de ces observations, j'ai pris des notes, alimentant un journal de terrain assez dense (sept-cents pages en format numérique), servant de matériau de base pour l'analyse. Il est à noter que je n'ai pas rencontré d'obstacle particulier à la prise de notes. Plusieurs militants prennent des notes au cours des réunions. L'usage de l'écrit est légitime au sein du PCF, voire légitimé et sacralisé, comme nous le verrons plus loin¹. Lors des réunions de section, par exemple, ce sont notamment les membres du secrétariat qui griffonnent des mots sur leur carnet. Un compte-rendu est même parfois élaboré. Précisons que la plupart des propos tenus par les acteurs sociaux en situation qui apparaissent dans cette thèse ne sont pas des citations au mot près. J'en ai conservé le sens et les termes les plus marquants. Certaines de ces paroles n'ont également pas été proférées en réunion proprement dite, mais dans des échanges informels : par exemple, à la section avant ou après les réunions ou lors d'activités militantes diverses (distribution de tracts, collage, manifestation...). J'ai fait aussi un usage parcimonieux des notes prises lors de la première phase de l'enquête, pendant laquelle j'étais dans une position *incognito* vis-à-vis de moi-même, ces notes revêtant un caractère plus militant que scientifique.

J'ai également voulu conserver l'anonymat des enquêtés. Pour la grande majorité d'entre eux, j'ai indiqué seulement leur prénom suivi de l'initiale de leur nom de famille.

¹ Nous reviendrons sur ce caractère sacré des écrits dans le cadre des congrès (chapitre 6).

Seuls les communistes qui sont des hommes ou femmes publics font exception¹ : Marc Brynhole (maire de Darvoy depuis 2020 et ancien secrétaire départemental du Loiret de 1996 à 2013), Claude Billard (sénateur communiste de 1995 à 1997 et député de 1997 à 2002), Franck Demaumont (maire de Chalette-sur-Loing), Jacques Reboul (ancien maire de Montargis entre 1997 et 2001), Mathieu Gallois (secrétaire départemental du Loiret depuis 2013, adjoint à la maire de Saran depuis 2014 et conseiller départemental du canton d'Orléans 3 depuis 2021), Bruno Nottin (secrétaire de la section de Montargis et élu municipal d'opposition à Montargis) et Dominique Tripet (conseillère municipale d'opposition à Orléans et conseillère départementale du canton d'Orléans 3 depuis 2021). Trente-six communistes apparaissent dans cette thèse en tant que tels. Leur liste est dressée dans un tableau à la fin du travail, qui répertorie également plusieurs de leurs caractéristiques sociales (âge, date d'adhésion, catégorie sociale, activité militante)².

Enfin, l'un des militants de la section d'Amilly-Chalette, Bruno B., secrétaire de section entre 2016 et 2018 et responsable du service communication à la mairie de Chalette-sur-Loing, a fait office d'informateur privilégié³ ou d'« allié »⁴ pour ce travail. Une relation de confiance et d'amitié s'est établie entre Bruno B. et moi-même. Ses informations m'ont permis d'augmenter assez rapidement ma connaissance du PCF et du contexte local et d'apporter des précisions sur certains événements partisans.

L'étude de la documentation ethnographique vient compléter cette observation participante multiniveau. Il est vrai que le PCF produit une quantité énorme de textes. Tracts, revues, journaux à sensibilité communiste, communiqués, documents de congrès, mais aussi publications sur les sites internet ou sur les réseaux sociaux (que ce soit les pages officielles du Parti, celles des dirigeants ou bien des militants)... Autant de matériaux à décrypter pour comprendre le phénomène communiste contemporain, aussi bien pour ce qui est de leur contenu que de leur processus de fabrication.

¹ Marc Abélès conserve les noms de ses interlocuteurs. Il retient la remarque de l'un de ses enquêtés : « Nous sommes des hommes publics et il n'y a nulle raison de masquer notre identité » (ABÉLÈS Marc, *op.cit.*, p.12).

² Voir p.536.

³ L'informateur privilégié de William F. Whyte est Doc, qui lui a permis de s'introduire dans le milieu étudié (WHYTE William F., *op.cit.*). Tally est l'informateur d'Elliot Liebow dans son étude du quartier noir-américain de Washington D.C. (LIEBOW Elliot, *op.cit.*).

⁴ WEBER Florence, *op.cit.*

Comme l'entrée, ma sortie du terrain répond avant tout à des motivations militantes. En mars 2021, je décide de quitter le PCF. Plusieurs raisons me conduisent à prendre cette décision. D'abord, pour l'élection régionale, la stratégie d'alliance du PCF avec le PS ne me convient pas. Ensuite, sur le plan plus local, la section est en conflit, d'abord larvé puis ouvert avec le maire de Chalette-sur-Loing. Dès la fin du précédent mandat municipal, un malaise a vu le jour chez certains élus. Le premier adjoint, membre du PCF, démissionne ainsi de sa fonction exécutive en juillet 2017. La campagne des municipales de 2020 a été un moment de tension presque permanente entre la direction de la section et le maire, tant sur la stratégie à suivre que sur la composition de la liste. Dès le début du nouveau mandat intervient une nouvelle démission d'un élu pour des raisons politiques. Au sein du conseil municipal, je m'oppose à certaines décisions du maire (armement de la police municipale de Tasers, une action sociale à mon sens insuffisante durant la période de pandémie, le vote du budget de l'agglomération dont la majorité appartient à la droite...) et conteste son mode de fonctionnement peu collectif. Sur le plan national, le tournant identitaire¹ pris par le PCF m'indispose. Après avoir rendu ma carte, Franck Demaumont me retire ma délégation d'adjoint. Volontairement, j'ai exclu du champ d'étude les relations chaotiques entre la section et le maire entre 2020 et 2021, puisque me trouvant au premier plan de cette brouille. Durant cette période et dans ce cadre, le militant l'a emporté sur le chercheur. Pour finir, cette sortie du terrain n'est que partielle. Je suis encore conseiller municipal de Chalette-sur-Loing et milite désormais à la FI.

C. Plan de la thèse

Notre travail est divisé en quatre parties permettant d'appréhender les différentes facettes du PCF en tant que parti-citadelle. Dans la première d'entre elles (*Le parti citadelle, entre repli et résistance*), un état des lieux, principalement électoral, de la situation de marginalisation politique dans laquelle se trouve l'organisation communiste sera fait. Il s'agira d'étudier les bases objectives du parti-citadelle, à savoir un parti en

¹ Nous reviendrons plus en détail sur ce tournant identitaire dans le chapitre 7.

déclin continu depuis plusieurs décennies et qui se retrouve aujourd'hui être un acteur très mineur du système partisan en général et de la gauche en particulier. Dans le *chapitre 1*, nous présenterons le fondement de notre hypothèse de mutation du PCF en parti-citadelle, à savoir sa situation particulière dans le panorama général des partis communistes historiques européens. Le scénario suivi par le parti français est celui d'un maintien du nom « communiste » dans son identité, tout en opérant dans les faits un sévère changement de son discours et de son mode de fonctionnement, qui ne correspondent plus à l'orthodoxie communiste telle qu'elle fut appliquée pendant plusieurs décennies. D'autres options seront présentées, choisies par des partis communistes d'autre pays du Vieux Continent : le maintien d'un parti communiste avec une identité orthodoxe ; la transformation en « autre chose », que ce soit un parti de centre gauche ou un parti de la gauche radicale ; la disparition pure et simple. Dans le *chapitre 2*, nous verrons au travers d'un historique des résultats aux élections nationales (présidentielle, législatives et européennes) le déclin du PCF par paliers successifs, donnant naissance à un espace retractoré. Le *chapitre 3* évoquera les élections locales (régionales, départementales et municipales), niveaux qui sont, en général, marqués par une résistance plus grande de l'organisation communiste, même si là-aussi l'érosion des positions électives est bien visible.

La deuxième partie se penchera sur l'une des sphères du parti-citadelle : le parti de Fabien. Plus exactement, nous montrerons que l'appareil est fortement fragmenté, dévoilant une tendance à la citadellisation. Les *chapitres 4 et 5* s'intéresseront aux nombreux courants du communisme contemporain. Nous verrons que, malgré le rejet formel par la direction comme par les militants d'un fonctionnement en tendances, le PCF contemporain est composé dans les faits de tendances. Celles-ci déploient des façons de faire et des positionnements très distants les uns des autres, ce qui rend leur cohabitation difficile au sein d'un même parti. Nous avons ainsi pu distinguer cinq tendances « internes » (la tendance routinisée ; les restaurateurs, partagés entre identitaires et orthodoxes ; les refondateurs ; les trotskystes de l'intérieur). En complément, existent des sortes de tendances « externes », c'est-à-dire des groupes ou groupuscules qui ne font pas partie au sens strict du terme du PCF, mais entretiennent avec des adhérents communistes des relations plus ou moins étroites, au point qu'ils

pèsent, de façon plus ou moins significative, sur le Parti lui-même. En somme, c'est à une dilution de l'espace partisan, avec des frontières floues et ténues entre communistes du « dedans » et communistes du « dehors » à laquelle on assiste.

Les congrès seront l'objet du *chapitre 6*. Sur la base d'une observation participante des 37^{ème} et 38^{ème} congrès (respectivement en 2016 et 2018), de la présentation du texte initial à l'adoption du document final, en passant par la consultation des adhérents ou par les âpres débats déclinés en amendements ou vœux, nous analyserons le congrès comme une sorte de processus fragile, tentant d'articuler le rôle de l'adhérent individuel (supposé être au fondement de la souveraineté partisane) et les intérêts de l'organisation. Quatre phases du congrès seront ainsi repérées (le temps des déchirements, le temps des réécritures, le temps des symboles et le temps du commun). Dans chacune de ces phases soit apparaît la prééminence de l'individu (réelle ou affichée) soit, au contraire, l'emportent les exigences d'appareil. Nous étudierons également l'impact du 38^{ème} congrès extraordinaire, en montrant qu'au-delà du changement de secrétaire national (Fabien Roussel succédant à Pierre Laurent) et de la victoire relative d'une ligne identitaire, celui-ci a remis en cause le cadre normatif et symbolique installé depuis plusieurs années au sein du PCF.

La troisième partie examinera les stratégies électorales mises en œuvre par le PCF. Elle met en évidence que la particularité en termes d'alliance du parti-citadelle est d'opter pour des choix à géométrie variable, guidés en grande partie par l'obsession de la conservation de positions électorales. Avoir des élus est pour les communistes un signe de survivance ou de résistance. Trois registres sont ainsi mobilisés par le PCF : perspective traditionnelle de l'union de la gauche, notamment avec le Parti socialiste (PS) ; tentatives de structuration du champ politique de la gauche radicale, concrétisées par la participation à une coalition à la gauche de la social-démocratie entre 2009 et 2017, le Front de gauche ; repli identitaire avec la présentation de candidats « maison ». Le PCF semble hésiter entre ces options. Celles-ci ont leur histoire propre et, selon les époques, l'une d'entre elles domine les autres, tant dans les discours que dans les pratiques. Mais, parfois, l'organisation communiste use pour une même élection de ces trois démarches à la fois, ce qui donne naissance à un cadre stratégique à géométrie variable, en fonction des circonscriptions électorales. Le *chapitre 8* cherchera à

présenter l'utilisation faite du Front de gauche par la section de Chalette-sur-Loing, à travers une expérience locale dite « Maison commune », décrite par les militants locaux comme précurseuse. Nous considérerons également le Front de gauche comme une ressource symbolique mobilisée par certains adhérents communistes pour gérer le stigmate associé au communisme. En d'autres termes, le Front de gauche apparaît aussi, en plus d'une simple coalition de partis, comme un label qui permet de se dégager de la mauvaise réputation.

Enfin, la *dernière partie* analysera l'évolution du discours communiste. Elle dévoilera le fait que le parti-citadelle est caractérisé par un affaiblissement idéologique et par une relégation au second plan du corpus idéal. Plus exactement, dans le *chapitre 9*, nous formulerons l'hypothèse d'un dépérissement de l'idéologie communiste et de l'avènement d'une « mentalité » communiste. Les principaux marqueurs classiques du communisme – centralité ouvrière, révolution sociale, socialisme comme projet de société, défense de l'Union soviétique – ont été remis en question à partir du milieu des années 1990 avec la « mutation ». Reste alors un discours assez vague sur de nombreux points, plus proche d'un humanisme radical que du communisme dans sa version marxiste-léniniste, voire simplement marxiste. À partir de cette transformation, nous nous interrogerons dans le *chapitre 10* sur la perte de spécificité du contenu idéal du communisme contemporain, noyé dans un ensemble plus grand, celui de la gauche radicale.

Première partie : Le parti-citadelle, entre repli et résistance

Le parti-citadelle repose sur une dimension objective. Plus de quatre décennies de déclin incessant, ponctuées par des phases d'accélération dans la déchéance, ont amené le PCF à être un parti recroquevillé sur lui-même, sur quelques territoires où il conserve des positions électorales, principalement des municipalités, des cantons et quelques circonscriptions législatives. C'est cet historique de l'étiollement électoral que nous aborderons dans cette partie. Nous montrerons que depuis la fin des années 1970 l'espace électoral du PCF se rétracte par paliers successifs (*chapitre 2*). D'un parti de masse prétendant exercer des responsabilités gouvernementales – avec d'autres dans le cadre de l'union de la gauche –, il est devenu au fil de sa déliquescence un parti marginal et marginalisé aussi bien par ses adversaires que par ses partenaires. Le processus de repli forme ainsi la trame de fond qui transforme le PCF en parti-citadelle. Mais, celui-ci est, néanmoins, assez contrasté selon les niveaux territoriaux. Ainsi, si l'échelle nationale nous éclaire très nettement sur la marginalisation du PCF, les échelons locaux témoignent d'une certaine résistance (*chapitre 3*).

Cette dernière est l'un des traits spécifiques du parti-citadelle. En se tassant sur lui-même, sur des archipels électoraux, risquant à leur tour d'être inondés par les vagues, l'organisation communiste déploie une rhétorique de la résistance face à un opposant, au demeurant mal identifié (capitalisme, libéralisme, droite, voire social-démocratie...). En élargissant notre point de vue, nous constatons même que, sur la scène européenne, le PCF est un parti qui résiste mieux que ses cousins ou anciens cousins d'autres pays du Vieux Continent (*chapitre 1*). La plupart des partis communistes historiques s'est, en effet, métamorphosé en « autre chose », soit en parti de centre-gauche, soit en parti de la gauche radicale. Quelques-uns ont purement et simplement disparu. D'autres se sont maintenus en conservant une verve orthodoxe, revendiquant la *doxa* marxiste-léniniste et l'héritage des « démocraties populaires ». *A contrario*, le PCF, avec quelques autres, a emprunté une voie étroite, mais originale : celle de sauvegarder l'appellation communiste, tout en rénovant son identité. En substance, dans le panorama du communisme européen, il fait figure d'exception et affirme une certaine résistance.

Chapitre 1 : Le Parti communiste français dans la trajectoire du communisme européen

Un décentrage de notre regard permet de remarquer que le PCF fait office d'exception dans le paysage de l'évolution des partis communistes historiques du continent européen. Un parti communiste, avec certes une identité refondée, continue d'exister en France, contrairement à d'autres pays voisins. Ce constat est crucial à deux titres. Premièrement, cela témoigne d'une résistance certaine du phénomène communiste en France. Deuxièmement, il constitue une sorte de ligne de départ de notre hypothèse de la citadellisation du PCF. En effet, pour survivre dans un monde qui a profondément changé, là où d'autres se sont effondrés ou se sont sabordés, le PCF s'est insciemment métamorphosé. Sa structure a changé : il est devenu un parti-citadelle.

L'impression générale qui ressort du communisme européen depuis la fin du « socialisme réel » est celui d'une crise profonde, d'un affaiblissement généralisé. Néanmoins, selon les pays, selon les contextes politiques et les situations sociales, des trajectoires diverses ont été suivies par les partis communistes. Dès 1994, au 28^{ème} Congrès du PCF, le refondateur Guy Hermier affirmait : « nous avons vu des partis communistes s'écrouler comme des châteaux de cartes, d'autres jeter l'éponge. On peut aussi disparaître dans un lent mais inexorable déclin »¹. Qu'en est-il aujourd'hui ? Quelle sont les évolutions qu'ont connues les partis communistes historiques des pays européens ?

À ce titre, plusieurs tentatives de classification de la destinée des partis communistes historiques ont déjà été faites par différents auteurs. Luke March identifie ainsi six « réponses à l'effondrement du communisme »² : l'abandon de l'étiquette communiste ; la transformation en parti social-démocrate ; l'adoption d'une orientation nationaliste et populiste (comme pour le Parti socialiste de Serbie (SPS) fondé par Slobodan Milošević) ; la quasi-disparition en tant qu'acteur autonome, avec la dissolution dans des coalitions de gauche (comme le PCE fondu dans Izquierda Unida) ; la totale

¹ Cité par COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op. cit.*, p.413.

² MARCH Luke, « Contemporary Far Left Parties in Europe From Marxism to the Mainstream? », *International Policy Analysis, Friedrich Ebert Stiftung*, 2008, p.5.

disparition dans des coalitions post-communistes (comme au Danemark avec la Liste de l'unité – les Rouges et Verts) ; le maintien de l'identité et du nom communistes. Quant à Patrick Moreau¹, il distingue trois logiques d'adaptation : la logique « traditionnaliste » de partis ancrés dans une culture et un mode de fonctionnement marxistes-léninistes classiques ; une logique « rouge-verte » ; une logique « communiste réformiste » à laquelle appartiendrait le PCF et, plus généralement, la majorité des partis adhérents au Parti de la gauche européenne (PGE). Enfin², nous pouvons citer le classement établi par Nicos Marantzidis et Rori Lamprini³ qui se fondent sur la terminologie d'Albert Hirschman⁴ (*exit, voice, loyalty*) pour construire leur comparaison des destinées des partis communistes occidentaux après la chute des régimes de l'Est. L'option « exit » (ou défection) correspond à la mutation en parti non communiste, que ce soit en parti social-démocrate (le PCI) ou de gauche radicale (Synaspismos en Grèce, héritier du Parti communiste de Grèce (intérieur) et ancêtre de Syriza, ou le Parti communiste de Finlande). La prise de parole (*voice*) est le fait de partis communistes ayant muté sur le plan idéologique et organisationnel, mais qui ont maintenu le label communiste dans leur appellation (par exemple le PCF ou le PCE). Enfin, la troisième voie, la loyauté, consiste à perpétuer un indéfectible attachement à l'orthodoxie marxiste-léniniste : c'est le cas du KKE et du Parti communiste portugais (PCP).

¹ MOREAU Patrick, « "Sous le drapeau rouge de la Révolution mondiale" : la réorganisation des réseaux communistes et postcommunistes en Europe » in COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque*, Presses universitaires de France, 2011, p.577-600.

² Pour d'autres typologies, voir aussi ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, *op.cit.* qui résument les taxinomies d'autres auteurs.

³ MARANTZIDIS Nicos et LAMPRINI Rori, *op.cit.*

⁴ HIRSCHMAN Albert, *Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 [1970].

Tableau n°4 : L'évolution des partis communistes historiques

Options	Scénarios
Option 1 : Maintien d'un parti communiste	Scénario 1 : Maintien d'un parti communiste avec une identité orthodoxe
	Scénario 2 : Maintien d'un parti communiste avec une identité renouvelée
Option 2 : Transformation en un autre type de parti	Scénario 3 : Transformation en parti de centre gauche
	Scénario 4 : Transformation en parti de la gauche radicale
Option 3 : Disparition du parti communiste historique	Scénario 5

Nos propres recherches sur les itinéraires des partis communistes historiques¹ nous amènent à construire une typologie en trois options générales, déclinées en cinq scénarios possibles [tableau n°4]². Les trois options générales sont le maintien d'un parti communiste, la transformation en un autre type de parti et la disparition pure et simple.

1.1. Option 1 : Maintien d'un parti communiste

La première option, le maintien du parti communiste historique, est partagée par quatorze organisations, soit 40 % des situations. Toutes ces organisations partisans ont fait le choix de garder le terme « communiste » dans leur nom. Mais derrière cette apparente similitude se cachent en fait deux scénarios distincts : soit le maintien d'un

¹ Pour une synthèse historique et contemporaine du mouvement communiste, mais aussi de la gauche radicale, voir DELWIT Pascal *op.cit.*, 2016.

² Nous avons volontairement exclu de notre typologie la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine, États dont le fonctionnement démocratique est très contestable et contesté.

parti communiste avec une identité orthodoxe (scénario 1), soit le maintien d'un parti communiste avec une identité rénovée (scénario 2).

Un quart des partis (neuf cas) a opté pour la préservation d'une structure partidaire fondée sur le centralisme démocratique, attachée au marxisme-léninisme et au passage au socialisme comme horizon, et teintée d'une certaine nostalgie envers les démocraties populaires écroulées [tableau n°5]. La majorité de ces partis n'a qu'une présence et influence anecdotiques dans les pays où ils agissent ; plusieurs d'entre eux n'ont pas de représentation parlementaire. Quatre d'entre eux résistent mieux à la descente aux enfers généralisée des partis communistes orthodoxes. « Gardien intangible du marxisme-léninisme »¹, le KKE conserve des positions électorales, tente d'animer une partie du mouvement social avec le syndicat Front militant de tous les travailleurs (PAME) et de faire revivre un mouvement communiste international à travers les Rencontres internationales des partis communistes et ouvriers (appelées aussi Solidnet). Le PCP se situe, à peu de choses près, dans la même lignée identitaire que le KKE, à l'exception de son approche récente face au pouvoir. En 2015, il décide de soutenir, sans y participer, le gouvernement socialiste minoritaire², alors que le KKE refuse catégoriquement de rencontrer Alexis Tsipras après la victoire de Syriza en janvier 2015. Les communistes grecs s'opposent de manière acharnée à l'expérience gouvernementale de Syriza, qualifiant la coalition de « regroupement de la social-démocratie [...], incorporant en outre des forces opportunistes qui ont surgi dans les 25 dernières années »³. À Chypre, le Parti progressiste des travailleurs (AKEL) est le parti hégémonique à gauche, la social-démocratie étant, historiquement, faible sur l'île. Il est également un acteur majeur du système politique : en 2008, son candidat Dimitris Christofias remporte l'élection présidentielle. Enfin, le Parti communiste de Bohême et Moravie (KSČM) est l'un des rares anciens partis dirigeants – ou successeurs d'anciens partis dirigeants – d'Europe de l'Est à avoir fait preuve d'une capacité de résistance et

¹ DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.575.

² En octobre 2021, le PCP retire, toutefois, son soutien au gouvernement minoritaire du Premier ministre socialiste António Costa. Le Bloc de gauche (BE) en fait de même, provoquant alors le rejet par le Parlement du projet de loi de finances pour 2022 et la convocation d'élections législatives anticipées.

³ SOLIDNET, « Contribution du Parti communiste grec à la 17^{ème} Rencontre internationale des partis communistes et ouvriers », 11 novembre 2015, [en ligne].

<<http://www.solidnet.org/article/417bf92e-e2bd-11e8-a7f8-42723ed76c54/>>, consulté le 29 août 2020.

rejeté la voie de la mue sociale-démocrate. Grâce à sa représentation parlementaire (15 députés en 2017)¹, il bénéficie même d'un « potentiel de chantage »² au sein du champ politique, qui s'est exprimé lors de la formation du gouvernement tchèque en juin 2018. Pour former sa majorité, le Premier ministre de centre-droit Andrej Babiš a dû composer avec la participation du parti social-démocrate (ČSSD), mais également avec le soutien sans participation du KSČM, situation inédite depuis la fin de la République socialiste tchécoslovaque³.

¹ Aux élections législatives de 2021, le KSČM essuie, cependant, un revers historique : avec 4,2 % des voix, les communistes tchèques ne franchissent pas le seuil des 5 % exigés pour être représentés à la Chambre des députés.

² DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.573.

³ KUBISTA Anna, « Le gouvernement de coalition d'Andrej Babiš, soutenu par les communistes, obtient la confiance des députés », *Radio Prague International*, 12 juillet 2018 [en ligne]. <<https://francais.radio.cz/le-gouvernement-de-coalition-dandrej-babis-soutenu-par-les-communistes-obtient-8156342>>, consulté le 29 août 2020.

Tableau n°5 : Scénario 1 – Maintien d’un parti communiste avec une identité orthodoxe

Pays	Nom du PC	Date de fondation	Résultats électoraux
Allemagne	Parti communiste allemand (DKP)	1968	15 158 voix (2021) 0 siège
Chypre	Parti progressiste des travailleurs (AKEL)	1941 ¹	22,3 % (2021) 15 sièges sur 56
Grèce	Parti communiste de Grèce (KKE)	1918 ²	5,3 % (2019) 15 sièges sur 300
Irlande	Parti communiste d’Irlande (CPI)	1933	0 siège (2020)
Lettonie	Parti socialiste de Lettonie (LSP) ³	1994	1 siège sur 100 (2018)
Luxembourg	Parti communiste luxembourgeois (PCL)	1921	1,3 % (2018) 0 siège
Norvège	Parti communiste norvégien (NKP)	1923	308 voix (2017) 0 siège
Portugal	Parti communiste portugais (PCP)	1921	4,3 % (2022) 6 sièges sur 230
République tchèque	Parti communiste de Bohême et Moravie (KSČM)	1989	4,2 % (2021) 0 siège

Le deuxième scénario que nous pouvons identifier est celui de partis qui sont restés communistes, tout en s’orientant vers une profonde rénovation de leur identité et de leur fonctionnement [tableau n°6]. Leur discours et pratiques s’approchent davantage de

¹ En 1926 est fondé le Parti communiste de Chypre (KKK). Il devient Parti progressiste des travailleurs en 1941.

² Fondé à l’origine sous le nom de Parti socialiste travailliste de Grèce (SEKE), il devient Parti communiste de Grèce en 1924.

³ Le LSP est le successeur du Parti communiste de Lettonie (LKP), parti unique de la République socialiste soviétique de Lettonie, interdit en 1991 avec l’indépendance du pays.

ceux des partis de la gauche radicale¹, dans une sorte de « réformisme radical »², que des partis communistes orthodoxes. Au demeurant, ils sont membres du PGE³, où ils côtoient des partis post-communistes (Syriza, Alliance de la gauche de Finlande, la Liste de l'unité du Danemark, Die Linke...), alors même qu'aucun parti communiste orthodoxe n'en est membre à part entière (seuls l'AKEL et le KSČM en sont observateurs).

Tableau n°6 : Scénario 2 – Maintien d'un parti communiste avec une identité renouvelée

Pays	Nom du PC	Date de fondation	Évolution
Autriche	Parti communiste d'Autriche (KPÖ)	1918	0,7 % (2019) 0 siège
Belgique	Parti communiste de Belgique (PCB) ⁴	1921, puis 1989	Alliance avec le Parti du travail de Belgique (2019)
Espagne	Parti communiste d'Espagne (PCE)	1921	Alliance avec Podemos (2019) 4 députés sur 350
France	Parti communiste français (PCF)	1920	2,7 % (2017) 11 députés sur 577
Suisse	Parti suisse du travail (PST-POP)	1944	1,1 % (2019) 1 siège sur 200

¹ Nous reviendrons en détails sur cet aspect en étudiant la « mutation » du discours du PCF depuis les années 1990 dans chapitre 9.

² DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.525.

³ Sur les cinq partis communistes historiques renouvelés que nous avons identifiés, seuls le Parti communiste de Belgique (PCB) ne fait pas partie du PGE : il l'a quitté en juillet 2018. Voir PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE, « Pourquoi le PCB a quitté le Parti de la Gauche Européenne (PGE) », 2018, [en ligne].

<<http://www.particommuniste.be/index.php/belgique/482-pourquoi-le-pcb-a-quitte-le-parti-de-la-gauche-europeenne-pge>>, consulté le 29 août 2020.

⁴ En 1989, le Parti communiste de Belgique se scinde en deux organisations : l'une en Wallonie, l'autre dans les Flandres. Dans l'espace flamand, le parti communiste disparaît en 2009. Il continue d'exister dans l'espace francophone (voir DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.492).

1.2. Option 2 : Transformation en un autre type de parti

L'option générale de transformation en un autre type de parti a été suivie par une grande partie des partis communistes historiques : dix-neuf organisations sur trente-cinq. Deux scénarios dérivent de cette option générale. Premièrement, la conversion en parti de centre-gauche (scénario 3) concerne l'écrasante majorité des ex-partis uniques des pays du « socialisme réel » [tableau n°7]. Cette mue en a fait des « partis sociaux-démocrates, modérés et pro-européens »¹, membres de l'Internationale socialiste².

En Europe occidentale, le PCI est le cas le plus emblématique de ce phénomène de modification profonde, qualifiée soit de « refondation »³, soit de « liquidation »⁴ par les adversaires de cette démarche. Il fut le plus grand parti communiste d'Europe occidentale, en termes d'adhérents, d'implantation dans la société, de rayonnement culturel et, bien sûr, de résultats électoraux. Aux élections européennes de 1984, il devient même, pour la première fois de son histoire, le premier parti italien avec plus de 11,7 millions de voix, soit un tiers des suffrages exprimés. Son processus de mutation débute par la *svolta* (le tournant) de la Bolognina en novembre 1989, quand, lors de la commémoration d'une bataille de la Seconde guerre mondiale, le secrétaire général du PCI Achille Occhetto annonce le déclenchement d'une métamorphose de son parti, n'excluant pas le changement de nom. Il se clôt avec le dernier congrès du PCI tenu à Rimini en février 1991, donnant naissance au Parti démocrate de la gauche (PDS). Le PDS devient les Démocrates de gauche (DS) en 1998, puis en 2007, en associant des courants démocrates-chrétiens, Parti démocrate (PD). Le mouvement qui conduit le PCI à se dissoudre – ou plutôt s'autodissoudre – et devenir un parti social-démocrate affilié au Parti socialiste européen (PSE), puis une formation centriste, ayant totalement rompu avec l'histoire, les pratiques et les discours de la gauche, est justifié par la volonté de ne

¹ MARANTZIDIS Nicos et LAMPRINI Rori, *op. cit.*, p.575.

² Seul le SPS n'est pas membre de l'Internationale socialiste. L'Union sociale-démocrate de Macédoine (SDSM) et les Sociaux-démocrates (SD) de Slovénie en sont membres observateurs.

³ DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.492.

⁴ LIGUORI Guido, *Qui a tué le parti communiste italien ?*, Éditions Delga, 2011.

plus être « un parti pas comme les autres » et l’ambition, au contraire, d’accéder au pouvoir, d’être un parti de gouvernement¹.

Avec le PCI, le Parti communiste des Pays-Bas (CPN) constitue un cas particulier au sein de ce scénario de réorientation en parti de centre-gauche. À la fin des années 1980, le CPN commence à verdir son discours. Puis, il collabore électoralement avec des mouvements à la gauche du Parti travailliste (PvdA), avant de fusionner avec eux pour former la Gauche verte (GroenLinks), parti membre du Parti vert européen (EGP)².

Tableau n°7 : Scénario 3 – Transformation en parti de centre-gauche

Pays	Nom du PC	Date de fondation	Évolution
Albanie	Parti du travail d'Albanie (PPSh)	1941 ³	Parti socialiste d'Albanie (PSSH) en 1991
Bosnie-Herzégovine	Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine (LCB)	1943 ⁴	Parti social-démocrate de Bosnie-Herzégovine (SDP BiH) en 1992
Bulgarie	Parti communiste bulgare (BKP)	1919	Parti socialiste bulgare (BSP) en 1990
Croatie	Ligue des communistes de Croatie (SKH)	1937 ⁵	Parti social-démocrate de Croatie (SDP) en 1990

¹ MARCOU Lilly, « Les métamorphoses du communisme italien depuis 1989 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 59, 1998, pp.104-105.

² DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.474.

³ En 1948, le Parti communiste d'Albanie (PKSh) change de nom et devient Parti du travail d'Albanie (PPSh).

⁴ En 1952, le Parti communiste de Bosnie-Herzégovine (KP BiH) change de nom et devient la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine (LCB).

⁵ En 1952, le Parti communiste de Croatie (KPH) change de nom et devient la Ligue des communistes de Croatie (SKH).

Hongrie	Parti socialiste ouvrier hongrois (MSzMP)	1956 ¹	Parti socialiste hongrois (MSZP) en 1989 ²
Italie	Parti communiste italien (PCI)	1921	Parti démocrate de la gauche (PDS) en 1991, devenu Démocrates de gauche (DS) en 1998, puis Parti démocrate (PD) en 2007
Lituanie	Parti communiste de Lituanie (LKP)	1918	Parti démocratique du travail lituanien (LDDP) en 1990, fusionne avec le Parti social-démocrate lituanien (LSDP) en 2001
Macédoine du Nord	Ligue des communistes de Macédoine (CKM)	1943 ³	Union sociale-démocrate de Macédoine (SDSM) en 1991
Monténégro	Ligue des communistes du Monténégro (SKCG)	1943 ⁴	Parti démocratique socialiste du Monténégro (DPS) en 1991

¹ À la suite de l'insurrection de Budapest de 1956, le Parti hongrois des travailleurs (MDP) disparaît. Un nouveau parti unique, le Parti socialiste ouvrier hongrois (MSzMP), est fondé.

² En 1989, le Parti socialiste ouvrier hongrois se scinde en deux (MSzMP). Si la majorité fonde le Parti socialiste hongrois (MSZP), la minorité orthodoxe décide de créer le Parti ouvrier hongrois.

³ En 1952, le Parti communiste de Macédoine (KPM) change de nom et devient la Ligue des communistes de Macédoine (CKM)

⁴ En 1952, le Parti communiste du Monténégro (KPCG) change de nom et devient la Ligue des communistes de Monténégro (SKCG).

Pays-Bas	Parti communiste des Pays-Bas (CPN)	1919	Gauche verte (GroenLinks) en 1990
Pologne	Parti ouvrier unifié polonais (PZPR)	1948 ¹	Social-démocratie de la République de Pologne (SdRP) en 1990, puis dissolution dans l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) en 1999
Serbie	Ligue des communistes de Serbie (SKS)	1945 ²	Parti socialiste de Serbie (SPS) en 1990
Slovaquie	Parti communiste de Slovaquie (KSS)	1948	Parti de la gauche démocratique (SDL) en 1990 ³ , puis dissolution dans SMER – social-démocratie en 2005
Slovénie	Ligue des communistes de Slovénie (ZKS)	1937 ⁴	Sociaux-démocrates (SD) en 1993

Le scénario n°4, vers lequel s'est dirigée une minorité de partis communistes historiques (cinq seulement), les amène à opérer une reconversion en parti de gauche radicale, sans maintien de l'adjectif communiste dans leur titre [tableau n°8]. C'est le cas de plusieurs partis de pays nordiques.

¹ Le Parti communiste de Pologne (KPP) fut fondé en 1918. Accusé de trotskysme, il fut dissout en juin 1938 par le Komintern.

² En 1952, le Parti communiste de Serbie (KPS) change de nom et devient la Ligue des communistes de Serbie (SKS).

³ En 1992, la minorité orthodoxe du Parti communiste de Slovaquie (KSS) opposée à sa transformation en parti social-démocrate fonde, avec d'autres mouvements, le Parti communiste slovaque (KSS).

⁴ En 1952, le Parti communiste de Slovénie (KPS) change de nom et devient la Ligue des communistes de Slovénie (ZKS).

Tableau n°8 : Scénario 4 – Transformation en parti de la gauche radicale

Pays	Nom du PC	Date de fondation	Évolution
Allemagne	Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED)	1946	Parti du socialisme démocratique (PDS) en 1990, puis fusion avec l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG) pour donner Die Linke en 2007
Danemark	Parti communiste du Danemark (DKP)	1920	Liste de l'unité – les Rouges et Verts (EL) en 1989
Estonie	Parti communiste d'Estonie (EKP)	1920	Parti de gauche estonien (EVP) en 1990, puis fusion avec le Parti de la Constitution pour fonder le Parti de la gauche unie d'Estonie (EÜVP) en 2008
Finlande	Parti communiste de Finlande (SKP)	1918	Alliance de gauche (VAS) en 1990
Suède	Parti communiste de Suède (SKP)	1921	Parti de gauche (V) en 1990

Au Danemark, même si, en théorie, le Parti communiste continue d'exister de manière indépendante¹, dans les faits, il a intégré la Liste de l'unité – les Rouges et Verts

¹ DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.522.

(EL), qui rassemble, dès 1989, des partis à la gauche de la social-démocratie. Une évolution similaire a lieu en Finlande, où le Parti communiste, sans conserver cependant d'existence propre, fusionne en 1990 avec d'autres forces, donnant naissance à l'Alliance de gauche (VAS). En Suède, sans s'associer avec d'autres organisations, par un vote lors de son congrès de 1990, le Parti communiste décide, dans la douleur et d'une courte tête, de changer son nom en Parti de gauche (V)¹. Dans les trois situations, ces formations collaborent souvent avec les partis sociaux-démocrates, soit en soutenant le gouvernement de centre-gauche sans y participer, soit en y participant. Pour finir, le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), seul parti autorisé en République démocratique allemande (RDA), est le seul ex-parti unique d'un régime socialiste – avec le Parti communiste d'Estonie (EKP) – à prendre le tournant de la gauche radicale, en se fondant dans un parti post-communiste. Le SED devient en 1990 le Parti du socialisme démocratique (PDS). En 2007, ce dernier fusionne avec l'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale (WASG), créée par des militants sociaux-démocrates en rupture de ban avec leur parti à cause des réformes libérales du gouvernement Schröder, pour donner le jour en 2007 à Die Linke.

1.3. Option 3 : Disparition du parti communiste historique

Sur les trente-cinq cas étudiés, seuls deux sont concernés par la dernière option (scénario 5). Le Parti communiste roumain (PCR), parti unique de la République socialiste de Roumanie, fut balayé avec celle-ci à la suite de la révolution de 1989. Quant au Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB), il décide en novembre 1991 de ne plus exister comme parti politique en tant que tel, mais de se métamorphoser en *think tank*, la Gauche démocratique, qui disparaît elle-même en 1998² [tableau n°9].

¹ En 1967, le Parti avait déjà adopté le nom Parti de gauche – Les communistes (VPK).

² DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.491. Bien que se présentant comme l'héritier du Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB), le Parti communiste britannique (CPB) est né d'une scission : en 1988, le différend entre orthodoxes et eurocommunistes conduit les premiers à quitter le parti historique.

Tableau n°9 : Scénario 5 – Disparition du parti communiste historique

Pays	Nom du PC	Date de fondation	Date de disparition
Grande-Bretagne	Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB)	1920	1991
Roumanie	Parti communiste roumain (PCR)	1921	1989

1.4. À la charnière des scénarios

Assurément, la typologie que nous proposons comporte des limites, qu’il convient d’explicitier. Certains partis peuvent se trouver à la charnière de deux, voire de trois, scénarios. C’est le cas par exemple du PCE que nous avons classé dans les partis communistes à identité renouvelée. Depuis le milieu des années 1980, le PCE semble hésiter entre la dissolution dans Izquierda Unida (Gauche unie, IU) et la sauvegarde d’une existence refondée propre¹ – ce qui le placerait entre le scénario 4 et le scénario 2 –. De plus, on peut remarquer une indétermination sur son identité communiste, entre orthodoxie et rénovation – ce qui le situerait entre le scénario 1 et le scénario 2 –. Ainsi, lors de son 20^{ème} Congrès de 2017, de nouveaux statuts ont été adoptés², marquant un retour de certaines notions abandonnées. L’attachement au marxisme-léninisme a été réintroduit :

« Le Parti communiste d’Espagne propose le socialisme comme une alternative pour dépasser le système capitaliste et fonde son analyse de la réalité et sa pratique

¹ *Ibid.*, p.565.

² PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA, « Estatutos aprobados. XX Congreso », 2017 [en ligne]. <<https://www.pce.es/media/uploads/2018/11/02/eb5f16e9ae2544d8886cc7067a7d4fc5.pdf>>, consulté le 30 août 2020.

politique sur les contributions du marxisme-léninisme et du socialisme scientifique »¹.

De même, les communistes espagnols se sont réapproprié le principe du centralisme démocratique :

« La structure et le fonctionnement interne du Parti communiste espagnol se basent sur les principes du centralisme démocratique, [...] ayant pour objectif de garantir [...] une orientation politique générale unique pour l'ensemble du Parti et une seule direction centrale. Le centralisme démocratique se fonde sur la liberté d'expression liée à une large participation au débat collectif »².

En ressort une sorte d'hybridation entre des concepts issus de la tradition communiste (marxisme-léninisme, centralisme démocratique) et d'autres provenant des courants refondateurs (dépassement du capitalisme³, liberté d'expression).

Autre parti qui se trouve à l'articulation entre plusieurs trajectoires : l'AKEL. Les statuts du parti chypriote restent dans la droite ligne orthodoxe : l'AKEL y est défini comme « le parti d'avant-garde de la classe ouvrière »⁴, « guidé dans son action par la vision du monde marxiste-léniniste »⁵. Il fonctionne selon le principe du centralisme démocratique, permettant d'assurer une « ligne et une orientation uniques » et « une discipline consciente »⁶. Toutefois, un autre texte intitulé « Notre conception du

¹ *Ibid.*, p.1. Traduction libre faite par Sophie Christodoulou. Le texte original est le suivant : « El PCE afirma el socialismo como alternativa para superar el sistema capitalista y basa su análisis de la realidad y su práctica política en las aportaciones del marxismo-leninismo y el socialismo científico ».

² *Ibid.*, p.9. Traduction libre faite par Sophie Christodoulou. Le texte original est le suivant : « La estructura y el funcionamiento interno del Partido Comunista de España se asientan en los principios del centralismo democrático, [...] con el objetivo de garantizar [...] una única orientación política general para todo el Partido y una única Dirección central. El centralismo democrático tiene como fundamentos la libertad de expresión desde la amplia participación en el debate colectivo ».

³ Nous reviendrons dans le chapitre 9 sur cette notion de « dépassement du capitalisme » pour le cas du PCF.

⁴ ΑΚΕΛ, « Καταστατικό του ΑΚΕΛ », 2015, σ.7 [en ligne]

<<https://www.akel.org.cy/wp-content/uploads/2014/02/KATASTATIKO-AKEL.pdf>>, consulté le 31 août 2020.

[AKEL, « Statuts de l'AKEL », 2015, p.7].

⁵ *Ibid.*, p.8.

⁶ *Ibid.*, p.17.

socialisme »¹, datant de 1990, fait apparaître une identité renouvée, s'éloignant des dogmes traditionnels. Ce manifeste tente de mettre en relation démocratie et socialisme, mettant l'accent sur le multipartisme, l'alternance, la séparation des pouvoirs, la transparence, le respect des droits de l'Homme, l'exigence de liberté de la presse. L'idée d'une dictature du prolétariat y est explicitement rejetée :

« Pour l'AKEL, la seule source de pouvoir est la volonté souveraine du peuple. L'État de droit socialiste, que nous souhaitons, est incompatible avec la dictature de quelque classe que ce soit »².

Au travers de « Notre conception du socialisme » est également dessiné le projet d'une économie mixte, alliant planification économique et sociale et libre marché, et combinant différentes formes de propriété (publique, coopérative et privée). En outre, la préoccupation écologique est soulevée. Au-delà des textes, l'AKEL, au pouvoir entre 2008 et 2013, a fait preuve de pragmatisme, voire de tiédeur, sur le plan de la politique économique et sociale, et fut absorbé – comme c'est habituellement le cas sur l'île pour les partis au gouvernement – par les tentatives de résolution du problème chypriote. Par conséquent, l'AKEL se trouverait quelque part entre les partis communistes orthodoxes et les partis communistes renoués³.

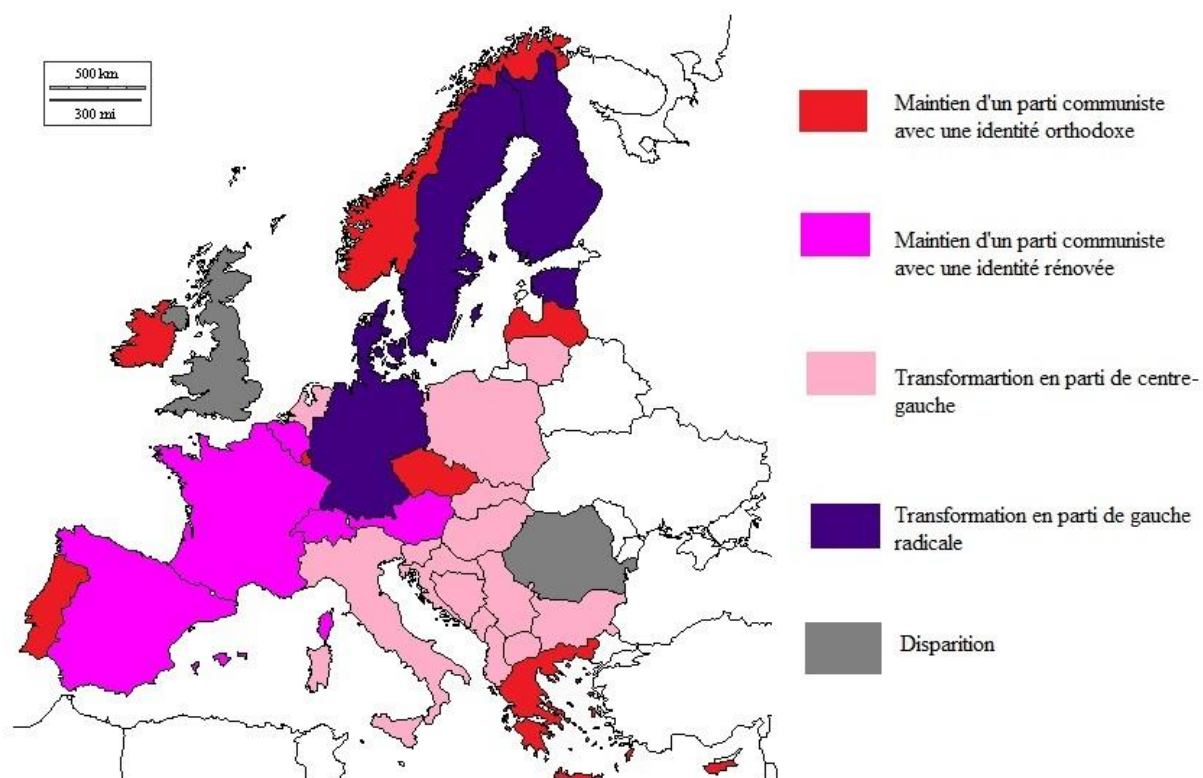
¹ AKEΛ, « Η δική μας αντίληψη για το Σοσιαλισμό », 1990.
<<https://www.akel.org.cy/η-δική-μας-αντίληψη-για-το-σοσιαλισμό-σ/>>

[AKEL, « Notre conception du socialisme », 1990 [en ligne], consulté le 31 août 2020].

² *Ibid.* Traduction libre faite par l'auteur. Le texte original est le suivant : « Για το ΑΚΕΛ μοναδική πηγή εξουσίας είναι η κυρίαρχη θέληση του λαού. Το σοσιαλιστικό κράτος δικαίου στο οποίο προσβλέπουμε είναι ασυμβίβαστο με τη δικτατορία οποιασδήποτε τάξης. »

³ Pour Delwit, le KSČM et l'AKEL, tous les deux membres observateurs du PGE, « assument de facto une forme d'interface » entre « les partis communistes marxistes-léninistes » et les partis membres du PGE. DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.574.

Figure n°1 : La carte de l'évolution des partis communistes historiques



*

Ce détour géographique à travers la destinée des partis communistes historiques des pays d'Europe nous a paru essentiel, tant le communisme s'est, dès la révolution russe d'Octobre, positionné en mouvement mondial. Depuis l'écroulement du bloc socialiste, des trajectoires divergentes ont été suivies par les partis communistes. Au sein de ce panorama, le PCF a choisi une voie minoritaire : celle d'une profonde transformation, tout en conservant le terme « communiste » dans son nom. Et à l'intérieur de ce scénario, partagé par quelques autres organisations, il fait figure d'exception, tant il résiste mieux que ses cousins d'Espagne, d'Autriche ou de Suisse.

Comment expliquer cette singularité et cette résilience dans un environnement foncièrement bouleversé depuis la fin de la guerre froide ? La réponse que nous apportons à cette question réside dans le concept de citadellisation. Si un parti communiste continue d'exister en France, c'est à l'état de parti-citadelle, un parti ramassé sur quelques zones de force éparses, un parti morcelé en plusieurs sphères sans liant entre elles, un parti national fragmenté en courants ayant leur propre logique.

Chapitre 2 : L'espace rétrecté : la marginalisation électorale du Parti communiste français

Depuis les années 1980, une abondante littérature s'applique à décrire et expliquer le déclin multiforme du PCF : baisse du nombre d'adhérents, érosion électorale, déliquescence territoriale avec la diminution du nombre de cellules et sections... Sur le plan électoral, certains auteurs, comme Roger Martelli¹, mobilisent l'image de l'archipel pour illustrer la dénationalisation du vote communiste en œuvre à partir de cette même décennie. Sur la carte de la France, seuls certains territoires sont concernés par le vote communiste, plus ou moins marqué selon les scrutins. Ils forment un archipel éparpillé d'îles et îlots, les autres espaces – les déserts électoraux – étant submergés par les flots. Il s'agit dans ce chapitre de retracer de manière chronologique cet affaissement électoral à travers les échéances nationales, qui fait qu'il reste encore des électeurs communistes, mais que « sur le fond, il n'y a plus d'électorat communiste à proprement parler »². L'archipellisation du PCF forme le fondement objectif de sa citadellisation. Sur quelques territoires encore, le Parti se maintient vaille que vaille, territoires qu'il s'agit pour les communistes français de conserver coûte que coûte. Voilà, en résumé, du moins sur le plan électoral, la logique du parti-citadelle.

Si le déclin du PCF intéresse les chercheurs, l'état dans lequel se trouve l'organisation communiste soulève également les inquiétudes de la direction nationale et des militants, notamment à la suite d'une désillusion électorale. Ainsi, la résolution adoptée par le Conseil national dans la foulée des élections législatives de 2017 souligne :

« La nouvelle situation politique interpelle directement toutes les forces politiques, et pour ce qui nous concerne, elle pose directement la question du rôle et de l'avenir de notre parti. [...] Le Parti communiste essuie un véritable échec

¹ MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2008, p.9.

² *Ibid.*, p.245.

électoral, même si l'élection et la réélection de onze députés manifestent une réelle capacité de mobilisation, de rassemblement et de résistance »¹.

Un regard rétrospectif nous amène, en effet, à s'apercevoir d'un écroulement par paliers successifs du communisme français, débuté à la fin des années 1970, au point qu'aujourd'hui il fait figure d'espace rétracté, replié sur quelques territoires, qui eux-mêmes se réduisent au fil du temps comme peau de chagrin. Dans ce chapitre, nous nous pencherons sur cette évolution, en nous intéressant aux résultats électoraux du PCF dans une optique historique, c'est-à-dire, en fait, depuis sa naissance en 1920. Nous tâcherons également d'adopter une optique comparative, en replaçant les scores communistes dans le contexte plus général de la gauche française et, notamment, en les mettant en parallèle avec ceux du « frère ennemi » socialiste. Cette analyse nous permettra d'éclairer la base objective sur laquelle repose le parti-citadelle et à partir de laquelle se déploient les représentations collectives des adhérents communistes.

2.1. Le PCF et la présidentielle

La comparaison temporelle des résultats électoraux nationaux du PCF pose d'emblée une difficulté. Centrer l'exposé principalement sur l'élection structurante de la Cinquième République, sur l'élection présidentielle, nous amène à mettre de côté certaines dates. Sur les onze échéances présidentielles au suffrage universel direct depuis 1965, le PCF n'a présenté qu'à sept reprises un candidat issu de ses rangs [*tableau n°10*]. Il a soutenu deux fois le candidat socialiste François Mitterrand en 1965 et 1974 et également à deux reprises Jean-Luc Mélenchon en 2012 (dans le cadre commun du Front de gauche) et en 2017. Si l'on ne retient que ses candidatures directes, on constate une diminution globale de son score électoral.

Lors de son baptême du feu en 1969, le PCF, à travers son candidat Jacques Duclos, recueille 21,27 % des suffrages exprimés (soit 16,29 % des inscrits). Duclos termine sur le podium, en troisième position derrière le gaulliste Georges Pompidou et le centriste

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Résolution du Conseil national », 24 juin 2017 (a).

Alain Poher. Le communisme français arrive alors largement en tête des autres courants de gauche et notamment du socialisme, Gaston Defferre pour la SFIO ne rassemblant qu'un peu plus de 5 % des suffrages exprimés et Michel Rocard pour le Parti socialiste unifié (PSU) 3,6 %.

Une analyse chronologique est possible pour la période 1981-2007, où à chaque fin de mandat présidentiel les communistes français ont décidé de présenter un candidat issu de leurs rangs. En 1981, 15,35 % des bulletins exprimés portent le nom de Georges Marchais. À l'époque, ce résultat est ressenti par les communistes comme « un véritable désastre et une terrible humiliation »¹, surtout en comparaison des législatives de 1978 et compte tenu du fait que le socialiste François Mitterrand devance largement (25,85 % des suffrages exprimés) le score de leur secrétaire général. Les communistes n'étaient pourtant pas au bout de leur peine : en 1988, André Lajoinie n'obtient que 6,76 % des exprimés, soit 8,59 points de pourcentage de moins que le score de Marchais. En nombre de voix, la chute est importante : l'électorat fond de plus de moitié, passant de plus de 4,4 millions à un peu plus de 2 millions. Rapporté aux inscrits, en l'espace d'un septennat, le résultat passe de 12,24 % à seulement 5,39 %. Une petite embellie se produit sept ans plus tard. En 1995, avec 8,64 % des suffrages exprimés (+1,88 points de pourcentage), la candidature du nouveau secrétaire national Robert Hue récolte environ 570 000 voix de plus que celle de Lajoinie. Mais une nouvelle dégringolade survient en 2002 : le score de Robert Hue (3,37 % des suffrages exprimés et 2,33 % des inscrits) descend sous la barre du million d'électeurs, diminuant de 63,5 % par rapport à 1995. Le déclin se poursuit avec la candidature de Marie-George Buffet en 2007, qui perd plus du quart des voix de son prédécesseur et se trouve sous le seuil des 2 %.

Enfin, après deux éditions où le PCF avait fait le choix du soutien à Jean-Luc Mélenchon, l'organisation communiste décide en 2022 de présenter un candidat maison : son secrétaire national, Fabien Roussel. Son résultat connaît un léger frémissement en comparaison de celui de Marie-George Buffet : le Parti obtient un peu plus de 800 000 voix, soit environ 95 000 bulletins de plus que quinze ans plus tôt. Cela ne représente que 2,28 % des voix exprimées (et 1,65 % des électeurs inscrits) et reste donc dans les eaux basses de 2007. Triste consolation : Roussel dépasse la candidate

¹ COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, p.392.

socialiste, une première depuis 1969. Mais avec seulement 1,75 % des suffrages exprimés (et environ 616 000 voix), Anne Hidalgo réalise le pire score de l'histoire du PS, ce qui constitue un effondrement même par rapport au niveau historiquement faible de 2017 quand Benoît Hamon n'avait récolté qu'environ 2,3 millions de voix (6,36 %).

Tableau n°10 : Les candidats et les résultats du PCF à l'élection présidentielle depuis 1965¹

Date	Candidat	Nombre de voix	% des exprimés	% des inscrits
1965	<i>Soutien à François Mitterrand</i>			
1969	Jacques Duclos	4 808 285	21,27	16,29
1974	<i>Soutien à François Mitterrand</i>			
1981	Georges Marchais	4 456 922	15,35	12,24
1988	André Lajoinie	2 056 261	6,76	5,39
1995	Robert Hue	2 632 936	8,64	6,58
2002	Robert Hue	960 548	3,37	2,33
2007	Marie-George Buffet	707 268	1,93	1,59
2012	<i>Soutien à Jean-Luc Mélenchon</i>			
2017	<i>Soutien à Jean-Luc Mélenchon</i>			
2022	Fabien Roussel	802 422	2,28	1,65

Comme nous l'avons souligné, l'examen des performances du PCF à la présidentielle, même si elles révèlent une tendance déclinante, n'est certainement pas aussi pertinent que les résultats électoraux d'autres échéances. L'élection maîtresse de

¹ Pour les années 1969, 1981, 1988 et 1995 : DE BOISSIEU Laurent, « France Politique. Le site d'information sur la vie politique française » [en ligne].

<<https://www.france-politique.fr/>>, consulté le 31 juillet 2022.

Pour les années 2002, 2007 et 2022 : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Les résultats », juin 2022 [en ligne].

<<https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats>>, consulté le 31 juillet 2022.

la Cinquième République ne reflète pas forcément l'influence électorale du communisme français dans l'espace politique. Il est à souligner que, dès l'instauration de l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, les communistes expriment leur défiance, voire leur hostilité, envers cette échéance. Lors du référendum du 28 octobre 1962 modifiant le mode de scrutin, ils s'inscrivent dans le « cartel des non » : ils s'opposent alors à « un plébiscite qui donnerait tous les pouvoirs à un seul homme »¹ et mettent en avant leur attachement à un régime de type parlementaire. De nos jours, près de six décennies plus tard, ils reconnaissent la spécificité de l'élection présidentielle et les difficultés qu'ils rencontrent quand ils ont à affronter ce scrutin :

« La présidentielle a toujours été un obstacle particulièrement ardu à négocier pour le Parti communiste français. C'est vrai depuis 1965 et cela s'aggrave à mesure que cette Cinquième République se présidentialise. Car même le puissant Parti communiste des années 60 voit bien qu'il lui sera très difficile de l'emporter dans cette élection désormais "reine" »².

Nous pouvons ici nous interroger succinctement sur les causes des difficultés qu'éprouve le PCF face à la présidentielle, voire de son inadéquation avec cette élection. Celle-ci impose une nécessaire mutation des partis politiques s'ils veulent continuer à jouer un rôle de premier plan dans le système partisan. Pour Hugues Portelli, cette métamorphose – cette présidentialisaiton des partis politiques – se résume à deux aspects : une stratégie institutionnelle qui conduit les organisations politiques vers une personnalisation croissante ; un mode d'alliance qui conduit à la bipolarisation³. Sur ces deux aspects, le PCF ne semble pas être le parti le mieux placé pour se mouler dans le régime de la Cinquième République. Premièrement, la personnalisation du jeu politique

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Non, non. Résolument non ! », octobre 1962 [en ligne]. <<https://archives.seinesaintdenis.fr/ark:/naan/a0115500685764cM7Pf/8825736e04>>, consulté le 9 août 2022.

² PRINTEMPS DU COMMUNISME, « Un candidat à la présidentielle, coûte que coûte ? », 6 septembre 2018 (c) [en ligne]. <<https://printempsducommunisme.fr/un-candidat-a-la-presidentielle-coute-que-coute>>, consulté le 15 octobre 2020.

³ PORTELLI Hugues, « La présidentialisaiton des partis français », *Pouvoirs*, n°14, septembre 1980, p.99.

tend à dévaloriser une organisation principalement de type militant comme le PCF et à avantager, au contraire, les machines électorales tournées vers la présidentielle. Elle tend aussi à mettre au second plan les idéologies et, à l'inverse, à renforcer les enjeux strictement électoraux sur la scène politique et médiatique. Cela pose un problème majeur au PCF qui fut pendant plusieurs décennies – au moins jusqu'à la « mutation » – un parti à forte intensité idéologique. Outre cette facette qui introduit une dose de césarisme dans le système, l'élection présidentielle, de par son mode de scrutin, favorise la division du champ politique en deux camps, l'un à droite et l'autre gauche. Et à l'intérieur de chacun de ces deux camps, une lutte pour l'hégémonie est à l'œuvre. Pour la gauche, comme nous le verrons plus bas, elle a opposé pendant plusieurs décennies le PCF au PS et a tourné à l'avantage de ce dernier. De manière sommaire – et peut-être de manière quelque peu exagérée –, nous pouvons dire que, cette lutte, découlant de la présidentialisation, a eu raison d'un parti qui fut pendant longtemps un parti antisystème, au sens de Giovanni Sartori. Pour ce dernier, ne partageant pas les valeurs de l'ordre politique dans lequel il agit, un parti antisystème est caractérisé par une opposition de principe (et non sur quelques points) au système politique¹. En 1976, le politiste italien classait les partis communistes italien et français dans cette catégorie. En définitive, la présidentielle semble constituer un défi insurmontable pour un parti antisystème et, encore plus, pour un parti frappé par la marginalisation politique comme l'est le PCF aujourd'hui. Au demeurant, les tendances présidentialistes du régime se sont accentuées depuis le début de la décennie 2000 avec l'établissement du quinquennat (à la suite du référendum constitutionnel du 24 septembre 2000) et l'inversion du calendrier électoral en 2001 (l'élection présidentielle précédant les élections législatives).

Il nous semble, dès lors, plus judicieux de préférer l'observation des élections législatives dans le temps long afin d'appréhender l'évolution des positions électives du communisme hexagonal.

¹ SARTORI Giovanni, *op.cit.*, pp.183-184.

2.2. Le PCF et les élections législatives

Étudier les élections législatives nous permet de remonter bien avant la Cinquième République, aux origines mêmes du PCF. À ce titre, plusieurs phases peuvent être distinguées [*figure n°2*].

2.2.1. De premières joutes électorales modestes (1924-1932)

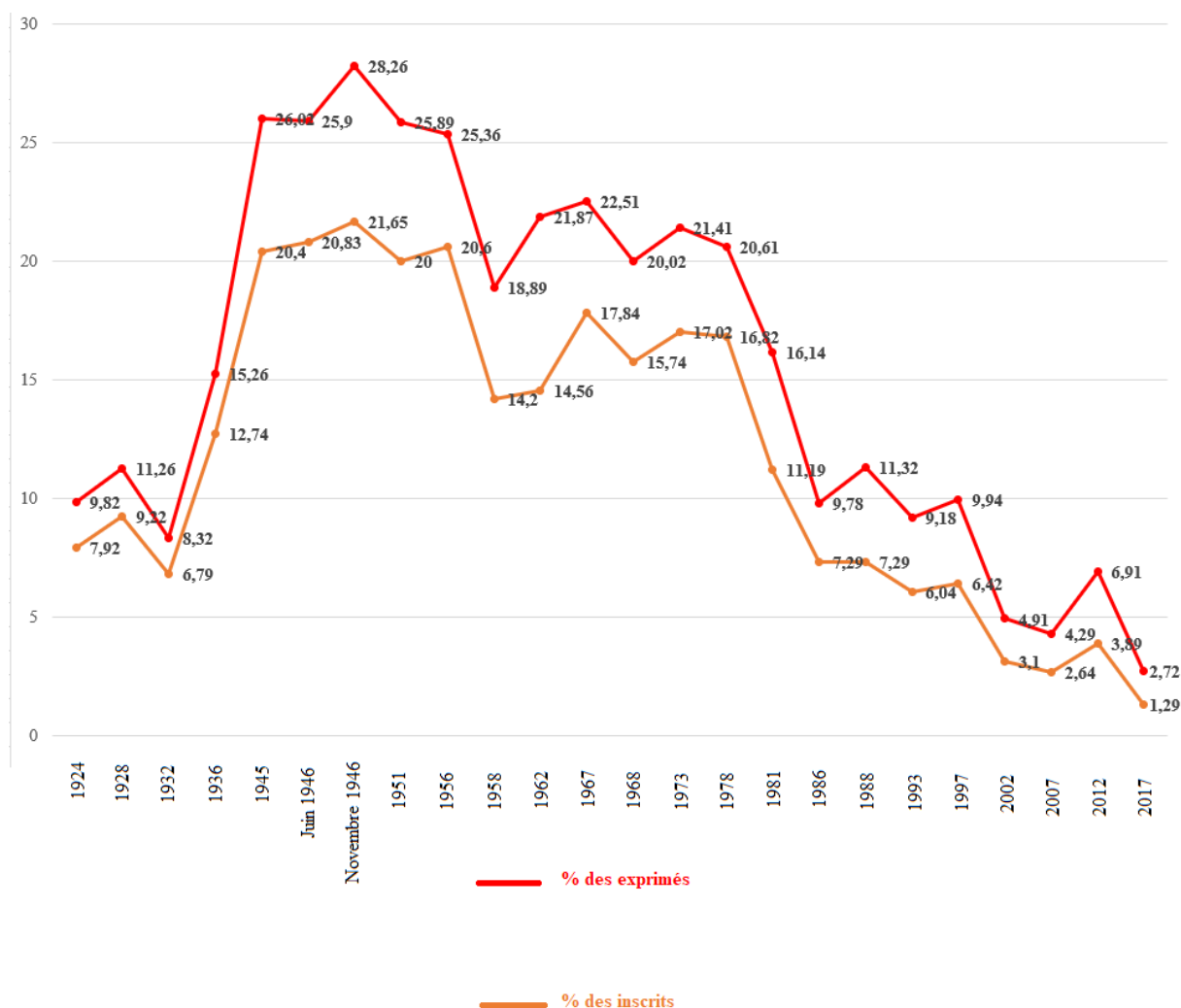
Une première période s'étend de 1924 à 1932 et marque les premières joutes électorales du jeune parti. Les résultats sont alors modestes (entre 8 et 11 % des suffrages exprimés). Le communisme français est alors plongé dans un état général d'isolement par rapport aux autres forces politiques, et notamment vis-à-vis de la SFIO. En 1924, le Parti communiste-Section française de l'Internationale communiste (PC-SFIC) tente d'appliquer nationalement l'instruction tactique du « Front unique des travailleurs » donnée par l'Internationale communiste, sous la dénomination « Bloc ouvrier et paysan ». Cela consiste en un rapprochement avec la SFIO pour les législatives de la même année. Mais la proposition est rejetée par les socialistes¹. En 1928 et 1932, toujours sous l'impulsion du Komintern, c'est la stratégie « classe contre classe » qui s'applique, mettant au rebut la social-démocratie, l'assignant au camp bourgeois, voire la qualifiant de « social-fascisme ».

Cet enfermement idéologique et politique conduit au nadir électoral des législatives de 1932 : les candidats communistes totalisent moins de 800 000 voix [*figure n°3*] et seuls dix d'entre eux sont élus [*figure n°4*]. Plus généralement, lors de ce premier stade, le vote communiste ne forme pas réellement un électorat national. Il est concentré dans certaines circonscriptions urbaines et ouvrières, notamment en région parisienne et dans le Nord et le Pas-de-Calais².

¹ SANTAMARIA Yves, *op.cit.*, p.26.

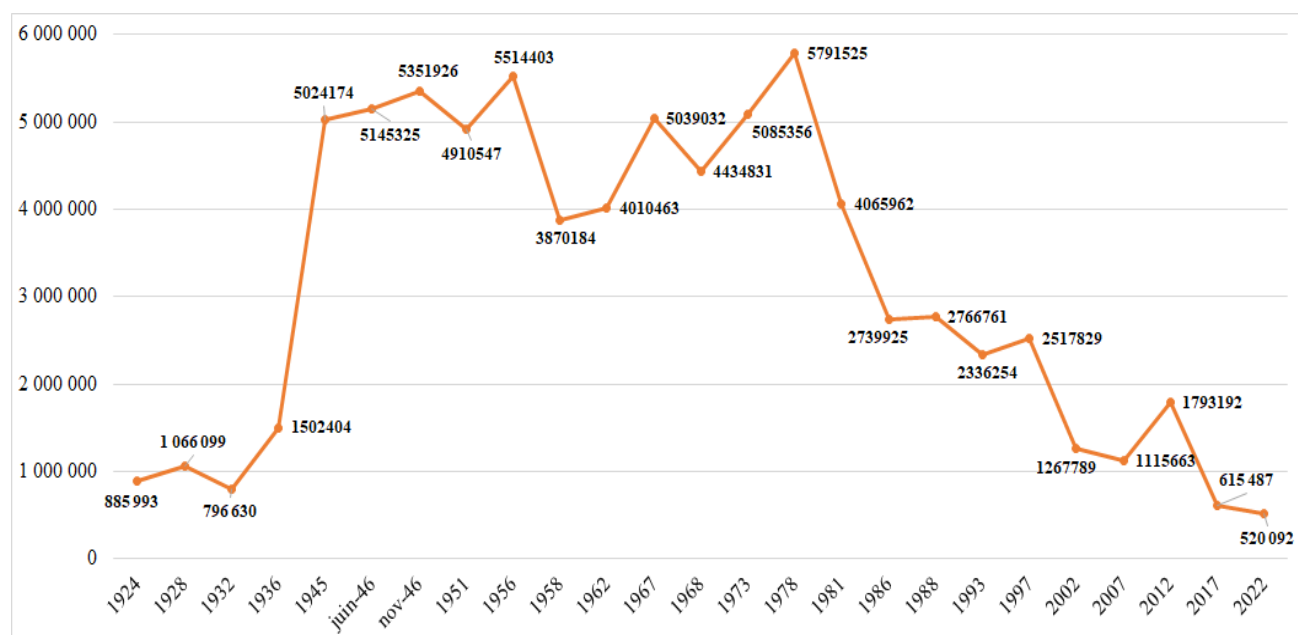
² MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2008, pp.17-18.

Figure n°2 : Les résultats du PCF aux élections législatives (1924-2017)¹



¹ Pour les années 1924 à 1997 : DE BOISSIEU Laurent, *op.cit.*
 Pour les années suivantes : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, *op.cit.*, juin 2022.
 Pour 2012, il s'agit des résultats du Front de gauche.

Figure n°3 : Nombre de voix obtenues par le PCF aux élections législatives (1924-2022)¹



2.2.2. L'âge d'or électoral (1936-1956)

Un palier est atteint en 1936, permettant au PCF de rompre l'isolement dans lequel il était reclus depuis sa naissance. Dans cette seconde ère, qui dure une vingtaine d'années jusqu'environ en 1956, une nationalisation de l'électorat communiste est à l'œuvre, l'influence communiste débordant largement l'archipel de territoires dans lequel elle était jusqu'alors cantonnée².

Face au danger fasciste, le PCF réoriente sa ligne stratégique et décide de sortir de son raidissement politique. Le chemin vers l'unité avec les partenaires de gauche fut, cependant, tortueux et complexe³. Malgré l'émeute antiparlementaire du 6 février 1934,

¹ Pour les années 1924 à 1997 : DE BOISSIEU Laurent, *op.cit.*

Pour les années suivantes : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, *op.cit.*, juin 2022.

Pour 2012, il s'agit des résultats du Front de gauche. Pour 2022, il s'agit du nombre de voix obtenues par les candidats communistes dans les 49 circonscriptions réservées au PCF dans le cadre de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (NUPES), auxquelles s'ajoutent les résultats des quatre circonscriptions de Corse, qui ne sont pas englobées dans l'accord électoral.

² MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2008, p.25.

³ COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, pp.117-124.

perçue alors par la gauche non-communiste comme une tentative de l'extrême-droite de déstabiliser le gouvernement voire de renverser la République, les communistes restent, dans un premier temps, enfermés dans leur ligne sectaire « classe contre classe », continuant de renvoyer dos à dos démocratie « bourgeoise » et fascisme, la première étant censée préparer le terrain à la seconde, et de vilipender les socialistes. Il faut, en fait, attendre le printemps 1934 avec un revirement opéré par Moscou dans sa politique étrangère pour que les communistes français engagent un changement de leurs discours et pratiques : l'Union soviétique se rapproche alors de la France contre l'Allemagne nazie, rapprochement qui aboutit à la signature du traité franco-soviétique d'assistance mutuelle en mai 1935. À la suite de ce changement géopolitique, le Komintern, dorénavant dirigé par le communiste bulgare Georgi Dimitrov, enjoint au PCF de modifier sa ligne stratégique, opérant un virage à 180 degrés, de l'intransigeance et de l'isolement à l'alliance avec les socialistes.

Le 27 juillet 1934 est conclu un pacte d'unité d'action avec la SFIO porte sur les fonts baptismaux le Front populaire, auquel se rallie le Parti radical (PRAD) en octobre 1935. Aux élections d'avril et mai 1936, grâce à cette pratique unitaire, les communistes français obtiennent 72 députés et un quasi-doublement de leur score électoral en termes de bulletins recueillis par rapport à 1932. Ils soutiennent le gouvernement Léon Blum, sans y participer.

Après les temps obscurs et complexes de la guerre s'ouvre pour le PCF une éclatante décennie. En termes électoraux, au cours de ces Dix Glorieuses (1945-1956), bénéficiant de son aura de parti de la Résistance – « le parti des fusillés » – et du prestige de l'Union soviétique dans la victoire contre le nazisme¹, il récolte au moins un quart de l'électorat,

¹ Comme le notent Stéphane Courtois et Marc Lazar, cette mythologie de la résistance fut mobilisée dès la Libération comme une arme politique : « [le PCF] se présente comme le grand et presque l'unique parti de la résistance, celui « des 75 000 fusillés », alors qu'environ 23 000 personnes, toutes opinions confondues, furent exécutées en France par les nazis. Sans cesse, il évoque la mémoire de ses martyrs, encense leur héroïsme et organise les manifestations commémoratives ou d'hommages, comme à l'occasion de l'enterrement du colonel Fabien tué sur le front le 27 décembre 1944. La thématique de la Résistance structure toute l'activité communiste » (COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, 1995, pp.217-218). L'évocation de cette mémoire de la résistance existe encore aujourd'hui, à un degré certes dilué. Par exemple, en mai 2019, au cours de la campagne de l'élection européenne, invitée sur RMC, la tête de liste communiste Ian Brossat a un échange polémique et caricatural avec l'éditorialiste Daniel Riolo sur cette question. Ce dernier accuse le PCF d'avoir collaboré avec les nazis, ce à quoi Ian Brossat rétorque : « C'est honteux ce que vous dites. C'est une insulte aux 75 000 fusillés membres du PCF qui ont participé à la Résistance. Vous arrêtez de dire n'importe quoi ! Ça suffit ! ». MOULLOT

ce qui correspond à une fourchette entre 4,9 et 5,5 millions de suffrages, et devient une force parlementaire importante comprenant entre 100 à 170 députés environ selon les échéances. Il est le premier parti de France durant cette période, sauf pour la désignation en juin 1946 de la deuxième Constituante où il perd la primauté au profit du Mouvement républicain populaire (MRP).

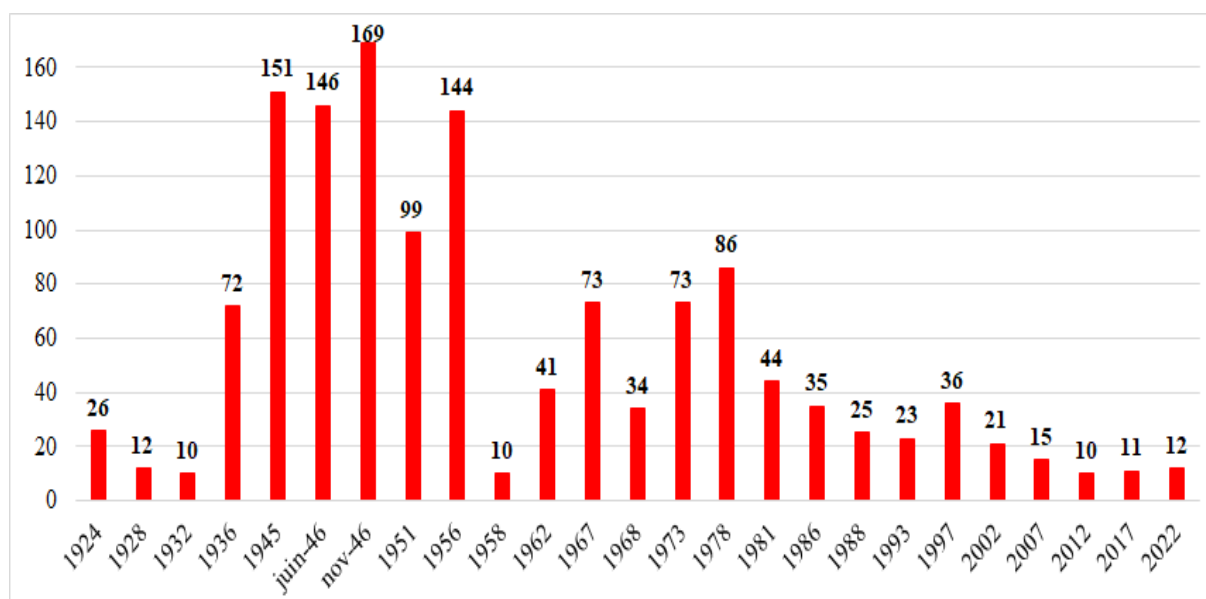
Cet âge d'or voit également les communistes occuper pour la première fois dans leur histoire des fonctions ministérielles. Dans les gouvernements du Tripartisme (MRP-PCF-SFIO), cinq d'entre eux assurent un poste de ministre sous la direction de Charles de Gaulle (21 novembre 1945 – 20 janvier 1946) ; ils sont six ministres et deux sous-secretsaires d'État sous la présidence de Félix Gouin (26 janvier – 12 juin 1946) ; sept ministres et trois sous-secretsaires d'État dans le gouvernement Georges Bidault ; et, enfin, cinq ministres sous le commandement de Paul Ramadier (22 janvier – 4 mai 1947) [tableau n°11]. Devenu vice-président du Conseil, Maurice Thorez revendique même la présidence du gouvernement après les premières élections législatives de la Quatrième République, qui se concluent par le meilleur résultat électoral communiste de l'histoire en pourcentage des exprimés (28,26 %) et en nombre de sièges obtenus (169 députés). En dépit du soutien de la direction de la SFIO, le secrétaire général échoue début décembre 1946¹. Cette première expérience gouvernementale prend fin en mai 1947, avec l'éviction des ministres communistes du gouvernement Paul Ramadier dans un contexte de tensions croissantes entre le bloc de l'Ouest et le bloc socialiste, l'entrée « officielle » en guerre froide ayant été annoncée en mars avec la formulation de la doctrine Truman. Malgré cela, le PCF reste la première force politique du pays sous la Quatrième République, une formation reléguée dans l'opposition, jouant son rôle de parti antisystème.

Pauline, « Polémique entre Ian Brossat et Daniel Riolo sur le rôle du parti communiste en 39-45 », *Libération*, 21 mai 2019 [en ligne].

<https://www.liberation.fr/checknews/2019/05/21/polemique-entre-ian-brossat-et-daniel-riolo-sur-le-role-du-parti-communiste-en-39-45_1728525/>, consulté le 18 avril 2022.

¹ COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, p.231.

Figure n°4 : Nombre de députés communistes (1924-2022)¹



Le bilan des ministres communistes durant ces quelques deux années au cours desquelles le PCF était associé aux fonctions gouvernementales est aujourd'hui toujours valorisé par le parti communiste et ses militants. Il est considéré comme un patrimoine du Parti, voire comme un patrimoine national à préserver. Le statut général des fonctionnaires, ce « socle progressiste »², voté sous l'impulsion de Maurice Thorez – ministre d'État chargé de la Fonction publique – et promulgué le 19 octobre 1946 est, ainsi, souvent mis en avant³. Plus encore l'est la Sécurité sociale, dont l'un des artisans fut le ministre du Travail Ambroise Croizat, chargé de mettre en œuvre les ordonnances

¹ Pour les années 1924 à 1997 : DE BOISSIEU Laurent, *op.cit.*

Pour les années suivantes : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, *op.cit.*, juin 2022.

² LE PORS Anicet, « 1946 : le statut général des fonctionnaires, un "socle progressiste" », *L'Humanité*, 21 octobre 2016, [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/1946-le-statut-general-des-fonctionnaires-un-socle-progressiste-618695>>, consulté le 3 novembre 2020.

³ Dominique Andolfatto précise, néanmoins, que, « contrairement à une certaine histoire pieuse », le statut général des fonctionnaires de 1946 fut à la fois l'affaire du PCF et du MRP, de la CGT et du syndicalisme chrétien de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC). Le projet de statut fut, en effet, sérieusement révisé par l'Assemblée nationale constituante, sous l'impulsion du rapporteur de la réforme, le député MRP Yves Fagon. ANDOLFATTO Dominique, « Les syndicats : frein ou moteur du statut de la fonction publique ? » in MEKHANTAR Joël, *Fonction publique. Les trente ans du statut général des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales*, MA Éditions, 2017, pp.65-82.

des 4 et 19 octobre 1946¹. Le 11 février 2020, en plein débat sur le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement Édouard Philippe, les députés communistes convoquent la mémoire de Croizat, en organisant un hommage au « ministre-métallo », soixante-neuf ans après sa disparition. Le même jour, en séance de questions au gouvernement, Pierre Dharréville, député communiste des Bouches-du-Rhône, lance à la majorité présidentielle :

« Le nom d'Ambroise Croizat est attaché à la création de la Sécurité sociale, parmi ceux des nombreux artisans de cette conquête. Son nom est attaché au droit à la retraite, un autre âge de la vie. Son nom est attaché à une grande invention sociale que vous êtes en train de mettre à bas. Son nom est attaché à cette formule que vous voulez mettre à terre : "de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins" »².

Au cours de nos observations de terrain, nous avons pu également constater cet attachement mémoriel des communistes à l'action de « leurs » ministres, quelques soixante-quinze ans après. À titre d'exemple, le 1^{er} octobre 2020, en réunion de section à Chalette-sur-Loing, la discussion finit par tourner autour de la célébration du centenaire du PCF. On répertorie succinctement les différents ouvrages édités ou en cours d'édition qui pourraient intéresser les adhérents pour cet événement, dont un livre consacré au ministre de la Production industrielle Marcel Paul³. Un adhérent prend alors la parole.

¹ Trois grands personnages ont, en fait, présidé à la création de la Sécurité sociale : Alexandre Parodi, ministre du Travail et de la Sécurité sociale dans le gouvernement de Gaulle entre septembre 1944 et octobre 1945 ; Pierre Laroque, haut fonctionnaire et directeur général de la Sécurité sociale d'octobre 1944 à octobre 1951 ; Ambroise Croizat, ministre du Travail de novembre 1945 à janvier 1946, puis ministre du Travail et de la Sécurité sociale jusqu'en mai 1947.

² DHARRÉVILLE Pierre, « Hommage à Ambroise Croizat lors des QAG en présence de son petit-fils », Site internet des députés communistes, 11 février 2020, [en ligne].
<<http://www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr/actualites/questions-au-gouvernement/article/reforme-des-retraites-6264>>, consulté le 3 novembre 2020.

³ Il s'agit de CHEVASSUS-AU-LOUIS Nicolas et COURBAN Alexandre, *Marcel Paul : un ouvrier au conseil des ministres*, Édition de l'Atelier, 2020.

André M. (ancien salarié d'Hutchinson à Chalette-sur-Loing) : « Vous savez Marcel Paul est venu à Hutchinson après-guerre pour faire redémarrer la production. Grâce à lui et aux copains de la CGT, la production est repartie. Ils ont dû affronter le patronat, la direction qui ne voulait pas que ça reparte. Du sabotage ».

Dans son livre *Mémoire d'Hutchinson*, Michel Kister, premier adjoint au maire communiste de Chalette-sur-Loing de 1977 à 1995, note à propos de la visite de Marcel Paul à l'usine Hutchinson de Chalette-sur-Loing :

« Marcel Paul n'est pas un ministre comme ceux d'aujourd'hui. Il vient sur place examiner la situation, accompagné d'Albert Rigal, député communiste du Loiret, du directeur de l'usine, mais aussi des responsables syndicaux. Il fait le tour des ateliers, s'arrête devant un poste de travail, demande des explications sur le travail effectué, le salaire de l'ouvrier, les conditions de travail, serre des mains. Un camarade d'un certain âge de l'atelier technique commentera longtemps sa conversation avec Marcel Paul »¹.

Ces commentaires de personnes non contemporaines des événements ou n'ayant pas vécu ceux-ci sont, à notre sens, significatifs de l'intérêt que portent encore les communistes à l'œuvre gouvernementale des ministres issus de leur parti. Ils témoignent aussi de la persistance d'une épopée mythologique au sein du PCF, dont les héros seraient ses militants devenus ministres. Ces paroles manquent, bien évidemment, de nuances et comportent certaines contre-vérités historiques. Affirmer, comme le fait André M., que la CGT était favorable à la reprise de la production après-guerre peut être ainsi précisé. Car s'il est vrai que les directions de la CGT et du PCF ont mené une campagne pour la reconstruction économique de la France entre 1945 et 1947, une partie de la base, notamment syndicale, ne fut pas convaincue par une telle orientation. Dans le cas par exemple de la « bataille du charbon », le mot d'ordre qu'imposent alors les

¹ KISTER Michel, *op.cit.*, 1993, pp.62-63.

dirigeants politiques et syndicaux est « travailler d'abord, revendiquer ensuite »¹ ; mot d'ordre accepté très difficilement, voire pas du tout, par une partie des mineurs. Alors que le Parti et le syndicat poussent pour obtenir l'augmentation des rendements, les mineurs « revendiquent ». Trois types de revendications provoquent alors une agitation dans les mines : la question de l'épuration des porions, directeurs et ingénieurs soupçonnés de collaboration avec l'occupant ; le ravitaillement et l'augmentation des ratios alimentaires ; le mode de paiement avec l'ambition d'en finir avec le salaire aux pièces et d'imposer un salaire collectif plus égalitaire². Plusieurs grèves éclatent en 1945, amorcées et menées en dehors des syndicats. De plus, contrairement aux propos des militants communistes d'aujourd'hui évoquant cette période, les appels à la reprise du travail à la Libération sont partagés par un large spectre politique. Ainsi, Bruno Mattéi note que le plan Monnet sur la charbon et l'acier, « d'inspiration anglo-américaine » se rapproche des positions du PCF³ : il s'agit, en résumé, de moderniser l'industrie lourde et d'accroître la productivité.

De manière plus générale, la visite du ministre Marcel Paul à Chalette-sur-Loing permettant de faire redémarrer la production à Hutchinson en 1945, en assurant l'approvisionnement en matières premières et en énergie⁴, ne nous paraît pas si exceptionnelle que ce qu'il y paraît. Bien que les communistes locaux, plusieurs décennies après, fassent encore allusion à cet événement en le dépeignant comme un épisode singulier, ce qui nous semble extraordinaire est qu'un ministre potentiellement révolutionnaire adopte une position (« relancer la production ») que pourrait adopter un quelconque ministre de n'importe quel autre parti gestionnaire, « installé près du pouvoir »⁵. Plus précisément, cela est révélateur de la fonction tribunitienne mise en évidence par Georges Lavau⁶. Ce dernier reprend la distinction entre fonction manifeste et fonction latente établie par le sociologue étatsunien Robert King Merton⁷. Dans

¹ MATTÉI Bruno, « Après la guerre... la bataille (1945-1947) » in DESBOIS Evelyne, JEANNEAU Yves et MATTÉI Bruno, *La foi des charbonniers. Les mineurs dans la Bataille du charbon 1945-1947*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1986, pp.17-55.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ PASQUET Anne-Marie, *op.cit.*, pp.228-229.

⁵ BRAUD Philippe, *op.cit.*, LGDJ, 13^{ème} édition, 2018, p.454.

⁶ LAVAU Georges, *op.cit.*, 1981.

⁷ MERTON Robert King, *op.cit.*, 1997.

l'optique fonctionnaliste, les acteurs politiques contribuent, par leurs actions, à répondre à des exigences fonctionnelles du système politique, exigences permettant au système de se perpétuer ou de s'adapter. Ces contributions peuvent être soit une conséquence de l'action consciente des acteurs, poursuivant ce but précis – on parle alors de fonction manifeste –, soit résulter de leur action inconsciente, sans qu'ils l'aient recherché au préalable – il s'agit d'une fonction latente –. Pour Lavau, la fonction tribunitienne est une fonction latente caractéristique des partis antisystèmes. Ceux-ci rejettent le système politique et ses valeurs, mais peuvent, néanmoins, contribuer indirectement à sa survie. En effet, à l'image du tribun de la plèbe de la République romaine, le PCF s'est érigé pendant plusieurs décennies en défenseur et porte-parole des couches sociales exclues du système, en l'occurrence des ouvriers. Mais, en représentant ces derniers, il contribue indirectement à les intégrer à ce système. Et, en même temps, il le consolide en canalisant le potentiel révolutionnaire des masses prolétariennes, en dirigeant leur mécontentement vers des revendications plus limitées. Ainsi, « la fonction tribunitienne » écrit Lavau « dévie les virtualités révolutionnaires ». Elle « est, dans certaines situations explosives, un des moyens de vivre avec les clivages »¹.

Lavau note également que cette fonction latente risque de faire perdre aux partis qui la mobilisent leur caractère révolutionnaire. La relance de la production après-guerre semble illustrer cette perspective. Dans le cadre de la « bataille du charbon », les ministres et dirigeants communistes se rendent sur place, appelant les mineurs à cesser les grèves, fustigeant les grévistes, dénonçant l'absentéisme... À Waziers, devant un parterre de mineurs, le secrétaire général Maurice Thorez lance ainsi : « produire, produire et encore produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français »². Il condamne aussi les grèves (« il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate, comme la semaine dernière, aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat ») et la « paresse » (« les paresseux ne seront jamais de bons communistes, de bons révolutionnaires, jamais, jamais »). Bref, clairement, le PCF étouffe l'élan

¹ LAVAU Georges, *op.cit.*, 1969, p.39.

² THOREZ Maurice, « Produire, faire du charbon. Discours prononcé à Waziers », 21 juillet 1945 [en ligne].

<<http://fgimello.free.fr/CV-Bio-Liens/thorez.htm>>, consulté le 19 avril 2022.

revendicatif des ouvriers. Sous-secrétaire d'État à la Production charbonnière de janvier à novembre 1946 – et exclu du PCF en 1955 –, Auguste Lecœur écrira en 1963 :

« Ainsi j'allais en compagnie de mes camarades collègues du gouvernement prendre une part plus active à la gestion loyale du régime capitaliste et suppléer pendant quelque temps encore à la carence du personnel politique que le peuple de France n'aurait pas supportée au lendemain de la Libération »¹.

Tableau n°11 : Les fonctions gouvernementales des communistes (1945 – 1947)

Gouvernement Charles de Gaulle 21 novembre 1945 – 20 janvier 1946	
Maurice Thorez	Ministre d'État
Ambroise Croizat	Ministre du Travail
Marcel Paul	Ministre de la Production industrielle
François Billoux	Ministre de l'Économie nationale
Charles Tillon	Ministre de l'Armement
Gouvernement Félix Gouin 26 janvier 1946 – 12 juin 1946	
Maurice Thorez	Vice-président du Conseil
Charles Tillon	Ministre de l'Armement
François Billoux	Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme
Ambroise Croizat	Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
Marcel Paul	Ministre de la Production industrielle
Laurent Casanova	Ministre des Anciens combattants et des Victimes de la guerre
Marius Patinaud	Sous-secrétaire d'État au Travail
Auguste Lecœur	Sous-secrétaire d'État au Charbon

¹ LECŒUR Auguste, *Le Partisan*, Flammarion, 1963, p.223.

Gouvernement Georges Bidault¹ 24 juin 1946 – 28 novembre 1946	
Maurice Thorez	Vice-président du Conseil
Charles Tillon	Ministre de l'Armement
François Billoux	Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme
Ambroise Croizat	Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
Marcel Paul	Ministre de la Production industrielle
René Arthaud	Ministre de la Santé publique
Laurent Casanova	Ministre des Anciens combattants et des Victimes de la guerre
Georges Gosnat	Sous-secrétaire d'État à l'Armement
Marius Patinaud	Sous-secrétaire d'État au Travail
Auguste Lecœur	Sous-secrétaire d'État au Charbon
Gouvernement Paul Ramadier 22 janvier 1947 – 4 mai 1947 ²	
Maurice Thorez	Vice-président du Conseil, Ministre d'Etat
François Billoux	Ministre de la Défense nationale
Charles Tillon	Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme
Ambroise Croizat	Ministre du Travail et de la Sécurité sociale
Georges Marrane	Ministre de la Santé publique et de la Population

L'âge d'or électoral du PCF coïncide, en grande partie, avec la Quatrième République. Giovanni Sartori qualifie ce système partisan de « pluralisme extrême et polarisé »³. Pour élaborer sa typologie, il s'appuie sur deux critères : un critère numérique (le nombre de partis pertinents dans le système) et le critère idéologique (la distance idéologique séparant les partis antisystèmes pertinents du système)⁴. Le

¹ Yves Farge, résistant et « compagnon de route », occupe les fonctions de ministre du Ravitaillement dans le gouvernement Bidault.

² Le gouvernement Ramadier dure jusqu'au 21 octobre 1947, mais les ministres communistes sont renvoyés le 4 mai 1947.

³ SARTORI Giovanni, *op.cit.*, p.195.

⁴ En plus du pluralisme extrême et polarisé, le classement de Sartori comprend : le système bipartite, comme au Royaume-Uni, combinant une formation limitée et une faible distance idéologique ; le système pluraliste modéré, associant un pluralisme limité et une distance idéologique relativement

pluralisme extrême et polarisé s'applique donc à un régime comprenant six à huit partis pertinents et caractérisé par une polarisation idéologique forte. Plus exactement, il recoupe plusieurs caractéristiques. Premièrement, il comprend un parti antisystème pertinent : le PCF dans le cas de la Quatrième République. Deuxièmement, existent des oppositions bilatérales, c'est-à-dire mutuellement exclusives, ne pouvant donc pas unir leurs forces. Il s'agit du PCF et du Rassemblement du peuple français (RPF) fondé par De Gaulle. Troisièmement, se positionne au centre un groupe de partis, devant faire face à la fois à une droite et à une gauche. Par exemple, sous la Quatrième République, la Troisième Force – coalition regroupant la SFIO, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR), les radicaux, le MRP et les modérés – doit affronter les deux oppositions citées plus haut. Quatrièmement, le système subit de fortes tendances centrifuges : le centre tend à s'affaiblir au profit des extrémités – communistes, gaullistes, puis poujadistes en 1956 – en termes de suffrages obtenus. Cinquièmement, l'idéologie joue un rôle important dans les débats politiques et les joutes parlementaires et engendre le plus souvent une politique de surenchère. Enfin, le parti antisystème étant, par nature, exclu (ou s'autoexcluant) de l'exercice du pouvoir, la seule alternance possible est limitée aux seuls partis de centre-gauche et/ou de centre-droit. Il est question, autrement dit, d'un « renouvellement périphérique »¹. Par conséquent, l'opposition conduite par le parti antisystème est irresponsable.

Il semblerait donc que le PCF se moule dans ce système partisan de la Quatrième République, s'y complaît en quelque sorte, se contente même de son rôle de parti antisystème. L'instauration de la Cinquième République en 1958 est, de ce point de vue, une rupture pour le communisme français et délimite chronologiquement une nouvelle phase s'étalant sur vingt ans, jusqu'en 1978.

faible ; le système à parti prédominant, dans lequel un parti obtient régulièrement une majorité qualifiée des sièges (cas du Japon avec le parti libéral-démocrate des années 1950 aux années 1970).

¹ SARTORI Giovanni, *op.cit.*, p.205.

2.2.3. Du choc de 1958 au deuxième âge d'or électoral (1958-1978)

Outre l'élément conjoncturel qu'est l'ascension du mouvement gaulliste, le communisme français doit affronter l'avènement d'un nouveau régime politique, qui, par ses caractéristiques propres, affecte négativement son audience électorale. Certains politistes ont pointé l'impact de ce changement constitutionnel sur le déclin du PCF en termes de suffrages recueillis. C'est par exemple le cas de Jean Baudouin qui, au milieu des années 1990, identifie quatre facteurs explicatifs¹ : un facteur sociologique avec la disparition de la fonction de représentation de la classe ouvrière que prétendait autrefois assumer le PCF ; un facteur politique avec la dynamique démocratique qui fait qu'une organisation à l'origine révolutionnaire et qui n'accepte pas la « démocratie bourgeoise » finit par être intégrée au système politique, voire « récupérée » par celui-ci ; un facteur international avec l'implosion du bloc de l'Est et l'écroulement de l'Union soviétique ; un facteur institutionnel, enfin, avec l'établissement de la Cinquième République.

Quels sont donc plus précisément les éléments constitutifs de ce nouveau régime qui ont une répercussion sur la force électorale communiste ? De manière synthétique, on peut affirmer qu'ils sont au nombre de deux : la prééminence présidentielle et le fait majoritaire. La première résulte d'un ensemble de facteurs, formant un tout, une combinatoire², aucun d'entre eux considéré isolément n'ayant d'effet significatif. Il s'agit, premièrement, de l'étendue des compétences conférées au président de la République par la Constitution de 1958. Deuxièmement, l'instauration en 1962 du suffrage universel direct pour l'élection présidentielle – et inaugurée pour la première fois en 1965 – a pour effet de renforcer sa légitimité. Troisièmement, le scrutin uninominal majoritaire pour les élections législatives, qui fut appliquée sous la Troisième République est rétabli. Dernièrement, des outils de parlementarisme rationalisé sont à la disposition du Premier ministre et permettent au président de la

¹ BAUDOUIN Jean, « L'idéologie communiste entre régulation et érosion » in BRECHON Pierre (dir.), *Le Discours politique en France. Évolution des idées partisans*, La Documentation française, 1994, pp.98-99.

² BASTIEN François, *Le régime politique de la V^e République*, La Découverte, 5^e édition, 2011, pp.79-80.

République d'avoir une majorité parlementaire assez disciplinée et plutôt cohérente. Cette primauté présidentielle a un impact non négligeable sur les partis politiques. Puisque la nouvelle logique fait du chef de l'État la « clef de voûte » du régime selon l'expression de Michel Debré¹, alors l'élection présidentielle finit par être considérée comme l'événement central de la vie politique nationale. S'installe alors progressivement, une présidentialisation des partis politiques², la stratégie de ceux-ci étant désormais tournée vers la conquête du pouvoir présidentiel. Cela tend à avantager les machines électorales au service d'un homme et relègue au second plan les élections législatives. Est mise alors à l'épreuve une structure comme le PCF, construite sur une organisation présente sur le terrain et reposant sur une identité idéologique forte.

Le fait majoritaire, c'est-à-dire le fait que les élections législatives dégagent généralement une majorité assez claire à l'Assemblée nationale et le plus souvent de la même couleur politique que celle du Président de la République, incline vers la bipolarisation du champ politique. Celle-ci ne s'établit pas dès les premières heures de la Cinquième République, mais s'installe véritablement au milieu des années 1970 (législatives de 1973 et présidentielle de 1974)³. Elle implique une modification du système des partis avec le passage d'un système morcelé et multipartiste sous la Quatrième République à une structure qui se partage en deux camps autour du clivage gauche-droite. Chaque parti semble être sommé de se rassembler dans son propre camp, notamment pour l'élection présidentielle qui n'autorise que la présence de deux courants politiques au second tour. Le modèle bipolaire a atteint un paroxysme aux élections législatives de 1978 avec un espace partisan formé d'un quadrille bipolaire presque parfait⁴. Deux blocs, l'un de droite et l'autre de gauche, arrivent à quasi-égalité des suffrages exprimés au premier tour (aux alentours de 45 % chacun). Dans chaque bloc, deux partis se trouvent assez proches en termes de voix obtenues (autour des 20%) : le PCF et le PS à gauche ; le Rassemblement pour la République (RPR) et l'Union pour la

¹ DEBRÉ Michel, « Discours devant le Conseil d'État », *Digitèque de matériaux juridiques et politiques*, 27 août 1958 [en ligne].

<<https://mjp.univ-perp.fr/textes/debre1958.htm>>, consulté le 7 novembre 2020.

² PORTELLI Hugues, « La V^e République et les partis », *Pouvoirs*, vol.126, n°3, 2008, p.62.

³ PERRAUDEAU Éric, « Le système des partis sous la V^e République », *Pouvoirs*, vol.99, n°4, 2001, p.106.

⁴ *Ibid.*, p.110.

démocratie française (UDF) à droite. À l'issue du second tour, ces quatre partis représentent plus de 91% des députés.

Pour revenir sur le PCF, intéressons-nous à l'influence du retour au scrutin uninominal majoritaire à deux tours sur ses résultats électoraux. Sous la Quatrième République, le mode de scrutin proportionnel permettait de traduire le nombre de voix obtenus par le PCF en nombre de députés. Avec le retour du scrutin majoritaire, la relation entre nombre de suffrages et nombre de sièges n'est plus automatique, le nouveau système favorisant une surreprésentation du parti arrivé en tête. Ainsi, en 1958, avec 18,89 % des exprimés, le PCF ne parvient à faire élire que 10 des siens à l'Assemblée nationale, soit 1,7 % des sièges, et alors même qu'on comptait 144 communistes élus en 1956. Et même si l'on met de côté le choc que constitue la première élection législative du nouveau régime, nous constatons qu'il ne parviendra jamais à transformer intégralement ses scores électoraux en termes de représentation [tableau n°12]. Il réussit à obtenir entre 34 sièges à la chambre basse en 1968 (soit 7 % du nombre de députés) et 86 sièges en 1978 (soit une part de 17,5 %), ce qui représente un tassement par rapport à la période précédente où il captait au moins cent représentants.

Tableau n°12 : Suffrages exprimés et nombres de sièges obtenus aux élections législatives par le PCF (1958-1978)

Date	Résultats du PCF (en % des exprimés)	Nombre de députés élus	Part des sièges obtenus (en %)
1958	18,89	10	1,7
1962	21,87	41	8,5
1967	22,51	73	15
1968	20,02	34	7
1973	21,41	73	14,9
1978	20,61	86	17,5

Remis du sérieux ébranlement de 1958, le PCF rassemble jusqu'en 1978 environ un cinquième de l'électorat de manière assez stable. Il connaît donc un léger affaissement en comparaison des Dix Glorieuses. Cette nouvelle période faste est caractérisée par l'ambition, puis la réalisation, de l'union de la gauche, qui est, au premier abord, une réaction au grave échec du scrutin de 1958. Dès 1962, un accord de désistement est conclu avec la SFIO¹, ce qui permet au PCF d'obtenir une trentaine de députés de plus. En 1967, l'accord électoral avec la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) manque de peu de faire trébucher la majorité gaulliste, qui l'emporte d'une courte tête². La marche vers l'union prend plusieurs années, avec des moments forts comme la déclaration commune PCF-FGDS du 24 février 1968, combinant convergences et divergences programmatiques³, pour se conclure par la signature du Programme commun en juillet 1972 entre les communistes, les socialistes et les radicaux de gauche. Le Programme commun reprend l'essentiel des propositions des communistes contenues dans leur programme *Changer de cap. Pour un gouvernement démocratique d'union populaire* de 1971⁴. S'ouvre alors un « moment programme commun »⁵ qui, sur le moment, propulse une dynamique et marque la gauche pendant plusieurs décennies⁶.

Parallèlement à cette dynamique d'union de la gauche, cette troisième phase dans l'histoire électorale du communisme français est également marquée par un retournement de l'hégémonie à gauche [figure n°5]. Tout au long de la Quatrième République, le PCF reste le parti dominant à gauche : excepté en 1945 et en juin 1946, son score électoral dépasse toujours d'au moins 10 points de pourcentage celui de la SFIO. Dès 1936, un avant-goût annonciateur de ce leadership était visible : les socialistes ne distancient alors plus les communistes que d'environ 4 points de

¹ SANTAMARIA Yves, *op.cit.*, 1999, p.72.

² COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, 1995, p.321.

³ BARRILLON Raymond, « MM. François Mitterrand et Waldeck Rochet estiment que la déclaration commune constitue un succès pour l'unité de la gauche », *Le Monde*, 26 février 1968 [en ligne]. https://www.lemonde.fr/archives/article/1968/02/26/mm-francois-mitterrand-et-waldeck-rochet-estiment-que-la-declaration-commune-constitue-un-succes-pour-l-unite-de-la-gauche_3146143_1819218.html, consulté le 7 novembre 2020.

⁴ ANDOLFATTO Dominique, *op.cit.*, 2005, p.17.

⁵ TARTAKOWKY Danielle et BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche, 1963-1968*, Presses universitaires de Rennes, 2012, p.19.

⁶ Nous reviendrons plus en détail sur l'union de la gauche dans le chapitre 7.

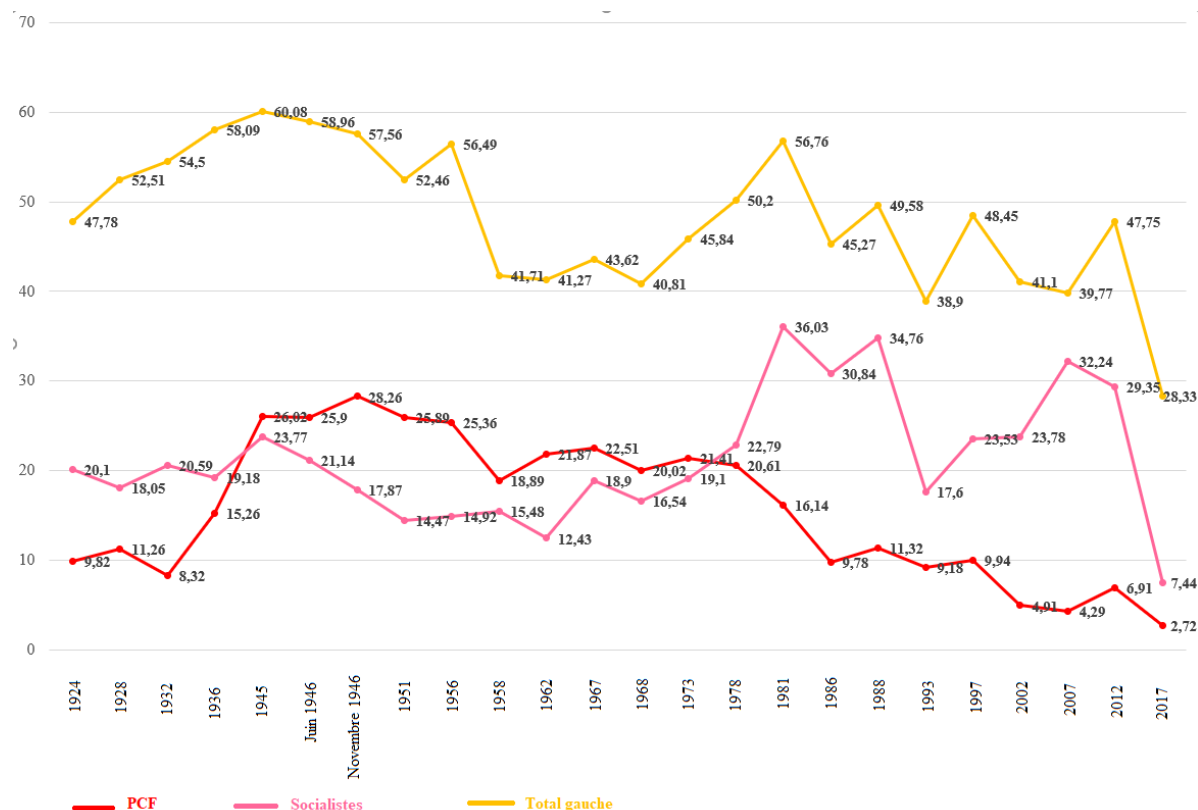
pourcentage. Après 1958, et surtout avec le lancement du processus d'union de la gauche, le mouvement inverse se produit. Alors qu'en 1962 le PCF récolte 21,87 % des suffrages exprimés et la SFIO seulement 12,43 %, soit un écart de plus de 9 points, en 1973 l'avance des communistes n'est que de 2 points environ (21,41 % contre 19,1 %).

À ce titre, l'année 1978 paraît décisive : elle clôt ces deux décennies remarquables et, plus globalement, signe le commencement du déclin électoral du PCF. Ces élections législatives sont les premières après la rupture de l'union de la gauche en septembre 1977. En termes de nombre de voix, le PCF obtient le meilleur score de son histoire, jamais égalé depuis : il recueille près de 5,8 millions de voix. Mais, il est devancé par le PS (22,79 % des suffrages exprimés et plus de 6,4 millions de voix). Une grande première, donc, depuis la Libération.

« Chant du cygne pour la formation communiste »¹, 1978 ouvre, ainsi, une longue ère d'hégémonie sociale-démocrate à gauche en France. À partir de cette date, le PS distancie à chaque fois, assez largement, le PCF. Il redevient le premier parti de gauche, jusqu'aux élections de 2017 où la FI de Jean-Luc Mélenchon finit par lui ravir la première place (11,03 % contre 7,44 % des suffrages exprimés) dans un contexte, néanmoins, d'affaissement marqué de la gauche, qui totalise seulement 28,33 % des voix toutes tendances confondues, soit le pire score de l'histoire de la gauche jamais enregistré.

¹ DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.75.

Figure n°5 : Résultats du PCF¹, des socialistes² et de la gauche³ aux élections législatives (1924-2017)⁴ en % de suffrages exprimés



¹ Pour 2012, il s'agit des résultats du Front de gauche.

² De 1924 à 1962 : résultats de la SFIO. Pour les années 1967 et 1968 : résultats de la FGDS. À partir de 1973 : résultats du PS.

³ 1924 et 1928 : PCF + SFIO + PRAD + socialistes indépendants + républicains socialistes. 1932 : PCF + Parti d'unité prolétarienne (PUP) + SFIO + Parti socialiste français (PSF) + Parti républicain-socialiste (PRS) + PRAD. 1936 : PCF + PUP + SFIO + Union socialiste républicaine (USR) + PRAD. 1945 : PCF + SFIO + UDSR + Jeune République (JR) + socialistes indépendants + PRAD. Juin et octobre 1946 : Parti communiste internationaliste (PCI) + PCF + SFIO + Rassemblement des gauches républicaines (RGR). 1951 et 1956 : extrême-gauche + PCF + SFIO + Radicaux + UDSR + RGR. 1958 : PCF + Union des forces démocratiques (UFD) + Radicaux + UDSR + SFIO. 1962 : extrême-gauche + PCF + PSU + SFIO + radicaux socialistes. 1967 : extrême-gauche + PCF + PSU + FGDS. 1968 : extrême-gauche + PCF + PSU + FGDS + radicaux socialistes. 1973 et 1978 : Lutte ouvrière (LO) + PCF + PSU + PS + Mouvement des radicaux de gauche (MRG). 1981 : extrême-gauche + PCF + PS + radicaux de gauche + écologistes. 1986 : LO + Mouvement pour un parti des Travailleurs (MPPT) + LCR + PCF + PS + MRG + écologistes. 1988, 1993, 1997 et 2007 : extrême-gauche + PCF + PS + radicaux de gauche + écologistes. 2002 : LO + LCR + PCF + PS + radicaux de gauche + écologistes + Pôle républicain. 2012 : extrême-gauche + Front de gauche + PS + radicaux de gauche + Europe Écologie Les Verts (EELV). 2017 : extrême-gauche + PCF + FI + PS + radicaux de gauche + écologistes.

⁴ Pour les années 1924 à 1997 : DE BOISSIEU Laurent, *op.cit.*

Pour les années suivantes : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, *op.cit.*, juin 2022.

2.2.4. Le déclin par paliers successifs

À partir de la fin des années 1970 s’amorce le déclin du communisme français. En 1986, Jean Ranger émettait l’hypothèse d’« un déclin à peu près continu, par étouffement progressif », tout en « n’exclu[ant] nullement la combinaison de chocs plus brutaux »¹. *A posteriori*, cette hypothèse semble validée par les faits. L’évolution électorale laisse voir, certes, une tendance générale au dépérissement depuis une quarantaine d’années, mais surtout se dessine une régression par paliers successifs. On peut, à cet égard, percevoir trois épisodes qui sont autant de niveaux descendants : 1981-1997 ; 2002-2012 ; 2017.

2.2.4.1. Les chocs des années 1980

Le premier stade, qui couvre la décennie 1980 et la plus grande partie de la décennie 1990, dévoile un PCF avec des résultats tournant autour des 10 % des suffrages exprimés. Il comprend aussi deux chocs : celui de 1981 et de 1986. Ces deux législatives constituent des secousses brutales : l’électorat communiste se réduit à chaque fois d’environ 30 %. Par rapport au pinacle de 1978, le nombre de députés fond de moitié en 1981. Après ces deux dates conduisant à « une descente aux enfers »², le score se stabilise autour de 2,5 millions d’électeurs. La dislocation de l’Union soviétique et la dissolution du bloc des pays se réclamant du « socialisme réel » entre 1989 et 1991 frappent également les communistes français, même si, électoralement, ces événements ne semblent pas avoir d’impact direct dans le sens du déclin³.

La vertigineuse pente sur laquelle se trouve le PCF dans la première moitié des années 1980 a également pour effet de désagréger les fondements géographiques de l’électorat communiste. Le vote communiste, qui avait commencé à se nationaliser à

¹ RANGER Jean, *op.cit.*, 1986, p.62

² DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.453.

³ ANDOLFATTO Dominique, *op.cit.*, 2011 (a), pp.617-636.

partir de 1936, s'engage dans un processus inverse de dénationalisation, reprenant progressivement les formes de l'archipel qu'il avait au cours des années 1920.

Paradoxalement, malgré la chute de 1981 et la rupture de l'union de la gauche, avec la victoire de François Mitterrand à la présidentielle de mai et la conquête de la majorité absolue de l'Assemblée nationale par les socialistes en juin, le PCF connaît sa deuxième participation au gouvernement après celle de 1945-1947 et la première sous la Cinquième République. Quatre communistes font leur entrée dans le deuxième gouvernement conduit par Pierre Mauroy le 23 juin 1981 : Charles Fiterman comme ministre d'État aux Transports, Jack Ralite comme ministre de la Santé, Marcel Rigout comme ministre de la Formation professionnelle et Anicet Le Pors comme ministre délégué chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives¹. Cette nouvelle expérience ministérielle prend fin le 17 juillet 1984, après l'écroutement électoral aux élections européennes (11,21 % des suffrages exprimés contre 20,52 % cinq ans plus tôt) et quand le nouveau Premier ministre Laurent Fabius annonce poursuivre le tournant de la rigueur engagé dès mars 1983.

Et de la même manière que pour celle de la Libération, elle est encore célébrée par les adhérents communistes de nos jours.

Le 28 novembre 2015, invité par la Société des Amis de l'Humanité, Anicet Le Pors vient présenter son nouvel ouvrage sur la fonction publique² au festival du livre engagé « Autrement Autres Mots » de Chalette-sur-Loing. Comme pour chaque auteur invité, il prend la parole lors d'une conférence pour expliquer à grands traits les propos de son livre. Puis s'engage un échange avec la salle, dans laquelle sont présents de nombreux militants et sympathisants communistes. Serge C., adhérent de Montargis – la commune voisine –, prend la parole en commençant par ces mots : « Bienvenue à Chalette, monsieur le ministre... ». Il est

¹ Sous le troisième gouvernement de Pierre Mauroy du 22 mars 1983 au 17 juillet 1984, Charles Fiterman perd la fonction de ministre d'État, Jack Ralite devient ministre délégué chargé de l'Emploi et Anicet Le Pors est relégué à la fonction de secrétaire d'État chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives.

² LE PORS Anicet et ASCHIERI Gérard, *La fonction publique du XXI^e siècle*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 2015.

immédiatement coupé par Anicet Le Pors qui répond : « cela fait bien longtemps que je ne suis plus ministre ».

Autre exemple : le 12 novembre 2017, Jack Ralite décède. Jacques C., un adhérent du PCF, écrit alors au cabinet du maire de Chalette-sur-Loing et au directeur de la communication de la commune (lui aussi militant communiste) :

« Comme tout habitant de Chalette je reçois avec régularité le bulletin *Chalette place commune* [le magazine municipal mensuel] et je vous en remercie. [...]

« Vous avez dernièrement dans le bulletin de novembre mis un excellent article sur Ambroise Croizat, ministre communiste dont le combat fut tout au long de sa vie celui pour la création de la Sécurité sociale. Si nous avons encore "quelques droits" à la santé aujourd'hui, c'est à des hommes de cette trempe et à la résistance de cette époque que nous le devons.

« Or, le ministre communiste de la Santé Jack Ralite vient de décéder le 12 novembre. Celui-ci à la demande de Jean Louis, maire de Chalette à l'époque, est venu inaugurer le foyer "Paul Marlin". Je pensais que le *Chalette place commune* de décembre y consacrerait un article surtout que sa venue coïncidait avec la lutte des Hutchinsoniens (c'est ce ministre qui est à l'origine de ce nom). Ce moment de la venue de Jack Ralite fut un jour de combat dans la continuité de celui de Croizat.

« Rappeler cela est également une lutte que nous devons mener pour faire connaître l'histoire du monde du travail, ignorée, maltraitée, censurée, manipulée ou transformée dans l'intérêt du patronat et du capital.

« Peut-être que la mise en page du bulletin de décembre étant déjà faite, vous n'avez pas pu informer dans ce numéro de novembre, mais avez le projet d'un article sur la venue de Jack Ralite dans le prochain *Chalette place commune* de janvier 2018 ? ».

Le parallèle fait par les communistes avec l'épisode de la participation gouvernementale de l'immédiat après-guerre est saisissant. Et fait, de manière plus ou moins consciente, il semble s'établir dès 1981. Ainsi, Jean Louis, maire communiste de Chalette-sur-Loing

et conseiller général à cette date, écrit en décembre de cette année-là pour annoncer aux habitants la venue de Ralite : « c'est [...] dans notre ville un événement sans précédent depuis la Libération »¹. La visite du ministre, comme l'évoque Jacques C., a lieu le 13 février 1982, officiellement pour inaugurer le foyer de personnes âgées de la commune. Elle intervient dans le contexte de la grève de l'usine Hutchinson – débutée quatre jours plus tôt – et de son occupation par les salariés, qui réclament l'application par la direction des nouvelles mesures décidées par le gouvernement Mauroy, notamment les trente-neuf heures payées quarante et la cinquième semaine de congés payés [*annexe n°6*]. En 1998, Michel Kister reviendra sur l'événement, en utilisant un vocabulaire laudatif :

« L'accueil est enthousiaste : plus de 2 000 Chalettois acclament le ministre. Il écoute les syndicalistes d'Hutchinson lui parler de leur grève. Après la visite du foyer, un vibrant meeting se tient sous le chapiteau. Jack Ralite commence son très long discours par l'apostrophe ici restée célèbre :

« "Hutchinsonniennes, Hutchinsonniens ! Vous avez raison !... Nous gagnerons ensemble : le gouvernement et vous !" ».²

Toutefois, cette sorte de vénération de la coopération gouvernementale des communistes avec les socialistes au début des années 1980 se révèle être plus ambiguë que le sort qui est réservé à la première expérience ministérielle de la Libération. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cela. Tout d'abord, en termes de réalisations, le bilan des quatre ministres communistes semble plus ténu que celui de 1945-1947 : ici, pas de grande œuvre à brandir comme l'est la Sécurité sociale, sauf peut-être le statut général des fonctionnaires avec ses trois versants (étatique, territoriale, hospitalière) voté, en partie, sous l'impulsion d'Anicet Le Pors. Il faut dire que des portefeuilles techniques sont confiés aux communistes. Ils sont, dès lors, à l'origine de lois techniques, qui ont parfois marqué leur domaine de manière assez significative. Par

¹ CHALETTE-SUR-LOING, *Chalette-sur-Loing, notre ville-Bulletin d'informations locales*, décembre 1981, n°40.

² KISTER Michel, *op.cit.*, 1998, p.133.

exemple, portée par Charles Fiterman, la loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982 comporte certaines dispositions importantes, dont certaines s'appliquent encore aujourd'hui¹. Elle jette les bases d'une politique globale des transports « assurée conjointement par l'État et les collectivités territoriales concernées dans le cadre d'une planification décentralisée »². Elle affirme un droit au transport qui « permet aux usagers de se déplacer dans des conditions raisonnables d'accès, de qualité et de prix »³ et grave dans le marbre certaines notions qui continuent d'être des axes majeurs des problématiques de transport (intermodalité, complémentarité des modes de transport, notion de « service public des transports » ...). Concernant le transport ferroviaire, elle modifie le régime juridique de la SNCF. La convention du 31 août 1937 créant la SNCF expire après quarante-cinq ans d'existence. La loi LOTI règle alors son statut, la faisant passer de société d'économie mixte à établissement public industriel et commercial (EPCI), forme qu'elle conserve jusqu'en 2020 quand elle devient société anonyme.

Ensuite, et de manière plus profonde, ces trente-sept mois sont perçus, encore aujourd'hui, de façon très controversée au sein du PCF : les avancées sociales du tout début du quinquennat Mitterrand tendent plutôt à être minorées, relativement du moins aux éléments considérés comme « négatifs » ayant trait à la politique d'austérité menée à partir de mars 1983. Plus globalement, c'est l'impossibilité des ministres communistes en particulier et des communistes dans leur ensemble à avoir pesé sur les orientations du gouvernement dominé par les socialistes qui est mise en cause. Dans des termes plus militants, c'est la « trahison » des socialistes qui n'a pas pu être évitée, trahison par rapport à l'application des réformes sociales, économiques et politiques contenues dans le Programme commun. En ce sens, il y aurait eu un décalage entre un discours électoral radical du PS et la mise en pratique d'une politique plus modérée.

¹ En 1982, la loi LOTI est, cependant, débattue et votée « dans une très large indifférence du grand public et des moyens d'information ». Voir LARGER Dominique, « La loi d'orientation des transports intérieurs », *Droit et Ville*, tome 15, 1983, p.95.

² LÉGIFRANCE, « Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs » [en ligne].

<<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000006878533/1982-12-31/>>, consulté le 15 août 2022.

³ *Ibid.*

Au conseil départemental du PCF du 2 mai 2017, les résultats de l'élection présidentielle, et tout particulièrement le bon score de Mélenchon, sont analysés. Christian Bar. n'hésite pas à établir un rapprochement avec le PS mitterrandien pour expliquer la non-qualification de Mélenchon pour le second tour : « Pendant la campagne, une électrice m'a dit que Mélenchon était trop frileux. Au moins, avant 1981, Mitterrand avait des discours enflammés de gauche. Il disait que "celui qui n'est pas contre le capitalisme n'a rien à faire au PS"¹. Bon, après 1981, c'est une autre histoire... À cause de ce discours trop frileux de Mélenchon, des gens des quartiers populaires n'ont pas encore franchi le pas. Il faut une dynamique pour qu'ils sortent de l'abstention. Le 23 avril, il a manqué cela, il a manqué une dynamique. La victoire était possible. Mais les quelques pourcents qui ont manqué viennent du manque de dynamique et du manque de radicalité de Mélenchon ».

Enfin – et c'est peut-être le motif premier qui les pousse à ne pas tellement s'attarder favorablement sur ce volet de leur histoire –, les communistes assimilent la participation au gouvernement socialiste avec le commencement de l'effondrement électoral et politique de leur parti, rendant responsables de cette évolution, d'ailleurs, davantage le PS et François Mitterrand que leurs propres dirigeants.

Le 26 août 2016, à l'Université d'été d'Angers du PCF, une conférence avec pour thème « Deux gauches irréconciliables ? » est organisée, animée par Mathieu Fulla, professeur agrégé à Sciences Po Paris, et par Frédéric Boccara, économiste et membre du Comité exécutif national du PCF. Elle se veut être une réponse à la déclaration du Premier ministre Manuel Valls, qui assumait l'existence de « positions irréconciliables à gauche » en février de la même année, mais aborde essentiellement la question sous l'angle historique. La période du Programme

¹ La citation exacte est la suivante : « Celui qui n'accepte pas la rupture, la méthode, ça passe ensuite. Celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, c'est secondaire, avec la société capitaliste, celui-là je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste ». Ces phrases ont été prononcées par François Mitterrand au congrès d'Épinay de juin 1971. Un extrait de la déclaration de François Mitterrand est disponible sur le site de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) : INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL, « Congrès d'Épinay » [en ligne]. <<https://fresques.ina.fr/miterrand/fiche-media/Mitter00088/congres-d-epinay.html>>, consulté le 24 avril 2022.

commun est, entre autres, évoquée par les deux orateurs. Après leur intervention, un temps d'échange est ouvert avec la salle. Un premier adhérent, retraité, prend la parole en revenant sur l'époque de l'union de la gauche : « Négocier avec le PS ? Notre poids dans les négociations avec les socialistes n'est pas le même aujourd'hui que dans les années 1970. Dans les années 1970, on était à 25 % et on s'est fait avoir. On s'est fait avoir avec la négociation du Programme commun. Beaucoup de communistes le pensent. Alors qu'en serait-il aujourd'hui avec un Parti à 5 % ? ».

Le fait d'incriminer le PS et la participation au gouvernement pour expliquer le déclin du PCF est réactivé lors de la campagne de l'élection présidentielle de 2017. Pour plusieurs communistes, Jean-Luc Mélenchon serait, en quelque sorte, le continuateur de François Mitterrand, dans son ambition de « piller » l'électorat communiste¹.

Le jeudi 20 octobre 2016, la réunion de section d'Amilly-Chalette est consacrée exclusivement à l'élection présidentielle. Deux semaines après doit se tenir la consultation interne pour l'élection présidentielle : les adhérents communistes ont alors le choix entre le soutien à Jean-Luc Mélenchon et la présentation d'une candidature communiste autonome. Ce jour-là, au cours de la discussion à la section, Jacques L. prend la parole : « C'est comme la renégociation du Programme commun en 1977. On est ici, on est à ce niveau aujourd'hui. Mélenchon, c'est le PS de Mitterrand de l'époque. Une candidature communiste, ça serait mieux. Nous ne sommes pas dans les mêmes conditions qu'en 2012 où on avait des sortes de "primaires" à l'intérieur du Parti, avec Mélenchon contre Chassaigne. Aujourd'hui, il y a aussi la question des législatives. Quel sera notre score si on soutient Mélenchon à la présidentielle et si les insoumis nous présentent aux législatives des candidatures partout contre celles du Parti ? Et après 2017 ?

¹ Dans son discours au congrès d'Épinay du 13 juin 1971, François Mitterrand déclare : « je pense qu'il faut d'abord songer à conquérir ou à reconquérir le terrain perdu sur les communistes. Je pense qu'il n'est pas normal qu'il y ait aujourd'hui 5 millions, et quelquefois plus, de Françaises et de Français qui choisissent le Parti communiste sur le terrain des luttes, et même sur le terrain électoral, parce qu'ils ont le sentiment que c'est ce parti-là qui défend leurs intérêts légitimes, c'est-à-dire leur vie. », in MILZA Pierre (dir.), *Sources de la France du XX^e siècle : de 1918 à nos jours*, Larousse, 1997, p.454.

C'est la fin du parti ? Mélenchon veut détruite le Parti, comme Mitterrand en son temps a voulu être le fossoyeur du Parti avec le Programme commun. En 1981, j'avais voté en traînant les pieds au second tour. Si le Parti décide majoritairement de soutenir Mélenchon, je ferai pareil ».

Le mardi 21 mars 2017 se tient un collectif électoral à la section PCF d'Amilly-Chalette. Le collectif électoral rassemble majoritairement des communistes et sympathisants, mais également des insoumis, l'objectif étant de mener collectivement la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon et celle de l'élection législative (où deux communistes – un titulaire et un suppléant – seront présentés, soutenus par le groupe local de la FI et, après la présidentielle, par le groupe local de soutien à la candidature de Benoît Hamon). Ce soir-là, seuls des communistes et sympathisants du PCF participent au collectif. À la fin de la réunion, autour d'un verre, s'engage une discussion informelle.

Serge C. lance : « Mélenchon est un mitterrandien. Il veut détruire le Parti ». Bruno B. réplique : « Serge, si je te suis, on est fou de soutenir Mélenchon ! Et de l'avoir soutenu aussi en 2012. Mais, non... Mais, non... On a besoin de personne pour mourir. On mourra de notre belle mort, seuls à force d'avoir des comportements comme ceux-là ».

Fabrice S. rebondit sur la remarque de Bruno B. : « On ne mourra jamais. Le communisme est une idée éternelle ».

L'ambivalence de la mise en valeur du travail des ministres communistes tient, enfin, à leur trajectoire postministérielle, « contestataire »¹ à la ligne officielle du Parti. Au début des années 1990, les ex-ministres participent tous les quatre au courant critique des refondateurs au sein du PCF, dont Charles Fiterman est, au demeurant, l'un des

¹ Nous reviendrons sur les différentes sensibilités au sein du parti communiste et sur leur histoire dans le chapitre 5.

créateurs¹. Hormis Jack Ralite qui restera membre du PCF², ce choix de la dissidence les conduit à rompre avec l'organisation communiste et à fonder ou rejoindre une autre formation politique. Marcel Rigout prend ses distances très tôt avec la « ligne ». Il est en désaccord avec Georges Marchais dès sa sortie du gouvernement en juillet 1984 et démissionne du Comité central en 1987³. Il quitte le PCF en 1990. En 1992, il cofonde l'Alternative démocratie socialisme (ADS), implantée principalement dans son département de Haute-Vienne et qui connaît une certaine audience locale grâce au ralliement d'élus et de nombreux adhérents communistes. Charles Fiterman rend sa carte en 1994, pour participer à la formation de la Convention pour une alternative progressiste (CAP). Il rejoint enfin le PS entre 1998 et décembre 2017. Quant à Anicet Le Pors⁴, il est candidat aux élections européennes de 1994 sur la liste « l'Autre Europe » conduite par Jean-Pierre Chevènement.

2.2.4.2. Vers la marginalisation électorale : de la gauche plurielle à 2022

Le cycle se clôt par la troisième participation gouvernementale des communistes français. À la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale prononcée par le Président Jacques Chirac, les élections législatives de juin 1997 donnent la victoire à la coalition de gauche plurielle (PS-PCF-Parti radical de gauche-Mouvement des citoyens-Les Verts). Le résultat des candidats communistes atteint les 9,9 % des suffrages exprimés (et les 6,4 % des inscrits), ce qui marque une certaine stabilisation du score électoral⁵, notamment après la chute des années 1980. Ainsi, en comparaison de 1993, le PCF gagne quelque 180 000 voix supplémentaires (ce qui correspond à 0,76 points de pourcentage de plus). La barre psychologique des 10 % des suffrages exprimés n'est pas

¹ PENNETIER Claude, « FITERMAN Charles », *Le Maitron* [en ligne].

<<https://maitron.fr/spip.php?article50590>>, consulté le 8 novembre 2020.

² BITTOUN Gilda, « RALITE Jack, Alfred, Pierre », *Le Maitron* [en ligne].

<<https://maitron.fr/spip.php?article176498>>, consulté le 8 novembre 2020.

³ BROUSSE Vincent, « RIGOUT Marcel », *Le Maitron* [en ligne].

<<https://maitron.fr/spip.php?article163167>>, consulté le 8 novembre 2020.

⁴ PENNETIER Claude, « LE PORS Anicet », *Le Maitron* [en ligne].

<<https://maitron.fr/spip.php?article141590>>, consulté le 8 novembre 2020.

⁵ LAZAR Marc, « La gauche communiste plurielle », *Revue française de science politique*, 49^{ème} année, n°4-5, 1999, p.697.

dépassée, ce qui est alors mal vécu par la direction communiste¹. En revanche, le groupe parlementaire sort renforcé de cette échéance avec 36 députés contre 23 en 1993, ce qui paraît suffisant pour faire chuter un gouvernement de coalition de gauche dominé par les socialistes, mais insuffisant pour peser sur ses orientations.

Au 29^{ème} congrès de décembre 1997 à la Défense, les communistes actent le principe d'une participation à un gouvernement de gauche. Ils affirment alors que le PCF « a vocation à participer à la direction des affaires du pays, au gouvernement, pour contribuer à l'instauration d'un nouveau rapport du peuple au pouvoir, permettant à ses aspirations d'être enfin prises en compte »². À l'issue des élections, le socialiste Lionel Jospin est chargé de former un gouvernement de cohabitation, qui comprend trois communistes : Jean-Claude Gayssot, ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement ; Marie-George Buffet, ministre de la Jeunesse et des Sports ; Michelle Demessine, secrétaire d'État au Tourisme³. Le remaniement de mars 2000 fait entrer un communiste de plus : Michel Dufour devient secrétaire d'État au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle.

Alors que le PCF frôle les 10 % aux élections législatives de 1997 ce qui lui permet d'assurer une présence dans le gouvernement Jospin, un nouveau plancher est franchi en 2002. Le nombre de voix recueillies est divisé par deux entre ces deux dates (environ 2,5 millions de suffrages en 1997 contre un peu plus de 1,2 millions en 2002). La nouvelle période qui s'ouvre voit le PCF nager dans des basses eaux, autour de 5 % des exprimés et d'un million de voix. En 2007, en dépit du score catastrophique de Marie-George Buffet à la présidentielle (700 000 voix ; 1,93 % des exprimés), les candidats communistes parviennent à « sauver les meubles ». Quinze d'entre eux sont élus à l'Assemblée nationale, ce qui est, à cette date, insuffisant pour constituer un groupe politique⁴. Fait inédit depuis 1958 – où les dix députés communistes avaient siégé parmi les non-inscrits –, les communistes ne peuvent former à eux seuls un groupe à la chambre

¹ PLATONE François, « Le vote communiste le verre à moitié plein » in PERRINEAU Pascal (dir.), *Le vote surprise. Les élections législatives du 25 mai et 1er juin 1997*, Presses de Sciences Po, 1998, p.167.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 29^e congrès », *Les cahiers du communisme*, janvier-février 1997, p.333.

³ Michelle Demessine est remplacée à partir d'octobre 2001 par Jacques Brunhes.

⁴ Depuis 2009, les groupes sont constitués au minimum de quinze députés. Entre 1988 et 2009, il était nécessaire de rassembler vingt députés selon leurs affinités politiques communes.

basse. Ils bénéficient du renfort de députés ultramarins de gauche pour déclarer le groupe GDR, formule reconduite depuis 2007 après chaque échéance législative. Dans cet étiage aussi bas, un petit frémissement jaillit en 2012, consécutivement à la campagne engagée de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. Porté par cette dynamique, le Front de gauche – cette coalition d’organisations à la gauche de la social-démocratie – réussit à caresser les 7 % des voix, améliorant le score du PCF de 2007, mais ne parvenant pas à égaler le résultat de son candidat présidentiel (11,1 % des exprimés). Sept députés communistes font alors leur entrée au Palais Bourbon, rejoints par deux collègues de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) et un du Parti de gauche (PG).

Enfin, en 2017, le PCF semble connaître une nouvelle étape dans l’histoire de son déclin de près de quatre décennies. Cette fois-ci, c’est la voie de la marginalisation politique qui semble se dégager. L’annonce en février 2016 par Jean-Luc Mélenchon de sa candidature à la présidentielle sans en avoir concerté ses partenaires, et notamment les communistes, signe la fin du Front de gauche¹. Il est vrai que cette alliance des forces antilibérales était déjà largement à la peine aux élections intermédiaires locales (municipales de mars 2014, départementales de mars 2015 et régionales de décembre 2015), au cours desquelles les différents partis – et tout particulièrement le PCF et le PG – s’étaient déchirés sur le positionnement à avoir vis-à-vis de la gauche gouvernementale (PS et Europe Ecologie Les Verts). Mais ces divergences ne sont traduites en réelle rupture qu’au moment des élections nationales de 2017. À cette occasion, les communistes se sont perdus dans de fastidieuses hésitations². Dans un premier temps, ils s’orientent même vers une primaire de gauche sur la base d’une plateforme programmatique commune. Face à l’échec de cette tentative, la conférence nationale de novembre 2016 met sur la table deux options : l’appel à voter Jean-Luc Mélenchon, tout en menant une campagne autonome ; la désignation d’un candidat communiste. Par une consultation interne, les adhérents font le choix du soutien à Jean-Luc Mélenchon (53,6 % des voix), infirmant le vote de la conférence nationale qui avait

¹ Le PCF utilise, néanmoins, le logo « Front de gauche » pour les législatives de 2017 et n’acte la mort du Front de gauche que lors de son 38^{ème} congrès de novembre 2018.

² Nous reviendrons plus en détail sur les enjeux stratégiques de la campagne de 2017 dans le chapitre 7.

préféré la solution d'une candidature communiste. Mais jusque dans les dernières semaines de la campagne de la présidentielle, le PCF déploie de nombreux efforts pour aboutir, sans succès, à une candidature commune de la gauche. Finalement, malgré le soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon – qui totalise 19,58 % des suffrages exprimés à la présidentielle –, aucun accord n'est trouvé pour les législatives. Le cadre collectif de rassemblement de la gauche radicale, qui a éclaté avec la destruction du Front de gauche, n'est pas même reconstitué de manière ponctuelle, à des fins tactiques. Dans la grande majorité des circonscriptions, des duels opposent des candidats communistes et des candidats insoumis. Plus exactement, selon nos propres recherches, 446 confrontations PCF-FI se jouent lors de ces élections. Dans seulement 9 de ces cas, le combat est remporté par le candidat communiste ; dans les 437 autres situations, le candidat insoumis arrive devant – et souvent largement – son concurrent communiste. En définitive, le PCF ne réussit à recueillir, selon le ministère de l'Intérieur¹, que 2,72 % des voix exprimées et quelques 615 000 bulletins de vote, soit le pire score de son histoire en termes de voix. À cette occasion, le record négatif de 1932 (un peu moins de 800 000 voix) est battu. En dépit de cette déconfiture électorale, le PCF parvient à faire élire onze députés, soit quatre de plus qu'en 2012 et, avec six députés ultramarins, conserve son groupe à l'Assemblée nationale.

Aux élections législatives de 2022, au sein de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (NUPES) – alliance regroupant les principales forces de gauche (insoumis, écologistes, socialistes et communistes) –, le PCF parvient à stabiliser sa représentation parlementaire au Palais Bourbon. Dans le cadre de l'accord électoral, 49 circonscriptions sont réservées aux candidats communistes². Le Parti récolte alors un peu plus de 520 000 voix sur ces territoires et en Corse (qui ne fait pas partie de l'accord électoral), ce qui représente 24,50 % des suffrages exprimés sur ces zones et 11,34 % des inscrits. Parmi les onze sièges occupés par un député communiste à l'issue de la législature précédente, dix sont conservés. Seul Alain Bruneel, député sortant dans la

¹ Quant au PCF, il donne les chiffres suivants : 687 313 voix et 3,17 % des exprimés sur les 539 circonscriptions de la France métropolitaine. LAURENT Pierre, « Rapport introductif – Conseil national », 23 juin 2017.

² L'accord électoral de la NUPES pour les législatives de 2022 attribue 329 circonscriptions à la FI, 100 au Pôle écologiste (composé notamment d'Europe Écologie Les Verts et de Génération.s), 68 au PS et 49 au PCF. 31 circonscriptions (l'outre-mer et la Corse) ne sont pas couvertes par l'accord.

seizième circonscription du Nord, ne parvient pas à reconduire son mandat. Deux nouvelles circonscriptions sont conquises : la deuxième du Cher regagnée par le maire de Vierzon Nicolas Sansu – qui avait été député entre 2012 et 2017 – et la troisième du Pas-de-Calais ravie au Rassemblement national (RN) par Jean-Marc Tellier, maire d’Avion. Douze députés communistes sont donc élus en 2022, soit un de plus que cinq ans plus tôt. Ils s’agrègent à dix députés ultramarins, pour reconduire un groupe GDR renforcé, de vingt-deux membres au total.

La voie de la marginalité politique que semble être contraint d’emprunter le PCF interroge. Deux principales questions peuvent être soulevées : d’une part, la problématique classique de la disparition ou de la « mort » du PCF¹ ; d’autre part, la position du communisme au sein non seulement de la gauche française, mais aussi au sein d’une partie de celle-ci : la gauche radicale. Le premier questionnement a été introduit dès les années 1980 par la science politique, comme prolongement des analyses sur le déclin du PCF². Véritable serpent de mer, il semble revenir sur le devant de la scène au sein du Parti après chaque défaite électorale. Ainsi, le 38^{ème} congrès extraordinaire de novembre 2018, convoqué à la suite de la déroute des législatives de 2017, a été le théâtre de débats sur la fin du PCF. À tous les niveaux et toutes sensibilités confondues, les communistes se sont interrogés sur le destin de leur parti. Le texte alternatif – c’est-à-dire non présenté par la direction nationale³ – intitulé *Pour un Manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle*, qui devient la base commune de discussion pour le congrès après le vote des adhérents, est principalement centré sur les thématiques d’identité et d’affirmation partisans et alerte :

¹ Voir par exemple : PUDAL Bernard, « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, 52^e année, n°5-6, 2002. pp.545-559.

² Voir par exemple : BAUDOUIN Jean, « L’échec communiste de juin 1981 : recul électoral ou crise hégémonique ? », *Pouvoirs*, n°20, 1981, pp.45-54 ; LAZAR Marc, *op.cit.*, 1989 ; RANGER Jean, *op.cit.*, 1986.

³ Plus exactement, selon les statuts du PCF adoptés au 36^{ème} congrès de 2013 : « Trois cents adhérent-e-s à jour de leurs cotisations peuvent proposer une base de discussion alternative. Ces adhérent-e-s doivent être issu-e-s d’au moins un quart des fédérations. Le nombre de signataires par fédération ne peut excéder 10 % de la totalité de la liste » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.16.

« Après son effacement en 2017 et son résultat désastreux aux législatives, son pronostic vital est engagé »¹.

De même, le courant opposé à la ligne identitaire, attaché à la démarche de rassemblement des forces antilibérales de type Front de gauche², se préoccupe également de l'avenir du PCF :

« Si nous n'avons pas la capacité collective de voir la réalité en face et de trouver les moyens de relancer notre combat, nous deviendrons, comme le Parti radical de gauche, une nouvelle "butte-témoin" d'un passé révolu »³.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, selon nous, le « prix » à payer pour rester « vivant » dans une société transformée qui ne correspond pas forcément aux schèmes classiques du communisme et dans une situation de déclin politique avancé est la mutation en un parti-citadelle, éclaté en plusieurs sphères disjointes et replié sur un archipel de territoires – et notamment sur les municipalités – régressant comme peau de chagrin.

Le deuxième sujet auquel renvoie la perspective de la marginalité politique est celui de l'occupation de l'espace politique, et tout particulièrement de la place du PCF dans la gauche française. Comme nous l'avons déjà noté, une sorte de chassé-croisé sur plusieurs décennies s'est établie entre le communisme et le socialisme en France pour l'hégémonie à gauche [figure n°5]. En résumé, trois étapes peuvent être dégagées. Dans les années 1920 et les années 1930, la SFIO reste la force dominante à gauche ; cette position lui est ravie pendant quatre décennies, c'est-à-dire de l'après-guerre à 1978, par le PCF qui devient l'organisation qui structure l'échiquier politique à gauche ; enfin, depuis le début des années 1980, la social-démocratie, renouvelée et revigorée dans le PS mitterrandien du congrès d'Épinay, réintègre son rôle de premier plan, alors même que

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Texte de base commune de discussion. Congrès d'Ivry*, 23-25 novembre 2018 (g), p.4.

² Nous reviendrons plus en détail sur les différentes tendances au sein du PCF dans le chapitre 4.

³ PRINTEMPS DU COMMUNISME, « Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme », 6 juillet 2018 (b) [en ligne].

<<https://printempsducommunisme.fr/texte-alternatif/>>, consulté le 4 décembre 2020.

le PCF s'enfonce dans la spirale du déclin. Cette dernière période marque la « fin de la centralité communiste » : le PCF ne parvient plus à marquer de son empreinte l'espace politique à gauche¹. Nous pouvons même élargir cette réflexion : si le PCF a perdu l'hégémonie à gauche au profit du PS, existe-t-il encore une « centralité communiste » dans le champ partisan à gauche de la social-démocratie ? Le PCF parvient-il encore à ordonner ou aiguillonner ce champ laissé vacant par le recentrage du PS ? Avec ses quelque 40 000 cotisants, il reste le principal parti politique au sein de la gauche radicale. Toutefois, le nombre d'adhérents ne semble pas constituer une condition suffisante pour espérer rayonner à l'intérieur d'un espace politique. Ainsi, dans les années 2000, l'extrême-gauche concurrence sérieusement sur le plan électoral national le PCF. À la présidentielle de 2002, Robert Hue (3,37 % des suffrages exprimés) arrive derrière le candidat de la LCR Oliver Besancenot (4,25 %) et la candidate de Lutte ouvrière (LO) Arlette Laguiller (5,72 %). Rebelotte en 2007 où Marie-George Buffet (1,93 %) est largement devancé par Olivier Besancenot (4,08 %). Mais l'extrême-gauche n'a pas su véritablement transformer l'essai tant en termes de conquête de positions électives nationales et locales, qu'au niveau de l'influence au cœur de la gauche de la gauche.

Au contraire, avec les élections de 2017, une nouvelle rupture semble se profiler. La FI avec la percée de son candidat à la présidentielle paraît être devenue la force structurante de la gauche radicale. 49 % des électeurs se positionnant « très à gauche » dans le spectre politique ont voté pour un candidat insoumis aux législatives de 2017, tandis que 23 % ont glissé dans l'urne le bulletin de vote d'un candidat communiste². Ce qui signifierait que le PCF n'est plus le vecteur principal de la radicalité à gauche, mais pourrait avoir été remplacé par la FI³. On pourrait même se demander si la FI n'est pas devenue l'organisation dominante à gauche tout court – et pas seulement d'une partie de la gauche –, détrônant le PS, ce qui semblerait concorder avec la longue tendance historique qui veut qu'à « chaque fois que, à gauche, une force hégémonique

¹ MOSCHONAS Gerassimos, « L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale. Réflexions préliminaires », *Transform*, n°9, 2011, p.11.

² IPSOS/SOPRA STERIA, « 1^{er} tour législatives 2017 : sociologie des électors et profil des abstentionnistes », juin 2017, p.11.

³ A ce titre, la FI en général et Mélenchon en particulier entretiennent des rapports ambigus avec la notion de « gauche », revendiquant une stratégie populiste et préférant « fédérer le peuple » plutôt que « rassembler la gauche ». Nous reviendrons plus en détail sur cette stratégie populiste en la comparant à la stratégie du PCF, dans le chapitre 7.

vacille, ou semble décevoir, une force nouvelle occupe sa place en se situant à sa gauche »¹. Toujours aux échéances législatives de 2017, 33 % des électeurs se déclarant « à gauche » ont voté pour la FI, contre 26 % pour le PS et 10 % pour le PCF². Les résultats de la présidentielle de 2022 semblent confirmer cette tendance : avec 21,95 % des suffrages exprimés, Jean-Luc Mélenchon surclasse très largement ses adversaires de gauche, aucun d'entre eux ne franchissant le seuil des 5 % : 4,63 % pour l'écologiste Yannick Jadot, 2,28 % pour le communiste Fabien Roussel et 1,75 % pour la socialiste Anne Hidalgo.

2.3. Le PCF et les élections européennes

Depuis les années 1980, l'évolution électorale du PCF pour les élections législatives laisse donc transparaître une régression par paliers successifs, avec des chutes plus ou moins brutales. Concernant les élections européennes [figure n°6], l'effondrement des années 1980 est plus sévère. En 1979, aux premières élections européennes au suffrage universel direct, la liste conduite par Georges Marchais rassemble 20,52 % des suffrages exprimés, une performance qui se rapproche des législatives de 1978 (20,61 %), même si en termes d'inscrits, du fait d'une abstention plus forte (39,29 % contre 16,75 %), le résultat est plus faible (11,81 % contre 16,82 %). Cinq ans plus tard, en 1984, le score de Georges Marchais passe à 11,21 % des exprimés (et 6,13 % des inscrits). Le nombre de voix récoltées par le secrétaire général diminue de 45,6 % (environ 2,2 millions de voix en 1984 contre 4,1 millions en 1979). En comparaison, l'écroulement aux législatives en termes de voix entre 1981 et 1986 n'est « que » de 32,6 %. Le nombre de députés européens décroît de dix-neuf à dix.

Après cette première dépression plus accentuée que pour la désignation des représentants nationaux, le PCF connaît une longue phase de stabilisation : entre 1989 et 2014, ses résultats se situent dans une fourchette comprise entre 1 et 1,5 millions de voix. Cela représente entre 6 et 7 % des suffrages exprimés et aux alentours de 2-3 % des inscrits. Cela se traduit de manière différenciée en termes de sièges au Parlement

¹ MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2008, p.23.

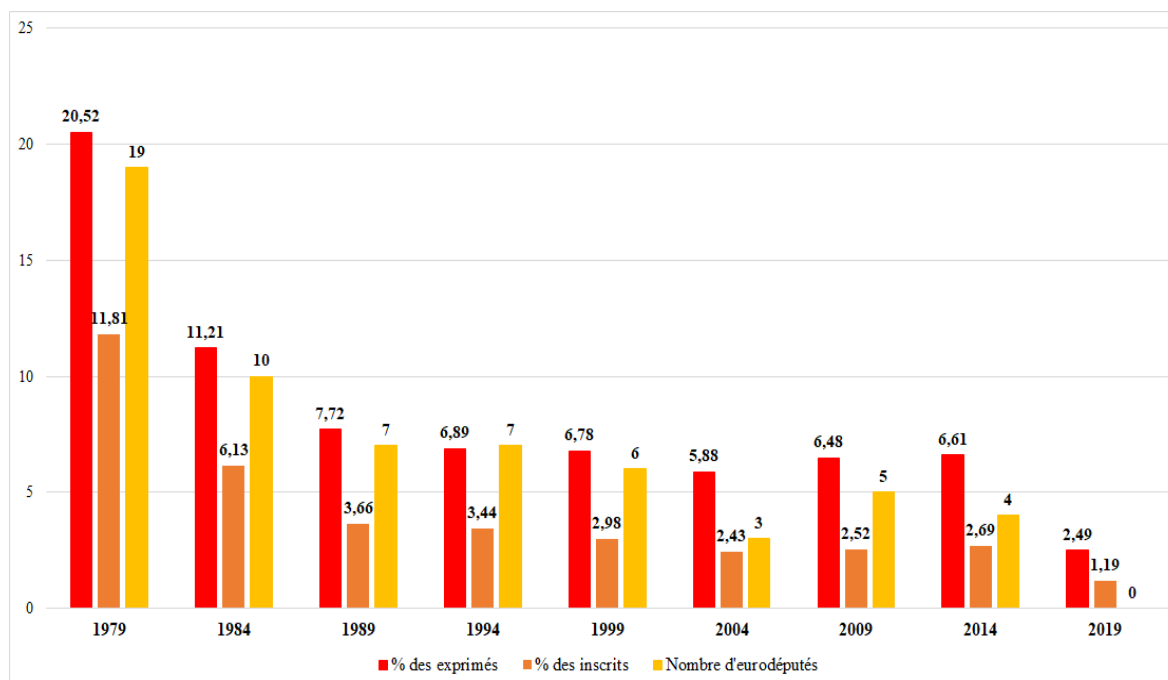
² IPSOS/SOPRA STERIA, *op.cit.*, juin 2017, p.11.

européen, en raison du changement de mode de scrutin. Avant 2004, l'application de la représentation proportionnelle avec une circonscription nationale unique permet aux communistes français d'assurer six ou sept sièges dans l'enceinte strasbourgeoise. En 2004, malgré une prestation à peu près équivalente à celle des éditions précédentes, le nombre d'eurodéputés PCF descend à seulement trois, compte tenu notamment de l'instauration d'un système à huit circonscriptions régionales. L'application de la stratégie de Front de gauche en 2009¹ et en 2014 ne permet de réaliser qu'un léger frémissement électoral (6,48 % et 6,61 % des exprimés).

En revanche, la rupture de cette orientation stratégique et le retour à une liste communiste autonome produisent un terrible coup en 2019. La liste alors menée par Ian Brossat, adjoint au logement de la maire de Paris, ne parvient pas, et loin de là, à rassembler les 5 % des suffrages exprimés nécessaires pour assurer une représentation européenne. Avec seulement 2,49 % des voix et quelques 560 000 bulletins – soit le score le plus bas jamais enregistré en nombre de suffrages dans une élection nationale pour le PCF –, les communistes n'ont plus aucun député au Parlement européen, une première depuis l'introduction de l'élection des eurodéputés au suffrage universel direct en 1979.

¹ Il est à noter que les élections européennes de 2009 voient pour la première fois se concrétiser cette alliance de forces à gauche de la social-démocratie, sous le nom originel de « Front de gauche pour changer l'Europe », rassemblant au départ le PCF, le PG et la Gauche unitaire (GU). Nous reviendrons plus en détail sur le Front de gauche dans le chapitre 7.

Figure n°6 : Résultats du PCF¹ aux élections européennes² (1979 – 2019)



*

L'étude de l'évolution électorale du PCF sur la longue période pour les élections nationales témoigne d'un effondrement depuis le début des années 1980. L'électorat communiste est aujourd'hui réduit à portion congrue et le parti communiste se trouve en situation de dépérissement électoral. C'est sur ces fondements objectifs que s'établit le parti-citadelle, un parti de la marginalité politique, sans électorat national, s'appuyant sur quelques territoires circonscrits. Nous nous intéresserons dans le chapitre suivant à ces territoires communistes, ces citadelles perdues dans des déserts électoraux, qui se réduisent comme peau de chagrin, mais connaissent une certaine résistance.

¹ Pour 2009 et 2014, il s'agit des résultats du Front de gauche.

² DE BOISSIEU Laurent, *op.cit.*

Chapitre 3 : Les citadelles électorales ou la résistance locale du PCF

Face au recul électoral national du PCF, certains auteurs ont mis en évidence des mécanismes de résistance¹, en insistant notamment sur les ressorts locaux dont continue de bénéficier le communisme français et sur lesquels ils se basent de manière grandissante. S'il est vrai que la régression électorale dans les différentes échelles locales est moins violente que pour les élections nationales, il n'empêche qu'elle existe et qu'elle se renforce depuis le milieu des années 2010. Le nombre d'élus locaux se réduit, et cela de manière croissante dans la période récente ; les territoires de l'archipel communiste, et notamment les municipalités, sont de moins en moins nombreux. C'est à partir de ces derniers que se déploie le parti-citadelle. Il s'efforce de les préserver d'échéance en échéance et se recroqueville sur eux. Ces citadelles électorales locales semblent ainsi être devenues la raison d'être du PCF, un parti sans rayonnement national, mais qui maintient à flot quelques implantations territoriales.

3.1. Le PCF et l'échelon régional

Intéressons-nous, tout d'abord, à l'échelon régional [figure n°7]. De 1986 – date de la première élection régionale – à 2010, le PCF a toujours réussi à faire élire au moins cent conseillers régionaux. En 2004, un pic est même atteint avec 180 élus. Ces sièges sont alors principalement remportés grâce à une alliance avec le PS dès le premier tour, accord concernant quatorze des vingt-deux régions métropolitaines². En 2010, malgré le revirement de stratégie avec la mise en œuvre du Front de gauche et donc la constitution de listes autonomes par rapport au PS au premier tour dans la plupart des

¹ Voir par exemple LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *op.cit.*, 2003, p.61.

² Dans cinq régions, le PCF constitue une liste autonome au premier tour. En Franche-Comté, il conduit une liste comprenant le Mouvement républicain et citoyen (MRC) et le Parti radical de gauche (PRG). En Alsace, il se range sur une liste menée par le MRC avec la participation du PRG. La région Île-de-France voit naître une formule originale, préfigurant le Front de gauche : sous l'étiquette « Gauche populaire et citoyenne », la secrétaire nationale Marie-George Buffet mène une liste de rassemblement de forces antilibérales (les Alternatifs, Association pour une gauche républicaine...). Nous reviendrons sur cette expérience dans le chapitre 7.

régions¹, le PCF fait encore élire 101 des siens dans les conseils régionaux et les autres forces parties prenantes de la coalition de gauche radicale 27. Le choc intervient en 2015, quand, au soir du second tour, il ne reste plus que 40 élus étiquetés Front de gauche dans les régions (dont 29 communistes et apparentés). Il s'explique par deux raisons principales : le redécoupage des régions et la crise du Front de gauche.

L'une des dispositions de la loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions est la réduction de leur nombre par fusion. On passe ainsi de vingt-deux régions métropolitaines à treize. Pour le communisme français, ce regroupement pose une difficulté supplémentaire. En effet, le PCF fonde sa survie sur quelques territoires, notamment municipaux, où il réalise ses meilleures performances électorales et non sur un électorat national. Élargir les circonscriptions électorales fait que les îlots du communisme sont davantage noyés dans un océan hostile ou plutôt d'indifférence, ce qui réduit le score général. Autrement dit, plus la circonscription électorale est grande, plus le résultat du PCF risque d'être faible.

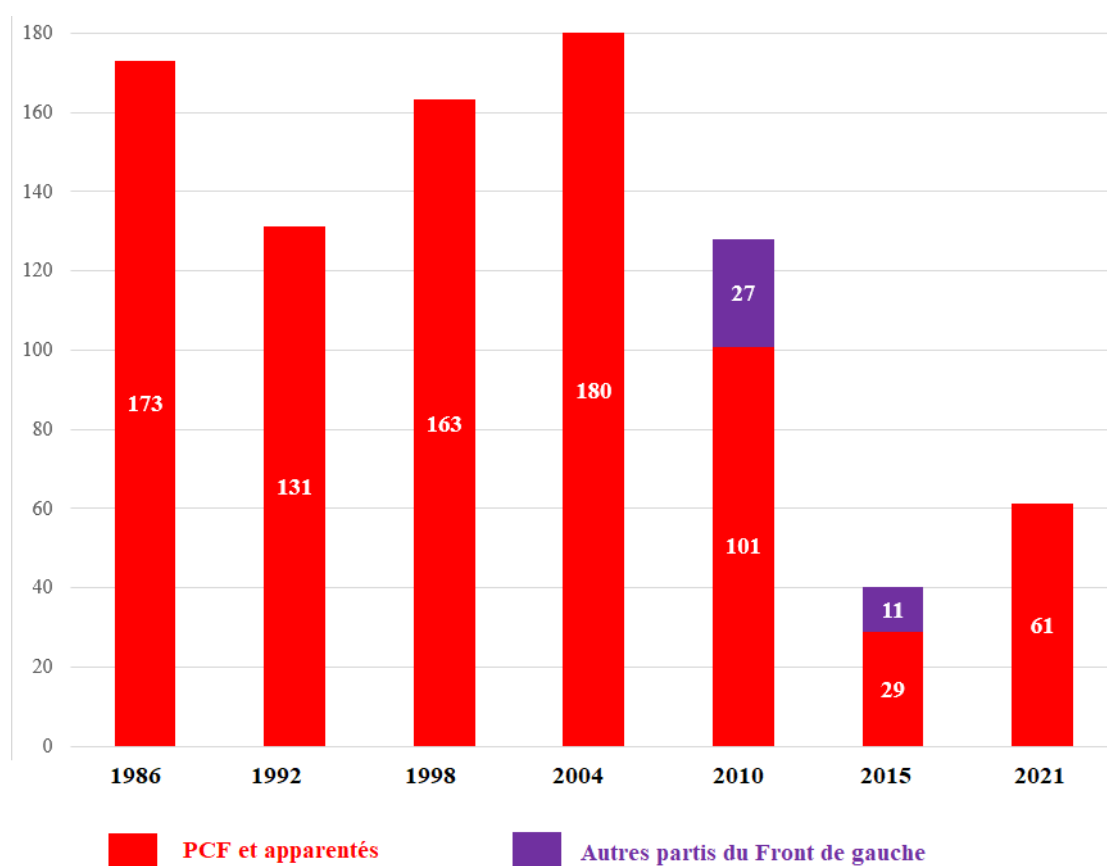
Ensuite, les échéances de décembre 2015 se sont déroulées dans un contexte de dissensions aigües entre les partenaires du Front de gauche, et tout particulièrement entre le PG et le PCF. Ces dernières portaient, entre autres, sur la problématique des alliances à tisser pour ces élections. L'image qui ressort est celle de la désunion générale et d'une stratégie à géométrie variable. Le Front de gauche a conduit une liste de manière rassemblée au premier tour dans seulement sept des treize nouvelles régions métropolitaines². Et encore, parmi ces sept régions, dans quatre il s'est présenté seul ; en l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine et en Bourgogne-Franche-Comté, il s'est allié avec le Mouvement républicain et citoyen (MRC) et à la Nouvelle Gauche Socialiste (NGS) ; en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, au MRC et à l'ADS. Dans deux autres régions – Centre-Val de Loire et les Pays de la Loire –, la liste était conduite par un communiste, intégrant des candidats du MRC, mais sans participation des autres

¹ Dans dix-sept des vingt-deux régions métropolitaines, une liste Front de gauche est constituée. En Champagne-Ardenne et en Basse-Normandie, le PCF se range derrière une tête de liste socialiste, alors que le PG fait alliance avec le NPA. En Bourgogne, en Bretagne et en Lorraine, le PCF scelle un accord avec le PS, mais des communistes dissidents sont également présents sur une autre liste avec les autres partis du Front de gauche (et le NPA pour la Bourgogne).

² Ces sept régions sont l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, l'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, la Bourgogne-Franche-Comté, la Bretagne, la Corse, l'Île-de-France et la Normandie.

forces du Front de gauche. En Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, le Front de gauche dans son intégralité s'est rallié à une liste menée par un membre d'Europe Écologie Les Verts (EELV). Enfin, en Auvergne-Rhône-Alpes et en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, les partis composant le Front de gauche se retrouvent sur deux listes concurrentes. Dans la première région, la sénatrice de la Loire Cécile Cukierman conduit une liste PCF-République et Socialisme-MRC, alors que le PG et Ensemble ! se rassemblent derrière un écologiste. Dans la deuxième, le secrétaire départemental du Nord Fabien Roussel, avec son parti, Ensemble !, République et Socialisme (R&S) et la Coordination communiste, s'oppose à la liste de la verte Sandrine Rousseau, sur laquelle figure des militants du PG.

Figure n°7 : Nombre de conseillers régionaux PCF (1986 – 2021)¹



¹ Sources : pour 1986-2004 : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, *op.cit.*, juin 2022.
Pour 2010 et 2015 : LAURENT Pierre, « Rapport introductif – Conseil national », 16 janvier 2016.

En définitive, les listes communistes, toutes formules confondues, n'atteignent les 5 % des suffrages exprimés au premier tour (soit le seuil minimal pour fusionner au second tour avec une liste ayant recueilli au moins 10 % des suffrages) que dans six régions. À cela s'ajoutent les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas-de-Calais-Picardie où les listes socialistes se retirent au profit de la droite afin de « faire barrage au FN ». En résumé, ces régionales marquent l'agonie, voire la fin, du Front de gauche, ce qui est préjudiciable au PCF, préfigurant les résultats désastreux des législatives de 2017 et des européennes de 2019.

Les élections régionales de 2021 sont caractérisées par une amélioration de la présence territoriale du PCF. Programmées à l'origine pour le mois de mars, elles sont décalées au mois de juin à cause de la pandémie de coronavirus. Elles ont d'ailleurs été marquées par celle-ci, se situant dans un contexte d'alternance entre périodes de restrictions sanitaires (confinements, couvre-feux, limitation des déplacements) et d'adoucissement de ces contraintes. Le taux d'abstention a été historiquement haut. La participation au premier tour s'élève seulement à un tiers des votants, soit une chute de 16,8 points de pourcentage par rapport à 2015. Ce niveau est le plus bas jamais constaté en France¹. Au second tour, il connaît une très légère hausse (34,4 % de votants). Concernant le PCF, après la fin du Front de gauche, il applique une stratégie à géométrie variable², dans le but de conserver ou conquérir des positions électives, stratégie plutôt gagnante. Le nombre de conseillers régionaux communistes double, passant de 29 en 2015 à 61 à 2021. De même, le PCF était absent de huit régions métropolitaines sur treize en 2015, contre trois en 2021³. Il rentre aussi dans cinq exécutifs régionaux au lieu de deux.

¹ MARTIN Pierre, « Les élections régionales et départementales de juin 2021 », *Commentaire*, vol.175, n°3, 2021, p.546.

² Nous reviendrons sur cette stratégie plus en détail dans le chapitre 7.

³ Il s'agit de la Corse, de la Normandie et de Provence-Alpes-Côte d'Azur. En Corse, la liste communiste conduite par Michel Stefani n'obtient que 3,18 % des suffrages exprimés. En Normandie, la liste du député communiste Sébastien Jumel regroupant le PCF, la FI et le PRG recueille 9,64 % des suffrages exprimés, soit un seuil suffisant pour fusionner au second tour avec une liste ayant atteint plus de 10 % des voix. La liste conduite par la socialiste Mélanie Boulanger, qui rassemblait, entre autres, le PS, EELV, Génération.s (G.s), refuse, cependant, la fusion. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le PCF faisait partie d'une liste de rassemblement de la gauche (sans la FI) conduite par l'écologiste Jean-Laurent Félizia. Celui-ci retire sa liste du second tour, selon le principe du « front républicain », pour éviter une triangulaire qui aurait peut-être permis une victoire de la liste RN de Thierry Mariani.

3.2. Les citadelles cantonales

Tout comme les régionales, les élections départementales de 2015 semblent marquer une rupture dans la résistance électorale locale du PCF. Les résultats communistes à cette échéance sous la Cinquième République sont assez variables [*figure n°8*]. Mais schématiquement, on peut affirmer qu'une dynamique s'est instaurée parallèlement à la mise en place de la stratégie d'union de la gauche. Ainsi, en 1976, au plus fort du temps du Programme commun, le PCF gagne ou conserve 249 conseillers généraux. Puis, à partir du milieu des années 1980, à chaque renouvellement, le nombre d'élus cantonaux communistes se fixe toujours au-dessus de la centaine. Les échéances de 2015 sont les premières pour lesquelles s'applique un nouveau mode de scrutin – le scrutin binominal majoritaire à deux tours –, dans le cadre d'un canton élargi. Plus exactement, un redécoupage des cantons est mis en œuvre, réduisant leur nombre de 3 863 à 1 995 pour la France métropolitaine. En outre, alors que jusque-là les sièges étaient renouvelés par moitié tous les trois, désormais ils le seront intégralement tous les six ans.

Comme pour le regroupement des régions, cela a pour conséquence d'affaiblir le PCF en termes électoraux. 233 conseillers généraux Front de gauche avaient été élus en 2008 et en 2011. En 2015, on ne compte plus que 143 conseillers départementaux Front de gauche, soit environ 3,6 % des élus départementaux. De plus, alors que ce dernier était jusque-là présent dans les enceintes de 61 départements, il ne l'est plus que dans 37 d'entre eux.

Le 9 février 2016, une réunion se tient au siège de la fédération du Loiret à laquelle participent les candidats Front de gauche aux élections départementales et aux élections régionales. L'objectif est de faire un bilan de ces deux échéances. Le secrétaire fédéral Mathieu Gallois déclare alors : « pour les départementales, ce fut une campagne très dynamique, très rassembleuse. Ce fut une belle mobilisation des militants communistes, une campagne de proximité, de terrain. On a présenté des candidatures très diverses, des communistes, des syndicalistes, des militants associatifs... des candidats qui portaient tous l'ambition de "changer les choses", de lutter contre l'austérité et de porter un projet social ambitieux pour les citoyens

du département. Malgré de très bons résultats à ces élections, du fait du redécoupage des cantons, nous perdons nos trois conseillers généraux ».

Le redécoupage des cantons fut présenté par les communistes comme un « charcutage électoral » et comme la cause principale de leur échec en 2015¹. Dans le Loiret, à cette date, on comptait trois conseillers généraux sortants : le maire de Chalette-sur-Loing Franck Demaumont, élu depuis 2004 à ce mandat ; l'ancien maire de Saran Michel Guérin (entre 1977 et 2010) sur le canton d'Ingré comprenant Saran, élu depuis 2001 ; Michel Ricoud, retraité des chèques postaux, conseiller municipal d'Orléans depuis 1983, figure militante locale, élu depuis 2008 sur le canton d'Orléans-la Source. La redéfinition des cantons modifie l'équilibre politique de ces territoires, plutôt en défaveur des communistes. Ainsi, le canton de Chalette-sur-Loing comprenait avant 2015 cette municipalité et cinq communes alentours de moindre importance². Avec la réforme, Amilly rejoint le canton³, soit une commune d'importance démographique égale à celle de Chalette-sur-Loing et sur laquelle les scores de la gauche sont moins favorables. Ainsi, le binôme communiste à l'élection départementale de 2015 récolte 22,23 % des exprimés au premier tour sur l'ensemble du canton⁴, mais 46,07 % sur la commune de Chalette-sur-Loing⁵, contre seulement 3,31 % à Amilly⁶. 68 % de ses suffrages sont obtenus à Chalette-sur-Loing. Les communistes sont éliminés dès le

¹ Pour le Loiret, voir par exemple MALVAL Aurore, « Le redécoupage du canton de l'élus PCF n'est pas encore acté », *La République du Centre*, 19 octobre 2013, [en ligne].

<https://www.larep.fr/orleans-45000/actualites/le-redecoupage-du-canton-de-lelu-pcf-nest-pas-encore-acte_1735885>, consulté le 6 décembre 2020.

² Il s'agit de Cepoy (environ 2 300 habitants), Corquilleroy (environ 2 700 habitants), Pannes (environ 3 600 habitants), Paucourt (environ 900 habitants) et Villevoques (environ 200 habitants).

³ La commune de Conflans-sur-Loing (environ 300 habitants) rejoint aussi le canton, alors que la commune de Pannes est rattachée au canton de Montargis.

⁴ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2015. LOIRET (45) – canton de Châlette-sur-Loing (02) », mars 2015 [en ligne].

<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/045/04502.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/(path)/departementales-2015/045/04502.html)>, consulté le 31 juillet 2022.

⁵ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2015. LOIRET (45) – canton de Châlette-sur-Loing (02). Commune de Châlette-sur-Loing », mars 2015 [en ligne].

<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/045/04502068.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/(path)/departementales-2015/045/04502068.html)>, consulté le 31 juillet 2022.

⁶ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2015. LOIRET (45) – canton de Châlette-sur-Loing (02). Commune d'Amilly », mars 2015 [en ligne].

<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/045/04502004.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/(path)/departementales-2015/045/04502004.html)>, consulté le 31 juillet 2022.

premier tour du canton. Au second tour, la droite affronte le FN et remporte le siège détenu par le PCF depuis 1973. Quant aux cantons d'Ingré et d'Orléans-la Source, ils sont tous les deux supprimés. Dans le Loiret, les communistes perdent en 2015 leur représentation départementale.

En outre, sans prendre l'envergure qu'elles auront en décembre aux régionales, des mésententes commencent à poindre au sein du Front de gauche. De combinaisons diverses et variées de binôme apparaissent : étiquette Front de gauche seule, étiquette PCF seule, binôme PCF-PG, binôme PCF-PS, binôme PCF-EELV, binôme PCF-Ensemble !, binôme PCF-divers gauche, binôme PCF-Gauche unitaire (GU), binôme Front de gauche-NPA... Dans certains cantons, les forces du Front de gauche partent même divisées¹. Bref, la dynamique unitaire du Front de gauche semble bien entamée dès cette période, au point qu'on peut dire que derrière une même banderole se cachent des réalités différentes en termes d'alliance.

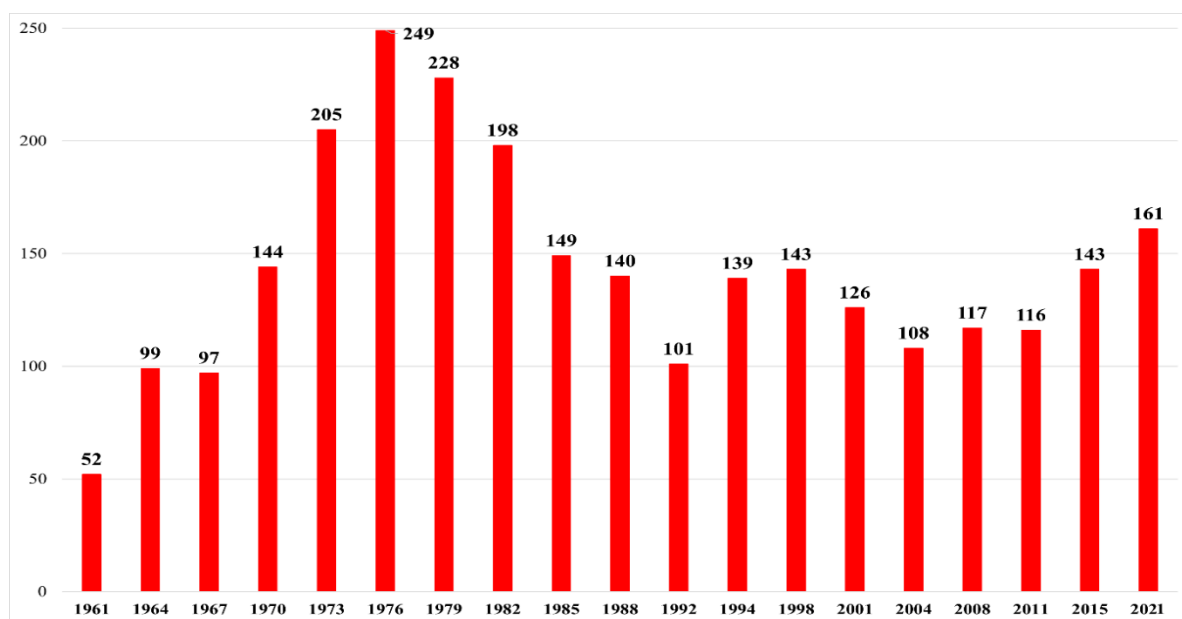
Le bilan des élections départementales de 2021 est assez mitigé pour le PCF. Les communistes perdent le seul département qu'il gérait encore : le Val-de-Marne. Ils le dirigeaient sans discontinuer depuis 1976 et, pour le mandat 2015-2021 en alliance avec le PS, la FI et EELV. En 2021, la droite remporte la majorité des sièges. Le nombre de conseillers départementaux communistes passe de 17 à 10. Mais, prise d'un point de vue national, la nouvelle stratégie suivie après la fin du Front de gauche permet un certain redressement de l'implantation communiste. Elle consiste à tenter de ne présenter qu'un seul binôme de gauche par canton. Elle se combine à des alliances variables selon les départements et les cantons². En définitive, les communistes gagnent 18 élus départementaux de plus qu'en 2015 (161 conseillers en 2021 contre 143 en 2015). Ils sont présents dans 51 départements au lieu de 38 en 2015. Dans le Loiret, le PCF a essayé de récupérer ses trois sièges perdus en 2015, en appliquant une sorte de tactique de « fiefs » réservés. La fédération a demandé aux autres partis de gauche de ne pas présenter un binôme concurrent à celui des communistes sur ses anciens cantons. Ainsi,

¹ Selon Louis Weber, « le nombre de cas où le Front de gauche s'est dispersé est resté inférieur à 10 % des cantons métropolitains, avec seulement 2,5 % de binômes communiste/socialiste au premier tour. [...]. Parallèlement, une alliance des Verts avec tout ou partie du Front de gauche s'est constituée dans 190 cas (12,5 %). » (WEBER Louis, « Heureusement, il y a la Grèce ! », *Savoir/Agir*, vol.32, n°2, 2015, p.90).

² Nous reviendrons sur cette stratégie plus en détail dans le chapitre 7.

sur le canton de Chalette-sur-Loing, le maire dépose sa candidature, en partenariat avec le PS. Cette fois-ci, le binôme se qualifie au second tour face à des candidats divers droite. Il échoue, néanmoins, à récupérer le siège avec 42,95 % des voix¹. Sur le canton de la Ferté-Saint-Aubin qui comprend le quartier orléanais de la Source, le PCF est là-aussi associé au PS. Comme à Chalette-sur-Loing, les candidats perdent l'élection au deuxième tour, ici contre un binôme Les Républicains (LR). À l'inverse, le canton d'Orléans-3, qui intègre la commune de Saran, est reconquis par les communistes. Pourtant, contrairement aux deux cantons précédents, la demande de non-concurrence des autres forces de gauche au premier tour a avorté. EELV dépose une liste face au secrétaire départemental Mathieu Gallois et à la conseillère municipale orléanaise Dominique Tripet. Ces derniers parviennent néanmoins au deuxième tour et remportent le siège face à la droite avec seulement 105 voix d'écart².

Figure n°8 : Nombre de conseillers départementaux PCF³ (1961 – 2021)⁴



¹ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2021. Loiret (45) – canton de Chalette-sur-Loing (4502) », juin 2021 [en ligne].

<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2021/\(path\)/departementales-2021/045/0454502.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2021/(path)/departementales-2021/045/0454502.html)>, consulté le 31 juillet 2022.

² MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2021. Loiret (45) – canton d'Orléans-3 (4515) », juin 2021 [en ligne].

<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2021/\(path\)/departementales-2021/045/0454515.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2021/(path)/departementales-2021/045/0454515.html)>, consulté le 31 juillet 2022.

³ Pour 2015, à la suite du changement de mode de scrutin, le renouvellement des conseils départementaux est intégral. Le PCF compte alors 233 conseillers départementaux sortants élus en 2008 et en 2011.

⁴ DE BOISSIEU Laurent, *op.cit.*

3.3. Les citadelles municipales

Pour achever notre tour d'horizon des élections locales, abordons maintenant l'échelon municipal. Plusieurs travaux ont analysé le communisme municipal. On peut citer l'ouvrage coordonné par Jacques Girault en 1977 sur l'implantation du communisme français¹ qui, bien qu'il ne s'intéresse pas exclusivement aux communes dirigées par le PCF, peut être considéré comme une étude pionnière dans ce domaine. L'objectif de Jacques Girault est de « replacer le Parti communiste dans son milieu »² et, par là même, de remettre en cause la thèse attribuant à l'Union soviétique et à l'Internationale communiste un rôle excessif dans son développement. Les contributions de ce livre sont ainsi des monographies historiques, mais qui mobilisent aussi des outils issus d'autres sciences sociales. Elles visent à montrer la diversité des visages communistes en France : communisme urbain et industriel, communisme rural, communisme d'entreprise, communisme en lien avec une cité HLM...³

Ce projet de recherche et la méthode employée vont par la suite inspirer d'autres chercheurs. C'est par exemple le cas de Michel Hastings, qui s'intéresse à la commune d'Halluin dans le Nord dans l'entre-deux-guerres⁴. Dans une perspective similaire à celle de Jacques Girault, il soutient que le « communisme est pluriel » et que, dès lors, pour mieux l'appréhender, doit être faite une « écologie de ses bastions »⁵. Concernant « Halluin la rouge », Michel Hastings montre comment pendant deux décennies (de 1919 à 1939) « un communisme aux couleurs du local »⁶ s'est forgé dans cette petite ville à la frontière franco-belge soumise à la mono-industrie textile et caractérisée par l'importance d'une population immigrée d'origine flamande. Le mouvement ouvrier halluinois, qui s'était construit au travers de nombreuses grèves entre la fin du XIX^e et

¹ GIRAULT Jacques, *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*, Éditions sociales, 1977.

² *Ibid.*, p.10.

³ Les terrains étudiés dans ce livre sont les suivants : un arrondissement parisien (le XIII^e), Ivry-sur-Seine, un ensemble de logements collectifs à Bagneux, le Cher, le Var dans le cadre de l'élection législative de 1936, une cellule d'entreprise à Renault.

⁴ HASTINGS Michel, *Halluin la rouge. 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Presses universitaires de Lille, 1991.

⁵ *Ibid.*, p.8.

⁶ *Ibid.*, p.9.

le début du XX^e siècle (ce que Michel Hastings désigne par le terme « gréviculture »), parvient à renverser le bloc patronal, coalisé à l'Église catholique, aux élections municipales de 1919. Les socialistes de tendance guesdiste conquièrent la mairie, mais se rallient à la Troisième internationale un an plus tard au congrès de Tours. Il ne s'agit pas, selon l'auteur, d'une véritable rupture, mais plutôt d'un prolongement des luttes menées précédemment par ces mêmes socialistes. Pour constituer ce « bastion communiste en terre tisserande »¹, le PCF « a dû devenir autre chose que lui-même » ; « il lui aura fallu [...] épouser les formes traditionnelles de la vie culturelle locale où se nourrit le particularisme identitaire des Halluinois »². Autrement dit, il va s'imprégner du tissu social local pour s'inventer une tradition, une mythologie faite à la fois d'éléments de l'histoire nationale (provenant de la Révolution française ou de la Commune de Paris) et locaux. C'est ainsi que le communisme va s'enraciner et incarner une continuité.

D'autres « fiefs » communistes ont également fait l'objet de monographies historiques, destinées à préciser les greffes locales du communisme. Par exemple, Jean-Paul Brunet se penche sur Saint-Denis de 1890 à la veille de la Seconde guerre mondiale³. Comme pour Halluin, le passage de flambeau se fait d'une municipalité socialiste à une municipalité communiste. Quant à la ville de Bobigny, contrairement à Saint-Denis, elle est dans l'entre-deux-guerres peu industrialisée. Sa population, majoritairement ouvrière et employée, se déplace de manière quotidienne pour travailler à Paris ou dans les communes industrielles de la banlieue. Elle réside dans des logements indignes et des lotissements sans infrastructure. Annie Fourcaut montre alors qu'ici le communisme ne se déploie pas sur la base d'une concentration ouvrière forte, mais exploite le mécontentement des mal-lotis⁴. L'équipe municipale élue en 1919 autour de Jean-Marie Clamamus construit, au travers d'un réseau d'associations, une identité locale qu'Annie Fourcaut nomme « un patriotisme de clocher à base de classe »⁵, c'est-

¹ *Ibid.*, p.8.

² *Ibid.*, p.11.

³ BRUNET Jean-Paul, *Saint-Denis, la ville rouge : socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Hachette, 1980.

⁴ FOURCAUT Annie, *Bobigny, banlieue rouge*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

⁵ *Ibid.*, pp.195-201.

à-dire la combinaison de la conscience d'appartenir à une classe sociale – la classe ouvrière – avec l'attachement à un territoire.

En dehors de la « ceinture rouge », on peut se référer à l'étude de Gérard Noiriel sur Longwy¹. Cité sidérurgique, la ville lorraine est peuplée dès les années 1920 d'une proportion importante d'ouvriers immigrés, venus de Belgique, de Pologne ou d'Italie. Malgré ces différences, la classe ouvrière parvient à élaborer une identité collective, fondée sur des épisodes historiques communs (les mobilisations sociales, l'antifascisme, la Seconde guerre mondiale) et qui trouvera un écho favorable dans le communisme à partir des années 1950.

Autre exemple : Lanester avec Jean-Noël Retière². La commune du Morbihan, à direction communiste de la Libération à 2001, fut pendant plusieurs décennies la cité de résidence des ouvriers de l'Arsenal de Lorient. Elle connaît par la suite une mutation socio-démographique avec l'installation, d'une part, de personnes appartenant aux classes moyennes et, d'autre part, d'un salariat d'exécution plus pauvre. Jean-Noël Retière montre que, dans les années 1980, le communisme municipal lanestérien résiste au déclin que subit le PCF nationalement justement parce qu'il repose sur la communauté ouvrière historique employée dans les chantiers navals, cette « aristocratie locale à base ouvrière »³. Celle-ci cultive une « sociabilité souche » nécessitant un « capital d'autochtonie »⁴ et dans laquelle se moule le communisme local. Cette sociabilité s'exprime dans le soutien qu'apporte le maire à certaines associations et dans certains événements initiés par la municipalité.

Dans un autre registre, à Martigues, Ariette Apkarian-Lacout et Pierrette Vergès mettent en évidence l'impact de l'essor des classes moyennes sur le communisme de la Venise provençale⁵. À partir des années 1960, un nombre grandissant de personnes issues de ce groupe social s'installe dans la commune des Bouches-du-Rhône, que ce soient des techniciens et contremaîtres travaillant dans l'industrie

¹ NOIRIEL Gérard, *Longwy. Immigrés et prolétaires. 1880-1980*, Presses universitaires de France, 1984.

² RETIÈRE Jean-Noël, « La sociabilité communautaire, sanctuaire de l'identité communiste à Lanester », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol.4, n°13, 1991, pp.87-93.

³ *Ibid.*, p.88.

⁴ *Ibid.*, p.89.

⁵ APKARIAN-LACOUT Ariette et VERGÈS Pierrette, « L'irrésistible ascension des couches moyennes face à l'hégémonie communiste : Martigues », *Sociologie du Travail*, vol.25, n°2, avril-mai-juin 1983, pp.206-225.

pétrolière et pétrochimique et dans le secteur sidérurgique – autant de branches qui exigent un haut niveau de compétences techniques ou des qualités d’encadrement – ou du personnel tertiaire – enseignants, personnel hospitalier et agents municipaux –. Pour les deux chercheuses, ce changement dans la composition sociale de la ville n’a pourtant pas pour effet de remettre en cause l’implantation communiste, avant tout liée à la classe ouvrière. Au contraire, les couches moyennes renforcent l’hégémonie communiste. La municipalité communiste réalise même une alliance entre la classe ouvrière et les classes moyennes, en pratiquant des compromis. Par exemple, sa politique du logement n’est plus simplement axée sur l’habitat collectif, mais poursuit aussi le développement des résidences individuelles en direction de ces couches moyennes.

Plus récemment, Olivier Masclet s’intéresse à l’attitude des mairies communistes face à l’immigration¹. Plus précisément, après-guerre, la municipalité de Gennevilliers fonde sa légitimité et son hégémonie politique locale sur une fraction supérieure de la classe ouvrière. À travers la mobilisation symbolique de celle-ci et la modernisation de la ville avec la construction de nouveaux équipements, elle ambitionne de retourner le stigmate qui ternit la banlieue et le groupe ouvrier en général. Or, l’arrivée de travailleurs immigrés – venant surtout des pays du Maghreb – appartenant à une fraction symboliquement dévalorisée de la classe ouvrière – du fait de leur statut d’immigrés et de leur position d’ouvriers spécialisés (OS) – est vécue comme une menace pesant sur l’écosystème communiste. La municipalité essaie alors, par différents moyens, de limiter le nombre d’immigrés qui s’installent dans son espace et réclame leur répartition équilibrée sur l’ensemble des communes de la région parisienne. Mais, à partir du milieu des années 1970, la nouvelle politique du logement favorise la construction de maisons individuelles abordables : la fraction supérieure de la classe ouvrière qui avait élu domicile dans les quartiers HLM les quitte massivement. Ces quartiers se transforment alors « en "cités" pour les exclus de la mobilité résidentielle »². Ils sont déclassés et peuplés de deux types de ménages : des ménages dont la personne de référence est un ouvrier immigré non-qualifié d’une part ; des ménages composés de Français, frappés

¹ MASCLET Olivier, « Du "bastion" au "ghetto". Le communisme municipal en butte à l’immigration », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.159, n°4, 2005, pp.10-25.

² *Ibid.*, p.22.

par la pauvreté, la précarité de l'emploi et la fragilité du lien social. Olivier Masclet établit que ces derniers développent un ressentiment vis-à-vis des premiers, qui expliquerait en partie le vote FN. Au final, ressort l'impression d'un « rendez-vous manqué »¹ des municipalités communistes à l'égard de la population immigrée ou issue de l'immigration installée dans les anciens quartiers ouvriers².

Enfin, terminons notre tour d'horizon des territoires du communisme avec l'étude d'Ivry-sur-Seine menée par David Gouard³. L'investigation de ce dernier prend appui sur deux quartiers : la cité Maurice Thorez en centre-ville et la cité Youri Gagarine. Dans un premier temps, ces deux quartiers connaissent une affiliation socio-politique favorable au PCF, liée à l'action d'encadrement de la municipalité (création de comités de quartier, rassemblements divers permettant d'entretenir la sociabilité populaire et partisane, socialisation politique de la jeunesse à travers l'office municipal de la jeunesse et les colonies de vacances...). Puis, leur trajectoire diverge à partir des années 1970, décennie marquée par le déclenchement d'un processus de désindustrialisation. Dans le quartier Thorez, réhabilité dans les années 1980, le communisme municipal maintient son autorité politique, même si cela se fait au prix d'une recomposition de l'affiliation politique. Ainsi, sa base sociale n'appartient plus au groupe ouvrier, mais aux « bocos » (bourgeois communistes) selon la terminologie indigène. Les habitants de la cité appartiennent plutôt à la classe moyenne. Ils forment, comme à Lanester, une endocratie communiste locale, possédant un capital autochtone et ayant une affiliation communiste

¹ MASCLET Olivier, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, 2003.

² Au début des années 1980, deux « affaires » médiatiques impliquant des maires communistes semblent également témoigner de ce « rendez-vous manqué » avec la population immigrée. En décembre 1980, 320 travailleurs maliens sont déplacés de Saint-Maur-des-Fossés vers un foyer de Vitry-sur-Seine, ce qui provoque l'ire du maire communiste de la commune Paul Mercieca. Celui-ci entend s'opposer à la concentration des foyers de migrants, et plus généralement de la population immigrée, dans les municipalités de gauche et refuse que Vitry devienne un « gigantesque ghetto à immigrés ». Le 24 décembre, des habitants accompagnés par le maire s'introduisent dans le foyer et mettent hors d'état de marche les alimentations d'eau et d'électricité et le chauffage. Un bulldozer détruit également le perron du foyer. Quelques semaines plus tard, en février 1981, Robert Hue, alors maire de Montigny-lès-Cormeilles, organise une manifestation sous les fenêtres d'une famille marocaine, accusée – sans aucune preuve – d'être à l'origine d'un trafic de drogue dans sa commune. Ces deux « affaires » se situent à quelques mois de l'élection présidentielle de 1981, dans le cadre d'une forte concurrence électorale entre les partis de gauche – PCF et PS –, le premier semblant vouloir se démarquer fortement de son adversaire. Elles paraissent révélatrices d'un changement de ligne vis-à-vis de l'immigration, porté par la direction nationale et par Georges Marchais en particulier.

³ GOUARD David, *La banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Éditions Le bord de l'eau, 2014.

héritée. Ils cultivent « un entre-soi politique »¹. À l'inverse la cité Gagarine endure un déclassement symbolique (elle est rangée dans les années 1990 dans les zones urbaines sensibles) et une dégradation matérielle (elle est détruite en 2019). Une population aux revenus modestes et souvent immigrée s'y installe. Une décomposition politique est alors à l'œuvre, avec une désaffiliation à l'égard du PCF, voire une contestation de son autorité politique. Ainsi, David Gouard suit le parcours d'un jeune « entrepreneur politique »² issu de l'immigration algérienne qui s'investit dans le monde associatif et finit par concurrencer le PCF en se présentant à diverses élections locales. En 2008, il intègre la liste du maire Pierre Gosnat et devient adjoint au maire.

D'une manière plus générale, le communisme municipal fut pendant plusieurs décennies un élément dynamique du dispositif communiste. Au sein de ce dernier, il a joué une quadruple fonction. D'abord, l'action municipale communiste était conçue comme une préfiguration de ce que pourrait être la société socialiste de demain. Elle était la vitrine du PCF, « offra[nt] aux militants de petits morceaux de socialisme radieux, heureux présage de l'avenir communiste du pays »³. Sorte de « banc d'essai des modernités » selon l'expression d'Annie Fourcaut⁴, à travers elle, le Parti mettait en lumière ses réalisations qui, demain, devaient être celles de la France entière, permettant l'émancipation des travailleurs. Deuxièmement, la gestion communale a été utilisée à des fins idéologiques par le PCF pour étendre son audience nationale, sur la base du principe selon lequel « toute réalisation réussie est déjà de la propagande en acte »⁵. En mettant en valeur les réussites du communisme municipal, le PCF espérait ainsi gagner davantage de soutiens, les municipalités étant des « haut-parleurs rapides et efficaces de la politique du parti »⁶. Troisièmement, les mairies communistes semblent faire office de sorte de « centre de formation » ou d'« écoles » pour le militantisme, permettant de préparer et de sélectionner les futurs cadres du PCF, permanents comme élus. Enfin, les villes dirigées par les communistes ont constitué un appui matériel pour le Parti. Elles

¹ *Ibid.*, p.186.

² *Ibid.*, p.135.

³ PRONIER Raymond, *Les municipalités communistes. Bilan de 30 années de gestion*, Balland, 1983, p.17.

⁴ FOURCAUT Annie (dir.), *Banlieue rouge, 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Éditions Autrement, 1992.

⁵ PRONIER Raymond, *op.cit.*, p.19.

⁶ *Ibid.*

ont fourni des emplois et des possibilités de reconversion aux cadres communistes. Elles ont offert des moyens matériels permettant le développement du PCF et, plus généralement, des organisations de son système d'action.

Parallèlement au déclin électoral général du PCF à partir de la fin des années 1970, le communisme municipal entre en crise. Dès 1983, Raymond Pronier repère plusieurs causes à cette crise. C'est d'abord la crise industrielle et la détérioration de l'habitat collectif qui touchent tout particulièrement les communes de la ceinture rouge parisienne¹. Mais, son dépérissement est aussi en partie lié à son institutionnalisation. En effet, écarté du pouvoir gouvernemental, le PCF se serait reporté sur la gestion communale ; mais, au fil du temps, les municipalités communistes auraient été intégrées à l'appareil d'État². La conséquence en serait le développement d'une sorte de conservatisme, le premier problème d'une institution étant d'assurer sa perpétuation. Plus précisément, cela signifie que les mairies communistes n'ont fait que reproduire les mêmes politiques publiques que par le passé, alors même que la société se transformait, faisant preuve, selon Raymond Pronier, de leur « incapacité chronique à l'innovation »³, signe d'une « gauche archaïque »⁴. Au demeurant, ces politiques centrées sur le développement de services publics locaux et sur la priorité donnée à l'action sociale ne sont plus aussi originales que par le passé, les maires d'autres couleurs politiques conduisant les affaires de leur ville de manière similaire.

Aujourd'hui largement rétracté, l'espace municipal communiste reste néanmoins un élément fondamental du communisme contemporain, mais dans un sens très largement éloigné de la conception originelle. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'être à l'avant-garde, de faire la démonstration par les paroles et les actes de ce que serait le « socialisme pour la France »⁵. Les communes dirigées par un maire communiste ou apparenté sont aujourd'hui l'une des bases – voire la base essentielle – sur laquelle se repose le PCF, qu'il met encore parfois en valeur, mais surtout sur laquelle il mise pour déployer sa capacité de résistance. Autour et à l'intérieur de ces citadelles se construit également la

¹ *Ibid.*, p.404.

² *Ibid.*, p.194.

³ *Ibid.*, p.402.

⁴ *Ibid.*, p.410.

⁵ Selon le mot d'ordre du 22^{ème} congrès du PCF de février 1976. Voir PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Le socialisme pour la France*, Éditions sociales, 1976 (a).

plupart des représentations collectives des militants communistes. Les communes forment, en effet, dans les discours des communistes des citadelles. Symboliquement, dans leurs paroles, elles apparaissent comme des lieux fermés, protégés, rassurants. Ce sont aussi des espaces qui donnent de la fierté aux communistes, ces derniers n'hésitant pas à louer les réalisations de « leur » mairie. Mais, en même temps, les communistes ont le sentiment que ces citadelles sont attaquées, victimes de l'assaut d'ennemis politiques, à la fois de droite et de gauche. Dans leur esprit, il faut à tout prix préserver leurs municipalités, éviter qu'elles ne soient conquises par d'autres forces politiques. Le passage suivant témoigne de ces représentations qu'entretiennent les militants communistes.

Le vendredi 2 février 2018, les adhérents communistes des sections de l'agglomération montargoise se réunissent en assemblée générale à Chalette-sur-Loing. Une soixantaine de personnes est présente. Cette assemblée semble prendre les allures d'une réunion de crise. Le résultat de l'élection législative de juin 2017 pour la quatrième circonscription du Loiret a été annulé par le Conseil constitutionnel. Mais, alors qu'en juin le candidat communiste avait bénéficié du soutien des insoumis locaux, pour cette élection partielle, la FI décide de présenter un candidat. Ce candidat est dépeint en « parachuté » par de nombreux communistes du secteur. Et pour bien dénoncer ce « parachutage », plusieurs adhérents insistent sur les enjeux locaux de cette nouvelle élection.

Bruno B. : « En face de nous, on a une candidature des insoumis, pilotée nationalement. En juin dernier, on a réussi à faire le rassemblement des forces de gauche, ce qui est nécessaire dans une circonscription très à droite et où la candidate En Marche a fait un score considérable. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Cette élection partielle se fera dans des conditions difficiles. Mais nous devons insister sur le projet de territoire qu'on porte ».

Fabrice S. : « C'est une campagne d'importance considérable pour l'avenir. Avec cette campagne, nous allons construire le rapport de force pour les élections municipales à venir ».

Pierre J. : « L'élection ici ne sera pas nationale. L'objectif n'est pas seulement de

faire 5 %. Il faut être devant eux [devant la France insoumise]. Nous devons mettre les questions locales en avant. Plus ils [les insoumis] nationaliseront l'élection, plus nous la rendrons locale. Si nous laissons le terrain, on se fera manger par eux la prochaine fois ».

Emmanuel M. : « Nous avons deux candidats connus ici, de terrain. Il faut faire connaître sur Chalette le soutien de Franck [le maire de Chalette-sur-Loing] à cette candidature. Nous allons ringardiser le candidat insoumis, parce que nous avons des candidats locaux. On connaît les gens et leurs problèmes locaux ».

Franck Demaumont, le maire de Chalette-sur-Loing qui ne se présente pas à cette élection partielle, alors qu'il avait été candidat en juin 2017 : « Il faut aller à la rencontre des électeurs communistes et des amis. En juin, je me suis engagé grâce à vous. En tant que maire, j'œuvre à la transformation de Chalette. Nous avons de gros projets locaux et je dois veiller à leur mise en œuvre : le centre municipal de santé, la base de loisirs, les écoles... Différents chantiers qui intéressent les Chalettois et, au-delà, les habitants de l'agglomération... Ces chantiers m'engagent, avec mon équipe municipale. Et tout cela dans un contexte difficile, avec la baisse des dotations de l'État. Nous mettons aussi en place la démocratie participative avec les Assises de la Ville, les Assises des transports... Aujourd'hui, je retire ma candidature parce que je veux me consacrer entièrement et pleinement à ma mission. Nous sommes à deux ans des municipales. Il faut y réfléchir dès maintenant. Nous avons des réalisations à achever, comme la nouvelle école de Vésines [l'un des quartiers de la commune]. Nous avons aussi deux priorités qui découlent des Assises de la Ville : la jeunesse et la solidarité de proximité. Je travaille dès à présent à l'élection municipale. Et en même temps, on voit que Chalette est isolée dans l'agglomération. Notre voix est isolée ».

Louise B. : « Nous devons mettre en avant les acquis du Parti localement ».

Serge C. : « Notre ligne, c'est d'être contre les Républicains, contre En Marche, contre le Front national. Notre force, c'est notre connaissance du terrain. Nos militants sont des militants de terrain. Le vote communiste, ce ne sera pas un vote national, mais un vote local, de terrain ».

André M. : « Des lois antisociales tombent sur nous aujourd'hui. Mais, on a notre

fierté. Le chef tribunitien, c'est dépassé. Localement. Ce sont des élections locales, sur des problèmes locaux. Notre fierté locale, ce sont nos maires communistes. C'est local, c'est chez nous, c'est les cocos ça. Et les gens ne sont pas bêtes. C'est du solide ça ».

Bruno Nottin (secrétaire de section de Montargis, candidat proposé pour cette élection partielle) : « Ce serait insensé de ne pas y aller, de ne pas porter la voix communiste. On mène un travail de plus en plus fécond entre les sections de Chalette et Montargis depuis quelques années. Nous, on connaît les chiffres, la réalité de terrain. Et le vote France insoumise, le fait de voter pour le logo France insoumise, c'est loin d'être mécanique. Donnons de l'espoir. Il ne faut pas y aller en marche arrière. Il ne faut pas avoir peur du grand manitou qui viendra au Rivoli [Jean-Luc Mélenchon tiendra un meeting en soutien au candidat insoumis à Montargis en mars 2018]. Moi, je m'en fous... Nous, on n'est pas contre eux, on est pour les gens. Je m'en fous du temps. Il pleut, il fait beau... On avance. Les communistes, ça se bat, ça n'ergote pas. »

Jacques Reboul (ancien maire de Montargis entre 1997 et 2001) : « Nous devons aussi montrer aux Chalettois leur intérêt. Il y a une fierté chalettoise à faire valoir. »

Ces quelques échanges sont également révélateurs de ce qu'on peut appeler le localisme et du mode de fonctionnement des citadelles municipales communistes. Le localisme perçoit le « national » comme une scène lointaine, insaisissable et où l'on n'a pas prise. Il signifie le repli sur la sphère municipale rassurante et sur laquelle on croit pouvoir agir. Les orientations politiques fondamentales sont alors reléguées au second plan, les intérêts locaux prenant le dessus. Par conséquent, le localisme entraîne une dépolitisation, dans le sens où les questions d'ordre programmatique et de différenciation de l'offre politique (par exemple selon le clivage gauche-droite) s'effacent devant l'horizon local¹. Cette mentalité des adhérents communistes peut être résumée dans la formule « penser local, agir local ». Originaire de l'écologie², puis ayant

¹ SAWICKI Frédéric, « La force du localisme », *Esprit*, n°397, août-septembre 2013, p.55.

² Selon Willy Gianinazzi, la paternité de l'expression « penser global, agir local » reviendrait à René Dubos, médecin bactériologiste français émigré aux États-Unis, qui l'a prononcée à la fin des années 1970. René Dubos prépare en 1972 le projet de rapport de la première Conférence des Nations unies sur

migré dans la mouvance altermondialiste¹, l'expression « penser global, agir local » implique d'avoir une vision d'ensemble empreinte de marqueurs idéologiques, mais de déployer concrètement cette conception générale sur le « terrain », au plus proche des réalités quotidiennes. Au contraire, le localisme s'enferme dans un périmètre réduit tant au niveau des pratiques que de la compréhension des sujets. On peut le voir éclater de manière paroxystique au cours de l'élection législative partielle citée plus haut. Cette élection nationale est transformée par les militants communistes en élection locale, en sorte de municipale avant l'heure. Et face à un adversaire insoumis qualifié de « parachuté », les communistes s'emploient à le dépeindre comme « l'étranger au village » et mettent en exergue leur particularité : la connaissance du « terrain », la valorisation des « gens du cru », la maîtrise des problématiques locales... Bref, c'est un éloge de la proximité qui dépolitise le discours² et dérive d'une sorte d'emprisonnement dans le local, et notamment d'un enfermement dans les municipalités.

Au-delà de la logique de fonctionnement des citadelles, l'évolution électorale témoigne d'une lente érosion de l'assise municipale communiste. Néanmoins, nous pouvons, remarquer, en premier lieu, une grande imprécision quant au nombre d'élus municipaux communistes et de communes dirigées par le PCF, flou venant de l'appareil lui-même.

Le 3 avril 2020, le Comité exécutif départemental du Loiret se tient en visioconférence. À l'ordre du jour, entre autres, les résultats du premier tour des élections municipales de mars et la préparation du deuxième tour.

Bruno Nottin demande, en s'adressant au secrétaire départemental : « combien d'élus communistes avions-nous avant les élections et combien peut-on espérer en avoir après ? ».

l'environnement de Stockholm. Jacques Ellul reprend la formule en 1980. Voir GIANINAZZI Willy, « Penser global, agir local. Histoire d'une idée », *EcoRev'*, n°46, 2018, pp.19-30.

¹ Dans les années 2000, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC) reprend l'expression. Voir par exemple ASSOCIATION POUR LA TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE, *Agir local, penser global*, Mille et une nuits, 2001.

² LEFEBVRE Rémi, « Quand légitimité rime avec proximité », *Mouvements*, n°32, 2004, pp.135-138.

Mathieu Gallois répond à Bruno Nottin : « avant les élections, on avait 100 élus. On était resté sur 100 élus, car malgré les démissions de quelques élus, on en avait découvert d'autres. J'avais rencontré des élus dans certaines communes, pour telle ou telle initiative du Parti qu'on avait menée, des élus qui ne sont pas adhérents, mais sympathisants et qui partagent nos valeurs. Ils ont accepté d'intégrer l'ADECR [Association départementale des élus communistes et républicains] ».

Bruno Nottin insiste : « Je parle des élus communistes ».

Mathieu Gallois poursuit en expliquant qu'on comptabilise ceux qui sont membres de l'ADECR. Il fait le tour des villes du département, expliquant que le PCF a déposé moins de listes ou soutenu moins de listes qu'en 2014. « Donc, certainement nous aurons moins d'élus communistes et républicains » conclut-il.

En 2013, le PCF revendiquait 7 000 élus, tous mandats confondus¹. Sur son site internet est cité le nombre de 7 500 élus adhérents à l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR)², tandis qu'à la veille des élections municipales de 2020, Ian Brossat, élu nouveau président de l'ANECR, avançait le chiffre de 6 700 membres³. Les approximations concernent également le nombre de maires communistes et apparentés. À la suite des élections municipales de 2014, le PCF en enregistre officiellement 700, même si parfois certains responsables en annoncent 800⁴. Roger Martelli indique une fourchette entre 540 et 700 municipalités dirigées par un membre du PCF, tout en notant que « le chiffre de 540 représente seulement un plancher » et que le chiffre « officiel » de 700 est « vraisemblable »⁵.

¹ MARTELLI Roger, « Élections : retour sur le communisme municipal », *Regards*, 6 juillet 2020 [en ligne]. <<http://www.regards.fr/politique/article/elections-retour-sur-le-communisme-municipal>>, consulté le 7 décembre 2020.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Les élus du PCF », *Site internet du PCF* [en ligne]. <https://www.pcf.fr/les_elus>, consulté le 7 décembre 2020.

³ CLERIN Cédric, « Ian Brossat : "Les élus communistes sont des élus différents des autres" », *L'Humanité Dimanche*, 10 Octobre 2019 [en ligne]. <<https://www.humanite.fr/ian-brossat-les-elus-communistes-sont-des-elus-differents-des-autres-678275>>, consulté le 7 décembre 2020.

⁴ Par exemple, Ian Brossat à l'Université d'été du PCF d'Aix-en-Provence, au cours de sa conférence du 24 août 2019 avec pour thème « Mener le combat en vue des municipales : l'exemple de la mobilisation face à Airbnb ».

⁵ MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2020.

Comment expliquer cette indétermination, tant au niveau national qu'au niveau départemental ? Il est vrai que le système d'attribution des nuances politiques semble problématique. Ainsi, l'étiquette que le candidat choisit au moment du dépôt de sa candidature n'est pas celle retenue par le ministère de l'Intérieur pour comptabiliser les résultats : ce sont les préfets qui décident de manière discrétionnaire de la nuance politique des candidats et des listes pour les élections municipales¹. Ce mécanisme fait la part belle aux candidats « divers » (« divers gauche » et « divers droite ») et aux listes d' « union » (« union de la Gauche » et « union de la droite »). De plus, ce procédé officiel ne concerne pas les communes de moins de 3 500 habitants, ce qui rend incertaine la sensibilité politique des maires de ces communes. Mais cela ne fait pas tout : car, même si le système administratif d'attribution des nuances tend à dissimuler l'appartenance des candidats et élus afin de sous-évaluer en partie les résultats officiels des adversaires politiques, on pourrait attendre d'un parti politique d'être en capacité de recenser avec une certaine précision les siens, et d'autant plus s'ils sont élus. Autrement dit, l'incertitude du PCF sur le nombre d'élus municipaux et de maires est symptomatique de l'état de déstructuration de cette organisation et de l'éclatement des frontières partisans. Sur ce dernier point, un certain vague existe entre ceux qui sont « dedans » et ceux qui sont « dehors », entre les adhérents et les sympathisants, entre les élus membres du PCF et les apparentés.

L'imprécision des données chiffrées peut aussi tenir à une stratégie politique de dissimulation de certains premiers magistrats membres du PCF. Certains édiles mettent, en effet, peu en avant – voire jamais – leur étiquette politique, afin de « rassembler » ou de « ratisser » le plus largement possible. Cette distanciation tactique avec l'organisation, outre qu'elle produit de l'incertitude quant à l'appartenance politique du maire et donc quant à la quantification du nombre de municipalités dirigées par un communiste, témoigne également d'un relâchement plus général des liens entre « centre » et « périphérie » et d'une forte autonomisation des « notables rouges » vis-à-vis du Parti. Cette situation contraste avec celle qui prévalait avant la période de déclin.

¹ VIE PUBLIQUE, « Municipales 2020 : une nouvelle circulaire pour l'attribution des nuances politiques », 5 février 2020 [en ligne].
<<https://www.vie-publique.fr/en-bref/272794-municipales-2020-circulaire-pour-lattribution-des-nuances-politiques>>, consulté le 7 décembre 2020.

Ainsi, s'intéressant aux élus locaux communistes et socialistes au moment du Programme commun et plus particulièrement aux élections municipales de 1971 et 1977, Denis Lacorne montre qu'il existe alors une forte dépendance des notables rouges vis-à-vis de leur parti¹. Bien que « l'agent local dispose d'un véritable pouvoir » et qu'« il ne subi[sse] jamais complètement la règle du centre »², il est quand même enserré dans des relations étroites avec sa structure politique. Plus exactement, contrairement au maire de droite qui peut construire sa notabilité sur la base d'un capital social, le maire de gauche ne peut fonder son pouvoir local exclusivement sur un réseau de relations, tant il est contraint à la fois par son parti et par son association d'élus. De nos jours, il semblerait que cette distinction entre gauche et droite soit révolue. L'éloignement des maires communistes d'avec leur parti semble assez fréquent, rendant plus délicat le travail de recensement.

Malgré cela, nous avons pu prolonger les données statistiques fournies par Roger Martelli³ – qui nous donne le nombre de municipalités entre 1965 et 2008 –, en répertoriant les communes à direction communiste et apparentée pour les années 2014 et 2020. Pour obtenir ces éléments, nous avons dû croiser différentes sources : une source étatique (le Répertoire national des élus du ministère de l'Intérieur⁴) et des sources militantes⁵.

¹ LACORNE Denis, *Les notables rouges. La construction municipale de l'union de la gauche*, Presses de Sciences Po, 1980.

² *Ibid.*, p.199.

³ MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2008, pp.264-265.

⁴ Le Répertoire national des élus (RNE) est accessible en *open data*. Nous avons examiné le fichier n°9 qui répertorie le nom des maires de toutes les communes françaises.

Pour 2014 : DATA.GOUV.FR, « Liste des maires », *data.gouv.fr*, 4 septembre 2014 [en ligne].

<<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/liste-des-maires/>>, consulté le 29 janvier 2023.

Pour 2020 : DATA.GOUV.FR, « Répertoire national des élus », *data.gouv.fr*, 16 décembre 2022 [en ligne].

<<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/repertoire-national-des-elus-1/>>, consulté le 29 janvier 2023.

En plus du nom et prénom du maire, le RNE renseigne son sexe, sa date de naissance et sa profession déclarée.

⁵ Pour 2014 : PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Municipales : forte poussée de la droite et de l'extrême droite. Le PCF, troisième force politique en nombre d'élus », *CommunisteS, Supplément à L'Humanité*, n°551, 2 avril 2014 (a) et FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DE SAVOIE, « 2nd tour des élections municipales 2014 (Carte interactive) », 2014 [en ligne].

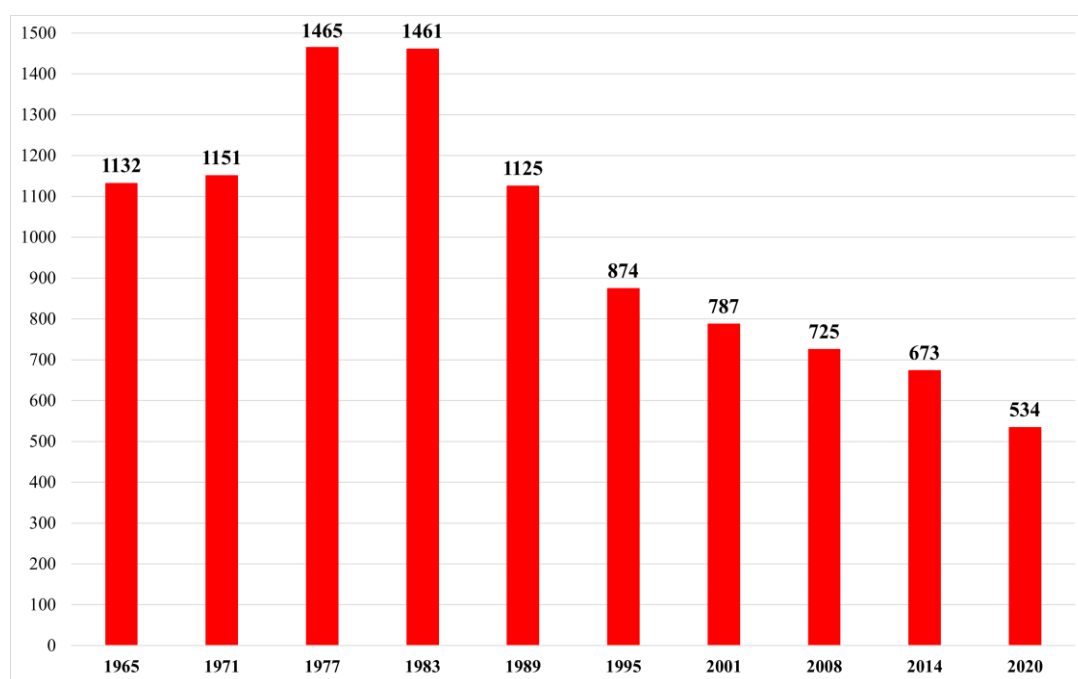
<<http://savoie.pcf.fr/52914>>, consulté le 29 janvier 2023.

Pour 2020 : PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Municipales : un coup d'arrêt pour Macron », *CommunisteS*, n°820, 1^{er} juillet 2020 et FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DE SAVOIE, « [Municipales 2020] Carte des (Ré)élection du PCF », 2020 [en ligne].

<<http://savoie.pcf.fr/114723>>, consulté le 29 janvier 2023.

Le communisme municipal se consolide surtout dans la dynamique d'union de la gauche. En 1971, la pratique des désistements entre socialistes et communistes¹ permet au PCF de conquérir quelques municipalités [figure n°9] et surtout de progresser en termes de proportion de la population métropolitaine administrée par un maire communiste, puisque cette part passe de 8,8 % à 10,8 % [figure n°10]. En 1977, plus de 300 communes sont remportées, dans le cadre de listes d'union. L'emprise municipale communiste se trouve à son apogée : 16,7 % de la population française réside dans une commune à direction communiste. Puis, à partir des années 1980, on assiste à une déliquescence de cette strate locale, mais à un rythme beaucoup plus mesuré que ne l'a été la chute violente au niveau national. En 1983, on constate que le nombre de municipalités est semblable à celui de 1977, mais le PCF perd 2 millions d'administrés. Le pourcentage de la population métropolitaine vivant dans une ville dont le premier magistrat est communiste tombe à 13 %. Les élections suivantes voient se conjuguer une diminution du nombre de municipalités PCF et du nombre d'administrés.

Figure n°9 : Nombre de communes dirigées par un maire PCF ou apparenté (1965 – 2020)



¹ COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, 1995, p.351.

Selon les données publiées par le secteur élection du PCF, en 2014, on dénombre, pour les communes de plus de 3 500 habitants, 145 maires communistes ou apparentés, administrant une population de 2,4 millions d'habitants. En 2020, il y en a presque le même nombre (141), mais le nombre d'habitants administrés décroît à un peu moins de 2,1 millions d'habitants. Des victoires emblématiques ont été remportées, notamment en région parisienne [tableau n°13], permettant de reconquérir des communes autrefois perdues : Corbeil-Essonnes (perdue en 1995), Noisy-le-Sec (perdue en 2003), Bobigny et Villejuif (perdues en 2014). Globalement, en termes de population, les gains ne compensent pas les pertes. Des bastions historiques tombent : Saint-Denis¹, Saint-Pierre-des-Corps et Bezons qui n'avaient connu que des édiles communistes depuis cent ans ; Fontaine et Villetaneuse à direction communiste depuis la Libération ; Morsang-sur-Orge et Champigny-sur-Marne depuis les années 1950 ; ou encore Gardanne depuis 1977. Le PCF laisse échapper également des communes avec une population non négligeable, comme Arles avec ses quelques 50 000 habitants. En dépit des quelques reconquêtes citées plus haut, le noyau historique de l'ancienne « banlieue rouge » se délite encore un peu plus. Ainsi, on ne dénombre plus que 32 municipalités communistes en Île-de-France contre 147 en 1977².

¹ Saint-Denis est gérée par un maire communiste de 1920 à 2020, à l'exception des périodes 1936-1937 et 1939-1944. Entre 1936 et 1937, Jacques Doriot, exclu du PCF, dirige la ville sous les couleurs du Parti populaire français (PPF). Entre 1939 et 1944, c'est Marcel Marschall, lui aussi membre du PPF, qui est le premier magistrat de la commune. Fondé en juin 1936 par Jacques Doriot lui-même, le PPF peut être considéré comme l'expression de « la réaction des conservateurs contre une menace [...] émanant de la gauche, le Front populaire, qui avait accédé au pouvoir le mois précédent » (SOUCY Robert, *Fascismes français ? 1933-1939. Mouvements antidémocratiques*, Autrement, 2004, p.293).

² MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2020.

Figure n°10 : Part en pourcentage de la population métropolitaine administrée par un maire PCF ou apparenté (1965 – 2020)

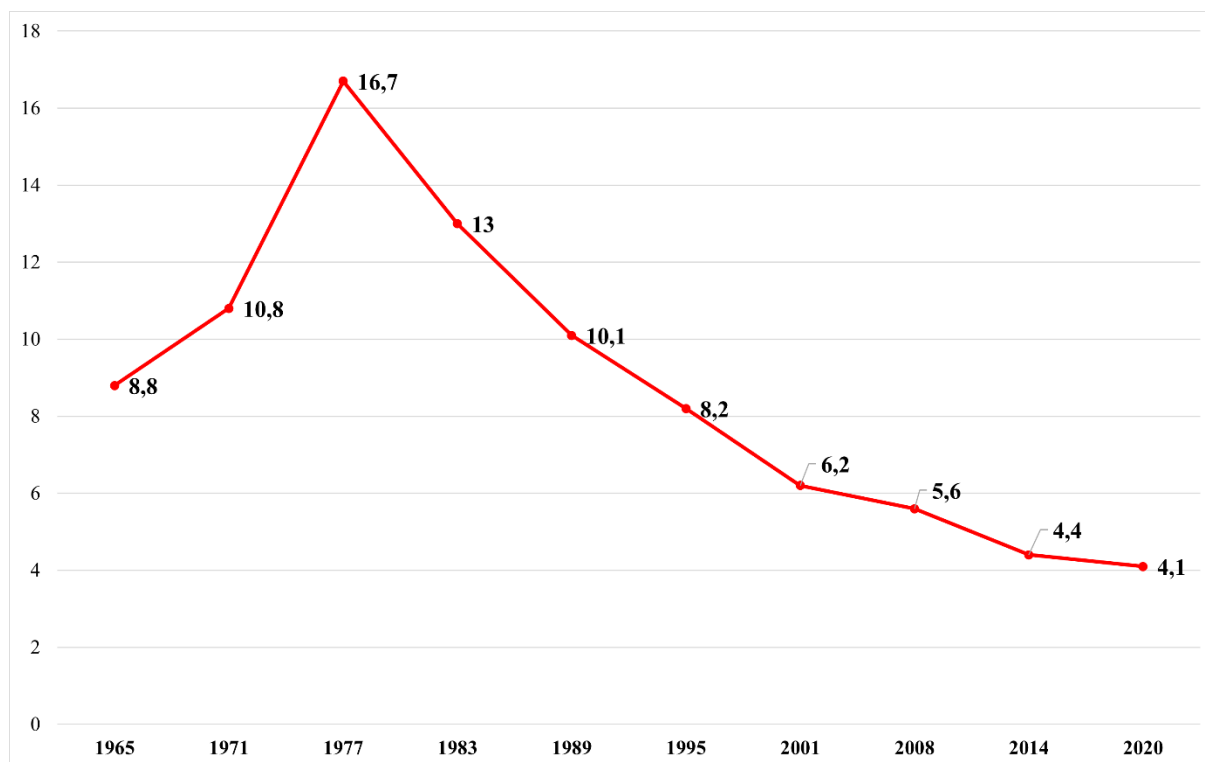


Tableau n°13 : Gains et pertes du PCF aux élections municipales de 2020 (communes de plus de 3 500 habitants)

Département	Commune	Nombre d'habitants
Communes conquises		
Aisne	Tergnier	13 456
Allier	Commentry	6 239
Alpes-de-Haute-Provence	Château-Arnoux-Saint-Auban	5 139
Calvados	Blainville-sur-Orne	5 801
Haute-Garonne	Aussonne	6 984
Hérault	Villeneuve-lès-Maguelone	10 012
Ille-et-Vilaine	Pont-Péan	4 463
Isère	Le Péage du Roussillon	6 680
Loire	Rive-de-Gier	15 184

Meuse	Étain	3 580
Moselle	Audun-Le Tiche	6 753
Nièvre	Varennes-Vauzelles	9 298
Nord	Escautpont	4 192
Nord	Feignies	6 881
Oise	Mouy	5 288
Pyrénées-Orientales	Elne	8 941
Rhône	Neuville-sur-Saône	7 514
Seine-Maritime	Eu	6 883
Var	La Cadière-d'Azur	5 550
Essonne	Corbeil-Essonnes	51 292
Seine-Saint-Denis	Bobigny	53 640
	Noisy-le-Sec	44 136
Val-de-Marne	Villejuif	54 753

Département	Commune	Nombre d'habitants
Communes perdues		
Bouches-du-Rhône	Arles	52 548
	Gardanne	20 794
Indre-et-Loire	Château-Renault	5 001
	Saint-Pierre-des-Corps	15 838
Isère	Fontaine	22 523
Meurthe-et-Moselle	Varangéville	3 652
Nord	Marly	11 855
	Seclin	12 414
	Waziers	7 452
	Auby	7 274
Pas-de-Calais	Marles-les-Mines	5 579
Rhône	Givors	19 975
Sarthe	Champagné	3 876

Seine-Maritime	Grand-Couronne	9 648
Seine-et-Marne	Nangis	8 710
Yvelines	La Verrière	6 715
Somme	Longueau	5 621
Essonne	Morsang-sur-Orge	20 909
Seine-Saint-Denis	Aubervilliers	86 375
	Saint-Denis	111 135
	Villetaneuse	13 646
Val-de-Marne	Champigny-sur-Marne	77 630
	Choisy-le-Roi	45 331
	Valenton	14 796
	Villeneuve-Saint-Georges	33 545
Val-d'Oise	Bezons	29 383

Si l'on élargit à l'ensemble des communes de France métropolitaine sans prendre en compte de seuil, en 2014, on compte 673 communes dirigées par un maire communiste ou apparenté et 534 en 2020. Là aussi, comme pour les autres élections locales, le PCF subit un choc au milieu des années 2010. Le domaine municipal se réduit de manière assez importante par rapport à 2008 (726 communes). En outre, le poids des maires apparentés est assez élevé : on en identifie 155 en 2014 (soit environ 23 % du total) et 138 en 2020 (soit 25,8 % du total). La population administrée par un maire communiste ou apparenté s'élève à près de 2,9 millions d'habitants en 2014 et plus de 2,6 millions en 2020. En 1977, ce nombre s'élevait à 8,5 millions. Entre 1977 et 2020, on passe de 16,7 % de la population métropolitaine vivant dans une commune communiste à seulement 4,1 %.

3.4. L'archipel de la marginalisation électorale

Comme nous l'avons déjà évoqué, à partir des années 1980, une dénationalisation du vote communiste est l'œuvre et tend à s'accroître. Cela implique à la fois l'existence de citadelles, c'est-à-dire de territoires épars où le PCF fait ses meilleurs scores et grâce auxquels il peut encore assurer une représentation dans diverses institutions ; mais également des déserts électoraux, couvrant une grande superficie et de plus en plus nombreux, où le score du PCF est faible, voire anecdotique.

Nous pouvons illustrer ces deux côtés de la même médaille en nous penchant sur les résultats du PCF par circonscription aux différentes élections législatives organisées entre 1997 et 2017 [tableau n°14]. On observe que les zones de force se sont amoindries entre ces deux dates. En 1997, le PCF dépassait les 20 % des suffrages exprimés dans 60 circonscriptions sur 555, soit dans un plus de 10 % des cas. Ce nombre décroît au fil des consultations électorales, pour atteindre 14 occurrences en 2012 et seulement 12 en 2017 sur 550, soit un peu plus de 2 % du total. Inversement, les espaces où le communisme français se trouve dans une position de marginalisation politique, sur lesquels ses candidatures ne font figure que de témoignage, ont tendance à s'étendre dans le temps. En 2002, on répertoriait seulement 7 circonscriptions dans lesquelles un candidat communiste récoltait moins de 2 % des suffrages exprimés sur un total de 555, soit environ 1 % des circonscriptions. Ce nombre augmente ensuite de manière très nette – sauf en 2012 à l'occasion de la dynamique du Front de gauche – pour atteindre 211 en 2017, soit environ 38,4 % du total, dans un contexte de fort affaissement du résultat national.

Tableau n°14 : Les résultats du PCF aux élections législatives par circonscription (1997 – 2017)¹

% des suffrages exprimés	1997	2002	2007	2012	2017
Moins de 2 %	7	99	120	6	211
De 2 à 5 %	75	248	288	143	178
De 5 à 10 %	275	74	86	167	44
De 10 à 20 %	138	32	36	53	16
Plus de 20 %	60	34	23	14	12
Pas de candidat	0	0	0	167	89
Total des circonscriptions²	555	487	553	550	550

Le niveau départemental laisse également transparaître ces déserts électoraux, bien que de manière moins accentuée, l'échelle plus réduite étant, en général, plus favorable au communisme français. Dans plus d'un quart des cantons (537 sur 1 995), le PCF n'a pas présenté de candidat en 2015 [tableau n°15]. Cela reflète à la fois l'incapacité à trouver un candidat du fait de la faiblesse de l'ancrage local et de l'état de décomposition ou de la disparition des sections sur ces espaces ; mais peut être également le résultat d'une stratégie électorale. Ainsi, dans le cadre du Front de gauche, le PCF est amené à laisser certaines circonscriptions à ses partenaires. Il peut exister également, avec d'autres forces politiques – par exemple avec le PS – des sortes d'accord de désistement réciproque, consistant à ne pas déposer de candidature sur tel ou tel canton, en échange de quoi l'autre organisation fait de même sur d'autres. Les secteurs où le communisme français est réduit à portion congrue (moins de 5 % des suffrages exprimés) représentent 7 % des cantons (soit 140 cantons), soit nettement moins que pour les élections législatives de 2012 (où le PCF était aussi dans une configuration « Front de gauche »),

¹ Pour la période 1997 – 2007, MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2008, p.126. Pour les années 2012 et 2017, nos propres recherches à partir du site du ministère de l'Intérieur (MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections législatives 2012 », juin 2012 [en ligne].

<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_LG2012/\(path\)/LG2012/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_LG2012/(path)/LG2012/index.html)>, consulté le 29 janvier 2022 et MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, *op.cit.*, juin 2022).

² Pour 2012 et 2017, 539 circonscriptions métropolitaines et 11 circonscriptions des Français de l'étranger.

au cours desquelles ils pesaient pour plus d'un quart des circonscriptions (149 sur 550). De même, les zones de force sont plus nombreuses aux élections départementales : dans 194 cantons, le candidat communiste fait plus de 20 % des suffrages exprimés, soit dans près de 10 % des cas ; en 2012, ce nombre s'élevait à 14 circonscriptions législatives, soit 2,5 % du total.

Tableau n°15 : Les résultats du PCF aux élections départementales 2015 par canton¹

% des suffrages exprimés	Nombre de cantons	En % des cantons
Pas de candidat	537	26,9
Inférieur à 5 %	140	7
Entre 5 et 10 %	666	33,4
Entre 10 et 15 %	330	16,5
Entre 15 et 20 %	128	6,4
Plus de 20 %	194	9,7
Total	1 995	100

*

De l'empire territorial construit notamment dans la dynamique de l'union de la gauche des années 1970, il ne reste aujourd'hui que quelques citadelles éparses, municipalités ou cantons. L'espace électoral s'est drastiquement réduit au fil du déclin et continue son érosion. Il constitue le substrat territorial du parti-citadelle, ne lui permettant plus de prétendre à un rayonnement national. Au contraire, recroquevillé sur ces zones résiduelles, le parti-citadelle cherche, à tout prix ou presque, à les conserver. C'est là, semble-t-il, l'une de ses principales finalités. Tirailé par des tensions internes, l'appareil – ou parti de Fabien – s'attèle tout particulièrement à cette mission de sauvegarde, en mettant notamment en œuvre une stratégie électorale à géométrie variable.

¹ Données chiffrées issues de nos propres recherches à partir du site internet du *ministère de l'Intérieur* : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2015 », mars 2012 [en ligne].

<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult_departementales-2015/(path)/departementales-2015/index.html)>, consulté le 29 janvier 2023.

Deuxième partie : La fragmentation du parti de Fabien

L'appareil, ou parti de Fabien, forme classiquement la sphère la plus étudiée et scrutée du PCF. Congrès, stratégies électorales, guerres pour le pouvoir interne entre dirigeants ou courants, finances... Autant d'éléments qui intéressent traditionnellement le politiste. Nous n'échapperons donc pas à cette étude de ce qui paraît constituer le cœur d'un parti politique. Nous montrerons que, pour le PCF, cette strate n'est plus vraiment un sommet pyramidal duquel partent les décisions et descendent vers les fédérations, puis les sections pour y être exécutées, selon le principe du « centralisme démocratique ». Au contraire, il est l'une des sphères – avec le parti des maires et le parti des militants – du parti-citadelle, une organisation désarticulée, déstructurée, qui comprend des espaces relativement autonomes, sans harmonie entre eux ni relation de subordination.

Le parti de Fabien est un centre partisan faible et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, zone du parti-citadelle, il est lui-même éclaté en plusieurs sous-ensembles, des tendances qui ont chacune leur culture, mots d'ordre et méthodes (*chapitre 4*). Autrement dit, l'appareil ne parvient pas, ou plus, à homogénéiser son mode de fonctionnement et à construire un discours commun. Deuxièmement, non seulement il est divisé de l'intérieur, mais en plus des mouvements centrifuges existent à l'extérieur, mais à proximité du PCF (*chapitre 5*). Il s'agit de petites organisations périphériques se réclamant du communisme – d'un communisme soit orthodoxe, soit de la refondation – et qui, bien que groupusculaire pour la plupart d'entre elles, exercent une force de dilution sur le PCF au-delà de ses frontières, le concurrençant en quelque sorte sur ses bordures. Troisièmement, la fragilité du parti de Fabien éclate au cours des congrès, où s'expriment les voix discordantes des « sensibilités » et qui forment un mouvement de balancier entre un pouvoir non négligeable accordé à l'adhérent et l'exigence du collectif (*chapitre 6*). À ce titre, le parti-citadelle ne semble plus être en mesure de prescrire ses vues au militant, un individu plus libre et plus détaché de l'organisation que jamais.

Chapitre 4 : La quasi-institutionnalisation des tendances du Parti communiste français

Richard Katz et Peter Mair cernent à l'intérieur d'un parti trois espaces : le parti au pouvoir (« party in public office »), la direction du parti (« party in central office ») et le parti de la base (« party on the ground »)¹. En nous inspirant de cette tripartition, nous pouvons distinguer trois sphères séparées qui coexistent au sein du PCF : le parti des militants ; le parti des maires ; le parti national. Ce dernier, que nous avons appelé le parti de Fabien, incarne à lui seul l'image du parti-citadelle. Il est le symbole de l'éclatement de l'« unité » des communistes : plusieurs citadelles cohabitent assez difficilement en son sein, les dissensions et tensions s'exacerbant notamment au moment des congrès, à la suite d'une défaite électorale ou lorsqu'il est demandé de choisir une stratégie pour une échéance importante (par exemple, le positionnement du PCF à la présidentielle). Ces divers groupes développent un discours différent sur la société et sur le communisme, fait de notions et de références historiques qui ne concordent pas forcément, portent des visées stratégiques différentes, notamment en termes d'alliances électorales, ont leurs rendez-vous spécifiques ou leurs initiatives séparées. Bref, cette fragmentation en chapelles prend toute la forme d'une organisation *de facto* en tendances.

4.1. Le mot interdit

Il est un mot interdit au sein du PCF : « tendance ». Le rejet des tendances est, comme nous le verrons, consubstantiel du léninisme qui imprègne le PCF pendant des décennies. Pour les communistes contemporains, la tendance, c'est la manipulation de la sincérité, du dévouement, de l'engagement désintéressé des militants par des dirigeants en quête d'ambitions purement personnelles. La tendance, c'est aussi la destruction du « commun » et la remise en cause de « l'unité des communistes », expression magique utilisée lors des phases de fortes turbulences internes, qui par sa

¹ KATZ Richard et MAIR Peter, *op.cit.*, 2002.

simple prononciation évite que les oppositions n'aillent trop loin. Enfin, elle est teintée en rose, rappelant beaucoup trop le « frère ennemi » socialiste. Et cela alors même que le PS interdit aussi formellement les tendances. Selon l'article 1.2.4 des statuts du PS mis à jour après le congrès de Poitiers de juin 2015, « la liberté de discussion est entière au sein du parti, mais nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée »¹.

Et pourtant, malgré ce rejet par le langage indigène², le concept de tendance nous semble pertinent pour décrire la réalité idéologique et sociale de ce parti extrêmement fragmenté qu'est devenu le PCF. Formellement, ses statuts admettent des « sensibilités »³ différentes et reconnaissent le « pluralisme des idées » mais interdisent l'« organisation en tendances »⁴. Mais la pratique montre que des groupes structurés existent au sein du Parti. Ceux-ci prennent appui sur certaines sections ou fédérations, disposent de sites internet dédiés, de revues ou journaux et expriment leur point de vue au travers d'un matériel propre. Ils remplissent les trois caractéristiques de la définition de la tendance : ils « possèdent une organisation [...], s'assignent une mission (par exemple prendre le contrôle du parti [...]), déploient un discours spécifique »⁵.

L'hostilité des communistes français envers les tendances vient des origines même du PCF. Elle est directement liée à la forme première qu'a prise le Parti à sa naissance et tout particulièrement à son organisation, imitée du modèle bolchévique, basée sur le principe du centralisme démocratique. La douzième des vingt-et-une conditions d'adhésion des partis à l'Internationale communiste formulées en juillet 1920 par le 2^{ème} Congrès du Komintern réuni à Petrograd précise que : « les partis appartenant à l'Internationale communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation [ou centralisme] démocratique. À l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti

¹ PARTI SOCIALISTE, « Statuts et règlement intérieur du PS », juin 2015 [en ligne]. <<http://www.parti-socialiste.paris/wp-content/uploads/2016/07/Statuts-et-re%CC%80glement-2015-PS.pdf>>, consulté le 21 décembre 2020, p.18.

² Nous reviendrons plus en détail sur les ressorts de ce discours de dissimulation, notamment dans le cadre du processus du 38^{ème} congrès, dans le chapitre 6.

³ Selon l'article 7 des statuts, « l'efficacité de ces instances [les instances élues du parti] repose sur la volonté de travailler ensemble dans la diversité des approches, des sensibilités » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.12.

⁴ L'article 8 des statuts dispose : « nous faisons le choix de faire du pluralisme des idées, un droit et un principe de notre mode de fonctionnement. Ce droit ne peut se traduire par une organisation en tendances ». *Ibid.*, p.15.

⁵ POIRMEUR Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats » in CURAPP, *L'Institution*, Presses universitaires de France, 1981, p.231.

Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants »¹. Ce mode de fonctionnement est appliqué dans le cas français avec le processus de bolchévisation qui débute en 1924², les premiers statuts du PCF en 1926 intégrant la règle du centralisme démocratique³. Il se traduit par deux éléments. D'une part, la prépondérance est accordée aux directions, et notamment à la direction nationale : les décisions se prennent au sommet et redescendent pour être appliquées par la base, selon un rouage pyramidal. D'autre part, les tendances sont interdites, tout groupe organisé au sein du Parti étant qualifié de « fractionnisme », condamné et mobilisé comme motif d'exclusion⁴.

Dès 1920, l'abandon d'une structuration en tendances au sein du nouveau parti constitue une rupture par rapport à la SFIO. Elle signifie également une autre conception de l'unité, qui n'est pas perçue comme le résultat d'une agrégation de courants, mais qui se veut totalement fusionnelle. En ce sens, au congrès de Tours, opposé à l'adhésion à l'Internationale communiste, Léon Blum prononce ces mots : « L'unité dans le Parti [...] était jusqu'à ce jour une unité synthétique, une unité harmonique, c'était une sorte de résultante de toutes les forces et toutes les tendances intervenaient pour fixer, déterminer l'axe commun de l'action. Vous, ce n'est plus l'unité en ce sens que vous cherchez, c'est l'uniformité, homogénéité absolues. [...] Vous voulez un parti entièrement homogène, un parti dans lequel il n'y a plus de liberté de pensée, plus de division de tendance »⁵. La motion portée par Jean Longuet et Paul Faure, dite « motion d'adhésion, avec réserves, à la Troisième Internationale », pointe justement la douzième condition comme une

¹ INTERNATIONALE COMMUNISTE, « Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste », 2^{ème} congrès de l'Internationale communiste, juillet 1920 [en ligne]. <https://www.marxists.org/francais/inter_com/1920/ic2_19200700b.htm>, consulté le 21 décembre 2020.

² LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *op.cit.*, 2003, p.20-21.

³ *Ibid.*, p.30.

⁴ Parmi les exclus pour « activités fractionnelles » : André Marty en 1953, Auguste Lecœur en 1955, Maurice Kriegel-Valrimont en 1961. Voir LES EX-PCF, « 1948-1967 » [en ligne]. <<http://www.ex-pcf.com/index.php/par-periode/1947-1967>>, consulté le 21 décembre 2020.

⁵ SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE, 18^e congrès national tenu à Tours les 25, 26, 27, 28, 29 & 30 décembre 1920 : *compte-rendu sténographique*, 1921 [en ligne]. <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k215450z.r=congr%C3%A8s+de+Tours.langFR>>, consulté le 21 décembre 2020.

limite à son engagement : « le Parti estime que les diverses fractions qui le composent doivent, quelle que soit la majorité du jour, conserver leurs droits »¹.

Le centralisme démocratique marque de son sceau l'activité du PCF, officiellement pendant sept décennies, lui imprimant son apparence monolithique. Il est remis en cause en 1994, lors du 28^{ème} congrès. Mais, dans les faits, les premiers déchirements du parti de Fabien éclatent parallèlement aux premiers soubresauts électoraux des années 1980. Dès le 23^{ème} congrès de 1979, des groupes opposés à la direction nationale apparaissent. Ce congrès fait suite à la rupture de l'alliance avec le PS en 1977 et à la victoire de la droite aux élections législatives de 1978. Il se déroule concomitamment à la crise de la fédération de Paris. À partir de 1972, cette dernière, alors première fédération en termes d'adhérents, se lance, sous l'impulsion de son secrétaire fédéral Henri Fiszbin (1930-1990) dans une politique novatrice comportant plusieurs dimensions. Elle est d'abord majoritairement acquise à la stratégie d'union de la gauche avec le PS, ce qui permet à son secrétaire fédéral de défendre l'idée que le PCF n'est pas seulement un parti de lutte, mais aussi un parti de gouvernement². Ensuite, elle développe un discours et des initiatives en direction des couches moyennes et supérieures du salariat et des intellectuels. Il faut dire qu'elle est composée d'adhérents plus diplômés que les autres fédérations et appartenant majoritairement à ces couches (employés, ingénieurs, cadres, techniciens...) ³. Henri Fiszbin prend conscience de l'évolution sociale de la population parisienne, de plus en plus marquée par l'avènement de ces classes moyennes. Il s'entoure également à la direction fédérale d'intellectuels⁴. Enfin, il promeut une ouverture de son parti qui se matérialise par la campagne intitulée « le Parti communiste à cœur ouvert », combinant des réunions ouvertes du comité fédéral et des assemblées de section et un événement culturel au siège de la fédération. Cette politique semble d'ailleurs porter ses fruits. Ainsi, aux élections municipales de 1977, il manque environ

¹ COMITÉ DE RECONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE, « Motion d'adhésion, avec réserves, à la Troisième Internationale », *L'Humanité*, 6 novembre 1920, p.2 [en ligne].

<<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k299844d/f2.item>>, consulté le 21 décembre 2020.

² WLOS Roland (dir.), *Crise de la fédération de Paris du PCF, 1978-1980*, Éditions Helvétius, 2015, p.27.

³ DREYFUS Michel, « Du PCF après Thorez aux Reconstructeurs » in DREYFUS Michel (dir.), *PCF. Crises et dissidences. De 1920 à nos jours*, Éditions Complexe, 1990, pp.141-198.

⁴ BOULAND Paul, « FISZBIN Henri », *Le Maitron* [en ligne].

<<https://maitron.fr/spip.php?article49678>>, consulté le 6 mai 2022.

deux-mille voix à la liste d'union de la gauche conduite par Henri Fiszbin pour battre celle de droite de Jacques Chirac et remporter la mairie de Paris.

La rupture du Programme commun en septembre 1977 et les élections législatives de 1978 sonnent le début de l'attaque du colonel Fabien contre la fédération de Paris. À ce scrutin, il ne reste plus que trois députés communistes élus à Paris contre sept en 1973. Henri Fiszbin est lui-même battu dans la 28^{ème} circonscription de la capitale. Pour la direction nationale, cet échec est dû à une dérive sociale-démocrate de la fédération et à son « insuffisante fermeté des positions de classe »¹. Un discours ouvriériste et anti-intellectuel se propage alors dans les plus hautes sphères partisans. Au Comité central du 26 avril 1978, Georges Marchais fustige alors les intellectuels communistes en ces termes : « il est vrai que c'est plus facile de monologuer, assis derrière un bureau, et de rédiger en dehors de la vie, à l'abri de toute contestation de la part de ses camarades, des articles péremptoires qui trouveront facilement preneur »². En janvier 1979, le secrétariat fédéral est convoqué devant le Bureau politique. La fédération de Paris étant accusée de « déviation opportuniste », Henri Fiszbin démissionne de son poste de secrétaire fédéral, officiellement pour raison de santé³. Mais le bras de fer entre la direction nationale et la fédération se poursuit sur plusieurs mois, ponctué par une série de départs de divers dirigeants communistes parisiens, départementaux ou de section. En novembre, Henri Fiszbin démissionne du Comité central. Après l'échec de la candidature Marchais à la présidentielle 1981, il fonde le journal *Rencontres communistes hebdo* (RCH). Dans la foulée, il est exclu du comité fédéral pour activité « fractionnelle », puis en octobre 1981 il est exclu du PCF⁴. Par la suite, aux élections européennes de 1984, il participe à la liste conduite par le secrétaire national du PSU Serge Depaquit – aussi ancien communiste exclu en 1968 –, qui ne recueille que 0,72 % des suffrages exprimés. Après cette cuisante défaite, il se rapproche du PS. Aux élections législatives de 1986, il est élu député apparenté sur la liste socialiste dans les

¹ WLOS Roland (dir.), *op.cit.*, p.22.

² LE MONDE, « M. Georges Marchais : le parti socialiste porte la pleine et entière responsabilité de la défaite », *Le Monde*, 29 avril 1978 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/29/m-georges-marchais-le-parti-socialiste-porte-la-pleine-et-entiere-responsabilite-de-la-defaite_2971931_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.

³ WLOS Roland (dir.), *op.cit.*, p.60.

⁴ La direction nationale déclare en octobre 1981 que les militants des RCH « se sont placés d'eux-mêmes en dehors du Parti », expression qui signifie, en fait, leur exclusion.

Alpes-Maritimes. Enfin, les RCH adhèrent au PS en octobre 1988.

Cet épisode de la crise de la fédération de Paris entre 1978 et 1980 marque, en quelque sorte, le début des premières fragmentations internes au PCF et témoigne du refus de la direction nationale d'accepter le pluralisme interne des opinions, d'autant plus en 1981 quand autour des RCH se constitue *de facto* une tendance organisée. Pour revenir sur le 23^{ème} congrès de 1979, trois courants expriment leurs divergences avec Fabien : il s'agit des néo-thoréziens, et surtout des eurocommunistes et des althussériens. Conduits par Jeannette Thorez-Vermeersch, les premiers sont fidèles à une restauration du modèle stalinien. Les eurocommunistes entendent dépasser l'expérience et le Parti issus de 1917 et du congrès de Tours, pour rénover le communisme¹.

Quant aux althussériens, ils fondent leur opposition sur l'analyse de la situation de leur parti faite par le philosophe et adhérent communiste Louis Althusser (1918-1990) dans un ensemble de quatre articles publiés dans *Le Monde* fin avril 1978, intitulé « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste ». Louis Althusser y fait une attaque en règle de la direction nationale et, notamment, de l'impossibilité au sein du PCF de débattre de ses choix. Pour lui, « une mécanique d'encadrement et d'étouffement de la discussion est en place et en marche »². Elle se manifeste par l'impossibilité des militants d'exprimer leur point de vue dans des tribunes libres, ouvertes dans les journaux communistes, mais aussi par « le principe fondamental du cloisonnement vertical absolu, qui rappelle la forme cloisonnée de la hiérarchie militaire »³. En effet, selon ce mode de fonctionnement, les adhérents peuvent débattre librement au niveau inférieur de l'organisation (cellules et sections), mais leurs positionnements et remarques ne remontent jamais dans les strates supérieures de l'appareil (à partir des fédérations), là où se prennent les décisions. S'y rajoute l'interdiction qui leur est faite

¹ BAUDOUIN Jean, « Les phénomènes de contestation au sein du Parti communiste français (avril 1978-mai 1979) », *Revue française de science politique*, 1980, vol. 30, n°1, pp.88-91.

² ALTHUSSER Louis, « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste I. – La stratégie : le tournant dissimulé », *Le Monde*, 25 avril 1978 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/25/ce-qui-ne-peut-plus-durer-dans-le-parti-communiste-i-la-strategie-le-tournant-dissimule_3128503_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.

³ ALTHUSSER Louis, « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste II. – L'organisation, une machine à dominer », *Le Monde*, 26 avril 1978 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/26/ce-qui-ne-peut-plus-durer-dans-le-parti-communiste-ii-l-organisation-une-machine-a-dominer_3128427_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.

de nouer des relations avec des militants d'autres cellules ou sections, selon un rapport horizontal, condamné en tant qu' « activité fractionnelle ». De plus, Louis Althusser reproche à la direction nationale d'avoir acté certains revirements idéologiques en les traitant « d'en haut, par grâce d'État, autoritairement, sans consultation de la base, et hors congrès »¹. C'est notamment le cas de la force de frappe nucléaire, quand le PCF accepte en mai 1976 le principe de l'armement nucléaire stratégique, justifié au nom de la possible participation au pouvoir dans le cadre de l'union de la gauche². De même, Louis Althusser réproche la campagne « pour les pauvres », associée au slogan « faire payer les riches », qui ne rentrerait pas dans le cadre théorique du marxisme puisqu'elle conduit les travailleurs à se considérer comme pauvres et non comme exploités.

En plus de ces accusations sur le mode de fonctionnement du PCF, le philosophe marxiste, sans remettre en cause l'union de la gauche, questionne la conception avec laquelle la direction a mené cette politique de rassemblement. L'alliance a été conclue au sommet, par un accord entre états-majors de partis politiques, selon une vision électorale. Au contraire, pour Althusser, elle aurait dû privilégier le « combat » et non le « contrat ». Il aurait ainsi préféré la mise en œuvre d'une « politique d'union populaire » couplant un contrat signé au sommet à une « lutte unitaire à la base », permettant au PCF de « conquérir de plus larges positions avant tout dans la classe ouvrière et dans la petite bourgeoisie »³. Enfin, pour celui qui milite pour un retour à Marx – mais avec une lecture particulière, le marxisme étant à son goût un « antihumanisme théorique »⁴ – la théorie marxiste dans l'organisation communiste à la fin des années 1970 a « atteint le point zéro », en étant non seulement « arrimée à la galère stalinienne », mais aussi en étant entrée « dans l'ère des platitudes »⁵. Tout particulièrement, Louis Althusser s'en

¹ *Ibid.*

² BATARDY Christophe, *op.cit.*, p.118.

³ ALTHUSSER Louis, « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste IV. – Une solution : sortir de la forteresse », *Le Monde*, 28 avril 1978 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/28/ce-qui-ne-peut-plus-durer-dans-le-parti-communiste-iv-une-solution-sortir-de-la-forteresse_3128372_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.

⁴ MATHERON François, « Althusser Louis », *Le Maitron* [en ligne].

<<https://maitron.fr/spip.php?article9962>>, consulté le 7 mai 2022.

⁵ ALTHUSSER Louis, « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste III. – L'idéologie : une caricature », *Le Monde*, 27 avril 1978 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/27/ce-qui-ne-peut-plus-durer-dans-le-parti-communiste-iii-l-ideologie-une-caricature_3128175_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.

prend à la théorie économique « officielle » du PCF dans ces années-là, celle du capitalisme monopoliste d'État (CME) développée par Paul Boccara¹, la qualifiant de travail apologétique, destinée à justifier certaines thèses politiques préalablement établies et notamment la suppression du concept de dictature du prolétariat².

Au 23^{ème} congrès de 1979, ces trois courants cités plus haut – néo-thoréziens, eurocommunistes et althussériens – ne parviennent pas à faire entendre leur voix de manière durable au sein du Parti³. La direction nationale verrouille le processus. Au final, ce premier craquement d'ampleur dans l'unanimité communiste semble prendre davantage la forme d'une contestation temporaire que d'une constitution de courants structurés.

Au contraire, la donne change à partir du milieu des années 1980, après le départ des ministres communistes du gouvernement socialiste. Trois vagues contestataires peuvent être distinguées⁴. À partir de 1984 commence à se développer le mouvement des rénovateurs. Ses principales figures sont Pierre Juquin et Claude Llabres, tous deux membres du Comité central. La tendance se structure de manière organisée en janvier 1987 avec la création du Comité de coordination des rénovateurs communistes (Cocoreco)⁵. Elle ambitionne de transformer le PCF en un parti de la gauche européenne et entend intégrer les revendications écologistes, féministes et démocratiques dans le corpus idéologique du communisme français. Elle rompt, néanmoins, rapidement avec le PCF pour soutenir la candidature « dissidente » de Pierre Juquin – soutenu également

¹ De manière très schématique, la théorie du CME entend montrer que le capitalisme après la Seconde guerre mondiale serait entré dans un nouveau stade caractérisé par l'importance du secteur public et par le poids croissant des firmes multinationales. En intervenant dans l'économie, l'État permettrait de limiter la « baisse tendancielle du taux de profit ».

À la fin des années 1970, Anicet Le Pors s'intéresse lui aussi au CME, dans un livre destiné à démontrer la nécessité des nationalisations comme outils à disposition d'un gouvernement de gauche visant la « transformation fondamentale du système » (*Les béquilles du capital. Les transferts État-industrie : critère de nationalisation*, Éditions du Seuil, 1977, p.8). Il écrit : « c'est [...] le capital [...] qui avec le concours de l'État ordonne le système économique dans lequel nous vivons en France, en fonction des objectifs d'accumulation et de profit qui en constituent la finalité » (pp.6-7).

² Althusser explique que la théorie du CME présente cette nouvelle phase du capitalisme comme une « antichambre du socialisme » compte tenu du rôle majeur de l'État dans l'économie. Par conséquent, il ne s'agirait plus d'établir une dictature du prolétariat destinée à détruire l'État « bourgeois », mais à s'en emparer et à l'utiliser dans le sens du socialisme.

³ BAUDOUIN Jean, *op.cit.*, 1980, p.107.

⁴ COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, 1995, p.406.

⁵ DI MAGGIO Marco et GIRAULT Jacques, « JUQUIN Pierre, Louis », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article136472>> , consulté le 22 décembre 2020.

par le PSU et LCR – à la présidentielle de 1988 (2,10 % des suffrages exprimés). Pierre Juquin et Claude Llabres sont exclus fin 1987, le premier directement par le Comité central pour « participation à une organisation fractionnelle »¹. En 1989, Claude Llabres est également tête de liste aux élections européennes, atteignant le score anecdotique de 0,4 % des suffrages exprimés².

Viennent ensuite les reconstituteurs, qui fondent en mai 1988 le groupe Initiative pour la reconstruction communiste (IRC), dans l'objectif de peser à l'intérieur du Parti pour le faire évoluer³. Mais, comme les rénovateurs, ils vont se retrouver également en rupture de ban avec le PCF. Claude Poperen, l'un de ses principaux animateurs et membre du Bureau politique de 1970 à 1987, fonde en 1990 avec entre autres l'ex-ministre Marcel Rigout et l'ex-député européen Félix Damette, l'ADS et rend sa carte en novembre 1991⁴.

Enfin, né en 1989, le courant des refondateurs a une plus grande permanence dans la durée. Il comprend, en fait, trois temps distincts, avec des générations différentes d'animateurs. Ce sont les anciens ministres communistes du gouvernement Mauroy qui sont les premiers à ferrailler contre la direction nationale dans la première partie des années 1990 : Charles Fiterman, Anicet Le Pors (qui quittent tous les deux le PCF en 1994) et Jack Ralite. Puis, le flambeau est repris par Guy Hermier (décédé en 2001), député des Bouches-du-Rhône et créateur de la revue *Futurs*, et par l'historien Roger Martelli. Cette deuxième génération de refondateurs abandonne le Parti en 2010 quand deux-cents « communistes unitaires »⁵ donnent leur démission⁶. Parmi eux, on retrouve le député de Seine-Saint-Denis Patrick Braouezec, le député-maire de Tremblay-en-France François Asensi, la députée des Hauts-de-Seine Jacqueline Fraysse, l'ex-directeur de l'Humanité (de 1994 à 2000) Pierre Zarka ou le philosophe Lucien Sève. À

¹ *Ibid.*

² GIOVANINETTI Marc, « LLABRES Claude, Albert », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article140107>>, consulté le 22 décembre 2020.

³ LES EX-PCF, « Initiative pour la Reconstruction Communiste (IRC) » [en ligne].
<<http://www.ex-pcf.com/index.php/2-uncategorised/127-initiative-pour-la-reconstruction-communiste-irc>>, consulté le 22 décembre 2020.

⁴ KOSMANN Robert, « POPEREN Claude, Émile », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article163146>>, consulté le 22 décembre 2020.

⁵ Nous reviendrons dans le chapitre 5 sur l'Association des communistes unitaires (ACU).

⁶ LES EX-PCF, « Période 1968-2010 » [en ligne].
<<http://www.ex-pcf.com/index.php/par-periode/1968-2010>>, consulté le 22 décembre 2020.

la suite de la crise du Front de gauche, et notamment à partir du 37^{ème} congrès de 2016, une troisième période émerge pour cette tendance, autour d'Elsa Faucillon (secrétaire départementale des Hauts-de-Seine, puis députée de ce même département depuis 2017), l'historien Frédérick Genevée ou l'ex-sénatrice de Paris (de 1995 à 2012) Nicole Borvo Cohen-Seat.

Face aux refondateurs se constitue aussi une « planète orthodoxe »¹ à partir de l'échec du putsch de Moscou en août 1991². Dans les années 1990 et dans la première partie des années 2000, Dominique Andolfatto identifie plusieurs groupes éclatés au sein de cette galaxie, qui n'ont pas réussi à s'unifier, en dépit de diverses tentatives comme les « états généraux du communisme » en 1998. Ces groupes partagent néanmoins des idées communes : fidélité à l'histoire du « socialisme réel » ; critique de la « mutation » assimilée à une liquidation ou à une dérive réformiste ; aversion de la social-démocratie qui les conduit à s'opposer à des stratégies de type « union de la gauche » comme la gauche plurielle.

La fédération du Pas-de-Calais constitue alors le fief de l'orthodoxie communiste. Ainsi est créée à l'automne 1991 la Coordination communiste pour la continuité révolutionnaire et la renaissance léniniste du PCF (CC) sous l'impulsion de Georges Gastaud, membre du comité fédéral du PCF et secrétaire de la section de Lens³. Toujours dans le même département, des « comités Honecker de solidarité internationaliste » sont fondés en 1992. Leur finalité est de soutenir les militants communistes et progressistes qui seraient persécutés et emprisonnés pour des motifs politiques dans les anciens pays de l'Est (notamment en Allemagne et en Pologne), mais aussi dans d'autres pays.

À Aubervilliers, la Gauche communiste fait aussi partie de cet espace. Elle est animée par Jean-Jacques Karman, conseiller général du canton d'Aubervilliers-Ouest entre 1984 et 2015 et fils d'André Karman, résistant communiste et maire

¹ ANDOLFATTO Dominique, *op.cit.*, 2005, p.165.

² *Ibid.*, p.169.

³ En 1999, la CC connaît une scission. La minorité autour de Georges Gastaud crée alors la Coordination des militants communistes du PCF pour sa continuité révolutionnaire et sa renaissance léniniste (CMC). Cette dernière participe à un processus d'unification de différents groupes orthodoxes qui débouche en 2004 sur la fondation du Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), dont Georges Gastaud devient secrétaire national. La majorité décide de quitter le PCF et, après plusieurs étapes, devient le Parti communiste révolutionnaire de France (PCRF). Nous reviendrons sur ces deux organisations dans le chapitre 5.

d'Aubervilliers de 1957 à 1984. Cette structure est dépendante des rivalités personnelles entre Jean-Jacques Karman et le maire d'Aubervilliers Jack Ralite (entre 1984 et 2003), de sensibilité refondatrice¹. Le premier présente une liste concurrente aux municipales de 1995 et de 2001 contre le second². Il accuse Jack Ralite de dissoudre le communisme en ouvrant sa liste à des citoyens non encartés, au point que les adhérents communistes y sont minoritaires. La Gauche communiste se rapproche du Parti des travailleurs (PT), issu de la mouvance trotskiste lambertiste.

Dominique Andolfatto repère aussi d'autres organisations, de moindre importance semble-t-il, dans la nébuleuse orthodoxe. Il s'agit des Rouges vifs, constitués dans la seconde moitié des années 1990 par d'anciens dirigeants ou des cadres de la CGT, d'où sa forte coloration syndicale dans ses pratiques et ses discours³. Ensuite, fondée en 2000, « Communistes » se considère comme le « seul parti communiste en France »⁴. Enfin, refusant la voie choisie par leur parti au congrès de Martigues, des dissidents décident de mettre sur pied l'association Reconstruire le parti communiste français (RPCF) qui ambitionne d'être « une voix de la résistance aux compromissions du PCF vers une dérive sociale-démocrate ».

Ce court bilan historique de l'évolution des courants alternatifs à la direction nationale permet de nous rendre compte que le principe du centralisme démocratique était, dans les faits, battu en brèche depuis la fin des années 1970. La réforme des statuts de 1994 ne fait, en réalité, que ratifier *de jure* une métamorphose opérée *de facto* depuis plusieurs années⁵. Plus généralement, au-delà des règles écrites, ce sont les conventions et les pratiques des acteurs sociaux qui importent réellement et qui font la vie concrète des organisations. La règle inscrite dans les statuts laisse une zone grise d'incertitude, qui permet aux acteurs sociaux, individuellement et collectivement, de bénéficier d'une marge de manœuvre, d'une certaine liberté. Ainsi, lors du conflit entre sa fédération et

¹ *Ibid.*, p.180.

² En 2020, Jean-Jacques Karman dépose également une liste face à la maire communiste sortante Meriem Derkaoui.

³ Dès le milieu des années 2000, les Rouges vifs sont en perte de vitesse. Il semblerait que seuls les Rouges vifs des Bouches-du-Rhône soient encore actifs aujourd'hui. En 2016, ils se rapprochent de l'Association nationale des communistes (ANC) que nous étudierons plus en détail dans le chapitre 5.

⁴ Nous reviendrons plus en détail sur cette organisation dans le chapitre 5.

⁵ AZAM Nicolas, « "Ni stalinien, ni social-démocrate". Le PCF face aux controverses sur la mort du communisme (1989-1994) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.2-3, n°2-3, 2019, p.112.

la direction nationale, en avril 1978, Henri Fiszbin, le secrétaire fédéral de Paris, exprime son désaccord avec le rapport présenté au Comité central, mais vote pour ce même rapport. Les règles autorisent alors de voter contre les propositions, mais les conventions, « la tradition »¹ du parti l'interdisent afin de maintenir l'unité, c'est-à-dire, en fait, d'atteindre l'unanimité.

Depuis, les règles, tout comme les conventions et pratiques ont largement évolué. Ce qui apparaît au sein du PCF contemporain, c'est une contradiction entre certaines règles et l'application réelle de ces règles. Le préambule des statuts adoptés au 36^{ème} congrès consacre le pluralisme au sein du Parti :

« La diversité de motivations, d'expériences, de compétences est [...] gage d'efficacité. [...] Elle implique des formes et des pratiques d'organisation qui font de la reconnaissance et du respect des opinions différentes sur les objectifs et les stratégies à mettre en œuvre une dimension essentielle de la souveraineté des communistes. C'est à partir de cette diversité que s'organise le débat dans le Parti communiste français, et que s'élaborent démocratiquement les choix et les décisions prises à la majorité qui constituent le bien commun et fondent l'unité du Parti »².

Comme nous l'avons indiqué, l'organisation en tendances est prohibée. Mais, malgré la disqualification et la négation des tendances, dans la pratique, les tendances existent bel et bien. Elles peuvent se déployer sur la base de la disposition des statuts permettant, dans le cadre des congrès, de présenter au vote des adhérents des textes alternatifs de discussion à celui de la direction nationale. Cette possibilité est ouverte depuis la révision des statuts adoptés au 31^{ème} congrès de 2001 et appliquée depuis le congrès suivant tenu à Saint-Denis en 2003. Plus exactement, selon l'article 11.1., trois-cents adhérents issus d'au moins un quart des fédérations peuvent proposer une base de discussion alternative³. De plus, conformément à l'article 12.4., il est également possible

¹ VERDÈS-LEROUX Jeannine, « Les invariants du parti communiste français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.36-37, février/mars 1981, pp.75-76.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.4.

³ *Ibid.*, p.16.

de soumettre des listes alternatives pour l'élection des comités exécutifs locaux, des conseils départementaux et du Conseil national, même s'il est précisé que « tous les efforts [doivent] être faits pour permettre l'adoption d'une liste commune » et que la fusion des listes est permise¹. Dans ces brèches – possibilité de présenter des bases et des listes alternatives – se sont engouffrés les communistes contestant le discours et la ligne stratégique proposés par la direction. Ils ont constitué, à défaut de pouvoir les institutionnaliser, des tendances de fait.

4.2. Les cinq tendances du Parti communiste français

Un coup d'œil rapide chez les voisins européens permet de positionner le PCF dans une sorte d'entre-deux. Des partis ayant maintenu une identité orthodoxe, comme le KKE ou le PCP, se réfèrent toujours au centralisme démocratique² et continuent d'empêcher, dans leurs règles et leurs pratiques, l'expression de positionnements différents. Les statuts du KKE, datant du 19^{ème} congrès de 2013, rappellent dès leur préambule leur dévouement à une vision léniniste du Parti et à une pureté révolutionnaire supposée :

« Le principe fondamental [du KKE] est le centralisme démocratique. L'application rigoureuse du centralisme démocratique dans toutes ses facettes est nécessaire pour l'unité idéologique, politique et organisationnelle du Parti, condition indispensable pour l'accomplissement de ses buts »³.

De même, les tendances sont catégoriquement condamnées :

¹ *Ibid.*, p.18.

² DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.620.

³ KKE, « Καταστατικό του ΚΚΕ », 2013, σ. 2.

<<https://www.kke.gr/export/sites/default/galleries/docs/Katastatiko.pdf>>

[KKE, « Statuts du KKE », 2013, p.2 [en ligne], consulté le 22 décembre 2020].

Traduction libre faite par l'auteur. Le texte original est le suivant : « Θεμελιακή αρχή [του ΚΚΕ] είναι ο δημοκρατικός συγκεντρωτισμός. Η συνεπής εφαρμογή του δημοκρατικού συγκεντρωτισμού, με όλες τις πλευρές του, είναι αναγκαία για την ιδεολογική, πολιτική και οργανωτική ενότητα του Κόμματος, απαραίτητος όρος για την εκπλήρωση των σκοπών του ».

« Sur la base du centralisme démocratique, sont interdites la création et l'action de groupes organisés au sein du Parti, car ils portent atteinte à son unité idéologique, politique et organisationnelle, son fonctionnement démocratique et son efficacité dans l'action »¹.

À l'opposé des organisations marquées par la recherche d'une authenticité marxiste-léniniste, des partis appartenant à la mouvance de la gauche radicale garantissent le pluralisme et assurent l'existence de courants structurés. Par exemple, Syriza en Grèce s'est, au départ, constituée comme une coalition de différentes composantes de la gauche antilibérale (eurocommuniste, trotskiste, écosocialiste, maoïste, sociale-démocrate...), pour devenir en 2012 un parti unitaire. Ses statuts portent la marque de cette diversité :

« Syriza est un parti unitaire et pluritendancier, pluraliste, ouvert à l'existence de différentes sensibilités idéologiques, historiques et axiologiques et différents courants de pensée dans le champ de la gauche. [...]. Il reconnaît la possibilité d'existence de tendances et offre un terrain pour qu'elles se développent de façon transparente et pour que toutes les opinions soient représentées dans les procédures internes »².

Le PCF se trouve donc dans une situation intermédiaire entre le pôle orthodoxe et le groupe des partis de la gauche radicale³ : contrairement aux premiers, il a renoncé au centralisme démocratique et accepte le pluralisme interne ; mais, à la différence des deuxièmes, il ne reconnaît pas la possibilité à ses adhérents de s'organiser en tendances.

¹ *Ibid.*, p.3. Traduction libre faite par l'auteur. Le texte original est le suivant : « Με βάση το δημοκρατικό συγκεντρωτισμό δεν επιτρέπεται η δημιουργία και δράση οργανωμένων ομάδων μέσα στο Κόμμα, διότι υπονομεύουν την ιδεολογική - πολιτική - οργανωτική ενότητά του, τη δημοκρατική λειτουργία του και την αποτελεσματικότητα στη δράση ».

² ΣΥΡΙΖΑ, « Καταστατικό », 2013 (α), σ.41.
<<https://www.syriza.gr/pdfs/katastatiko.pdf>>.

[ΣΥΡΙΖΑ, « Statuts », 2013, p.14 [en ligne], consulté le 12 septembre 2018].

Traduction libre faite par l'auteur. Le texte original est le suivant : « Ο ΣΥΡΙΖΑ είναι ενιαίος και πολυτασικός, πλουραλιστικός, ανοιχτός στην ύπαρξη διαφορετικών ιδεολογικών, ιστορικών και αξιακών ευαισθησιών και ρευμάτων σκέψης στο χώρο της Αριστεράς. [...] Αναγνωρίζει τη δυνατότητα ύπαρξης τάσεων και παρέχει έδαφος για να καλλιεργούνται απρόσκοπτα και να εκπροσωπούνται στις εσωτερικές του διαδικασίες όλες οι απόψεις ».

³ Nous reviendrons dans le chapitre 7 sur cette notion de « gauche radicale ».

Il n'empêche que le Parti est un espace conflictuel, fragmenté par une concurrence entre de véritables tendances. L'analyse des périodes de congrès, qui sont des moments forts d'expression de ces dernières, permet de les identifier. Le 36^{ème} congrès de 2016 et le 37^{ème} congrès extraordinaire de 2018 laissent transparaître des rapports de force entre cinq principaux courants organisés au sein du communisme français.

4.2.1. La tendance routinisée

L'ancienne direction, autour de l'ex-secrétaire national Pierre Laurent, forme une tendance marquée par la routinisation. Nous appelons routinisation un processus de répétition – souvent mécanique et inconsciente – d'un ensemble d'habitudes politiques, excluant tout esprit de nouveauté et d'innovation. Ces habitudes sont de différents ordres : reproduction d'orientations stratégiques, ritualisation de certains événements, transposition de schémas de pensée déphasés...

Les habitudes politiques concernent ainsi la ligne stratégique. La tendance routinisée est enfermée dans la reproduction de la démarche d'union de la gauche, c'est-à-dire principalement d'alliance avec le PS, qu'elle tente d'adapter au contexte politique actuel – différent de celui de 1972, de 1997 ou de 1936 – et aux types d'élections – le mot d'ordre impulsé par le national ne sera pas le même selon qu'il s'agisse d'une élection municipale ou d'une élection législative par exemple –.

Le corpus idéologique passe au second plan : les tâches de la direction nationale sont principalement électorales, l'inquiétude majeure de Fabien étant la perpétuation et la survie de l'appareil. Cette faiblesse idéologique se ressent au niveau de la base commune présentée en 2016. Ainsi, le PCF ne revendique plus l'étiquette de parti de la classe ouvrière, ou à défaut de parti représentant les classes populaires, mais prétend représenter une base sociale imprécise et attrape-tout : « la France des 99 % » s'opposant aux « 1 % » qui détiennent une richesse démesurée. De plus, il ne s'agit plus vraiment de broser les traits d'une autre société. *Le temps du commun* – titre de la partie « projet politique » de la motion présentée par le Conseil national en 2016 – se présente comme

un catalogue de mesures, pouvant prétendre figurer dans un programme électoral¹. Péle-mêle, le texte propose d'instaurer « une sécurité d'emploi et de formation pour une société sans chômage [...] ; un nouveau mode de développement social et écologique caractérisé par un nouvel essor des services publics ; [...] une démocratie réelle ; une Europe refondée avec de nouvelles institutions démocratiques ; une nouvelle mondialité de paix et de coopération entre les peuples »².

La routinisation de cette sensibilité est également clairement observable dans la vision qu'elle porte de l'organisation du PCF. À chaque congrès, cette tendance semble ressasser les mêmes refrains, pour améliorer la structure du Parti. Par exemple, dans le document adopté au 37^{ème} congrès de 2016, il est fixé l'objectif de développer l'implantation du PCF sur les lieux de travail, en décidant de la mise en place d'un secteur de travail national dédié à ce sujet³. Deux ans plus tard, le projet de base commune traite de nouveau cette question, en proposant encore une fois la création d'un secteur national spécifique⁴. Sur le sujet de la formation, la répétition est aussi de mise : en 2016, il est écrit que « nous avons besoin de travailler une nouvelle politique de formation »⁵ ; en 2018, « nous redéployons la formation des adhérent·es »⁶. Dernier exemple : au 37^{ème} congrès, il faut « développer toutes les initiatives d'éducation populaire »⁷ ; au 38^{ème} congrès, il faut que le PCF soit « un parti de la bataille idéologique et de l'éducation populaire »⁸. Bref, aucune innovation organisationnelle ne semble être véritablement proposée par la direction nationale, engluée dans la reproduction de schèmes préétablis. On pourrait même entrevoir une foi naïve dans un militantisme de répétition : à force de militer, à force de rabâcher les mêmes messages, avec peut-être plus d'énergie et de vigueur, les « gens » finiront par épouser le discours

¹ Nous reviendrons plus en détail sur ce discours dominant au sein du PCF dans le chapitre 9.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Congrès du PCF. Mettons nos forces en commun*, 2016 (c), p.15, [en ligne].

<http://congres.pcf.fr/sites/default/files/document-congrespcf2016_1.pdf>, consulté le 23 décembre 2020.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 37^{ème} congrès », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°641, 8 juin 2016 (a), p.18.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Congrès d'Ivry*, 2018 (d), p.30.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.18.

⁶ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.10.

⁷ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.19.

⁸ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.32.

communiste. C'est cette vision des choses qui est contesté par les refondateurs. Dans leur texte alternatif de 2018, ils affirment :

« Nous avons rédigé une proposition alternative de "base commune" parce que celle du Conseil national, rédigée par la direction actuelle, ne fait que proposer de faire mieux ce qu'elle faisait déjà. C'est logique : si elle pensait qu'il fallait faire autre chose, elle aurait déjà au moins commencé à le faire. Mais "faire mieux" ce qui nous affaiblit ne peut que nous affaiblir encore plus. Ce qu'il faut faire, c'est autre chose ».¹

Concernant la stratégie électorale, la tendance routinisée conduit le PCF vers le modèle du parti-cartel². Ce dernier organise des formes de collusions partisans, destinées notamment à favoriser la pérennité des partis existants et à instaurer des barrières à l'émergence de nouvelles formations politiques. La séquence électorale de l'année 2017 a parfaitement illustré ce genre d'orientations. Il s'agissait alors pour la direction nationale de verrouiller l'espace politique à gauche, d'abord en proposant la participation à une primaire de gauche sur la base d'une plateforme commune, puis, malgré le soutien officiel des communistes à Jean-Luc Mélenchon, en lançant de multiples appels à une « candidature commune » de la gauche. En mars 2016, la direction nationale d'alors fait le pari d'une cassure au sein du PS entre le « clan Hollande »³ et l'aile gauche de ce parti et, face à l'annonce de la candidature de Jean-Luc Mélenchon hors cadre commun (hors Front de gauche), propose une candidature commune rassemblant un arc de forces large :

« Nous n'avons pas fermé la porte au processus de primaire de gauche. [...] Il peut être un moyen utile à ce que nous voulons : écarter l'impasse Hollande, Valls et consorts par l'émergence d'une autre voie à gauche, que nous voulons rendre incontournable. [...] Nous voulons qu'il réussisse pour faire émerger, pour

¹ *Ibid.*, p.37.

² KATZ Richard et MAIR Peter, *op.cit.*

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.33.

l'élection présidentielle, une candidature commune qui bouscule la donne, qui relance une gauche de rupture avec la politique suivie depuis 2012, de rupture avec l'austérité et les recettes libérales. Et une gauche qui crée la surprise et gagne.

« Nous proposons dans un premier temps l'élaboration citoyenne d'une plateforme commune qui soit le socle d'entrée de la primaire pour les candidates et les candidats comme pour les électrices et électeurs. Il s'agit pour nous d'assurer à cette primaire son caractère de gauche et écologiste. Nous proposons que ce cadre politique porte autour de quatre grands axes structurants :

« L'Europe. [...] Les candidat-e-s à la primaire doivent annoncer leurs propositions pour rompre avec l'austérité et engager l'Union européenne dans une nouvelle voie de progrès social. [...]

« Le pouvoir sur l'argent. Être de gauche et écologiste, n'est-ce pas se battre contre la dictature des marchés financiers et conquérir les pouvoirs citoyens sur l'argent ? [...]

« Démocratie politique et sociale [...]. Quelles mesures seront réellement prises pour changer la Constitution ? [...]

« Changer la vie. [...] Manger à sa faim, se soigner, avoir un logement, un travail bien rémunéré, permettre à ses enfants d'accéder à une bonne éducation, vivre en sûreté et sécurité, semblent des objectifs simples, et pourtant... »¹.

Face à l'échec de cette proposition de large primaire à gauche, les communistes se résolvent, après un vote interne en novembre 2016, « d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon », mais décident de poursuivre « leurs efforts pour une candidature commune ». Par exemple, en mars 2017, une pétition appelant à une candidature commune à gauche, visant précisément à obtenir un accord entre Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon pour l'élection présidentielle et à « un pacte de majorité » pour les législatives, est lancée². Elle est soutenue, entre autres, par des responsables politiques

¹ *Ibid.*, p.35.

² CHANGE.ORG, « JL Mélenchon, B Hamon – Présidentielle : l'urgence d'un rassemblement à gauche ! », mars 2017 [en ligne].
<<https://www.change.org/p/pr%C3%A9sidentielle-l-urgence-d-un-rassemblement-%C3%A0-gauche>>, consulté le 23 décembre 2020.

communistes. Sur les 42 premiers signataires, 29 sont des adhérents du PCF : des membres du Conseil national, des secrétaires départementaux, des économistes communistes (Frédéric Boccara, Yves Dimicoli, Denis Durand), quelques élus (comme le député du Puy-de-Dôme André Chassaigne ou le conseiller de Paris et ancien secrétaire général de la fédération CGT des cheminots Didier Le Reste) ou ex-élus (Jacky Hénin, ancien député européen de 2004 à 2014 et maire de Calais de 2000 à 2008). Au travers de ces tractations politiques, l'objectif est bien de restreindre la compétition électorale, pour n'offrir à l'électeur de gauche qu'un seul choix possible de candidature et, donc au final de conserver, voire de développer, des positions électorales, notamment pour les élections législatives. Une certaine nostalgie de l'union de la gauche avec le PS ressort également de ces orientations, qui peut se combiner avec une stratégie à géométrie variable¹ : variable géographiquement selon les territoires ou les circonscriptions électorales concernés, mais aussi variable selon le thème de la bataille menée ou l'élection concernée. La base commune proposée par le Conseil national en 2018 propose ainsi la « la création d'un forum national politique qui pourrait poursuivre le débat politique entre les forces disponibles, animer des campagnes communes, élaborer des constructions programmatiques ou électorales, sans rendre la participation de toutes les forces s'y associant chaque fois obligatoire »².

La direction nationale autour de Pierre Laurent est, cependant, très contestée. Dès 2016, sa base commune n'a obtenu que 51,20 % des voix des militants. En octobre 2018, dans le cadre d'un congrès extraordinaire, fait inédit, elle est mise en minorité, dépassée par un texte alternatif. *Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle*, déposé par la tendance identitaire, totalise 42,14 % des suffrages contre 38 % pour la proposition adoptée par le Conseil national.

¹ Nous reviendrons plus en détail sur cette stratégie à géométrie variable dans le chapitre 7.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.25.

4.2.2. Les restaurateurs

Face à cette tendance routinisée se dressent, selon l'expression de Bernard Pudal, les « restaurateurs »¹, qui caressent le rêve d'un retour au passé. Ils se divisent en plusieurs chapelles, toutes nostalgiques d'un temps glorieux, sans pour autant pouvoir identifier à quelle période du passé il s'agit de revenir. La plupart d'entre eux fait référence à la rupture nécessaire avec les orientations du congrès de Martigues de l'an 2000, exécré et perçu comme l'acte couronnant la stratégie de « mutation » lancée sous le secrétariat Robert Hue. D'autres déplorent l'abandon de la notion de dictature du prolétariat (soit en 1976). D'autres encore semblent vaguement fidèles au modèle stalinien d'avant 1956.

Deux principaux groupes avec une audience nationale interne peuvent être qualifiés de « restaurateurs » : les identitaires et les orthodoxes. Ils sont tous les deux structurés en « réseaux », selon la terminologie indigène. Là aussi, ils profitent d'une disposition des statuts – et plus exactement d'un relatif flou des statuts – pour se déployer. En effet, ces derniers indiquent que « toute activité de proximité prend la forme que décident librement celles et ceux qui en prennent l'initiative. Elle peut être accompagnée de la création de cellule, d'un comité, collectif, groupe de travail, réseau, collectif de coordination... destiné à favoriser sa réussite et à en assurer la maîtrise démocratique par ses participant-e-s »². N'est, ainsi, pas défini de manière claire ce qu'est un « réseau », ce qui autorise ces tendances à se baptiser « réseau » et à se développer.

4.2.2.1. Les identitaires

« Sensibilité identitaire » est l'expression employée par les communistes eux-mêmes pour désigner le premier courant réclamant un retour aux « fondamentaux » marxistes. Elle a mis sur pied le réseau « Faire vivre et renforcer le PCF », qui s'organise autour d'un site internet et de la revue *Unir les communistes*. Elle a ses lieux : la fédération du Pas-de-Calais (78,54 % en faveur du texte *Unir les communistes* en 2016 ; 86,91 % en

¹ PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2009, p.165.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.6.

faveur du *Manifeste* en 2018), la municipalité de Vénissieux, la section de Béziers. Elle analyse le processus de « mutation » enclenché dans la seconde partie des années 1990 sous le secrétariat Robert Hue comme une rupture dans l'histoire du communisme français et le considère comme le principal responsable du déclin du PCF. Elle réclame un retour aux sources, « le droit [...] de relever le défi du choix fait à Tours »¹. Sur le plan idéologique et discursif, il s'agit de réintroduire des notions délaissées au fil des congrès, et notamment de renouer avec « le socialisme » – concept abandonné en 1996 au profit du « dépassement du capitalisme » –.

« Nous devons être porteurs d'un projet de socialisme du XXI^e siècle, réduisant, par de larges nationalisations des grands moyens de production et d'échange, le pouvoir de la bourgeoisie, [...] pour imposer la planification en réponse aux besoins, le pouvoir des travailleurs dans une république sociale. Nous nommons donc sans complexe notre projet de société comme une société socialiste »².

Cette nostalgie d'un âge d'or révolu se traduit aussi par le regret d'avoir perdu le lien étroit entre le PCF et la classe ouvrière. Les identitaires ont l'impression que leur parti se meurt aujourd'hui beaucoup trop sur le terrain électoral et institutionnel ; pour eux, il ne parvient plus à s'investir dans les luttes menées par le monde du travail ; il ne sait plus assurer la promotion en son sein de militants d'extraction ouvrière. En résumé, le PCF devrait redevenir un parti de classe, si possible le parti de la classe ouvrière, ou du moins le parti des classes populaires³. Au niveau organisationnel, la désagrégation des cellules, et notamment des cellules d'entreprise, est toujours évoquée avec remords par les soutiens de cette tendance et considérée comme un héritage de l'époque « Hue »⁴. En réalité, la « mutation » n'a pas supprimé les structures de proximité que sont les cellules. Leur création et développement sont toujours prévus par les statuts actuels⁵. Leur

¹ REMOND Gilbert, « Le Manifeste, le bilan, le 22^{ème} congrès », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 7 novembre 2018 [en ligne].

<<https://lepcf.fr/Le-manifeste-le-bilan-le-22eme-congres>>, consulté le 24 décembre 2020.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.73.

³ *Ibid.*, p.72.

⁴ *Ibid.*

⁵ L'article 1.4 (« Une implantation de proximité dans la diversité des objets et des formes ») dispose que « le développement d'une activité tous terrains nécessite une implantation de proximité au plus près des

nombre et leur importance ont diminué progressivement, « faute de combattants », du fait de la diminution des effectifs militants. Localement, nous avons pu constater à plusieurs reprises l'amertume des identitaires face à la disparition des cellules :

La conférence de section du 10 novembre 2018 dans une salle municipale de Chalette-sur-Loing planche, au cours d'une longue matinée, sur la base commune victorieuse *Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle*. De nombreux amendements sont déposés, débattus, votés. Vient l'étude de la partie intitulée « relancer l'organisation du parti à l'entreprise ». Signataire du texte identitaire, Claude Billard (sénateur de 1995 à 1997, puis député de 1997 à 2002, dirigeant national à l'époque « Hue ») met sur la table la question de la présence des communistes dans les usines. Il évoque le passé, en prenant pour exemple la structuration au sein de l'usine Hutchinson de Chalette-sur-Loing, et déplore la fin des cellules d'entreprise. Franck Demaumont lui répond : « On ne va pas fantasmer sur une autre époque. Parce qu'on le retrouve dans toute la société : "avant c'était mieux". L'école, c'était mieux avant ; le machin, c'était mieux avant ; le Parti c'était mieux avant... Mais arrêtons de fantasmer ! On ne va pas fantasmer sur un Parti qui n'a jamais existé ! ».

Cette passe d'armes est révélatrice tout à la fois de l'attachement des identitaires à une structuration passée et de leur ambition de la restaurer et d'une opposition d'autres communistes à cette revendication, qu'ils considèrent d'ailleurs comme une déformation du passé.

L'autonomie électorale du PCF est également mise en avant par le réseau « Faire vivre et renforcer le PCF ». Ses membres bannissent toute alliance avec d'autres formations de gauche. Sont rejetés en même temps l'union de la gauche avec le PS, perçue comme une « soumission »¹, et les rassemblements à la gauche de la social-démocratie. Ainsi, dès le départ, les identitaires ont refusé la stratégie de Front de gauche

milieux de vie et de travail où se tissent les solidarités concrètes et des luttes avec notamment des cellules dans les quartiers, les villages, les lieux de travail » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.6.

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.64.

lancée en 2009. Ils ont tenté en 2011¹ comme en 2017² d'imposer, sans succès, un candidat communiste à l'élection présidentielle.

Dans le cadre du 38^{ème} congrès extraordinaire de 2018, faisant suite à l'épisode confus de la présidentielle de 2017 qui conduit les communistes à appeler à voter Mélenchon tout en menant une campagne autonome et aux résultats désastreux des législatives, ils reprennent de manière plus acerbe leurs critiques vis-à-vis de la FI. Le maître-mot du *Manifeste* est alors « effacement ». Selon cette perspective, les directions successives auraient engagé une stratégie délibérée d'effacement du PCF derrière Jean-Luc Mélenchon, qualifié par les identitaires de « candidat au discours de plus en plus populiste et agressif, voire nationaliste, qui préconise des solutions économiques sociales-démocrates »³. En somme, si alliance politique il peut y avoir, elle ne doit se faire, selon le réseau, qu'autour du PCF, celui-ci devenant le seul vecteur du rassemblement. Dans le Loiret, cette ligne stratégique est défendue avec conviction, voire acharnement, par les identitaires :

En examinant le texte de base commune, la conférence du 10 novembre 2018 de la section d'Amilly-Chalette aborde la question du « rassemblement », c'est-à-dire la question des alliances et de la stratégie électorale. À cet égard, l'un des paragraphes du *Manifeste* est intitulé « Être présents avec nos propres candidats à toutes les élections ». Des amendements sont proposés et adoptés, par une section qui a placé en tête de ses votes un texte concurrent, celui des refondateurs.

Ils vont tous dans le sens de la reconstitution, sous d'autres formes, d'un rassemblement de type « Front de gauche ». Claude Billard prend alors la parole pour expliquer son opposition à ces votes : « Dans le rassemblement politique, que je souhaite, on doit EXISTER [*il insiste sur le mot*]. Voilà. Rester nous-mêmes. Je persiste à penser que la démarche politique qui fait primer le rassemblement sur

¹ En juin 2011, les identitaires soutiennent la candidature d'André Chassaigne lors de la consultation interne pour la présidentielle de 2012. Le député du Puy-de-Dôme obtient 36,82 % des voix exprimées. L'orthodoxe Emmanuel Dang Tran totalise 4,07 % des bulletins exprimés. Jean-Luc Mélenchon arrive en tête des suffrages des adhérents (59,12 %) et devient le candidat du Front de gauche à cette élection.

² Nous reviendrons plus en détail sur le choix de candidature à l'élection présidentielle de 2017 dans le chapitre 7.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.66.

l'existence même du Parti, de son expression, pour un rassemblement en soi, c'est une démarche suicidaire pour le Parti. Suicidaire ».

L'autonomie électorale du PCF est donc reliée à une question existentielle : s'allier avec d'autres forces (PS ou FI) signifierait inévitablement pour les identitaires « se ranger derrière » elles et donc immanquablement disparaître à terme. La volonté d'affirmation de l'existence propre du PCF amène, logiquement, à l'abandon de la stratégie de Front de gauche – déjà largement effritée – et à la conduite d'une liste autonome à l'élection européenne de 2019. Elle s'exprime aussi par l'ambition de présenter un candidat communiste à l'élection présidentielle de 2022¹. Les identitaires réussissent finalement à mettre en pratique cette option pour 2022, en désignant leur nouveau secrétaire national Fabien Roussel pour représenter le PCF à l'élection-mère de la Cinquième République.

Les identitaires sont également orphelins d'un monde définitivement disparu : du bloc socialiste. Ils ont d'ailleurs réclamé et obtenu que soit fait « un bilan communiste de ce qu'a représenté l'Union soviétique pour sortir de la diabolisation construite contre nous par les porte-voix du capital »².

Un dernier trait caractéristique de cette tendance concerne son positionnement sur l'Union européenne. Originellement, elle milite en faveur d'une sortie de l'Union et de l'euro³ et attaque l'orientation prise par la direction nationale du PCF depuis le milieu des années 1990. Cette dernière peut être qualifiée d'altereuropéiste⁴ : en effet, le PCF plaide pour une réforme radicale de l'UE, permettant de fonder une « autre Europe » et notamment une Europe sociale. Elle est le fruit d'un changement effectué dans le cadre de la « mutation » et qui a permis aux communistes français de rentrer dans la coalition de gauche plurielle aux côtés de socialistes en 1997 et de participer au gouvernement Jospin⁵. Les identitaires répudient cette attitude euroconstructive et lui préfèrent donc un discours fondé sur la souveraineté nationale et populaire, tel qu'il fut formulé une

¹ *Ibid.*, p.77.

² *Ibid.*, pp.73-74.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016, p.69.

⁴ BERNIER Aurélien, *La gauche radicale et ses tabous. Pourquoi le Front de gauche échoue face au Front national*, Édition du Seuil, 2014, p.14.

⁵ *Ibid.*

dernière fois lors de la campagne en faveur du « non » au référendum sur le traité de Maastricht en septembre 1992. Dans *Le Manifeste* de 2018, ils sont plus nuancés, voire plus confus. Ils présentent dans leur texte les deux positions – à la fois la position altereuropéiste de refondation profonde de la construction européenne et la position du « frexit » privilégiant la nation comme champ de luttes – pour conclure qu'il ne leur est pas possible d'arbitrer entre ces deux pôles et qu'un débat doit être instruit au sein du Parti¹. La raison de cette indétermination réside dans le rassemblement, dépassant le cadre strict du courant identitaire, qui s'est construit autour du *Manifeste* et qui a permis sa victoire.

En effet, en plus des identitaires, le groupe des économistes communistes, des dirigeants ou adhérents qui faisaient partie de la tendance routinisée et des partisans de la traditionnelle union de la gauche ont soutenu *Le Manifeste*. Le symbole de cette alliance est André Chassaigne. Il fut alors chargé de présenter aux adhérents dans une courte vidéo le projet de base commune et expliqua que c'était pour lui « un engagement sans précédent », mais que « c'était l'existence même du Parti qui était menacée »². Bien évidemment, ce qui soude les initiateurs et signataires du *Manifeste* est le désir de « sortir le PCF de la spirale du déclin et de l'effacement »³. Mais, pour les identitaires, il s'agit bien de « leur » victoire, après « une période de plus de vingt ans de résistance »⁴ à la « mutation », une victoire qu'ils espèrent transformer en rupture dans l'histoire récente du PCF, ouvrant la voie à un retour aux fondamentaux. Il est vrai, cependant, que ce succès repose sur un paradoxe : la tendance identitaire l'emporte en présentant un texte alternatif à celui de la direction nationale, alors même qu'elle s'était positionnée contre les changements statutaires permettant justement de garantir le pluralisme interne via ce mécanisme de dépôt de multiples bases communes et qu'elle juge avec amertume

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.75.

² CHASSAIGNE André, « Vidéo de présentation du texte "Pour un Manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle" », 1^{er} octobre 2018 [en ligne].

<<https://www.youtube.com/watch?v=guXRCF9HY5w>>, consulté le 24 décembre 2020.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.64.

⁴ MEYER Jean-Pierre, « Le 38^{ème} congrès n'a pas tout réglé – Retour sur les statuts », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 13 janvier 2019 [en ligne].

<<https://lepcf.fr/Le-38eme-Congres-n-a-pas-tout-regle-Retour-sur-les-statuts>>, consulté le 24 décembre 2020.

la disparition du centralisme démocratique¹.

4.2.3. *Les orthodoxes*

Les orthodoxes représentent un deuxième courant au sein des « restaurateurs ». Cette tendance se situe sur la même lignée que les identitaires, mais adopte une tonalité plus dogmatique. Elle se trouve également dans une position plus isolée : son texte alternatif recueille 6,86 % des suffrages militants en 2016 et 7,91 % en 2018. Elle a comme points d'appui les fédérations de la Haute-Saône (75,93 % en 2016), de l'Aisne (59,13 % en 2018) et du Tarn (37,88 % en 2018), ainsi que la section du 15^{ème} arrondissement de Paris, où milite son principal dirigeant, Emmanuel Dang Tran. Le site « Vive le Parti communiste français ! », ainsi que des *Cahiers communistes*, permettent de relier nationalement ses militants dispersés sur le territoire. Alors que chez les identitaires le retour en arrière ne semble pas daté de manière précise, pour les orthodoxes cela est bien plus clair : il s'agit, ni plus ni moins, de revenir aux racines même du PCF et de renouer avec une organisation révolutionnaire et marxiste-léniniste, née en 1920.

« La différence entre réformisme et révolution est toujours fondamentale. En 1920, nos glorieux aînés faisaient le choix, longuement débattu, d'adopter les 21 conditions de l'adhésion à l'Internationale communiste. Certaines sont devenues obsolètes. Mais remettre, encore et toujours, en débat, celles qui sont essentielles et d'actualité est notre préoccupation première de communistes, au XXI^e siècle »².

Afin de faire renaître les pratiques et traditions anciennes, les « reconstructeurs »,

¹ Dans son projet de base commune du congrès de 2016 intitulé *Unir les communistes. Le défi renouvelé du parti communiste !* était noté : « La démocratie est en panne, et avec elle, l'action. Il faut réinventer une forme de démocratie efficace, qui était l'objectif du centralisme démocratique » (PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.72).

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.97.

comme ils s'auto-désignent¹, entendent, à l'instar des identitaires, rompre « avec 25 ans de stratégie de mutation-effacement-liquidation »² et enterrer les « théories révisionnistes de la "visée communiste" et du "dépassement du capitalisme" inventées sous Hue »³. Ils déplorent la fin de la centralité de la lutte des classes dans l'analyse du PCF, remplacée par un « galimatias réformiste »⁴, axé sur les questions de société et sur une rhétorique des droits. Ils comparent ce changement théorique au processus de refondation du PCI entre novembre 1989 et janvier 1991, mené par le secrétaire général Achille Occhetto, ayant conduit à la dissolution du parti frère⁵. Pour éviter que le PCF ne subisse le même sort que le PCI, le premier doit absolument se repositionner en sortant de la « gauche institutionnelle », abandonner le primat accordé aux élections et réinvestir les luttes du monde du travail. C'est seulement ainsi, pour les orthodoxes, qu'il pourra redevenir le parti de la classe ouvrière.

Pour rendre crédible son projet, cette tendance prend pour modèle les partis ayant maintenu une identité communiste orthodoxe, et notamment le KKE et le PCP, mais également des organisations plus marginales dans leur pays comme le Parti communiste luxembourgeois (PCL) et le Parti communiste allemand (DKP). À ce titre, elle veut que le PCF se retire du PGE, auquel il a adhéré en 2004, et envisage, à l'inverse, de renforcer la présence de son parti dans les réseaux européens et internationaux des parti communistes et ouvriers de tendance orthodoxe, créés et impulsés par le KKE : le réseau Solidnet, auquel participe le PCF, et l'Initiative des partis communistes et ouvriers (INITIATIVE), de laquelle il n'est pas membre. Le rêve, certainement irréaliste, de reconstruction d'une Internationale communiste se combine donc au rejet du PGE considéré comme une structure défendant la construction européenne et même perçue comme anticomuniste, accusée de soutenir ses membres contre des partis communistes locaux : au Portugal, contre le PCP, le Bloc de gauche (BE) ; en Grèce, contre le KKE, Syriza qui « au pouvoir, relaie et applique les diktats antisociaux de l'UE

¹ « Nous revendiquons d'être identifiés nationalement comme « RECONSTRUCTEURS » dans le PCF (maintenant qu'une expérience complètement différente portant ce nom est tombée dans l'oubli) » (PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.94).

² *Ibid.*, p.89.

³ *Ibid.*, p.91.

⁴ *Ibid.*, p.94.

⁵ DANG TRAN Emmanuel, « Préface », in LIGUORI Guido, *op.cit.*, p.13.

et de la BCE »¹.

Sur le plan électoral, les orthodoxes partagent avec les identitaires la nécessaire autonomie du PCF à toutes les échéances, stratégie synthétisée dans la formule « ni Parti socialiste, ni Front de gauche : communistes ! »². Jean-Luc Mélenchon et la FI sont fustigés dans des termes encore plus durs que chez les identitaires :

« Il [Mélenchon] pousse à l'outrance sa dérive personnelle, populiste, bonapartiste, teintée de chauvinisme, dénigrant la forme parti et niant la lutte des classes (la révolution par les urnes par le vote pour lui-même). Les travailleurs n'ont rien à faire de ces hommes ou femmes providentiels, même des plus présentables »³.

Emmanuel Dang Tran et ses amis attachent, en outre, une place importante aux symboles et rituels, en célébrant les différentes dates clés de l'histoire communiste : centième anniversaire de la révolution d'Octobre et du congrès de Tours, bicentenaire de la naissance de Marx... Ils ne peuvent s'empêcher de citer dans leurs textes les « classiques » du communisme. Comme toutes les tendances, Marx est bien sûr valorisé, même si, chez les orthodoxes, est privilégié le Marx mettant en évidence le rôle historique de la classe ouvrière⁴. Mais, contrairement aux autres groupes internes, Lénine est également régulièrement cité (« L'impérialisme, stade suprême du capitalisme »⁵) ou encore Maurice Thorez⁶ et sa thèse de la paupérisation de la classe ouvrière.

Une certaine course à la « pureté révolutionnaire » semble s'être instaurée entre les deux groupes, remportée pour l'instant, aux yeux des militants, par le réseau Dang Tran. Notre enquête de terrain a permis même de dévoiler les représentations que de nombreux adhérents ont construites autour de cette sensibilité et de son caractère intransigeant, perçue comme étant en décalage avec l'évolution de la société, voire avec l'évolution de leur propre parti :

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.82.

² *Ibid.*, p.79.

³ *Ibid.*, p.78.

⁴ *Ibid.*, p.90.

⁵ *Ibid.*, p.80.

⁶ *Ibid.*

En avril 2016, une réunion de section se tient à Chalette-sur-Loing avec comme objet la présentation des cinq textes soumis au vote des communistes. Ces derniers ont reçu une copieuse brochure de près de cent pages avec l'ensemble de ces propositions, complété par un mode d'emploi sur le processus de congrès. Pour permettre à un maximum de communistes de prendre position et voter sans avoir lu l'intégralité des projets de base commune, les textes sont résumés en début de brochure, en une page environ chacun. La réunion est donc principalement consacrée à la lecture de ces résumés, suivie d'un débat. Éric P. est volontaire pour lire à haute voix les synthèses. Il s'attelle à sa tâche de manière appliquée, restant imperturbable, malgré son désaccord face aux mots qu'il lit (Éric soutient le texte des refondateurs *L'ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen*). Mais à la lecture du texte *Reconstruire le parti de classe* des orthodoxes, Bruno B. rigole et glisse : « c'est un tract de Lutte ouvrière là, non ? ».

Il est vrai que certaines positions sont très polémiques, même pour un communiste du XXI^e siècle, comme celle par exemple concernant le régime politique : « communistes, nous ne sommes pas du tout des partisans de la démocratie bourgeoise »¹. D'ailleurs, le réseau « Vive le PCF » cultive cette image de fermeté, en étiquetant son concurrent identitaire comme « opportuniste » et en qualifiant *Le Manifeste* de « "texte direction-bis" » reprenant « les thèses les plus réformistes »². De son côté, « Faire vivre et renforcer le PCF » reproche aux membres de la sensibilité adverse de jouer le rôle « d'idiots utiles pour la direction »³.

¹ *Ibid.*, p.87.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.91.

³ POLY Hervé, « Nous devons et pouvons être candidats de rupture avec l'insupportable, c'est notre utilité. Rencontre nationale du réseau du 7 janvier », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 11 janvier 2017 [en ligne].

<<http://lepcf.fr/Renion-du-7-janvier-intervention-d-Herve-Poly>>, consulté le 12 septembre 2018.

4.2.3. Les refondateurs

Le paysage éclaté du PCF contemporain est complété par la tendance renouvelée des refondateurs. En mai 2016, son texte intitulé *L'ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen* recueille 23,68 % des suffrages militants, contre 11,95 % en octobre 2018 pour sa motion *Pour un printemps du communisme, se réinventer ou disparaître*. Ce courant vise principalement à élargir le vote communiste, en s'adressant à l'espace politique de la gauche radicale. Ses partisans ont été marqués par des événements fondateurs qui ont démontré que « la gauche [...] ne pourra trouver un nouveau souffle que si elle a pour moteur une force de gauche radicalement transformatrice et antilibérale »¹ : la victoire du « non » au référendum constitutionnel européen, l'expérience manquée des collectifs antilibéraux, le Front de gauche surtout. La campagne présidentielle dynamique de Jean-Luc Mélenchon en 2012 et son score alors exceptionnel pour une alliance de partis de gauche alternative (11,11 % des suffrages exprimés) font office de référence pour poursuivre cette logique de construction d'un pôle à la gauche de la social-démocratie. La présidentielle de 2017, où le leader de la FI récolte plus sept millions de voix (19,58 % des exprimés), est elle aussi citée, même si les relations dégradées entre les différentes forces n'ont pas permis un réel rassemblement unitaire. Le cadre commun du Front de gauche a, en effet, fini par exploser. Les communistes ont alors seulement apporté leur soutien à Jean-Luc Mélenchon, en menant une « campagne autonome ». Pour les législatives, dans la grande majorité des circonscriptions, des candidats insoumis et communistes se sont affrontés. Mais, malgré ces difficultés, les refondateurs poursuivent après 2017 dans cette voie stratégique, qui se couple également à l'opposition envers des accord électoraux avec le PS². Ce rejet d'une alliance avec la social-démocratie et, au contraire, la volonté de constitution d'un regroupement à la gauche de celle-ci, ont été au cœur de la campagne interne des refondateurs tant au congrès de 2016 qu'à celui de 2018 pour gagner l'adhésion des communistes sur leur texte.

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.49.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.52.

Dans le cadre de l'université d'été du PCF à Angers, le dimanche 26 août 2018, une conférence est organisée dans le but de présenter les textes soumis au vote des communistes. Elsa Faucillon résume alors le texte *Pour un printemps du communisme, se réinventer ou disparaître*. Elle affirme alors : « Quelques mots sur le rassemblement de la gauche et des forces antilibérales. Moi, j'ai adhéré tout de suite après 2005 au parti communiste, après cette belle bataille, pour le coup révolutionnaire, contre le TCE [traité constitutionnel européen]. Des forces antilibérales avaient décidé de se mettre à égalité. Le parti communiste avait contribué à cette bataille et on a gagné. Sur cette longue période 2005-2018, on a des avancées, des ruptures, des moments compliqués, des moments où on avance. On est dans un moment dur. Mais avec un potentiel important parce qu'en 2017 il s'est passé quelque chose d'important. C'est un curseur qui a changé à gauche. Un curseur plus antilibéral. Mais une gauche en mauvais état. Je ne vois pas aujourd'hui, alors que la social-démocratie partout en Europe est en submersion, ce qui amènerait le parti communiste à changer d'axe stratégique aujourd'hui. Nous proposons dans notre texte un front commun de ces forces qui garantisse à chacune d'elles, dans le respect d'un socle commun, une entière liberté d'action et qui permette le libre engagement des citoyennes et des citoyens ».

La proposition d'alliance des organisations de la gauche radicale n'est à proprement parler pas une nouveauté, même si elle prend, selon les périodes, des formes et noms différents. Dès le milieu des années 1990, elle apparaît chez la mouvance des refondateurs sous la dénomination « pôle de radicalité », proposition portée par Guy Hermier et Roger Martelli¹. Il s'agit alors de regrouper la sensibilité radicale, qui comprend à la fois des partis politiques – PCF, Mouvement des citoyens (MDC), les Verts, la LCR, la CAP –, des organisations syndicales et des associations – par exemple, AC!, Droit au Logement (DAL), ATD Quart-Monde, Ras l'front,...² – sous un même parapluie. Les citoyens sont aussi invités à participer à ce mouvement. En sortant du

¹ SANTAMARIA Yves, *op.cit.*

² HERMIER Guy, « Pour 1998, rendre la politique aux citoyens », *L'Humanité*, vendredi 25 octobre 1996 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/node/142719>>, consulté le 20 décembre 2020.

tête-à-tête classique entre le PS et le PCF issu de la traditionnelle stratégie d'union de la gauche, l'objectif de ce type de rassemblement est de remettre en cause la toute-puissance de la social-démocratie sur la gauche, en rééquilibrant le rapport de force en faveur de la gauche radicale¹. Pour la présidentielle de 1995, les refondateurs tenteront de faire triompher l'option du pôle de radicalité en interne² ; en vain, puisque le candidat désigné par les communistes sera le secrétaire national Robert Hue (8,64 % des suffrages exprimés). Les grèves de l'automne 1995 contre le plan Juppé sur les retraites et la Sécurité sociale relancent, néanmoins, cette perspective, avec l'ambition de trouver un prolongement politique au mouvement social. L'élection législative partielle de la dixième circonscription des Bouches-du-Rhône d'octobre 1996 permet de concrétiser pour la première fois dans la pratique le pôle de radicalité. Roger Meï, candidat et maire communiste de Gardanne, est alors soutenu par le MDC, la CAP, la LCR, les Verts et l'Alternative rouge et verte (AREV) et fait face au candidat de la gauche sociale-démocrate Bernard Kouchner³, qui reçoit l'appui du PS et des radicaux-socialistes. Les résultats semblent donner raison aux refondateurs. Roger Meï se qualifie pour le second tour avec 37,9 % des suffrages exprimés (contre 13,3 % pour Kouchner) et remporte l'élection contre le candidat FN avec 60,3 % des voix⁴. Les débats du 29^{ème} congrès de décembre 1996, ainsi que la perspective d'une victoire de la gauche aux élections législatives de 1998, donnent une nouvelle occasion de mettre en discussion l'optique du rassemblement de la « petite gauche ». Roger Martelli écrit alors :

« La radicalité a besoin de cette mise en commun des projets. Ses canaux sont multiples : communisme, féminisme, écologie, christianisme social, tiers-

¹ VIROT Pascal, « La gauche piquée de "radicalité". L'idée d'un "pôle" à la gauche du PS se heurte au scepticisme des intéressés », *Libération*, 4 novembre 1996 [en ligne].

<https://www.liberation.fr/francearchive/1996/11/04/la-gauche-piquee-de-radicalite-l-idee-d-un-pole-a-la-gauche-du-ps-seheurte-au-scepticisme-des-inter_189445>, consulté le 20 décembre 2020.

² HINCKER François, « Le PCF devant l'élection présidentielle » in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de crise*, Presses de Sciences Po, 1995, p.50.

³ CHEMIN Ariane et NOBLECOURT Michel, « L'élection législative partielle de Gardanne attise les processus de recomposition à gauche », *Le Monde*, 11 octobre 1996 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/archives/article/1996/10/11/l-election-legislative-partielle-de-gardanne-attise-les-processus-de-recomposition-agauche_3749294_1819218.html>, consulté le 20 décembre 2020.

⁴ VILLE DE GARDANNE, « Législative partielle 1996 », 21 février 2005 [en ligne].

<<https://www.ville-gardanne.fr/Legislativ-partielle-1996>>, consulté le 20 décembre 2020.

mondisme, et bien d'autres encore. [...]

« Je crois toujours à la nécessité et aux vertus d'une démarche politique irriguée par une visée communiste. Mais je ne pense plus que le communisme puisse à lui seul recouvrir le champ entier de la radicalité contemporaine. Celle-ci n'a donc d'avenir concevable que si elle reste diverse. À condition toutefois que la diversité ne tourne pas à l'éparpillement »¹.

Bien entendu, le PCF se ralliera après les élections législatives de mai-juin 1997 au PS et participera au gouvernement de gauche plurielle de Lionel Jospin. Mais, il n'empêche que cette quête de construction d'un pôle de radicalité au milieu des années 1990 reste un moment fondateur dans la démarche stratégique d'union de la gauche antilibérale, dont les ingrédients théoriques seront repris près de quinze ans plus tard dans le Front de gauche : alliance plurielle de forces politiques, syndicales, associatives, citoyennes de la gauche alternative ; respect de la diversité des sensibilités et des fonctions, « chacun jou[ant] son rôle, sans abdiquer sa personnalité »² ; intervention citoyenne pour empêcher l'enfermement dans une simple négociation entre organisations ; tentative de contestation à la social-démocratie de l'hégémonie à gauche ; rôle possible du PCF pour impulser la convergence de ces forces diverses. La seule différence notable entre le Front de gauche et le pôle de radicalité réside dans la plus grande méfiance envers le PS formulé dans le cadre du premier. Ainsi, alors qu'en 1996 Roger Martelli soulignait que « les deux sensibilités, de pente "sociale-démocrate" ou "radicale", ne sont pas opposées ; elles doivent apprendre à travailler ensemble »³, ce qui peut donc permettre d'ouvrir la voie à gouverner ensemble, le changement de ton est notable du temps du Front de gauche. Après la victoire de François Hollande à la présidentielle de 2012, le Front de gauche refuse de participer au gouvernement. Sa lettre

¹ MARTELLI Roger, « Un an après le mouvement de décembre, plaidoyer pour la création d'un "pôle" d'action populaire à gauche de l'échiquier politique. Pour une nouvelle radicalité », *Libération*, 21 novembre 1996 [en ligne].

<https://www.liberation.fr/tribune/1996/11/21/unan-apres-le-mouvement-de-decembre-plaidoyer-pour-la-creation-d-un-pole-d-actionpopulaire-a-gauch_187845>, consulté le 20 décembre 2020.

² HERMIER Guy, *op.cit.*

³ MARTELLI Roger, *op.cit.*, 1996.

stratégique, validée en janvier 2013 par les neuf organisations politiques¹ qui le composent alors, assène :

« Aujourd'hui le gouvernement applique une politique sociale libérale assumée. Elle est marquée par la soumission aux logiques du capitalisme financiarisé, le refus d'engager la bataille avec la finance et de reprendre au capital la part des richesses qu'il ne cesse d'amasser au détriment de la collectivité »².

Les refondateurs se sont pleinement retrouvés dans la démarche du Front de gauche, engagée à partir des élections européennes de 2009 sur la base d'un accord entre le PCF et le PG. Et quand le Front de gauche éclate à l'approche des échéances électorales de 2017, ils ne se résignent pas. Au niveau de la section d'Amilly-Chalette, majoritairement acquise à ce courant, l'intention de ne pas baisser les bras, de poursuivre l'expérience du Front de gauche, domine chez les militants :

En octobre 2018, après le vote de la base commune du congrès, une discussion s'engage à la section d'Amilly-Chalette au cours d'une réunion. Le texte porté par les refondateurs, intitulé *Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme*, arrive largement en tête des votes de la section (49 % des voix), ce qui place celle-ci dans une situation singulière au sein de la fédération du Loiret (où ce texte n'atteint que 17,06 %). Malgré cette position minoritaire, le secrétaire de section Bruno B. donne le ton dans son introduction aux débats : « nous, on n'abandonne pas le combat pour le Front de gauche ».

Orphelins du Front de gauche, les tenants de ce courant souhaitent désormais mettre en place « un Front commun », c'est-à-dire un « espace politique de bouillonnement des partis, mouvements, citoyen·ne·s, intellectuel·le·s, artistes, personnalités au service de la mobilisation populaire »³.

¹ Il s'agit du PCF, du PG, de GU, de la FASE, du Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), de R&S, de Convergences et Alternative (C&A), de la Gauche anticapitaliste (GA) et des Alternatifs.

² FRONT DE GAUCHE, « Lettre stratégique du Front de gauche », 25 janvier 2013, p.4.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.5.

« Il nous faut travailler au rassemblement des forces antilibérales afin de leur donner un poids politique suffisant. Mais il faut aller au-delà du Front de gauche. Dans le respect d'un socle commun, un tel rassemblement doit garantir à chacune de ces forces la complète liberté de ses propres combats – pour nous, porter l'ambition communiste – et contribuer ainsi à la dynamique générale. C'est ce que nous appelons un "Front Commun" »¹.

La tendance des refondateurs est, toutefois, marquée par une ambiguïté majeure, découlant de cette ambition de dépasser l'espace strict du communisme pour s'étendre dans la sphère – plus large, mais plus diluée – de la gauche radicale. Il n'est pas clair si elle veut rénover et redynamiser le communisme dans ce rassemblement plus vaste ou si elle projette de fondre le communisme dans un nouveau parti, à l'image de ce qui s'est fait en Allemagne avec Die Linke ou en Grèce avec Syriza. Autrement dit, œuvre-t-elle pour un néo-communisme ou un post-communisme ? La question peut légitimement être posée et transparaît dans les débats qui ont traversé le PCF et les autres organisations membres du Front de gauche quant à l'état et l'évolution de ce dernier. Ainsi, les refondateurs ont alors regretté le fait que le Front de gauche en soit resté au stade de « cartel d'organisations » ; pour eux, les partis composant la coalition n'ont pas su – ou pas voulu – y intégrer des citoyens qui ne se reconnaissaient dans aucun d'entre eux en particulier, mais étaient attachés à la dynamique générale du Front de gauche. Pour mettre fin à cet état de fait, ils ont proposé « le principe d'adhésion directe au Front de gauche »^{2 3}, idée reprise par la base militante communiste acquise à cette mouvance, comme à Chalette-sur-Loing :

Le bureau de la section d'Amilly-Chalette du 11 octobre 2016 fait le bilan de la réunion publique du 6 octobre. Les sections PCF du Montargois étaient à

¹ *Ibid.*, p.38.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.47.

³ D'autres personnalités du Front de gauche ont milité également pour le principe d'adhésion directe au Front de gauche. Par exemple, Clémentine Autain, membre de la FASE, puis porte-parole d'Ensemble !, propose cette innovation dès la présidentielle de 2012. Voir ZAPPI Sylvia « Clémentine Autain : "Nous nous battons pour donner le 'la' à gauche" », *Le Monde*, 20 mars 2012 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/20/clementine-autain-nous-nous-battons-pour-donner-le-la-a-gauche_1672810_1471069.html>, consulté le 27 décembre 2020.

l'initiative de cette réunion qui s'est tenue à Chalette-sur-Loing. Selon l'invitation qu'elles avaient adressée [*annexe n°7*] « aux responsables associatifs et syndicaux, aux élus de gauche », l'objet du 6 octobre était de contribuer au rassemblement de « toutes les forces de la gauche de transformation sociale et écologiste » en vue des élections présidentielle et législatives de 2017. Mais, plus largement, les « citoyennes et citoyens de gauche, organisés ou non » étaient appelés à y participer. Dans la pratique, 120 personnes se réunissent dans une salle municipale ce jour-là, principalement des militants communistes, mais aussi des adhérents du PG, d'EELV et d'Ensemble !, quelques syndicalistes et responsables associatifs et des personnes sans attaches organisationnelles particulières. Quelques-unes d'entre elles rejoindront la FI les semaines suivantes. À la réunion du bureau, Chantal C. revient sur la rencontre du 6 octobre : « On a soulevé à plusieurs reprises la question des adhésions directes au Front de gauche. On aurait eu alors des gens qui auraient pu militer, sans adhérer au PCF, car ils ne se sentent pas forcément communistes, mais se reconnaissent dans le Front de gauche. Ça aurait permis une mobilisation plus large, plus large que celle que peut faire le Parti seul. Et en même temps, ça aurait permis de revitaliser le Parti. Avec les adhésions directes, on aurait pu faire venir à nous des gens comme ceux de la réunion du 6 octobre. Par exemple, la journaliste qui a pris la parole, au chômage depuis dix ans, aurait pu adhérer au Front de gauche ». La journaliste en question, Françoise C., militera finalement à la FI. Elle sera candidate suppléante sur la troisième circonscription voisine du Loiret pour les législatives de juin 2017, puis de nouveau suppléante avec un candidat titulaire communiste sur la quatrième circonscription pour la partielle de mars 2018.

La revendication des adhésions directes au Front de gauche témoigne de l'ambivalence des refondateurs quant à leur positionnement sur l'avenir du PCF. Elle est utilisée par les autres courants du PCF, et notamment par les restaurateurs, pour attaquer les refondateurs, pour les cataloguer et les mettre dans la case « liquidateurs ». Selon les premiers, accepter que l'on puisse adhérer directement au Front de gauche reviendrait à transformer celui-ci en parti politique et, dans ce cadre-là, le PCF en serait réduit en

simple tendance de cette nouvelle structure politique, « une nouvelle formation sociale-démocrate » associant « dans la confusion [...] réformistes et révolutionnaires »¹.

Une autre proposition de la mouvance post-(ou néo)communiste est fortement décriée en interne : celle d'ouvrir le Parti, perçu comme une organisation fermée, aux citoyens non adhérents ; en d'autres termes, de permettre à ces derniers de participer à des actions politiques avec les communistes dans le cadre des sections et de prendre des décisions quant à ces actions, sans avoir pour autant leur carte². Pour les identitaires et orthodoxes, c'est là aussi un nouvel indice de la volonté, plus ou moins dissimulée, des refondateurs de liquider le PCF, de le métamorphoser en « autre chose ». Cet « autre chose » est parfois évoquée par les militants proches du courant refondateur :

Le 23 janvier 2017 se tient une conférence de presse dans les locaux de la section d'Amilly-Chalette destinée à présenter les candidats communistes à l'élection législative. À la fin de la conférence, une discussion s'engage entre quelques militants communistes, où est notamment évoquée la primaire socialiste pour l'élection présidentielle dont le premier tour s'est déroulé la veille.

Bruno B. : « C'est la fin du PS. Macron est aujourd'hui le meilleur représentant de la social-démocratie. Ça va faire des orphelins. Il y a des gens qui sont attachés culturellement au PS. C'est même un attachement, presque maternel, familial au PS. Depuis 40 ans, c'est Solférino... C'est Solférino pour de nombreux militants et électeurs, attachés et honnêtes. Et là, ils vont se trouver orphelins ».

Franck Demaumont : « Comme nous, avec le Parti. Nous sommes orphelins du Parti ».

Un autre adhérent : « Ces orphelins socialistes, on aurait pu les attirer si on avait encore le Front de gauche aujourd'hui. Ces électeurs et militants, on aurait pu les faire venir à nous ».

Franck Demaumont : « Le Front de gauche avait été justement créé pour être prêts aux circonstances que nous vivons. Quand le PS arriverait au pouvoir et se casserait la gueule car il appliquerait une politique néolibérale et d'austérité. Et on

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.66.

²*Ibid.*, p.56.

détruit le Front de gauche le moment arrivé ! Le Parti a été le moteur du Front de gauche et il porte une responsabilité dans sa mort avec ses alliances avec le PS ».

Bruno B. : « Oui, on a fait des *conneries*, des erreurs. On n'a pas changé le Parti au nom de l'Histoire. La Résistance, le Parti des fusillés... Et des camarades sont très attachés à cette Histoire. Regardez Marcelle, par exemple [Marcelle B., née en 1932, adhérente au PCF depuis 1952, adhérente en 1945 à l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), dénomination alors des jeunesses communistes]. Il y a des comportements identitaires de la part de ces camarades et ils rejettent le Front de gauche. Pour Marcelle et pour les autres, c'est le Parti avant tout, l'attachement à ce Parti qui représente un combat de toute une vie. On a fait des erreurs... Et notamment, on n'a pas évolué. On aurait pu évoluer en Front de gauche ».

La dispute, qui parcourt le PCF sur cette « autre chose » et qui divise notamment refondateurs et restaurateurs, peut être résumée par la formule « Berlin ou Bologne ». D'un côté, les refondateurs prennent pour modèle l'Allemagne. Die Linke a réussi en 2007 à associer des ex-communistes et des socialistes en rupture de ban avec le SPD. De l'autre côté, les restaurateurs non seulement rejettent la notion même de gauche radicale, mais craignent également que s'inspirer d'une trajectoire à l'allemande ne conduise à un scénario à l'italienne. En ce sens, transformer le PCF en le fondant dans « un mouvement "alter" »¹ plus large, c'est prendre le risque de le dissoudre et de faire disparaître toute expression communiste, voire de gauche, de la scène politique française. Les identitaires et les orthodoxes redoutent donc une liquidation du PCF sur l'exemple du PCI. En 1989, le PCI prend le tournant de Bologne et décide de se transformer en « chose » selon la formule d'Achille Occhetto. Il fait sa mue en acceptant les principes de l'économie de marché, se dilue ensuite dans une organisation sociale-démocrate, puis centriste (le PD regroupant d'anciens communistes et d'anciens chrétiens-démocrates). Ceux qui refusent « la chose » fondent en 1991 le Parti de la

¹ PAM, « Oui, les communistes ont la liberté de décider d'une orientation », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 29 octobre 2018 [en ligne].

<<https://lepcf.fr/Oui-les-communistes-ont-la-liberte-de-decider-d-une-reorientation>>, consulté le 28 décembre 2020.

refondation communiste (PRC). Mais force est de constater qu'aujourd'hui le communisme est totalement effacé de la scène politique italienne. Aux élections générales de mars 2018, la coalition Pouvoir au peuple ! (PaP), à laquelle participent des formations communistes, ne recueille qu'environ 1 % des suffrages, ne parvenant à faire élire aucun député ni sénateur.

Les restaurateurs résistent donc « au nom de l'Histoire » à la transformation proposée par les refondateurs. Ils le font aussi au nom de l'attachement à une conception classique du parti communiste, censé être le représentant de la classe ouvrière et imprégné par le marxisme – voire par le marxisme-léninisme. Enfin, ils refusent la transformation pour conjurer le sort de la disparition. Leur message est clair : il faut continuer à tracer le chemin du PCF. Et ceux qui ne le souhaitent pas ou qui n'y travaillent pas devraient quitter le Parti, comme l'exigent en 2018 les orthodoxes :

« Un troisième texte, issu d'un autre groupe dirigeant, dont les "refondateurs" et certains idéologues de la Mutation, affiche son attirance pour la FI et sa volonté d'un dépassement de la forme parti en général et d'une disparition maîtrisée du PCF en particulier. Dans leur clarté, ces poissons-pilotes de la liquidation devraient avoir l'honnêteté de quitter le PCF et de laisser ceux qui veulent le continuer ».¹

L'accusation de « liquidation » adressée aux refondateurs est relativement ancienne. Dès les premiers craquements de la fin des années 1970², puis après la fin de la participation des communistes au gouvernement Mauroy en 1984³, les courants contestant la ligne de la direction nationale sont, dès cette époque, discrédités en utilisant ce qualificatif⁴ et en étant considérés comme des entreprises téléguidées par les socialistes et par la « bourgeoisie ». La crise du Front de gauche à partir de 2016 et le débat interne au PCF sur le choix de candidature pour la présidentielle de 2017 relancent,

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.92.

² BAUDOUIN Jean, *op.cit.*, 1980.

³ AZAM Nicolas, *op.cit.*

⁴ En 1984, Georges Marchais livre à René Piquet, membre du Bureau politique : « N'y a-t-il pas une tentative de "liquider" le Parti ? Un complot plus ou moins organisé par Mitterrand, avec certains des nôtres, pour nous faire disparaître ? [...] Crois-moi, il faut appeler les choses par leur nom et battre ce courant "social-démocrate" » in PIQUET René, *Le soleil s'attarde comme une récompense*, Le Temps des Cerises, 2007, p.169 cité par PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2009, p.149.

sous d'autres formes, cette attaque contre les refondateurs. Au cours de notre enquête de terrain, nous avons pu entendre ce type de reproche formulé par les militants restaurateurs à l'encontre des militants refondateurs :

Le conseil départemental du PCF du Loiret du 25 octobre 2016 a pour ordre du jour la préparation de l'élection présidentielle à venir. Le secrétaire départemental Mathieu Gallois expose dans son rapport introductif la situation dans laquelle se trouvent les communistes quant à cette échéance électorale : « La démarche validée par notre dernier congrès reposait sur une candidature de rassemblement de la gauche qui veut une alternative à la politique du clan Hollande-Valls. Elle a échoué pour différentes raisons : Jean-Luc Mélenchon a refusé ; Europe Écologie Les Verts sont en train d'organiser leur primaire ; les frondeurs participeront finalement à la primaire socialiste ; l'extrême-gauche présente ses candidats. Deux possibilités s'ouvrent à nous aujourd'hui : appeler à voter Mélenchon ou présenter un candidat issu de nos rangs. Quelle que soit l'option qui l'emportera après le vote des adhérents, nous poursuivrons jusqu'au bout notre démarche de rassemblement. Nous devons également rapidement lancer dans les six circonscriptions du département nos campagnes pour les élections législatives. Nous avons des propositions locales à porter pour ces élections : la défense de l'emploi et le développement économique, le soutien aux services publics de proximité, la lutte contre la désertification médicale... Concernant notre choix pour l'élection présidentielle, chacune des deux options a ses avantages et ses inconvénients. Décider d'une candidature communiste permet bien sûr de porter pleinement et entièrement notre projet politique, ce qui n'est pas le cas avec une candidature qui n'est pas issue de nos rangs. Quant aux inconvénients, le risque financier existe si notre candidat n'atteint pas les 5 % des suffrages exprimés et ne bénéficie donc pas du remboursement public. Politiquement, une candidature communiste ajoutera de la division à la division. Pour ce qui est de l'autre option, la candidature de Jean-Luc Mélenchon porte une grande partie des propositions de la gauche alternative à l'austérité. Mais, il nous faut prendre en compte l'objectif politique de la France insoumise : rien ne nous dit que cet objectif n'est pas la liquidation du

Parti. De plus, il nous faudra pendre toutes les initiatives pour pousser Mélenchon à un accord sur le programme et pour les législatives ».

Au cours du mois de novembre 2016, chaque jeudi soir, les réunions de la section d'Amilly-Chalette sont presque entièrement destinées à instruire le débat sur la présidentielle, en vue du vote interne qui doit se tenir à la fin du mois. Deux options restent sur la table. Option 1 : les communistes appellent à voter pour Jean-Luc Mélenchon, en conservant leur autonomie. Option 2 : les communistes décident de présenter une candidature issue de leurs rangs.

Le secrétaire de section Bruno B., signataire au 36^{ème} congrès du texte porté par les refondateurs, répète à chaque réunion un argumentaire similaire, qui se résume à une même formule : « Je soutiens Mélenchon. Mais je suis communiste. C'est une question d'efficacité politique ». Ce « je suis communiste » se rattache certes à son ancienneté dans l'organisation (depuis 1982), mais a également pour but de donner des gages de fidélité aux militants proches des autres tendances, ceux qui accusent les refondateurs d'être des liquidateurs. « Je suis communiste » signifie ici : « les camarades, vous me connaissez très bien, depuis des années, depuis des décennies. Cela fait bien longtemps que j'ai fait mes preuves. Je ne suis pas une menace. Ce n'est pas moi qui vais liquider le Parti ».

Et pourtant, plusieurs mois après, à la fin d'une réunion du collectif électoral du 7 mars 2017, Bruno Nottin, militant proche de la ligne identitaire, s'adresse à Bruno B., en se référant à la tribune publiée dans *Le Monde* par l'ancien refondateur et président de Plaine Commune Patrick Braouezec. Ce dernier appelle à voter Emmanuel Macron dès le premier tour de la présidentielle (mais pour les candidats présentés par le PCF ou le Front de gauche aux législatives de juin)¹. Bruno N. s'exclame : « Voilà ce que ça donne les refondateurs. Ça se rallie à Macron ! Moi je les ai toujours combattus. Les refondateurs, comme Robert Hue, veulent liquider

¹ BRAOUEZEC Patrick, « Je voterai pour Emmanuel Macron », *Le Monde*, 7 mars 2017 [en ligne]. <https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/03/07/patrick-braouezec-je-voterai-pour-emmanuel-macron_5090214_3232.html>, consulté le 28 décembre 2020.

le Parti. Le transformer en parti social-démocrate, voire en parti de centre, en parti démocrate ».

En résumé, les refondateurs ne semblent pas vouloir aller au bout de la démarche consistant à transformer le PCF en « autre chose ». Très certainement, parce que prendre clairement position en ce sens de manière explicite serait très vigoureusement désapprouvé par la plupart des adhérents communistes. Au demeurant, dès 1996, Daniel Bensaïd se permettait de répondre à la contribution de Guy Hermier pour le 29^{ème} congrès du PCF, en s'appuyant clairement sur ce point précis. Si le dirigeant de la LCR se trouvait globalement en accord avec la proposition de constituer un « pôle de radicalité » développée par le député des Bouches-du-Rhône, il lui reprochait de ne pas aller plus loin qu'un simple « rapprochement des forces attachées à une transformation sociale effective » :

« Ce serait une bonne chose. Mais disons clairement quel serait à nos yeux l'enjeu à terme d'un tel rapprochement. Appelons un chat un chat. Il s'agit bel et bien d'ouvrir la perspective d'un nouveau parti, ayant réellement tiré les leçons des catastrophes staliniennes et des capitulations social-démocrates, capable d'assimiler l'apport des nouveaux mouvements sociaux. »¹

En attendant que l'horizon au sein du PCF se dégage pour envisager la fondation d'une nouvelle formation politique, les refondateurs construisent des passerelles avec des militants d'autres partis de la gauche radicale, des responsables syndicaux et associatifs, des intellectuels. En septembre 2016, l'appel « En 2017, faisons Front commun ! »² demandait ainsi pour les élections une convergence « des différentes sensibilités de gauche » et des citoyens engagés. Plus précisément, pour la présidentielle, il plaidait pour un élargissement du cadre de campagne de Jean-Luc Mélenchon, la FI

¹ Bensaïd Daniel, « Hermier et le "pôle de radicalité" », *Rouge*, n° 1707, 14 novembre 1996 [en ligne]. <<http://danielbensaid.org/Hermier-et-le-pole-de-radicalite>>, consulté le 20 décembre 2020.

² FRONT COMMUN, « En 2017, faisons Front commun ! », 7 septembre 2016 [en ligne]. <<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070916/en-2017-faisons-front-commun>>, consulté le 29 décembre 2020.

ne constituant, aux yeux de ses signataires, qu'une structure trop étroite, non représentative de la diversité des forces qui pourraient potentiellement soutenir la candidature du député européen. Pour les législatives, il poussait à des candidatures communes dans les 577 circonscriptions entre le PCF, la FI, Ensemble !, EELV et les « socialistes critiques ». Sur les 99 premiers signataires¹, 40 avaient également signé la motion des refondateurs *L'ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen* du 36^{ème} congrès. Cet appel pour faire front commun est discuté en section à Chalette-sur-Loing ; il est alors pensé, non seulement de manière immédiate comme un moyen pour étendre l'audience des soutiens à Jean-Luc Mélenchon, mais également comme un outil de plus long terme permettant de transformer le PCF :

Trois adhérents de la section d'Amilly-Chalette sont signataires de l'appel « En 2017, faisons front commun », dont le secrétaire de section Bruno B. Celui-ci effleure le sujet lors de la réunion du bureau de section du 22 novembre 2016 : « on est en train de créer une tendance dans le Parti ». Quelques mois plus tard, le 3 mars 2017, à la fin d'une réunion de travail à la section consacrée à l'écriture d'un tract pour la présidentielle, il précise le fond de sa pensée : « De toute façon, après les élections, chacun fera son chemin. Nous, avec le front commun, on se constituera en véritable tendance, avec un conseil national. Il nous faudra réellement peser sur les décisions internes et changer le cours des choses dans le Parti. Et nous élargirons encore plus ce front commun à la France insoumise, à Ensemble ! et aux citoyens ».

L'ambiguïté quant à la constitution de tendances au sein du PCF ressort dans le passage plus haut. D'une part, « créer une tendance » peut être vécu par les refondateurs comme un élément négatif, du fait du discrédit associé à ce mot et à ce type de fonctionnement

¹ Parmi les premiers signataires du « Front commun » figurent les noms de la sénatrice des Hauts-de-Seine Brigitte Gonthier-Maurin (de 2007 à 2017), de l'ex-sénatrice de Paris Nicole Borvo Cohen-Seat (de 1995 à 2012), de Michel Duffour (secrétaire d'État au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle sous le gouvernement Jospin de 2000 à 2002), des maires Sylvie Altman (Villeneuve-Saint-Georges de 2008 à 2020), Gilles Poux (La Courneuve depuis 1996) et Patrice Leclerc (Gennevilliers depuis 2014). Sont également signataires les anciens refondateurs Roger Martelli et Lucien Sève. Côté « intellectuel », les écrivains Patrick Chamoiseau et Annie Ernaux, l'économiste Jean-Marie Harribey et les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot soutiennent, entre autres, l'appel.

dans le Parti, comme nous l'avons développé précédemment. Mais, d'autre part, face à un cours des choses qui ne leur convient pas, pour peser sur l'orientation de leur organisation et diriger celle-ci vers une coloration « gauche radicale », les refondateurs sont parfois prêts à se constituer en véritable tendance.

L'échec du « Front commun » ne détourne pas les refondateurs de leur objectif de rassemblement de la gauche alternative. Ainsi, Elsa Faucillon et la députée insoumise de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain, toutes deux co-directrices de la revue *Regards*, créent en janvier « le Fil des communs ». Le Fil des communs n'est pas un nouveau parti politique, ni un nouveau mouvement¹, mais vise à « relier, dans le respect de chacun, [...] les trois univers décisifs pour un entraînement populaire : le mouvement social, l'espace politique, le monde intellectuel et artistique »² à travers une newsletter hebdomadaire et des initiatives publiques.

Parallèlement à l'ambition d'édifier un bloc antilibéral, les « post-communistes » caressent le dessein d'une nouvelle forme de communisme pour le XXI^e siècle, définitivement « libérée des étiquettes étatistes, autoritaires, productivistes »³. Contrairement aux identitaires, ils entendent se détacher définitivement de l'héritage soviétique et veulent construire une nouvelle conception de la révolution. Cette dernière ne devrait pas se faire, comme dans sa version léniniste, « par le haut » en privilégiant la conquête de positions électives et la prise du pouvoir d'État, préalable pour transformer radicalement la société. C'est en ce sens qu'ils préfèrent parler d'« évolution révolutionnaire », un concept qu'ils puisent dans la pensée de Jean Jaurès⁴ et qui est vécu comme un processus devant « aboli[r] progressivement et durablement les mécanismes

¹ LE CLERC Loïc, « Clémentine Autain et Elsa Faucillon lancent Le Fil des communs », *Regards*, 29 janvier 2019 [en ligne].

<<http://www.regards.fr/politique/article/clementine-autain-et-elsa-faucillon-lancent-le-fil-des-communs>>, consulté le 29 décembre 2020.

² AUTAIN Clémentine et FAUCILLON Elsa, « Ensemble, nous créons le FIL », *Le Fil des communs*, 4 février 2019 [en ligne].

<<https://lefildescommuns.fr/2019/02/04/edito-du-fil/>>, consulté le 29 décembre 2020.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.40.

⁴ Ce concept d'« évolution révolutionnaire » est expliqué par Jean Jaurès en 1901 : « J'étais donc toujours dirigé par ce que Marx a nommé magnifiquement l'évolution révolutionnaire. Elle consiste, selon moi, à introduire dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent et qui la dépassent, qui annoncent et préparent la société nouvelle, et par leur force organique hâtent la dissolution du monde ancien. Les réformes ne sont pas seulement, à mes yeux, des adoucissants : elles sont, elles doivent être des préparations. » (JAURÈS Jean, *Études socialistes*, Cahiers de la Quinzaine, 1901).

capitalistes d'un nombre croissant de domaines »¹. En adoptant cette vision renouvelée de la révolution, le communisme n'est alors plus tellement une société idéale à atteindre, après une phase transitoire de ruptures avec le capitalisme appelée « socialisme », ouverte par une révolution menée par un parti-guide, mais un « mouvement réel ». Les refondateurs affectionnent tout particulièrement cette dernière expression de Marx et Engels tirée de *L'Idéologie allemande* de 1845², qui a fait l'objet d'un prolongement développé par le philosophe Lucien Sève. Le « mouvement réel » fait que même dans les sociétés capitalistes des « déjà-là de communisme »³ existent comme la Sécurité sociale, le salaire à vie des fonctionnaires, le système de retraite par répartition, les services publics...

Cette relecture de textes anciens, éclairés sous un jour nouveau à la lumière de la période contemporaine, donne l'impression d'une sorte de religion civile, c'est-à-dire « une forme non religieuse de piété » et, plus précisément, un système de croyances par lequel un groupe « sacralise son être-ensemble et entretient une piété » à l'égard de lui-même⁴. Il est vrai que privilégier Jaurès à Lénine, l'« évolution révolutionnaire » au socialisme ou à la révolution prolétarienne et préférer le Marx du « mouvement réel » au Marx du « rôle historique de la classe ouvrière » constituent des subtilités intellectuelles que les profanes ne semblent pas pouvoir saisir. Seuls les initiés aux dogmes – les adhérents communistes, mais de manière différenciée⁵ – peuvent avoir une compréhension de ces différences. Et comme toute religion, cette religion civile communiste forge un imaginaire à partir d'un culte des origines, de textes sacrés ou sacralisés, de symboles et de rites. Bien évidemment, elle est divisée en plusieurs chapelles, en sensibilités diverses qui ne s'entendent pas sur tous ces éléments. Ainsi,

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.50.

² La citation exacte est : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel » (MARX Karl et ENGELS Friedrich, *L'Idéologie allemande. Première partie : Feuerbach*, Les Éditions sociales, 1970 [1845], p.24).

³ CHAILLAN Pierre, « Disparition. Lucien Sève s'est éteint. », *L'Humanité*, 23 mars 2020 [en ligne]. <<https://www.humanite.fr/disparition-lucien-seve-sest-eteint-686686>>, consulté le 29 décembre 2020.

⁴ WILLAIME Jean-Paul, « Pour une sociologie transnationale de la laïcité dans l'ultramodernité contemporaine », *Archives de sciences sociales des religions*, n°146, avril-juin 2009 [en ligne]. <<https://journals.openedition.org/assr/21290>>, consulté le 7 mai 2022.

⁵ Nous reviendrons sur la réception différenciée par les adhérents communistes des textes de congrès dans le chapitre 6.

pour les restaurateurs, il ne fait pas de doute que le moment fondateur du communisme est la révolution bolchévique de 1917, alors que pour la direction nationale ou les refondateurs les origines seraient plus lointaines, à chercher dans l'histoire du socialisme français, dans des auteurs prémарxistes, voire dans les Lumières, dans la Révolution française ou dans la Commune de Paris¹. Comme nous l'avons vu, les textes premiers peuvent être les mêmes pour les différentes tendances, mais leur interprétation peut être divergente. Cela peut être *Le Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels. Mais faut-il lire le texte dans une version orthodoxe en valorisant des passages justifiant le rejet des alliances avec la social-démocratie ? Par exemple, en récitant la phrase selon laquelle le réformisme a comme ambition de « guérir les infirmités sociales au moyen de toutes sortes de replâtrage »² ? Ou faut-il, au contraire, adopter une lecture plus ouverte, comme le font les refondateurs, en invoquant la sentence disant que « les communistes ont toujours l'objectif, comme le disaient Marx et Engels, de représenter les intérêts du "mouvement prolétarien" dans sa totalité »³ ? Et, en faisant de la sorte, légitimer des coalitions avec les autres partis de gauche ? Quant aux symboles de cette religion civile communiste, ils sont assez nombreux et assez divers, inégalement appréciés et utilisés par les différentes factions : faucille et marteau bien sûr, mais aussi œillet rouge, étoile rouge, *L'Internationale* ou le visage du Che...

Revenons aux refondateurs. Le néo-communisme qu'ils promeuvent se veut aussi citoyen, le PCF devant devenir l'outil permettant l'implication citoyenne :

« Cette question de la démocratie et du pouvoir citoyen est cardinale et le dénominateur commun aux questions de Projet, de Stratégie et de Parti. Elle nous taraude, et est finalement non résolue dans les faits [...]. Il n'y aura pas de bon projet sans la démocratie comme moteur. Il n'y aura pas de stratégie efficace si elle n'inclut pas de donner du pouvoir aux citoyens qui s'y impliquent, quitte à prendre le risque que ça nous bouscule, et que la façon dont ça se développe ne soit pas ce que nous, nous avons prévu au départ. Et il n'y aura pas de parti utile, si on ne

¹ Nous reviendrons plus en détail sur cette nationalisation des repères historiques du discours communiste dans le chapitre 9.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.16.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.53.

reconfigure pas son rôle (et son organisation) autour de cette nouvelle fonction de facilitateur de citoyenneté ».¹

L'implication citoyenne est ainsi valorisée dans le cadre des élections. Pour les élections municipales de 2020 a été proposée la formation d'assemblées citoyennes locales, auxquelles étaient invités à participer, en plus des partis de la gauche radicale, des représentants d'associations, des syndicalistes et des citoyens. De même, les élections présidentielle et législatives de 2022 « pourraient se préparer de façon tout à fait nouvelle : avec le concours de toutes les forces politiques parties prenantes, et sous le contrôle des citoyen·ne·s engagé·e·s dans cette démarche et qui garderaient de bout en bout – stratégie, programme, candidatures – la maîtrise du processus »².

De manière plus générale, la rénovation du discours communiste que veulent impulser les tenants de cette mouvance consiste en un dépassement total des préceptes classiques, marxistes ou marxistes-léninistes, du communisme. Il s'agit dès lors d'aller au bout de la profonde rénovation qu'a connue le corpus idéologique du PCF pendant la « mutation » sous le secrétariat Robert Hue³. Ainsi, le refus de « hiérarchiser les luttes » colore la pensée des refondateurs. Il semble irriguer la réflexion de nombre de ceux-ci, dirigeants comme militants « de base » :

Les universités d'été du PCF sont ponctuées par plusieurs moments forts et, notamment, par le discours du secrétaire national, censé marquer la rentrée du Parti. En 2019, l'université d'été se tient à Aix-en-Provence. Le samedi 24 août, dans un des amphithéâtres de la faculté des lettres, renommé pour l'occasion « Amphi Martha-Desrumaux », du nom de la résistante et militante syndicale et communiste du Nord, Fabien Roussel fait une allocution de près d'une heure. Il développe ses propos en trois temps : « urgence pour la paix, urgence climatique, urgence sociale ». Mais, bien qu'il affirme que le projet communiste se résume

¹ DUPARC Jean-Paul, « Remarques pour une base commune », 2016 [en ligne].
<<http://congres.pcf.fr/83570>>, consulté le 12 septembre 2018.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.54.

³ Nous reviendrons plus en détail sur les modifications apportées par la « mutation » au discours communiste dans le chapitre 9.

dans la formule « l'humain et la planète d'abord », il insiste plus sur le premier pan de celle-ci – la question sociale – que sur le deuxième – la question écologique – : hausse des salaires et des pensions de retraite, défense du pouvoir d'achat, développement de l'emploi, lutte contre la désindustrialisation et les délocalisations, conditions de travail, politique fiscale plus juste... À la fin de l'intervention, mon voisin me glisse, avec un ton dépité : « avec Roussel, c'est le retour de l'économisme ».

« Cesser de hiérarchiser les luttes » signifie s'opposer à ce que la priorité absolue soit accordée à l'affrontement entre capital et travail – ce que l'adhérent plus haut résume dans l'expression « économisme » – et à ce que toutes les autres mobilisations – féministes, écologistes, antiracistes, pour la liberté de choix sexuel... – soient secondarisées ou, pire, interprétées à partir d'une seule et unique grille de lecture : la lutte des classes. Sur cette base, les insuffisances du texte des identitaires *Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle*, devenu base commune du 38^{ème} congrès, sont pointées par les refondateurs et, tout particulièrement, ses lacunes sur la question environnementale :

« Et la crise écologique ? Il est incompréhensible que dans ce chapitre ne soit pas traitée l'immense crise écologique. Elle n'est pourtant pas séparable de la crise globale dans laquelle nous enfonce le capitalisme mondialisé et financiarisé, et son modèle productiviste. C'est une sous-estimation inacceptable qui annonce une fois de plus une secondarisation de cette question sur laquelle se joue pourtant le devenir de l'espèce humaine. Cela s'inscrit dans la logique d'un texte qui a le plus grand mal à sortir de son autocentrage économiciste »¹.

Sur le plan des propositions, la tendance des refondateurs se démarque sur différents points du reste des courants. Deux divergences principales peuvent être décelées. La

¹ PRINTEMPS DU COMMUNISME, « Lecture critique du texte de base commune "Pour un Manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle" », 2018 (a) [en ligne].
<http://38.pcf.fr/sites/default/files/lecture_critique.pdf>, consulté le 29 décembre 2020.

première d'entre elles est la reprise de la thèse de Bernard Friot sur le salaire à vie, une thèse qui n'est pas portée par le PCF dans son ensemble, qui préfère reprendre le projet de sécurité d'emploi et de formation développé par la section économique. En bref, dans le cadre du salaire à vie, il s'agit de donner à chaque citoyen, dès ses 18 ans, un salaire fondé sur sa qualification personnelle¹. Son montant ne peut donc qu'augmenter au fil des années. Son financement repose sur la cotisation sociale, perçue comme un outil de socialisation de la richesse produite et de libération des mécanismes capitalistes². Quant à la sécurité de l'emploi et de la formation, ce dispositif permettrait « à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits » et de « supprimer le chômage, de révolutionner le contenu du travail, de dépasser l'opposition travail-hors travail, tout en répondant au besoin de souplesse, de progrès et d'adaptabilité de la production moderne »³. Le congrès extraordinaire de 2018 a donné lieu à une bataille sur ces deux propositions.

Le vendredi 23 novembre 2018, la première journée du congrès national d'Ivry-sur-Seine s'éternise. Il est près de 23 heures. Il reste de nombreux amendements à traiter. Pour gagner du temps, le bureau du congrès décide de ne plus donner la parole à la salle. On passe les amendements les uns après les autres. La tribune les lit et les congressistes les votent, sans débat. Arrive la question du salaire à vie. Denis Durand de la commission économique, favorable au système de sécurité de l'emploi et de la formation, présente l'amendement : « Je lis l'amendement : "il s'agit ici d'ajouter le principe novateur du salaire à vie. Le salaire à vie présente une alternative crédible et radicale à l'insertion des individus à l'emploi et permet de socialiser l'ensemble de la valeur économique produite et de la distribuer aux individus pendant toute leur vie selon des grilles et des critères définis préalablement". La commission propose de ne pas retenir l'amendement ». Des voix s'élèvent dans l'assemblée : « Pourquoi n'avons-nous pas de débat ? On demande un débat ! C'est un sujet important ! ». Quelques minutes plus tard, face

¹ RÉSEAU SALARIAT, *Revenu inconditionnel ou salaire à vie ?*, mars 2014, p.3.

² Pour une synthèse de la proposition de salaire à vie, voir FRIOT Bernard, *Émanciper le travail. Entretiens avec Patrick Zech*, La Dispute, 2014.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.71.

aux protestations, le bureau décide de revenir sur sa décision et d'accorder, pour les sujets importants, quelques minutes d'échange. Un congressiste prend alors le micro pour défendre l'amendement sur le salaire à vie : « Sur le salaire à vie, ce qui est écrit dans le texte est très insuffisant. On ne peut pas mettre à côté le salaire à vie comme ça, en la balançant à côté du revenu universel. Ça n'a rien à voir. Le revenu universel c'est une proposition socialiste, sociale-démocrate de Benoît Hamon. Quand aujourd'hui Bernard Friot fait ses conférences, les communistes viennent. Il remplit les salles. Et personne n'en parle. On n'en parle pas. Le salaire à vie va au-delà des simples questions économiques. C'est une question qui revêt un sens beaucoup plus large, beaucoup plus fort pour le projet communiste aujourd'hui. Ça pose la question de la maîtrise du travail, du statut politique du travailleur. Le salaire ne sera plus attaché au poste, mais à la personne comme dans la fonction publique. Ça touche à la définition de la valeur économique. Qu'est-ce qu'on produit ? Pourquoi on produit ? Quel sens on donne au travail ? Pourquoi on produit une chose et pas une autre ? C'est pas simplement un filet de sécurité. Ça pose la question du sens du travail. Les communistes veulent aujourd'hui élargir leur projet économique et ne pas s'en tenir simplement à la question de la sécurité d'emploi et de formation. Je ne dis pas qu'elle est pas intéressante. Mais il faut l'enrichir, aller au-delà ». Mon voisin de table, Marc Brynhole, me glisse : « Là, il se fait des amis... ». Il sous-entend l'hostilité de la commission économique du PCF au principe du salaire à vie de Bernard Friot. La bataille est finalement remportée par les économistes, le texte final retenant la formulation générale suivante : « Notre proposition [d'une sécurité d'emploi ou de formation] doit alimenter un grand débat au regard des propositions de salaire à vie, revenu universel ou Sécurité sociale professionnelle, suscité par la crise du marché du travail »¹.

La question du nucléaire distingue également le texte *Pour un printemps du communisme, se réinventer ou disparaître* des motions des autres courants. Il est le seul à proposer « une sortie progressive et maîtrisée du nucléaire au profit d'un mix électrique

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 38^{ème} congrès extraordinaire du PCF », *CommunisteS, Supplément à L'Humanité*, n°746, 2018 (a), p.8.

100 % renouvelable »¹, alors que les autres en restent à la défense traditionnelle de la filière nucléaire, se limitant à réclamer une maîtrise publique de cette énergie, considérée comme une protection suffisante à même d'en contenir les dangers. Les refondateurs battent alors en brèche cette proposition classique, reproduite dans la base commune victorieuse du *Manifeste* :

« La question écologique est traitée de manière périphérique pour nous dire à nouveau qu'il faut un mix énergétique comprenant le nucléaire – de fait pour l'éternité – sans prendre le temps au moins d'une analyse spécifique de cette énergie ».²

Contrairement au congrès de 2016 où, dans le Loiret, l'amendement proposant la sortie du nucléaire n'avait pas franchir le cap du congrès départemental, au congrès de 2018 il parvient à briser cette barrière, ce qui est fêté par les militants proches de la mouvance refondatrice comme une victoire.

La 17 novembre 2018 s'ouvre le congrès départemental du Loiret, qui se tient dans une salle municipale de Saran, commune à direction communiste depuis 1977. Un amendement à la base commune propose d'« affirmer la nécessité d'une sortie progressive de l'énergie nucléaire au profit du développement des énergies 100 % renouvelables ». Des doutes s'élèvent dans la salle. Emmanuelle affirme : « J'ai l'impression que là on donne des certitudes et il faut pas qu'on aille trop loin là-dedans. Moi, y a quand même quelque chose qui est important au vu des débats qu'on a. C'est la maîtrise publique, sociale et démocratique d'une filière nucléaire et renouvelée. Ça me semble quand même un garde-fou ». Marc Brynhole, plus mesuré, formule lui aussi ses réserves : « C'est bien qu'on ait un débat théorique sur la question. Mais il y a aussi des questions très pratiques. 75 % de notre

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.37.

² PRINTEMPS DU COMMUNISME, « "Pour un Manifeste du parti communiste du XXI^e siècle" ou l'hiver du communisme », 6 septembre 2018 (d) [en ligne].

<<https://printempsducommunisme.fr/pour-un-manifeste-du-parti-communiste-du-xxie-siecle-ou-lhiver-du-communisme/>>, consulté le 30 décembre 2020.

électricité provient du nucléaire en France. Les Allemands qui ont arrêté leurs centrales nucléaires reviennent aux centrales à charbon. Ça ce sont des réalités. Une autre réalité, c'est que sortir du nucléaire c'est 15 à 20 ans. Démanteler les centrales nucléaires, ça prend du temps. Le problème qui nous est posé, c'est qu'un jour où l'autre il y aura une sortie du nucléaire, c'est sûr. Les camarades de la CGT-Énergie sont d'ailleurs en train de travailler sur ça. Il faudrait lire un peu plus leurs documents. Moi j'écoute aussi ces camarades-là. Le problème, c'est que si on vote un amendement qui dit qu'il faut en sortir, c'est qu'on prend la responsabilité maintenant sur un débat qui a été très peu instruit au Parti communiste. Moi, je préférerais un grand travail et une grande mobilisation sur l'énergie et l'écologie, en ouvrant la porte à toutes les questions. On nous traite de nucléariste, ça n'est pas vrai. Et il faut se dégager de cette étiquette-là, sans aller à l'aventure de dire qu'il faut sortir demain matin ». Malgré ces interventions réticentes, l'amendement est soumis au vote. 21 congressistes votent pour et 16 contre. L'amendement est adopté. Stéphane K. se lève et s'exclame : « Ouais ! On a gagné ! ». La proposition ne sera, toutefois, pas retenue au congrès national.

4.2.4. Les trotskystes du PCF : *La Riposte*

Enfin, une cinquième tendance se dégage dans l'espace partisan communiste. *La Riposte* est à la fois le nom de l'association et du journal de militants trotskistes au sein du PCF. Elle est la seule des sensibilités à se reconnaître comme tendance et même à porter la revendication d'un fonctionnement officiel en tendances.

« La réalité, c'est que des "tendances" politiques existent déjà dans le parti quoiqu'on en dise. [...]. Vouloir bannir les "tendances" [...], c'est vouloir bannir la discussion, le dialogue, la confrontation d'idées. Surtout, cela revient à favoriser une seule "tendance" – celle qui domine l'appareil du parti – au détriment des autres. Au lieu de vouloir nier l'existence des tendances différentes, nous devons trouver un moyen afin que la confrontation d'idées se fasse dans des conditions

équitable et démocratiques »¹.

Chez les tenants de ce courant, cette analyse débouche sur la volonté d'une révision des statuts de façon à promouvoir une démocratisation interne, mettant fin aux « mécanismes de "verrouillage" »² et au « problème de la déconnexion entre la direction et la base »³. Cette réforme, en plus de se concentrer sur la reconnaissance des tendances, cible la procédure d'élection du Conseil national. Si les sections sont tenues pour des instances démocratiques par les adhérents trotskistes du PCF, il n'en est pas de même pour ce « parlement du Parti », qui ne serait pas représentatif de la diversité des opinions de l'ensemble des adhérents et dont le mode de désignation engendrerait un « auto-renouvellement des instances dirigeantes »⁴.

Avant mai 2014, *La Riposte* formait la section française de la Tendance marxiste internationale (TMI). Cette dernière regroupe une trentaine d'organisations trotskistes au niveau mondial qui considèrent que la Quatrième Internationale après l'assassinat de Trotski est un échec et ont décidé d'adopter une « tactique [...] flexible en phase avec les conditions concrètes et le niveau de conscience de la classe ouvrière »⁵. Plus précisément, ces organisations tournent le dos à ceux qui veulent construire un parti révolutionnaire indépendant s'attribuant le mérite de la « pureté révolutionnaire ». Une telle stratégie ne peut conduire qu'à fonder « une secte gauchiste condamnée à la marginalité »⁶, accusation dirigée vers l'extrême gauche (LO et NPA). « Les vrais marxistes », affirme la TMI, « c'est-à-dire les trotskistes doivent s'orienter vers les

¹ OXLEY Greg et PRÉVAUD Hubert, « La lutte pour le réarmement politique du PCF », 2012 [en ligne]. <<http://congres.pcf.fr/32460>>, consulté le 12 septembre 2018.

² LA RIPOSTE, « Relever le PCF, réengager le combat révolutionnaire. Appel aux signatures ! », 13 juin 2018 [en ligne]. <<https://www.lariposte.org/2018/06/basecommunautaire/>>, consulté le 12 septembre 2018.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ TENDANCE MARXISTE INTERNATIONALE, « Perspectives mondiales 2018 », *Révolution*, 2018 [en ligne]. <<https://www.marxiste.org/international/perspectives-mondiales/2386-perspectivesmondiales-2018>>, consulté le 12 septembre 2018.

⁶ MÉTELLUS Jérôme, « L'"extrême gauche" et Mélenchon : une caricature de sectarisme », 2017 [en ligne]. <<https://www.marxiste.org/actualite-francaise/politique-francaise/2140-lextreme-gauche-et-melenchon-une-caricature-de-sectarisme>>, consulté le 12 septembre 2018.

organisations de masse »¹. Ainsi, sur 18 sections européennes de la TMI, 4 militent au sein d'un parti de la gauche radicale (communiste, post-communiste ou populiste de gauche) : par exemple, en Espagne, Lucha de Clases se retrouve dans Podemos. 6 sont dans un parti social-démocrate ou socialiste, comme en Grande-Bretagne avec Socialist Appeal au sein du Parti travailliste. En France, *La Riposte* a connu une scission lors de son congrès de 2014. La minorité craint alors l'abandon du combat au sein du PCF (et de la CGT) et lance, en conséquence, une organisation indépendante. La majorité, *Révolution*, est aujourd'hui la section française officielle de la TMI et agit depuis février 2016 au sein de la FI. Elle apporte un soutien critique à Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle de 2017 en l'invitant à radicaliser son programme progressiste dans un sens marxiste². En 2022, elle adopte la même position en soutenant « l'aile gauche du camp réformiste (FI) contre son aile droite (PS et Verts) »³, bien que son programme *L'Avenir en commun* n'ambitionne pas, selon elle, de rompre avec le capitalisme et « ne marche pas au socialisme »⁴. Elle y rajoute une critique acerbe du PCF et de son candidat Fabien Roussel, en déclarant que « la direction du PCF n'est pas communiste ; elle est réformiste – au moins autant, si ce n'est plus, que la direction de la FI »⁵.

Le poids de *La Riposte* est assez réduit au sein de l'appareil communiste. En 2016, son texte *Pour une politique communiste* atteint 5,4 % des suffrages exprimés, tandis qu'en 2018 elle ne réussit pas à déposer un texte alternatif par manque de signatures.

Comme les identitaires et les orthodoxes, elle veut rompre avec ce qu'elle considère être un projet « réformiste » et renouer avec les fondamentaux marxistes. En ce sens, elle déplore la fin de la valorisation de la classe ouvrière au profit de « l'humanité » ou de « l'humain d'abord » (nom du programme du Front de gauche en 2012), direction

¹ IN DEFENCE OF MARXISM, « A Brief History of the International Marxist Tendency », 2006 [en ligne].

<<https://www.marxist.com/history-marxist-tendency.htm>>, consulté le 12 septembre 2018.

² MÉTELLUS Jérôme, *op.cit.* 2017.

³ RÉVOLUTION, « La France insoumise et l'élection présidentielle de 2022 », 30 janvier 2022 (b) [en ligne].

<<https://www.marxiste.org/actualite-francaise/politique-francaise/2836-la-france-insoumise-et-l-election-presidentielle-de-2022>>, consulté le 8 mai 2022.

⁴ RÉVOLUTION, « Critique marxiste du programme de la France insoumise », 31 janvier 2022 (a) [en ligne].

<<https://www.marxiste.org/actualite-francaise/politique-francaise/3013-critique-marxiste-du-programme-de-la-france-insoumise>>, consulté le 8 mai 2022.

⁵ RÉVOLUTION, *op.cit.*, 2022 (b).

idéologique qui ne ferait que produire un « lyrisme » ou un « baratin humaniste »¹.

« Nous avons besoin de libérer le programme du parti de son enveloppe « humaniste » et lui donner un contenu clairement révolutionnaire, ouvrant la voie à une rupture décisive avec le capitalisme. Historiquement, le PCF a émergé en rupture avec le réformisme social-démocrate, pour lequel il n'y a pas besoin de sortir du capitalisme et qui se borne à vouloir "guérir les infirmités sociales au moyen de toutes sortes de replâtrage", pour reprendre l'expression employée par les auteurs du *Manifeste Communiste*. Aujourd'hui, le parti a besoin de retrouver cette vocation révolutionnaire »².

Dans cette optique, le PCF doit adopter de nouveau une perspective de renversement du système capitaliste et pas seulement d'aménagement à travers des réformes économiques, fiscales ou budgétaires. Il s'agit, en particulier, de réintégrer dans le projet communiste la revendication des nationalisations, et notamment la nationalisation du secteur bancaire. *La Riposte* estime que celles-ci ont été abandonnées par la direction nationale depuis la participation des communistes au gouvernement de la gauche plurielle³. L'appropriation publique des institutions financières serait la première étape à « l'expropriation des capitalistes »⁴ et à la socialisation plus générale des grands moyens de production et d'échange, ouvrant la voie à une planification, pas seulement écologique telle qu'elle apparaît dans le programme *L'Humain d'abord*⁵, mais aussi et avant tout économique.

Les trotskistes du « dedans » partagent aussi avec les identitaires et les orthodoxes la même ambition d'autonomie électorale du PCF à toutes les élections, libéré des alliances avec les autres formations politiques de gauche. La FI est mise en cause : son programme est taxé de « réformiste social-démocrate »⁶ ; Jean-Luc Mélenchon est

¹ MÉTELLUS Jérôme, « Critique du projet de base commune du CN », 2012 [en ligne]. <<http://congres.pcf.fr/30818>>, consulté le 12 septembre 2018.

² LA RIPOSTE, *op.cit.*

³ *Ibid.*

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.58.

⁵ FRONT DE GAUCHE, *L'Humain d'abord. Le programme du Front de gauche et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon*, Librio, 2011, p.14.

⁶ LA RIPOSTE, *op.cit.*

comparé, de manière dépréciative, à François Mitterrand. Le Parti doit ainsi « marcher sous [son] propre drapeau autour de [ses] propres candidats »¹. Il doit aussi redevenir un parti au service de la lutte des classes, en confortant et raffermissant les relations avec la CGT, et en reconstituant des cellules dans les quartiers et dans les entreprises et lieux de travail.

Mais, contrairement aux restaurateurs, *La Riposte* a une vision assez négative des expériences de « socialisme réel » du XX^e siècle. Les premiers cultivent une nostalgie pour l'URSS et les démocraties populaires, regrettant leur effondrement et, surtout, ne se retrouvent pas dans l'analyse peu laudative faite par la tendance routinisée et par la tendance refondatrice à leur égard. Les trotskistes de l'intérieur reprennent les éléments du fondateur de l'Armée rouge : l'État soviétique aurait connu une « dégénérescence bureaucratique » à partir des années 1920².

*

Malgré leur non-reconnaissance et la dénégation de leur existence, des tendances s'affrontent au sein du PCF et ne partagent pas le même positionnement sur les questions idéologiques, stratégiques et organisationnelles. Cet élément peut être lu de deux manières distinctes et ambivalentes. Premièrement, on peut l'interpréter, d'un point de vue positif, comme la traduction des débats internes et le signe d'une démocratie intra-partisane vivante. C'est, au demeurant, l'appréciation qu'en ont généralement les communistes et qui ressort dans les statuts du PCF quand ils affirment que « c'est à partir de [la] diversité que s'organise le débat dans le Parti communiste français, et que s'élaborent démocratiquement les choix et les décisions prises à la majorité qui constituent le bien commun et fondent l'unité du Parti »³. En somme, ce mode de fonctionnement rompt avec le centralisme démocratique qui, dans les faits, se matérialisait par une organisation pyramidale et une modalité de prise de décision verticale. Deuxièmement, on peut concevoir cette situation comme la marque d'une

¹ *Ibid.*

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.59.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.4.

fragmentation interne très poussée, levant le voile sur la citadellisation du parti de Fabien. Aucune vision commune de ce qu'est ou devrait être un parti communiste dans les conditions de la société actuelle ne ressort de cette confrontation. On a même du mal à identifier le plus petit dénominateur commun, autre que celui d'appartenir à la même organisation. La cohésion interne du Parti est donc largement fragilisée. Celui-ci subit une concurrence externe de la part de différents groupes ou groupuscules qui se réclament du communisme et tentent d'en imposer leur définition. Les relations entre ces communistes de l'extérieur et les communistes de l'intérieur sont ambiguës et mouvantes, mais existent néanmoins, au point que l'on peut parler du phénomène communiste contemporain comme d'un espace partisan dilué, aux frontières floues.

Chapitre 5 : La dilution de l'espace partisan : communistes de l'intérieur et communistes de l'extérieur

L'espace partisan communiste est éclaté en plusieurs tendances ayant chacune son propre discours, sa propre logique et définissant à sa façon le communisme. Faire tenir sous le même label des sphères différentes aux intérêts divergentes, des entreprises politiques et idéologiques diverses, constitue donc un enjeu pour la direction nationale, invitée à être le point d'équilibre de tous ces courants. Cet espace est non seulement fragmenté en interne, mais s'est dilué vers l'extérieur. Une myriade de groupes – principalement restaurateurs, mais aussi de sensibilité refondatrice – extérieurs au PCF, se réclament, en effet, du communisme. Ces organisations entretiennent, souvent, des relations plus ou moins fortes avec les tendances de l'intérieur. Certaines d'entre elles autorisent même la double appartenance, ce qui fait que certains adhérents du PCF militent aussi pour un autre groupement politique se référant lui aussi au communisme. Le label communiste constitue un enjeu symbolique : le PCF et les structures du « dehors » mènent une lutte pour sa définition légitime, les deuxièmes essayant d'en imposer une acception soit dans un sens orthodoxe, soit dans un sens néo-communiste teinté « gauche radicale ». Les communistes restaurateurs de « l'extérieur » accusent « l'intérieur » de l'avoir écorné, voire abandonné au profit d'un corpus humaniste ou social-démocrate. Les refondateurs de « l'extérieur », quant à eux, estiment que le PCF est incapable de se transformer réellement et de devenir le moteur d'une recomposition du champ de la gauche au profit de la gauche radicale.

Le Parti n'a donc plus l'exclusivité du label, le « dehors » le concurrençant sur ses terres. Dans le même temps, les organisations extérieures sont liées à certains secteurs de la base militante du PCF. Autrement dit, l'extérieur se trouve dans une posture ambivalente vis-à-vis de l'intérieur, faite à la fois de concurrence et de coopération, au point que les frontières du parti communiste ne sont plus aussi nettes qu'autrefois¹. En

¹ Ce brouillage de l'espace partisan n'est pas propre au PCF. D'autres organisations politiques connaissent, sous d'autres formes, un phénomène similaire. En effet, afin d'apporter une réponse à la crise de la démocratie représentative, plusieurs d'entre elles mettent en place des innovations politiques diverses : organisation d'élections primaires « ouvertes », usage des technologies de l'information et de la communication, tenue de forums avec participation de non-adhérents... Ces innovations sont

résumé, la dilution de l'espace partisan est le symptôme de l'état de délabrement du parti-citadelle, et notamment de l'appareil. Celui-ci n'est pas assez fort ou assez influent pour imposer sa vision des choses, tant au niveau interne qu'en direction de l'extérieur.

5.1. Différences de prises de position et différences de position

Le morcellement de l'intérieur en cinq tendances avec des positions relativement imperméables les unes aux autres pose la question de leur cohabitation au sein de la même organisation. Il constitue un défi lancé à la direction nationale, sommée de trouver des points communs entre ces sensibilités, d'établir même une sorte de synthèse admise par tous. À travers les scores obtenus par les textes du Conseil national à tous les congrès depuis 2003 [tableau n°16], on peut voir que cet exercice est périlleux. Unir les communistes grâce à une culture commune est une tâche complexe compte tenu de l'écart – voire, sous certains angles, du caractère irréductible – des orientations. Ces résultats ne dépassent jamais les deux tiers des suffrages exprimés des militants, excepté en 2013, quand les refondateurs soutiennent le texte *Il est grand temps de rallumer les étoiles – Humanifeste du Parti communiste à l'aube du siècle qui vient*, qui fait la part belle à la stratégie de Front de gauche après la campagne dynamique de 2012. Au 38^{ème} congrès de 2018, nous l'avons vu, la direction nationale est mise en minorité, son texte *Le communisme est la question du XXI^e siècle* ne recueillant que 38 % des voix. Avant cela, en juin de la même année, ce dernier ne fut approuvé que par 49 membres du Conseil national sur 91 votants¹.

La fragilité de la direction nationale se repère également dans le dépôt de listes alternatives au congrès national pour l'élection du Conseil national. Au 33^{ème} congrès de mars 2006, la liste de la secrétaire nationale Marie-George Buffet affronte une liste

présentées comme des outils de rénovation démocratique et de mobilisation des citoyens. Elles ont également une incidence sur la forme partisane elle-même, contribuant à diluer la démarcation entre adhérents et sympathisants et, plus généralement, entre le « dedans » et le « dehors ». Voir ANDOLFATTO Dominique et GOUJON Alexandra (dir.), *Les partis politiques, ateliers de la démocratie*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2016 et ALEXANDRE-COLLIER Agnès, GOUJON Alexandra and GOURGUES Guillaume (eds.), *Innovations, Reinvented Politics and Representative Democracy*, Routledge, 2020.

¹ Sur les 170 membres du Conseil national élus en 2016, seuls 91 étaient présents. 49 ont voté pour le projet de base commune, 26 contre et 16 se sont abstenus.

alternative regroupant identitaires et orthodoxes conduite par le député du Rhône et maire de Vénissieux André Gérin. La première obtient 91,27 % des voix des congressistes¹. Au congrès suivant, en 2008, dans un contexte marqué par la déroute à l'élection présidentielle de 2007 et par la crainte sous-jacente de disparition du PCF, quatre listes se font face. La liste « officielle » de la secrétaire nationale recueille 67,72 % des voix, devançant la liste menée par Marie-Pierre Vieu et soutenue par les refondateurs (16,38 %), suivie par la liste d'André Gérin (10,26 %) et la liste présentée par Nicolas Marchand (5,62 %)².

Tableau 16 : Résultats du texte de base commune proposé par le Conseil national (2003-2018)

Congrès	Date	Résultat obtenu par le texte du Conseil national (% des suffrages exprimés)
32 ^{ème}	2003	55,02
33 ^{ème}	2006	63,38
34 ^{ème}	2008	60,9
35 ^{ème}	2010	« Congrès d'étape »
36 ^{ème}	2013	73,16
37 ^{ème}	2016	51,2
38 ^{ème}	2018	38

¹ Sur 864 votants, on compte 39 bulletins nuls. La liste conduite par Marie-George Buffet obtient 753 voix, soit 91,27 % des exprimés. La liste conduite par André Gérin en obtient 72, soit 8,72 %. (PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 33^{ème} congrès », *CommunisteS, Supplément à L'Humanité*, n°217, 30 mars 2006, p.30).

² Sur les 844 votants, on compte 26 bulletins blancs ou nuls. La liste de Marie-George Buffet obtient 554 voix, soit 67,72 % des exprimés. La liste de Marie-Pierre Vieu en obtient 134, soit 16,38 % ; celle d'André Gérin 84, soit 10,26 % ; celle de Nicolas Marchand 46, soit 5,62 %. (PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 34^{ème} congrès du PCF », *CommunisteS, Supplément à L'Humanité*, n°332, 18 décembre 2008, p.30).

Du constat de cet éclatement du PCF en tendances découle une question fondamentale : qu'est-ce qui explique les différentes stratégies mises en œuvre par des militants d'un même parti politique ? On peut affirmer que le parti de Fabien constitue un champ au sens de Pierre Bourdieu¹. Trois caractéristiques fondamentales définissent un champ : un champ est un espace social autonome ; un champ est un espace structuré de positions sociales ; un champ est un champ de forces et de luttes. Premièrement, le PCF peut être considéré comme un espace social particulier, un microcosme social autonome², avec ses lois propres de fonctionnement. Dans le cas de l'organisation communiste, ces dernières sont à la fois faites de règles formelles et de règles informelles. Par exemple, comme nous l'avons précédemment développé, l'interdiction des tendances est formellement proclamée ; mais dans les faits, ces tendances se déploient en interne, diffusant leur message et bataillant pour gagner la conviction des adhérents. En outre, les agents sociaux qui évoluent dans un champ spécifique sont façonnés par un *illusio*, c'est-à-dire « un ensemble de croyances le plus souvent tacite portant sur les manières de voir et d'agir au sein du champ »³. Par exemple, l'une des croyances les plus fortes au sein du PCF et chez les communistes est celle de l'unité : malgré le réel qui est fait de déchirements entre sensibilités, les adhérents croient pieusement en leur unité, ce qui empêche les divisions internes d'être poussées jusqu'à un point de non-retour, qui impliquerait alors une scission⁴.

Deuxièmement, le PCF peut être perçu comme un espace structuré de positions sociales. Les agents sociaux qui y évoluent disposent de ressources sociales permettant de se différencier. Ces capitaux peuvent être à la fois généraux et spécifiques⁵. Les premiers peuvent être convertis dans d'autres champs. Il s'agit surtout du capital économique et du capital culturel. Par exemple, le fait de posséder un diplôme peut être valorisé à la fois à l'intérieur du PCF et dans d'autres champs. Ainsi, depuis les années 1980 et 1990, contrairement aux décennies précédentes au cours desquelles l'organisation assurait la promotion de cadres d'extraction ouvrière, les responsabilités

¹ BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Éditions du Seuil, 1994.

² *Ibid.*, p.68.

³ RIUTORT Philippe, *Précis de sociologie*, Presses universitaires de France, 2^{ème} édition, 2010, p.241.

⁴ Nous reviendrons plus en détail sur cette croyance dans l'unité des communistes dans le chapitre 6.

⁵ RIUTORT Philippe, *op.cit.*, p.244.

partisanes sont de plus en plus exercées par des enseignants et par des fonctionnaires, notamment des collectivités territoriales¹. La détention d'un titre universitaire est donc à la fois mobilisable dans la société en général et au sein du PCF en particulier. Pour ce qui est des capitaux spécifiques, on peut affirmer que dans l'espace politique, ce qui compte c'est le capital politique, divisé en deux espèces : le capital électoral, synthétisé par la détention d'un mandat électoral, et le capital militant, accumulé dans le cadre d'un parti par l'exercice de responsabilités militantes.

Enfin, un champ est un espace fait de rapports de force et de luttes dont l'objectif est d'en conserver ou d'en transformer la structure². Plus exactement, il s'agit d'un champ de forces puisque les positions occupées par les agents sociaux sont relationnelles : elles n'existent que les unes par rapport aux autres ; chacune d'entre elles ne peut être prise isolément³. Ensuite, c'est un champ de luttes entre des dominants et des prétendants ; autrement dit est générée une hiérarchie sociale au sein d'un champ du fait de l'inégalité des ressources sociales possédées par les agents sociaux. Ces agents avec des moyens différenciés visent des objectifs divergents. On peut ainsi supposer que les « prises de position dépendent de la position occupée dans la structure du champ »⁴. Plus en détail, deux types d'action peuvent être distingués. Les agents qui détiennent une position dominante dans le champ ont tout intérêt à mettre en œuvre une stratégie de conservation, c'est-à-dire faire en sorte de maintenir les lois en vigueur dans cet espace social ou, en d'autres termes, reproduire le mode de fonctionnement propre à ce champ. De l'autre côté, les agents en position de prétendants peuvent pratiquer une stratégie de subversion, qui vise à modifier les règles en vigueur et à remettre en question la légitimité des dominants et la place qu'ils occupent⁵. En même temps, les *outsiders* qui appliquent une telle stratégie de subversion, tout en poursuivant l'objectif de bouleversement des normes du champ, sont tenus de les respecter dans un premier temps, d'en accepter en quelque sorte les règles du jeu.

Dans le cas du PCF, nous avons pu comparer le profil des cadres nationaux de la

¹ MISCHI Julian, *op.cit.*, 2014, p.83.

² BOURDIEU Pierre, *op.cit.*, p.55.

³ RIUTORT Philippe, *op.cit.*, p.244.

⁴ BOURDIEU Pierre *op.cit.*, p.71.

⁵ RIUTORT Philippe, *op.cit.*, p.245.

tendance routinisée de l'ancienne direction nationale autour de Pierre Laurent avec celui des responsables de la tendance des refondateurs. Les premiers peuvent être considérés comme détenteurs d'une position dominante au sein de l'organisation communiste, alors que les seconds sont plutôt des prétendants. Ainsi, pour subvertir le fonctionnement du PCF, ces derniers se plient au préalable à ses règles, par exemple celles ayant trait au congrès. Plus précisément, nous avons mis en parallèle la liste des candidats au Conseil national proposée par la direction sortante lors du congrès national de 2016 et la liste alternative proposée par les soutiens du texte refondateur *L'Ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen*¹. Leur profil est très différent. Près de deux tiers (65,9 %) des fidèles de la direction nationale occupent ou ont occupé un mandat électoral, contre un peu plus d'un tiers (35,8 %) pour les tenants de la gauche radicale [tableau n°17].

Tableau n°17 : Titulaires et non titulaires de mandats électoraux – Comparaison de la tendance routinisée et de la tendance des refondateurs

	Tendance routinisée		Tendance des refondateurs	
	En nombre	En pourcentage	En nombre	En pourcentage
Titulaire d'un mandat électoral	87	65,9	53	35,8
Sans mandat électoral	45	34,1	95	64,2
Total	132	100	148	100

Si l'on détaille ces mandats [tableau n°18], on constate que le niveau de capital électoral détenu par les proches de Fabien est plus important que leurs camarades *challengers*. Près de 10 % des premiers exercent ou ont exercé un mandat de parlementaire (député,

¹ La liste alternative fut finalement retirée, en échange de quoi des noms de cette liste furent intégrés à la liste unique présentée aux congressistes.

sénateur, eurodéputé), contre environ 4 % pour leurs compétiteurs. De même, la liste proposée par la direction sortante comprend 32 conseillers régionaux (en poste ou dont le mandat est échu), alors que la liste alternative en compte seulement 7.

Concernant le capital militant [tableau n°19], 75 % des cadres de la tendance routinisée ont déjà exercé des responsabilités militantes nationales contre 10,8 % pour les cadres de la tendance post-communiste. Ces derniers sont près de deux tiers à n'avoir aucune responsabilité partisane connue.

Tableau n°18 : Détails des mandats électoraux – Comparaison de la tendance routinisée et de la tendance des refondateurs

	Tendance routinisée		Tendance des refondateurs	
	En nombre	En pourcentage	En nombre	En pourcentage
Parlementaire	13	9,8	6	4,1
Conseiller régional	32	24,2	7	3,4
Conseiller départemental ou général	9	6,8	5	3,4
Maire	8	6,1	4	2,7
Conseiller municipal	62	47	42	28,4

En examinant ces positions différentes dans l'espace partisan communiste, on peut ainsi expliquer les prises de position différentes. Les membres de la tendance proche de Fabien occupent une position dominante au sein de ce champ. Ils possèdent un capital politique important ; ils détiennent d'importantes places au sein du Parti et occupent des positions électorales. Ils ont donc tout intérêt à la routinisation et à la conservation et reproduction de l'appareil politique. Au contraire, les membres de la tendance post-

communiste occupent plutôt une position dominée dans le champ. Ils ont tout intérêt à la radicalisation, à la subversion visant à modifier la structure du champ. Les stratégies divergentes, voire contradictoires, en termes de discours ou de tactique politique peuvent donc être éclairées par ces positions différentes au sein du champ.

Tableau n°19 : Le capital militant – Plus haute responsabilité militante détenue – Comparaison de la tendance routinisée et de la tendance des refondateurs

	Tendance routinisée		Tendance des refondateurs	
	En nombre	En pourcentage	En nombre	En pourcentage
Nationale¹	99	75	16	10,8
Départementale²	9	6,8	26	17,6
Locale³	3	2,3	9	6,1
Sans	21	15,9	97	65,5
Total	132	100	148	100

5.2. Les communistes du « dehors » ou l'espace dilué

L'affaiblissement du PCF conduit non seulement à un phénomène d'émiettement à l'intérieur de l'appareil, mais également à une dispersion plus grande des forces et militants se réclamant du communisme. Le Parti n'a plus, depuis plusieurs années, le monopole du communisme. Une myriade de groupes (ou groupuscules) existe à l'extérieur du PCF. Celui-ci n'a pas connu de scission majeure au fil de son histoire, contrairement au PCI. Le changement de nom de ce dernier en PDS en février 1991 au

¹ Secrétaire national, membre du Comité exécutif national (CEN), membre du Conseil national (CN).

² Secrétaire départemental, membre du Comité exécutif départemental (CED), membre du Conseil départemental (CD).

³ Secrétaire de section ou de cellule.

20^{ème} congrès de Rimini provoque le départ d'environ un tiers des adhérents¹ refusant la *svolta* de la Bolognina, pour fonder le PRC. Malgré le fait que le communisme français n'ait pas subi un choc de la même nature, certaines des organisations indépendantes se réclamant du communisme sont issues de tendances internes, comme le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF) qui, « après avoir combattu au sein du PCF les dérives mutantes et euro-constructives », a fait le constat que « la dénaturation du Parti fondé à Tours était devenu irréversible »².

Pour plusieurs raisons, ces organisations externes pèsent de manière indirecte sur le fonctionnement et la pratique du PCF. L'une d'entre elles est le fait qu'il existe une circulation militante entre le PCF et ces organisations. Des individus se trouvent dans une position d'entre-deux et, selon l'orientation politique du Parti, (re)prennent leur carte ou au contraire la délaissent, tout en continuant d'être actif dans des structures externes.

5.2.1. L'espace dilué à la lumière des trajectoires militantes

Des relations ont été tissées au fil des ans entre les organisations extérieures et les réseaux internes, notamment avec les identitaires et les orthodoxes du Parti. Il n'est pas rare qu'à leur assemblée générale ces structures externes invitent des représentants des restaurateurs de « l'intérieur ». La Fête de l'Humanité est également l'occasion de retrouvailles entre les communistes du « dedans » et du « dehors ». Des tentatives de rapprochement ou de convergence sont menées, sous la forme notamment de rencontres nationales ou d'assises du communisme. Par-dessus tout, la double appartenance est souvent la règle, ce qui fait que les militants circulent, en pratique, au sein d'un espace dilué, aux contours flous, aux frontières peu nettes. Des positionnements et trajectoires subtils, qui vont au-delà du couple exclusif et binaire appartenance / non-appartenance

¹ DORMAGEN Jean-Yves, « Au nom du nom. La fin du parti communiste italien et la naissance du parti de la refondation communiste », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°48, octobre-décembre 1995, p.75.

² LANDINI Léon et al., « Adresse fraternelle des militants du PRCF aux militants communistes du PCF », *Initiative communiste*, 2016 [en ligne].

<<https://www.initiativecommuniste.fr/articles/prcf/adresse-fraternelle-militants-prcf-aux-militants-communistespcf/>>, consulté le 12 septembre 2018.

au PCF ou rupture avec le Parti, peuvent donc exister. Dans le Montargois, nous avons pu rencontrer un certain nombre de ces militants, qui gravitent ainsi autour de l'organisation communiste, rentrant et sortant au gré de ses fluctuations politiques et stratégiques, se déplaçant donc dans cette galaxie communiste au sens large, sans démarcation claire.

Le 26 novembre 2018, au lendemain de la fin du 38^{ème} congrès marqué par la victoire des identitaires et l'élection de Fabien Roussel au poste de secrétaire national, Fabrice S. publie ce post sur son mur Facebook, accompagné d'une photographie représentant la faucille et le marteau : « Petite annonce à mes camarades. La décision est prise, je reprends ma carte malgré le logo moche¹ et je reviens dans mon parti, mais le pochoir est prêt pour remettre les outils sur les drapeaux. Et au prochain congrès on fait passer les nationalisations de tous les grands moyens de production et d'échange ainsi que le passage à l'économie socialiste ».

Fabrice S. fait des va-et-vient entre le PCF et le « dehors » au gré de l'évolution interne du Parti, tout en restant dans la nébuleuse communiste. Il quitte le PCF en 2013, refusant la poursuite de la stratégie de Front de gauche. Il estime que « son » parti n'est plus réellement communiste, ayant emprunté une route le faisant dériver vers la social-démocratie. Il réadhère donc en 2018, analysant les conclusions du congrès extraordinaire comme le commencement d'une rupture, d'une sorte de « redressement » idéologique du PCF. Mais, durant les cinq ans de son retrait, même s'il n'est plus membre du PCF, il se considère toujours comme communiste – il est d'ailleurs adhérent de l'Association nationale des communistes (ANC) –, voire comme porteur d'une version du communisme « véritable » et « pure », contre les égarements du Parti et continue de participer aux réunions de la section de Montargis.

L'espace communiste est ainsi dilué dans une galaxie imprécise, composée de militants, d'intermittents de l'adhésion qui sortent et qui rentrent de l'organisation, mais

¹ Un nouveau logo, représentant une étoile ouverte surmontée d'une feuille, a été présenté au cours de ce congrès. Nous reviendrons sur la bataille des symboles dans le chapitre 6. Voir aussi annexe n°12.

également de militants qui restent dans l'organisation tout en exprimant leur désaccord et en se mettant en retrait ponctuellement. C'est le cas de Serge P., adhérent de la section d'Amilly-Chalette :

Le mois d'octobre et novembre 2016, les adhérents communistes débattent de la stratégie à la présidentielle au cours des réunions du jeudi au local de la section d'Amilly-Chalette. Serge P. développe son avis tranché : « Moi, si c'est Mélenchon, je prends des vacances. Comme en 2012, j'avais pris des vacances. Mélenchon, c'est un ancien socialo. C'est un bateleur de foire ! Il est pas sérieux. Et c'est l'homme providentiel ! ». À la fin de la réunion, je lui demande les raisons du maintien de son adhésion, compte tenu de ses positions identitaires et de l'expression de son fréquent mécontentement face aux choix idéologiques et stratégiques du PCF. Il me répond clairement : « Où veux-tu que j'aille ? Ça fait quarante ans que je suis dans ce Parti ». J'insiste et lui fais remarquer que des partis communistes orthodoxes qui rejettent l'évolution contemporaine du PCF, comme le PRCF, existent et qu'il pourrait y adhérer. Serge P. me répond : « Ça n'existe pas dans le Montargois ça ». Et puis, il répète : « Ça fait quarante ans que je suis dans le Parti. Quarante ans... ».

Ces deux exemples de réactions militantes sont révélateurs de cet espace gris de l'entre-deux, entre adhésion et retrait au PCF. Ils peuvent être lus à travers la typologie classique d'Albert Hirschman¹. Ce dernier appuie sa réflexion sur le comportement économique du consommateur, qu'il transpose au domaine politique et notamment à l'engagement dans les partis politiques². Les adhérents d'une organisation politique, comme les consommateurs, peuvent adopter trois types de comportement, notamment face à une orientation qu'ils estiment ne pas leur convenir : la défection (*exit*) intervient quand ils se retirent de l'organisation ; la prise de parole (*voice*) implique qu'ils expriment leur mécontentement pour modifier le positionnement de l'organisation ; le

¹ HIRSCHMAN Albert, *op.cit.*

² Hirschman considère même que les partis politiques en régime pluraliste sont d'« excellents exemples », la défection et la prise de parole y jouant un rôle important. *Ibid.*, p.88.

loyalisme (*loyalty*) signifie la fidélité, l'attachement à leur parti. Ce triptyque général est envisagé de manière plus détaillée par Hirschman dans son ouvrage, précisions que nous pouvons mobiliser pour éclairer les attitudes de Serge P. et de Fabrice S.

Le premier paraît être l'archétype du loyaliste, qui refuse de quitter le PCF, même s'il ne se reconnaît plus dans ses orientations idéologiques – comme l'abandon de la primauté accordée à la classe ouvrière depuis la « mutation » – et stratégiques – le Front de gauche et le soutien à la candidature Mélenchon –. Le loyalisme refroidit ainsi les intentions de faire défection ; cette dernière peut provoquer une sorte d'auto-sanction – « un pénalité intériorisée » comme l'écrit Hirschman¹ – qui rend la décision coûteuse et peu enviable. Dans notre exemple, compte tenu de ses prises de position identitaires, Serge P. pourrait très bien quitter le Parti ; et, en soi, ce choix ne serait pas si déraisonnable. Pourtant, il préfère agir de l'intérieur, avec la tendance qu'il soutient, pour essayer de faire revenir son parti sur ce qu'il considère être le « droit chemin ». Pourquoi se maintenir dans l'organisation, malgré son mal-être en son sein, malgré ses *Bauchschmerzen*² ? Pour deux raisons principales. Premièrement, l'*exit* comporte, dans ce cas-là, un coût trop important, un coût affectif trop grand pour Serge P., résumé dans la phrase « ça fait quarante ans que je suis dans le Parti ». Derrière cette affirmation, c'est une partie de sa vie sociale qui transparaît : des relations de camaraderie – voire d'amitié – qui se sont nouées au fil du temps, au fil des initiatives, des campagnes menées, des tracts distribués et des affiches collées. Est également exprimée une affection vis-à-vis des rituels que le PCF continue d'organiser, pour honorer la Résistance et ses martyrs, au cours desquels Serge P. occupe souvent le rôle de porte-drapeau. Deuxièmement, Serge P. peut être considéré comme un adhérent captif³, puisque, dans le Montargois, les autres organisations communistes qui auraient pu l'accueillir en cas de défection n'existent pas. Il ne peut s'adresser ailleurs ; il n'a donc aucune porte de sortie. En définitive, son loyalisme, loin d'être inconditionnel, paraît variable selon les temps du calendrier militant. La présidentielle, qui donne lieu à un cas de conscience, lui fait opter – par deux fois (en 2012 et en 2017) – pour la défection

¹ *Ibid.*, pp.107-108.

² Mot allemand utilisé par Hirschman. Il peut être traduit en français par l'expressions « maux de ventre ». *Ibid.*, p.98.

³ HIRSCHMAN Albert, *op.cit.*, p.80-81.

ponctuelle¹. Serge P. « prend des vacances » : il n'assiste plus pendant le temps de la campagne aux réunions de section et se met en retrait, refusant de militer. Son comportement est tellement poussé, qu'il ira même jusqu'à voter blanc au premier tour de l'élection présidentielle, devant son insatisfaction quant à l'absence de candidat communiste. Au contraire, la désignation de Fabien Roussel comme candidat à la présidentielle 2022 remobilise Serge P. : durant cette campagne, il est l'un des principaux colleurs d'affiches dans le Montargois.

Le cas de Fabrice S. est différent, mais peut également être lu à travers l'analyse d'Hirschman. Pendant cinq ans, il a décidé de faire défection au sens strict du terme, n'étant plus adhérent du PCF. Mais, en réalité, sa trajectoire est beaucoup plus complexe que ce qu'il n'y paraît, dans la mesure où, de 2013 à sa reprise de carte au 38^{ème} congrès, il continue de se considérer comme communiste, participe sans vote aux assemblées générales des sections locales du PCF, prend part aux débats qui secouent les adhérents sur divers sujets, militent à leurs côtés pour soutenir leurs candidats locaux. L'action de Fabrice S. peut être rapprochée des développements d'Hirschman sur le comportement des consommateurs ou adhérents dans le cas des biens collectifs². « Dans le cas des biens collectifs », écrit Hirschman, « il est impossible de rompre toute relation avec l'organisation que l'on quitte. Nul ne peut cesser de "consommer" le "produit" incriminé ou du moins échapper aux effets sociaux qu'il engendre »³. Par conséquent, Fabrice S. quitte, certes, l'organisation, mais il a tout intérêt à ce que le PCF connaisse un « redressement », une amélioration de sa « qualité ». Il poursuit donc son combat pour tenter de le faire revenir aux fondamentaux, mais à l'extérieur du parti. C'est une prise de parole qui s'opère à l'extérieur de l'organisation, après l'*exit*. Au cours de ces cinq années de non-reprise de carte, il en demeure, en fait « virtuellement membre »⁴ et prend la décision de la rejoindre de nouveau, formellement, quand il considère, en 2018, que le PCF reprend le chemin du refus de l'effacement.

¹ *Ibid.*, p.111.

² Un bien collectif est caractérisé par les principes de non-rivalité (un grand nombre de personnes peuvent utiliser un même bien en même temps et sans rivalité entre eux) et de non-exclusion (il est impossible d'exclure les usagers qui ne veulent pas payer pour ce bien). Le réseau routier, l'éclairage public, le service de défense nationale sont des exemples de biens collectifs.

³ HIRSCHMAN Albert, *op.cit.*, p.113.

⁴ *Ibid.*, p.113.

Au-delà des trajectoires militantes individuelles, les limites du communisme débordent le PCF, du fait de l'existence même de groupes ou groupuscules indépendants de celui-ci se réclamant néanmoins du communisme.

5.2.2. La galaxie communiste de l'extérieur

Le « dehors » recoupe un ensemble disparate d'organisations aux formes très variées : partis politiques – qui acceptent ou non la double appartenance –, associations, collectifs, réseaux... Le point commun de la plupart de ces structures est de se sentir toutes orphelines du communisme (ou du moins d'un certain communisme). Leur grande majorité dénonce la dérive « droitière » et « réformiste » du PCF, dans une perspective proche des identitaires restés à l'intérieur. Tous regrettent les temps glorifiés de la puissance politique et du marxisme-léninisme. Dans le cadre du 37^{ème} congrès de 2016, l'un de ces communistes de l'extérieur écrit ainsi une « lettre ouverte à [s]es anciens camarades », avouant :

« Certains parmi vous pourraient se demander pourquoi, n'étant plus membre du PCF depuis de longues années, je m'intéresse encore à ses affaires au point de vous adresser cette lettre. À ceux-là je répondrai que je n'ai jamais quitté le Parti. C'est mon Parti qui m'a quitté au début des années 2000, sous le règne d'UbHue I^{er}, lorsqu'il a décidé que le sort des LGBT et autres minorités agissantes était plus important que celui de la classe ouvrière, que les questions sociétales passaient avant les questions sociales »¹.

Beaucoup de ces organisations ont comme revendication de remettre le socialisme au cœur du projet communiste. Mais chacune a sa spécificité, son dada. Fondé en janvier 2004, le PRCF fait, par exemple, de la sortie de l'Union européenne – du « Frexit progressiste » – son principal cheval de bataille. Un certain nationalisme, dans la

¹ DESCARTES, « Lettre ouverte à mes anciens camarades », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 31 octobre 2016 [en ligne].
<<http://lepcf.fr/Lettre-ouverte-a-mes-anciens-camarades>>, consulté le 12 septembre 2018.

continuité de celui de la Résistance (le PRCF est présidé par l'ancien officier Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée Léon Landini), peut être repéré dans ses publications :

« Le PRCF unit le drapeau rouge frappé de l’emblème ouvrier et paysan au drapeau tricolore de la Révolution française pour sortir la France du broyeur de l’Euro et de l’UE »¹.

Le PRCF ne se conçoit pas, cependant, comme un parti politique. Son objectif premier est de contribuer à la reconstruction d'un parti communiste, issu de l'expérience bolchévique, d'avant-garde ouvrière et basé sur l'analyse marxiste-léniniste. Même s'il dénonce la « mutation » des années 1990, il considère que la rupture avec les fondamentaux est intervenue bien avant : au 22^{ème} congrès de 1976, au cours duquel le concept de dictature du prolétariat a été abandonné et qui serait le véritable commencement d'un processus de « mutation-décommunisation »².

Parmi les autres partis politiques de l'extérieur se trouve également « Communistes ». Ce groupuscule est né en 2002 de l'opposition à la stratégie de gauche plurielle, menée par l'ancienne sénatrice PCF de Paris Rolande Perlican. Son leitmotiv consiste à se définir comme le seul parti en France qui se bat pour le renversement du capitalisme³. « Communistes » tente de présenter un candidat aux élections présidentielles de 2017 et de 2022, mais sans succès quant à la récolte des parrainages⁴. Pour l'élection européenne de 2019, il parvient à déposer une liste qui obtient 1 413 voix (soit 0,01 % des exprimés)⁵. Cela dénote d'ailleurs des comportements tactiques assez

¹ INITIATIVE COMMUNISTE, « Qu'est-ce que le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) ? », 2014 [en ligne].

<<https://www.initiative-communiste.fr/prcf-presentation/>>, consulté le 12 septembre 2018.

² INITIATIVE COMMUNISTE, « 38^{ème} congrès du PCF-PGE : entre maintien de la direction faillie et tentation de la révolution de palais ? », 30 juin 2018 [en ligne].

<<https://www.initiative-communiste.fr/articles/culture-debats/38e-congres-du-pcf-le-projet-debase-commune-tres-tiedement-adoptee-par-le-conseil-national/>>, consulté le 30 décembre 2020.

³ COMMUNISTES, « Congrès d'unification COMMUNISTES – URCF », 2015 [en ligne].

<<http://www.sitecommunistes.org/ch409congunif.htm>>, consulté le 12 septembre 2018.

⁴ Son candidat pour 2022, Louis Daniel Gourmelen, ouvrier à Renault Trucks, ne rassemble aucun parrainage.

⁵ MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, *op.cit.*, mai 2019.

divers dans cette nébuleuse : le PRCF a, par exemple, en 2017 décidé de soutenir de manière « critique » Mélenchon. Pour la présidentielle 2022, il tente, avec ses accents nationalistes, de proposer une candidature « Rouge et Tricolore »¹, puis y renonce. Il décide de ne pas trancher entre la candidature de Fabien Roussel et celle de Jean-Luc Mélenchon, laissant libres ses adhérents qui souhaitent, à titre personnel, voter pour l'un des deux. Il les considère comme des candidatures portant des « projets euro-compatibles », qui ne pourraient conduire qu'à « une énième dérive comparable aux capitulations de Mitterrand, Jospin ou Hollande, sans oublier la trahison du Grec Tsipras »².

Les organisations de l'extérieur entretiennent souvent des relations complexes, voire conflictuelles, entre elles. « Communistes » a ainsi fusionné en juin 2015 avec l'Union des révolutionnaires communistes de France (URCF), pour devenir le Parti révolutionnaire *Communistes* (PRC). Au bout d'un an, l'URCF quitte le nouveau parti pour fonder le Parti communiste révolutionnaire de France (PCRF). Celui-ci semble plus dogmatique que les précédents, se référant clairement au stalinisme, remettant en cause « le développement et la domination de l'opportunisme à partir du 20^{ème} congrès du PCUS »³. Pour 2022, il lance le mot d'ordre « aucune voix pour la présidentielle », appelant ainsi au « boycott militant par abstention, vote blanc ou nul ». Il renvoie dos-à-dos le PCF et la FI, les accusant d'être « la roue de secours social-démocrate de gauche au capitalisme »⁴. Fabien Roussel est ainsi présenté comme un candidat muni d'un « programme antirévolutionnaire » centré sur la promotion de « l'humain » et non sur la défense de la classe ouvrière ; Mélenchon comme le promoteur du « petit producteur » et l'un des représentants du « keynésianisme »⁵.

¹ INITIATIVE COMMUNISTE, « Positionnement du PRCF pour le premier tour de la présidentielle », 11 mars 2022 [en ligne].

<<https://www.initiative-communiste.fr/articles/prcf/positionnement-du-prcf-pour-le-premier-tour-de-la-presidentielle/>>, consulté le 21 avril 2022.

² *Ibid.*

³ PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE, « Le Parti Communiste Révolutionnaire de France est créé ! », 2016 [en ligne].

<<http://www.pcrf-ic.fr/Le-Parti-Communiste-Revolutionnairede-France-est-ne>>, consulté le 12 septembre 2018.

⁴ PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE, « Pas une voix pour les Présidentielles de 2022 ! », 30 janvier 2022 [en ligne].

<<https://www.pcrf-ic.fr/Pas-une-voix-pour-les>>, consulté le 21 avril 2022.

⁵ *Ibid.*

Il faut noter, qu'au niveau international, certains de ces groupes ont pour principale référence le KKE. Parmi les partis communistes les plus orthodoxes d'Europe, le KKE a mis sur pied en octobre 2013 une organisation européenne des partis communistes marxistes-léninistes, dite INITIATIVE, dont sont membres le PRCF et le PCR. Trente partis « communistes et ouvriers » y participent. Ils disent se fonder sur « les principes du socialisme scientifique » et être unis par « la vision d'une société sans exploitation de l'homme par l'homme »¹. Ensemble, ils dénoncent « le rôle nuisible de l'opportunisme, qui s'exprime dans chaque pays et qui se manifeste au niveau de l'UE dans le PGE »².

Au-delà des partis politiques et de leurs conflits mutuels, des associations veillent à rassembler les communistes identitaires dans leur diversité et visent la (re)construction d'un parti communiste révolutionnaire, dans le sillage du congrès de Tours de 1920. C'est notamment le cas du Rassemblement communiste (RC) et de l'ANC. Né en décembre 2007, le RC a une structure particulière, de type quasi-fédéral, puisqu'un bureau national coordonne différentes composantes (le cercle Henri Barbusse, la Coordination Nord-Pas-de-Calais, le Cercle communiste d'Alsace et le Cercle ouvrier du bassin minier Ouest). Il vise à renouer avec un parti communiste « authentique », en fédérant les communistes, identitaires ou orthodoxes, appartenant à l'ensemble de la nébuleuse, à l'intérieur comme à l'extérieur du PCF, comme l'indique clairement son texte fondateur :

« La tâche centrale à l'ordre du jour pour notre période est la reconstruction d'un parti communiste sans lequel aucune contre-offensive n'est possible face à la contre-révolution. Cette reconstruction ne peut être qu'un processus dialectique

¹ ΠΡΩΤΟΒΟΥΛΙΑ, « Η Ιδρυτική Διακήρυξη της "Πρωτοβουλίας" », *Ριζοσπάστης*, 3 Οχτώβρη 2013, σ.3

[INITIATIVE, « La déclaration fondatrice de l' "Initiative" », *Rizospastis*, 3 octobre 2013, p.3].

² NIEPPH Βάσω, « Συγκροτήθηκε "Πρωτοβουλία" Κομμουνιστικών και Εργατικών Κομμάτων της Ευρώπης », *Ριζοσπάστης*, 2 Οχτώβρη 2013, σ.7.

[NIERRI Vasso, « Une "Initiative" des partis communistes et ouvriers d'Europe est constituée », *Rizospastis*, 2 octobre 2013, p.7].

Traduction libre faite par l'auteur. Le texte original est le suivant : « ο επίσημος ρόλος του οπορτουνισμού, όπως εκφράζεται σε κάθε χώρα και σε επίπεδο ΕΕ μορφοποιείται στο Κόμμα Ευρωπαϊκής Αριστεράς ».

qui connaîtra des phases de développement quantitatif et des sauts qualitatifs. Elle se situe en conséquence à l'inverse d'une auto-proclamation d'une part et d'une attente idéaliste d'une émergence spontanée par les luttes sociales. Elle suppose que les communistes des différentes organisations prennent leurs responsabilités pour s'ancrer dans l'avant-garde ouvrière, pour construire leur unité idéologique et politique, pour sortir des chauvinismes d'organisation, de chapelle et de leaderships »¹.

L'ANC donne la possibilité à ses membres d'être également adhérents d'une autre organisation communiste. De plus, elle ne concourt pas aux élections². Dans le Loiret, l'attitude de Fabrice S., membre de l'ANC, est emblématique d'une telle direction. Celui-ci s'investit dans les différentes campagnes des communistes du « dedans », notamment électorales, milite à leur côté, participe à leurs réunions.

Le 1^{er} mai 2017 semble prendre une tournure hautement politique. Il se situe dans l'entre-deux tours de la présidentielle et à un peu plus d'un mois des législatives. Dans un communiqué, les sections PCF du Montargois appellent à participer à la manifestation traditionnelle, puis invitent à un « pique-nique citoyen » au lac de Chalette-sur-Loing, appelé « rassemblement pour les libertés ». Avant le repas, placés sur une estrade, le candidat communiste Franck Demaumont et son suppléant Bruno Nottin s'adressent aux présents. Puis le micro circule sous le préau. Des représentants locaux de la FI, du PG et d'Ensemble ! prennent la parole. Fabrice S., membre de l'ANC, fait lui aussi une déclaration. Il rappelle que son organisation n'a pas pour vocation première à participer aux élections. L'ANC, énonce-t-il, se bat pour aboutir à des convergences ; elle veut discuter avec toutes les organisations qui se réclament du communisme, sans diviser, en ne présentant pas de candidat. Pour ces élections législatives, elle soutiendra Franck Demaumont

¹ RASSEMBLEMENT COMMUNISTE, « Fondation du Rassemblement Communiste », juillet 2008 [en ligne].

<<http://cercles.communistes.free.fr/rcc/presentation.php>>, consulté le 8 janvier 2021.

² ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNISTES, « Texte final du dernier congrès de l'ANC », 18 février 2019, [en ligne].

<<http://ancommunistes.fr/spip.php?article1123>>, consulté le 29 décembre 2020.

et son suppléant.

À travers l'exemple de Fabrice S., nous pouvons affirmer que l'objectif de l'ANC consiste, par une présence de terrain, tout à la fois à « rougir » le discours du PCF et à tenter de rester en relation avec les identitaires de l'intérieur.

Enfin, pour terminer ce tour d'horizon des communistes de « l'extérieur », abordons les cas de l'Association des communistes unitaires (ACU) et des Communistes insoumis. Contrairement aux structures précédemment évoquées, l'ACU n'appartient pas à la mouvance identitaire ou orthodoxe, mais à la tendance refondatrice. Elle est fondée en 2007 par des communistes refusant la candidature de Marie-George Buffet à la présidentielle et souhaitant une candidature de rassemblement de la gauche antilibérale pour cette échéance¹. La plupart d'entre eux, comme François Asensi, Jacqueline Fraysse, Pierre Zarka, Patrick Braouezec ou Roger Martelli, feront partie de la vague de départ de 2010. L'ACU participe, à partir de 2008, à la FASE, puis à Ensemble ! quand la première intègre ce nouveau mouvement en 2013. Comme leurs homologues de l'intérieur, les refondateurs de l'extérieur revendiquent un renouvellement du corpus idéologique communiste, en englobant la question sociale dans un ensemble de thématiques plus vaste, allant de l'écologie au féminisme, en passant par la progression des droits des personnes LGBTI ou l'altermondialisme. Plus généralement, ils désirent forger un « altercommunisme », se détachant des principes du communisme issus de la révolution d'Octobre. Mais contrairement à ceux restés au sein du Parti, qui cultivent – nous l'avons vu plus haut – une forme d'ambiguïté à l'égard de la métamorphose du PCF, ils militent clairement pour la création d'une « nouvelle force politique », rassemblant l'ensemble des courants de la gauche radicale :

« Nous pensons que l'heure est à créer, à l'échelle nationale et bien au-delà, une nouvelle force politique de transformation sociale et écologique, métissant les cultures politiques – socialiste, communiste, libertaire, écologiste... –, s'appuyant

¹ LES EX-PCF, « Association des communistes unitaires (ACU) » [en ligne].
<<http://www.ex-pcf.com/index.php/groupe/126-association-des-communistes-unitaires-acu>>, consulté le 22 décembre 2020.

sur les expériences – autogestionnaires, féministes, altermondialistes... – »¹.

Les modèles sont toujours les mêmes : Die Linke et Syriza² ; l'objectif poursuivi est identique : faire en sorte de contester l'hégémonie à gauche à la social-démocratie et, potentiellement, faire en sorte que cette autre gauche devienne majoritaire. Pour les communistes unitaires, les organisations existantes de la gauche alternative – et tout particulièrement le PCF – sont incapables de se réformer, tant au niveau de leur projet politique pour intégrer de manière cohérente tous les combats émancipateurs, que structurel puisqu'elles ne pourraient pas « envisage[r] [...] le dépassement de la forme d'organisation du XX^e siècle »³. Cette dernière remarque vaut, selon les communistes unitaires, particulièrement pour le PCF qui ne parviendrait pas à rompre avec la conception du parti-guide. En substance, ces derniers recherchent constamment l'innovation politique dans une nouvelle formation à même de mobiliser les citoyens et de briser les barrières entre le champ politique, le mouvement social et la sphère intellectuelle.

Cette nouvelle force politique désirée par les communistes unitaires devra faire preuve de pluralisme. Cette question du pluralisme a éclaté concrètement en 2017 avec la fin du Front de gauche et la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Si les communistes unitaires soutiennent cette dernière, ils insistent sur le nécessaire élargissement du cadre de la FI, qui ne saurait, à leurs yeux, représenter la diversité de ses soutiens, tant sur le plan des partis politiques que des citoyens non encartés.

« La dynamique est brillamment "mélenchonienne" au lieu d'être mélenchonienne et pluraliste. On ne voit pas la diversité de ceux qui soutiennent Mélenchon, tout est construit avec une très forte personnalisation »⁴.

Ils déplorent également les affrontements « fratricides » entre la FI et le PCF aux

¹ ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES, « L'association » [en ligne].
<<http://www.communistesunitaires.net/lassociation>>, consulté le 8 janvier 2021.

² ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES, « Transformer sans frontières, ici et ailleurs », *Altercommunistes*, n°1, septembre 2011, p.3.

³ ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES, « Ce que nous voulons », *Altercommunistes*, n°1, septembre 2011, p.1.

⁴ ALFONSI Gilles, « Face au nouvel arriviste et à Madame Frexit, la gauche d'alternative avec Mélenchon », *Cerises*, n°316, 10 mars 2017, p.4.

législatives de 2017 – la règle ayant été la division lors de ces échéances –, ce qui n'a pas permis de transformer l'essai du bon score de Mélenchon¹.

Enfin, dans la même lignée que les communistes unitaires et proches dans leur discours des refondateurs de l'intérieur, les Communistes insoumis forment un groupe apparu dans la campagne de la présidentielle 2017. Au début du printemps 2016, alors que la direction du PCF entend participer à un processus de primaires à gauche, ils décident de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle et demandent à leur parti d'en faire autant². Après la présidentielle, ils ne renouvellent pas leur adhésion au PCF et s'inscrivent de manière pleine et entière dans la FI. À partir d'août 2017, ils se constituent en association dont l'objet est de « regrouper celles et ceux qui se réclament des idées communistes et qui souhaitent s'engager » dans la FI. Ses principaux animateurs sont : Francis Parny, membre du Comité exécutif national du PCF entre 2003 et 2008 et vice-président de la Région Île-de-France entre 2004 et 2015 ; Christian Audouin, conseiller régional communiste du Limousin entre 2010 et 2015, élu sur une liste Front de gauche ; Bénédicte Taurine, députée insoumise de la première circonscription de l'Ariège, élue en 2017 contre un candidat officiel du PCF et réélue en 2022 ; Farida Amrani, conseillère municipale d'Évry, candidate aux législatives de 2017 – battue par l'ancien Premier ministre Manuel Valls – et, finalement, élue députée de l'Essonne en 2022. Les Communistes insoumis sont en quelque sorte des refondateurs qui sont allés jusqu'au bout de leur réflexion et de leur logique. Constatant désormais le caractère irréformable du PCF, ils ont décidé de rompre. Sur le fond, ils reprochent à leur ancien parti de ne pas prendre au sérieux la question écologique en restant « englué dans le productivisme et le consumérisme »³. Ils désapprouvent aussi sa pusillanimité sur les sujets européens, dans la mesure où l'organisation communiste refuse d'adopter

¹ Le n°327 de *Cerises*, l'une des publications des communistes unitaires, du 12 juin 2017 (sorti dans l'entre-deux-tours des législatives) détaille l'ensemble des circonscriptions « gagnables » par les forces de la gauche radicale, « pas faciles » ou celles où « la division » a été « fatale ».

² PARNY Francis, « Communistes, nous soutenons la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour 2017 », *Blog médiapart*, 22 mars 2016 [en ligne].

<<https://blogs.mediapart.fr/francis-parny/blog/220316/communistes-nous-soutenons-la-candidature-de-jean-luc-melenchon-pour-2017>>, consulté le 7 mai 2022.

³ PARNY Francis, « Nous créons "les communistes insoumis et insoumises" », *Change.org*, 6 juillet 2017 [en ligne].

<<https://www.change.org/p/communistes-nous-soutenons-jean-luc-m%C3%A9lenchon-pour-2017/u/20752897?recruiter=false>>, consulté le 7 mai 2022.

clairement la position d'une « désobéissance aux traités » prônée par la FI. Tout comme les refondateurs de l'intérieur, ils fustigent la pratique des alliances à géométrie variable, qui n'auraient comme finalité que la conservation de l'appareil. En somme, leur engagement à l'extérieur du PCF est vécu comme une poursuite d'un des objectifs de la démarche du Front de gauche : fonder un espace politique permettant à la fois de fédérer les différentes sensibilités à la gauche de la social-démocratie et de mobiliser les citoyens ; ce que dans le jargon insoumis on désigne sous l'expression de « pôle populaire »¹. Pour l'heure, n'ayant pas réussi à emporter l'adhésion de la direction nationale du PCF à ce projet, les Communistes insoumis essaient malgré tout d'influer sur les débats internes à l'organisation communiste et sur ses choix. Pour la présidentielle 2022, à travers plusieurs tribunes sur internet et publications sur les réseaux sociaux, ils tentent de rallier au soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon le maximum d'adhérents du PCF, voire « toutes celles et ceux qui [...] se reconnaissent dans "l'hypothèse communiste" »².

*

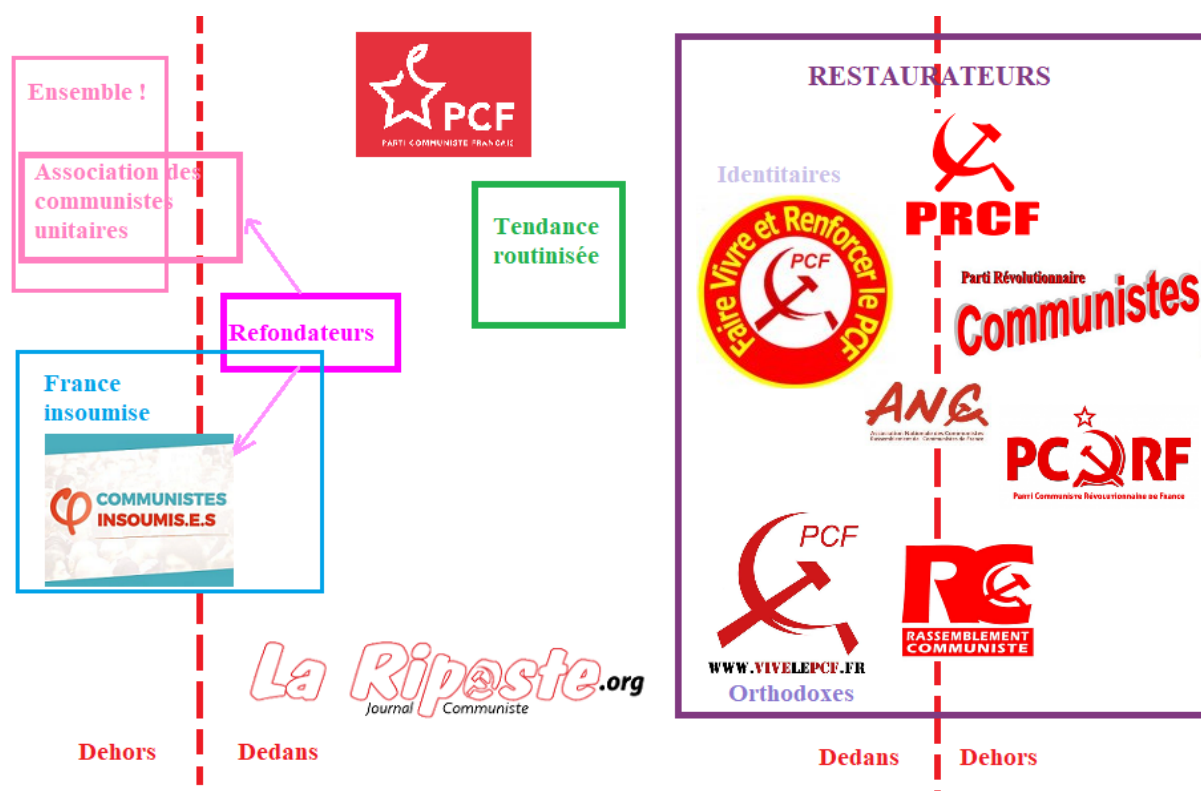
Le panorama sur les tendances internes et externes du PCF que nous venons de dessiner dans ce chapitre et dans le chapitre précédent témoigne de la situation du communisme français contemporain : à la fois, l'éclatement du parti de Fabien en différentes mouvances sans ciment commun entre eux – si ce n'est le plus petit dénominateur, celui d'appartenir à la même organisation – et sans force permettant de les unir ; et, aussi, une dilution de l'espace communiste en dehors même du PCF, dans une multitude de structures externes à ce parti, mais en contact fréquent avec ses militants. Nous pouvons, pour plus de clarté, réunir l'ensemble de ces courants internes et externes dans le schéma ci-dessous [*figure n°11*], représentation simplifiée de la nébuleuse communiste contemporaine. La plupart des tendances ambitionnent d'unir, ou

¹ *Ibid.*

² FRANCE INSOUmise, « Après le vote du PCF, un appel des "Communistes insoumis et insoumis" », 5 mai 2021 [en ligne].
<<https://lafranceinsoumise.fr/2021/05/25/apres-le-vote-du-pcf-un-appel-des-communistes-insoumises-et-insoumis/>>, consulté le 8 mai 2022.

de réunir, les communistes du « dedans » et du « dehors », de rassembler la « force communiste » dans un Parti réunifié¹. L'état de fragmentation avancé fait paraître, pour l'instant, cette quête illusoire.

Figure n°11 : La nébuleuse communiste. Communistes de l'intérieur et communistes de l'extérieur



¹ Pour les identitaires de l'intérieur, voir par exemple MEYER Jean-Pierre, *op.cit.*
Pour les refondateurs de l'intérieur, voir par exemple PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.57.

Chapitre 6 : Les congrès : la fragile articulation entre individu et collectif

Réunis au moins tous les trois ans, les congrès peuvent être considérés comme des moments majeurs de la vie interne du PCF, qui permettent de définir ou redéfinir ses orientations et de désigner ses dirigeants à toutes les échelles – locale, départementale et nationale –. C’est au cours de congrès que certaines notions et certains fonctionnements spécifiques au communisme français ont été délaissés et supplantés par d’autres : abandon du concept de « dictature du prolétariat » remplacé par « la voie démocratique au socialisme » au 22^{ème} congrès de 1976¹, fin de la référence au marxisme-léninisme au 23^{ème} congrès de 1979², remise en cause du centralisme démocratique au 28^{ème} congrès de 1994... Plus récemment, les questions de stratégie électorale plus que les thématiques idéologiques ont connu d’importantes inflexions par l’intermédiaire de congrès. La constitution du Front de gauche fut ainsi lancée au 34^{ème} congrès de 2008, sous l’appellation initiale de « front progressiste et citoyen »³.

Les congrès constituent souvent une sorte de prisme à travers lequel les chercheurs étudient des questions plus larges ayant trait au PCF. Ils peuvent servir d’appui pour analyser l’évolution de la sociologie des adhérents communistes. Par exemple, en s’intéressant à la composition du Conseil national désigné au 23^{ème} congrès de 2003, Dominique Andolfatto dégage certaines tendances plus générales : féminisation du corps militant, rajeunissement autour des quadragénaires, réduction de la part des ouvriers et des intellectuels, concentration sur certaines fractions de la population active (fonction publique et entreprises nationales) ...⁴ Les résolutions de congrès peuvent également former un corpus permettant d’appréhender les évolutions ou, au contraire, les permanences du langage communiste. Ainsi, Magali Guaresi, Damon Mayaffre et

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1976 (a), p.86.

² RÉVEIL COMMUNISTE, « PCF : Abandon de notions fondamentales (récapitulatif) », 21 Novembre 2008 [en ligne].

<<http://www.reveilcommuniste.fr/article-24975910.html>>, consulté le 10 avril 2021.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2008, p.23.

⁴ ANDOLFATTO Dominique, *op.cit.*, 2005, pp.251-255.

Laurent Vanni décortiquent les textes adoptés en congrès national entre 1936 et 2020¹. Ils mettent alors en évidence, sur cette période, l'existence de quatre phases dans le discours communiste. Entre 1936 et 1950, l'organisation adopte un vocabulaire patriotique et antifasciste, alors que l'isolement politique marque les années 1954 à 1970, période signant le retour à une parole révolutionnaire teintée par le marxisme-léninisme et par la rhétorique de lutte des classes. De 1972 à 1987, le lexique s'accorde avec la stratégie du Programme commun : il s'agit alors de « changer la société » par la voie démocratique et électorale. Enfin, la phase la plus récente (1990 à 2018) est celle de l'adoption d'une perspective humaniste mâtinée d'écologisme. Le congrès peut aussi être l'occasion de pointer les transformations organisationnelles. Par exemple, les congrès de la « mutation » (le 29^{ème} de la Défense en 1996 et le 30^{ème} quatre ans plus tard à Martigues) sont à la fois considérés comme des épisodes annonçant une tentative de démocratisation du PCF (notamment le processus d'élaboration des textes), mais aussi de persistance dans le refus de la structuration en tendances².

Ce chapitre apporte un éclairage nouveau en comparaison du mode classique d'étude des congrès que nous venons d'évoquer succinctement. Il repose principalement sur une observation participante de deux congrès : le 37^{ème} congrès d'Aubervilliers de 2016 et le 38^{ème} congrès extraordinaire d'Ivry-sur-Seine de 2018. Plus précisément, j'ai eu l'opportunité de participer, dans les deux cas de figure, à l'ensemble du processus, du local au national. J'ai pu assister à la conférence de section d'Amilly-Chalette, possibilité ouverte, au demeurant, à tous les adhérents communistes locaux. Puis, j'ai pris part aux travaux du congrès départemental en tant que délégué de section et, enfin, du congrès national en tant que délégué de la fédération du Loiret. La méthode de l'observation participante a donc été mobilisée pour l'étude des congrès puisque j'y étais à la fois comme militant et comme observateur. Comme militant, j'ai débattu des sujets à l'ordre du jour, discuté des textes soumis au jugement des adhérents et proposé des amendements. Comme observateur, j'ai pu écouter les arguments des uns et des autres, suivre tout le processus (de son lancement à son achèvement avec le congrès national),

¹ GUARESI Magali, MAYAFFRE Damon et VANNI Laurent, « Entre rupture et continuité, le discours du PCF (1920-2020) », *Histoire & mesure*, 2021/2 (vol. XXXVI), pp.125-162.

² PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2009, pp.165-166.

ses phases passionnées de discussion, voire de déchirement, et celles d'apparente unité ou d'unification incertaine.

Le congrès apparaît ici comme un révélateur de la citadellisation du parti de Fabien. Les différentes chapelles s'y expriment, poléminent sur des questions idéologiques et stratégiques, entrent en concurrence pour conquérir le pouvoir interne. Et si l'unité semble être recouvrée à la fin du processus, celle-ci n'est que temporaire et incertaine. Les déchirements entre sensibilités repartent alors de plus belle dans l'organisation.

6.1. La remise en cause du cadre normatif et symbolique du congrès

De manière générale, les deux congrès étudiés présentent à la fois des caractéristiques communes et des dissemblances. Ils ont, tous deux, été marqués par un ascendant des sujets électoraux sur les autres domaines. En 2016, l'attention est braquée sur les échéances de l'année suivante et notamment la présidentielle. Après avoir évoqué en février l'option d'une participation à une « primaire de toute la gauche » par la voix de son secrétaire national Pierre Laurent¹, le PCF penche, dans son texte final de congrès de juin, pour un candidat commun à gauche, sur la base d'un pacte d'engagements communs soumis à une votation citoyenne nationale, pouvant être désigné par l'intermédiaire d'une primaire citoyenne². Le congrès extraordinaire de 2018 est, quant à lui, une sorte de bilan de cette proposition. Celle-ci ayant échoué, les communistes se sont retrouvés à appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle, tout en menant une campagne autonome. Sans accord avec la FI pour les législatives et donc en concurrence électorale avec cette dernière dans la grande majorité des circonscriptions, le PCF a subi un sérieux revers à ce scrutin (environ 615 000 voix, soit 2,72 % des suffrages exprimés, et onze députés). Face à cette situation délicate et à ce qu'elle percevait comme un risque de disparition du Parti³, la direction nationale d'alors fixe un objectif

¹ BERTRAND Karine-Gabrielle, « Pierre Laurent : la primaire à quel prix ? », *Regards.fr*, 22 février 2016 [en ligne].

<<http://www.regards.fr/archives/web/article/pierre-laurent-a-quel-prix-la>>, consulté le 10 avril 2021.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), pp.15-16.

³ Dans son rapport au Conseil national du 23 juin 2017, le secrétaire national Pierre Laurent affirmait : « la question de l'avenir du Parti est posée ». LAURENT Pierre, *op.cit.*, 2017.

ambitieux pour ce congrès extraordinaire : « se réinventer »¹, voire amorcer une « révolution politique »².

La « réinvention » du communisme français n'est finalement pas véritablement à l'ordre du jour de ce congrès. Il est imprégné par le refrain de l'effacement, porté par la ligne identitaire arrivée en tête du vote des adhérents communistes. C'est justement là que réside la principale dissemblance entre les deux congrès. En 2016, la direction nationale autour de Pierre Laurent, certes affaiblie et malgré ses propositions contestées sur l'élection présidentielle, obtient sur son projet de base commune une majorité absolue (51,2 % des votants). En 2018, au contraire, elle est mise en minorité, la tendance identitaire recueillant une majorité relative des suffrages des adhérents (38 %), ce qui constitue une situation inédite dans une organisation qui semblait jusqu'alors marquée par un certain légitimisme. Les mots n'ont pas manqué dans la presse pour commenter ce renversement : « choc historique »³, « un camouflet historique »⁴, « coup de tonnerre place du colonel-Fabien »⁵, « le putsch est en marche »⁶...

Au-delà du sensationnalisme qui domine les articles journalistiques, un élément essentiel semble avoir évolué entre les deux congrès. Le cadre normatif et symbolique, installé depuis le congrès de Saint-Denis de 2003 – premier congrès où fut ouverte la possibilité de déposer des textes alternatifs à ceux de la direction nationale –, est remis en cause. Nous appelons « cadre normatif et symbolique » un dispositif partisan composé de trois éléments : des normes formelles, des pratiques et une configuration militante.

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2017 (a).

² LAURENT Pierre, *op.cit.*, 2017.

³ RAVINEL Sophie, « Choc historique au PCF : la direction du parti mise en minorité », *Le Figaro*, 8 octobre 2018 [en ligne].

<<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2018/10/06/25001-20181006ARTFIG00126-choc-historique-au-pcf-la-direction-du-parti-mise-en-minorite.php>>, consulté le 18 mai 2022.

⁴ BROSSEAU Anaïs, « Le PC divisé avant son congrès », *La Croix*, 8 octobre 2018.

⁵ MERCANTE Agatha, « Les militants communistes désavouent leur direction », *Politis*, 8 octobre 2018 [en ligne].

<<https://www.politis.fr/articles/2018/10/les-militants-communistes-desavouent-leur-direction-39422/>>, consulté le 18 mai 2022.

⁶ TRICOT Catherine, « PCF : le putsch contre Pierre Laurent a-t-il déjà réussi ? », *Regards*, 21 février 2018 [en ligne].

<<http://www.regards.fr/actu/article/pcf-le-putsch-contre-pierre-laurent-a-t-il-deja-reussi>>, consulté le 18 mai 2022.

Les normes formelles sont inscrites dans les statuts du PCF. Son troisième chapitre, explicitement consacré au congrès, dégage quatre principes majeurs. Premièrement, il consacre le droit de présenter des bases de discussion alternatives au vote des communistes, ce que le langage partisan désigne par l'expression « choix du pluralisme des idées »¹. Deuxièmement, en quelque sorte, ce droit ne doit être utilisé réellement qu'en dernier ressort. Le texte élaboré par la direction nationale doit, ainsi, faire en sorte d'être accepté par le plus grand nombre d'adhérents. Comme le dispose l'article 11.1 des statuts, « tous les efforts sont faits pour aboutir à un texte permettant de rassembler la grande majorité des adhérent-e-s sur des choix élaborés en commun »². Troisièmement, un vote est organisé pour désigner la base commune de discussion³. Le texte qui remporte la majorité des suffrages devient alors « le texte de tous les communistes ». Enfin, ce dernier est l'objet du travail de congrès proprement dit. Il est amendé et voté dans sa nouvelle forme par les congrès locaux, départementaux et le congrès national⁴.

Ces différentes dispositions issues des statuts ne vont devenir une réalité matérielle qu'au moment où elles croisent l'action des individus. Autrement dit, elles ne restent que des règles de papier, jusqu'au moment où les acteurs sociaux s'en emparent, en donnent un sens pratique et les appliquent conformément à ce sens et compte tenu des rapports de force au sein de l'organisation. Ainsi, comme il existe une distinction entre constitution écrite et constitution vivante au sein d'un État⁵, il existe une distinction entre statuts écrits et statuts vivants au sein d'un parti politique. Les statuts vivants naissent de la pratique et de l'interprétation que font les adhérents communistes du texte écrit. Leur contenu dépend aussi de la configuration interne au PCF et, tout particulièrement, des rapports de force entre les différentes tendances.

Nous empruntons cette notion de configuration à Norbert Elias. Dans la sociologie de ce dernier, la configuration sociale est un concept permettant de mettre en exergue l'interdépendance des positions sociales, de « penser le monde social comme un réseau

¹ Article 8 des statuts : PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.15.

² *Ibid.*, p.16.

³ *Ibid.*

⁴ Article 11.2 des statuts, *ibid.*, p.17.

⁵ Voir par exemple POLIDORI Marion, « La notion de Constitution vivante sous l'angle du constitutionnalisme italien contemporain », *Civitas Europa*, vol.32, n°1, 2014, pp.213-223.

de relations »¹. Pour l'explicitier, Elias mobilise le modèle du jeu, que ce soit le jeu d'échecs, le jeu de cartes ou les jeux sportifs comme le football. Une configuration permet de comprendre « la figure globale toujours changeante que forment les joueurs ; elle inclut non seulement leur intellect, mais toute leur personne, les actions et les relations réciproques »². La configuration contraint tous les acteurs qui participent au jeu, qu'ils soient dominants ou dominés, *outsiders* ou *insiders*³. Elias explique que cette notion de configuration sociale s'applique à de nombreuses situations d'interdépendance, que ce soit à de petits groupes d'individus ou à des groupes très étendus, de la partie d'échecs à deux à la société entière. Si on la transpose dans le cadre partisan et, plus particulièrement dans le cas du PCF, nous pouvons dire qu'au sein de l'organisation communiste un système d'interactions existe. Cette configuration sociale est formée des relations d'interdépendance entre adhérents, mais aussi entre tendances. Ces dernières participent à un jeu, dont les règles ont été secrétées à la fois par les statuts et par la pratique qu'en ont les joueurs. C'est un jeu de pouvoir, puisqu'il consiste soit à exercer la direction du Parti, soit à influencer ses décisions. C'est un jeu inégal, avec des joueurs majeurs et des joueurs marginaux, les sensibilités n'ayant pas le même poids interne mesuré par le vote des adhérents. Enfin, c'est un jeu d'influence réciproque puisque l'action d'un des joueurs peut avoir un impact sur le coup d'un autre joueur. Ainsi, la décision d'un des groupes internes peut conduire à une réaction d'un autre groupe. Par exemple, comme nous le verrons plus loin, le fait de présenter un nouveau logo au 38^{ème} congrès provoqua la colère des orthodoxes qui décidèrent de mobiliser via une pétition certains adhérents.

La configuration sociale interne au PCF qui était plutôt stable depuis le début du XXI^e siècle se trouve bouleversée en 2018 par la mise en minorité de la motion proposée par la direction nationale sortante. Depuis 2003, à chaque congrès, le droit de déposer des textes alternatifs est exercé par les différents courants. Cependant, les adhérents placent toujours la base de discussion proposée par le Conseil national en tête du vote et avec une majorité absolue des suffrages. Par conséquent, c'est ce texte qui est amené

¹ CHARTIER Roger, « Formation sociale et économie psychique : la société de cour dans le procès de civilisation », préface à ELIAS Norbert, *La Société de cour*, Flammarion-Champs, 1985 [1969].

² ELIAS Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Pandora, 1981 [1970], p.157.

³ HEINICH Nathalie, *La sociologie de Norbert Elias*, La Découverte, 2010, pp.93-94.

à être retravaillé au fil des conférences locales et fédérales et lors du congrès national. À partir de cette configuration militante se déploie l'interprétation des statuts majoritairement admise – de manière, certes, implicite – par les communistes : la motion de la direction étant majoritaire, elle devient véritablement « le texte de tous les communistes » et n'est amendée qu'à la marge – du moins son sens général et les orientations proposées ne sont pas remis en cause – ; même si les représentants des tendances minoritaires peuvent proposer des inflexions sur certains sujets (l'Europe, le socialisme, le nucléaire comme nous le verrons plus tard), ils savent – tout comme les congressistes nationaux – que leurs tentatives sont inévitablement appelées à échouer et que leurs prises de parole n'ont pour sens que de témoigner de l'existence d'une voix discordante au sein du PCF, confortant par là-même le respect du « pluralisme des idées ».

Ce cadre normatif et symbolique, souvent tacite, est parfois explicité par des militants communistes et, surtout, par des dirigeants nationaux. Au cours d'un entretien de recherche réalisé le 26 octobre 2016, Marc Brynhole, alors chargé de piloter nationalement la partie « projet politique » du texte du 37^{ème} congrès national, confirmait, en quelque sorte, son existence par ces propos :

« Il y a eu 1 800 amendements. Sur un texte comme ça, c'est très difficile de changer une ligne, un mot, etc. La plupart des amendements qui allaient dans le sens de notre ambition (celle de présenter notre vision du changement de société) ont été réintégrés ou réécrits. Au vu des amendements, on l'a réécrit. Je ne sais pas en pourcentage à combien on l'a réécrit. Quelque chose qui n'était pas clair ou pas bien précisé, on a tout réécrit en tenant compte de tous ces amendements. On a balayé l'ensemble des amendements. On n'a pas pu lire 1 800 amendements, c'est absolument impossible. On en a pris comme ça [*il fait un geste de la main comme pour piocher*]. On a pris un certain nombre de fédérations. On a vu des textes qui se sont recoupés. On sent, au bout d'un moment, que là-dessus quand tu lis de façon analytique : "ah, ouais : là-dessus, on est faible". On nous reproche d'être faible du moins. Là-dessus, on nous reproche de ne pas le mettre où il faut. Là c'est un autre sujet : il y a un enjeu qui n'est pas bien précisé. Par exemple, sur l'égalité homme-

femme. Et donc, on l'a fait de façon analytique et on a réécrit. Ce qui était une surprise puisque les délégués, au moment du congrès, se sont retrouvés avec un texte qui n'était pas exactement le même. Il avait une écriture différente. Mais, il disait à peu près la même chose, avec plus de précisions ici, avec des changements d'organisation là pour tenir compte de l'esprit général qui présidait aux amendements qui ont été déposés ».

Ainsi, en 2016, le processus de congrès donne lieu à une sorte de « toilettage » du texte originellement proposé par le Conseil national. En 2018, la situation est différente. Comme nous l'avons déjà évoqué, la base de discussion déposée par le courant identitaire arrive en tête de la consultation interne, sans pour autant atteindre la majorité absolue des votes. Ainsi, même si les statuts sont mot pour mot les mêmes, la configuration militante a profondément changé. Éclate alors un conflit d'interprétation de ces statuts écrits pour leur donner vie concrètement, compte tenu de cette nouvelle donne. Ce conflit oppose les vainqueurs identitaires aux partisans de la direction nationale sortante, comme nous avons pu le constater dans le Loiret :

La commission du texte du 15 novembre 2018 de la fédération du Loiret se donne pour mission d'étudier les 200 amendements venant des conférences de section. Le secrétaire départemental Mathieu Gallois a alors un échange avec l'un des signataires du *Manifeste* Claude M., discussion qui résume ce conflit d'interprétation :

Mathieu Gallois : « On a deux démarches différentes. Là ce que tu expliques, c'est en gros : il faut pas que le texte bouge de trop ».

Claude M. l'interrompt : « J'ai pas dit ça. Il faut conserver les lignes de force ».

Mathieu Gallois poursuit : « Et la démarche dans laquelle on est pour qu'au final on dégage une large majorité autour de ce texte-là. L'objectif du congrès départemental du Loiret, c'est pas de dire qu'en fait on rejette ce texte-là. C'est au contraire qu'il soit partagé par la majorité des congressistes ».

D'une part, les identitaires, victorieux, ambitionnent d'appliquer les statuts selon la même interprétation que précédemment : amender le texte sans en pervertir le sens général. Au contraire, les dirigeants et militants proches de la direction nationale sortante et les refondateurs proposent une nouvelle interprétation : *Le Manifeste* n'ayant pas obtenu la majorité absolue des suffrages, il faut l'amender au point de le transformer, voire de le réécrire entièrement, afin de rassembler la majorité des communistes sur ce texte et éviter les divisions ou, pire, une scission. Ce conflit d'interprétation traversera le processus de congrès, des sections jusqu'à l'échelon national. Prenons l'exemple local de la section d'Amilly-Chalette :

Lors de la conférence de la section d'Amilly-Chalette, qui a voté majoritairement le texte des refondateurs, les adhérents sont submergés par les amendements. Alain C., soutien du *Manifeste*, visiblement excédé, s'empporte contre les dirigeants de la section, refondateurs affirmés : « On sait que vous étiez pour l'autre texte. Vous chipotez pour deux machins et tout. Regardez tous les amendements que vous avez faits. Vous avez mal encaissé qu'on ait gagné et puis voilà ! ».

Au congrès départemental du Loiret des 17 et 18 novembre 2018, fédération qui a voté majoritairement pour le texte proposé par le Conseil national, cette lutte, devant déboucher sur l'éclosion de nouveaux statuts vivants, se poursuit :

Estelle C. (soutien du *Manifeste*) : « Moi je pense que c'est même plus des amendements. Sincèrement. Là, on est en train de transformer ce texte par rapport à ce qu'avaient voté, quand même, les communistes ».

Proche des idées de la direction sortante, Dominique Tripet lui répond : « Dans tous les congrès, quel que soit le texte, il est largement amendable, il est largement amendé. Que ce soit dans les sections, que ce soit au niveau départemental, que ce soit ensuite au congrès national ».

Estelle C. : « C'est pas des amendement ça, c'est des textes ! ».

Plus loin, devant l'afflux des amendements, Daniel C., sympathisant identitaire, martèle : « Améliorer le texte, oui. Il y a des amendements, ça va faire débat. Enrichir le texte, oui. Effacer le texte, je dirais non ».

Sur le plan national, enfin, une publication sur les réseaux sociaux d'Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, provoque l'ire des identitaires. Dartigolles écrit sur sa page Facebook le 18 octobre 2018 : « certains de ces thèmes nécessitent un travail d'amendements "classique" pour le préciser et l'améliorer. Mais, sur plusieurs questions, de véritables réécritures sont à mon avis nécessaires »¹. Ce à quoi les partisans du *Manifeste* répondent : « il n'est pas question de la remplacer [la base de discussion] par une autre d'une autre nature, bref de faire rentrer par la fenêtre ce qui a été sorti par la porte suite à un vote majoritaire [...] Le vote des communistes doit être respecté ! »².

En définitive, cette bataille d'interprétation semble être remportée par l'ancienne direction nationale et les refondateurs. Le texte définitivement adopté par les congressistes nationaux, s'il conserve certains traits caractéristiques du *Manifeste* initial comme l'insistance accordée à la lutte contre « l'effacement du PCF » ou le fait de vouloir « être présents avec [ses] candidates et candidats à toutes les élections »³, n'en est pas moins un document largement remanié. Certaines formules ont été gommées du document, comme la définition du PCF comme « parti d'avant-garde » ou la nécessité de passer par « une transition socialiste » pour parvenir à la société communiste.

Quoiqu'il en soit, le cadre normatif et symbolique, empreint d'une certaine forme de légitimisme, a éclaté au 38^{ème} congrès. À ce titre, la demande de révision des statuts, inscrite dans le texte final du *Manifeste*⁴, est symptomatique d'une situation perturbée ou d'une phase de transition vers un nouveau cadre. En quelque sorte, plusieurs militants communistes espèrent qu'en refondant les statuts une nouvelle configuration vienne au monde ; qu'en transformant les statuts écrits, de nouveaux statuts vivants voient le jour. Cette situation se présente au cours du congrès départemental du Loiret.

¹ DARTIGOLLES Olivier, « Congrès PCF », *publication Facebook*, 18 octobre 2018 [en ligne]. <<https://www.facebook.com/olivier.dartigolles/posts/1734199996689010>>, consulté le 21 décembre 2020.

² REMOND Gilbert, *op.cit.*

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.13.

⁴ *Ibid.*, p.14.

Lors de la réunion de la commission du texte du 15 novembre 2018, le secrétaire fédéral Mathieu Gallois déroule les propositions des sections les unes après les autres. Il s'arrête sur un vœu de la section de Beaugency : « C'est un vœu sur la question des textes alternatifs et de revenir aussi sur nos statuts. Une question qui n'est pas ouverte dans ce congrès, mais ça peut être aussi une demande ». Puis, il fait lecture du vœu en question : « Les textes alternatifs, institués depuis le congrès de Martigues, ont créé chez les communistes une confusion et un brouillage sur l'interprétation sur ce qu'est le Parti communiste. Au fil des années, s'est instillé le risque de la mise en place de tendances, sachant que l'organisation en tendances appauvrit la démocratie que nous souhaitons développer. Le congrès devrait retenir le principe de la révision des statuts et que la future direction organise le débat nécessaire sur cette question. Il s'agit de trouver le moyen de présenter un seul texte qui respecterait la diversité des avis, en mettant, par exemple, des annexes sur les points qui font débat. Cela permettrait de renforcer l'unité des communistes, la richesse des débats et la qualité de la vie démocratique ».

Non prévue à l'ordre du jour, cette question de la révision des statuts n'est pas abordée, malgré les souhaits de certaines sections et adhérents.

Au cours du congrès, les adhérents agissent donc dans les limites de ce cadre normatif et symbolique en mutation. Ainsi, dans ce chapitre, nous n'allons pas adopter une logique macrosociologique fondée sur les structures de l'organisation, sur ses fonctions et objectifs ; ou, dans le cas d'un congrès, sur l'étude des discours des dirigeants et la lecture des documents de congrès, pour évoquer le changement, ou la « révolution de palais » à l'œuvre (Pierre Laurent « évincé » par Fabien Roussel). Se limiter à un examen du sommet de l'appareil politique, constituant une sorte de « fabienologie », ne nous aurait pas permis d'appréhender la totalité du processus de congrès : en effet, se cantonner aux déclarations nationales, aux principales résolutions prises lors des congrès nationaux ou aux décisions de stratégie électorale nous fait manquer des pans entiers de la réalité sociale. Nous considérons que dans toute organisation – et encore plus peut-être dans un parti politique où l'engagement individuel est (formellement) volontaire, non contraint – « l'individu dispose d'une marge de liberté

irréductible dans la poursuite de ses activités »¹. Autrement dit, le fait que la direction nationale prenne telle ou telle orientation ne signifie pas qu'elle soit réellement appliquée par la « base », dans les fédérations et dans les sections, surtout dans un parti qui a abandonné le centralisme démocratique (officiellement en 1994 lors du 28^{ème} congrès) et qui fonctionne dans la logique de l'autonomisme démocratique. Ainsi, le PCF se présente davantage comme une agrégation d'entreprises locales assez disparates, chacune d'entre elles ayant sa propre stratégie, son propre matériel de propagande ou ses propres rituels. Et dans ce cadre-là, l'adhérent peut avoir un espace d'appréciation et d'action assez large, qui fait qu'il ne reproduit pas de manière mécanique ce que le sommet décide.

Plus précisément, au sein du PCF, deux discours antinomiques, mais tous deux axés sur l'articulation entre l'individu et le collectif, ont cours. Le premier valorise le Parti, représenté comme une entité abstraite, et associe, très souvent, à l'organisation politique les mots d' « unité », de « rassemblement » ou de « fraternité » :

« Nous devons préserver comme la prunelle de nos yeux l'unité du Parti communiste, alors même que beaucoup travaillent à notre division, rêvant enfin d'en finir avec ce Parti communiste français qu'ils disent mort mais dont ils envient les positions, les militants et les moyens »².

Le second discours, au contraire, est centré sur l'adhérent pris individuellement, sur la célébration de son rôle fondamental, sur l'exaltation de sa souveraineté et, par conséquent, sur une idéalisation de la démocratie interne :

« Dans les échanges que nous avons ces dernières semaines, chacun-e compte pour un-e. Les premiers responsables comme les autres »³.

¹ CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Éditions du Seuil, 1992 [1977], p.46.

² ROUBAUD-QUASHIE Guillaume, *op.cit.*, 2018.

³ VIEU Marie-Pierre, « Le choix de la dynamique populaire », *L'Humanité*, 21 novembre 2016 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/le-choix-de-la-dynamique-populaire-626561>>, consulté le 21 décembre 2020.

Selon les moments, l'un ou l'autre de ces deux discours l'emporte. Le second, celui qui insiste sur l'adhérent, est aussi le reflet d'une évolution du militantisme en général, qui percute le cœur même du militantisme classique : l'idéal-type léniniste du militant professionnel, faisant don de sa personne et s'en remettant à l'organisation. Dans son livre *La fin des militants ?*, Jacques Ion montre que ce modèle qui repose notamment sur l'effacement de l'individu derrière le collectif n'est aujourd'hui plus dominant, mais est concurrencé par d'autres façons de militer. Un engagement qu'il qualifie de « distancié »¹ émerge, principalement du fait du processus d'individuation qui traverse la société française. D'autres auteurs ont, à ce propos, parlé de « second individualisme »² pour caractériser ce mouvement à l'œuvre depuis environ les années 1970. Dans cette optique, issu de la Révolution de 1789, le premier individualisme était abstrait et imprégné par la raison universelle. Il coexistait avec des instances, comme la classe sociale, les statuts professionnels ou les organisations politiques, permettant d'intégrer l'individu à la société. Le second individualisme est, au contraire, « différencié »³ ou « concret »⁴ : l'individu se considère comme singulier et bricole une identité originale. Les instances intégratrices sont donc bouleversées par ce processus. Sur le plan politique, l'engagement distancié traduit ce mouvement général, mettant en valeur cette personne singulière, contestant « le sacrifice de la vie privée sur l'autel de la Cause »⁵. L'individu n'accepte plus, ou de moins en moins, de se fondre dans l'organisation. Il veut exister en tant que tel : l'engagement n'est alors plus vécu comme une « remise de soi », mais comme « l'expression de soi »⁶.

Une organisation comme le PCF longtemps tributaire d'un militantisme fusionnel – l'individu disparaissant dans le collectif – est, sans nul doute, déstabilisée, frappée de plein fouet par cette montée de l'individu singulier. Elle cherche ainsi une sorte d'équilibre entre l'ancienne façon de faire de la politique fondée sur la culture de remise de soi et cette aspiration de l'individu à s'affirmer de manière particulière. Dans le

¹ ION Jacques, *La fin des militants ?*, Éditions de l'Atelier, 1997, pp.79-97.

² LE BART Christian, *L'individualisation*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008, p.153.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p.154.

⁵ ION Jacques, *op.cit.*, p.82.

⁶ LE BART Christian, *op.cit.*, p.183.

processus du congrès, nous pouvons observer ce compromis. Quatre épisodes scandent un congrès communiste : le temps des déchirements, le temps des réécritures, le temps des symboles et le temps du commun. Ces différentes étapes autorisent une marge de liberté plus ou moins forte à l'individu communiste, laissant le discours sur le Parti ou le discours sur l'adhérent dominer.

6.2. Le temps des déchirements

Le temps des déchirements se situe formellement dans les semaines précédant le vote interne pour le choix de la base commune. Le collectif l'emporte ici sur l'individu.

Dans un premier temps, la direction nationale donne le ton. Elle anime la phase de préparation du congrès en fixant son calendrier, son ordre du jour, ses thèmes. Par exemple, en 2016, elle a identifié une structuration en trois parties pour le projet de base commune – les textes alternatifs devant suivre cette architecture – : le projet politique ; la stratégie électorale pour les échéances de 2017 ; les propositions sur l'évolution du PCF. Pour le congrès suivant, la démarche a semblé être moins verticale. Afin d'identifier les sujets à aborder, un questionnaire à destination des adhérents a été lancé. Selon les données officielles du parti, 20 000 communistes auraient pris le temps de répondre à ce questionnaire. Cette consultation s'est conclue par une assemblée nationale des secrétaires de section le 18 novembre 2017, permettant de décider de la feuille de route pour le congrès. Mais en dépit de cette timide tentative d'ouverture en direction des militants – qui, au demeurant, n'a pas suscité d'engouement particulier au niveau local et départemental –, cette phase reste marquée par une grande verticalité. L'organisation nationale fixe et décide ; l'adhérent s'incline.

Cette verticalité se retrouve également dans la rédaction même du projet de base commune, qui est, avant tout, l'affaire des dirigeants, ou d'une fraction des dirigeants nationaux. Plus précisément, souvent, un dirigeant est chargé d'animer les travaux d'une partie du texte. Il prend alors appui sur les secteurs nationaux, comme la commission Europe, la commission économique, la commission Écologie, le réseau École ou la

commission Féminisme¹. Il peut aussi s'associer sur certains sujets à des élus communistes, des représentants syndicaux ou des responsables associatifs. Au cours de l'entretien du 26 octobre 2016, Marc Brynhole explique son rôle dans le travail d'élaboration du projet de base commune pour le 37^{ème} congrès :

Marc Brynhole : « Au sein du Comité exécutif national², j'étais dans le groupe du projet animé par Pierre Laurent. Et là, on m'a confié l'écriture du projet qui s'appelait *La France en commun* qui a mis six mois de boulot et des dizaines de personnes impliquées. Et puis, il y a eu une deuxième étape qu'on a appelé *Le Temps du commun* pour élargir le propos : monde, Europe... On a pris la base du projet *La France en commun* pour en faire un document de congrès. Ça a été quatre mois de boulot et des milliers d'amendements qui sont venus, les discussions, les débats. J'ai parcouru un bon bout de la France avec d'autres camarades pour animer ce travail-là ».

Question : « Pouvez-vous me préciser les grandes étapes du processus d'élaboration de ces documents ? »

Marc Brynhole : « Pour le faire, d'abord, j'ai commencé par un bout. On avait un comité du projet autour d'une vingtaine de responsables communistes des différents secteurs de travail (de l'économie à l'agriculture, en passant par les droits des femmes, l'éducation, etc.). Ça a duré deux ans. On leur a demandé de faire des notes sur des sujets et d'organiser des débats et des consultations avec leurs experts (communistes ou non). Par exemple, ça s'est fait avec des élus sur la réforme fiscale. On a voulu créer des états généraux de la fiscalité. On n'a pas abouti. Mais ce qu'on écrit sur la fiscalité, c'est le fruit de débats avec les principaux responsables des syndicats (les fédérations de fonctionnaires, les fédérations des syndicats des impôts), des élus locaux qui connaissent le sujet de la fiscalité locale, nos sénateurs, etc. Je les ai rencontrés chaque lundi tout l'hiver

¹ En 2021, on comptait une vingtaine de commissions, secteurs et réseaux thématiques. Voir : PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Les secteurs » [en ligne].
<https://www.pcf.fr/les_secteurs>, consulté le 19 avril 2021.

² Le Comité exécutif national est l'organe de direction du PCF. Il est élu par le Conseil national sur proposition du secrétaire national. Il correspond à la nouvelle dénomination du Bureau politique.

2015. J'avais fait un collectif sur ça avec des gens vraiment très très divers. Il y avait un docteur en économie, des gens de chez nous aussi qui ont une habitude de travailler sur les questions de fiscalité. Et tout ça, ça a donné lieu à des PV de réunion dans lesquels je me suis enfoui avec la section économique pour ramasser ça. Pour donner une idée sur la fiscalité. Les autres thèmes ont été tout autant fouillés. Sur l'éducation, la camarade responsable du réseau École, Marine R., a rencontré des syndicats, des chercheurs en psychopédagogie... Et tout ça donne lieu à son bulletin. Et à chaque fois nos réunions du projet, on avait des notes qui étaient débattues avec les vingt-cinq membres du comité du projet pour dire comment on ramasse toutes ces connaissances, pour construire un point de vue. Puis, il y avait la validation du point de vue. Si on pouvait trancher, on tranche. Sinon on laisse et on tranche plus tard. On instruit plus tard le débat pour le trancher. Et donc, on a donné à tous les communistes à travers le document du congrès l'ensemble de ces éléments-là dans un texte un peu long, mais qui est le fruit de toute cette collecte et de tous ces arbitrages ».

En résumé, le texte, construit par la direction, descend du national au local, tombe du haut vers le bas de l'organisation. Se pose, dès lors, la question de la réception par les adhérents de cette première version de base commune, mouture qui n'a pas encore passé ni l'épreuve du vote des communistes, ni celle du travail d'amendement et de réécriture.

Question : « Comment les communistes se sont-ils appropriés ce texte ? »

Marc Brynhole : « Une fois le texte élaboré, avant la consultation des communistes, j'ai fait plusieurs débats dans des fédérations qui m'ont invité. Le fait d'en parler, de présenter, de montrer les débats à ouvrir (sur l'Europe par exemple), ça a suscité beaucoup beaucoup d'intérêt. Mais il fallait qu'il y ait un débat presque physique sur ça. Et se dire : j'ai une carte au Parti communiste, je milite, je milite pas, mais bon j'y suis. Je suis de ce collectif humain. Mais, au fait, pourquoi ? C'est quoi le but ? Cette affaire de projet, c'est pour répondre à ça ».

Les propos de Marc B. confirment ainsi l'état de passivité dans lequel sont plongés les

adhérents à cette phase du processus de congrès. Dans la conception du projet de base commune présenté par le Conseil national, ces derniers sont, en théorie, invités à apporter des contributions individuelles et collectives par l'intermédiaire d'un site internet dédié. Mais, en pratique, leur implication est, pour l'instant, presque inexistante. De plus, ils sont considérés comme les réceptacles d'une parole descendante venant du sommet de l'organisation partisane. Au fond, cette étape est empreinte d'une forme de centralisme démocratique : les décisions sont prises par le « haut » et le « bas » subit passivement.

6.3. Le vote ou le temps des polémiques

Une fois la proposition de la direction établie et adoptée par le Conseil national et les textes alternatifs déposés, vient le moment du vote de la base commune par les communistes. C'est l'épisode privilégié d'affrontement des différents courants du PCF. Chacune des sensibilités exprime dans son document ses principales idées-forces, son projet de société, ses orientations stratégiques. Succinctement, les identitaires et les orthodoxes affichent dans leur motion leur objectif de vaincre définitivement la « mutation »¹. Les refondateurs proposent de dépasser le modèle bolchévique issu de la révolution russe de 1917, qui se perpétuerait en filigrane ou en vestiges dans l'organisation contemporaine, et de rompre définitivement avec une stratégie axée sur l'union avec le PS. Quant à la tendance routinisée, elle vise l'autoreproduction et l'autoconservation de l'appareil et, par conséquent, est plutôt frappée par l'immobilisme. Le temps des déchirements est ici assimilé à un temps des polémiques entre les différents groupes. Ainsi, les refondateurs attaquent les postures qu'ils jugent archaïques des identitaires, « les retours de flammes nostalgiques »². Du sommet, les controverses se déversent vers la base, comme ce fut le cas à Chalette-sur-Loing et à

¹ BRULA Pascal, « La bataille ne fait que commencer », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 31 mars 2019 [en ligne].

<<https://lepcf.fr/La-bataille-ne-fait-que-commencer>>, consulté le 21 décembre 2020.

² MAZAURIC Claude, « Claude Mazauric soutient le texte "Se réinventer ou disparaître" », *Printemps du communisme*, 3 septembre 2018 [en ligne].

<<https://printempsducommunisme.fr/contribution-de-claude-mazauric/>>, consulté le 21 décembre 2020.

Montargis au lendemain de la consultation des adhérents :

Une réunion de section d'Amilly-Chalette se tient le 11 octobre 2018, soit quelques jours après le vote des adhérents ayant donné une victoire – relative – du texte identitaire *Le Manifeste*. Les échanges se concentrent exclusivement sur cette question.

Stéphane K. (soutien du texte des refondateurs *Pour un printemps du communisme*) : « Moi j'ai eu le temps de le lire en large et en travers. Le truc qu'ils ont voté, là. Moi j'ai pas voté pour celui-là. Par contre, on revient à l'âge de pierre, je trouve. Moi je parle avec mes mots ».

Serge P. (soutien du texte des identitaires) lui répond : « Attends, attends... Un peu doucement quand même dans tes réflexions. "Tu trouves", "tu trouves", oui... On fait partie de l'âge de pierre aussi nous ! Mais enfin t'es bien content de ce que l'âge de pierre t'a procuré. T'es bien content de l'avoir ».

Stéphane K. : « D'accord. Oui, les acquis, la sécurité sociale, c'est grâce aux communistes. Mais, c'est le passé. Il faut peut-être aller maintenant vers le progrès ».

Quelques jours après, le 24 octobre, à la section voisine de Montargis, Serge C., partisan du *Printemps*, critique quant à lui le dogmatisme du *Manifeste* : « Le Parti communiste est présenté comme la seule force de gauche sur laquelle ne pèsent pas les idées dominantes. Les camarades du Nouveau Parti anticapitaliste ou certains membres de France insoumise apprécieront. Là aussi ce discours : on est les meilleurs, on est les purs, les autres sont sous influence des idées dominantes ».

De leurs côtés, les identitaires répliquent en présentant, de manière plus ou moins feutrée, les refondateurs comme des « liquidateurs », un courant accusé de vouloir en finir avec le PCF et de fonder « autre chose », c'est-à-dire une autre force politique rassemblant différentes sensibilités de la gauche radicale. Cette imputation de l'étiquette « liquidatrice » est repérable, tacitement, dans les échanges suivants :

Au cours d'un débat mouvementé à la conférence de section d'Amilly-Chalette du

10 novembre 2018, Claude Billard dénonce de manière implicite les « liquidateurs ». Un amendement sur la question du rassemblement avec les formations à la gauche de la social-démocratie lui en donne l'occasion.

Claude Billard : « Bon c'est pas faux. Mais très franchement... Parce que derrière, je vois bien ce qu'il y a. Je suis quand même pas novice en politique ».

Un autre adhérent s'interroge alors : « Bon, alors qu'est-ce qu'il y a derrière ? ».

Plus loin, Claude B. rajoute : « Moi, ce qui me préoccupe, c'est le Parti. Je vois bien. Je vois bien ce qu'il y a derrière ».

Cette expression – « ce qu'il y a derrière » –, qui pourrait paraître énigmatique en dehors du contexte particulier dans lequel elle est prononcée, prend toutefois toute sa signification à la lumière des controverses entre tendances au sein du PCF. « Ce qu'il y a derrière » signifie pour les adhérents – ou pour certains d'entre eux – que, peu ou prou, les refondateurs ambitionneraient de remplacer le Parti par « autre chose ». On pourrait même dire, que, de manière latente, un certain complotisme anime les identitaires. Les refondateurs sont alors transformés en agents d'autres organisations politiques – hier des socialistes¹, aujourd'hui des insoumis – ayant pour mission d'en finir avec le PCF. L'expression « ce qu'il y a derrière » peut alors être mobilisée pour dévoiler cette supposée conspiration venant d'alliés réputés peu fiables ou peu honnêtes.

Parallèlement aux polémiques internes, le vote des adhérents donne lieu à un discours élogieux sur la démocratie partisane, qui insiste sur la souveraineté des adhérents et sur les capacités de ces derniers à prendre en toute intelligence les décisions. Mais ce qui ressort, en fait, est un adhérent se trouvant en situation de passivité face à des décisions qui se prennent ailleurs, sur lesquelles il n'a aucune prise. Un sentiment de dépossession semble même l'habiter et cela à deux niveaux. Premièrement, il s'agit d'une dépossession quant à la compréhension même de ce qui se joue au « national » entre les différentes tendances en présence. Nous avons pu être témoin de cette méconnaissance du contenu idéal proposé par celles-ci au cours de nos observations dans le Loiret,

¹ Julian Mischi note qu'au milieu des années 1980 le « phantasme d'un "complot social-démocrate" pour "liquider le PCF" » agite la direction nationale autour de Georges Marchais. Cette rhétorique est alors investie comme un instrument pour neutraliser et marginaliser les communistes critiques. MISCHI Julian, *op.cit.*, 2014, p.128.

méconnaissance parfois verbalisée par des communistes exprimant une certaine frustration :

La réunion du conseil départemental du 3 juillet 2018 se penche sur l'analyse des textes qui seront soumis au vote des communistes en octobre. Bruno L. s'appesantit sur son incompréhension des différentes nuances en lice dans la consultation : « Quand il y a plusieurs motions alternatives, ça donne l'impression du concours "qui est plus communiste que le communiste". Déjà qu'on n'est pas nombreux, on est divisé en une myriade de constellations. Ça donne l'image d'un morcellement des communistes. C'est un peu comme les manifestations parisiennes où on a une myriade de groupes communistes. Le parti révolutionnaire communiste qui se dit vraiment communiste. Le parti des vrais bolchéviques qui affirme qu'il est plus communiste que les vrais communistes... Ils se divisent parce que les uns reconnaissent Lénine, les autres Trotski, les autres Marx... Et ils se divisent tous sur la connaissance de la date de je ne sais quoi... Tiens sur la date de la communion de Trotski ».

Ensuite, la lecture des textes, longs et ardu, soumis au vote donne lieu à un deuxième type de dépossession. Le volume des documents est bien évidemment en cause (« des romans », « de la littérature »). Reproche intégré par les dirigeants :

« C'est une exigence démocratique. On m'a dit : le volume du texte importe peu, c'est le contenu qui compte. Qu'on m'explique alors pourquoi *Le Manifeste du Parti communiste* a été, un temps, le livre le plus vendu au monde et non pas *Le Capital* ? Non, si nous voulons que les communistes, par dizaines de milliers, participent pleinement et souverainement à ce congrès, il faut produire un texte qui le permette »¹.

Mais, de manière plus précise, être capable de lire l'intégralité de ces motions implique la possession d'un capital culturel assez important. Les communistes qui peuvent

¹ ROUBAUD-QUASHIE Guillaume, *op.cit.*, 2018.

réinvestir dans le cadre militant une ressource cumulée à l'extérieur de l'organisation se trouvent favorisés ; alors que ceux appartenant aux classes populaires sont « largués », comme ils l'affirment. La mise en place statutaire de résumés des textes dans la brochure du congrès¹ et la tenue de débats avant le vote ne peuvent empêcher que s'exerce au sein du PCF une violence symbolique, où le « dominé collabore à sa propre exploitation à travers son affection ou son admiration »². Dans le Montargois, des dispositifs sont mis en place par les sections pour diminuer la distance entre le « simple » adhérent et le sommet de l'organisation, pour tenter de le rapprocher du discours des sensibilités :

La réunion de section de Chalette-sur-Loing du 21 avril 2016 est destinée à préparer le vote des adhérents pour la base commune de discussion. Le secrétaire de section propose qu'au cours de cette réunion lecture soit faite des résumés des quatre textes en lice. Pour chacun de ces textes, un adhérent lit à voix haute le résumé, ce qui, selon le secrétaire, permettrait de faciliter le choix des votants, leur épargnant la peine de déchiffrer les quelque cents pages du fascicule. Près d'une semaine plus tard, le 27 avril, Olivier Dartigolles, rédacteur de la partie sur les élections de 2017 du projet de base commune, est invité par la section de Montargis, dans le but d'« éclairer » les communistes avant la consultation.

Mais, parfois, les résumés et les discours des dirigeants nationaux ne suffisent pas à abaisser les barrières symboliques entre le sommet et la base. Le mal-être de l'adhérent peut alors éclater de manière criante, ce qui peut même conduire à interpeller directement les dirigeants nationaux :

Le 27 août 2016, à l'Université d'été du PCF à Angers, est organisée une conférence avec pour titre « quelle stratégie pour la conquête du pouvoir au XXI^e siècle ? ». Le secrétaire national Pierre Laurent l'anime et y développe sa vision de la « stratégie de rassemblement à vocation majoritaire ». Après avoir fait son

¹ Selon l'article 11.1 des statuts : « Tout texte est accompagné d'un résumé de ses orientations essentielles. Les résumés sont de taille identique » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.16.

² BOURDIEU Pierre, *op.cit.*, 1994, p.198.

exposé, il laisse la parole aux militants. Une jeune fille prend alors la parole, visiblement agacée. Elle reproche aux dirigeants de son parti en général, et à Pierre Laurent en particulier, son discours trop complexe, trop « intello ». Elle s'interroge : comment s'adresser au plus grand nombre, aux ouvriers, aux travailleurs avec ce genre de discours ? Elle demande à Pierre Laurent d'« écouter les gens » et de parler simplement. Elle conclut en signalant qu'elle n'est pas une « grosse tête », qu'elle ne comprend pas ce parler trop sophistiqué, qu'elle se sent « languée ».

En définitive, c'est la question de la destination des textes de congrès qui est posée. Il semble exister, en effet, un décalage entre l'affichage politique et la réalité. Le PCF veut parler, à travers ses écrits, « à toutes et à tous »¹, c'est-à-dire potentiellement à tous les citoyens. Au cours de l'entretien de recherche réalisé avec Marc Brynhole, celui-ci se penche sur cette problématique de la finalité des documents partisans :

« L'idée, c'est de dire : au-delà des rangs d'un parti, quelle vision on a aujourd'hui de la société, quelle visée on a pour elle, en essayant d'avoir un langage plutôt simple. C'est pas un document d'experts, même s'il se veut approfondi. Il veut essayer de dire ces choses au plus grand nombre ».

Entre l'objectif affiché et le résultat se dessine un écart, puisque, non seulement, le texte ne paraît pas dépasser le milieu partisan, mais, en plus, au vu des réactions des adhérents – surtout ceux issus des classes populaires ou de ceux l'ayant fraîchement rejoint et n'ayant donc pas encore assimilé la culture militante –, il semblerait que seule une petite minorité de communistes (militants très engagés, élus, dirigeants) se l'approprie véritablement.

La consultation des communistes en elle-même sonne le retour sur le devant de la scène de l'adhérent, réputé être souverain et décideur. Une différence notable peut être, néanmoins, identifiée entre le vote de 2016 et celui de 2018. La comparaison de la

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Il est grand temps de rallumer les étoiles. L'Humanifeste du Parti communiste français*, Les Éditions Arcane 17, 2013 (c), p.73.

géographie du vote permet de révéler l'approfondissement des divisions au sein du PCF et l'éclatement du cadre normatif et symbolique entre ces deux dates [figure n°12]. En 2016, sur 96 fédérations, 80 ont placé le texte du Conseil national en tête (dont 59 avec une majorité absolue et 21 avec une majorité relative). En 2018, elles ne sont plus que 49 (dont 28 avec une majorité absolue et 21 avec une majorité relative). À l'inverse, la motion des identitaires, qui n'avait atteint la majorité que dans trois départements en 2016 (dont un avec une majorité absolue), y parvient dans 40 en 2018 (dont 24 avec une majorité absolue et 16 avec une majorité relative). Quant au courant des refondateurs, son audience s'écroule entre les deux dates, passant de 10 fédérations (dont 6 avec une majorité absolue et 4 avec une majorité relative) où son texte arrive en tête au 37^{ème} congrès à seulement 4 (dont une avec une majorité absolue). Enfin, l'ancrage territorial des orthodoxes est similaire entre les deux dates (2 départements en 2016, contre 3 en 2018). Les cartes ci-dessous permettent d'identifier une plus grande fragmentation au sein de l'organisation communiste entre ces deux dates. Elles témoignent aussi du fait que la ligne identitaire qui, en 2016, était dominante dans ses fédérations traditionnelles – Pas-de-Calais, Nord et Ardennes – a réussi à grignoter sur des départements jusqu'alors acquis à la direction nationale de Pierre Laurent ou des refondateurs. La litanie de l'« effacement » semble avoir fonctionné dans la mobilisation des adhérents en faveur du *Manifeste*. Le réflexe de survie, en quelque sorte, a fini par inonder les débats de fond ou de stratégie pour accorder la victoire aux identitaires.

Le morcellement idéologique interne s'accroît donc, ce qui provoque un certain désarroi de la part des militants. À Chalette-sur-Loing, certains adhérents ont laissé s'exprimer leur malaise :

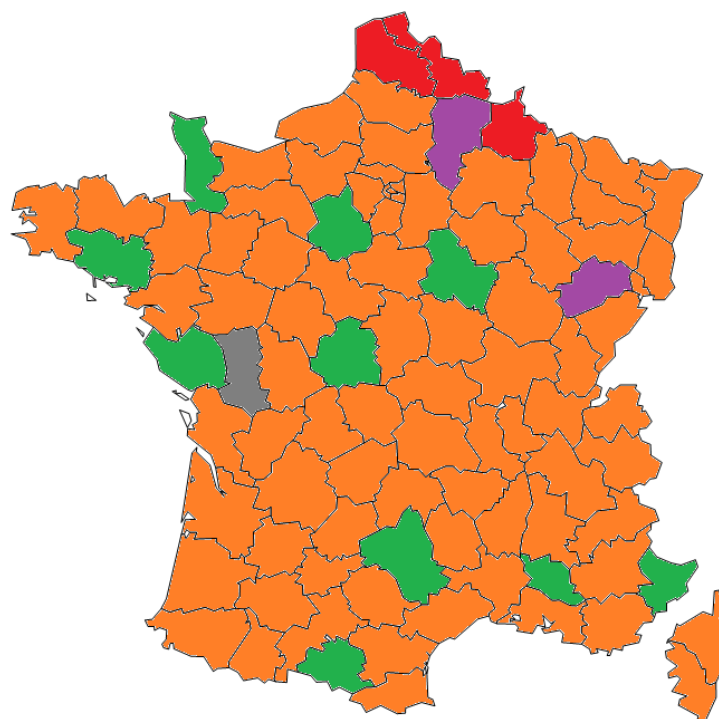
À la réunion de section d'Amilly-Chalette du 11 octobre 2018, les présents débattent du résultat du vote. Le secrétaire de section Bruno B. donne son avis : « Ce que je vois, c'est qu'il y a eu une campagne autour du côté identitaire. Le drapeau, le drapeau... *Le Manifeste*, c'est une grosse tendance qui s'est bien organisée et qui l'a emporté. C'est nouveau dans le Parti ».

Marcelle B. lui répond : « Ce qui est nouveau, c'est que nous sommes divisés ».

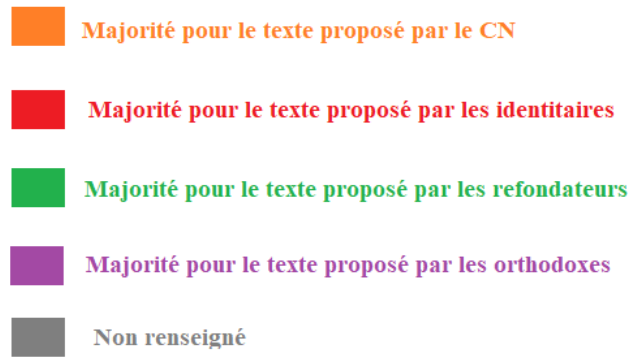
La phase des déchirements est close avec la fin de la consultation. Le texte ayant obtenu le plus de suffrages devient la base commune de discussion, qui sera amendé et transformé avec comme souci la « construction de l'unité des communistes »¹. Pour ce faire, il doit passer par l'étape des réécritures.

Figure n°12 : Les résultats des textes soumis au vote des communistes en 2016 et en 2018

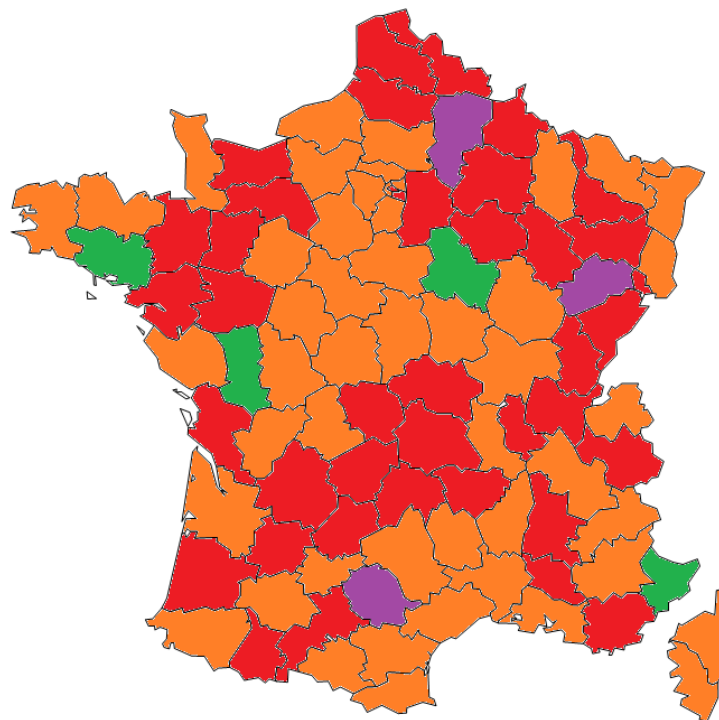
a) 37^{ème} congrès (mai 2016)



¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Résolution du Conseil national », 15 avril 2016 (d).



b) 38^{ème} congrès (octobre 2018)



6.4. Le temps des réécritures

Au cours de cette nouvelle phase, l'adhérent est valorisé par l'organisation. Il ne subit plus passivement les positionnements nationaux. Éclate alors dans toute sa grandeur le « décentralisme démocratique », c'est-à-dire le fait que chaque communiste est élevé au

« statut de théoricien »¹. Le communiste, individuellement, peut prendre la parole dans sa conférence de section ou en congrès départemental et soumettre des amendements au vote. Le collectif est relégué au second plan, sur la base de certaines dispositions des statuts qui se fixent comme objectif la promotion de la « capacité d'intervention politique de chaque communiste »². À cette étape du congrès, les dirigeants communistes s'efforcent d'appliquer ces dispositions avec plus ou moins de soin :

En introduction à la commission fédérale du texte du 15 novembre 2018, le secrétaire départemental Mathieu Gallois veut fixer le cap du congrès du Loiret : « L'idée, c'est ça : c'est que les copains qui viennent ne passent pas leur temps à écouter quatre ou cinq qui vont parler pendant tout le congrès, mais qu'ils puissent être acteurs de leur propre congrès ».

Il s'agit donc pour la structure partisane de « placer l'adhérent-e au cœur des constructions et des décisions »³, puisque la souveraineté interne est censée lui appartenir. Dans l'histoire du PCF, cet intérêt porté à la souveraineté et à la démocratie militante est, au demeurant, relativement récent. Il date du début de l'ère Robert Hue, marquée par de nouveaux statuts adoptés au congrès de Saint-Ouen de 1994⁴, mouvement renforcé par le congrès de Martigues en 2000, congrès dit « de la modernité communiste »⁵.

L'organisation construit ainsi une représentation d'elle-même s'effaçant ou niant son existence – pour un moment du moins – pour, au contraire, ériger en seule force existante l'adhérent. Cette image d'elle-même est poussée à son paroxysme au cours des deux jours de congrès national, qui est, officiellement, un temps de flottement ou de vacance du pouvoir. Formellement, le PCF est alors dépourvu de direction nationale, ce qui peut laisser les congressistes – appelés alors à assurer pleinement un rôle actif – perplexes ou narquois, comme le montre la conversation ci-dessous :

¹ PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2009, p.176.

² Article 2.1 des statuts. Voir PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.8.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.18.

⁴ LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *op.cit.*, p.30.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Congrès de Martigues (23 – 26 mars 2000). Les textes et les votes du 30^{ème} congrès du Parti communiste français », 2000, p.1.

Le 23 novembre 2018 s'ouvre le congrès national à Ivry-sur-Seine. Fabien Gay, sénateur de Seine-Saint-Denis, anime les travaux. Il les inaugure en disant : « depuis ce matin nous n'avons plus de direction nationale. Nous allons élire le bureau du congrès ». Olivier Dartigolles, délégué des Pyrénées-Atlantiques, un rang devant moi, se tourne vers Marc Brynhole et lui glisse, en riant : « Il n'y a plus de direction nationale. C'est la chienlit ! ». Marc Brynhole poursuit la plaisanterie : « Y a plus de direction... Y a plus de consigne, y a plus rien quoi ! ».

Dans les faits, le bureau du congrès est composé de membres de la direction sortante ou de la direction à venir. D'ailleurs, le rapport d'ouverture est souvent prononcé par le secrétaire national en poste. Ce fut le cas de Pierre Laurent en 2013¹ et 2018² et de Marie-George Buffet en 2006³.

Le culte de l'adhérent-roi se matérialise aussi physiquement par la disposition de l'espace. En 2018, le schéma de l'amphithéâtre a été choisi, ce qui signifie que la tribune composée de dirigeants nationaux se situe en contrebas. Les congressistes la surplombent et ont une vue d'ensemble sur les orateurs se succédant aux micros situés au niveau inférieur grâce à quatre grands écrans. Une sorte d'inversion de la hiérarchie partisane est opérée : le communiste-souverain se trouve au-dessus de la direction, dont le pouvoir procède du premier. Loin semble le temps du centralisme démocratique, où la ligne était décidée par la direction et descendait pyramidalement vers la base. À titre de comparaison, le 22^{ème} congrès de 1976, celui qui affirmait pourtant que « la démocratie et la liberté, c'est aujourd'hui le terrain principal du combat de classe, du combat révolutionnaire »⁴, restait dans cette vertigineuse verticalité avec la tribune des dirigeants, rouge, haute et imposante, dominant le parterre des congressistes⁵. En 2016, un temps de travail « en ruches », c'est-à-dire par petits groupes de congressistes, a été

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 36^{ème} congrès », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°507, 13 février 2013 (a), pp.2-5.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.3.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2006, pp.2-6.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1976 (a), p.79.

⁵ Une vidéo du 22^{ème} congrès est disponible sur le site internet de Ciné-archives : LEBEL Jean-Patrick, « 22^{ème} congrès du Parti communiste français », *Ciné-archives*, 1976 [en ligne].
<<https://www.cinearchives.org/Films-447-325-0-0.html>>, consulté le 22 avril 2021.

mis en place, reflet là aussi de cette ambition de donner la parole aux adhérents. Cet intérêt porté à l'espace, à sa mise en scène et au sens qu'il renvoie, remonte à la « mutation » du milieu des années 1990 lancée par Robert Hue¹, parallèlement donc aux changements organisationnels et statutaires majeurs opérés à cette époque.

La place omniprésente accordée à l'adhérent individuel trouve une traduction concrète au cours des congrès nationaux, où chaque intervenant au micro, quel que soit son statut, a le même temps de parole (deux ou trois minutes selon les parties discutées) pour défendre un amendement ou une position. Le dispositif est identique pour chaque orateur : à l'appel de son nom et de sa fédération d'appartenance, il s'avance sur une mini-estrade où est posé le micro ; un spot lumineux est dirigé vers elle ou lui, l'éclairant pour la retransmission vidéo en direct sur les réseaux sociaux ; le minuteur est déclenché pour respecter l'égalité dans la durée des interventions. Parfois, cependant, le dispositif est remis en cause, notamment quand un dirigeant national ou un porte-parole de tendance s'exprime :

À Aubervilliers, en juin 2016, un débat est lancé sur l'orientation générale de la base commune. La parole est donnée à Frédérick Genevée, l'un des chefs de file du texte alternatif des refondateurs *L'ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen*. Il déborde ses trois minutes autorisées. Éliane Assassi (présidente du groupe communiste, républicain et citoyen au Sénat), qui anime à ce moment-là les travaux, le recadre : « il faut terminer maintenant ».

Frédérick Genevée lui répond : « on a un débat de sens ».

Éliane Assassi lui rétorque : « oui, mais on a des règles ».

Éliane Assassi laisse finalement Frédérick Genevée conclure sa prise de parole, dépassant largement les trois minutes accordées. Elle conclut en disant : « Je suis désolée, mais je rappelle la règle qui vaut pour tout le monde. Le temps de parole est limité à trois minutes et vous avez le compteur à disposition ».

D'autres orateurs nationaux se succèdent ensuite à la tribune. La maîtresse de cérémonie ne fait alors plus respecter la règle à la suite de cette première entorse.

¹ Au 29^{ème} congrès de 1996, « le congrès devenait forum » abolissant le « face-à-face » entre dirigeants et délégués. Voir PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2009, p.168.

Ainsi, le secrétaire départemental du Pas-de-Calais Hervé Poly, signataire du texte identitaire, s'autorise une intervention de quatre minutes quarante, alors qu'Emmanuel Dang Tran, leader des orthodoxes, s'étale sur plus de cinq minutes sans interruption. La conséquence de ces dérogations se fait sentir sur les « simples » militants : le temps de parole autorisé est plus tard raccourci à deux minutes trente pour tenir les horaires.

La souveraineté des adhérents ne se limite pas à une simple mise en scène de l'espace et à l'égalité de traitement – plus ou moins respectée – dans la tenue des débats. Elle se manifeste de manière palpable dans le droit qu'ont les délégués de proposer des amendements, vœux et motions ; autrement dit, dans leur capacité de réécrire le texte voté.

6.4.1. Le poids des mots

S'engage alors un processus long et fastidieux au cours duquel chaque mot compte ; au cours duquel aussi les dirigeants à toutes les échelles tentent d'arrondir les angles, d'édulcorer les divergences entre les différentes sensibilités pour les faire cohabiter, à défaut d'avoir le pouvoir de construire une culture commune. L'exigence de rassemblement ou d'« unité » constitue l'objectif à atteindre, comme le rappelle Marc Brynhole au cours de notre entretien :

Revenant sur la réécriture du texte du 37^{ème} congrès, Marc Brynhole souligne cette recherche de l'unité : « L'unité, ça se décrète pas comme ça [*il claque des doigts*]. Il faut donner des preuves, que tout le monde écoute les autres. Ce qui nous rassemble doit être plus fort que ce qui nous sépare. Ça ne doit pas conduire à nier les sensibilités qui s'expriment. Mais renforcer le tronc commun est une nécessité, y compris pour bien écouter la diversité des points de vue qui s'expriment. Et c'est ça le travail qui a été fait. Je revendique ça du moins, même si ça a été compliqué et on aurait pu faire mieux. On aurait pu mieux le réécrire bien sûr. Évidemment ».

Le 38^{ème} congrès s'inscrit dans le même registre, à ceci près que le travail de réécriture est plus étendu et poussé sur un document qui n'a pas recueilli la majorité absolue des suffrages. Le secrétaire départemental Mathieu Gallois aborde le sujet lors de la commission du texte du 15 novembre 2018 :

« Il y a un texte qui est arrivé en tête qui est *Le Manifeste du Parti communiste*, avec 42 %. On sait qu'il y a un GROS [*il insiste sur le terme « gros »*] travail à faire autour de ce texte pour rassembler une large majorité de communistes. Donc ça veut dire que forcément il faut que le texte soit enrichi, amélioré... pour qu'on arrive à ce congrès à un texte avec une large majorité de congressistes qui puissent s'y retrouver. Au plan national, il y a déjà énormément, énormément d'amendements qui ont été votés. Je crois qu'il y a eu 56 conférences départementales qui ont eu lieu. Et dans toutes les conférences départementales, le texte est entièrement réécrit, modifié... De toute façon le texte qu'on étudie ne sera plus celui-là au final. Mais le but, c'est qu'il y ait une majorité d'adhérents qui s'y retrouvent ».

Le travail de transformation du texte est donc particulièrement intense. En 2016, 2 500 amendements et vœux des congrès départementaux ont été transmis à la commission nationale du texte chargée d'en proposer une nouvelle version aux congressistes nationaux ; en 2018, on en dénombre 7 000. Des passages issus d'autres textes alternatifs y sont par endroit intégrés, pour contenter en partie les courants minoritaires¹. Jusqu'au vote final du texte au dernier jour du congrès national, le document d'orientation est fluctuant, variant au gré des débats et des propositions de modification. Le congressiste dépose son amendement et le défend. Un avis de la commission du congrès est donné par rapport à cet amendement. Elle peut retenir l'amendement, le plus souvent si celui-ci conforte le sens du texte en lui apportant une précision. Elle peut le rejeter, quand celui-ci contredit le propos initial ou a pour effet de rallonger le document en y apportant des détails jugés superflus. Parfois, la commission

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.4.

est débordée par l'afflux d'amendements venant des congressistes, ce qui l'amène à adapter la position de principe consistant à examiner toutes les propositions des congressistes nationaux et donc à remettre en cause, en partie, le rôle central de l'adhérent. En juin 2016, ce cas de figure s'est manifesté :

Ainsi, l'animateur du « projet politique » Marc Brynhole décide de ne pas étudier toutes les propositions venant de la salle. Pour justifier son choix, il dit : « nous ne sommes pas à l'écriture exhaustive d'un programme ».

En 2018, le conflit d'interprétation des statuts, dont nous avons parlé précédemment, se déclare entre les défenseurs du *Manifeste* et les autres militants. Pour ses adeptes, *Le Manifeste* devient un texte sacré qui ne doit pas être « dénaturé ». Il doit rester tel quel, toute métamorphose constituant une altération du document voté, une déviation du message premier. Cette opposition systématique à la réécriture portée par les identitaires se heurte au désir des autres communistes – soit en fait la majorité – de le transformer profondément. Des centaines de propositions sont faites lors des congrès départementaux, ce qui entraîne crispations et colère de ceux qui s'en tiennent coûte que coûte au texte originel. Le congrès départemental du Loiret des 17 et 18 novembre 2018 a été le théâtre de ce choc entre deux logiques :

Les amendements s'enchaînent et sont largement votés par l'assemblée. Tenante du *Manifeste*, Estelle C. prend alors la parole, visiblement irritée : « On ne peut pas faire non plus des amendements au point de transformer le texte qui ne soit plus le texte initial voté. Qu'on l'enrichisse, qu'on l'améliore. Il y a largement à faire. Mais je pense qu'on ne peut pas faire non plus comme si les communistes n'avaient pas voté ».

Plus loin, Bruno L., qui préside alors les débats, lit un amendement voté par une section. Puis, avant de passer au vote, il lance : « c'est un rajout », sous-entendant que le texte n'est pas rayé, que les passages sont conservés. Un soupir de soulagement s'entend alors du côté des identitaires.

Les minutes et les heures passent avec les mêmes positionnements des uns et des

autres. Les votes des identitaires quand un amendement a pour finalité de retirer des mots du texte initial et d'en changer la signification sont systématiquement négatifs. Ma voisine de table, Christiane L. me murmure à leur propos « en fait, ils ne veulent pas changer une ligne du texte ». Puis, elle s'exprime devant tous les délégués en ces termes : « J'ai l'impression que certains camarades considèrent que ce texte est inamendable, qu'il doit être respecté à la lettre. Si on veut que cette base commune soit vraiment le texte de tous les communistes, il faut faire place au rassemblement. C'est comme ça qu'on avancera. C'est pas en étant les uns contre les autres ».

En fin d'après-midi de la première journée, Claude M. revient sur ce sujet, en évoquant la vision des identitaires. Il tente alors de convaincre ses camarades de voter un amendement proposé par sa section (Montargis) sur les migrations (amendement qui sera finalement accepté) en utilisant ces mots : « C'est un amendement pour travailler à l'enrichissement du texte, sans vouloir le réécrire comme ça se passe malheureusement ici depuis ce matin ».

Cette posture des identitaires, au-delà de l'aspect tactique et circonstanciel, reflète un attachement viscéral des communistes pour l'écrit et témoigne de la place majeure occupée par les textes au sein de l'organisation. Dominique Andolfatto parle, ainsi, d'un « scripto-militantisme » pour décrire ce goût des adhérents pour l'écrit¹. La rédaction de textes, dans le cadre d'un congrès, mais aussi sur internet ou sur les réseaux sociaux, est une forme valorisée de militantisme. Écrire, c'est donc militer. La mise en valeur de l'écrit semble aussi constituer un reste lointain, et fortement dilué, du « mode de production ecclésial »² qui prévalait au temps du stalinisme. Jusqu'en 1956 et la crise de ce « régime de vérité »³, un corps de doctrine est construit par des dirigeants qualifiés et repris par la base sur le mode de la récitation ; le texte adopté, après avoir été très marginalement amendé par les communistes, fait office d'écrit sacré, quasi-biblique,

¹ ANDOLFATTO Dominique, « Explorer la planète rouge. La toile, lieu d'identité et de mémoire communiste » in GREFFET Fabienne (dir.), *Continuer la lutte.com. Les partis politiques sur le web*, Presses de Sciences Po, 2011 (b), p.154.

² PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2009, p.22.

³ *Ibid.*, p.66.

dont il ne faut pas trahir le sens. Aujourd'hui, les mécanismes de production de l'écrit au sein du PCF, comme nous l'avons vu, ont été largement bouleversés par rapport à sa version stalinienne. Ainsi, les amendements sont assez largement admissibles et admis ; la direction est loin de pouvoir imposer sa version du projet politique, compte tenu de l'état d'éclatement idéologique avancé du parti. Il n'empêche que demeure cette sacralité de l'écrit, cette croyance dans la force du verbe. Et, en quelque sorte, produire de l'écrit, sortir des brochures entières de documents de congrès, tout comme publier des revues¹ est rassurant pour les dirigeants et les adhérents. Écrire, c'est faire la preuve qu'on existe encore, qu'on est encore vivant.

Le processus de réécriture est particulièrement complexe et pourrait paraître lassant pour les non-communistes ou les non-initiés. Tous les mots sont scrutés et peuvent, potentiellement, être discutés. Marc Brynhole, au cours de l'entretien d'octobre 2016, expose cet attachement des militants à l'écrit :

« Je connais bien ce parti : on est des pinailleurs de première [*il rit*]. Mais tous ! "Non, pas la virgule là... ça va pas !" . Et on sait très bien se regarder le nombril pendant des heures sur des choses comme ça, dont tout le monde se contrefiche une fois que c'est fini. C'était juste pour poser son point de vue, quoi. J'en souris un petit peu. Même si je respecte profondément le fait que les choses soient faites bien comme il faut ».

Mais certains passages des textes de congrès ont fait l'objet d'échanges plus musclés de la part des délégués. Ainsi, au 38^{ème} congrès, *Le Manifeste* a réussi « l'exploit sur certaines questions de fonctionner comme une machine à remonter le temps »², en resuscitant deux thèmes passés de mode : le socialisme et le parti d'avant-garde.

¹ La revue *Cause commune* est « la revue d'action politique » du PCF. Existe également la revue *Progressistes*, consacrée au monde du travail, aux avancées scientifiques et aux sujets environnementaux. Les secteurs et réseaux du PCF éditent aussi chacun une lettre.

² PRINTEMPS DU COMMUNISME, *op.cit.*, (d).

6.4.2. Socialisme et parti d'avant-garde

En 2018 ressurgit au détour d'une phrase le concept de socialisme : « ouvrons le débat sur ce que peut être une société [...] qui construit sa transition socialiste vers une civilisation supérieure, le communisme »¹. Ce retour du socialisme dans le discours du PCF marque clairement un retour en arrière. Le terme a été délaissé au 26^{ème} congrès de 1996, dans le but de se débarrasser de cette référence utilisée par les ex-pays de l'Est. Les identitaires remettent donc la notion sur le devant de la scène. Ils l'utilisent exactement dans le même sens que celui de sa version léniniste : il s'agit d'une étape nécessaire vers le communisme, au cours de laquelle le Parti communiste a conquis le pouvoir d'État et change la société de haut en bas :

« Toutes les révolutions ont abouti à une étape de rupture intermédiaire, qui n'était pas le communisme, mais qui était nécessaire pour mettre à mal le capitalisme ; et cette étape a depuis longtemps été appelée le socialisme par la totalité des partis communistes. [...] Il est évident que le socialisme est un passage obligé, ne serait-ce parce que la bourgeoisie n'est pas morte et que la société est tout imprégnée d'une réalité capitaliste, individualiste et concurrentielle »².

La direction sortante et les refondateurs y opposent d'autres formules, installées depuis la « mutation » : « dépassement du capitalisme », « visée communiste », « évolution révolutionnaire ». Ces différences sémantiques et doctrinales donnent lieu à quelques passes d'armes lors des congrès locaux et du congrès national. Dans le Loiret, la commission du texte fédéral du 15 novembre 2018 aborde cette question conflictuelle.

Le secrétaire fédéral Mathieu Gallois lit un amendement voté par la section de Beaugency qui demande de remplacer l'expression « une société qui construit sa transition socialiste vers une civilisation supérieure » par « une société qui

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.69.

² BRULA Pascal et MILLET Pierre-Alain, « Socialisme ou communisme ? ou les deux... », *Unir les communistes*, octobre 2018, pp.2-3.

construit sa transformation jusqu'au communisme ». S'engage alors un débat sur la notion de « socialisme ».

Christian F. : « La question de la transition socialiste, c'est un peu dépassé comme formule je trouve. On l'a retiré à quel congrès ça ? ».

Claude M. (signataire du *Manifeste*) : « Mais est ce qu'on a eu raison de supprimer la référence au socialisme ? C'est ça la question que ça pose. Parce que s'il n'y a pas de conquête du pouvoir d'État que le communisme veut abolir lui, on n'arrivera pas au communisme. On peut l'appeler comme on veut, mais il y a bien un état intermédiaire avant le communisme ».

Un autre adhérent : « Mais est-ce que c'est un pouvoir d'État qui doit changer la société ? Je ne suis pas d'accord avec ça moi ».

Claude M. : « Qu'est-ce qu'on fait là ? On cherche à conquérir le pouvoir d'État ! ».

L'autre adhérent : « Mais, non. Pas que ça. On doit d'abord changer les idées et partir d'abord de ce qui existe déjà ».

Claude M. : « On a décidé de participer aux élections. Sinon on fait la révolution armée, ça va plus vite ».

L'autre adhérent : « Avoir le pouvoir d'État ne présage de rien. Regarde en Union soviétique : ils ont eu l'État et ils ne sont pas allés vers le communisme ».

Quelques jours plus tard, au congrès départemental, réapparaît cette controverse entre, d'un côté, des identitaires préoccupés par l'idée d'une nécessaire phase transitoire de construction du communisme et, de l'autre, les refondateurs et proches de la direction nationale avançant la perspective d'un processus de « dépérissement du capitalisme » sur la base de « déjà-là communistes ».

Un amendement de la section d'Amilly-Chalette, qui a porté le texte du *Printemps* en tête de son vote, prévoit de rajouter le mot « progressivement » à la fin de l'expression « un dépassement du capitalisme pour l'abolir ».

Marc B. souhaite préciser l'amendement : « Il y a un mot qui est dans nos classiques. C'est un dépassement du capitalisme "visant" son abolition. Ça donne "la visée" ».

Daniel C. : « Le capitalisme, on va pas lui jeter des fleurs. Il faut l'abolir ! Combien de temps on mettra pour l'abolir, je sais pas... Mais moi je suis pour l'abolir ! ».

Marc B. : « C'est dans Marx le dépassement du capitalisme. Il faut revoir les classiques. C'est un processus pour l'abattre, pour abattre le capitalisme. Ce processus, ça s'appelle le dépassement du capitalisme. On l'appelle comme ça depuis trente ans dans le Parti communiste et les partis communistes du monde entier l'appelle comme ça. Pourquoi ? Parce que si nous disons « abolition », nous ne nous en donnons pas les moyens. Je veux m'en donner les moyens de l'abolir : c'est un processus de conquête des pouvoirs, de conquête de conscience. Ça s'appelle le communisme ».

« La transition socialiste » a suscité beaucoup de réactions. Selon les données fournies au congrès national, plus de la moitié des amendements concernant cette phrase du texte exigeait une suppression ou une profonde réécriture de celle-ci. En définitive, les identitaires ne sont pas parvenus à imposer le retour de ce concept, le texte final du *Manifeste* mentionnant la nécessité pour les communistes d'ouvrir « le débat sur ce que peut être une société qui se dégage de sa domination [du capitalisme] et fait grandir des transformations révolutionnaires, une cohérence d'objectifs politiques, de moyens et de pouvoirs, vers le communisme »¹.

Le Manifeste a ouvert un autre front archaïsant avec la notion de parti d'avant-garde. Celle-ci renvoie directement à la pensée de Lénine. Le parti communiste devrait être, selon lui, une organisation élitiste et disciplinée, composée de révolutionnaires professionnels². Il est, selon cette conception, la frange la plus avancée de la classe ouvrière, éclairant celle-ci, élevant son niveau de conscience politique. Alors que le préambule des statuts adoptés au 23^{ème} congrès de 1979 affirmait que « la classe ouvrière a le besoin vital de sa propre organisation politique d'avant-garde »³, les nouveaux statuts de 1994 parlaient d'un parti ayant pour but la « promotion de la capacité

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.8.

² Selon Lénine, « une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire » (LÉNINE Vladimir, *Que faire ?*, Marxists Internet Archive, 1902 [en ligne].

<<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200.htm>> consulté le 23 avril 2022).

³ RÉVEIL COMMUNISTE, *op.cit.*

d'intervention autonome du peuple »¹. Ceux de 2013 restent dans une formule similaire : « le développement de l'intervention du peuple »². C'est donc cette inflexion majeure dans l'histoire du communisme français sur laquelle les identitaires tentent de revenir. Au premier jour du congrès national de 2018, Christian Picquet (membre du PCF depuis 2015, ancien membre de la LCR, puis de la GU – parti membre du Front de gauche) essaye de donner le ton :

« Nous avons besoin d'un Parti qui joue pleinement son rôle d'éclaireur. Oui, d'éclaireur. Pas simplement d'un Parti qui s'immergerait dans les mouvements de la société, ce qu'il doit bien évidemment faire. Pas évidemment d'un Parti guide à l'ancienne. D'un Parti qui aide à politiser les mobilisations, un parti qui sache faire programme de ce qu'il tire de l'expérience de ses militants et élus sur le terrain. Un Parti qui retrouve donc l'initiative qu'il a progressivement perdue ».

Face à cette vision du PCF, de nombreux communistes s'en remettent à la perspective tracée depuis un quart de siècle, celle d'une organisation, non qui éclaire et guide les « masses populaires ou ouvrières », mais d'une organisation inscrite dans le « mouvement réel de la société » selon la terminologie militante. Quant aux refondateurs, ils recommandent d'en finir définitivement avec ce qu'ils considèrent comme les reliques du parti d'avant-garde, pour construire « une organisation qui permette aux femmes et aux hommes concrètement mobilisés dans les luttes de prendre leurs affaires en main et de décider directement en tous domaines et en toutes circonstances »³. Devant cette réprobation généralisée, les identitaires ont dû donc reculer sur ce sujet et accepter une sorte de compromis avec le terme, peu défini au demeurant, de « parti d'initiative communiste ». On comprend donc que tout ce qui est trop clivant est effacé du texte, pour parvenir à « rassembler les communistes ».

¹ *Ibid.*

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d).

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), pp.40-41.

Enfin, orphelins du monde bipolaire, nostalgiques du « socialisme réel »¹, les identitaires poussent pour imposer la réalisation d'« un bilan communiste de ce qu'a représenté l'Union soviétique »². Ils l'obtiennent en partie, au prix d'une légère reformulation : le « bilan » – formule certainement trop connotée depuis le célèbre « bilan globalement positif » des pays de l'Est de Georges Marchais à la fin des années 1970 – est remplacé par une « analyse critique marxiste approfondie »³. Pour aboutir à ce résultat, ils ont dû, cependant, affronter les protestations de nombreux adhérents. Dans le Loiret, la question de l'héritage soviétique fut abordée, non sans remous :

À la commission départementale du texte de novembre 2018, Christian Bar. s'insurge contre la fibre nostalgique des identitaires : « La déferlante libérale qui a pris le dessus depuis la chute socialiste a balayé beaucoup de choses. Et on a fait ce qu'on a pu avec les forces dont on disposait et qui s'amenuisaient petit à petit. Plus elles s'amenuisent, plus on phantasme sur un passé qui était beau ».

Claude M. : « Mais où on phantasme sur un passé ? ».

Un autre adhérent : « C'est écrit clairement dans ce texte. L'URSS... Il faut faire le bilan de l'URSS ».

Claude M : « Sur l'URSS, il est demandé d'approfondir une analyse ».

L'autre adhérent : « Moi, je pensais que c'était réglé cette affaire. Et là, ça réapparaît. En gros, on doit parler encore de l'Union soviétique. On doit faire un débat sur l'URSS. Est-ce que l'Union soviétique, c'était globalement positif ou pas... C'est ce qu'on nous demande de faire. Je pense qu'on doit se détacher d'une étiquette qui nous colle à la peau ».

¹ Voir par exemple PAM, « Pour un bilan communiste des socialismes du XX^{ème} siècle. Trois amendements pour dire non à Olivier Dartigolles », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 4 novembre 2018 [en ligne].

<<https://lepcf.fr/Pour-un-bilan-communiste-des-socialismes-du-XXeme-siecle>>, consulté le 21 décembre 2020 : « Ce chantier doit nous aider à comprendre comment [...] l'URSS a connu une croissance économique de 1930 à 1960 supérieure à celle des trente glorieuses en France, comment l'espérance de vie a progressé plus vite que partout ailleurs jusqu'à rattraper le niveau occidental en 1970 avant de stagner ensuite ».

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.73.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.10.

Claude M. : « Il s'agit d'analyser le fait que la disparition de l'URSS a eu des conséquences sur la marche du monde d'une part. Et d'autre part, cela a eu aussi des conséquences sur le peuple russe. Moi, je me souviens d'avoir écrit un article moins d'un an après les changements politiques, au début des années 1990, où l'espérance de vie avait baissé. C'était le seul grand pays au monde où elle avait baissé ».

L'autre adhérent : « Mais est-ce que tu crois que ça intéresse la population française de savoir si l'URSS était utile ou pas à l'époque ? C'est un débat d'historiens. C'est pas un débat concret, actuel. Pour moi, il y a une étiquette qui nous colle à la peau depuis que l'Union soviétique a été créée (en fait depuis toujours). L'image qu'on est soviétiste, stalinien même. PCF est égal à stalinien, est égal à URSS. Demande à n'importe quel jeune, il va te dire ça malheureusement. Il faut qu'on se détache de l'étiquette négative qui nous colle à la peau. Si on fait un débat sur l'URSS, on va encore nous coller cette étiquette. Je pense que c'est contre-productif ».

Au congrès fédéral, la section d'Amilly-Chalette propose cet amendement, largement adopté (23 pour, 9 contre), qui témoigne de l'ampleur de la contestation sur ce sujet : « Avoir affirmé l'histoire propre du communisme français pour se dégager des conséquences de cet échec était utile, mais insuffisant. Nous devons nous débarrasser définitivement de l'étiquette négative qui nous colle à la peau, celle qui nous assimile au soviétisme, un modèle étatiste, autoritaire et productiviste. Nous devons *a contrario* affirmer clairement que le communisme du XXI^e siècle se fixe comme horizon le dépassement du capitalisme et l'émancipation humaine, individuelle et collective ».

En définitive, l'impact du débat sur l'URSS au sein de l'organisation communiste soulève deux remarques générales. Premièrement, comme nous l'avons évoqué, l'Union soviétique est un thème mobilisé en interne par les restaurateurs et qui divise profondément les adhérents et les tendances. Deuxièmement, l'émotion que suscite ce sujet – que ce soit l'attachement au passé soviétique ou son rejet – en dit beaucoup sur

les relations du PCF contemporain avec l'ancienne « patrie du socialisme ». En effet, il ne laisse pas indifférent. Même les refondateurs y font allusion dans leur motion et réagissent aux propositions des identitaires de restaurer, en quelque sorte, l'image de l'Union soviétique. Il semblerait, par conséquent et malgré l'éviction officielle de ce lourd héritage depuis la « mutation », que le PCF n'ait pas fait totalement son deuil de l'effondrement du bloc « socialiste » ; qu'il soit difficile pour un parti issu de l'inspiration de la révolution bolchévique de 1917 de faire totalement table rase d'un « passé qui ne passe pas »¹.

Outre les fronts ouverts par les soutiens du *Manifeste*, deux autres thématiques ont été au centre des préoccupations des communistes au cours des deux congrès étudiés : la question européenne et la question écologique.

6.4.3. Europe et écologie

Concernant l'Europe, adoptée à la fin des années 1990 et renouvelée lors de la convention nationale du projet sur les enjeux européens du 16 novembre 2013, la position altereuropéiste² du PCF a été victime d'attaques de la part de plusieurs franges militantes. En résumé, elle se base sur deux axes complémentaires. Premièrement, elle part d'une nette critique de la construction européenne actuelle, considérée comme une Europe néolibérale, de la « mise en concurrence généralisée »³, « aux fondements de classe »⁴, autoritaire et bureaucratique. Deuxièmement, elle met en avant la nécessité de « refonder l'Europe », en la réorientant vers un modèle social, écologique et démocratique. Le PCF propose aussi de passer à une « union de nations et de peuples souverains et associés »⁵, chaque État pouvant faire le choix souverainement de participer ou non à tel ou tel domaine de la construction européenne.

¹ PUDAL Bernard, « Le communisme français : mémoires défaites et mémoires victorieuses depuis 1989 » in BLANCHARD Pascal (dir.), *Les guerres de mémoires. La France et son histoire. Enjeux politiques, controverses historiques, stratégies médiatiques*, La Découverte, 2008, p.117.

² BERNIER Aurélien, *op.cit.*

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Refonder l'Europe*, Revue du Projet, numéro spécial, janvier 2014 (b), p.15.

⁴ *Ibid.*, p.14.

⁵ *Ibid.*, p.17.

Ces deux éléments, majoritairement admis au sein du PCF, comprennent aussi des affirmations subsidiaires. Il s'agit, d'abord, de sortir du « faux dilemme entre euro-libéralisme et national-libéralisme » [*annexe n°8*], c'est-à-dire refuser à la fois l'Union européenne actuelle portée par les forces libérales et la sortie de l'Union promue par l'extrême-droite. Une sorte de troisième voie est, en quelque sorte, tracée, une « autre Europe du développement partagé »¹. Une autre proposition complémentaire concerne la monnaie européenne. Conçue par la commission économique du PCF, elle consiste à refuser la sortie de l'euro et à ambitionner la réorientation de la Banque centrale européenne (BCE), qui devrait se charger du développement économique des pays, par l'intermédiaire d'un fonds qu'elle alimenterait par ses liquidités. Membre de la commission économique, Yves Dimicoli expose cette idée au congrès de juin 2016 :

« Il faut absolument développer les pays européens. Et ça, ça appelle un grand essor des dépenses sociales et de services publics, au lieu de l'enfermement mortifère dans le pacte de stabilité. Ça nécessite aussi de développer l'emploi des entreprises. Qu'est-ce qui s'y oppose ? Ce n'est pas l'euro en soi. L'euro c'est l'argent des Européens. C'est donc le système de pouvoirs pour le créer et l'utiliser qu'il faut changer. Sortir de l'euro permettrait-il d'améliorer les choses ? Je crois qu'il faut dire non. La spéculation mondiale s'embraserait, jouant sur la sortie d'un pays, puis d'un autre. Les prélèvements financiers du capital s'envoleraient. La course de chacun contre tous avec les dévaluations compétitives déclencherait une sorte de guerre civile économique entre Européens. Comment peut-on croire que c'est en commençant par se taper les uns sur les autres que l'on arriverait ensuite à coopérer ? Par contre, on laisserait passer l'opportunité historique de partager l'énorme capacité de création monétaire de la BCE pour affronter ensemble les gigantesques défis en commun à venir. En fait, il faudrait commencer sans tarder à organiser le débat et l'action avec notre proposition de lutter pour que soit institué un fonds social européen, afin de faire financer directement par la Banque centrale européenne un grand essor des services publics de partout en Europe ».

¹ *Ibid.*

L'altèreuropéisme officiel du PCF est battu en brèche par les sensibilités orthodoxe et identitaire. La première considère que l'Union européenne ne saurait être refondée de fait de sa nature même, capitaliste et au service de la bourgeoisie ; elle exige donc de rompre avec l'altèreuropéisme et d'adopter l'option de sortie de l'Union européenne. Signataire du texte orthodoxe *Reconstruisons le Parti de classe avec la priorité dans le rassemblement dans les luttes*, Dominique Négri de l'Isère présente en quelques mots au congrès de 2018 ce positionnement :

« Sans surprise, dans le texte, je trouve "une autre Europe", "refonder l'Union européenne", etc. Depuis des années, avec un certain nombre de camarades, nous expliquons que l'Union européenne n'est pas réorientable, qu'une Europe sociale n'est pas possible ».

Quant aux identitaires, ils adoptent une stratégie plus souple pour faire avancer leurs vues. Au 37^{ème} comme au 38^{ème} congrès, ils demandent qu'un débat soit tenu au sein du Parti sur la sortie ou le maintien de l'Union européenne et de l'euro. En 2016 comme en 2018, ils bénéficient d'une fenêtre d'opportunité qui les invite à aller dans ce sens et qui les autorise à espérer une modification de la position majoritaire du PCF sur l'Europe, fenêtre ouverte par l'actualité européenne : d'une part, les suites de l'accord du gouvernement grec Tsipras avec ses créanciers – vécu comme un échec, voire comme une trahison par une partie des communistes – et, d'autre part, le processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union avec le référendum sur le Brexit en juin 2016. La fédération du Nord porte alors le fer sur cette question. En 2016, son amendement demandant un débat à tous les niveaux de l'organisation n'est pas accepté par la commission du congrès. Il est soumis au vote et obtient, quand même, 40 % des voix des congressistes, ce qui constitue un score non négligeable, les amendements étant habituellement dans leur écrasante majorité très largement adoptés en congrès national.

Le positionnement altèreuropéiste du PCF est donc maintenu après ces deux congrès, en dépit d'une forte opposition. À Ivry-Sur-Seine, la question européenne est également attisée par la perspective des élections européennes qui doivent se tenir six mois plus tard. Un amendement propose clairement la sortie de l'Union :

« Il est nécessaire de concevoir une sortie de l'Union européenne, non pas par repli identitaire, mais pour une construction européenne, sociale et écologique, mettant l'humain au cœur des préoccupations. Ceci n'est pas possible dans la construction européenne de 1957 qui a des bases capitalistes et ne parvient pas à tenir son principe de paix en Europe. Une autre construction européenne avec d'autres pays comme l'Espagne ou le Portugal barrera la route à l'Union européenne capitaliste ».

Pour contrer cette demande de modification du texte, il faudra les interventions de la députée européenne Marie-Pierre Vieu et de l'ancien président du PGE Pierre Laurent :

Marie-Pierre Vieu : « Si on regarde ce à quoi équivaut la sortie de l'Union européenne. Et bien c'est le Brexit. Mes chers camarades, on sort de l'Union européenne, mais on sort pas du capitalisme, au contraire [*applaudissements*]. Le terrain européen, c'est un terrain de classe. Il faut l'aborder comme on aborde le terrain national ».

Pierre Laurent : « Le PCF, parce que c'est son histoire, doit élever le niveau de la lutte des classes à l'échelle européenne en portant la question de la transformation européenne au cœur du combat de classe. Nous devons être offensifs sur la question européenne et cesser de laisser le terrain aux forces nationalistes » Des applaudissements nourris concluent sa prise de parole.

L'écologie est, enfin, un sujet au cœur des dissensions internes entre communistes. Il s'agit, comme nous l'avons vu précédemment, de la question de la sortie du nucléaire défendue par les refondateurs et qui clive profondément le PCF. Il s'agit aussi, en 2018, de l'économisme trop prononcé du *Manifeste*, provoquant l'ire d'une partie des communistes. Sur ce sujet, au congrès départemental du Loiret, la section de Saint-Jean de la Ruelle dépose un vœu, franc :

« Trois lignes sur l'environnement ne suffisent pas à faire comprendre l'enjeu pour les humains. On ne peut faire l'impasse sur les modes de production à remettre en cause ».

Au niveau fédéral comme au niveau national, la riposte de plusieurs adhérents permet finalement un enrichissement du texte, en intégrant les questions environnementales et en atténuant sa philosophie globale centrée sur l'économie.

En 2016 se réveille également une discorde sur ce qu'une partie de la gauche radicale appelle « les grands projets inutiles »¹, c'est-à-dire des projets d'infrastructures jugés écologiquement néfastes, voire économiquement superflus. Elle prend alors appui sur la controverse du transfert de l'aéroport de Nantes vers Notre-Dame-des-Landes, à quelques jours seulement de la consultation organisée par l'État². Cette controverse fracture également le PCF, et tout particulièrement les fédérations de la région des Pays de la Loire directement concernées par cette opération. Elle semble aussi dévoiler une frilosité de certains communistes, et de l'appareil plus généralement, vis-à-vis des sujets environnementaux, et notamment de ce que le vocable militant appelle la rupture avec « le productivisme ». La veille de l'ouverture du congrès d'Aubervilliers, la Commission Écologie animée par Hervé Bramey, ancien président du conseil général de la Seine-Saint-Denis de 2004 à 2008, a publié un avis positif sur le transfert de l'aéroport. Des délégués des départements intéressés réagissent alors à ce positionnement national :

Il est en ainsi de Joël G. du Morbihan, fédération opposée au projet, qui pointe le décalage entre le discours affiché par son parti sur la lutte contre le productivisme et ses prises de position sur « les grands projets » : « À juste raison, le Parti se prononce pour un mode de développement dépassant le productivisme. Mais, nous n'évoquons pas le fait qu'aujourd'hui à l'échelle du pays cent-trente grands projets sont contestés par les populations. Citons l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, le barrage de Sivens, Center Parcs en Isère, projet immobilier à La Courneuve... D'une façon générale, nous considérons dans la conférence départementale du

¹ Du côté de la FI, voir par exemple AMARD Gabriel, « Contre tous les grands projets inutiles, soyons insoumis-es ! », *Blog de Gabriel Amard*, 21 mars 2017 [en ligne].

<<http://gabrielamard.eu/post-de-gabriel/224-contre-tous-les-grands-projets-inutiles-soyons-insoumis-es.html>>, consulté le 2 mai 2021 : « en lutte dans toute la France partout où ces grands projets inutiles essaient de se construire au service des puissances d'argent et contre l'intérêt des citoyen-ne-s ».

² La consultation locale du 26 juin 2016 donne un résultat de 55 % en faveur du transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes. Mais, en janvier 2018, le gouvernement Philippe décide de l'abandon définitif du projet.

Morbihan que le Parti doit prendre à bras-le-corps et concrètement ces questions concernant un projet de société et un mode de développement que nous voulons anticapitaliste et antiproductiviste ».

Saïda S. de la Sarthe renchérit, avec un brin d'ironie : « Nous avons reçu hier le point de vue de notre parti sur le transfert de l'aéroport de Nantes. Le point du Comité exécutif national serait oui. Ça paraît une évidence. Nous sommes comme toujours au plus près des citoyens. Au plus près des 20 000 opposants à cette construction, qui se sont retrouvés à Nantes en janvier dernier sur le pont de Cheviré et ont convergé à pied, en tracteur, à vélo pour exiger que François Hollande tienne ses engagements ».

Philippe Denis de la fédération de Loire-Atlantique et président du groupe communiste au conseil régional des Pays de la Loire, défend lui, au contraire, le projet de transfert avec ces mots : « Puisqu'on parle d'écologie, je veux d'abord rappeler qu'il s'agit d'un transfert d'aéroport et pas de la construction d'un nouvel aéroport. Et donc ce transfert d'aéroport permet d'économiser des terres agricoles. Ce que nous avons validé c'est 17 300 hectares de terres agricoles et naturelles qui seront préservées dans le périmètre de protection des espaces agricoles et naturels périurbains. Nous sommes bien là dans une logique de développement durable, ce qui nous semble un aspect pour le moins important ».

La partie portant sur les questions écologiques du *Temps du commun* obtient des résultats de vote plus serrés. Alors que dans sa globalité le texte récolte 81,2 % des suffrages des congressistes, seulement 68,7 % d'entre eux approuvent la partie intitulée « Préserver et partager les ressources naturelles », preuve d'un déchirement majeur sur cette thématique.

Se clôt ici le temps des réécritures et, plus généralement, des divisions. Commence alors une phase d'unification des communistes et de prééminence de l'organisation sur l'adhérent.

6.5. Le temps des symboles

Un congrès est également – et peut-être surtout – l’occasion de s’interroger sur l’identité de l’organisation partisane, identité incarnée par des symboles : logo, références historiques, chants ou hymnes, écrits fondateurs... Pendant ces quelques jours, le parti politique peut se consacrer de manière privilégiée à son « travail d’administration du sens »¹, tourné à la fois vers l’extérieur et vers l’intérieur. Ce travail consiste tout aussi bien à construire des représentations en direction des électeurs, des autres acteurs du système partisan et des médias, qu’à affermir, en interne, un sentiment d’appartenance – autrement dit à constituer symboliquement un « nous » – et, donc, à renforcer l’unité partisane. Un congrès fait office de rite politique producteur de sens, pouvant comprendre une stratégie symbolique. Celle-ci est notamment menée par l’équipe dirigeante, mais en interaction avec les adhérents. Pour qu’elle soit efficace, elle doit trouver un écho favorable auprès des membres. Comme nous le verrons plus bas à propos de la présentation du nouveau logo du PCF, ces derniers peuvent aussi bien accepter que réagir négativement ou refuser les innovations symboliques proposées par la direction.

Un congrès est donc un moment phare de déploiement des symboles, c’est-à-dire de « signes chargés de sens » qui se déclinent dans deux directions². Premièrement, au niveau cognitif, un symbole est un instrument de communication qui résume à lui seul des informations et des significations nombreuses. Pour les saisir de manière complète, il est nécessaire de faire partie du groupe social qui émet ce symbole, d’être passé par un travail d’apprentissage. Ainsi – comme nous le préciserons ci-dessous – en est-il, dans le cadre des congrès PCF, de l’énumération d’hommes-symboles sans plus d’explication, sans plus de précision. Dans certains discours apparaissent les noms de dirigeants ou d’élus du passé communiste, qui ne prennent sens que pour les « initiés », partageant un ensemble de valeurs et de croyances communes. Deuxièmement, la

¹ HASTINGS Michel, « Partis politiques et administration du sens » in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les partis politiques : quelles perspectives ?* L’Harmattan, 2001, pp.21-36.

² BRAUD Philippe, *op.cit.*, p.45.

surcharge de sens s'observe au niveau émotionnel. Le symbole suscite ici chez les adhérents un ensemble de sentiments, principalement de la fierté, de l'amour-propre et de l'attachement affectif à leur parti. L'évocation d'épisodes historiques considérés comme glorieux, principalement issus de l'histoire du mouvement ouvrier, et la tenue des congrès sur certains territoires marqués par l'empreinte communiste sont autant d'éléments permettant d'éveiller des émotions chez les militants.

Ce travail symbolique mené au cours du congrès a plutôt pour effet de renforcer la cohésion interne. Après les déchirements et les polémiques, le temps des symboles est d'abord celui du collectif, qui fédère, unit et s'impose à tous et à chacun. Mais, il peut néanmoins être synonyme de conflit ou de tensions quand des changements sont opérés.

6.5.1. Des territoires et des hommes

Le parti politique se présente ici comme un lieu de mémoire¹, cultivant des traditions, fabriquant des « pères »² et commémorant un passé mythologique et héroïque.

Les lieux choisis pour accueillir les délégués du congrès national sont à forte valeur symbolique, chargés d'histoire. Traditionnellement, il s'agit d'une municipalité communiste : sur les 38 congrès du PCF, 22 ont été tenus dans une commune dirigée par un maire communiste à la date du congrès [*tableau n°20*]. Pour être plus précis, nous pouvons distinguer plusieurs étapes. Dans une première phase de l'histoire du communisme français, de 1921 à 1937, seulement deux des neuf congrès nationaux sont réunis dans une mairie à direction communiste. Ensuite, de 1945 à 1994, seuls trois congrès sur 19 (le 10^{ème} à Paris en 1945, le 11^{ème} à Strasbourg en 1947 et le 17^{ème} de nouveau à Paris en 1964) ont lieu à l'extérieur de l'espace municipal communiste. Une rupture a lieu à partir de la « mutation » : sur les 10 congrès depuis 1996, seuls quatre sont convoqués dans une ville communiste. Le 29^{ème} congrès se tient même à la grande Arche de la Défense³. Les deux derniers congrès semblent revenir à la « normalité »

¹ HASTINGS Michel, *op.cit.*, 2001, p.28

² *Ibid.*

³ LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *op.cit.*, p.33.

avec le choix d'Aubervilliers¹ en 2016 et d'Ivry-sur-Seine en 2018. Dans ce dernier cas, le Val-de-Marne n'est d'ailleurs pas choisi au hasard, puisqu'il est à cette date le seul département administré par un président communiste². Les citadelles communistes sont donc mises en valeur au cours de ces grandes cérémonies nationales ; leurs réalisations passées ou présentes sont mises à l'honneur. Elles sont aussi des espaces de mémoire, marqués par l'action politique de certains grands hommes respectés, voire célébrés, au sein de l'organisation.

Tableau n°20 : Liste des congrès du PCF

25 - 30 décembre 1921	1 ^{er} congrès	Marseille
14 - 19 octobre 1922	2 ^{ème} congrès	Paris
20 - 24 janvier 1924	3 ^{ème} congrès	Lyon
17 - 21 janvier 1925	4 ^{ème} congrès	Clichy
20 - 26 juin 1926	5 ^{ème} congrès	Lille
31 mars - 7 avril 1929	6 ^{ème} congrès	Saint-Denis
11 - 19 mars 1932	7 ^{ème} congrès	Paris
22 - 25 janvier 1936	8 ^{ème} congrès	Villeurbanne
25 - 29 décembre 1937	9 ^{ème} congrès	Arles
26 juin - 1 ^{er} juillet 1945	10 ^{ème} congrès	Paris
25 - 29 juin 1947	11 ^{ème} congrès	Strasbourg
2 - 6 avril 1950	12 ^{ème} congrès	Gennevilliers
3 - 8 juin 1954	13 ^{ème} congrès	Ivry-sur-Seine
18 - 21 juillet 1956	14 ^{ème} congrès	Le Havre
24 - 28 juin 1959	15 ^{ème} congrès	Ivry-sur-Seine
11 - 14 mai 1961	16 ^{ème} congrès	Saint-Denis

¹ Aubervilliers a eu un maire communiste entre 1945 et 2008, puis entre 2014 et 2020. Ivry-sur-Seine a un maire communiste sans discontinuité depuis 1925 (à l'exception de la période 1939-1945 durant laquelle une délégation spéciale fut désignée, puis un maire nommé par le gouvernement Vichy en remplacement de Georges Marrane déchu de son mandat).

² Le PCF gouverne le département du Val-de-Marne de sa création en 1968 à 2021, à l'exception du mandat 1970-1976 où la droite fut majoritaire.

14 - 17 mai 1964	17 ^{ème} congrès	Paris
4 - 8 janvier 1967	18 ^{ème} congrès	Levallois-Perret
4 - 8 février 1970	19 ^{ème} congrès	Nanterre
13 - 17 décembre 1972	20 ^{ème} congrès	Saint-Ouen
24 - 27 décembre 1974	21 ^{ème} congrès	Vitry-sur-Seine
4 - 8 février 1976	22 ^{ème} congrès	L'Île-Saint-Denis
9- 13 mai 1979	23 ^{ème} congrès	Saint-Ouen
4- 7 février 1982	24 ^{ème} congrès	Saint-Ouen
6 - 10 février 1985	25 ^{ème} congrès	Saint-Ouen
2 - 6 décembre 1987	26 ^{ème} congrès	Saint-Ouen
18 - 22 décembre 1990	27 ^{ème} congrès	Saint-Ouen
25 - 29 janvier 1994	28 ^{ème} congrès	Saint-Ouen
25 - 22 décembre 1996	29 ^{ème} congrès	La Défense
23 - 26 mars 2000	30 ^{ème} congrès	Martigues
26 - 28 octobre 2001	31 ^{ème} congrès	La Défense
3 - 6 avril 2003	32 ^{ème} congrès	Saint-Denis
23 - 26 mars 2006	33 ^{ème} congrès	Le Bourget
11 - 14 décembre 2008	34 ^{ème} congrès	La Défense
18 - 20 juin 2010	35 ^{ème} congrès	La Défense
7 - 10 février 2013	36 ^{ème} congrès	Aubervilliers
2 - 5 juin 2016	37 ^{ème} congrès	Aubervilliers
23 - 25 novembre 2018	38 ^{ème} congrès	Ivry-sur-Seine



Municipalité à direction communiste à la date du congrès



Municipalité non communiste à la date du congrès

En juin 2016, le discours d'ouverture du congrès national est prononcé par la maire d'Aubervilliers, Meriem Derkaoui. L'espace et les hommes se mêlent dans son propos :

« Ici nous sommes sur une terre de luttes, terre ouvrière, une terre d'accueil et de

solidarité. Nous sommes fiers d'être la terre qui a développé le logement social et qui lui a donné toutes ses lettres de noblesse. Puisque c'est ici que les ouvriers ont pu connaître la promotion sociale, l'éducation et l'accès aux droits. Vous êtes ici dans la terre de Waldeck Rochet¹, dans la terre d'André Karman², dans la terre de Charles Tillon³, d'Émile Dubois⁴, de Jack Ralite⁵, de Pascal Beaudet⁶ ».

En novembre 2018, Christian Favier, président du conseil départemental du Val-de-Marne, tient un discours semblable dans son contenu, en exaltant les hommes de son territoire :

« Vous êtes dans un département singulier où l'action de notre Parti a fortement marqué l'histoire. Personne n'a oublié le rôle de personnalités aussi fortes que Maurice Thorez⁷, Marie-Claude Vaillant-Couturier⁸, Georges Marchais⁹ ou Michel Germa¹⁰. Et si notre Parti a subi, ici comme ailleurs, un recul d'influence, nous continuons d'y exercer des responsabilités très importantes dans de nombreuses municipalités et à la direction du conseil départemental. Aujourd'hui encore un tiers des habitants du Val-de-Marne vit dans une commune dirigée par un maire communiste. Bon séjour dans le Val-de-Marne, terre d'égalité, de résistances et d'innovations ! ».

Les congrès fédéraux du Loiret reproduisent ce modèle national. En 2016, Chalette-

¹ Waldeck Rochet (1905-1983) fut député de la circonscription d'Aubervilliers-Stains-La Courneuve de 1958 jusqu'en 1973. Il fut aussi secrétaire général du PCF de 1964 à 1972.

² André Karman (1924-1984) fut maire d'Aubervilliers de 1957 à 1984.

³ Charles Tillon (1897-1993) fut député d'Aubervilliers de 1936 à 1940, puis de 1946 à 1955. Il fut aussi maire d'Aubervilliers de 1945 à 1953.

⁴ Émile Dubois (1886-1957) fut maire d'Aubervilliers entre 1953 et 1957.

⁵ Jack Ralite (1928-2017) fut maire d'Aubervilliers de 1984 à 2003. Il fut aussi député de la Seine-Saint-Denis de 1973 à 1981, sénateur du même département entre 1995 et 2011 et ministre de la Santé (juin 1981-mars 1983), puis ministre délégué chargé de l'Emploi (mars 1983-juillet 1984).

⁶ Pascal Beaudet (1956-2022) fut maire d'Aubervilliers de 2003 à 2008, puis de 2014 à 2016.

⁷ Maurice Thorez (1900-1964) fut député d'Ivry-sur-Seine de 1932 à 1940, puis de 1945 à 1964. Il fut secrétaire général du PCF de 1930 à 1964.

⁸ Marie-Claude Vaillant-Couturier (1912-1996) fut résistante et députée communiste de la Seine, puis du Val-de-Marne, de 1945 à 1958 et de 1962 à 1973.

⁹ Georges Marchais (1920-1997) fut député du Val-de-Marne de 1973 à 1997. Il fut secrétaire général du PCF de 1972 à 1994.

¹⁰ Michel Germa (1929-2007) fut président du conseil général du Val-de-Marne de 1976 à 2001.

sur-Loing, commune à direction communiste depuis 1971, accueille les délégués départementaux ; en 2018, c'est au tour de l'autre citadelle, Saran, communiste depuis 1977, de faire de même.

6.5.2. Histoires et références historiques

Les symboles figurent dans les territoires et les hommes vénérés, mais apparaissent aussi dans les références prises par les textes des congrès. Les titres de ces derniers ne sont pas sans rappeler des événements ou des ouvrages ayant imprégné l'histoire du communisme français. C'est le cas du document des refondateurs en 2018 intitulé *Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme*, qui peut évoquer dans l'esprit du communiste contemporain le Printemps de Prague de 1968 ou encore, plus lointain, le Printemps des peuples de 1848. Les identitaires, avec leur base commune *Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle*, mobilisent de manière assez claire *Le Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels, datant de 1848. Toutes ces références sont plus ou moins explicites ; leur objectif premier est, en investissant le symbole et en faisant appel au passé, d'éveiller la curiosité, voire la conscience, de l'adhérent pour le convaincre de soutenir ce texte. Parfois, l'allusion est évasive ou ambiguë. Ce fut le cas pour la motion proposée par le Conseil national au 38^{ème} congrès. Elle se présentait sous la forme de 48 thèses, ce qui suscita une discussion dans le Loiret sur la référence mobilisée :

L'ordre du jour du conseil départemental du Loiret du 3 juillet 2018 est entièrement voué au congrès extraordinaire. Le secrétaire départemental Mathieu Gallois déclenche une discussion sur les textes alternatifs : « Je suis pour la démocratie dans le Parti, il n'y a aucun problème. Mais je déplore que des textes alternatifs soient déposés alors même qu'on n'a pas commencé la discussion du texte de base commune du Conseil national ».

Un signataire du *Printemps* rétorque alors : « Bien sûr, je suis d'accord avec beaucoup d'éléments du texte du Conseil national. Mais, je ne vois pas quelle est

la philosophie générale du texte. Quel est son fil directeur ? Je ne le vois pas dans ce texte. Il est composé de 48 thèses. Ce sont 48 textes, sans lien les uns aux autres. C'est un texte fait de bric et de broc ».

Membre du Comité exécutif national, Marc Brynhole répond alors à cet adhérent : « Le projet de base commune du Conseil national n'est pas un bric-à-brac. S'il est écrit comme cela, c'est fait exprès pour passer d'une thèse à l'autre. Ça peut permettre de ne pas lire tout d'un coup forcément. On peut sauter une thèse qui ne nous intéresse pas. C'est sur le modèle du *Manifeste* de Marx de 1848 ».

Le signataire du *Printemps* : « *Le Manifeste* ? Il n'est pas du tout écrit comme ça ! Par contre, Lénine avait écrit les *Thèses d'Avril* en 1917... ».

Dans ce désaccord des références, le document de la direction nationale aurait, en fait, très bien pu convoquer un texte moins connu des militants, *Les Thèses sur Feuerbach*, écrites par Marx en 1845.

Le temps des symboles se traduit aussi par la commémoration d'événements considérés comme glorieux. Il en fut ainsi du Front populaire en 2016, pour ses quatre-vingts ans. Rien ne semble avoir été laissé au hasard pour cette célébration. Les bâtiments qui accueillent le congrès national sont situés à proximité de la station de métro « Front populaire ». À l'issue des travaux, un pique-nique festif est organisé sur la place du Front populaire, à l'appel du Mouvement des jeunes communistes de France (MJCF) [annexe n°9]. Pour remplacer le Front de gauche qui bat de l'aile, il est proposé de lancer un nouveau « Front populaire et citoyen »¹. Dans les débats ressort également, positivement ou négativement, ce repère majeur pour la gauche française :

Aline F. (déléguee de Seine-Maritime) : « Puisqu'on est sur la célébration du Front populaire, il y a des noms de députés comme ça qui résonnent à nos oreilles. Gabriel Péri² et les autres, et tous ceux qui ont été dans les premiers pris en otages dès 1939. C'était ça aussi les députés, les représentants du peuple, les représentants

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.12.

² Gabriel Péri (1902-1941) fut journaliste et chef des services de politique étrangère de *L'Humanité*. Il fut député de Seine-et-Oise entre 1932 et 1940. Il fut fusillé comme otage par les Allemands au Mont-Valérien en décembre 1941.

communistes ».

Patrick V. (délégué du Nord) : « Je voudrais revenir sur un terme qui est très intéressant : le Front populaire. Il est évident que le Front populaire est un grand moment dans notre histoire sociale, une union de partis dans laquelle était présent le nôtre, le PCF. Mais sans être au gouvernement. Ce qui m'interroge c'est le réemploi d'un terme vieux de quatre-vingts ans. On doit innover, on doit aller de l'avant. Et on va aller vers la population, vers les Français en leur parlant d'un Front populaire ? ».

6.5.3. Une mise en scène

Outre les symboles en tant que tels, le PCF se met également en scène au cours des congrès nationaux. Ceux-ci prennent alors l'allure de cérémonies comportant une forte dimension théâtrale. Les travaux sont retransmis en direct sur les réseaux sociaux : il s'agit alors de projeter une image de ce qu'il est, de ce qu'il prétend être ou de ce qu'il veut être. Cette représentation adopte un style télévisuel, puisque les différentes étapes du congrès sont animées par deux dirigeants – un homme et une femme, parité oblige – qui font office de présentateurs ou de maîtres de cérémonie. Mais, elle est aussi ancrée dans un registre classique avec, par exemple, des drapeaux rouges posés sur les tables, prêts à être déployés à la moindre occasion.

Ces occasions surviennent au cours des pauses dans les travaux, qui rythment le congrès et qui sont autant de moments chargés de symboles et de rituels. Ces coupures sont là pour rappeler et résumer l'ensemble des combats que les communistes portent ou estiment être important de mener ou de soutenir. C'est le cas des mobilisations du monde du travail, à qui sont réservées une place particulière dans les congrès. En 2016, des délégations de syndicats de salariés sont invitées et présentes ; elles reçoivent une ovation de la part des congressistes, dans un contexte marqué par l'opposition à la loi Travail du gouvernement Valls. Deux ans plus tard, la parole est donnée à des représentants syndicaux d'établissements en lutte :

Franck Saillot, délégué CGT à la papeterie Arjowiggins de Wizernes, dans le Pas-de-Calais, site occupé par les salariés pour éviter sa délocalisation ; Mamoudou Kanté, syndicaliste à l'usine Paprec de Seine-Saint-Denis ; Nathalie Marchand, agent hospitalier dans la Somme. Tous racontent leur lutte, leurs conditions de travail, la répression syndicale dont ils sont victimes. À la fin de leur allocution, la salle scande des « Tous ensemble ! Ouais ! Ouais ! ». Les trois syndicalistes lèvent le poing serré.

D'autres moments suivent : la dénonciation des violences policières avec la présence d'Assa Traoré, sœur d'Adama décédé en juillet 2016 à la gendarmerie de Persan dans le Val-d'Oise suite à son interpellation par la gendarmerie ; la question des réfugiés ; le soutien au journal *L'Humanité* ; l'expression de la solidarité des communistes français à l'égard de l'ancien président brésilien Lula, emprisonné.

L'accent est, au demeurant, particulièrement mis sur la dimension internationale de l'engagement communiste. Des représentants de partis et mouvements alliés au PCF sont invités à prendre la parole à la tribune du congrès. En 2016, la liste de ces représentants est assez touffue : Maite Mola pour IU (Espagne) ; Panos Rigas, secrétaire général de Syriza (Grèce) ; Declan Kearney pour le Sinn Féin (Irlande et Irlande du Nord) ; Joao Ferreira du Comité central du PCP ; Daniel Filmus, ancien ministre de l'Éducation de Nestor Kichner en Argentine ; Bénéwendé Sankara dirigeant de l'Union pour la renaissance/Parti sankariste (Burkina-Faso) ; Juan Carlos Marsan Aguilera membre du Comité central du Parti communiste de Cuba (PCC) ; Adel Amer, secrétaire général du Parti communiste d'Israël (Maki), accompagné d'Husam Zomlot, conseiller stratégique du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Les réactions du parterre des délégués sont souvent enthousiastes. Des drapeaux rouges flottent dans la salle. Des slogans sont repris en cadence : « solidarité » ou encore, pour les intervenants hispanophones, des « el pueblo unido jamas sera vencido »¹.

Parfois, l'espace se décompartmente. Le congrès s'ouvre à d'autres lieux dans lesquels s'inscrit l'engagement communiste. L'accueil des représentants du MJCF en

¹ *El pueblo unido jamas sera vencido* (« un peuple uni ne sera jamais vaincu ») est une chanson chilienne écrite et interprétée par le groupe Quilapayún en 1970.

fournit le prétexte. En 2016 comme en 2018, il a permis de transformer la salle du congrès en manifestation de rue, le congrès devenant une sorte de prolongement des luttes sociales.

Au 37^{ème} congrès est diffusé un clip vidéo reprenant quelques plans des mobilisations contre la loi Travail. On y voit des jeunes communistes défiler avec leurs drapeaux. À la fin du clip, une dizaine d'adhérents du MJCF et de l'Union des étudiants communistes (UEC) déboulent avec des drapeaux et une banderole sur l'estrade. Une jeune militante lance des slogans avec un mégaphone, repris par la salle : « à ceux qui veulent précariser les jeunes, les jeunes répondent : "résistance !" ».

Les pratiques militantes habituelles des communistes, en l'occurrence en termes de manifestation, sont alors mises en scène. La rue et l'intérieur ne semblent plus faire qu'un.

Des chants ponctuent le temps des symboles, permettant de solidifier le collectif, ou du moins, passagèrement, de faire taire les déchirements. Les congressistes chantent, ensemble, montrant une forme d'appartenance commune et, par-là, du moins temporairement, leur unité. Comme en 2016, en 2018, des représentants du MJCF et de l'UEC prennent place à la tribune, avec leurs étendards :

Camille Lainé, secrétaire générale du MJCF, fait son discours. Les délégués entonnent ensuite, pour la plupart debout et le poing levé, *La Jeune Garde*¹. Et même après le départ des jeunes communistes, ils poursuivent, finissant l'ensemble des couplets de la chanson.

Plus tard, pour meubler le vide dû au vote pour la liste du Conseil national et au dépouillement des urnes, et alors que le congrès est toujours diffusé sur les réseaux sociaux, des congressistes s'improvisent chanteurs. Guillaume Roubaud-Quashie, l'un des animateurs du congrès, prend le micro : « Il faut finir par un classique.

¹ *Le Chant des jeunes gardes* a été écrit par Montéhus en 1912 pour les jeunesses socialistes (les Jeunes gardes socialistes). Il fut ensuite repris par les jeunesses communistes.

Une Marseillaise, ça va être un peu étroit. *L'Internationale*, c'est après. *La Jeune Garde*, on a déjà fait. *Le chiffon rouge*¹ ? Est-ce que j'ai les paroles ? ». Frédéric Boccara, membre de la Commission économique du PCF, l'accompagne *a cappella*. Puis, *Bella Ciao* résonne, suivi de *L'Hymne du MLF*².

6.5.4. Le nom et le logo

De manière générale, le temps des symboles voit l'adhérent en retrait par rapport à l'organisation. Les symboles ont le pouvoir de rassembler l'individu dans le collectif, de lui faire voir son appartenance à une communauté, faite de valeurs communes, de références partagées, d'une mémoire collective entretenue. Ils ont aussi la capacité d'apaiser les dissensions, de les masquer passagèrement. Il peut, toutefois, arriver que celles-ci soient rallumées par des tentatives de remise en cause ou d'altération du substrat symbolique sur lequel repose la communauté et l'adhésion individuelle. Les désaccords sont d'autant plus fortement ravivés que ces tentatives touchent le cœur de ce substrat, à savoir l'identité même du parti : son nom et son logo.

Dans son rapport au Conseil national de juin 2017 qui annonçait le lancement du processus de congrès extraordinaire, le secrétaire national Pierre Laurent effleurait la question du nom du Parti, en indiquant qu'elle n'était pas un « tabou », même s'il reconnaissait que le problème était plus large : celui du sens du communisme aujourd'hui³. Une déconvenue électorale semble constituer un motif suffisant pour remettre à l'ordre du jour le changement de nom. Ainsi, dix ans plus tôt, dans la foulée de la déroute de Marie-George Buffet à la présidentielle de 2007, la direction nationale mettait en route une étape préparatoire pour le 34^{ème} congrès de 2008, ponctuée de douze grands débats nationaux. Parmi ces débats figurait la thématique de l'organisation

¹ *Le Chiffon rouge* est une chanson datant de 1977, interprétée par Michel Fugain.

² *L'Hymne du MLF*, aussi appelé *Debout les femmes*, est une chanson dont les paroles ont été écrites en 1971. Elle est ensuite devenue la chanson du Mouvement de libération des femmes (MLF). Aujourd'hui, elle est souvent entonnée à l'occasion de luttes féministes.

³ LAURENT Pierre, op.cit., 23 juin 2017.

politique et de son identité. De nombreux chemins y étaient explorés, y compris celui d'une mue radicale du PCF :

« Faut-il dépasser la forme parti elle-même ? [...] Devons-nous nous poser la question du nom de notre parti ? Faut-il créer un nouveau parti ? De quelle nature, avec qui ? [...] Faut-il, avec d'autres, engager un processus de construction, à la gauche du PS, d'une force politique nouvelle d'émancipation humaine ? »¹.

En 2008, la conservation du PCF fut décidée, tout en l'engageant dans une stratégie électorale durable d'alliance de la gauche radicale, le Front de gauche. Antérieurement, la « mutation » se penchait aussi sur le sujet. Robert Hue consultait alors des communicants (Jacques Séguéla et Pierre Weill, président de la Sofres) qui lui conseillaient de maintenir le terme « communiste », mais de remplacer le mot « parti » par une autre appellation telle que « force »².

Ce sempiternel chapitre de la totale novation communiste a donc des raisons plus profondes qu'une simple défaite électorale : même si celle-ci peut fournir le prétexte pour en faire référence, il a des racines liées à la crise identitaire que traverse le communisme international depuis la disparition du bloc socialiste au début des années 1990. Comme nous l'avons analysé précédemment, les partis communistes historiques des pays européens ont tracé des chemins différents, entre préservation d'un communisme orthodoxe, transformation en parti de centre-gauche ou maintien d'un parti avec une idéologie communiste rénovée. Pour les formations ayant opté pour cette dernière voie médiane, de l'entre-deux, comme le PCF, il n'est pas étonnant que la question du changement de nom se pose fréquemment, c'est-à-dire, en fin de compte, de rentrer dans un autre scénario, déjà suivi par d'autres organisations communistes.

Le changement de nom est souvent associé au changement de logo. L'histoire de la fin du PCI en témoigne. Le tournant de Bologne entre 1989 et 1991 se fonde sur la

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Assemblée nationale extraordinaire des 8 et 9 décembre 2007, étape préparatoire du 34^{ème} congrès de décembre 2008 », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°284, 7 novembre 2007, p.4.

² HUE Robert, *Les partis vont mourir... et ils ne le savent pas !*, Éditions de l'Archipel, 2014, p.66.

« négation du symbole »¹, plus précisément sur l'enterrement du nom « communiste » et l'effacement progressif du logo originel, de la faucille et du marteau. Né de la dissolution du PCI en février 1991, le PDS a pour emblème un chêne avec à ses racines l'insigne du PCI, c'est-à-dire deux drapeaux : l'un au premier plan, rouge sur lequel sont dessinées une étoile, la faucille et le marteau dorés ; à l'arrière-plan, le drapeau italien. En 1998, il fusionne avec d'autres petites formations de centre-gauche pour donner naissance aux DS. Le symbole du PCI à la base du chêne disparaît alors entièrement, remplacé par la rose rouge de la social-démocratie. À l'opposé, les minoritaires du congrès de Rimini de 1991, ceux qui refusent cette liquidation du passé communiste et fondent le PRC, se réapproprient les symboles du PCI. Ils conservent le nom « communiste » et le drapeau rouge avec l'étoile, la faucille et le marteau².

Dans le cadre du PCF, si la question du nom du parti n'a pas percée en 2018, la problématique du logo jaillit et s'impose même aux congressistes et aux adhérents. La faucille et le marteau sont retirés en 1996 du logo officiel. Jusqu'en 2018, celui-ci ne comprend alors plus d'attribut figuratif : sur un fond rouge est simplement écrit « PCF » en lettres blanches. Mais, dans les pratiques militantes, l'appropriation de ce logo se fait à géométrie variable selon les tendances bien sûr, mais aussi selon les fédérations ou les sections. Par exemple, la section de Dieppe et de son agglomération l'utilise certes sur ses tracts, mais en le complétant par la faucille et le marteau [*annexe n°10*]. Autre exemple : dans une invitation à sa galette de 2018 [*annexe n°11*], la section d'Amilly-Chalette continue d'adosser ce logo à celui du Front de gauche, bien que celui-ci n'existe plus véritablement dans les faits, et rajoute également un œillet rouge³, provenant d'un visuel national. C'est en partie pour unifier ces pratiques qu'un nouveau logo est présenté au 38^{ème} congrès, une sorte d'étoile ouverte avec, à l'une de ses pointes, une feuille [*annexe n°12*].

Fabien Gay est chargé de dévoiler ce nouveau logo à Ivry-sur-Seine. Il prononce

¹ DORMAGEN Jean-Yves, *op.cit.*, p.86.

² *Ibid.*

³ L'œillet rouge renvoie à la révolution portugaise de 1974, entraînant la chute du régime autoritaire salazariste. Il peut aussi faire référence au résistant et communiste grec Nikos Beloyannis, condamné à mort en 1952 et dont le portrait a été immortalisé par Picasso dans son dessin *L'homme à l'œillet*.

ces paroles : « Nous savons que c'est un défi car cela touche à notre parti, ses symboles et son histoire. Cela touche, j'ai envie de dire notre imaginaire collectif et l'intime de chacun. Le nouveau parti communiste est arrivé ! Alors certains d'entre vous y verront l'étoile de l'idéal, d'autres une France ouverte sur le monde, accueillante envers les réfugiés qui fuient la guerre et la misère, d'autres encore un bourgeon, qui montre que le communisme est une idée neuve, mais aussi l'écologie, d'autres encore un mouvement, un poing levé et même les cerises de la Commune. Certains y verront enfin un humain debout, fier, les bras ouverts, fraternel comme pour symboliser notre signature "L'humain d'abord". Oui, ce logo est tout ça à la fois, car c'est ça le Parti communiste français ! ».

En quelque sorte, le nouveau logo reflète la conception de l'engagement communiste contemporain qui est considéré par l'organisation elle-même comme pluridimensionnel¹. Le message est aussi destiné à susciter l'enthousiasme et l'appropriation individuelle. En ce sens, il est ici demandé à l'individu de s'effacer devant la force du collectif. Cependant, même si la plupart des congressistes nationaux arbore le badge représentant ce nouveau symbole, une contestation ouverte fait rage dès sa révélation publique.

Au congrès national, mon voisin de table Bruno Nottin me donne son sentiment vis-à-vis du nouveau logo : « Moi je pense que ça aurait été mieux d'avoir une flamme en haut ou une espèce de poing. Ce truc en haut, on arrive pas à voir... C'est un peu un truc de bobo ou de communicant. L'étoile, ok. L'étoile ouverte, peut-être. Avec le poing alors ».

Les identitaires cultivent ainsi un certain regret nostalgique de l'abandon de la faucille et du marteau, instruments qui étaient censés montrer « clairement que la stratégie était basée sur l'antagonisme social systémique de la société capitaliste : la lutte de classes »².

¹ Le préambule des statuts de 2013 précise que « les motivations de l'adhésion au Parti communiste français sont diverses » (PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.4).

² BRAVO Hector, « Un logo pour porter la force d'un combat, d'une ambition, d'une stratégie », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 1^{er} décembre 2018 [en ligne].

Les orthodoxes sont, néanmoins, ceux qui résistent de manière la plus véhémement à ce nouveau logo. De manière ostentatoire, ses représentants se présentent au micro pour défendre leurs amendements avec des autocollants reproduisant des faucilles et des marteaux sur leurs vêtements, certains ayant même un médaillon de ces outils sur une chaîne autour de leur cou. Dès la fin du congrès, les « reconstructeurs » lancent d'ailleurs une pétition dénonçant le nouveau logo « tombé du ciel » et exigent le « rétablissement » de l'emblème traditionnel du communisme international¹. La suppression de la faucille et du marteau sur la carte d'adhérent en 2013 avait déjà donné lieu à une protestation de leur part. Arc-boutés sur la préservation de l'héritage symbolique du communisme dans une version marxiste-léniniste, ils voient dans l'élimination des outils représentatifs du prolétariat ouvrier et des paysans une preuve de l'autophobie communiste. Ce dernier concept a été forgé par le philosophe marxiste italien Domenico Losurdo. L'autophobie consiste pour les vaincus à adopter le discours et les valeurs du vainqueur et de finir par se haïr eux-mêmes. Dans notre cas, les communistes, qui ont subi une débâcle idéologique avec la chute de l'Union soviétique et des démocraties populaires, tendraient à rompre avec ce passé, en essayant de montrer qu'ils n'ont aucun lien avec celui-ci et en éliminant ses traces. Comme l'écrit Losurdo, « au narcissisme hautain des vainqueurs, qui transfigurent leur propre histoire, correspond l'auto-flagellation des vaincus »². Pour se détourner de cette autophobie, une opération de rétablissement des fondamentaux marxistes-léninistes est donc, selon les orthodoxes, nécessaire, au point que ceux-ci proposent à la vente sur leur site internet des drapeaux, autocollants et badges estampillés de la faucille et du marteau.

En bref, même si le temps des symboles peut attiser des frustrations et des désaccords, il est un moment où, comparativement au temps des déchirements, le

<<http://lepcf.fr/Un-logo-pour-porter-la-force-d-un-combat-d-une-ambition-d-une-strategie>>, consulté le 21 décembre 2020.

¹ DANG TRAN Emmanuel, NEGRI Dominique et BÉCOURT Corinne, « PCF : le logo tombé du ciel pour finir de boucler le congrès "extraordinaire". Il faut reporter l'adoption d'un nouveau logo et ouvrir une large discussion. Pétition », *Vive le Parti communiste français*, 24 novembre 2018 [en ligne].

<<http://vivelepcf.fr/7292/pcf-le-logo-tombe-du-ciel-pour-finir-de-boucler-le-congres-extraordinaire-il-faut-reporter-ladoption-dun-nouveau-logo-et-ouvrir-une-large-discussion-petition/>>, consulté le 21 décembre 2020.

² LOSURDO Domenico, *Fuir l'histoire*, Éditions Delga et Le Temps des Cerises, 2007, p.6.

collectif reprend le dessus sur l'individu et qui prépare logiquement « le temps du commun ».

6.6. Le temps du commun

Le long processus de congrès s'achève avec une dernière phase, celle consistant à « recoller les morceaux »¹, à tenter de rassembler les communistes après les rudes temps des déchirements et les débats de réécriture. Le score avec lequel est adopté le texte définitif du congrès est censé incarner l'unité recouvrée : 87,23 % des congressistes approuvent *Le Manifeste* remanié en 2018, résultat paradoxalement plus élevé qu'en 2016², alors même qu'il s'agissait initialement d'une base commune provenant d'une sensibilité et non de la direction nationale.

6.6.1. L'unité ou la parole magique

L'unité des communistes est mise en scène, l'intérêt collectif primant de nouveau sur les intérêts particuliers. Les « tous ensemble ! » retentissent à de nombreuses reprises, scandés spontanément par les congressistes, auxquels viennent s'ajouter des applaudissements nourris. Des moments particuliers émaillent les congrès, semblant être autant de signes qui ouvrent la voie au retour à la cohésion du collectif :

Au congrès départemental du Loiret, Marc Brynhole propose un amendement sur la notion des « communs »³ : « la démarche du commun peut contribuer au dépassement du capitalisme jusqu'à son abolition et l'instauration d'une société post-capitaliste que nous appelons le communisme ». L'amendement est soumis aux voix et obtient l'unanimité des suffrages des congressistes. Ces derniers

¹ Selon l'expression de Pierre Laurent dans son discours introductif au 38^{ème} congrès national.

² Au 37^{ème} congrès, *Le Temps du commun* recueille 81,2 % des votes des délégués nationaux ; la partie « stratégie électorale pour 2017 », marquée par le débat intense sur le soutien à la candidature Mélenchon pour la présidentielle seulement 69,10 % ; la partie sur l'organisation du PCF 86 %.

³ Nous reviendrons plus en détail sur cette notion de « commun » dans le chapitre 9.

applaudissent vivement ce seul vote unanime de tout le congrès.

À Ivry-sur-Seine, la mise en valeur de l'unité fonctionne de manière encore plus prégnante. Comme un cycle qui s'ouvre et se ferme, à la fin de son discours inaugural, Pierre Laurent reçoit une salve d'applaudissements des délégués qui, debout, lancent des « tous ensemble, tous ensemble, ouais, ouais ! ». Et à la fin du congrès, Fabien Roussel, fraîchement élu secrétaire national, demande à Pierre Laurent d'être à ses côtés pour le discours de clôture avec ces mots : « tous ensemble comme on dit ».

Mais si les objectifs partisans priment sur les ambitions des dirigeants et les passions individuelles, cela n'est pas le fruit du hasard ou de la volonté générale spontanée des communistes. Le temps du commun est une construction, principalement discursive, temporaire et fragile. Celle-ci repose sur la force symbolique que revêtent les mots « unité » et « rassemblement » dans l'espace communiste. L'unité constitue une « valeur fondamentale du parti »¹, qui explique, par exemple, pourquoi les tendances ne sont pas officiellement reconnues et, au contraire, repoussées dans les discours. Elle a été aussi, pendant longtemps, un principe sur lequel se fondait le mode de fonctionnement interne des partis communistes, intimement lié au centralisme démocratique. En ce sens, l'unité impliquait le conformisme, voire à une certaine époque l'unanimité en leur sein. Ce dernier versant de l'unité a bien sûr perdu sa validité, étant donné que le PCF est dorénavant fragmenté en sensibilités diverses et avec des positions idéologiques et stratégiques divergentes. Mais, malgré la possibilité d'expression publique des désaccords – qui était difficile, voire impossible, par le passé – et l'abandon du centralisme démocratique, l'unité reste un élément central de la mentalité communiste contemporaine. Plus précisément, elle semble aujourd'hui brandie en dernier ressort, afin de limiter les forces centrifuges, d'éviter que les dissensions ne débouchent sur des scissions. C'est donc dans les moments de crise qu'elle imprègne le plus sa marque, comme ce fut le cas au 38^{ème} congrès avec la situation inédite d'une direction nationale mise en minorité par la ligne identitaire.

¹ LIGUORI Guido, *op.cit.*, p.128.

L'unité n'existe donc pas objectivement au sein du PCF, éclaté en chapelles opposées. Elle se fabrique par le discours, notamment des dirigeants. « Unité » : c'est la parole magique¹ qui est prononcée et qui, par sa seule évocation, se transforme en réalité. Elle permet de mettre un terme, du moins provisoirement, aux querelles internes et de ressouder les communistes dans le collectif. Proférer ce mot dans la configuration particulière du congrès ne revient pas à dépeindre quelque chose, établir un constat quant à la situation du PCF. Ici, « dire c'est faire »². C'est un discours performatif, surtout quand il sort de la bouche de dirigeants nationaux. Les vellétés jusqu'au-boutistes s'estompent, les combats fratricides cessent, les communistes se rassemblent, rien qu'à l'énonciation de ce terme. En prononçant le mot, l'unité se fait donc sur le moment.

Au conseil départemental du Loiret du 23 octobre 2018, à l'approche de la consultation des adhérentes, Christian Bar. assure qu'« on est condamné à se rassembler ».

Au congrès départemental, Marc Brynhole déclarait : « Qu'est-ce qu'on fait pour être rassemblés ? Le Parti est en difficulté, personne ne va le nier. Il faut pas qu'on sorte de ce congrès et qu'il y ait des gagnants et des perdants, des gens qui se sentent floués. Quiconque jouerait à ce jeu-là augmenterait les difficultés. Pour s'en sortir, l'unité, ça se construit. Ça veut dire, que tout le monde, quelle que soit la sensibilité doit faire un pas vers l'autre. Être hospitalier avec la pensée de l'autre. Si nous sortons tous rassemblés, unis pour combattre le macronisme, ce sera quand même quelque chose d'utile ».

6.6.2. « Un parti pas comme les autres »

Ce discours performatif de l'unité est corrélé avec une expression affirmée de manière constante : « le PCF n'est pas un parti comme les autres ». Cette antienne

¹ Analysant le SPD au début du XX^e siècle, Robert Michels écrit : « La parole magique à l'aide de laquelle les chefs ont tout le temps réussi à étouffer les germes d'une opposition gênante s'appelle : intérêt collectif » in MICHELS Robert, *op.cit.*, p.143.

² AUSTIN John Langshaw, *Quand dire, c'est faire*, Éditions du Seuil, 1991 [1962], p.41.

militante veut que le PCF soit une organisation différente dans l'espace partisan, dans le sens où il ne serait pas organisé en tendances, terme honni, même interdit au sein du Parti, terme renvoyant immédiatement dans l'esprit des communistes au « frère ennemi » socialiste. Bien sûr, affirmer que le PCF n'est pas organisé en tendances relève davantage de l'idéologie que de la réalité. Comme nous l'avons vu précédemment, celui-ci est fragmenté en plusieurs groupes ayant leur propre projet, références et structures et visant à devenir majoritaire au sein de l'espace partisan. Pourtant, dirigeants comme militants martèlent l'idée d'un « parti pas comme les autres » :

Quelques jours après le vote donnant une majorité relative au *Manifeste*, l'un de ses défenseurs, André Chassaigne, également président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, s'exprime en ces termes dans un entretien accordé à *Regards* : « Le Parti communiste n'est pas un parti comme les autres. C'est pas un parti où on est dans des confrontations de personnalités, de luttes des égos, d'éléphants qui mèneraient de grandes batailles. Donc ce n'est pas une question de personnes, c'est avant tout une question d'orientation » ¹.

La croyance dans le dogme de l'unité des communistes est tellement forte chez les adhérents que plusieurs d'entre eux ont réclamé la fin de la possibilité de déposer des textes alternatifs. Ceci mettrait fin au temps des déchirements et éviterait, selon les militants, de se transformer en parti « social-démocrate » dans lequel les chefs nationaux manipuleraient les adhérents et détourneraient une orientation politique à des fins proprement personnelles. Au congrès départemental du Loiret à Saran, la question de mettre fin aux motions concurrentes fut même débattue :

Jean-Pierre s'exclame : « La question première, c'est les quatre textes. Dès le départ, les camarades ont dit "quatre textes, mais pourquoi ? ". Ça fait beaucoup à lire. Et ça voulait dire : est-ce que la direction de notre parti n'est plus en capacité

¹ VIVIEN-PILLAUD Pablo, « André Chassaigne : "Il faut arrêter la spirale d'effacement du PCF" », *Regards.fr*, 9 octobre 2018 [en ligne].
<<http://www.regards.fr/la-midinale/article/andre-chassaigne-il-faut-arreter-la-spirale-d-effacement-du-pcf>>, consulté le 10 mai 2021.

d'amener un texte, premièrement amendé par l'ensemble des communistes de la direction ? C'est parce que quelque chose ne va pas. Et donc ce quelque chose qui ne va pas, c'est pour la première fois dans ce parti une majorité relative qui ne vote pas pour le texte émanant de la direction. Est-ce que notre parti est un parti comme les autres ? Non. C'est pas un parti qui va partir en tendances, qui va partir en animosités de droite et de gauche. Non ! Notre parti doit être uni sur sa motivation première : la construction d'un avenir meilleur, d'une société émancipatrice, construite avec les hommes et les femmes, le peuple, pour le peuple, pour le pays. S'il y a un texte qui a été voté majoritairement – certes d'une majorité relative – en dehors du texte proposé par la direction du parti, c'est parce qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans le parti. Il y a quelque chose qui ne va pas par rapport à l'évolution des choses, depuis des décennies ».

C'est dans « ce quelque chose qui ne va pas » que résident, en quelque sorte, toute la perte de repères du parti communiste contemporain, l'effacement de ce que constituait autrefois son originalité et donc le désarroi de ses militants. Autrefois, quand il s'affichait comme un « parti pas comme les autres », cela renvoyait directement à son ambition de représenter les classes populaires en général, et la classe ouvrière en particulier. Il faisait ainsi figure d'organisation atypique dans le système partisan, en visant la promotion dans ses rangs de cadres issus du monde ouvrier¹. Annie Kriegel reliait également la formule « un parti pas comme les autres » à la contre-société communiste, au « fait décisif que le parti communiste se situe à l'extérieur de la société établie »². Depuis la rupture de la mutation dans les années 1990, il s'agit seulement d'être un parti à l'image de la France, dans sa « diversité », formule reprise par bon nombre des dirigeants du PCF, y compris par les maires communistes des villes populaires de l'ancienne banlieue rouge :

La dernière matinée du congrès d'Ivry-sur-Seine est, en partie, dédiée à un débat sur la composition de la liste du Conseil national, ce qui permet à certains délégués

¹ MISCHI Julian, *op.cit.*, 2014, p.79.

² KRIEDEL Annie, *op.cit.*, 1985, p.143.

de s'intéresser au rôle du PCF en termes de représentation. Patrice Bessac, maire de Montreuil depuis 2014, reprend alors à son compte l'hymne à la diversité : « Il y a une France qui est jeune, qui est populaire, qui est de toutes les couleurs du monde, qui est débordante d'énergie et qui aujourd'hui n'est pas représentée. Une des pistes de travail pour le Parti communiste à la hauteur de ce moment : nous allons plonger dans la France telle qu'elle est ».

La représentation ouvrière a donc été évacuée des objectifs politiques du PCF. Être un « parti pas comme les autres » implique de rejeter les tendances et, dans l'ultime moment du congrès, parvenir à une seule liste présentée aux congressistes pour l'élection du Conseil national. Selon les statuts, « tous les efforts [doivent être] faits pour permettre l'adoption d'une liste commune »¹. Bien évidemment, compte tenu des sensibilités qui composent et fractionnent l'appareil, c'est au prix d'une contorsion extrême qu'une liste unique est déposée. En coulisses – au sein de la commission des candidatures – puis à huis clos durant la dernière matinée du congrès, se déroulent des tractations et échanges houleux afin de satisfaire tous les courants et éviter que l'un ou plusieurs d'entre eux ne proposent de liste alternative.

Et si le but est de parvenir à une direction nationale « rassemblant toute la diversité du Parti », comme le rappelle le président de la commission des candidatures, il ne saurait être question d'appliquer la représentation proportionnelle, ce qui conduirait à reconnaître les tendances. Refuser de faire le lien automatique entre les suffrages obtenus lors du vote des bases communes de discussion et la construction des directions fédérales et nationale forme une norme informelle, non inscrite dans les statuts, mais pourtant bien appliquée. Cette question est d'ailleurs très ancienne : dès 1920, elle constitue une ligne de fracture au sein de la SFIO entre ceux qui acceptent les vingt-et-une conditions d'admission à la Troisième Internationale et ceux qui les refusent. Ainsi, au congrès de Tours, Léon Blum s'élève contre la proposition de suppression de la représentation proportionnelle, qui chercherait à construire « un parti entièrement homogène, un parti dans lequel il n'y ait plus de liberté de pensée, plus de division de

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.18.

tendance »¹. De même, la motion d'adhésion avec réserves à la Troisième Internationale, dite « motion Longuet », manifeste son soutien à la représentation proportionnelle². Plus récemment, les courants contestataires au sein du Parti nés à la suite de la rupture de l'union de la gauche à la fin des années 1970 revendiquent ce droit à la représentation proportionnelle³, qui leur sera alors refusé. La représentation proportionnelle représente donc l'un des motifs de la scission entre communistes et socialistes ; elle n'est aujourd'hui pas pratiquée dans le PCF, au prix, néanmoins, de longues négociations pour représenter toutes les sensibilités et de fortes protestations de la part des minoritaires qui espèrent toujours obtenir des sièges supplémentaires.

Un épisode du congrès départemental du Loiret témoigne, toutefois, de la fragilité de ce dispositif qui nie les tendances (qui existent *de facto*) et exècre la représentation proportionnelle pour empêcher leur institutionnalisation. La fin d'un congrès, qui a largement débordé sur le temps prévu, approche. Et pourtant, on s'éternise sur un sujet qui cristallise les passions : l'élection des délégués au congrès national. Le Loiret a le droit à neuf délégués. Leur élection doit se faire, selon les statuts, « en veillant au respect des différentes opinions exprimées »⁴. Le secrétaire départemental fait une proposition de noms, que les délégués fédéraux doivent approuver à main levée. N'ayant jamais participé à un congrès national, alors qu'il est membre du PCF depuis 1970 (et, avant cela, a adhéré aux jeunesses communistes dès 1967), Claude M. dépose individuellement sa candidature, ce qui suscite des crispations et, surtout, un glissement vers un véritable fonctionnement en tendances.

Claude M. : « Sans que ce soit des quotas, je pense quand même que dans ce congrès extraordinaire, y a un texte qui a été retenu comme base de discussion commune qui n'est pas celui qui est sorti du Conseil national. Et je pense, moi, qu'on peut pas faire abstraction quand même du vote qui a été effectué lors du vote de la base commune. C'est-à-dire que comme il n'est pas précisé, peut-être à juste raison, dans la délégation qui a voté quoi lors du vote ; après on voit le

¹ SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE, *op.cit.*, p.253.

² COMITÉ DE RECONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE, *op.cit.*, p.2.

³ BAUDOUIN Jean, *op.cit.*, 1980, p.87.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.16.

comportement bien sûr. Mais, moi je pense qu'il faut quand même tenir compte, y compris de ce qui s'est exprimé dans le Loiret. 26 % des adhérents, si je me souviens bien, qui se sont quand même exprimés pour *Le Manifeste* ».

Le secrétaire départemental Mathieu Gallois lui répond : « Si on prend ton principe de regarder qui a voté quoi avant même le travail qu'on a fait ici d'enrichissement du texte durant ces deux jours, pour moi c'est quand même un fonctionnement en tendances où chaque texte serait représenté au congrès en fonction des pourcentages qu'il a obtenus lors du vote des adhérents. Vu les débats qu'on a eu ces deux jours, on y va pour défendre les amendements qui ont été abordés lors de ce congrès. Moi ce que je propose, c'est de conserver la liste actuelle ».

Claude M. : « Je propose pas que ça soit un vote qui cristallise les tendances. C'est pas une question de tendances. C'est une question que c'est un congrès extraordinaire. Et on peut voter l'enrichissement du texte. Mais à partir du moment où on enlève un des aspects les plus marqueurs du texte qui est arrivé en tête comme ça s'est passé ici... ».

Mathieu Gallois murmure à ses voisins de la tribune : « Il faut faire des calculs dans ce cas-là ».

Bruno L. lui répond, en susurrant : « On va pas demander à chacun ce qu'il a voté... ».

Mathieu Gallois semble se reprendre et déclare : « Là si je prends... Je vais pas faire ça parce que j'aime pas ce fonctionnement. Tel texte a fait x pour cent donc il faut qu'il ait tant de délégués... Parce qu'on n'a jamais fonctionné comme ça dans la fédé à chacun des congrès ».

Bruno L. chuchote à Mathieu Gallois : « Fais la répartition géographique ».

Mathieu Gallois à l'assemblée : « Je sais pour certains camarades quel texte ils ont soutenu lors du vote de base commune. Y en a un je sais pas. Pourtant il est dans la délégation. Quand je regarde, ça ferait que le texte du Conseil national a fait 50 % dans la fédé, 26 % pour *Le Manifeste*. Si on dit chaque texte représente tant, donc a un délégué, deux délégués, trois délégués... On va aussi dans un débat un peu pourri qui apporte rien à la vie démocratique de la fédé. Et on a pu défendre un texte avant le vote, ok. Mais là, on est tous délégués du texte qu'on vient

d'adopter à une large majorité lors des débats, du texte amendé. Et c'est ce qu'on va porter au congrès national. L'ensemble des amendements qui ont été adoptés ici qu'on va défendre au congrès. C'est ça le mandat que l'on a ».

Claude M. maintient sa candidature individuelle. La délégation nationale est largement validée par les congressistes, sous les applaudissements.

Grâce au mot magique d' « unité » s'établit momentanément le temps du commun : une base commune largement adoptée, l'absence de liste alternative, l'apaisement des tensions entre courants sont autant de signes de cet épisode temporaire. Le collectif est dominant, même si de manière souterraine les divisions existent toujours et l'individu peut toujours, potentiellement, briser le « rassemblement » des communistes.

*

Le congrès du PCF apparaît donc comme un processus en plusieurs étapes. Durant chacune d'entre elles, l'individu a plus ou moins d'autonomie par rapport à l'organisation. La question finale qui se pose est celle de l'après. Que se passe-t-il une fois que le nouveau secrétaire national termine son discours et que *L'Internationale* clôt le congrès ?

Un premier élément de réponse nous est donné par les interventions post-congrès des « sensibilités ». Tout laisse à penser que le temps des déchirements reprend son cours et que l'unité magique n'a duré que quelques semaines, voire quelques jours. Ainsi, les identitaires soulignent que, compte tenu du rapport de forces, ils n'ont pas été en capacité d'imposer l'intégralité de leur corpus, « que la bouteille est encore aux trois-quarts vide plutôt qu'au quart pleine »¹. Pour eux, malgré leur victoire relative au 38^{ème} congrès, il resterait encore de longues batailles à mener pour remettre sur pied un parti communiste de type orthodoxe. Leur objectif ultime est de l'emporter définitivement à la fois sur la direction sortante lorgnant sur la social-démocratie en vue de reconstituer une union de la gauche classique et sur les refondateurs et leurs espoirs de formation d'un rassemblement de gauche radicale. Quant aux refondateurs, ils reprennent leur

¹ BRULA Pascal, *op.cit.*

dénonciation portant sur le risque de repli du PCF et d'activation d'un retour en arrière. Ils entendent poursuivre la lutte pour ne pas laisser les clefs à la ligne identitaire. Ils déplorent même leur propre incapacité à ne pas avoir été en mesure de déposer une liste alternative au congrès national, qui aurait permis de peser de manière plus grande dans cette opposition.

Un autre aspect apparaît : celui de la réception par les militants du texte du congrès. Celui-ci est-il appliqué dans le quotidien des sections et adhérents ? Devient-il un outil servant concrètement leur militantisme ? Deux réponses peuvent être apportées à ces questions. Premièrement, d'un point de vue organisationnel, tout porte à croire que chaque fédération ou même chaque section applique à sa manière, selon sa propre interprétation, le texte approuvé nationalement. Ainsi, le paragraphe intitulé « Être présents avec nos candidates et candidats à toutes les élections »¹ a déclenché des échanges de vue assez âpres, révélateurs d'une lecture à géométrie variable du document national.

À la conférence de section du 10 novembre 2018, le maire de Chalette-sur-Loing Franck Demaumont fait remarquer : « Ça, c'est de la théorie. C'est une posture. Dans la réalité, ça se passe pas comme ça. On n'a plus les moyens d'avoir des candidats partout. Regardez ici dans le Montargois. Où est-ce qu'on est capable et quels moyens on se donne pour avoir des listes dans toutes les communes pour les municipales ? Après, pour les élections nationales, c'est une posture d'avoir un candidat à chaque élection ».

Au congrès national, le différend reprend. Pour certains communistes, cette « posture » est un choix qu'ils n'appliqueront pas localement.

Ainsi, Bruno Bonin, secrétaire départemental des Deux-Sèvres (une fédération proche de la ligne des refondateurs et adepte de l'alliance avec la FI) admet publiquement : « C'est un choix que chacun fera sur son territoire, on verra le résultat ».

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a).

Présenter des candidats communistes partout semble donc être une option stratégique contestée, qui ne sera donc pas appliquée sur tout le territoire. Mais également, cela renvoie à la faiblesse organisationnelle du PCF dans plusieurs départements et son anémie en termes de militants. C'est ce que souligne une intervenante de Haute-Savoie au congrès d'Ivry :

« Je peux vous dire que dans les départements où on est très faible comme chez nous c'est extrêmement difficile de tenir cette préconisation. Nous avons un département de 800 000 habitants et 300 communistes [200 cotisants fin 2018]. Nous sommes très souvent conduits, dans les élections cantonales, à nous déplacer. Et n'étant pas implantés, nous faisons souvent de très mauvais scores. Je préférerais grandement, par réalité de terrain, que l'on nous dise qu'on soit présent aux élections le maximum. Ça nous paraît être une préconisation qui ne correspond à rien, qui n'est pas applicable, qui n'est vraiment pas à la hauteur de la situation ». Igor Zamichiei, secrétaire départemental du PCF Paris, animateur des travaux sur cette partie lui rétorque : « C'est un objectif à chaque échéance électorale. Mais il est évident que dans des territoires c'est plus difficile que dans d'autres. On va pas expliquer à une fédé ou une section si elle n'a pas réussi à présenter un candidat, c'est contraire au texte de congrès. C'est un objectif politique ».

L'organisation interne contemporaine du PCF explique cette réception flottante des orientations nationales. Nous dirons que l'autonomisme démocratique régit l'organisation communiste contemporaine. Ce concept se rapproche de l'analyse que fait Roland Kenneth Carty des partis politiques comme systèmes de franchise¹. Celui-ci remarque que les modèles d'organisation traditionnels fondés sur l'idée de hiérarchie ne sont plus à même de décrire correctement la situation contemporaine des partis politiques. Ceux-ci sont dorénavant composés d'éléments relativement indépendants les uns des autres, ce qui les rapproche du modèle du parti stratarchique proposé par Samuel Eldersveld dans les années 1960 pour étudier les partis américains profondément

¹ CARTY Roland Kenneth, « Parties as Franchise Systems: The Stratarchical Organizational Imperative », *Party Politics*, vol.10, n°1, 2004, pp.5-24.

marqués par le fédéralisme¹. Roland Kenneth Carty file la métaphore économique. Ainsi, ce qui soude les différentes unités autonomes d'un parti-franchise est une marque commune. L'organisation centrale a pour fonction de déterminer la gamme de produits, de fixer les normes pour sa production et de définir la stratégie publicitaire et de marketing. Elle assure également la gestion de l'approvisionnement des franchisés. Quant à ces derniers, ils offrent sur un marché particulier une gamme de produits standardisés, mais qui fait l'objet d'adaptations locales. Le politiste canadien illustre son modèle par l'exemple de McDonald's : la marque est la même sur toute la planète, la gamme de produits proposée est similaire ; mais les entreprises franchisées s'adaptent aux consommateurs de chaque pays en proposant des variations de cette gamme.

Il existe plusieurs formes de systèmes de franchise quant aux relations que l'organisation centrale entretient avec les unités franchisées. Ce peut-être un système centralisé, décentralisé ou fédéral². On pourrait ainsi affirmer que le PCF est une sorte de parti-franchise reliant ses différentes composantes locales (sections et fédérations) sous le prisme de l'autonomisme démocratique³. Il se présente ainsi comme une agrégation d'entreprises locales assez disparates, chaque organisation locale ayant sa propre stratégie, son propre matériel de propagande et ses propres rituels. Contrairement au centralisme démocratique où, dans les faits, la ligne nationale adoptée au congrès doit ruisseler du sommet de l'organisation vers les échelons intermédiaires (fédérations), puis locaux (sections, cellules), ici les orientations décidées nationalement ne semblent être qu'un cadre global peu contraignant pour les étages inférieurs. Tout comme le centralisme démocratique correspondait au fonctionnement du PCF au temps du parti de masse, l'autonomisme démocratique représente son mode d'organisation (ou de désorganisation) sous sa forme de parti-citadelle. Les sections bénéficient d'une large

¹ ELDERSVELD Samuel J., *Political parties: A Behavioral Analysis*, Round Mac Nally and Cie, 1964.

² CARTY Roland Kenneth, *op.cit.*, p.10.

³ En poussant à l'extrême la thèse de Roland Kenneth Carty, nous pouvons aussi assimiler la NUPES à une forme de franchise. L'organisation centrale (en l'espèce les états-majors des partis politiques signataires de l'accord national) détermine un cadre global commun composé notamment d'un logo (la lettre grecque nu colorée), un programme partagé de gouvernement et des mots d'ordre (par exemple celui de « Mélenchon Premier ministre »). Les unités franchisées (c'est-à-dire, pour les élections législatives de juin 2022, les équipes constituées au niveau de chacune des 546 circonscriptions électorales autour des candidats officiellement investis) adaptent ce cadre aux attentes supposées des électeurs locaux et en fonction de la sensibilité politique du candidat désigné (insoumis, écologiste, socialiste ou communiste).

autonomie de fonctionnement : non seulement, elles désignent leur direction¹ – ce qui n'est pas nouveau –, mais elles ont aussi une liberté très forte dans les activités qu'elles mettent en œuvre. Elles peuvent éditer leurs propres tracts pour exprimer leurs positionnements, même sur des sujets nationaux. Parfois, ces positionnements peuvent être contraires à la ligne nationale fixée en congrès. Par exemple, dans le cadre de l'élection législative de la quatrième circonscription du Loiret de 2017, un tract programmatique fut élaboré et distribué par les sections du Montargois. Sur la question énergétique, il était clairement inscrit la proposition de sortir progressivement du nucléaire, ce qui était contraire au texte national voté l'année précédente qui parlait lui de « mix énergétique [...] composé de manière complémentaire d'énergies renouvelables [...] et du nucléaire »².

« Autonomisme » donc puisque les échelons locaux et départementaux peuvent agir de manière assez dégagée du sommet. « Démocratique » puisque les activités décidées localement, tout comme les prises de position, résultent d'un débat plus ou moins instruit en réunion de section et donc de décisions assez collectives. Par exemple, pour ce qui est du tract de l'élection législative cité plus haut, c'est le collectif de campagne, se réunissant une fois par semaine, qui tranche la question de la sortie du nucléaire. La direction de la section d'Amilly-Chalette, majoritairement acquise à la cause refondatrice, propose alors d'inscrire sur le matériel de campagne cet élément. Au cours d'un échange en collectif de campagne – composé également d'adhérents de Montargis, globalement plutôt proches des identitaires –, après débat, est prise la décision d'intégrer cette mesure. En plus des arguments de fond avancés pour justifier ce choix (dangerosité, stockage des déchets radioactifs, approvisionnement en uranium...), des considérations stratégiques entrent en compte : le groupe local de la FI soutient le candidat communiste à cette élection (le maire de Chalette-sur-Loing). La FI s'étant nationalement positionnée en faveur d'une sortie du nucléaire, adopter cette position apparaît comme un compromis à même de conforter l'alliance locale.

¹ Selon l'article 7.1. des statuts : « L'assemblée générale de la section élit son comité exécutif avec son ou sa secrétaire » (PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.13).

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.9.

En somme, l'autonomisme démocratique reflète l'état de désagrégation du PCF. Les sections opèrent en dehors, parfois même en sens inverse, du document voté par le congrès national. Un texte approuvé nationalement, même à une très forte majorité, ne sera pas mis en œuvre de la même manière d'une section à l'autre, voire, sur tel ou tel point, ne le sera pas du tout. Il fait figure d'écrit général, synthétisant à un moment donné les rapports de force internes entre courants ; un écrit duquel les sections et militants peuvent piocher (ou pas) des éléments pour les appliquer à leur situation particulière. Le centre ne parvient pas – faute de mécanisme de contrôle et de sanction – ou ne désire pas – ce qui importe c'est qu'il existe encore des sections locales même si elles sont en dehors des clous – à imposer l'exécution de ce texte, ce qui semble en faire une règle de papier, sans application formelle.

Une deuxième réponse réside dans l'application que font les adhérents eux-mêmes du texte. Comment les communistes réels s'approprient-ils les résolutions nationales ? Dans le Loiret, Christian Bar. soulève cette interrogation au cours de la commission fédérale du texte du 15 novembre 2018 :

« Si je sors avec un texte auquel je n'adhère pas, c'est pas un problème. Je continuerai à faire mon boulot. Et si on me propose de faire des trucs qui m'emmerdent je les ferai pas. C'est déjà comme ça que ça se passe pour tous les adhérents du Parti. Quand tu proposes une action que les mecs ne veulent pas faire, ils la font pas. Et déjà quand ils sont d'accord, on a du mal à mobiliser. Je sais comment après les textes passent dans la vie concrète. Si les gens ne s'accaparent pas les textes... Ou si les textes sont en décalage avec la réalité historique, ils n'ont aucune valeur ».

Tout laisse donc à penser que *Le Manifeste* est accueilli de manière très inégale à la fois par les collectifs locaux du PCF et par les adhérents eux-mêmes. À la fin du congrès national, Marc Brynhole me faisait cette remarque : « La durée de vie d'un document de congrès, tu sais combien c'est ? Vingt-quatre heures. Lundi soir, c'est fini... ». Et après chaque adhérent rentre dans ses pénates et continue comme avant.

Troisième partie : Les stratégies à géométrie variable du parti-citadelle

La conservation des positions électorales est une priorité pour le PCF contemporain. L'une de ses motivations principales, si ce n'est sa raison d'être, est de faire en sorte que ses citadelles – municipalités à direction communiste ou apparentée, cantons où se sont fait élire des conseillers communistes, circonscriptions législatives – restent dans son giron. La fonction électorale semble ainsi primer sur les considérations d'ordre programmatique, idéologique ou organisationnel.

Pour maintenir ces territoires de l'archipel électoral, le parti-citadelle a à sa disposition trois principales stratégies : la classique union de la gauche avec la social-démocratie ; la constitution de formules de rassemblement de gauche radicale ; le repli identitaire avec la présentation de candidats exclusivement estampillés « PCF » (*chapitre 7*). Ces trois options ont leur histoire propre ; un bilan peut être effectué pour chacune d'entre elles. Au cours de son histoire centenaire, le PCF a plutôt privilégié tantôt l'une tantôt l'autre de ces combinaisons électorales. La règle aujourd'hui semble être au mélange des méthodes : selon la nature de l'échéance, selon même l'espace concerné pour une même élection, l'organisation communiste use de l'une ou de l'autre des ces stratégies. La norme est donc l'application à géométrie variable de ces options, avec comme finalité, presque toujours, la préservation des citadelles.

Ce regard macrosocial sur les stratégies électorales doit être, cependant, complété par une approche davantage centrée sur le point de vue des adhérents. En effet, au-delà même des succès ou échecs de chacune de ces trois alternatives, celles-ci forgent les consciences des communistes, permettent de construire des pratiques communes, de bâtir des représentations collectives. Au travers d'un exemple de déclinaison locale du Front de gauche – la Maison commune à Chalette-sur-Loing –, nous analyserons donc l'impact du déploiement de cette union à la gauche du PS sur les militants communistes (*chapitre 8*).

Chapitre 7 : Les hésitations de la stratégie électorale : entre union de la gauche, coalition de gauche radicale et repli identitaire

Traditionnellement, la science politique distingue plusieurs fonctions remplies par les partis politiques. Franck J. Sorauf en repère ainsi trois : la fonction électorale, la fonction de contrôle et d'orientation des organes politiques et la fonction de définition et d'expression de positions politiques¹. Leon Epstein en définit deux : la fonction programmatique et la fonction de structuration du vote². David Apter identifie, quant à lui, la fonction de structuration de l'opinion publique³. Plus récemment, Pierre Bréchon n'en discernait pas moins de six⁴. Premièrement, par la fonction d'éducation politique du citoyen et de structuration de l'opinion publique, les partis politiques diffusent des messages politiques en direction des électeurs, préconisent des mesures, en accord avec leur projet politique, face à un problème. Ensuite, les partis remplissent une fonction programmatique. Le programme est notamment le résultat de débats et d'un compromis entre les différentes sensibilités qui composent l'organisation. Troisièmement, la sélection du personnel politique consiste à filtrer les candidatures pouvant se présenter aux élections. En outre, concernant les partis au pouvoir, ceux-ci sont amenés, en principe, à coordonner et contrôler la politique gouvernementale. Cela peut s'avérer, dans les faits, assez compliqué, le gouvernement étant amené à prendre des décisions en fonction des demandes d'autres groupes de pression et pas seulement des exigences du parti. Cinquièmement, le contrôle des élus peut aussi constituer une tâche délicate, les élus se réclamant d'une légitimité électorale pour contrecarrer la légitimité partisane. Enfin, Pierre Bréchon dévoile une fonction latente de sociabilité : le militantisme permet aux individus de se rencontrer, de participer à des activités communes (réunions, tractage, collage...) et donc de créer du lien social. En ce sens, un parti peut être perçu

¹ SORAUJ Franck J., *op.cit.*, 1967.

² EPSTEIN Leon, *Political Parties in Western Democracies*, Frederick A. Parger, 1967.

³ APTER David, *The Politics of Modernization*, The University Press, 1965.

⁴ BRÉCHON Pierre, *Les partis politiques*, Éditions Montchrestien, 1999, pp75-82.

comme un agent de socialisation. Les individus intériorisent des normes, des valeurs et des représentations sociales qui contribuent à leur intégration sociale.

D'autres auteurs ont davantage insisté sur les fonctions latentes que remplissent les partis politiques. S'intéressant plus particulièrement aux partis antisystèmes, Georges Lavau en perçoit trois¹. La fonction de légitimation-stabilisation signifie qu'en acceptant d'évoluer au sein du système politique et en acceptant ses règles un parti politique contribue à affermir l'autorité de ce système. Ensuite, comme nous l'avons analysé précédemment, les partis antisystèmes peuvent remplir une fonction tribunitienne. Celle-ci s'est appliquée principalement au PCF. Enfin, la fonction de relève politique comprend trois dimensions : le parti émet des critiques sur la politique menée par le gouvernement ; il suscite des programmes, c'est-à-dire construit des propositions de changement des orientations politiques en cours ; enfin, il doit être apte à remplacer les autorités politiques en place.

Dans ce chapitre, nous étudierons la fonction électorale du PCF. Celle-ci tend à occuper au sein de l'organisation communiste contemporaine une place prépondérante. Notre travail de terrain nous a permis d'observer qu'une grande partie des débats et pratiques militantes d'une section et d'une fédération tourne autour des enjeux électoraux et des considérations d'alliances partisans. De même, sur le plan national, si les 36^{ème} et le 37^{ème} congrès n'ont apporté aucune modification sur le plan programmatique ou doctrinal, ils ont été, en revanche, fortement imprégnés par les réflexions de stratégie électorale. En 2016, la présidentielle et les législatives de l'année suivante ont largement préoccupé les congressistes, tandis qu'en 2018, le congrès extraordinaire a tiré un bilan de près d'une décennie de stratégie de Front de gauche, pour opérer un revirement vers un repli identitaire, concrétisé par la présentation d'une liste communiste autonome aux élections européennes de 2019 conduite par Ian Brossat. Le repli identitaire consiste à présenter des candidats estampillés « PCF », sans alliance aucune, ni avec la social-démocratie, ni avec les formations de gauche radicale (et principalement la FI). Ainsi, pour la présidentielle 2022, un candidat communiste est investi : le secrétaire national Fabien Roussel représente son parti à cette échéance

¹ LAVAU Georges, *op.cit.*, 1969. Nous avons précédemment évoqué Georges Lavau dans l'introduction générale à propos de sa thèse de la fonction tribunitienne du PCF.

majeure, après deux élections (2012 et 2017) où le PCF avait décidé de soutenir Jean-Luc Mélenchon.

Cette tendance à se focaliser sur l'organisation partisane en tant que machine électorale constitue une rupture avec ce qui faisait l'une des originalités du communisme français. En effet, jusque dans les années 1980, la fonction d'intégration sociale jouait un rôle aussi – si ce n'est plus – important que celle de mobilisation électorale. Elle visait, tout particulièrement, la socialisation politique des ouvriers (ou du moins d'une partie d'entre eux) et plus largement des classes populaires et la promotion d'une élite d'extraction populaire¹. La décomposition de la contre-société communiste² et la profonde mutation des réseaux sur lesquels s'appuie le PCF sont révélatrices de ce passage au second plan de ce travail de politisation.

Les aspects électoraux semblent même l'emporter sur les questionnements en termes de projet politique, ce qui n'est pas sans susciter le désarroi ou la réprobation de certains militants. Ainsi, en août 2018 à l'université d'été d'Angers, au cours d'un débat organisé en vue du congrès de l'automne suivant, la députée Elsa Faucillon, principale animatrice du texte alternatif *Pour un printemps du communisme*, fait part de ses critiques face à l'évolution de son parti :

« Oui, il y a besoin bien évidemment d'être présents dans le cadre électoral. Mais, nous sommes devenus un parti trop électoraliste. Et nous sommes devenus finalement un parti comme les autres en négligeant les batailles nécessaires, la bataille des idées et la bataille révolutionnaire ».

À ce titre, d'un point de vue théorique, nous pouvons nous demander si cette insistance sur les questions électorales n'est pas un symptôme de la transformation du PCF. En reprenant quelques idéaux-types proposés par l'analyse des partis politiques, nous pouvons être invités à penser que, négligeant « la bataille des idées » et surtout son rôle de socialisation des militants, il n'aurait plus les caractéristiques d'un parti de militants au sens de Jean Charlot. Celui-ci range les partis dans trois modèles : le parti

¹ MISCHI Julian, *op.cit.*, 2010.

² KRIEGEL Annie, *op.cit.*, 1968.

de notables, le parti de militants et le parti d'électeurs. Pour construire cette trilogie, il s'intéresse à la « base que les partis choisissent eux-mêmes de façon privilégiée », à « ceux dont ils font la source essentielle de leur légitimité »¹. Ainsi, le parti de notables est orienté vers les électeurs influents. Le parti de militants est orienté vers l'encadrement des masses et porteur d'une idéologie forte. Quant au parti d'électeurs, « il peut s'appuyer sur [...] les électeurs, qui participent au système démocratique, plutôt que sur les notables, qui recréent le paradis perdu du suffrage censitaire ou les militants, qui rêvent au paradis de leur idéologie »². Cette forme de parti ne repose pas vraiment sur un corpus idéologique fort, mais se limite à « un fonds commun de valeurs »³ permettant de rassembler le plus grand nombre de sympathisants. Les exemples de partis d'électeurs donnés par Jean Charlot sont les mouvements gaullistes au pouvoir – Union pour la nouvelle République (UNR) puis UDR –, mais aussi les parti conservateur et travailliste au Royaume-Uni.

Le PCF a perdu plusieurs des éléments caractéristiques d'un parti de militants. Il se rapprocherait de certains éléments du modèle du parti électoral-professionnel proposé par Angelo Panebianco⁴.

7.1. Un parti électoral semi-professionnel

Angelo Panebianco annonce l'évolution des partis politiques, qui passeraient du modèle classique du parti de masse (baptisé « parti bureaucratique de masse » dans sa grille de lecture) à celui du parti électoral-professionnel. Cinq ensembles d'éléments permettraient de distinguer ces deux formes d'organisation⁵.

Le premier concerne le rôle du personnel du parti. Dans les partis de masse, la bureaucratie partisane, remplissant des tâches politico-administratives, serait fondamentale, alors que dans les partis électoraux-professionnels des professionnels accomplissant des tâches spécialisées seraient principalement mobilisés. Ce

¹ CHARLOT Jean, *op.cit.*, 1971, p.171.

² CHARLOT Jean, *Le phénomène gaulliste*, Fayard, 1970.

³ CHARLOT Jean, *op.cit.*, 1971, p.218.

⁴ PANEBIANCO Angelo, *op.cit.*

⁵ *Ibid.*, p.264.

remplacement de la première par des professionnels et des consultants s'observe, en partie, au sein du PCF. Longtemps piliers de l'organisation, les permanents politiques ont vu leur nombre se réduire au fil des années. Ainsi, on compte seulement 50 salariés au colonel Fabien en 2018, contre 175 avant 2000¹. Parallèlement à cet allègement de l'administration militante, certaines tâches sont sous-traitées à des experts externes, sans lien avec le parti². Par exemple, au 37^{ème} congrès fut décidée la mise en place d'un sondage – « la grande consultation citoyenne » – qui devait servir de base à la rédaction d'un socle programmatique dans la perspective d'une primaire de gauche, permettant la désignation d'un candidat commun à gauche pour la présidentielle de 2017³. Si la passation du questionnaire « Que demande le peuple ? » fut bien l'œuvre des militants communistes, son traitement et la restitution des résultats furent, néanmoins, confiés à l'institut Viavoice. En octobre 2016, François Miquet-Marty, président de cet institut, anima le décryptage des enseignements de l'enquête, lors d'un événement à la place du colonel Fabien, diffusé en direct sur les réseaux sociaux. Au demeurant, cette sous-traitance semblait être une nécessité, compte tenu de l'insuffisance des forces militantes véritablement mobilisées pour réaliser ce travail. L'objectif de 500 000 questionnaires remplis était fixé en juin⁴ et la restitution des résultats prévue à la fête de l'Humanité⁵. En fin de compte, seuls 65 000 formulaires furent complétés et la présentation des conclusions reportée à l'automne. Cela témoigne bien de la faiblesse de l'organisation militante en général et de l'asthénie de l'appareil en particulier, rendant le PCF incapable désormais d'atteindre un objectif politique qu'il s'était pourtant lui-même assigné et d'accomplir lui seul la tâche, l'obligeant ainsi à l'externaliser en partie.

La deuxième caractéristique mise en avant par Panebianco touche à la mobilisation électorale. Le parti bureaucratique de masse vise à rassembler les suffrages d'une catégorie de la population qu'il considère comme sa chasse gardée ; quant au parti électoral-professionnel, il ne s'attache pas à capter un seul pan de l'électorat, mais des

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a).

² HOPKIN Jonathan and PAOLUCCI Caterina, « The business firm model of party organisation : Cases from Spain and Italy », *European Journal of Political Research*, vol.35, n°(3), 1999, p.333.

³ Le PCF ayant finalement opté pour le soutien à la candidature Mélenchon, les résultats de l'enquête furent, en partie, utilisés pour construire le programme politique du parti pour les échéances de 2017, intitulé *La France en commun*.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.15.

⁵ *Ibid.*, p.13.

électeurs de tous horizons sur la base d'un travail de conviction fondé sur l'opinion. À cet égard, le discours du PCF a profondément muté. Ainsi, dans les années 1970, il s'autodéfinissait comme « le parti des travailleurs », avec une centralité accordée aux ouvriers :

« Nous sommes le parti des travailleurs. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que nous sommes *leur* Parti. C'est dans le Parti communiste que se retrouvent les ouvriers, et qu'ils occupent à tous les échelons la place prépondérante qui correspond à leur rôle dans la société, à leur responsabilité d'avant-garde dans le combat pour le socialisme, à leur fermeté dans la lutte des classes »¹.

Quarante ans plus tard, le ton et le contenu sont très différents. Une parole attrape-tout caractérise désormais les textes de congrès. Ainsi en 2016, il est écrit que le PCF ambitionne de construire un projet politique :

« avec ces ouvriers qui bâtissent notre pays, ces employés qui le font respirer, ces ingénieurs qui travaillent aujourd'hui à répondre aux défis de demain, ces enseignants qui donnent son élan initial à l'enfance et à la jeunesse de notre pays, ces chômeurs qui ont tout à apporter et que le capitalisme étouffe, ces artistes qui donnent sens et couleurs. Mais il veut aussi se construire avec tous ces indépendants, artisans, autoentrepreneurs, enchaînés eux aussi dans des logiques capitalistes qui les dépassent et les entravent. Femmes et hommes de toute peau et de toute foi, de toutes opinions, de tous cœurs et de tous territoires, de tous âges et de toutes nationalités, c'est avec elles et eux que nous voulons édifier une France libre, forte et prospère, terre de justice et d'égalité, de progrès et de solidarité »².

On passe donc d'une cible électorale précise – les travailleurs manuels – à « la France des 99 % », c'est-à-dire potentiellement tout le monde³.

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1976 (a), p.134.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.21.

³ *Ibid.*, p.22.

Parallèlement à ce changement sur le plan de la mobilisation électorale, Panebianco explique qu'au sein de l'organisation les relations verticales du parti de masse s'affaiblissent dans le parti électoral-professionnel. Dans le cas du PCF, l'abandon du centralisme démocratique en 1994 a largement conduit au relâchement des liens pyramidaux entre les sections, les fédérations et le niveau national, au point qu'il n'est pas exagéré de parler d'autonomisme démocratique. Cela est particulièrement saillant sur le plan des enjeux électoraux, où chaque section décide assez librement des alliances qu'elle compte nouer, y compris pour des élections nationales (comme les élections législatives). Cette stratégie à géométrie variable fait que, selon les territoires, des rassemblements fortement différents s'opèrent, au point que l'on peut remettre en cause la cohérence et l'unité de l'étiquette communiste au niveau national.

Troisièmement, sur la question du leadership, avec l'avènement du parti électoral-professionnel, la prééminence des élus au sein du parti supprime celle des dirigeants internes. Il est clair qu'au sein du PCF les élus tendent à jouer un rôle prépondérant, cela étant accompagné d'une dévalorisation symbolique des postes de l'organisation partisane. Autrefois, être membre du Comité central était considéré comme une fonction prestigieuse. Par exemple, en février 1980, Claude Billard, un dirigeant national originaire du Loiret, tient un meeting à Montargis. L'affichette annonçant sa venue le présente comme « membre du Comité central du PCF » [annexe n°13]. Trois décennies plus tard, en mars 2021, dans le cadre de la campagne pour les élections régionales, une autre personnalité communiste nationale se déplace à Montargis pour participer à différentes initiatives. Fabien Gay est alors présenté comme « sénateur PCF, membre de la commission des affaires économiques et porte-parole du groupe communiste » [annexe n°14], alors qu'il est aussi membre du Conseil national du PCF (le nom actuel du Comité central) et même du Comité exécutif national (ou Bureau politique dans l'ancienne dénomination). Cette comparaison révèle l'émoussement de la légitimité partisane remplacée par la légitimité électorale. Elle témoigne aussi d'une rupture avec la « méfiance historique »¹ du Parti à l'égard de ses élus. En effet, à l'origine, le PCF instaure un contrôle de ses élus, exécutant la onzième des vingt-et-une conditions d'admission à l'Internationale communiste selon laquelle les « Partis désireux

¹ PRONIER Raymond, *op.cit.*, p.37.

d'appartenir à l'Internationale communiste ont pour devoir de réviser la composition de leurs fractions parlementaires, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en paroles mais en fait, au Comité central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation »¹. Raymond Pronier note ainsi que cette suspicion envers les parlementaires s'étend également aux maires communistes. Ainsi, dans l'entre-deux-guerres, l'organisation communiste subodore chez eux des penchants « sociaux-démocrates », voire, avec l'affaire Jacques Doriot – maire de Saint-Denis, exclu en 1934 du PCF, fondateur du Parti populaire français (PPF), puis collaborateur pendant la guerre – des relents fascistes. Après-guerre, une « clause secrète » des statuts interdit le cumul d'un mandat de dirigeant national et d'un mandat de maire, ce qui fait que la « génération glorieuse » des maires libérateurs n'accéderont pas aux plus hautes responsabilités partisans². Au demeurant, à cette même période, le mandat de maire est dévalorisé symboliquement à l'intérieur du PCF, comparativement aux fonctions nationales dans l'appareil. Néanmoins, à partir de la fin des années 1970, une autonomisation des élus locaux vis-à-vis de l'organisation apparaît³, qui va croissante avec le déclin du Parti et de pair avec une dépréciation des mandats internes par rapport aux mandats électifs.

Le quatrième aspect mis en évidence par Panebianco a trait au financement du parti. Dans les partis de masse s'impose un financement par les cotisations des adhérents ; les partis électoraux-professionnels font la part belle au financement public. L'analyse des comptes du PCF [tableau n°21] laisse apparaître une situation contrastée, mais néanmoins proche des hypothèses théoriques du politiste italien. Nous pouvons d'abord constater que les cotisations des adhérents n'est pas la ressource principale du PCF. Entre 2017 et 2019, elles oscillent entre environ 15 % et près de 23 % du budget du parti. À première vue, elles sont plus élevées que les aides publiques *stricto sensu*. Celles-ci représentaient seulement 10,8 % des produits en 2017 et sont en diminution les années suivantes pour se fixer autour d'une proportion de 7 %. Cela s'explique par

¹ INTERNATIONALE COMMUNISTE, *op.cit.*

² PRONIER Raymond, *op.cit.*, p.47.

³ *Ibid.*, pp.96-99.

les mauvais résultats du PCF aux législatives de 2017. Pour sa première fraction, le financement public dépend, en effet, des suffrages obtenus lors de ces élections¹ ; sa seconde fraction est attribuée en fonction de sa représentation en termes de sièges à l'Assemblée nationale et au Sénat. Néanmoins, si l'on adopte une conception plus large du financement public, on peut considérer que les contributions des élus au parti constituent une forme de financement public indirect². Dans ce cas-là, les subsides issus de la puissance publique sont largement supérieurs aux versements des membres, puisque, en additionnant les montants de l'aide publique stricte aux contributions des élus, on obtient une part de plus ou moins un tiers selon les années (28,4 % en 2019 et 36,9 % en 2017). Enfin, les dons des personnes physiques, appelés « souscription » dans le jargon partisan, sont une particularité du financement du parti communiste. Ils se montent à un cinquième du budget, contre seulement 13,5 % pour LR, 8,1 % pour la FI, 5,8 % pour la République en Marche (LREM) et 2,7 % pour le PS en 2019. Ils peuvent atteindre des sommets, surtout après une déroute électorale. Ainsi, Dominique Andolfatto remarque qu'en 2002, après le revers de Robert Hue à la présidentielle avec un score inférieur au seuil de 5 % des exprimés (score minimal ouvrant à un remboursement public des frais de campagne), les dons pèsent lourdement dans le budget du PCF³. Ils représentent alors 36,1 % des ressources financières du Conseil national. Cette importance de la souscription témoigne également du fait que l'organisation communiste continue de bénéficier d'un réseau de soutiens qu'il peut mobiliser face aux difficultés.

¹ La première fraction est attribuée aux partis et groupements politiques qui ont présenté lors des élections législatives des candidats ayant obtenu chacun au moins 1 % des suffrages exprimés dans au moins cinquante circonscriptions.

² ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, *op.cit.*, 2008, p.337.

³ ANDOLFATTO Dominique, *op.cit.*, 2005.

Tableau n°21 : Les ressources financières du PCF (en % des produits)¹

	2017	2018	2019
Cotisations des adhérents	14,7	22,8	20,2
Contribution des élus	26,1	25,4	21,4
Financement public	10,8	7,6	7,3
Dons des personnes physiques	22,2	17,7	19,1

Enfin, la dernière dimension du passage au parti électoral-professionnel porte sur la place de l'idéologie. Dans les partis de masse, l'accent est mis sur l'idéologie et les adhérents sont assimilés à des « croyants » qui suivent un dogme. À l'inverse, dans les partis électoraux-professionnels, la teneur idéologique des discours partisans s'amenuise au point que ce sont essentiellement les conflits de leadership qui sont réglés par l'organisation et non les controverses idéologiques. Selon Panebianco, les « carriéristes » remplaceraient les « croyants ». Concernant le PCF, un affaïssement idéologique peut être observé, consécutif notamment à la période de « mutation » de l'ère Robert Hue, qui a eu pour conséquence de rompre avec le corpus doctrinal issu du marxisme-léninisme et de la révolution d'Octobre².

Quant aux tendances « carriéristes », elles ont été très visibles lors du 38^{ème} congrès où, en plus du renversement en termes de courants internes, la question des « places » au sein de la formation communiste a dominé le devant de la scène. La désignation de Fabien Roussel au poste de secrétaire national s'est faite après un « accord »³ entre le

¹ Tableau réalisé à partir des données de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES, « Publication générale des comptes des partis et groupements politiques » [en ligne]. <<http://www.cnccfp.fr/index.php?art=220>>, consulté le 20 mai 2022.

La somme de la part des ressources présentées dans ce tableau n'atteint pas 100 %. En effet, d'autres produits moins significatifs n'y apparaissent pas (produits d'exploitation, produits de manifestations et colloques, produits financiers...).

² Nous reviendrons plus en détail sur cet affaiblissement idéologique dans le chapitre 9.

³ HAMLAOUI Julia, « Accord au PCF pour que Fabien Roussel succède à Pierre Laurent », *L'Humanité*, 20 novembre 2018 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/accord-au-pcf-pour-que-fabien-roussel-succede-pierre-laurent-663962>>, consulté le 22 juillet 2021.

député du Nord et son prédécesseur Pierre Laurent, ce dernier occupant désormais le mandat de président du Conseil national. Plus exactement, après la mise en minorité de son texte, Pierre Laurent semble s'accrocher, dans un premier temps, à son poste de secrétaire national. Estimant être une sorte de « point d'équilibre »¹ entre toutes les tendances, il suggère alors la possibilité d'occuper cette fonction pendant encore deux ans, de manière transitoire, pour préparer la désignation d'un nouveau dirigeant. Cette offre étant rejetée par Fabien Roussel, il se rabat sur une autre proposition : un duo à la tête du PCF², proposition validée par la commission des candidatures³, puis par le vote des délégués nationaux. Les noms du député du Nord et du sénateur de Paris figurent au congrès national sur une liste unique, respectivement en première et en deuxième position. Il est vrai toutefois que ces arrangements internes de sommet ne sont pas une nouveauté au sein du PCF. Ainsi, au congrès de 2001, un système bicéphale est provisoirement instauré. La fonction de président du PCF est recrée – elle avait déjà existé entre mai et juillet 1964 et fut alors occupée par Maurice Thorez – et taillée sur mesure pour Robert Hue. Elle permet à ce dernier de lancer sa campagne présidentielle de 2002 et à Marie-George Buffet d'assumer les fonctions de secrétaire nationale.

En résumé, nous pouvons donc remarquer que le PCF partage plusieurs traits caractéristiques du parti électoral-professionnel décrits par Panebianco. Plus exactement, il nous semble exact d'affirmer que ce parti est, en quelque sorte, un parti électoral *semi-professionnel*. La centralité des affaires électorales et des questions de stratégie fait que le communisme français s'est éloigné du modèle du parti de militants et s'est rapproché du parti électoral. La fonction électorale rythme l'activité et le fonctionnement de l'organisation, qui tend vers un objectif précis : la conquête ou la

¹ LAURENT Quentin, « PCF : blessé, Pierre Laurent cède sa place ce dimanche », *Le Parisien*, 23 novembre 2018 [en ligne].

<<https://www.leparisien.fr/politique/pcf-blesse-pierre-laurent-cede-sa-place-ce-dimanche-23-11-2018-7951071.php>>, consulté le 10 mai 2022.

² HAMLAOUI Julia et VERGNOL Maud, « Pierre Laurent : "Nous existons pour que notre peuple prenne son avenir en main" », *L'Humanité*, 19 novembre 2018 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/politique/38eme-congres-du-pcf/pierre-laurent-nous-existons-pour-que-notre-peuple-prenne-son-avenir>>, consulté le 9 mai 2022.

³ LAÏRECHE Rachid, « Parti communiste : Fabien Roussel va succéder à Pierre Laurent », *Libération*, 21 novembre 2018 [en ligne].

<https://www.liberation.fr/france/2018/11/21/parti-communiste-fabien-roussel-va-succeder-a-pierre-laurent_1693385/>, consulté le 9 mai 2022.

conservation de positions électorales. De plus, les titulaires de mandats électoraux sont nombreux dans les instances partisans, ce qui explique en partie la structuration du PCF autour des échéances électorales. Ainsi, le Conseil national élu par le 37^{ème} congrès de 2017 comprend 50 % d'élus (85 sur 170 membres). Parmi ces élus, sans surprise compte tenu du repli du PCF sur ses citadelles, les maires, adjoints et conseillers municipaux sont majoritaires : ils représentent 38,2 % des personnes [tableau n°22]. Pour ce qui est du Comité exécutif national nommé en 2018, sur 45 membres (titulaires ou invités), 27 sont élus soit 60 % du total. 44,4 % sont des élus communaux et 22,2 % des parlementaires [tableau n°23]

Tableau n°22 : Les mandats électifs des 170 membres du Conseil national désigné en 2016

	Nombre de membres	En % du total
Sans mandat	85	50
Avec mandat¹	85	50
<i>Maire, adjoint ou conseiller municipal²</i>	65	38,2
<i>Conseiller départemental</i>	8	4,7
<i>Conseiller régional</i>	15	8,8
<i>Parlementaire (député, sénateur, eurodéputé)</i>	7	4,1

¹ La somme des sous-catégories dépasse 85 du fait du cumul des mandats possible.

² On dénombre six maires : ceux de Champigny-sur-Marne, Montreuil, Marquillies, Aubervilliers, Dieppe et Saint-Capraise-de-Lalinde.

Tableau n°23 : Les mandats électifs des 45 membres (titulaires ou invités) du Comité exécutif national désigné en 2018

	Nombre de membres	En % du total
Sans mandat	18	40
Avec mandat¹	27	60
<i>Maire, adjoint ou conseiller municipal</i>	20	44,4
<i>Conseiller régional</i>	4	8,9
<i>Parlementaire (député, sénateur, eurodéputé)</i>	10	22,2

Cependant, il serait excessif d'utiliser le qualificatif de « professionnel » pour désigner la machine électorale communiste. En effet, au cours d'une campagne électorale, en dehors des élus, des quelques permanents et cadres municipaux (directeur de cabinet, chef du service communication...), la masse des personnes engagées ne sont pas des professionnels de la politique au sens où l'entend Max Weber, c'est-à-dire des personnes qui vivent pour la politique et de la politique². Nos observations de terrain s'étendant sur cinq campagnes distinctes (présidentielle de 2017, législative de 2017, législative partielle de 2018, européennes de 2019 et municipales de 2020) nous ont permis de nous rendre compte de la mobilisation d'« amateurs » de la politique, y compris pour des tâches qui ne relèvent pas de la simple exécution. En plus des « travaux pratiques » (tractages, collages d'affiches, porte-à-porte) confiés prioritairement à des non-professionnels, certains d'entre eux – surtout ceux en responsabilité au sein de la section : secrétaire, membres du bureau... – ont été amenés à rédiger des tracts, souvent d'ailleurs de manière collective au sein d'un « comité de rédaction ». Ils ont, en fait, souvent collaboré avec un ou plusieurs professionnels ou quasi-professionnels de la politique. Par exemple, le comité de rédaction du programme pour les élections municipales de Chalette-sur-Loing de 2020 fut composé de cinq personnes, toutes membres du bureau de la section. Son animation fut confiée à celui dont le profil se

¹ La somme des sous-catégories dépasse 27 du fait du cumul des mandats possible.

² WEBER Max, *Le savant et le politique*, Union générale d'éditions, 1963 [1919], p.95.

rapprochait le plus d'un professionnel de la politique, Bruno B., directeur du service communication de la municipalité. Les « militants de base » occupent donc une place importante dans le dispositif militant, du moins au niveau local. Si l'on s'intéresse à la direction de section d'Amilly-Chalette désignée en 2016, elle ne comprend aucun permanent. Sur dix-huit membres, un seul est un professionnel de la politique : le maire de Chalette-sur-Loing. Les autres dirigeants locaux sont des « amateurs » de la politique, ou plutôt des « amateurs éclairés ». En effet, en plus du premier édile, on dénombre neuf autres élus municipaux : huit siégeant dans la majorité municipale à Chalette-sur-Loing (dont cinq adjoints au maire) et un dans l'opposition à Amilly. Dans les non-élus, deux occupent un emploi à la frontière entre l'administration territoriale et la sphère politique : comme nous l'avons évoqué Bruno B., mais aussi Sylvie M., la directrice de cabinet du maire.

En un mot, nous voyons que la professionnalisation du PCF est inaboutie, d'où sa qualification de parti électoral semi-professionnel. C'est cet aspect que nous développerons dans ce chapitre consacré aux stratégies électorales pensées et mises en œuvre par les communistes français.

Le préambule des statuts du PCF dispose que « l'objectif essentiel de leur organisation [des communistes] est de favoriser le rassemblement [...]. Dans les formes correspondant à chaque époque historique, les communistes travaillent à leur rassemblement ainsi qu'à celui des forces sociales, politiques et citoyennes. »¹. Plus exactement, trois options s'offrent aux communistes français en termes d'approche électorale : le choix de l'alliance avec le PS ; la recherche d'une coalition à la gauche de la social-démocratie ; la présentation de candidatures indépendantes.

La première alternative a une longue histoire : elle puise ses racines dans l'expérience du Front populaire, puis trouve une forme plus aboutie avec le Programme commun dans les années 1970, pour enfin se répéter sous d'autres formes dans le gouvernement de gauche plurielle ou dans des variantes locales. La deuxième perspective est, au départ, une proposition des refondateurs à la fin des années 1980², avant de se concrétiser à la fin des années 2000 dans le Front de gauche, coalition qui

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), pp.3-4.

² MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2008, p.117.

prend fin avec les élections de 2017. Enfin, selon les espaces et les temporalités et aussi en fonction de l'état des relations et des rapports de force avec les alliés potentiels (socialistes, insoumis...), l'option de la candidature estampillée « PCF » est toujours une optique mobilisée, mais qui connaît un regain d'actualité depuis le 38^{ème} congrès de 2018 (présentation de la liste Brossat aux européennes de 2019, de la candidature de Fabien Roussel à la présidentielle de 2022). Nous étudierons plus en détail ces trois options possibles, en insistant notamment sur leur histoire. Nous montrerons également que la principale dimension de la stratégie électorale du PCF contemporain est sa variabilité selon les territoires. Autrement dit, à un moment *t*, le PCF utilise simultanément ces trois possibilités, ses citadelles autonomes empruntant l'un ou l'autre de ces chemins. Cette stratégie à géométrie variable vise à préserver des circonscriptions électorales en pratiquant une cartellisation partielle, c'est-à-dire en verrouillant l'espace politique à gauche pour limiter le risque d'échec.

7.2. L'union de la gauche ou la stratégie traditionnelle du PCF

Première possibilité, la stratégie d'union de la gauche peut être aujourd'hui considérée comme appartenant au registre classique du répertoire stratégique du PCF. Pourtant, ce qui aujourd'hui paraît une évidence ne l'est pas à sa naissance en 1920. En effet, la scission d'avec la SFIO et la fondation du PCF reposent sur l'idée d'une rupture avec le « réformisme », qui transparaît dans plusieurs des vingt-et-une conditions d'admission à l'Internationale communiste¹. La dix-septième condition soutient même que « l'Internationale communiste a déclaré une guerre sans merci [...] à tous les vieux Partis social-démocrates jaunes »².

Un premier revirement stratégique s'opère lors de la période 1934-1936. Sous l'impulsion de l'Internationale communiste et portée par une aspiration populaire, la tactique de Front populaire, théorisée par le dirigeant du Komintern Georgi Dimitrov, est appliquée par le parti de Maurice Thorez en France. « En présence du danger que

¹ PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2005, p.54.

² INTERNATIONALE COMMUNISTE, *op.cit.*

représente le fascisme pour la population laborieuse »¹, un pacte d'unité est conclu avec la SFIO le 27 juillet 1934. En janvier 1936, en vue des élections législatives des mois d'avril-mai, un programme unique entre les socialistes, les communistes et les radicaux est conclu. En outre, pour le second tour, la discipline républicaine s'applique, c'est-à-dire des désistements en faveur des candidats de gauche les mieux placés. Le Front populaire est victorieux électoralement. Les communistes dépassent pour la première fois les 15 % des suffrages exprimés. Ils soutiennent le gouvernement Blum sans y participer. Cette phase peut être appréciée comme un « grand tournant »² puisqu'elle permet de rompre avec la tactique « classe contre classe » de la fin des années 1920, mais surtout parce qu'elle permet au PCF, en s'alliant pour la première fois de son histoire avec des partenaires de gauche, de sortir de l'isolement et de la marginalité politiques.

La deuxième ère de la stratégie d'union de la gauche s'ouvre avec l'instauration de la Cinquième République. Le changement de régime, désormais marqué par la prépondérance du pouvoir exécutif – et notamment du président de la République – sur le pouvoir législatif, et la transformation des modes de scrutin – élection du président de la République au suffrage universel direct établie par le référendum d'octobre 1962 et remplacement aux législatives du scrutin proportionnel par le scrutin uninominal majoritaire à deux tours³ – poussent les communistes à réactiver une politique unitaire, inspirée de l'expérience du Front populaire. Pour ce faire, ils effectuent un *aggiornamento* stratégique⁴, qui les conduit dès 1961 à leur 16^{ème} congrès à abandonner la thèse du parti unique. Puis, sous la houlette du nouveau secrétaire général, Waldeck Rochet, promu en 1964, le PCF s'éloigne du modèle de la prise du pouvoir par la violence sur l'exemple russe de 1917, pour clamer « un passage pacifique au socialisme » :

¹ GITTON Marcel, « Le Pacte est signé », *L'Humanité*, 28 juillet 1934, p.1 [en ligne].
<<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4050790/>>, consulté le 22 juillet 2021.

² COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, 1995, p.120.

³ Il s'agit, en fait, d'un retour au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, qui fut appliqué durant presque toute la Troisième République pour les élections législatives. Ainsi, entre 1871 et 1936, sur dix-sept élections, quatorze le sont avec ce mode de scrutin. Font exception les élections de 1871 (scrutin majoritaire de liste départemental à un tour), de 1919 et de 1924 (scrutin mixte à un tour).

⁴ PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2009, p.80.

« La position et la volonté du Parti communiste français sont claires : toute son activité est orientée en vue de créer les conditions favorables à un passage pacifique au socialisme en vue de l'accomplissement de l'idéal socialiste comme résultat du mouvement démocratique de toute la nation laborieuse »¹.

Les communistes s'orientent donc vers l'idée d'une conquête du pouvoir par l'intermédiaire du suffrage universel et de la construction d'une alliance capable de devenir majoritaire. En 1968, *Le Manifeste de Champigny* forge le concept de « démocratie avancée », défini comme une étape pour parvenir à l'objectif : la réalisation du socialisme². Et dans le cadre de cette étape est possible la poursuite d'une politique d'union de la gauche, fondée sur un programme commun de gouvernement.

Cette réorientation stratégique trouve des débouchés électoraux, dans le long cheminement vers la conclusion du Programme commun en 1972. Aux élections municipales de mars 1965, des listes communes entre communistes et socialistes sont montées dans la majorité des communes de plus de 30 000 habitants³. Surtout, en décembre de la même année, malgré le fait qu'il soit la première force de gauche, le PCF décide de ne pas présenter de candidat à la première élection présidentielle au suffrage universel direct. Il se prononce pour le soutien au « candidat unique de la gauche » François Mitterrand, bien que celui-ci ne porte pas de programme commun⁴. Par la suite, aux élections législatives de mars 1967, si le PCF présente des candidats dans chacune des circonscriptions, deux accords – l'un avec la FGDS signé le 20 décembre 1966 et l'autre avec le PSU – prévoient des désistements en faveur des candidats les mieux positionnés pour l'emporter. Cette tactique est tout près de mettre en échec la majorité gaulliste sortante et impulse une poussée de la gauche en termes de sièges obtenus (de

¹ ROCHET Waldeck, *L'union pour une France démocratique, indépendante, pacifique et prospère. 18^{ème} congrès du Parti communiste français*, Supplément aux Cahiers du Communisme, n°1, janvier 1967, p.50

² DUBOIS Mathieu. « Les années 68 : moment programmatique. Le PCF et la CDU à la recherche de l'avenir », *Histoire@Politique*, vol.27, n°3, 2015, pp.109-123.

³ MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2008, p.56.

⁴ WOLIKOW Serge, « Le rôle du Parti communiste dans l'organisation et le déroulement de l'élection présidentielle : une non-candidature en campagne » in *La première élection présidentielle au suffrage universel direct a 50 ans : cette réforme a-t-elle entraîné une bonne pratique de l'exécutif ?*, Actes de colloque du Sénat, 7 mars 2016, p.29.

146 en 1962 à 194 en 1967¹). Mais, comme pour la présidentielle, aucun programme commun n'a été construit². Pour parvenir à ce dernier, il faudra passer d'abord par une déclaration commune entre le PCF et la FGDS le 24 février 1968, considérée par Waldeck Rochet comme « un nouveau pas en avant dans la voie de l'union des forces de gauche »³. Union retardée par Mai 68, pour finalement se concrétiser le 27 juin 1972 avec la signature du Programme commun de gouvernement entre le PCF et le PS, rejoints ensuite par les radicaux de gauche.

Après les municipales de mars 1977 commence une période de négociations entre les trois partenaires pour la réactualisation du Programme commun qui se solde par sa rupture en septembre de la même année. Officiellement, celle-ci a pour fondement un désaccord sur le nombre de nationalisations à réaliser une fois le pouvoir conquis. Ce motif semble faire figure de prétexte et d'autres raisons expliquent l'issue défavorable des négociations. Ainsi, Christophe Batardy repère trois hypothèses⁴. Premièrement, l'hypothèse d'une pression soviétique : le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) aurait alors vu d'un mauvais œil l'éventuelle participation des communistes à un gouvernement comprenant le PS avec des positions jugées trop atlantistes.

Deuxièmement, le PCF est entré dans une surenchère lors des négociations car sa direction et, en premier lieu Georges Marchais, s'est aperçu que la dynamique de l'union bénéficiait davantage au PS qu'à son parti. Dès les législatives partielles de septembre 1974 favorables aux socialistes, les communistes auraient craint que l'union de la gauche ne favorise avant tout la social-démocratie et auraient même décidé en interne, dès cette période, de remettre en cause la stratégie du Programme commun⁵. En définitive, Georges Marchais et son entourage auraient préféré une défaite de la gauche

¹ Pour 1962, 41 sièges pour le PCF et 146 pour la gauche non-communiste. Pour 1967, 73 pour le PCF et 121 pour la FGDS.

² GOGUEL François, « Les élections législatives des 5 et 12 mars 1967 », *Revue française de science politique*, 17^e année, n°3, 1967, p.431.

³ LE MONDE, « "C'est un nouveau pas en avant, mais non un programme commun de gouvernement" déclare M. Waldeck Rochet », *Le Monde*, 26 février 1968 [en ligne].

https://www.lemonde.fr/archives/article/1968/02/26/c-est-un-nouveau-pas-en-avant-mais-non-un-programme-commun-de-gouvernement-declare-m-waldeck-rochet_3065832_1819218.html>, consulté le 23 juillet 2021.

⁴ BATARDY Christophe, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol.136, n°4, 2017, pp.115-129.

⁵ ANDOLFATTO Dominique, *op.cit.*, 2005, p.20.

aux législatives de mars 1978 plutôt qu'une victoire avec un PS en position de force et un PCF affaibli. Cette lecture électoraliste de l'union qu'a certainement eu la place du colonel Fabien se fonde, au demeurant, sur certaines déclarations des socialistes et notamment de leur premier secrétaire. Lors du 13^{ème} congrès de l'Internationale socialiste réuni à Vienne, François Mitterrand affirme que : « notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le PC lui-même, afin de faire la démonstration que sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste ! C'est la raison de cet accord »¹. Pour finir sur cette deuxième hypothèse, en privilégiant le divorce, la direction communiste va dans le sens des plus conservateurs en interne, ceux qui s'alarment justement du renforcement des socialistes. Comme l'écrit Dominique Andolfatto, « la direction du parti préfère sauvegarder ses intérêts immédiats, se recentrer sur l'organisation, sur la contre-société que le PCF veut incarner »².

Troisièmement, Christophe Batardy note le rôle personnel de Georges Marchais dans l'échec de l'actualisation du Programme commun. Il montre tout particulièrement l'influence qu'a eu « l'affaire Marchais » dans la rupture des négociations. Cette affaire, qui dure sur plusieurs années, est en lien avec la situation de Marchais pendant la Seconde guerre mondiale. En effet, dès 1973, des journaux accusent le secrétaire général d'avoir été volontaire pour travailler en Allemagne en décembre 1942 et non, comme il le soutient, d'avoir été victime du service du travail obligatoire. Marchais attaque alors en justice ces journaux. Le procès démarre au cours des négociations, ce qui aurait fragilisé le dirigeant communiste. Enfin, en plus de ces trois hypothèses, Christophe Batardy analyse le rôle de la médiatisation de cet événement politique. En effet, pendant les pourparlers, les trois leaders de gauche – François Mitterrand pour le PS, Georges Marchais pour le PCF et Robert Fabre pour le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) – sont régulièrement invités sur les plateaux de télévision. Ils exposent alors en public leurs dissensions, ce qui contribue également à faire avorter l'accord.

¹ MEIXNER Bernard, « M. Mitterrand : notre objectif est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le P.C. », *Le Monde*, 30 juin 1972 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/1972/06/30/m-mitterrand-notre-objectif-est-de-refaire-un-grand-parti-socialiste-sur-le-terrain-occupe-par-le-p-c_2390604_1819218.html>, , consulté le 4 mai 2022.

² ANDOLFATTO Dominique, *op.cit.*, 2005, p.23.

La désunion est en partie responsable de la défaite de la gauche aux législatives de mars 1978. Mais, en dépit de sa fin officielle, l'union de la gauche connaît un dernier soubresaut après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République le 10 mai 1981 et de la gauche aux législatives de juin. Contrairement à l'expérience du Front populaire, cette fois-ci le PCF s'associe au pouvoir ministériel, avec l'entrée de quatre de ses membres dans le gouvernement Mauroy (Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite et Marcel Rigout). En juillet 1984, après un peu plus de trois ans de participation et devant la continuation de la politique de rigueur du nouveau Premier ministre Laurent Fabius, le PCF quitte le gouvernement socialiste.

Pour finir, après 1936 et la période des années 1970-1980, l'union de la gauche renaît sous une autre version entre 1997 et 2002 sous les couleurs de la gauche plurielle. La dissolution de l'Assemblée nationale décidée par le président Jacques Chirac provoque des élections anticipées, remportées par une coalition de gauche composée de cinq partis : PS, PCF, Les Verts, Parti radical de gauche (PRG) et MDC. Cette dernière obtient la majorité absolue des sièges avec 317 élus¹. Contrairement au Front populaire et à l'ère du Programme commun, la gauche plurielle repose uniquement sur une alliance électorale et non sur contrat programmatique². Plus précisément, un accord de désistement pour le second tour est conclu entre le PCF et les autres formations de gauche ; quant au PS, il s'accorde avec les Verts pour des désistements réciproques dans certaines circonscriptions dès le premier tour et pour des candidatures communes avec le PRG. À l'instar de 1981, les communistes goûtent de nouveau aux responsabilités ministérielles, avec les prises de fonction de Jean-Claude Gayssot, Marie-George Buffet et Michelle Demessine³.

Après 2002, au PCF, la recherche d'une formule de rassemblement de type « union de la gauche », comprenant la social-démocratie, entre en sommeil, du moins au niveau national. La présidentielle de cette année-ci constitue un double choc pour les

¹ DE BOISSIEU Laurent, « Assemblée nationale 1997 », *France Politique. Le site d'information sur la vie politique française*, 11 mai 2022 [en ligne].

<<https://www.france-politique.fr/assemblee-nationale-1997.htm>>, consulté le 31 juillet 2022.

250 pour le PS et apparentés, 36 pour le PCF et apparentés, 13 pour le PRG, 7 pour le MDC, 7 pour les écologistes et 4 pour d'autres formations politiques.

² BOY Daniel et al., *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, 2003, p.11.

³ Pour plus de détails sur les responsabilités des ministres communistes du gouvernement Jospin, voir le chapitre 2.

communistes, qui les conduit à réévaluer leur stratégie électorale. D'une part, le candidat communiste Robert Hue n'obtient qu'un peu plus de 960 000 voix (3,37 % des suffrages exprimés), soit un écroulement de deux-tiers de son score obtenu en 1995 (plus de 2,6 millions de voix et 8,64 % des suffrages exprimés). D'autre part, la gauche est éliminée dès le premier tour, Lionel Jospin étant devancé par le candidat d'extrême-droite Jean-Marie Le Pen, ce qui est vécu par les communistes comme un choc, comme « un véritable séisme pour la démocratie »¹. À cela s'ajoute le revers aux législatives quelques semaines plus tard. Le score communiste est alors divisé par deux par rapport à 1997 (1,26 millions de voix contre 2,5 millions cinq ans plus tôt) ; le groupe communiste à l'Assemblée nationale perd 15 sièges, passant de 36 élus à 21².

Au congrès suivant cette déconvenue, en avril 2003, un bilan est fait de la gauche plurielle ; il conduit à un début de réorientation stratégique, qui s'affirmera plus nettement les années suivantes. L'épisode de la participation au gouvernement Jospin est analysé comme un échec, les communistes n'ayant pas su peser sur ses choix politiques et contrecarrer ce qui est perçu comme des dérives libérales (privatisations, politique européenne...). Le texte d'orientation du 32^{ème} congrès estime que :

« Nous [les communistes] sommes ainsi restés prisonniers d'un rapport de forces défavorable, et nous avons subi l'hégémonie du Parti socialiste dans la gauche plurielle. Ainsi avons-nous donné prise à l'idée que nous ne serions plus qu'une "aile gauche" de la social-démocratie, qui elle-même dérivait vers des choix libéraux »³.

À la suite de cette évaluation critique, le document se pose la question: « faut-il remettre en cause l'idée d'union des forces de gauche ? »⁴. Il donne la réponse suivante : est déconsidérée la conception ancienne de l'union de la gauche, c'est-à-dire des accords

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 32^{ème} congrès », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°83, 10 avril 2003, p.18.

² DE BOISSIEU Laurent, « Assemblée nationale 2002 », *France Politique. Le site d'information sur la vie politique française*, 11 mai 2022 [en ligne].

<<https://www.france-politique.fr/assemblee-nationale-2002.htm>>, consulté le 31 juillet 2022.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2003, p.19.

⁴ *Ibid.*

de sommet entre le PCF et le PS. Contre l'enfermement dans un tête-à-tête – défavorable compte tenu des rapports de force déséquilibrés – avec les socialistes, est proposée la recherche de nouvelles formes de rassemblement politique. Et parmi les différentes pistes suggérées, est évoqué ce qui deviendra l'une des lignes principales de la stratégie communistes les années qui suivent : « favoriser et prendre appui sur l'expression multiforme du courant anti-libéral »¹.

7.3. Une coalition de la gauche radicale : une nouvelle ligne stratégique

Après 2002 démarre une longue marche, non linéaire et non exempte d'incohérences et d'ambiguïtés, qui débouche sur un virage stratégique et sur la formation du Front de gauche en 2008. Ce changement de cap se fonde sur l'ambition pour le PCF de structurer l'espace politique à la gauche de la social-démocratie. Construire le rassemblement des forces de la gauche radicale – baptisée aussi « gauche antilibérale », « gauche de gauche », « autre gauche » dans le discours militant² – serait un moyen à même de s'autonomiser du PS, en proposant une alternative de gauche à son hégémonie.

La terminologie « gauche radicale » semble avoir la préférence des politistes et chercheurs³. Romain Mathieu définit ainsi cet espace en utilisant trois principaux éléments⁴. Selon le critère topographique, la gauche radicale comprend des organisations à la gauche de la social-démocratie, se positionnant par rapport à elle,

¹ *Ibid.*, p.24.

² Le milieu militant semble, en effet, hésiter entre ces différentes appellations, qui ne recouvrent pas toujours d'ailleurs le même arc de forces : « gauche radicale » (BERNIER Aurélien, *op.cit.*), « gauche de gauche » (WEBER Louis, « Pour une gauche de gauche, diagnostics pour agir », *Savoir/Agir*, vol.3, n°1, 2008 (a), pp.87-93.), « gauche antilibérale » (PINGAUD Denis, « Les trois dénis de la gauche antilibérale », *Le Débat*, vol.146, n°4, 2007, pp.92-101) ou encore « gauche de la gauche » (WEBER Louis, « Recompositions à gauche de la gauche », *Savoir/Agir*, vol.6, n°4, 2008 (b), pp.119-126.). Jean-Luc Mélenchon parle, quant à lui, d'« autre gauche » (MÉLENCHON Jean-Luc, *L'autre gauche*, Bruno Leprince, 2009).

³ Voir par exemple DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016 ; ESCALONA Fabien, « L'émergence d'une nouvelle gauche radicale » in BADIE Bertrand (dir.), *En quête d'alternatives. L'état du monde 2018*, La Découverte, 2017, pp.181-188 ; PEREIRA Irène, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, La Découverte, 2010. Romain Mathieu utilise l'expression « gauche radicale », tout en affirmant que ce choix est « partiellement satisfaisant » (MATHIEU Romain, *op.cit.*, p.20).

⁴ MATHIEU Romain, *op.cit.*, pp.17-18.

voire contre elle. Ensuite, concernant le critère idéal, ses acteurs portent un projet politique de rupture avec le système socio-économique. Enfin, ils se rattachent à la famille politique de la gauche. Romain Mathieu précise aussi que cet espace n'est pas délimité par des frontières nettes. Ses contours ne sont pas figés, mais évolutifs. À ce titre, nous pouvons nous demander si les partis d'extrême-gauche (notamment le NPA et LO) en font partie ou non. Étudiant le paysage politique de la gauche à l'issue des échéances électorales de 2002, Bernard Dolez et Annie Laurent distinguent « marches » et « marges » de la gauche¹. Cette différenciation s'opère par rapport au PS, alors acteur dominant de la gauche. Ainsi, certains des anciens alliés de la gauche plurielle – PCF, les Verts, le PRG – appartiennent aux « marches d'un vaste territoire gouverné par le PS »², c'est-à-dire dans une région située en bordure immédiate de la social-démocratie. Ces partis ont alors eu un positionnement plutôt ambigu au cours de la présidentielle. Ils assument le bilan du gouvernement auquel ils ont participé, tout en essayant de se singulariser du candidat socialiste Lionel Jospin. En même temps, ils ne veulent pas trop diminuer ce dernier puisqu'ils misent sur sa victoire et sur la reconduction d'une alliance gouvernementale de type « gauche plurielle ». À l'inverse, l'extrême-gauche se situe aux « marges » du PS et de la gauche en général, c'est-à-dire dans un espace périphérique. Elle adopte un discours et une stratégie plus simple : la critique du bilan du gouvernement Jospin qui aurait renoncé sur la question sociale.

Lancée à l'orée du XXI^e siècle, la proposition du Front de gauche n'est pas sans soulever des débats et controverses au sein de l'organisation communiste, tant elle constitue une rupture avec des décennies d'union de la gauche. Cette dernière dépasse d'ailleurs les simples expériences électorales relatées plus haut, mais touche aussi aux représentations et à l'imaginaire politiques des communistes. C'est ainsi que la proposition de constituer un « pôle de radicalité » promue par les communistes critiques dès la fin des années 1980 fut rejetée par la direction, par exemple au congrès de Martigues de l'an 2000 :

¹ DOLEZ Bernard et LAURENT Annie, « Marches et marges de la gauche » in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Presses de Sciences Po, 2003, pp.251-273.

² *Ibid.*, p.253.

« Davantage qu'en termes de construction d'un "pôle" d'organisations à la gauche du PS, c'est en termes de convergences et de rassemblements sur des idées et des objectifs communs que nous abordons et développons nos rapports avec les forces, mouvements, personnalités très diverses qui agissent eux aussi pour des changements qui s'en prennent à la racine des problèmes »¹.

Plus récemment, au congrès de novembre 2018, les communistes sont invités à faire le bilan de l'orientation stratégique de leur parti depuis 2002. Certains d'entre eux mettent en avant, en la critiquant, la rupture opérée à partir de cette date.

Ce fut par exemple le cas de Michel C. (né en 1952, retraité, conseiller municipal de Marmande) qui intervint au micro avec ces paroles : « Lors de la dernière période, on a opéré une rupture stratégique après 2002. Depuis le Front populaire jusqu' à la gauche plurielle, le parti communiste était au centre de la gauche française. À partir de cette période, il a été décidé de s'orienter vers une orientation gauche de la gauche, qui a été renforcée par le résultat du référendum de 2005. 2005, nous avons considéré que le "non" était un "non" anti-libéral. Cette orientation stratégique nous a complètement déporté de la société française ».

Après la période de la gauche plurielle s'ouvre donc une nouvelle phase marquée par la volonté d'unir les formations de ce que l'organisation communiste appelait auparavant, non sans mépris, la « petite gauche »². Elle concorde avec la fin de la période Hue. Dès 2001, Marie-George Buffet succède à Robert Hue au poste de secrétaire nationale, ce dernier occupant les fonctions de président du PCF. En 2003, Robert Hue quitte ses fonctions³, mettant fin à cette courte parenthèse de direction

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000, p.26.

² MARTELLI Roger, « Front de gauche, aube ou crépuscule ? », *Mouvements*, vol.69, n°1, 2012, p.102.

³ Robert Hue s'éloigne par la suite progressivement du PCF. En 2008, il quitte le Conseil national du PCF et fonde une association politique, le Nouvel espace progressiste (NEP), qui se transforme l'année suivante en parti politique, le Mouvement unitaire progressiste (MUP). Le MUP poursuit dans la voie de l'union avec le PS. Il soutient la candidature de François Hollande en 2012. En 2016, son candidat à la présidentielle Sébastien Nadot souhaitait concourir à la primaire socialiste. Le rejet de sa candidature par les instances conduit le MUP (devenu Mouvement des progressistes (MdP) en 2014) à soutenir Emmanuel Macron. Depuis 2020, le MdP fait partie du Pôle écologiste, coalition initiée par EELV.

bicéphale. À certains égards, ce changement de direction joue un rôle dans la réorientation stratégique : comme nous le verrons, Marie-George Buffet a impulsé cette nouvelle démarche et l'a renouvelée à plusieurs reprises au sein de son parti¹.

7.3.1. Le long chemin vers le Front de gauche (2002-2007)

La route sinueuse qui conduit au Front de gauche trouve son commencement le 28 juin 2003 avec l'appel dit de « Ramulaud ». Des militants politiques de différentes forces signent cet « appel pour une alternative de gauche » : des communistes refondateurs (Patrick Braouezec, Roger Martelli, Lucien Sève, Pierre Zarka), des membres de la gauche du PS (Alexis Corbière², François Delapierre³, Jean-Luc Mélenchon, Danielle Simonnet⁴), de la gauche des Verts (Martine Billard⁵) et des adeptes du républicanisme social déçus par le MRC de Jean-Pierre Chevènement (Éric Coquerel⁶). Accompagnés de syndicalistes et de responsables associatifs, ils estiment

¹ À l'opposé, Robert Hue s'est positionné contre la stratégie de rassemblement de la gauche radicale et du Front de gauche. Par exemple, lors de la création de la NEP en 2008, il déclare : « je ne suis pas un social-démocrate et je ne veux pas me situer dans la construction d'un bloc de l'autre gauche vis-à-vis du PS » (ZAPPI Sylvia, « Robert Hue fait un "premier pas" vers la création d'un nouveau parti », *Le Monde*, 9 décembre 2008 [en ligne].

https://www.lemonde.fr/politique/article/2008/12/09/robert-hue-fait-un-premier-pas-vers-la-creation-d-un-nouveau-parti_1128691_823448.html, consulté le 24 juillet 2021).

² Premier adjoint à la maire du 12^e arrondissement de Paris de 2001 à 2014, Alexis Corbière quitte le PS en 2008 pour le PG. Il est élu député de la FI de Seine-Saint-Denis en juin 2017 et réélu en 2022.

³ François Delapierre (1970-2015) a été délégué général de l'association politique Pour la République sociale (PRS) de 2004 à 2009, puis secrétaire national du PG. Il fut aussi conseiller régional d'Île-de-France (2010-2015).

⁴ Conseillère du 20^{ème} arrondissement de Paris depuis 2001 et conseillère de Paris depuis 2008, Danielle Simonnet est co-coordinatrice du PG de 2015 à 2021. Elle est élue députée de Paris sous les couleurs de la FI en 2022.

⁵ Martine Billard a adhéré aux Verts en 1993. En décembre 2009, elle quitte ce parti pour adhérer au PG, dont elle devient co-présidente entre 2010 et 2014. Elle a été conseillère de Paris entre 1995 et 2001 et députée de Paris entre 2002 et 2012.

⁶ Éric Coquerel est adhérent de la LCR entre 1983 et 1993. En 2002, il milite pour la candidature de Jean-Pierre Chevènement à la présidentielle. Il rejoint le MRC en 2003, mais le quitte rapidement. Il fonde, avec d'autres anciens adhérents du MRC, le Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS). Le MARS fusionne en 2007 avec la Coordination nationale de la gauche républicaine (CNGR), pour donner naissance au MARS-Gauche républicaine (MARS-GR). Cette dernière organisation, dont Coquerel est le président, intègre en novembre 2008 le PG. Au sein du PG, Coquerel occupe le poste de secrétaire national aux Relations extérieures et unitaires, puis en est le co-coordonateur entre 2014 et 2021. Concernant ses mandats électifs, Coquerel a été conseiller régional d'Île-de-France entre 2010 et 2017 et est élu député de la FI en 2017, puis réélu en 2022.

que la défaite de la gauche le 21 avril 2002 est redevable à la politique menée par le gouvernement de la gauche plurielle, qui a glissé sur « la pente du social-libéralisme »¹. Pour eux, « le rassemblement à gauche n'est possible que s'il propose un contenu social et politique rompant clairement avec le libéralisme »². Cette recomposition de la gauche sur des bases antilibérales que les signataires appellent de leurs vœux n'est pas censée passer par la fondation d'un nouveau parti, mais par la création d'une « coordination permanente et souple »³. Sur le court terme, l'appel de Ramulaud se solde par un échec : les écologistes et les membres de la gauche du PS se retirent rapidement de l'initiative⁴. Toutefois, il constitue une première étape qui structure la suite du long processus.

Les élections régionales de mars 2004 en Île-de-France sont l'occasion de tester pour la première fois une formule d'alliance électorale de forces antilibérales. La liste conduite dans cette région par Marie-George Buffet, intitulée « Gauche populaire et citoyenne », regroupe des représentants du mouvement social, des associatifs et des militants de différentes organisations de la gauche de gauche : le PCF, l'Association pour une gauche républicaine (AGR)⁵, le Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS)⁶ et Alternative citoyenne⁷. Cette ouverture vers l'espace à gauche de la social-démocratie est incarnée par Claire Villiers, co-fondatrice d'Agir ensemble contre le chômage (AC !), qui occupe la première position dans la section départementale des Hauts-de-Seine et devient vice-présidente de la région en charge de la démocratie et de la vie associative. Le succès relatif de la liste « Gauche populaire et citoyenne » (7,2 % des suffrages exprimés) incite la direction communiste à reproduire

¹ MIDI INSOUMIS, POPULAIRE ET CITOYEN, « Appel pour une alternative à Gauche (dit Appel Ramulaud, 28 juin 2003) », 14 juillet 2021 [en ligne].

<<http://www.gauchemip.org/spip.php?article1355>>, consulté le 24 juillet 2021.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ COQUEREL Éric, *Au cœur du Front de gauche*, Arcane 17, 2012, pp.27-28.

⁵ L'AGR est issue d'une scission MDC de juin 2002.

⁶ Le MARS est issu d'une scission MRC de mars 2003. Il fut présidé par Éric Coquerel.

⁷ Alternative citoyenne est issue de l'appel « pour une alternative citoyenne en Île-de-France » lancé par Patrick Braouezec en novembre 2003. Cet appel visait à initier une liste de gauche, occupant l'espace entre l'extrême-gauche et le PS. Alternative citoyenne rassemble des militants communistes et des militants associatifs.

Voir BRAOUEZEC Patrick, « "Une liste pour battre la droite et l'extrême droite sur le contenu" », *Le Monde*, 7 novembre 2003 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/11/07/une-liste-pour-battre-la-droite-et-l-extreme-droite-sur-le-contenu_341076_1819218.html>, consulté le 24 juillet 2021.

et étendre ce modèle pour les élections européennes de juin 2004¹. Les fédérations départementales en décident autrement. Sur sept circonscriptions, seules deux (Île-de-France et Sud-Ouest) enregistrent une alliance entre le PCF et le MARS.

Mais l'événement majeur qui va imprimer sa marque à la stratégie de regroupement de la gauche radicale est un autre rendez-vous électoral : le référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe du 29 mai 2005. La bataille pour le « non » de gauche est elle-même perçue par les militants comme un moment fondateur, comme « une période heureuse de l'unité et du succès »² et « une référence quasi-mythique »³. Par exemple, le secrétaire national du PG François Delapierre écrit en 2012 dans son livre retraçant l'histoire du Front de gauche :

« Si je devais dater l'origine du Front de gauche, je la situerais sans hésitation dans le cours de la campagne de 2005 pour le "non" au traité constitutionnel européen. La petite cohorte dont j'étais de ces militants socialistes qui firent campagne avec le "non" de gauche en sortit définitivement transformée. Nous perdîmes brutalement tout goût pour les cénacles socialistes, sections locales comme bureau national. Le rite froid et sans mystère nous apparaissait vide de sens après l'expérience vécue avec cette mouvance de l'autre gauche dont le huis clos du PS nous avait séparés »⁴.

La campagne du « non » a donc eu pour conséquence de rapprocher politiquement – voire « culturellement », en termes de discours et de pratiques militantes, comme le laisse entendre Delapierre – la gauche du PS, et notamment les socialistes organisés dans l'association politique Pour la République sociale (PRS) présidée par Mélenchon, de l'« autre gauche ».

En octobre 2004, la fondation Copernic et son Président Yves Salesse initient un « appel des 200 contre le Traité constitutionnel européen ». Les signataires de l'appel

¹ WEBER Louis, *op.cit.*, 2008 (b), pp.123-124.

² *Ibid.*, p.119.

³ *Ibid.*, p.125.

⁴ DELAPIERRE François, *Quelle histoire ! : Chronique(s) du Front de Gauche*, Édition Bruno Leprince, 2012, p.9.

disent ne pas se reconnaître « dans cette pseudo-Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie »¹ et adoptent une position altereuropéiste, prônant la fondation d'une autre Europe, sociale et démocratique. Ils en appellent donc à la mobilisation pour « un "non" de gauche, en rupture avec le système libéral »². Pour coordonner la campagne unitaire est créé un collectif national pour un « non » de gauche, décliné en collectifs locaux. L'arc des forces assemblées dans cette initiative commune réunit la quasi-totalité des organisations de la gauche radicale : le PCF, la LCR, les Alternatifs³, Alternative citoyenne, le MARS, la Coordination nationale de la gauche républicaine (CNGR)⁴. Quant à la gauche du PS, elle se lance véritablement dans la campagne unitaire après la consultation interne du 1^{er} décembre qui donne une large victoire au « oui » (avec plus de 59 % des voix des adhérents). S'y agrègent ainsi PRS, le courant minoritaire Forces Militantes autour du député du Nord Marc Dolez, l'économiste Jacques Généreux ou encore Gérard Filoche, membre du bureau national du PS. Des associations féministes, d'aide aux immigrés, des collectifs de chômeurs, des syndicalistes et des personnalités (comme José Bové, ex-porte-parole de la Confédération paysanne) se joignent aussi à l'effort collectif⁵.

Le « non » l'emporte avec 54,68 % des suffrages exprimés. Dès lors, pour les participants à la campagne unitaire, se pose la question des débouchés politiques et électoraux envisageables sur la base de ce succès. Il s'agit de « traduire cet élan »⁶, en « mainten[ant] et prolonge[ant] l'unité »⁷ et surtout, en transformant un « non » en un projet politique positif, en une alternative crédible, tout particulièrement pour l'élection

¹ FONDATION COPERNIC, « Appel des 200 contre le Traité constitutionnel européen », 14 octobre 2004 [en ligne].

<<http://www.fondation-copernic.org/index.php/2004/10/14/appel-des-200-contre-le-traite-constitutionnel-europeen-octobre-2004/>>, consulté le 25 juillet 2021.

² *Ibid.*

³ Fondés en 1998 et dissous dans *Ensemble !* en 2015, les Alternatifs étaient un parti politique se réclamant de l'altermondialisme.

⁴ La CNGR est en partie issue de l'AGR. En juin 2004, la majorité de l'AGR décide de rejoindre le PS. La minorité décide de maintenir l'AGR au sein de la CNGR. Cette dernière regroupe aussi d'autres forces se réclamant de la gauche républicaine, notamment des dissidents du MRC.

⁵ MONNOT Caroline, « Des membres du PS, de la LCR et du PCF réunis par le "non" à la Constitution », *Le Monde*, 20 octobre 2004 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/10/20/des-membres-du-ps-de-la-lcr-et-du-pcf-reunis-par-le-non-a-la-constitution_383690_1819218.html>, consulté le 25 juillet 2021.

⁶ COQUEREL Éric, *op.cit.*, p.48.

⁷ *Ibid.*

présidentielle et les élections législatives de 2007. Le 25 juin 2005, une rencontre nationale des collectifs pour le non débouche sur une déclaration intitulée « après le 29 mai, on continue ! ». En relation avec ces collectifs, le 13 mai 2006, un appel « pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes, il y a urgence ! »¹ s'attèle à convertir le « non » de gauche en alliance électorale antilibérale, à même de remettre en cause l'hégémonie de la social-démocratie à gauche. Il donne naissance à un collectif national d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche, décliné localement en collectifs « unitaires », et qui rallie quasiment les mêmes structures politiques que celles de la bataille du « non ». Un travail programmatique est mené par les collectifs « unitaires » qui, en septembre 2006, accouche de la Charte pour une alternative au libéralisme. Ébauche de programme commun, la Charte comprend 125 propositions et laisse ouvertes au débat certaines thématiques, sur lesquelles les différentes organisations ont des divergences. Il s'agit notamment des questions de la sortie du nucléaire (le texte prévoit un référendum), du revenu d'existence et de l'Europe².

Mais rapidement, les collectifs « unitaires » vont butter sur la recherche du nom du candidat unique de la gauche antilibérale à la présidentielle. Plusieurs dirigeants font acte de candidature : José Bové, Marie-George Buffet, Clémentine Autain, Patrick Braouezec, Yves Salesse. Pour les départager est instaurée une règle assez complexe dite du « double consensus ». Le futur candidat unique devra obtenir le consensus au sein des collectifs et entre les organisations, ce qui permet d'éviter de procéder à un vote des membres des collectifs « unitaires », qui aurait permis au PCF, formation la plus importante en termes d'adhérents, de tirer son épingle du jeu. Les intérêts particuliers et d'appareils finissent par balayer le mouvement collectif. Marie-George Buffet se prévaut de l'accord de la majorité des collectifs « unitaires »³. Une consultation interne au PCF fin décembre 2006 valide sa candidature avec plus de 81 % des voix. Tout au long de sa campagne, Buffet ne se présentera pas comme la candidate communiste, mais

¹ L'HUMANITÉ, « Pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes, il y a urgence ! », *L'Humanité*, 13 Mai 2006 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/pour-un-rassemblement-antiliberal-de-gauche-et-des-candidatures-communes-il-y-urgence-349966>>, consulté le 25 juillet 2021.

² COQUEREL Éric, *op.cit.*, pp.82-83.

³ *Ibid.*, p.89.

du « rassemblement populaire et antilibéral ». José Bové, qui s'était retiré du processus en novembre 2006, se déclare candidat en février 2007, soutenu par une partie des collectifs. Quant à la LCR, elle avait décidé dès juin 2006 d'investir Olivier Besancenot. Morcelée et désunie, la gauche radicale roule vers la catastrophe. Aucun des candidats ne réussit à franchir la barre des 5 % des suffrages exprimés à la présidentielle : 1,32 % pour José Bové, 1,33 % pour Arlette Laguiller, 1,93 % pour Marie- George Buffet et 4,08 % pour Olivier Besancenot.

Ce nouveau désastre ébranle une fois de plus les communistes, qui persistent, néanmoins, dans leur recherche d'une formule de coalition de gauche radicale, cette fois-ci de manière plus structurée que celle des collectifs unitaires.

7.3.2. Naissance et développement du Front de gauche (2008-2012)

L'une des questions qui fut évacuée au cours de l'épisode post-référendaire était celle de la réelle structuration de la gauche antilibérale dans un mouvement commun¹ ou une force unitaire. Les scores électoraux très faibles de chacun des candidats à la présidentielle de 2007 témoignent du fait qu'aucun parti ne peut vraiment prétendre incarner à lui tout seul l'espace politique à la gauche de la social-démocratie. On se trouve depuis la seconde moitié des années 1990, selon l'expression de Roger Martelli, dans une situation de « pluralité sans dominante »². Et si cet espace veut vraiment peser dans le paysage politique français, il semble alors nécessaire que cette pluralité de sensibilités se rassemble véritablement dans une coalition plus durable et plus organisée.

Cette problématique est abordée avec une acuité particulière après 2007. Profitant de l'occasion du quarantième anniversaire de Mai 68, l'hebdomadaire *Politis* initie le 14 mai 2008 l'appel « l'Alternative à gauche, organisons-la ! ». Est proposée la constitution d'un « cadre permanent pour faire front »³. Participent à cette initiative le

¹ WEBER Louis, « Un champ de ruines. Reconstruire, mais comment ? », *Savoir/Agir*, vol.1, n°1, 2007, p.102.

² MARTELLI Roger, *op.cit.*, 2012, p.105.

³ ENSEMBLE ! 22, « L'alternative à gauche, organisons-la ! », mai 2008 [en ligne].

<<http://www.ensemble22.org/pages/archives-1/toutes-les-archives/l-alternative-a-gauche-organisons-la.html>>, consulté le 25 juillet 2021.

courant des communistes unitaires (François Asensi, Patrick Braouezec, Roger Martelli), des responsables communistes divers (Jean-Claude Gayssot, Marie-Pierre Vieu), la gauche des Verts autour de Martine Billard, le MARS avec Éric Coquerel, le courant unitaire de la LCR avec Christian Picquet, des socialistes des tendances de gauche (Marc Dolez, Jacques Généreux).

Cette idée du « front » trouve, indirectement, un écho favorable au sein du PCF, qui tient son 34^{ème} congrès en décembre 2008. Pris par la crainte de la disparition pure et simple à la suite du résultat catastrophique de Marie-George Buffet, le PCF formule une nouvelle proposition de rassemblement appelé « Front progressiste et citoyen »¹. Celui-ci vise à lier « le développement de [la] dynamique citoyenne et l'objectif d'une union de forces politiques de gauche déterminées à construire dans notre pays une majorité de changement »². Les congressistes votent également pour l'application de ce principe dès les élections européennes de 2009, avec l'objectif fixé de formation d'un « Front progressiste européen »³.

Un événement politique intervenu un mois plus tôt à la gauche du PS va offrir l'opportunité aux communistes de réaliser leurs objectifs de congrès. Le congrès socialiste de Reims de novembre 2008 voit toute l'aile gauche du PS se réunir sur la motion C intitulée « Un monde d'avance : reconstruire l'espoir à gauche » portée par Benoît Hamon. Elle obtient moins de 20 % des votes des adhérents. Pour une partie de ses dirigeants et militants, c'est l'échec de trop qui va conduire à la rupture avec leur parti. Pour Mélenchon et ses amis de PRS, cette déconvenue se rajoute à la désillusion de la candidature Fabius à la primaire fermée de novembre 2006 – candidat qu'ils avaient soutenu car ayant appelé à voter « non » au référendum de 2005 –, éliminé dès le premier tour face à Ségolène Royal⁴. Le 7 novembre 2008, Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez annoncent donc leur départ du PS. Leur communiqué indique qu'ils entendent poursuivre leur « combat républicain et socialiste » par la création d'un

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 18 décembre 2008.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Ségolène Royal obtient 60,65 % des suffrages des adhérents, Dominique Strauss-Kahn 20,69 % et Laurent Fabius 18,66 %.

« nouveau parti de gauche »¹. Pour les élections européennes, il en appelle aussi à la « constitution d'un front de forces de gauche »². Quelques jours plus tard, ils fondent le PG. Ils sont rejoints dans cette démarche par le MARS-Gauche républicaine (MARS-GR)³ d'Éric Coquerel, qui se fond dans le nouveau parti. En juillet 2009, le PG pourra compter sur les nouveaux renforts de la Gauche écologiste de Martine Billard ; puis en 2011, de quelques membres du NPA autour notamment de Leïla Chaïbi⁴.

Le PG se définit lui-même comme un « parti-creuset », synthétisant le « meilleur de chaque tradition de la gauche »⁵. Dans les faits, au départ du moins, il agrège deux principales sensibilités de la gauche. D'une part, hérité de Jean Jaurès, le social-républicanisme provient des militants de PRS et du MARS-GR. D'autre part, une forme d'écologie politique de gauche, qualifiée par Jean-Luc Mélenchon d'« écologie républicaine »⁶, est apportée par Martine Billard et ses proches. Ces derniers parviennent à rendre majeures les questions écologiques dans la nouvelle organisation, ce qui est vécu par les ex-socialistes comme « une mutation idéologique »⁷. Ces deux cultures politiques seront unies dans le concept d'« écosocialisme », notion que le PG fait sienne après des assises tenues fin 2012 :

« L'écosocialisme est un nouveau projet politique réalisant la synthèse d'une écologie nécessairement anticapitaliste et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau paradigme politique ».⁸

¹ MÉLENCHON Jean-Luc et DOLEZ Marc, « Ça suffit comme ça ! », *Blog de Jean-Luc Mélenchon*, 7 novembre 2008 [en ligne].

<<http://www.jean-luc-melenchon.fr/?p=637>>, consulté le 25 juillet 2021.

² *Ibid.*

³ Le MARS-GR est un parti politique créé en mars 2007 à la suite de la fusion du MARS et de la CNGR.

⁴ Aux élections européennes de mai 2019, Leïla Chaïbi est élue eurodéputée sur la liste de la FI.

⁵ DELAPIERRE François, *op.cit.*, pp.40-42.

⁶ JOHNSON Robert, « Entretien avec Jean-Luc Mélenchon : "L'écologie républicaine" », *La Décroissance*, n°58, avril 2009, p.5.

⁷ MAYER Olivier, « Mélenchon : "l'autre gauche peut être majoritaire" », *L'Humanité*, 12 novembre 2008 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/node/405477>>, consulté le 25 juillet 2021.

⁸ PARTI DE GAUCHE, *Premier Manifeste des Assises pour l'écosocialisme. 18 thèses pour l'écosocialisme*, février 2013 [en ligne], p.3.

<http://www.jean-luc-melenchon.fr/brochures/ecosocialisme_premier_manifeste_fr.pdf>, consulté le 25 juillet 2021.

Sur le plan stratégique, le PG poursuit sur la lignée du départ de Mélenchon et Dolez du PS. Les deux parlementaires avaient alors dénoncé la « démocratisation » de leur ancien parti, c'est-à-dire un glissement idéologique vers le centre, sur le modèle du Parti travailliste de Tony Blair ou du Parti démocrate américain¹ et donc l'abandon, selon eux, des référents classiques de la gauche. Le refus des alliances au centre constitue donc un principe fondamental. Au contraire, est érigée la nécessité de l'union de « l'autre gauche », afin que celle-ci dispute l'hégémonie à la social-démocratie et devienne majoritaire à gauche.

Le moyen pour parvenir à cette union de la gauche antilibérale est le Front de gauche. Celui-ci prend forme à partir des élections européennes de 2009. Dès novembre 2008, lors d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet évoquent la possibilité de listes communes entre le PG et le PCF pour constituer « un front commun contre l'Europe du traité de Lisbonne »². Pour ces échéances, l'alliance prend finalement le nom de « Front de gauche pour changer l'Europe ». En plus du PCF et du PG, elle rassemble la GU, mouvement issu de la LCR, dirigé par Christian Picquet et qui refuse la transformation de la « Ligue » en NPA et la ligne autonome de cette nouvelle organisation. Le 7 juin, elle totalise 6,48 % des suffrages exprimés, ce qui permet de faire élire cinq eurodéputés, résultat un peu supérieur au score communiste cinq ans plus tôt (5,88 % et trois élus). Mais, les listes de la coalition sont loin derrière celles du PS (16,48 % et 14 élus) et d'Europe-Ecologie (16,28 % et 14 élus).

L'objectif de « passer en tête de la gauche dans la rue et dans les urnes et constituer une majorité de gauche autour de ce nouvel axe »³ est donc encore loin d'être atteint. Pour ce baptême du feu, les résultats sont cependant encourageants, d'autant plus si on les compare à ceux du NPA (4,98 % des exprimés et aucun élu). Et, par-dessus tout, les années suivantes, le désormais « Front de gauche » exerce une force d'attractivité sur l'ensemble de la gauche radicale, au point d'agréger plusieurs petites organisations. Six

¹ MÉLENCHON Jean-Luc, *op.cit.*, 2009, pp.16-17.

² L'HUMANITÉ, « Un "front commun" pour les européennes », *L'Humanité*, 18 novembre 2008 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/node/405871>>, consulté le 25 juillet 2021.

³ COQUEREL Éric, *op.cit.*, p.167.

nouvelles forces y adhèrent : en juin 2011, la FASE qui rassemble diverses formations de la gauche alternative, notamment les communistes unitaires ; R&S, qui est une scission du MRC ; Convergences et alternative (C&A), qui est une dissidence du NPA ; en octobre 2011, le Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), mouvance d'extrême-gauche fondée en 1979 et issue de l'hoxhaïsme¹ ; en juillet 2012, la Gauche anticapitaliste (GA), un ex-courant dissident important du NPA ; en novembre 2012, les Alternatifs, qui avaient au départ refusé de rejoindre la coalition. À ces neuf composantes, on peut ajouter d'autres organisations qui, sans participer directement au Front de gauche, le soutiennent : ADS créé en 1992 par d'ex-communistes, le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP)² de Jacques Nikonoff (ancien membre du Conseil national du PCF et président de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC) de 2003 à 2006) ou encore les communistes orthodoxes du RC. À l'automne 2013, afin de constituer un troisième pôle dans le but de peser plus efficacement au sein du Front de gauche face au PCF et au PG, un processus de fusion est engagé entre plusieurs composantes (la FASE, les Alternatifs, C&A, GA, certains militants de GU) et débouche sur la création du parti Ensemble !.

Plus qu'une simple addition de groupements qui se rejoignent dans le Front de gauche, ces « petits » partis forment une sorte de constellation à l'intersection de la gauche, de la gauche radicale et de l'extrême-gauche [*figure n°13*]. Plus précisément, ils sont tous issus de dissidences³, à différents moments, principalement de trois organisations : du PS, du PCF et de la LCR-NPA. Une partie du PG (Mélenchon et ses camarades de PRS) provient d'une rupture avec le PS ; ADS, les communistes unitaires, les Alternatifs, le M'PEP émanent de divisions diverses du PCF ; la GU, la GA et C&A résultent de factions du NPA. Ces assemblages variés naissent donc dans le sillage de l'évolution de ces trois partis. Pour le PS, il s'agit de la contestation de ce qui est

¹ L'hoxhaïsme tire son nom du dirigeant communiste albanais Enver Hoxha (1908-1985), à la tête de la République populaire socialiste d'Albanie de 1945 jusqu'à sa mort. Il s'agit d'une doctrine politique dite « antirévionniste », c'est-à-dire marxiste-léniniste strictement orthodoxe.

² Le M'PEP devient le Parti de la Démondialisation (ParDem) en 2016.

³ En Belgique également, plusieurs « petits » partis de la gauche radicale ont été créés par des dissidents socialistes ou écologistes. Voir WYNANTS Paul, « Les performances des "petits partis" lors des élections du 25 mai 2014 », *Les analyses du CRISP en ligne*, n°194, 2014, pp.1-13.

considéré comme une « droitisation » de son projet qui engendre le divorce. Le long déclin du PCF est à l'origine des séparations : les communistes critiques qui partent pour fonder d'autres structures lui reprochent une forme de sclérose quant à la mutation de sa ligne et de son organisation. Quant au NPA, c'est une forme de sectarisme qui est désapprouvée par les dissidents, la direction nationale adoptant une stratégie d'autonomie politique et pas une ouverture vers le Front de gauche.

À ce phénomène de décomposition succède une recomposition des forces nouvellement créées. Celle-ci est caractérisée par une importante instabilité¹. À titre d'exemple, fondés en 1998, les Alternatifs se regroupent dans la FASE en 2008, puis en 2011 se retire de la Fédération, pour finalement participer en 2013 à la création d'Ensemble !, parti que rejoint également la FASE... Autre exemple : la GA est constituée en tant que fraction du NPA en juin 2011 ; en juillet 2012, elle adhère au Front de gauche en tant qu'organisation indépendante et en novembre 2013 elle se fond dans Ensemble !. Cette forte volatilité dans le processus de décomposition-recomposition s'accompagne aussi d'une sorte de chassé-croisé entre groupements et individus, ponctué par des retrouvailles parfois seulement éphémères. C'est par exemple le cas de la GU et de C&A. Ces deux organisations sont, au départ, engendrées par la scission en deux du courant Unir de la LCR en mars 2009. Sa minorité, C&A, souhaite rester au NPA, alors que sa majorité, la GU, se lance dans l'aventure du Front de gauche. Mais, deux ans plus tard, en mars 2011, C&A finit aussi par quitter le parti d'extrême-gauche pour devenir membre à part entière de la coalition de la gauche radicale. En novembre 2013, des dissidents de la GU décident même d'adhérer à Ensemble !, retrouvant ainsi des membres de C&A.

La reconfiguration mouvante de cette galaxie d'organisations permet à chacune d'entre elles de participer au jeu électoral et de sortir du néant politique. Dans son étude consacrée aux « petits » partis, Annie Laurent mobilise deux critères électoraux pour

¹ Agnès Alexandre-Collier et Emmanuelle Avril notent que les « petits » partis de la gauche radicale britannique sont également marqués par une trajectoire très instable, faite de nombreuses scissions et divisions. En outre, « les alliances électorales entre des groupements aux positions divergentes se font et se défont d'élection en election ». ALEXANDRE-COLLIER Agnès et AVRIL Emmanuelle, « Les petits partis » in ALEXANDRE-COLLIER Agnès et AVRIL Emmanuelle (dir.), *Les partis politiques en Grande-Bretagne*, Armand Colin, 2013, pp.201-254.

définir ces derniers¹. Premièrement, à la veille du scrutin, un « petit » parti est celui qui ne parvient pas à déposer un grand nombre de candidats, dans plusieurs circonscriptions par exemple, ou à négocier des accords avec d'autres partenaires. Deuxièmement, à l'issue de l'élection, le nombre d'élus permet d'évaluer la petitesse ou non d'une organisation. Ainsi, concernant les groupes s'insérant dans le Front de gauche, nous pouvons affirmer que même si presque tous restent « petits » électoralement, il n'empêche que la dynamique de la coalition leur est profitable et leur permet d'échapper à l'inexistence électorale. Si l'on prend l'exemple des régionales de 2010, le PCOF a des candidats issus de ses rangs sur des listes estampillés « Front de gauche » (Alsace, Aquitaine, Centre, Île-de-France, Picardie et Rhône-Alpes), alors que les Alternatifs obtiennent un siège au conseil régional d'Île-de-France et la GU sept dans différentes régions.

L'élection présidentielle de 2012, qui apparaît *a posteriori* comme l'apogée du Front de gauche, permet à celui-ci de passer véritablement à la vitesse supérieure. En juin 2011, à la suite d'une conférence nationale et d'une consultation des adhérents, le PCF choisit Jean-Luc Mélenchon comme candidat du Front de gauche. En plus du coprésident du PG, deux autres candidats briguent alors l'investiture : le député du Puy-de-Dôme André Chassaigne et l'orthodoxe Emmanuel Dang Tran (qui souhaite d'ailleurs concourir sous les couleurs du PCF et non du Front de gauche). Mélenchon obtient 59,12 % des suffrages des adhérents, Chassaigne 36,82 % et Dang Tran 4,07 %.

Devenu donc « candidat commun » du Front de gauche, Mélenchon porte un programme « partagé », *L'Humain d'abord*, issu d'un accord entre le PCF, le PG et la GU et vendu à plus de 500 000 exemplaires². De manière plus large, une certaine dynamique de campagne s'enclenche autour de la coalition de gauche radicale et de son candidat, visible par exemple lors des grands meetings en plein air sur la place de la Bastille à Paris³, sur la plage du Prado à Marseille ou sur la place du Capitole à Toulouse.

¹ LAURENT Annie, « Définir les petits partis : le regard de l'électoraliste » in LAURENT Annie et VILLABA Bruno (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, L'Harmattan, 1997, pp.19-42.

² Voir le blog de Jean-Luc Mélenchon : <<https://melenchon.fr/lhumain-dabord-le-programme-du-front-de-gauche/>>, consulté le 25 juillet 2021.

³ BESSE DESMOULIERES Raphaëlle, « À la Bastille : "Il faut que Hollande réalise qu'il n'est pas seul" », *Le Monde*, 19 mars 2012, [en ligne]. <https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/19/a-la-bastille-il-faut-que-hollande-realise-qu-il-n-est-pas-seul_1671853_1471069.html>

Ces derniers attirent les foules : selon les organisateurs, 120 000 personnes réunies dans la capitale¹ et sur le littoral de la cité phocéenne² et 70 000 personnes dans la ville rose³. Au soir du 22 avril 2012, Mélenchon obtient 11,10 % des suffrages exprimés, ce qui constitue un résultat inédit pour un candidat à la gauche du PS à la présidentielle depuis 1981 et les 15,35 % de Georges Marchais. Près de quatre millions de bulletins se sont portés sur son nom. Les législatives qui suivent ne permettent toutefois pas au Front de gauche de concrétiser la percée réalisée à la présidentielle. Bien que le score du Front de gauche soit supérieur à celui du PCF de 2007 (+ 2,62 points de pourcentage et plus de 670 000 voix de plus), il n'obtient que dix sièges de députés, dont sept communistes, ce qui forme la plus faible représentation parlementaire de l'histoire du parti de la place du colonel Fabien.

Mais malgré ce résultat décevant, grâce au Front de gauche et à la dynamique de campagne, le PCF recouvre une certaine visibilité dans l'espace politique et médiatique et renforce ses effectifs militants. Avec 2005, l'année 2012 est une année exceptionnelle en termes d'adhésion pour la période contemporaine. Le combat mené par les communistes contre le traité établissant une constitution pour l'Europe avait alors impulsé un mouvement d'attraction vers le PCF avec, selon les données internes, quelque 8 000 nouvelles recrues, ce qui fait de 2005 la première année de progression des troupes militantes depuis 1981⁴. Quant à 2012, le chiffre de 7 000 nouveaux adhérents fut annoncé par l'organisation. Ce renouvellement militant s'accompagne d'un certain rajeunissement : selon les données avancées par la direction nationale,

¹ À Paris, il s'agit d'une marche pour la Sixième République entre la place de la Nation et la place de la Bastille, sur laquelle Jean-Luc Mélenchon prend la parole. Selon *Le Point*, il y aurait eu « un peu plus de 50 000 personnes » pour cette marche. PONCET Marie-Christine et GRENAPE Antoine, « Front de gauche : Mélenchon reprend la Bastille », *Le Point*, 18 mars 2012 [en ligne].

<https://www.lepoint.fr/presidentielle/le-front-de-gauche-reprend-la-bastille-18-03-2012-1442569_3121.php>, consulté le 11 septembre 2022.

² ALEMAGNA Lilian, « Au Prado, Mélenchon retourne la plage », *Libération*, 15 avril 2012, [en ligne]. <https://www.liberation.fr/france/2012/04/15/au-prado-melenchon-retourne-la-plage_811912/>, consulté le 25 juillet 2021. L'article cite la presse locale qui estime l'affluence entre 70 000 et 100 000 personnes.

³ THÉPOT Stéphane, « Sous la pluie du printemps toulousain de Jean-Luc Mélenchon », *Le Monde*, 6 avril 2012 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/06/sous-la-pluie-du-printemps-toulousain-de-jean-luc-melenchon_1681486_1471069.html>, consulté le 25 juillet 2021.

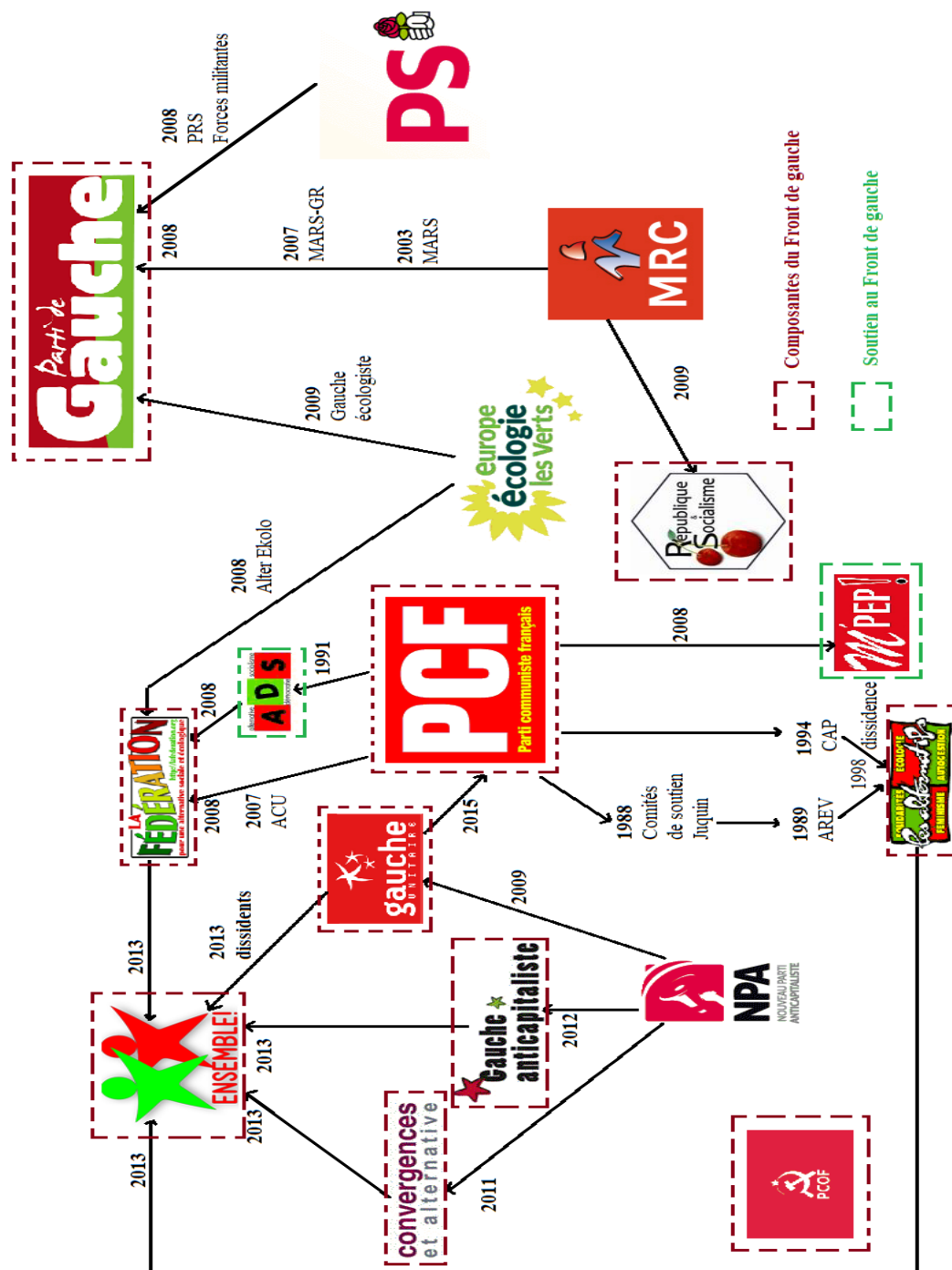
⁴ CHABALIER Jacques, « Construire le collectif communiste du XXI^e siècle » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Nouveaux adhérents. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Faut-il les garder ?*, Revue du projet, n°22, décembre 2012, p.21.

37,23 % de ces nouveaux membres auraient moins de 30 ans¹.

La phase d'euphorie et d'espoir liée au contexte de la présidentielle se clôt cependant assez rapidement, au lendemain des législatives. L'après-2012 est une période de tensions entre les organisations membres de l'alliance, et notamment entre le PCF et le PG, qui ont pour principale origine les dissensions quant à la stratégie à adopter vis-à-vis de la gauche gouvernementale, mais aussi, plus profondément, un débat jamais tranché sur la nature exacte du Front de gauche.

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Nouveaux adhérents. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Faut-il les garder ?*, Revue du projet, n°22, décembre 2012, p.9.

Figure n°13 : La constellation des organisations du Front de gauche



7.3.3. Tensions et fin du Front de gauche (2012-2017)

L'après-présidentielle marque le commencement des dissensions internes au sein du Front de gauche. Dès les législatives de 2012, la question de la répartition des candidatures et des circonscriptions entre les partis composant la coalition donne lieu

aux premières frictions. Ainsi, selon Éric Coquerel, qui en tant que secrétaire national aux Relations extérieures et unitaires du PG est alors directement concerné par ces discussions, le PCF pose deux conditions à son soutien à Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle : d'une part, il veut que 80 % des candidats du Front de gauche soient des communistes ; d'autre part, il entend se réserver les circonscriptions des députés sortants et celles où l'un des siens a fait au moins 15 % des voix en 2007¹. Le PG n'obtient finalement qu'une quinzaine de circonscriptions réputées favorables grâce à l'appui de Marie-George Buffet².

Les élections locales tenues sous le quinquennat Hollande exacerbent les désaccords stratégiques entre les partis membres du Front de gauche et déclenchent une intensification des affrontements sur la question des candidatures. Pour les militants, cela est vécu comme un enfermement progressif dans des jeux partisans stériles. En particulier, ils l'analysent comme un face-à-face improductif entre le PCF et le PG, ayant pour conséquence d'abîmer la dynamique populaire éveillée en 2012. Par exemple, au conseil départemental du PCF du 15 juin 2016, dans son rapport introductif, le secrétaire fédéral Mathieu Gallois déplore la situation dans laquelle se trouve désormais le Front de gauche avec ces mots :

« La mise en mouvement du peuple dans une démarche collective, populaire, citoyenne est la clé du succès de la transformation sociale que nous voulons. En 2012, le Front de gauche avait permis d'engager une telle démarche. Il nous faut travailler à dépasser ses difficultés actuelles pour aller plus loin, sortir du tête-à-tête entre les partis, pour permettre de redéployer cette démarche dans un mouvement plus large, plus populaire, à prendre les initiatives nécessaires comme l'organisation d'assemblées citoyennes ou autres formes de participation citoyenne ».

La question centrale qui secoue le Front de gauche est celle des alliances ou non avec les socialistes et les écologistes, associés dans les gouvernements de François

¹ COQUEREL Éric, *op.cit.*, pp.194-195.

² *Ibid.*, pp.204-205.

Hollande¹. Elle se pose dans un contexte de glissement vers la droite de la politique menée par le PS, notamment sur les questions économiques et sociales. Cette nouvelle situation produit des analyses discordantes sur la social-démocratie et son évolution, communistes et mélenchonistes ne s'accordant pas sur un diagnostic commun. En termes de stratégie électorale, l'alternative est la suivante : assumer l'autonomie du Front de gauche en présentant, dès le premier tour, des listes de candidats estampillés des couleurs de la coalition ; s'associer aux socialistes dès le premier tour, en se rangeant souvent d'ailleurs « derrière » une tête de liste PS. Ces deux options opposées comportent des avantages et des inconvénients, notamment pour le PCF. La première a pour elle de permettre de déployer pleinement le projet politique de rupture du Front de gauche et sa visibilité et d'œuvrer à l'objectif de gagner l'hégémonie politique à gauche sur la social-démocratie. Mais elle risque – à court terme du moins – de provoquer une diminution du nombre d'élus communistes. La deuxième, en principe, offre davantage de positions électives – et même des postes dans les exécutifs locaux –. Mais, elle efface le point de vue et les propositions programmatiques du Front de gauche derrière celles des socialistes, d'autant plus que dans les majorités de gauche ainsi constituées, en général, la gauche radicale se trouve être un partenaire mineur, avec des marges de manœuvre limitées.

Pour les trois scrutins locaux qui suivent la présidentielle de 2012 (municipales de mars 2014, départementales de mars 2015 et régionales de décembre 2015), aucune de ces deux options ne s'impose. Au contraire, la règle est la stratégie à géométrie variable : selon les configurations locales, les rapports entre partis membres du Front de gauche et les accords avec les socialistes, l'une ou l'autre des alternatives s'applique. Cela a pour conséquence d'affaiblir le Front de gauche, de crispier encore un peu plus les relations entre les partenaires, jusqu'à causer l'éclatement puis la fin du rassemblement de la gauche antilibérale.

Les municipales sont le premier accroc sérieux, révélateur des débuts d'un divorce. Si l'on se penche sur les plus grandes communes françaises, celles qui sont pourtant les plus scrutées par les médias et commentateurs et qui bénéficient d'un rayonnement

¹ EELV quitte le gouvernement dominé par les socialistes à partir du 31 mars 2014 et la nomination de Manuel Valls comme Premier ministre.

politique important, on remarque que les listes Front de gauche constituent la minorité des occurrences. Sur les 39 communes de plus de 100 000 habitants, seules 17 ont vu concourir une liste unique aux couleurs du Front de gauche [tableau n°24]. Dans 22 villes, la dispersion des alliés se dessine sous des combinaisons diverses, même si souvent le PCF « officiel » (c'est-à-dire non-dissident) décide de se ranger derrière une tête de liste socialiste. Les cas de Paris et Grenoble sont emblématiques de cette division et résument, en quelque sorte, à eux seuls les frictions au sein du Front de gauche. À Paris, les communistes rejoignent la liste de la socialiste Anne Hidalgo, première adjointe du maire sortant Bertrand Delanoë. Face à eux, Daniel Simonnet, secrétaire nationale du PG, mène une liste concurrente, intégrant en plus de son parti, le PCOF et Ensemble !. À Grenoble, le Front de gauche est partagé entre, d'une part, la liste conduite par l'écologiste Éric Piolle sur laquelle figurent le PG, les Alternatifs et la GA, et, d'autre part, la liste socialiste du premier adjoint sortant Jérôme Safar associée aux communistes. La victoire de Piolle à Grenoble est, au demeurant, présentée par le PG comme la preuve que l'orientation de rapprochement de la gauche radicale avec les écologistes est gagnante et doit donc être généralisée dans l'avenir. Le communiqué du PG à l'issue du premier tour des municipales affirme ainsi que « ce résultat historique démontre qu'une majorité alternative est possible à court terme » et, qu'à l'inverse, « les listes pro-gouvernementales sont partout lourdement sanctionnées »¹.

¹ PARTI DE GAUCHE, « Grenoble : La preuve que notre nouvelle alliance est une promesse d'avenir », 23 mars 2014 [en ligne].
<<https://www.lepartidegauche.fr/grenoble-la-preuve-que-notre-nouvelle-alliance-est-une-promesse-d-avenir-27378/>>, consulté le 25 juillet 2021.

Tableau n°24 : Alliances pour les élections municipales de 2014 dans les villes de plus de 100 000 habitants

Commune	Listes	Résultats
Aix-en-Provence	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 4,78 % des exprimés
Amiens	PCF sur la liste conduite par le PS	24,65 % des exprimés au premier tour. 33,80 % au second tour. Défaite face à la liste de droite
	Liste de communistes dissidents alliés au PG et à Colère et Espoir (CE) ¹	Élimination dès le premier tour avec 8,87 % des exprimés
Angers	PCF sur la liste conduite par le PS	26,77 % des exprimés au premier tour. 45,64 % au second tour. Défaite face à la liste de droite
	Liste conduite par le PG allié au NPA et à Ensemble !	Élimination dès le premier tour avec 2,10 % des exprimés
Argenteuil	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 6,62 % des exprimés
Besançon	PCF sur la liste conduite par le PS	33,63 % des exprimés au premier tour. 47,38 % au second tour. Victoire face aux listes de droite et du FN
	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 7,12 % des exprimés
Bordeaux	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 4,60 % des exprimés
Boulogne-Billancourt	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 3,44 % des exprimés
Brest	PCF sur la liste conduite par le PS	42,46 % des exprimés au premier tour. 52,71 % au second tour. Victoire face à la liste de droite
	Liste conduite par le PG allié à la FASE, la GA et au NPA	Élimination dès le premier tour avec 8,16 % des exprimés
Caen	PCF sur la liste conduite par le PS	26,21 % des exprimés au premier tour. 42,96 % au second tour. Défaite face à la liste de droite
	Liste conduite par Ensemble ! allié au PG et au NPA	Élimination dès le premier tour avec 5,81 % des exprimés

¹ CE est une organisation créée en 2007 par le député de la Somme Maxime Gremetz, en conflit avec le PCF.

Clermont-Ferrand	PCF sur la liste conduite par le PS	30,99 % des exprimés au premier tour. 47,82 % au second tour. Victoire face aux listes de droite et du FN
	Liste conduite par la GA alliée au PG	11,49 % au premier tour. Fusionne avec la liste conduite par le PS pour le second tour
Dijon	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 4,66 % des exprimés
Grenoble	PCF sur la liste conduite par le PS	25,31 % des exprimés au premier tour. 27,45 % au second tour
	PG, les Alternatifs et GA sur la liste conduite par EELV	29,41 % des exprimés au premier tour. 40,02 % au second tour. Victoire face aux listes socialiste, de droite et FN
Le Havre	Liste Front de gauche	16,37 % des exprimés au premier tour. Victoire de la liste de droite dès le premier tour
Le Mans	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 9,09 % des exprimés
	Des communistes dissidents sur la liste conduite par le PS	34,74 % des exprimés au premier tour. 45,74 % au second tour. Victoire face aux listes de droite et du FN
Lille	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 6,17 % des exprimés
Limoges	Liste Front de gauche	14,15 % au premier tour. Fusionne avec la liste conduite par le PS pour le second tour. Avec 43,82 % des exprimés, défaite face à la liste de droite
Lyon	Liste Front de gauche	7,56 % des exprimés au premier tour
Marseille	Liste Front de gauche	7,10 % des exprimés au premier tour. Fusionne avec la liste conduite par le PS. Avec 31,09 % des exprimés, défaite face à la liste de droite
Metz	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 3,57 % des exprimés
	Liste NPA-FASE-dissidents du PG	Élimination dès le premier tour avec 3,31 % des exprimés
Montpellier	Liste FG	Élimination dès le premier tour avec 7,56 % des exprimés
	Liste conduite par le NPA allié à la FASE et à des dissidents du PG	Élimination dès le premier tour avec 2,05 % des exprimés

Montreuil	Liste Front de gauche ¹	18,81 % des exprimés au premier tour. Fusionne pour le second tour avec les listes écologiste et socialiste. Avec 37,06 % des exprimés, victoire
Mulhouse	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 3,06 % des exprimés
Nancy	Liste FG	Élimination dès le premier tour avec 5,44 % des exprimés
	PCF sur la liste conduite par le PS	35,76 % des exprimés au premier tour. 47,09 % au second tour. Défaite face à la liste de droite
Nantes	PCF sur la liste conduite par le PS	34,51 % des exprimés au premier tour. Fusionne pour le second tour avec la liste écologiste. Avec 56,21 % des exprimés, victoire face à la liste de droite
	Liste PG-Alternatifs-GA-NPA	Élimination dès le premier tour avec 5,04 % des exprimés
Nice	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 5,34 % des exprimés
Nîmes	Liste Front de gauche-EELV	12,04 % des exprimés au premier tour. 14,84 % au second tour. Défaite
	Liste dissidente PCF	Élimination dès le premier tour avec 9,23 % des exprimés
Orléans	Liste Front de gauche	8,29 % des exprimés au premier tour. Victoire de la liste de droite dès le premier tour
Paris	PCF sur la liste conduite par le PS	34,40 % des exprimés au premier tour. Avec 53,33 % des exprimés au second tour, victoire face à la liste de droite
	Liste conduite par le PG allié à Ensemble ! et au PCOF	4,94 % au premier tour
Perpignan	PCF sur la liste conduite par le PS	11,87 % des exprimés au premier tour. Retrait pour le second tour
Reims	PCF sur la liste conduite par le PS	38,29 % des exprimés au premier tour. 42,76 % au second tour. Défaite face à la liste de droite
	Liste de dissidents du PCF alliés au PG et à Ensemble !	Élimination dès le premier tour avec 3,41 % des exprimés

¹ À Montreuil, Jean-Pierre Brard, ancien maire (entre 1984 et 2008) communiste puis apparenté (adhérent de la CAP), se présente sous l'étiquette « divers gauche » face à la liste de Patrice Bessac, qui a obtenu l'investiture du Front de gauche.

Rennes	PCF sur la liste conduite par le PS	35,57 % des exprimés au premier tour. Fusionne pour le second tour avec la liste conduite par EELV. Avec 55,83 % des exprimés au second tour, victoire face à la liste de droite
	PG et Ensemble ! sur la liste conduite par EELV	15,09 % des exprimés au premier tour
Rouen	PCF sur la liste conduite par le PS	30,24 % des exprimés au premier tour. Fusionne pour le second tour avec la liste conduite par EELV. Avec 46,80 % des exprimés au second tour, victoire
	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 5,33 % des exprimés
Saint-Denis	Liste Front de gauche avec EELV et le MRC	40,22 % des exprimés au premier tour. Fusionne pour le second tour avec une liste divers gauche. Avec 50,49 % des exprimés au second tour, victoire face à la liste socialiste
Saint-Étienne	PCF sur la liste conduite par le PS	31,34 % des exprimés au premier tour. Fusionne pour le second tour avec la liste conduite par EELV. Avec 40,50 % des exprimés au second tour, défaite
	Liste PG	Élimination dès le premier tour avec 4,18 % des exprimés
Strasbourg	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 3,96 % des exprimés
Toulon	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 4,01 % des exprimés
Toulouse	PCF sur la liste conduite par le PS	32,26 % des exprimés au premier tour. Avec 47,94 % des exprimés au second tour, défaite face à la liste de droite
	Liste Front de gauche	Élimination dès le premier tour avec 5,10 % des exprimés
Tours	PCF sur la liste conduite par le PS	27,82 % des exprimés au premier tour. Fusionne pour le second tour avec la liste conduite par EELV. Avec 41,67 % des exprimés au second tour, défaite
	Liste PG-Ensemble !-NPA	Élimination dès le premier tour avec 8,35 % des exprimés
Villeurbanne	PCF sur la liste conduite par le PS	41,50 % des exprimés au premier tour. Avec 45,46 % des exprimés au second tour, victoire
	PG sur la liste conduite par EELV	15,81 % des exprimés au premier tour. 13,65 % des exprimés au second tour

 **Division du Front de gauche ou autres formules d'alliance**

Comme pour les municipales, les départementales de l'année suivante voient les considérations locales l'emporter sur les enjeux nationaux. D'un département à l'autre, voire d'un canton à l'autre, les combinaisons d'alliance sont variables avec des binômes Front de gauche, d'autres seulement communistes, PCF-PG, PCF-PS, PCF-EELV, Front de gauche-NPA... Dans certains cas – minoritaires –, une division est même à l'œuvre avec deux candidatures issues toutes les deux du Front de gauche.

Mais ce sont surtout les régionales de décembre 2015 qui portent un coup fatal à la cohérence de la coalition de gauche de gauche. Comme nous l'avons précédemment évoqué, sur les treize nouvelles régions métropolitaines, dans seulement sept d'entre elles le Front de gauche concourt de manière unie. Et le score obtenu – une chute du nombre de conseillers régionaux de 125 à 40 – envenime encore un peu plus les relations entre les partis. La coalition du Front de gauche est alors gravement lézardée, voire peut être considérée comme « morte » à l'issue de ces régionales. En tout cas, le PG prend acte de cet état de décomposition et entend « défricher d'autres formules politiques »¹. Par la suite, Mélenchon n'aura de cesse de dénoncer « les alliances et les combines de terrain, le refus obstiné de label commun aux élections, la privatisation du sigle Front de gauche »² et de tracer une autre voie, visant, selon son expression, à « fédérer le peuple ». Quant aux communistes, malgré ce délitement, ils ne renoncent pas immédiatement au Front de gauche. Le bilan des régionales et la préparation de la présidentielle de 2017 sont l'occasion pour le PCF de réitérer son attachement à cette alliance et, en même temps, de réclamer sa rénovation.

Ainsi, dans le Loiret, le conseil départemental du PCF qui suit le second tour des régionales est invité à tirer les conclusions de l'échec de sa liste dans la région Centre-Val de Loire. Celle-ci est conduite par le député-maire communiste de Vierzon Nicolas Sansu. Bien qu'elle affiche le logo Front de gauche sur son matériel de campagne, elle n'est dans les faits soutenue que par le PCF et le MRC, illustrant l'état de désagrégation

¹ PARTI DE GAUCHE, « Déclaration du Parti de Gauche à l'issue du second tour des régionales », 14 décembre 2015 [en ligne].

<<https://www.lepartidegauche.fr/declaration-parti-gauche-l-issue-second-tour-des-regionales-33941/>>, consulté le 25 juillet 2021.

² CRÉPEL Sébastien et HAMLAOUI Julia, « Jean-Luc Mélenchon : "Le rassemblement de la "gauche" empêcherait le peuple de se fédérer" », *L'Humanité*, 20 septembre 2016 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/le-rassemblement-de-la-gauche-empecherait-le-peuple-de-se-federer-615991>>, consulté le 25 juillet 2021.

de la coalition. Avec 4,59 % des suffrages exprimés, elle ne parvient pas à se hisser au second tour¹. Il ne reste alors plus d'élus communistes à la région, alors qu'il y avait huit conseillers régionaux Front de gauche désignés en 2010. Le 15 décembre 2015, la fédération du Loiret se réunit donc pour faire le bilan et envisager la suite. Le secrétaire départemental Mathieu Gallois prononce alors ces mots :

« Le Front de gauche n'est pas abandonné, mais nous sommes confrontés à ses limites actuelles. Il faut le faire évoluer pour arriver à lui donner une réelle dimension populaire et aller plus loin que le regroupement d'organisations politiques. On a aujourd'hui au sein du Front de gauche une guéguerre entre partis loin des préoccupations des gens, qui plombe les débats ». Plus loin dans la réunion, un militant complète ces propos, en accusant sans ambages les partenaires du PCF : « Le Front de gauche est en compote. Mais qui est responsable ? Le Parti de gauche nous a lâchés, les citoyens engagés également ».

Au niveau local également, le débat se poursuit, notamment sur la question de savoir à qui incombe la responsabilité de l'échec du Front de gauche, de sa décrépitude.

Le 17 décembre 2015, à la section d'Amilly-Chalette, Laurianne D. s'emploie, dans son rapport introductif, à résumer la campagne des régionales et les difficultés du Front de gauche : « Le Parti de gauche a saboté le Front de gauche. Il l'a flingué ! Le Front de gauche a été détourné à des fins personnelles ». Un autre adhérent, en désaccord, rétorque alors à Laurianne : « Non, c'est de l'autoflingage ! Le Parti a préféré renoncer à une direction de campagne au niveau national pour des alliances à géométrie variable localement. On a eu un gros problème de lisibilité. C'est dommage... Le Front de gauche est en train de mourir, alors que son programme est potentiellement mobilisateur ».

¹ Aux élections régionales, les listes obtenant au moins 5 % des suffrages exprimés au premier tour peuvent fusionner en vue du second tour avec des listes ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés. En l'occurrence, la liste conduite par Nicolas Sansu envisageait de fusionner avec la liste socialiste conduite par le président de région sortant François Bonneau.

Quelques mois plus tard, le 19 mai 2016, la venue du secrétaire et du trésorier départementaux permet de relancer la discussion sur ce sujet. Le maire de Chalette-sur-Loing Franck Demaumont explique, avec véhémence, pourquoi il a « boudé » les réunions de section pendant deux mois durant la campagne des régionales : « On n'a pas eu de campagne nationale pour les régionales. Le Parti n'a eu de cesse de taper sur Mélenchon ! Et au niveau régional, qu'est-ce qu'on a eu ? Sansu, une tête de liste qui ne veut pas être élu, parce que député il se refuse à démissionner. Et en plus, il annonce avant le premier qu'au second tour il va s'allier avec les socialistes ! Alors, pourquoi voter pour lui ? Autant glisser directement le bulletin socialiste... ».

Nonobstant la situation de déchirement du Front de gauche, le PCF, sur le plan national, dit rester fidèle à cette stratégie. Son 36^{ème} congrès de juin 2016 affirme qu'il œuvre à poursuivre cette expérience de rassemblement, en la relançant et l'amenant vers une nouvelle étape appelée « front populaire et citoyen ». Sur le papier, ce nouveau front apparaît d'ailleurs comme plus large que sa version originelle, puisqu'il n'entend plus agréger le seul espace de la gauche antilibérale, mais « les forces de la gauche et de l'écologie politique »¹. Cependant, malgré les déclarations d'intention et les efforts de la direction nationale communiste de relancer sa dynamique, le Front de gauche s'évanouit définitivement dans cette période post-régionales et pré-présidentielle. L'annonce de la candidature de Jean-Luc Mélenchon le 10 février 2016 sonne définitivement le glas du Front de gauche. Rejetant la « carabistouille entre partis politiques », le leader de la désormais FI propose alors sa candidature « hors cadre de parti » et se déclare être « ouvert à tout le monde : les organisations, les réseaux, mais les citoyens d'abord »². Il mènera, par la suite, sa campagne en dehors du Front de gauche, alors que le PCF continuera d'utiliser la référence et le logo de la coalition jusqu'à son 38^{ème} congrès extraordinaire en novembre 2018.

Mais au-delà de la conjoncture électorale et des controverses sur les alliances, la

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.24.

² MÉLENCHON Jean-Luc, « "Je propose ma candidature pour l'élection présidentielle de 2017" », 10 février 2016 [en ligne].

<<https://www.dailymotion.com/video/x3reqyr>>, consulté le 25 août 2021.

crise et la fin du Front de gauche comportent en fait des causes plus profondes. Elles viennent d'une question fondamentale qui n'a jamais eu de réponse claire et nette : celle de sa nature exacte.

7.3.4. Le péché originel du Front de gauche : alliance classique ou parti ?

L'une des raisons des difficultés et de la désintégration du Front de gauche est certainement à chercher dans le flou existant quant à ce qu'il est vraiment et ce qu'il se doit d'être. Les acteurs politiques en sont restés à une hésitation, à une situation intermédiaire entre alliance classique entre organisations politiques et fondation d'un nouveau parti.

Dès les débuts de la coalition, des désaccords sont même apparus entre ses membres, désaccords qui n'ont jamais été dépassés. En résumé, le PCF a vu certes dans le Front de gauche « une forme politique nouvelle »¹, mais dans laquelle devait s'appliquer le principe de « respect de l'indépendance de chacun »², ce qui, somme toute, se rapproche de l'idée d'une alliance de sommet entre partis. *A contrario*, le PG considère, dès sa constitution, que le Front de gauche n'est que le prélude à une recomposition générale de la gauche, marquée, selon ses principaux dirigeants, par « la double faillite du communisme d'État et de la social-démocratie »³. Pour François Delapierre par exemple, le Front de gauche est l'outil visant à créer une force politique nouvelle en allant à l'encontre des « patriotismes d'organisation »⁴ et en permettant de « dépasser les forces historiques dans laquelle s'est incarnée la gauche au vingtième siècle »⁵. D'autres dirigeants du PG, à commencer par Mélenchon, sont plus explicites et envisagent de fonder un nouveau parti de « l'autre gauche », sur le modèle de Die Linke en Allemagne⁶, en réunissant dans une même organisation les communistes, les ex-

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (c), p.34.

² *Ibid.*, p.33.

³ DELAPIERRE François, *op.cit.*, 2012, p.43.

⁴ *Ibid.*, p.42.

⁵ *Ibid.*, p.39.

⁶ MÉLENCHON Jean-Luc, *op.cit.*, 2009, p.138.

Voir aussi COQUEREL Éric, *op.cit.*, p.116.

socialistes du PG et d'autres courants de la gauche alternative (républicains, écologistes, trotskistes, altermondialistes...). À chacun de leur congrès, les communistes repousseront cette perspective de fusion, en invoquant la souveraineté des organisations, voire, comme ce fut le cas en 2018, en fustigeant ce projet de fonder un nouveau parti social-démocrate « dans la confusion entre réformistes et révolutionnaires »¹, et en lui préférant un front « ouvert »² censé attirer à lui des citoyens d'horizons divers. Face à cette fin de non-recevoir de la part des communistes, le principe de réalité semble s'imposer pour les responsables du PG : si le PCF n'est pas prêt à se dissoudre dans un nouveau parti, alors ils en resteront, pour l'instant du moins, à une formule du Front de gauche comme simple alliance et conservent du modèle allemand seul « l'état d'esprit »³.

Ce sont ces divergences entre les deux principaux partis du Front de gauche qui expliquent pourquoi celui-ci en est resté à un entre-deux : ni vraiment alliance traditionnelle entre organisations politiques, ni nouveau parti. La science politique elle aussi semble s'être égarée dans ces flottements des acteurs sociaux, en tâtonnant dans la définition du Front de gauche. Ainsi, tantôt celui-ci est appréhendé comme une simple « coordination »⁴ des forces à la gauche de la social-démocratie ; tantôt il est qualifié, de façon certainement excessive, de « fédération », inspirée du modèle espagnol de la Gauche unie⁵. On pourrait également le classer dans la catégorie « coalition non-communiste semi-permanente » selon l'expression de Luke March et Cas Muddle⁶, à l'image de la Coalition démocratique unitaire (CDU) au Portugal, constituée du PCP et du Parti écologiste « Les Verts ». Quant à Romain Mathieu, il définit le Front de gauche comme une coalition, c'est-à-dire comme « une relation constituée par des entreprises politiques afin de participer sous une même marque politique à des échéances

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.66.

² LAURENT Pierre, « Rapport introductif, 36^{ème} congrès », 7 février 2013.

³ MAYER Olivier, *op.cit.*, 2008.

⁴ DELWIT Pascal, « Le Parti communiste français et le Front de gauche » in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Université de Bruxelles, 2014, p.59.

⁵ DAMIANI Marco and DE LUCA Marino, « From the Communist Party to the Front de gauche. The French radical left from 1989 to 2014 », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.49, n°4, 2016, p.320.

⁶ MARCH Luke and MUDDE Cas, « What's Left of the Radical Left? The European Radical Left After 1989: Decline and Mutation », *Comparative European Politics*, vol.3, 2005, p.28.

électorales »¹. Il décrit néanmoins la fragilité de cette coalition, qui est faiblement institutionnalisée et peu contraignante et ne fait pas disparaître les intérêts divergents entre acteurs politiques individuels, mais les transforme. Les concurrences entre organisations membres du Front de gauche et les logiques de différenciation entre elles ne s'éteignent pas ; elles se poursuivent, mais s'expriment dorénavant à l'intérieur de la coalition et non pas dans la compétition électorale.

Nous dirons, pour notre part, que le Front de gauche se rapproche d'un cartel de partis, mais d'un cartel un peu spécifique : un cartel *ouvert*.

Le mot « cartel » est mobilisé par le champ politique lui-même. Il comporte deux éléments. Premièrement, un cartel signifie, dans la terminologie militante, une alliance de sommet, entre états-majors de partis politiques, coupée du peuple, voire coupée de la base militante de ces organisations. Deuxièmement, un cartel aurait une vocation essentiellement électorale, assimilée à une lutte pour les mandats et les places. Les dirigeants et militants ont ainsi utilisé le terme pour incriminer l'évolution du Front de gauche après 2012². Par exemple, Jean-Luc Mélenchon, lors de la fondation de la FI, a pris bien le soin de distinguer son nouveau « mouvement » – et non « parti » – de l'expérience du Front de gauche, « un cartel de partis »³. De même, au moment de faire son « bilan critique » du Front de gauche, à son congrès extraordinaire, le PCF a évoqué les difficultés du rassemblement, en parlant de « cartel à vocation majoritaire », empêchant la mobilisation populaire⁴.

Dans un autre registre, en science politique, le terme « cartel » a été utilisé, comme nous l'avons vu, par Richard Katz et Peter Mair pour désigner des partis qui instaurent des formes de collusion politique. Celles-ci ont pour effet de restreindre la compétition électorale, ce qui permet à ces partis de se partager les postes électifs et les ressources

¹ MATHIEU Romain, « "Tous ensemble !" ? Genèse et institutionnalisation d'une coalition partisane improbable », *Civitas Europa*, vol.37, n°2, 2016, p.299.

² Voir par exemple MARTELLI Roger, « Les bases de l'unité existent depuis longtemps », *Regards.fr*, 6 octobre 2016 [en ligne].

<<http://www.regards.fr/archives/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/les-bases-de-l-unite-existent-depuis-longtemps>>, consulté le 27 septembre 2021.

³ MÉLENCHON Jean-Luc, « À propos du mouvement "La France Insoumise" », *Blog de Jean-Luc Mélenchon*, 10 juillet 2017 [en ligne].

<<https://melenchon.fr/2017/07/10/a-propos-du-mouvement-la-france-insoumise-2/>>, consulté le 28 septembre 2021.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.5.

financières publiques. Cependant, comme le montre Paul Bacot¹, la métaphore du « cartel » mobilisé dans ce cadre n'appartient pas au domaine politique, mais au domaine économique. Un cartel économique est, en effet, un accord, le plus souvent secret, entre entreprises, ayant pour effet de limiter la concurrence. Le consommateur est l'agent économique lésé par cette entente, puisque, par exemple, celle-ci peut se fonder sur la fixation de prix supérieurs à ceux qui résulteraient du libre fonctionnement du marché. Dans le cartel de Richard Katz et Peter Mair, c'est également la clientèle, autrement dit l'électorat, qui en est la victime². Paul Bacot précise même qu'il s'agit d'un cartel horizontal et non d'un cartel vertical³. Dans le premier cas, il s'agit d'entreprises présentes au même stade du processus de production qui se mettent d'accord, alors que, dans le deuxième cas, ce sont des organismes économiques situés le long de la filière de production, en amont et en aval.

Dans le domaine politique, historiquement, l'expression renvoie – même si la référence n'est pas investie par les acteurs politiques – au cartel des gauches. Ce dernier est une coalition de partis de gauche, qui remporte les élections législatives en mai 1924. Elle est composée du PRAD, des radicaux indépendants, du Parti républicain-socialiste (PRS) et de la SFIO. Le premier est le véritable pivot de la majorité parlementaire, le PRAD restant, selon l'expression de Jean-François Sirinelli, le cœur du réacteur de la Troisième République⁴. Les socialistes soutiennent les gouvernements sans y participer. Quant au PCF, il est empreint du violent sectarisme des débuts : ses premiers députés siègent dans l'opposition. Ce qui est intéressant à noter, et qui permet d'expliquer le parallèle entre cette période et la critique formulée à l'endroit du Front de gauche, réside dans les conditions de formation du cartel des gauches. En effet, il n'est pas une alliance politique reposant sur un accord programmatique entre les organisations ; il constitue seulement une entente électorale, motivée par la volonté commune de battre la droite

¹ BACOT Paul, « Les partis cartellisés selon Katz et Mair. Partitocratie monopoliste d'État ou service public de démocratie ? » in AUCANTE Johann, DEZÉ Alexandre et SAUGER Nicolas (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, 2008, pp.65-87.

² *Ibid.*, p.72.

³ *Ibid.*, p.76.

⁴ SIRINELLI Jean-François, *Le siècle des bouleversements. De 1914 à nos jours*, Presses universitaires de France, 2014, p.59.

regroupée au sein Bloc national, au pouvoir depuis 1919 avec la chambre bleu-horizon¹. Le mode de scrutin mixte appliqué en 1924 contraint alors à déposer des listes communes dès le premier tour². Sur ce point-là, on peut dire que l'appréciation péjorative sous la dénomination « cartel » est un peu sévère : certes, le Front de gauche est une coalition de sommet, mais elle repose bien sur une base programmatique commune, synthétisée dans *L'Humain d'abord*. En revanche, un autre élément du cartel des gauches peut être mis en relation avec l'état du Front de gauche dans l'après-2012 : le cartel des gauches est une sorte d'alliance à géométrie variable, les partis membres ne réussissant à former des listes uniques que dans seulement cinquante départements³ ; des situations de concurrence règnent donc dans de nombreux territoires⁴.

Quand nous parlons de cartel ouvert pour désigner le Front de gauche, nous attendons mettre à la fois l'accent sur sa caractéristique principale – celle d'être avant tout une alliance entre partis politiques, décidée et conclue par les directions respectives de ces organisations – et aussi sur son ambition affichée et imparfaitement aboutie – celle de mobiliser des pans de la société, plus ou moins éloignés du monde militant –. Une illustration caricaturale du premier point peut se trouver dans les tracts distribués à l'occasion des législatives de 2012. Par exemple, dans la quatrième circonscription du Loiret – à laquelle est rattachée Chalette-sur-Loing –, le candidat du Front de gauche, le maire communiste Franck Demaumont, affiche sur le haut de son tract le logo du Front de gauche, pour ensuite déployer sur le bas l'ensemble des sigles des partis politiques membres de la coalition : PCF, PG, GU, les Alternatifs, la FASE, C&A et R&S [*annexe n°15*]. Le Front de gauche prend donc ici la forme d'une agrégation d'organisations, d'une « collection de logos »⁵. Cet assemblage est d'ailleurs assez artificiel car, sur ce

¹ MONIER Frédéric, « Cartel des gauches et gouvernements radicaux (1924-1926 et 1932-1934) » in BECKER Jean-Jacques (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol.2, La Découverte, 2005, p.229.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p.230.

⁴ Outre ces considérations strictement électorales, on peut également noter que le cartel des gauches échoue sur le plan de sa politique économique, se fracassant, selon l'expression des milieux de gauche de l'époque, sur « le mur de l'argent », échec qui marque la gauche pendant plusieurs décennies.

Voir SIRINELLI, *op.cit.*, p.61.

⁵ MÉLENCHON Jean-Luc, « Éclairage sur ce qu'est l'Union Populaire », *Blog de Jean-Luc Mélenchon*, 3 septembre 2021 [en ligne].

<<https://melenchon.fr/2021/09/03/eclairage-sur-ce-quest-lunion-populaire/>>, consulté le 29 septembre 2021.

territoire, la seule force structurée est le PCF avec deux principales sections (Chalette-sur-Loing et Montargis qui en revendiquent plusieurs dizaines chacune¹). Le PG comporte quelques militants épars ; les Alternatifs sont représentés par une adjointe au maire de Chalette-sur-Loing ; les autres partis n'existent nullement dans le Gâtinais montargois. En sens inverse, le dessein de rallier des citoyens non encartés s'esquisse dès le démarrage de cette stratégie. Le 8 mars 2009, lors du meeting du « Front de gauche pour changer d'Europe », Jean-Luc Mélenchon lance ainsi :

« Je veux résumer mon propos par une formule. Le Front de gauche veut devenir un Front Populaire. À la base et au sommet. Le Front de gauche doit être le peuple lui-même qui agit politiquement. Voilà notre ambition »².

Selon la conjoncture politique et électorale, le cartel ouvert penche davantage du côté de l'alliance de sommet ou, au contraire, vers l'entraînement populaire. Comme nous l'avons déjà évoqué, la période 2012-2017 laisse apparaître un Front de gauche empêtré dans les querelles entre organisations et, de ce fait, s'apparente à un pacte entre partis politiques en déliquescence. À l'opposé, l'élection présidentielle de 2012 lui permet de côtoyer la finalité fixée d'en faire un « Front populaire », voire de se rapprocher de l'objectif des dirigeants du PG : de le transformer en parti. Ainsi, cette échéance électorale donne l'occasion au Front de gauche de se doter d'une coordination de campagne réunissant des représentants de chacun des partis membres, faisant office de « direction politique collective »³. À celle-ci s'ajoute un Conseil national de campagne présidé par Pierre Laurent, dans lequel on retrouve à la fois des porte-paroles de partis et des personnes non encartées (syndicalistes, responsables associatifs)⁴. De plus, pour préciser le programme *L'Humain d'abord*, des fronts thématiques émergent, sortes de préfigurations de commissions et secteurs internes à un parti. Enfin, le Front

¹ À titre d'exemple, en mars 2021, pour la consultation sur la stratégie aux élections régionales, la section d'Amilly-Chalette comptait 73 inscrits (autrement dit cotisants) et la section de Montargis 71.

² MÉLENCHON Jean-Luc, « Discours au meeting du Front de Gauche pour changer d'Europe – Zénith », *Blog de Jean-Luc Mélenchon*, 8 mars 2009 [en ligne].
<<https://melenchon.fr/2009/03/08/discours-au-meeting-du-front-de-gauche-pour-changer-deurope-zenith/>>, consulté le 29 août 2021.

³ COQUEREL Éric, *op.cit.*, p.210.

⁴ *Ibid.*

des luttes vise à mettre un coup de projecteur sur certaines luttes salariales emblématiques, comme celle des Fralib de Gémenos, et de fédérer les syndicalistes soutiens du Front de gauche¹. Cette structuration nationale, analogue à celle d'un parti politique, est assortie de regroupements locaux, sous la forme d'assemblées citoyennes, rassemblant adhérents et sympathisants. En 2012, il y en aurait eu cinq-cents², inégalement réparties sur le territoire hexagonal.

Sans conteste, 2012 constitue le point culminant du Front de gauche, mais qui n'a pas connu d'aboutissement, en particulier dans le sens de la transformation de ce cartel ouvert en autre chose. La question des adhésions directes résume, en quelque sorte, la tentative avortée de sortir des eaux troubles pour naviguer vers la fondation d'un véritable parti politique. Il s'agit de permettre à des personnes qui ne se reconnaissent dans aucun parti de la coalition pris individuellement de participer quand même au Front de gauche. Cette proposition, défendue par les mélenchonistes³, les refondateurs communistes⁴ ou encore Clémentine Autain⁵, s'est heurtée au refus de la direction du PCF. Accepter une telle évolution aurait signifié accéder à une métamorphose du Front de gauche vers la forme « parti », chose que la majorité des communistes n'était pas prête à céder. Au 38^{ème} congrès, au moment d'enterrer définitivement le Front de gauche, ces derniers ont débattu de nouveau de ce projet, en le condamnant une dernière fois.

La commission fédérale du texte se tient le 15 novembre 2018. Mathieu Gallois, secrétaire départemental du Loiret, lit alors un amendement de la section de La Ferté-Saint-Aubin : « Alors que nous voulions constituer les fronts les plus larges possibles visant des objectifs politiques précis, en s'appuyant sur une construction unitaire permanente avec des cadres, des formes, des alliances adaptées au contenu porté et aux échéances à affronter, nous nous sommes laissés enfermer, malgré

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Présidentielle / Législatives : Le Front de gauche lance son "Front des luttes" », communiqué de presse, 24 octobre 2011.

² COQUEREL Éric, *op.cit.*, p.214.

³ Voir par exemple DELAPIERRE François, *op.cit.*, p.108.

⁴ Voir par exemple PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.47.

⁵ AESCHIMANN Éric, « Clémentine Autain : "Oui, j'ai des désaccords avec Jean-Luc Mélenchon" », *L'Obs*, 28 mars 2015 [en ligne].

<<https://www.nouvelobs.com/politique/20150324.OBS5373/clementine-autain-oui-j-ai-des-desaccords-avec-jean-luc-melenchon.html>>, consulté le 30 septembre 2021.

nous, entre une conception du Front de gauche le réduisant soit à un cartel électoral d'organisations, soit à une nouvelle organisation politique via des adhésions individuelles directes ayant vocation à absorber à terme les formations politiques ».

Au-delà de ce débat sur la nature du Front de gauche, la dispute, puis le divorce à partir de 2017, entre le PCF et le FI résident également dans une divergence sur la stratégie politique à adopter. D'un côté, le PCF entend poursuivre une stratégie de rassemblement de la gauche, alors que la FI s'oriente vers le populisme de gauche.

7.3.5. Rassemblement de la gauche contre populisme de gauche

À l'approche de l'échéance présidentielle de 2017, la distance qui sépare communistes et insoumis s'agrandit. Le désaccord porte principalement sur la stratégie à suivre pour l'élection. Le 10 février 2016, Jean-Luc Mélenchon fait acte de candidature. Une semaine plus tard se tient une rencontre bilatérale entre une délégation du PCF et du PG. Les participants¹ évoquent alors le sujet de la candidature de l'eurodéputé insoumis. Le compte-rendu de la réunion rédigé par les communistes indique que ceux-ci désapprouvent « le caractère non concerté et donc imposé de la proposition de candidature de Jean-Luc Mélenchon » les « plaçant devant le fait accompli d'une démarche personnelle ». Le PCF reprochera ainsi pendant toute la campagne, même une fois qu'il aura apporté son soutien officiel à Jean-Luc Mélenchon en novembre 2016, sa démarche « hors Front de gauche ». Quant aux représentants du PG, ils ne comprennent pas l'insistance de leurs partenaires à vouloir participer à une primaire de la gauche – que le PCF enterrera définitivement à l'automne – « qu'ils appellent primaire de Cambadélis » et « qui, selon eux, est une perte de temps ne pouvant aboutir qu'à renforcer le Parti socialiste ». En outre, en plus de ces éléments

¹ Côté PCF, il s'agit du secrétaire national Pierre Laurent, du porte-parole du parti Olivier Dartigolles et des membres du Comité exécutif national Robert Injey et Marie-Pierre Vieu. Côté PG, il s'agit du co-coordonateur Éric Coquerel, du secrétaire général François Cocq et des secrétaires nationaux Sarah Legrain et Paul Vannier.

somme toute assez conjoncturels, une divergence plus profonde transparaît lors de la rencontre, qui est formulée en ces termes par la délégation communiste : « il ne faut pas opposer rassemblement des forces politiques disponibles et mise en mouvement du peuple, l'un et l'autre se nourrissant ».

Que signifie plus précisément cette phrase ? Elle pointe du doigt le désaccord stratégique entre les deux partis membres du Front de gauche agonisant. D'une part, le PCF, même s'il s'en défend, axe sa stratégie sur « le rassemblement des forces de gauche », autrement dit une coalition assez classique entre partis politiques, s'accordant par une entente au sommet, sur le modèle de l'union de la gauche ou du Front de gauche. Le congrès de juin 2016 parle du « rassemblement de toutes les composantes de la gauche [...] qui veulent une alternative à la politique gouvernementale »¹ et même « d'alliances avec des courants transformateurs et réformistes »². Le terme « réformiste » est d'ailleurs largement débattu à ce congrès, puis voté après une longue intervention de Pierre Laurent. Mais, il veut dire clairement que le PCF misait sur une fracture du PS, espérant que son aile gauche se détache du « pouvoir Hollande-Valls »³. La direction nationale s'efforce pendant plusieurs mois de construire ce « large » rassemblement de la gauche à travers différentes initiatives (par exemple, de nombreux appels et pétitions), dont les « lundis de gauche » en février et mars 2016. Elle invite alors au colonel Fabien chaque lundi des représentants d'associations, de syndicats et de partis politiques de gauche pour débattre de la présidentielle à venir et essayer de proposer une candidature commune pour 2017. Participent entre autres à ces discussions des écologistes (l'eurodéputé Yannick Jadot, la députée Cécile Duflot), des membres de la gauche du PS (les députés frondeurs Christian Paul et Pouria Amirshahi, Gérard Filoche, l'eurodéputé Guillaume Ballas qui deviendra en décembre 2017 coordinateur national de Génération.s) ou Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble !. Manquent à l'appel les dirigeants du PG.

Ceux-ci se lancent dans l'aventure de la FI, qui débute avec l'annonce de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Surtout, ils appliquent une stratégie autre que celle

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.13.

² *Ibid.*, p.14.

³ *Ibid.*

de l'union de la gauche, appelée « mise en mouvement du peuple » dans le compte-rendu de la réunion bilatérale de février 2016, ou plus simplement « populisme de gauche ». Ainsi, selon Manuel Cervera-Marzal un « tournant populiste » marque la campagne présidentielle de Mélenchon de 2017, comparativement à celle de 2012¹.

Avant de s'attarder plus longuement sur la stratégie populiste de gauche mise en œuvre par la FI, il nous faut brièvement cerner cette notion de « populisme », largement débattue, voire controversée, notamment en science politique. Deux problèmes majeurs traversent ce concept. D'abord, du fait de son imprécision, il est utilisé pour caractériser des phénomènes très divers, tant au niveau temporel, spatial que des nuances politiques concernées. Historiquement, le qualificatif « populiste » a été accolé à des épisodes hétérogènes, notamment le mouvement narodniki en Russie au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, le boulangisme en France dans les débuts de la Troisième République, ou encore, à la même période, le People's Party (ou Parti populiste) aux États-Unis porté par des milieux paysans des États du Sud et de l'Ouest². Il est associé à des mouvements d'extrême-droite (le RN en France, les Démocrates de Suède (SD), les Vrais Finlandais (PS), l'Union démocratique du centre (UDC) en Suisse...), de gauche radicale (Podemos en Espagne, Syriza en Grèce) ou plus difficilement rangeables sur l'échelle gauche-droite (Mouvement 5 étoiles (M5S) en Italie). Des expériences de gouvernement variées sont également classées dans cette catégorie : celles de Juan Perón en Argentine entre 1946 et 1955, d'Alberto Fujimori au Pérou entre 1990 et 2000, de Silvio Berlusconi en Italie entre 1994 et 1995, d'Hugo Chávez au Venezuela entre 1999 et 2013, de Donald Trump aux États-Unis entre 2017 et 2021, de Viktor Orbán en Hongrie depuis 2010... Le populisme apparaît donc comme un mot fourre-tout, regroupant des éléments peu comparables. Ensuite, il s'agit d'une terminologie mobilisée par les acteurs politiques eux-mêmes, ce qui a comme conséquence d'aggraver l'apparence d'approximation. Le populisme est alors une étiquette soit accusatrice et dépréciative attribuée à un adversaire, soit revendiquée de manière positive à son propre compte.

Malgré ces deux défauts, de nombreux chercheurs se sont efforcés d'en définir plus

¹ CERVERA-MARZAL Manuel, *op.cit.*, p.11.

² Pour plus de détails, voir REYNIE Dominique, *Les nouveaux populismes*, Fayard, 2013, pp.19-24.

clairement les contours. Ils soulignent notamment le rapport incertain que le populisme entretient avec la démocratie. Plus clairement, le populisme repose sur une critique acerbe de la démocratie représentative, considérée comme une usurpation du pouvoir¹. Les élites politiques prétendraient gouverner en faveur du peuple, mais seraient en fait incapables et corrompues, le tromperaient et agiraient contre lui. Méfiants envers la représentation politique, les populistes proclament alors la souveraineté illimitée du peuple, devant s'exprimer dans les pratiques de démocratie directe. Plusieurs auteurs analysent cette vision des choses comme un illibéralisme démocratique, dérapant possiblement vers l'autoritarisme².

Outre cette tentative de détermination du populisme comme un danger pour la démocratie de type représentatif et libéral, on retrouve chez les chercheurs des définitions plus minutieuses du populisme. Consacrant son ouvrage aux mouvements ayant essaimé dans les pays européens depuis les années 1990, Dominique Reynié dégage huit caractéristiques du populisme. Celui-ci se présente comme une forme d'appel au peuple. Il déploie un discours anti-élites (contre l'*establishment* politique, économique et social), xénophobe (le peuple étant menacé dans sa cohésion par les immigrés) et nationaliste (hostilité à l'Union européenne). Il emprunte le chemin de l'opportunisme programmatique, n'hésitant pas à mêler ses références nationalistes à des revendications plus sociales. L'organisation des mouvements populistes est construite autour d'un chef, dont l'autorité ne peut être contestée. Le populisme a recours à la démagogie et à l'outrance et, enfin, il met en cause personnellement ses adversaires et ne se limitant pas à des controverses sur la base d'arguments politiques³.

Toutefois, cette définition très fine et complète comporte une défaillance majeure. Elle paraît trop restrictive et ne s'applique qu'à une seule forme de populisme, celui de droite. C'est ainsi que Dominique Reynié parle de « populisme patrimonial » pour qualifier les partis politiques qui constituent des réactions à l'angoisse exprimée par

¹ *Ibid.*, p.15.

² Cette analyse est, par exemple, celle de Pierre Rosanvallon (*Le Siècle du populisme : Histoire, théorie, critique*, Éditions du Seuil, 2020) et de Takis S. Pappas (*Populism and Liberal Democracy. A Comparative and Theoretical Analysis*, Oxford University Press, 2019). Voir LAZAR Marc, « À propos du populisme », *Histoire Politique*, n°42, 2020 [en ligne].

<<http://journals.openedition.org/histoirepolitique/645>>, consulté le 18 septembre 2022.

³ REYNIÉ Dominique, *op.cit.*, pp.25-29.

certains secteurs des populations européennes face à ce qui est vécu comme une dévalorisation de leur patrimoine matériel et de leur patrimoine culturel¹. L'angoisse pesant sur le patrimoine matériel est relatif à la peur d'une diminution du niveau de vie qui pourrait être causée par la mondialisation économique et par la crise de l'État-providence. Celle touchant le patrimoine culturel concerne une altération de l'identité nationale, qui serait produite par une « recomposition ethnoculturelle des sociétés européennes »² due à une augmentations du nombre d'immigrés, et tout particulièrement d'immigrés de confession musulmane. On constate donc que ce qui est visé par Dominique Reynié dans son analyse est l'extrême-droite. Il affirme d'ailleurs que « le véritable populisme » est « le populisme de droite »³. Jean-Luc Mélenchon, qui se réclame pourtant du label « populiste » depuis la campagne présidentielle de 2012 – et de manière plus construite avec celle de 2016 –, est écarté de son classement. En effet, Dominique Reynié remarque que si Jean-Luc Mélenchon utilise certains ingrédients du populisme – la personnalisation de son organisation, son discours antieuropéen et antiallemand –, il ne va pas jusqu'au bout de la logique populiste en n'empruntant pas la pente menant vers le nationalisme, la xénophobie et l'option sécuritaire. Il note : « La promotion de l'opinion xénophobe est une condition *sine qua non* du succès électoral populiste. En ce sens, il n'y a pas de populisme de gauche. Tel est le problème de Jean-Luc Mélenchon »⁴.

Nous pensons, au contraire, qu'il faut prendre au sérieux les acteurs politiques qui invoquent le qualificatif « populiste » pour se désigner. D'autant plus que pour ce qui est de Jean-Luc Mélenchon, celui-ci a dès 2014 tenté d'élaborer – comme nous le verrons plus bas – une sorte de pensée populiste de gauche, fondée sur des écrits philosophiques et théoriques. Ainsi, pour ne pas avoir à exclure de notre champ d'étude le populisme de gauche, nous préfererons une définition qui peut paraître plus minimaliste, celle donnée par Margaret Canovan. Celle-ci délimite le populisme à partir

¹ *Ibid.*, p.37.

² *Ibid.*, p.35.

³ *Ibid.*, p.41.

⁴ *Ibid.*, p.316.

de deux critères¹ : une révolte contre l'ordre établi et un appel au peuple². La richesse de cette conception réside, à notre sens, dans la possibilité d'y intégrer différentes variantes de populisme, de droite comme de gauche. Le fait qu'il soit perçu comme une forme d'opposition aux élites permet d'appréhender une certaine relativité du phénomène. Selon les idées et valeurs promues par lesdites élites, le contenu du populisme sera différent. Par exemple, dans un pays où le projet politique de l'*establishment* est tourné vers le libéralisme économique, le populisme prendra le visage d'une exigence de protection mise en œuvre par l'État social face au libre marché. Au contraire, si les élites pratiquent un interventionnisme étatique important, il s'agira pour les populistes de s'insurger contre ce qui sera perçu comme un étatismisme et contre la lourdeur des impôts³. De la même façon, la prétention de parler au nom du peuple peut prendre différentes formes⁴. Elle peut impliquer une division, en traçant une frontière entre le peuple national et les étrangers, ce qui est l'apanage des populismes de droite. Mais, cet appel au peuple peut aussi envelopper une opposition entre, d'une part, les « gens ordinaires » ou les « petites gens » et, d'autre part, l'« oligarchie » ou la « caste » qui serait éloignée des réalités du peuple et aurait détourné le pouvoir à son profit⁵. Ici, la définition de Margaret Canovan donne suffisamment de souplesse pour permettre d'y inclure un populisme de gauche.

Qu'est-ce que donc le populisme de gauche version FI ? Celui-ci apparaît dans le livre, en quelque sorte manifeste du populisme de gauche dans sa variante française, de Jean-Luc Mélenchon intitulé *L'ère du peuple*⁶. Le responsable insoumis part du constat, selon lui, d'un double échec politique à gauche : celui du « communisme d'État »

¹ CANOVAN Margaret, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, Volume 47, 1999, pp.2-16.

² C'est aussi la définition que donne Marc Lazar du populisme : « On désigne ainsi les partis et les mouvements qui estiment qu'un antagonisme irréductible, une *summa divisio*, un clivage décisif opposent le peuple supposé unique et vertueux à une caste, un establishment tout aussi homogène et complotant en permanence contre ce même peuple » (p.1). LAZAR Marc, « Une Europe sous l'influence de forces populistes encore désunies », *The Conversation*, 29 avril 2019 [en ligne]. <https://theconversation.com/une-europe-sous-linfluence-de-forces-populistes-encore-desunies-115965>, consulté le 19 septembre 2022.

³ *Ibid.*, p.4.

⁴ *Ibid.*, p.5.

⁵ L'une des sections du programme de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle 2017 parle de « balayer l'oligarchie, abolir les privilèges de la caste ». FRANCE INSOUmise, *L'Avenir en commun*, Éditions du Seuil, 2016, p.24.

⁶ MÉLENCHON Jean-Luc, *L'ère du peuple*, Fayard, 2014.

écroulé avec le mur de Berlin et celui de la social-démocratie dissoute dans le libéralisme. Dépassant ces deux alternatives défuntes à ses yeux, il recherche en quelque sorte une nouvelle voie à gauche. Celle-ci réside dans un nouvel acteur politique, le peuple qui « prend la place qu’occupe hier la classe ouvrière révolutionnaire dans le projet de la gauche »¹ ; mais un peuple bien particulier, le peuple des villes, ces « nuées humaines urbanisées qui forment l’essentiel de la population contemporaine »², et qui mène son action au nom de l’intérêt général. Ce nouveau sujet de l’histoire s’oppose à l’oligarchie, qui accumule les richesses, contrôle le marché immobilier – ce qui fait flamber les prix des logements urbains – et promeut la privatisation des services publics – ce qui éveille la conscience du peuple urbain, qui s’en trouve de plus en plus exclu –. Le moyen par lequel ce peuple conquiert le pouvoir est appelé par Jean-Luc Mélenchon « révolution citoyenne ». C’est essentiellement une révolution par les urnes, qui passe aussi par un processus constituant destiné à réécrire la constitution française.

Cette version mélenchoniste du populisme de gauche est une interprétation vulgarisée de celle des philosophes Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Comme Jean-Luc Mélenchon, ces derniers analysent la transformation de la social-démocratie et tentent de trouver un nouveau chemin pour la gauche. La social-démocratie contemporaine serait marquée par l’acceptation de la mondialisation, par l’adhésion à l’idée de l’ancienne Premier ministre britannique Margaret Thatcher selon laquelle il n’y a pas d’autre alternative au néolibéralisme (« There is no alternative » ou TINA). En évoluant de la sorte, elle renie le clivage gauche-droite et s’engouffre dans le « consensus au centre »³. Désormais – et les deux philosophes attaquent précisément le Parti travailliste au temps de Tony Blair –, la politique se présente comme une alternance entre un centre-droit et un centre-gauche ayant le même projet de société, le suffrage n’étant là que pour départager l’équipe qui aura la charge de gérer les affaires publiques. Pour sortir de cette situation, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe proposent la mise en œuvre d’un populisme de gauche, défini comme « une stratégie discursive établissant une frontière politique »⁴ entre le peuple et l’oligarchie. Pour que le peuple se construise

¹ *Ibid.*, p.110.

² *Ibid.*, p.13.

³ MOUFFE Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, 2018, p.15.

⁴ *Ibid.*, p.23.

politiquement, il est nécessaire, en résumé, de réunir trois éléments. Premièrement, en désignant un adversaire – l’oligarchie –, on permet de tracer une frontière claire séparant « nous » et « eux ». Deuxièmement, une force politique qui se réclame du populisme de gauche doit mobiliser les affects dans la construction de ce « nous » et ne pas être enfermé dans le rationalisme qui serait l’apanage des partis de gauche traditionnels¹. Enfin, le populisme de gauche doit avoir pour objectif de réunir diverses revendications, « d’établir une chaîne d’équivalence entre les demandes des travailleurs, des immigrés et de la classe moyenne en voie de précarisation, de même qu’entre d’autres demandes démocratiques, comme celles portées par la communauté LGBT »².

Cette conversion de Jean-Luc Mélenchon au populisme de gauche suscite des réactions négatives et des critiques de la part des communistes. Début 2018, un numéro de *Cause commune*, « la revue d’action politique du PCF », est ainsi spécifiquement consacré au populisme de gauche³. La contestation par les communistes de la stratégie de leur ancien partenaire porte sur plusieurs points. D’abord, celle-ci est perçue comme un effacement du clivage gauche-droite, ce qui n’est pas sans questionner une organisation qui fonde sa perspective politique sur un rassemblement des forces de gauche. Ainsi, Pascal Savoldelli, responsable en charge des élections au Comité exécutif national, déclare dans son rapport au Conseil national qui suit le second tour de l’élection présidentielle de 2017 :

« Sur fond d’une véritable crise institutionnelle et démocratique, les différentes forces ont joué du discrédit des partis politiques, pour s’employer à effacer le clivage gauche/droite, et ce dans l’objectif de recomposer le paysage politique sans perspective progressiste. Car enfin, il ne faut pas confondre l’affaiblissement des partis dits "traditionnels" et l’effacement du clivage gauche-droite entretenu par Macron, Le Pen et malheureusement par Mélenchon »⁴.

Pour le PCF, les données du problème à résoudre peuvent être résumées de la sorte :

¹ *Ibid.*, p.104.

² *Ibid.*, pp.41-42.

³ *Le populisme dans tous ses états*, Cause commune, n°3, janvier-février 2018.

⁴ SAVOLDELLI Pascal, « Rapport au Conseil national », 11 mai 2017.

comment réunir la gauche quand sa principale force à partir de 2017, la FI, ne s'en réclame pas ou du moins marginalement ? Son principal dirigeant exprime ainsi clairement, à la veille de l'échéance présidentielle, son refus d'une alliance de la gauche, en affirmant que le « rassemblement de la "gauche" empêcherait le peuple de se fédérer »¹.

Effacement du clivage gauche-droite, mais également disparition de la lutte des classes. Pour les communistes, le populisme de gauche s'apparente à une lecture politique sans rapports d'exploitation et de domination, à une approche *aclassiste*. Dans *Cause commune*, Christian Picquet insiste :

« En tendant à contester la pertinence du clivage entre droite et gauche [...], lequel n'est jamais que la réfraction, sur le théâtre politique, d'une lutte de classes toujours plus âpre à mesure que s'intensifie l'offensive d'un capital financiarisé et mondialisé comme jamais, les tenants d'une pareille posture s'affranchissent simultanément d'une approche de classe des défis de l'heure »².

En somme, le PCF voit dans l'expérience populiste une sorte de nouvel habillage de la social-démocratie, qui nie le clivage de classe et repousse le dépassement du capitalisme comme finalité politique.

Enfin, la mobilisation des affects populaires est un sujet problématique pour Fabien. Comment animer les passions du peuple si ce n'est par l'intermédiaire d'un leader charismatique, d'« un tribun du peuple » ? Et, dès lors, cela n'implique-t-il pas une verticalité excessive du pouvoir politique et de privilégier une forme exacerbée de démocratie représentative contre la démocratie directe³ ? Et au niveau des organisations partisans, cela ne signifie-t-il pas l'édification d'un nouveau type d'entreprise politique, où un sommet personnalisé par un chef entretiendrait des relations directes avec sa base, remettant ainsi en cause la structure pyramidale – ou prétendue telle – d'un

¹ CRÉPEL Sébastien et HAMLAOUI Julia, *op.cit.*, 2016.

² PICQUET Christian, « Ni définition pertinente, ni projet d'avenir pour la gauche » in *Le populisme dans tous ses états*, Cause commune, n°3, janvier-février 2018, pp.41-43.

³ QUÉTIER Jean, « Que penser du populisme de gauche ? » in *Le populisme dans tous ses états*, Cause commune, n°3, janvier-février 2018, pp.20-22.

parti communiste composé de différents étages, dont les représentants sont censés être légitimes car élus par les adhérents ? Pour finir, comme le suggère Roger Martelli, « on peut objecter que la mobilisation populiste des affects populaires peut se retourner contre ceux qui l'utilisent »¹. En d'autres termes, au lieu de construire « positivement » le peuple en fédérant les revendications démocratiques dont parlent Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, en approfondissant la souveraineté populaire et en désignant un responsable – l'oligarchie –, un glissement peut s'opérer en n'attisant que les peurs et les exaspérations. Autant de sentiments qui feraient éclore la dénonciation d'un bouc émissaire, à l'image de l'extrême-droite à propos des immigrés.

Bref, le « tournant populiste » soulève de nombreuses interrogations chez les communistes, interrogations que nous avons pu observer de manière plus ou moins explicite dans le Loiret. La tension entre les deux stratégies opposées proposées par les deux anciens alliés dans le Front de gauche – rassemblement de la gauche contre populisme de gauche – est notamment apparue lors de la campagne des législatives de 2017. Contrairement à la grande majorité des circonscriptions où un duel « fratricide » entre la FI et le PCF avait cours, dans la quatrième circonscription du Loiret, le groupe insoumis local décide de soutenir un binôme communiste à cette élection. Il est alors prévu qu'un tract de quatre pages, synthétisant le programme et la vision portés par les candidats, soit distribué. Son élaboration fait l'objet d'une négociation entre les sections communistes et le groupe insoumis du Montargois. Une sorte de « navette » – à l'image de la navette parlementaire – s'instaure. Le texte circule d'une organisation à l'autre par voie d'emails. Les communistes en rédigent le projet initial. Cette première mouture est transmise aux insoumis qui modifient plusieurs passages du texte. Puis, celui-ci retourne chez les premiers qui débattent des changements proposés et l'amendent encore. Après plusieurs jours d'échanges, la version définitive du tract, fruit d'un compromis entre communistes et insoumis, est actée. La question du populisme de gauche surgit à travers la formule « fédérer le peuple » proposée par les insoumis, qui fait réagir certains communistes.

¹ MARTELLI Roger, « Un populisme de gauche est-il possible ? » in BADIE Bertrand (dir.), *En quête d'alternatives. L'état du monde 2018*, La Découverte, 2017, pp.192-193.

Dans un mail daté du 14 mai 2017, Claude M. demande de supprimer la formule. Il argumente en disant qu'il faut « caractériser plus que par l'expression "fédérer le peuple" l'ampleur du rassemblement que nos candidatures veulent favoriser à gauche ». Il propose de la remplacer par « une majorité de députés de progrès, bien à gauche, est possible ».

Sa proposition est rejetée telle qu'elle par les insoumis, qui acceptent, cependant, une sorte de synthèse entre « fédérer le peuple » et « représenter la gauche ». C'est ainsi que, dans la dernière mouture du tract, il est écrit : « Les sept millions d'électeurs qui ont fait le choix du vote Jean-Luc Mélenchon [...] exigent le rassemblement des forces de gauche et de progrès, condition de la victoire. Dans le Gâtinais, ce rassemblement est porté par nos candidatures (PCF, FI, Ensemble !). Elles sont les seules capables de fédérer le peuple, dans sa diversité politique et sociale ».

Assurément, l'opposition entre populisme de gauche et rassemblement des forces de gauche telle qu'elle est présentée et vécue par les acteurs sociaux est, dans les faits, moins nette. Manuel Cervera-Marzal montre que, contrairement aux apparences, l'adoption d'une ligne populiste ne signifie pas l'évacuation des marqueurs de gauche¹. Malgré les déclarations de ses principaux dirigeants qui proclament que Jean-Luc Mélenchon entend sortir « des sentiers battus de la gauche » pour incarner « une forme de centralité populaire »², le discours de la FI constitue en fait une sorte d'hybridation entre des référents bien marqués à gauche et une tonalité populiste plus rassembleuse. La campagne de 2017 de Jean-Luc Mélenchon mêle ainsi des symboles (*Le Chant des canuts* entonné à Lyon), des mots (« les ouvriers », « la Sécurité sociale »...) et des personnages historiques (Jaurès, Marx) faisant partie du patrimoine classique de la gauche et un appel au peuple, résumé dans l'expression « les gens ». De plus, comme l'indique Marc Lazar, dans certaines phases de son histoire, le PCF a adopté une rhétorique et une pratique populistes, renonçant alors à se définir comme le porte-parole

¹ CERVERA-MARZAL Manuel, *op.cit.*, pp.273-280.

² *Ibid.*, p.273

de la seule classe ouvrière¹. Dans les périodes d'ouverture et d'alliance à gauche, il s'assigne la tâche de « rassembler le peuple », ce qui fait que son discours marxiste classique de lutte des classes est relégué au second plan afin de mettre en scène une opposition entre les « gros » et les « petits »². Ces traces populistes et ce lexique non-classiste apparaissent notamment au moment du Front populaire et dans les années 1970 avec l'union de la gauche.

En dépit de ces nuances, les représentations des acteurs politiques, et tout particulièrement des communistes, sur le populisme de gauche et la construction d'une opposition avec le rassemblement de la gauche peuvent être considérées comme l'une des sources du conflit, puis de la fracture, entre le PCF et la FI et l'adoption pour le premier d'une nouvelle stratégie.

7.4. Le repli identitaire (depuis 2017)

Les élections de 2017 marquent une rupture définitive avec la période du Front de gauche. Elles sont caractérisées par des louvoiements stratégiques de la part du PCF. Après des mois d'hésitations et même d'appel à l'organisation d'une primaire de la gauche, les communistes finissent par soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle tout en décidant de mener une campagne « autonome ». Pour les législatives, aucun accord national n'est trouvé entre le PCF et la FI, ce qui conduit à une situation de concurrence dans la grande majorité des circonscriptions, très souvent au désavantage des candidats communistes.

À l'issue de ces échéances, et tout particulièrement avec le congrès extraordinaire de 2018, une réévaluation des orientations stratégiques est actée. Elle peut être résumée en trois points. Premièrement, pour les élections nationales à circonscription unique (comme les européennes ou la présidentielle), le PCF semble désormais refuser de « se ranger » derrière un autre candidat et opte pour la présentation d'un « candidat maison », ce qui assurerait, selon les instances dirigeantes communistes, la visibilité de leur parti

¹ LAZAR Marc, « Du populisme à gauche : les cas français et italien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°56, octobre-décembre 1997, pp.121-131.

² *Ibid.*, p.124.

sur la scène nationale et permettrait son redressement. Le mot d'ordre du retour du PCF sur la scène nationale, avec le slogan « PCF is back »¹, est d'ailleurs scandé par le secrétaire national Fabien Roussel. Deuxièmement, concernant les élections locales ou les élections nationales territorialisées – comme les élections législatives qui font la part belle aux spécificités territoriales des circonscriptions et donnent un poids certain aux notables locaux –, la règle est l'application d'une stratégie à géométrie variable, permettant de conserver le plus d'élus possible. Elle est mise en pratique aux élections régionales de juin 2021 où, en fonction des régions, les combinaisons choisies sont fortement différentes. Ainsi, sur douze régions métropolitaines, on en compte trois où une alliance de type « Front de gauche » est conclue², six où les communistes se rangent derrière une tête liste socialiste³ – qui est, dans la grande majorité des cas, le président ou la présidente sortant du conseil régional –, deux où ils intègrent une liste écologiste⁴ et une où toutes les forces de gauche et écologistes sont rassemblées⁵. Aux élections départementales qui se tiennent le même jour que les régionales, cette malléabilité s'affiche également. Par exemple, sur les vingt-et-uns cantons du département du Loiret, le PCF forme un binôme avec le PS sur six d'entre eux ; sur deux cantons, il fait alliance avec des écologistes ; sur sept autres, il décide de se présenter seul et sur les six derniers il laisse le champ libre à d'autres partis politiques. Enfin, sur des questions non électorales, l'organisation communiste s'autorise à des fronts plus larges, dit « sectoriels » unissant potentiellement toute la gauche. Ces fronts naissent de

¹ MATHOUX Hadrien et QUÉMÉNER Soazig, « Fabien Roussel : "Le problème de la gauche, ce n'est pas sa division mais sa faiblesse" », *Marianne*, 15 avril 2021 [en ligne].

<<https://www.marianne.net/politique/gauche/fabien-roussel-le-probleme-de-la-gauche-ce-nest-pas-sa-division-mais-sa-faiblesse>>, consulté le 13 octobre 2021.

² Il s'agit des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Île-de-France et Normandie. Dans la première, la sénatrice communiste de la Loire Cécile Cukierman conduit une liste qui comprend le PCF, la FI et Ensemble !. La fédération de l'Allier décide, cependant, de rentrer en dissidence et rejoint la liste socialiste de l'ancienne ministre de François Hollande Najat Vallaud-Belkacem. En Île-de-France, c'est la députée insoumise Clémentine Autain qui est à la tête d'une liste FI-PCF-R&S. Enfin, en Normandie, le député communiste Sébastien Jumel regroupe le PCF, la FI et le PRG.

³ Ces six régions sont la Bourgogne-Franche-Comté (avec la liste de la présidente sortante Marie-Guite Dufay), la Bretagne (avec la liste du président sortant Loïg Chesnais-Girard), le Centre-Val de Loire (avec la liste du président sortant François Bonneau), la Nouvelle-Aquitaine (avec la liste du président sortant Alain Rousset), l'Occitanie (avec la liste de la présidente sortante Carole Delga) et les Pays de la Loire (avec la liste de l'ancien ministre socialiste délégué à l'Agroalimentaire Guillaume Garot). En Nouvelle-Aquitaine, la fédération des Deux-Sèvres apporte son soutien à la liste FI.

⁴ Il s'agit du Grand-Est et de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

⁵ Il s'agit des Hauts-de-France avec la liste de la députée européenne écologiste Karima Delli.

l'opposition à la politique menée par le président Macron, ou plus généralement de l'opposition à la politique libérale, et se bâtissent « sans partenaires privilégiés *a priori* »¹. La mobilisation contre le projet de réforme des retraites porté par le gouvernement Philippe en est une illustration. Le 11 décembre 2019, un meeting rassemblant les dirigeants des principales forces politiques de gauche et d'extrême-gauche se tient à la Bourse du travail de Saint-Denis. Un calendrier d'actions commun est établi à la suite de cette initiative. Un « comité de liaison des forces de gauche et écologistes » se réunit au colonel Fabien la semaine suivante². Quelques jours plus tard est publiée une déclaration commune des partis « progressistes »³, minimaliste puisqu'elle ne met l'accent que sur l'opposition à l'allongement de la durée de cotisations et à l'augmentation de l'âge de départ en retraite, sans émettre de propositions alternatives⁴.

En dépit de cette souplesse selon les circonstances et le terrain d'action, un revirement de la philosophie générale dans la conception même du rassemblement est à l'œuvre après 2017. Sa marotte est de développer l'« initiative communiste »⁵, en menant des campagnes autonomes, tout particulièrement sur le plan électoral. Le PCF tend désormais à être perçu comme le seul vecteur du rassemblement, autour duquel devrait se nouer les alliances. Cette nouvelle ligne stratégique n'est pas sans provoquer des remous, en provenance notamment des refondateurs.

Ainsi, le Conseil national des 2 et 3 juin 2018 qui s'attache à débattre de la base commune proposée par la direction sortante est le théâtre d'un échange sur la nouvelle stratégie à suivre. L'un des animateurs du courant refondateur, Franck Mouly, déclare alors :

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.13.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Pour construire une réponse politique, le PCF à l'initiative », 18 décembre 2019 (c) [en ligne].

https://www.pcf.fr/pour_construire_une_reponse_politique_le_pcf_l_initiative>, consulté le 13 octobre 2021.

³ *Ibid.* Les signataires sont : Ensemble !, EELV, la Gauche démocratique et sociale (GDS), la GRS, G.s., les Radicaux de Gauche, le PCF, le PS, Pour une écologie populaire et sociale (PEPS), Place publique (PP), R&S et l'Union des démocrates et écologistes (UDE). Manque à l'appel la FI.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Déclaration commune : Une réforme des retraites, oui mais pas celle-là ! », 20 décembre 2019 (a) [en ligne].

https://www.pcf.fr/actualite_d_declaration_commune_une_reforme_des_retraites_oui_mais_pas_celle_l>, consulté le 13 octobre 2021.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.12.

« Sur la stratégie, on abandonne tout projet de construction politique à gauche. Retour aux années 80 et au nouveau rassemblement populaire majoritaire, derrière un PCF pourtant plus affaibli que jamais ».

Les tenants de la ligne identitaire, en sens inverse, s'élèvent contre la proposition de création d'un « forum politique national » permanent, voulue par Pierre Laurent et l'exécutif national. Ils l'assimilent aux expériences de coalition de gauche radicale, comme les collectifs antilibéraux et le Front de gauche, honnies par eux. Ainsi, l'économiste Denis Durand s'interroge :

« Il est vital que le congrès puisse répondre à la question de savoir si on poursuit une stratégie où la recherche d'une entente avec diverses forces réformistes ou populistes nous conduit à faire passer au second plan les idées communistes (même lorsque le contraire est écrit dans nos textes de congrès), ou si on mène notre bataille de rassemblement en considérant nos idées et notre force militante comme des atouts et non pas des handicaps ».

Le vote des adhérents et la motion finalement validée en congrès assurent la victoire des seconds et l'établissement d'une logique de repli.

« Il est essentiel d'être présents avec nos candidat·e·s à toutes les élections »¹ : cette disposition apparaissant dans le texte final du congrès extraordinaire résume à elle seule le recroquevillement du PCF après une décennie d'ouverture vers la gauche radicale. La mettre en œuvre permettrait, selon les identitaires, de sortir de l'« effacement » et de renforcer l'influence des communistes dans la sphère politique. Elle est très commentée, à toutes les échelles de l'organisation. Au congrès départemental du Loiret, la section de Montargis réussit à la remplacer par la phrase « être présents avec des candidats communistes pour faire gagner la gauche antilibérale ». Ce retour au paradigme du Front de gauche ne passe pas le tamis du congrès national, qui en reste à la version initiale du texte. En revanche, un débat sur la mise en pratique concrète de ce principe est déclenché à Ivry-sur-Seine par des délégués de petites fédérations.

¹ *Ibid.*, p.13.

Un intervenant de la fédération de l'Ain (194 cotisants fin 2018) essaie de prouver le peu d'efficacité que présente un tel principe : « La présence d'un candidat communiste à toutes les élections, quelle utilité ? Par exemple, aux élections cantonales, dans beaucoup de canton on fait 1 %. Présenter un candidat à toutes les élections revient à payer des affiches et des bulletins parce qu'on fait moins de 2 ou 3 %. Il faut que ce soit décidé par les communistes sur place s'ils présentent un candidat ou pas ».

Malgré cela, le principe de présenter des candidats communistes à toutes les élections est acté et est pratiqué dès l'élection suivante : les européennes de mai 2019. Courant 2018 est pourtant proposée la construction d'une « liste de rassemblement » autour d'une plateforme commune, censée pouvoir mobiliser l'ensemble des partis politique de gauche¹. Mais deux éléments vont changer la donne et transformer ce projet en liste autonome du PCF. Tout d'abord, cet appel à l'union échoue : chacune des principales forces de gauche dépose sa propre liste². Ensuite, la victoire – relative – de la tendance identitaire au congrès pousse à la constitution d'une liste dont la tête ne peut être qu'un communiste. Les communistes de la section d'Amilly-Chalette, majoritairement favorable à une alliance avec la FI, sont plutôt déboussolés par ce virage. La réunion de section du jeudi 11 octobre 2018 est révélatrice de leur désarroi :

Franck Demaumont : « Trois des quatre textes, le point commun, c'est d'être anti-Mélenchon ».

Bruno B. : « Oui, ne pas travailler avec France insoumise du tout ! ».

Franck Demaumont : « Si tu retires le problème Mélenchon dans les textes, qu'est-ce qui les différencie ? ».

Bruno B. : « En tout cas, pour les européennes, Ian Brossat, il sera tête de liste. C'est sûr. C'est plus le chef de file. Ça c'est clair. On va y aller seul avec notre

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « En Europe, l'humain d'abord, pas la finance ! », résolution du Conseil national, juin 2018 (e).

² En plus de la liste communiste, on dénombre quatre autres listes à gauche : celle de la FI conduite par Manon Aubry ; celle du PS (avec l'appui de PP) de Raphaël Glucksman ; celle d'EELV de Yannick Jadot ; celle de G.s de Benoît Hamon. S'y ajoute une à l'extrême-gauche (celle de LO de Nathalie Artaud).

drapeau ! ».

Franck Demaumont : « Si tout le monde y va tout seul, ça va être très bien ! Avec 70 % d'abstention ! ».

Bruno B. : « Je vois pas comment ça peut en être autrement. Parce que quel message on a dit ? Qu'il faut être identitaire. Le Parti doit être à toutes les élections. C'est le cœur du texte. Contre l'effacement du Parti... Ça a été le leitmotiv. Donc on va tout droit vers les 2 % ! ».

Serge P. (adhérent de sensibilité identitaire revendiquée) : « De toute façon, il faut bien recommencer un jour. Continuer à faire la remorque aux autres, travailler pour les autres ... Depuis 20 ans qu'on a fait des *conneries* comme ça. On repart à zéro. On repart. Travailler pour les autres, ça va bien ! ».

Bruno B. : « J'imagine que la campagne des européennes, elle va être identitaire Pour dire que le Parti existe sur la scène nationale. Point barre ! On s'en *fout* des résultats ».

Un autre militant : « Quel message on va donner ? C'est ça le message ? ».

Bruno : « Le Parti est là ! C'est ça le message uniquement ! ».

Serge P. : « Avec la France insoumise, c'est de la soumission ! ».

Chantal C. : « On ne peut pas dire ça ! On avait le même programme : *L'Humain d'abord* ! Il faut pas oublier ça quand même ».

Serge P. : « Mélenchon, il veut nous phagocytter et nous user et puis c'est tout ».

Le congrès national décide le changement de statut de la candidature de Ian Brossat. Il passe de « chef de file » à tête de liste¹, subtilité langagière pour signifier que c'est bien lui qui conduira la liste et qu'il ne se rangera pas derrière le représentant d'un autre parti. De même, le rassemblement promu n'est plus en direction d'autres partis politiques de gauche, mais seulement ouvert « aux forces sociales et citoyennes ». Et, en effet, on remarque la présence de quelques syndicalistes et de personnalités de la « société civile » sur cette liste, comme l'écrivaine Prix Goncourt du premier roman en 2017 Maryam Madjidi, le syndicaliste CGT Benjamin Amar, la secrétaire générale de la CGT des EHPAD du Val-de-Marne Barbara Filhol ou l'initiateur du premier syndicat des

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.14.

coursiers à vélo Arthur Hay¹.

La préparation de l'élection présidentielle de 2022 confirme la mise en œuvre d'une stratégie de « solo funèbre »². Une conférence nationale – essentiellement en visioconférence – se tient les 10 et 11 avril 2021. Elle travaille sur deux options pour cette échéance : l'option 1 propose de présenter une candidature communiste ; l'option 2 ambitionne un rapprochement avec les autres organisations de gauche, sur la base d'un pacte d'engagements commun autour de dix mesures programmatiques prioritaires. Près de deux-tiers des délégués nationaux (66,4 %) votent en faveur de la candidature communiste³. Un mois plus tard, le vote des adhérents communistes amplifie ce résultat : l'option 1 l'emporte très largement avec environ 72,5 % des voix⁴. Cet épisode interne valide ce qui avait été fixé au congrès extraordinaire deux ans et demi plus tôt : « créer les conditions d'une candidature communiste »⁵ pour 2022. Le secrétaire national Fabien Roussel est désigné pour incarner le projet communiste à la présidentielle : 73,6 % des délégués et plus de 82,3 % des adhérents approuvent sa candidature⁶.

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Liste pour une Europe des gens, contre l'Europe de l'argent ! », 28 janvier 2019 (b) [en ligne].

<https://www.pcf.fr/pour_une_europe_des_gens_et_pas_celle_de_l_argent_jan19>, consulté le 15 octobre 2021.

² L'expression « solo funèbre » est de Karl Marx. Dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, face à la bourgeoisie, Marx émet le principe d'une alliance entre la paysannerie, la petite-bourgeoisie et la classe ouvrière. La citation exacte est la suivante : « En désespérant de la restauration napoléonienne, le paysan français perd la foi en sa parcelle et la révolution prolétarienne réalise ainsi le chœur sans lequel, dans toutes les nations paysannes, son solo devient un chant funèbre » (MARX Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Les Éditions sociales, 1969, p.114). Les communistes français remobilisent cette thématique marxiste en la transposant à l'alliance entre partis politiques de gauche. Ainsi, dans le texte déposé par les refondateurs au congrès de 2018, est critiquée la perspective du dépôt d'une liste strictement communiste à l'élection européenne : « Allons-nous faire le choix du solo funèbre qui, compte tenu de la règle des 5 %, nous condamnerait plus que probablement à n'avoir aucun·e élu·e au Parlement européen ? » (PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.54).

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Un événement inédit, un défi démocratique », 14 avril 2021 (b) [en ligne].

<https://www.pcf.fr/un_v_nement_in_dit_un_d_fi_d_mocratique>, consulté le 14 octobre 2021.

29,4 % des délégués votent pour l'option 2.

⁴ Plus précisément, l'option 1 recueille 21 356 voix (72,5 %). L'option 2 obtient seulement 6 822 voix

(23,2 %). 1 290 votants se sont abstenus (4,4 %).

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Le PCF propose la candidature de Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2022 », 12 mai 2021 (a) [en ligne].

<https://www.pcf.fr/le_pcf_propose_la_candidature_de_fabien_roussel_l_election_pr_sidentielle_de_2022>, consulté le 14 octobre 2021.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.14.

⁶ La candidature de Fabien Roussel est majoritaire avec 23 245 voix (82,3 %). Celle d'Emmanuel Dang

Les résultats du scrutin interne sont révélateurs du raidissement identitaire du PCF. À l'échelle nationale, en 2021, l'option de la candidature de rassemblement de la gauche n'est en tête que dans quatre départements sur 96¹ : la Seine-Saint-Denis, le Bas-Rhin, les Deux-Sèvres et la Lozère. À titre de comparaison, en 2016, la candidature Mélenchon était majoritaire dans cinquante départements. De même, la plupart des « grosses » fédérations (celles qui comptent plus de mille cotisants) qui avaient penché pour l'option Mélenchon en 2016 ont, cette fois-ci, plébiscité la voie autonome. C'est le cas des Bouches-du-Rhône (63 % pour l'option Mélenchon en 2016, contre 76 % pour l'option « candidature communiste » en 2021), de la Seine-Maritime (69 % contre 71 %) et des Hauts-de-Seine (60 % contre 59 %). Seule la Seine-Saint-Denis est restée fidèle à son vote, mais avec des pertes importantes (76 % contre 56 %). Ce retournement général est également visible au niveau local. La section d'Amilly-Chalette a majoritairement opté pour une candidature « maison » en 2021 avec près de 56 % des voix, alors qu'en 2016 elle avait largement souscrit à la candidature du leader de la FI avec plus de 69 % des suffrages².

*

En résultat, le repli identitaire apparaît, sur la longue période, comme une sorte d'anomalie. Les périodes d'union – ou du moins de tentatives d'union –, que ce soit avec la gauche socialiste ou les organisations de gauche radicale, sont plus fréquentes. Cette rupture s'explique en grande partie par une raison conjoncturelle : la brouille entre communistes et insoumis à la présidentielle et, surtout, aux législatives de 2017 qui

Tran, porte-parole de la tendance orthodoxe, recueille 514 voix (1,8 %). Et celle de Grégoire Munck, militant du Val-de-Marne, 46 voix (0,2 %). 4 433 votants se sont abstenus (15,7 %).

¹ LAMBERT Nicolas, « Stratégie présidentielle : les choix des militants du PCF... en cartes », *L'Humanité*, 11 mai 2021 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/strategie-presidentielle-les-choix-des-militants-du-pcf-en-cartes-706915>>, consulté le 13 octobre 2021.

² Les résultats détaillés de la section d'Amilly-Chalette sont les suivants. Pour 2016, 81 adhérents à jour de leurs cotisations ; 61 votants (75,3 % de participation) ; 59 exprimés (96,7 %). L'option 1 (candidature Mélenchon) l'emporte avec 41 voix (69,5 %). L'option 2 (candidature communiste) recueille 15 voix (25,4 %). On compte 3 abstentions (5 %). Pour 2021, on dénombre 52 inscrits et 40 votants (76,9 %) et 34 exprimés (85 %). L'option 1 est majoritaire avec 19 voix (55,9 %). L'option 2 rassemble 9 voix (26,5 %).

heurte fortement les premiers. Le retournement stratégique est aussi certainement redevable en partie aux départs d'adhérents communistes, favorables à l'union de la gauche radicale, vers la FI ou d'autres organisations, alors que le PCF, centré sur le groupe identitaire, se recroqueville sur lui-même. Il signe le point d'aboutissement de la désagrégation du Front de gauche et la fin d'une stratégie de rassemblement de l'espace de la gauche antilibérale.

Chapitre 8 : Le Front de gauche et les adhérents communistes : entre déclinaison locale et représentations collectives

Malgré son échec dans la durée, le Front de gauche a marqué de son empreinte les militants communistes et leur structure locale. Dans le cas de la section de Chalette-sur-Loing, il s'est décliné localement dans une expérience politique appelée « Maison commune ». Cette expérience est présentée par les adhérents chalettois comme une sorte d'avant-garde locale du Front de gauche, dans la mesure où ses débuts précèdent de quelques mois ceux de la coalition nationale. Plus généralement, le Front de gauche peut être considéré non seulement comme une alliance entre partis politiques, mais aussi comme un label investi symboliquement par les communistes – ou par certains d'entre eux – et mobilisé comme une ressource symbolique destinée à contrarier le déclin de leur parti et à gérer le stigmate dont le communisme est frappé.

8.1. La Maison commune ou l'expérience locale du Front de gauche

8.1.1. « Le Front de gauche avant qu'il n'existe »

Nous sommes le 9 mars 2017. La réunion hebdomadaire du jeudi de la section d'Amilly-Chalette prend fin. Le secrétaire de section Bruno B. s'approche alors de moi pour me montrer un document sorti de ses archives personnelles. Il s'agit d'une sorte de carte postale datant de dix ans, presque jour pour jour, et qui invite à l'inauguration de la Maison commune. Il ajoute : « On était vraiment précurseur. On a fait le Front de gauche avant qu'il n'existe. Et puis, quand le Front de gauche a été créé, on s'est reconnu tout de suite dans la démarche ».

Présentée par les militants comme une sorte d'avant-garde locale du Front de gauche, la Maison commune¹ est en fait une expérience initiée par les communistes de Chalette-sur-Loing dans un contexte particulier et répondant à des préoccupations, au départ, en partie locales. Le contexte est celui des lendemains du référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe de 2005, faits, pour les adhérents du PCF, à la fois d'enthousiasme (la victoire du « non »), mais aussi d'illusions (l'incapacité des collectifs antilibéraux à faire sortir une candidature commune de la gauche radicale) et de désillusions (le score désastreux de Marie-George Buffet à la présidentielle de 2007). La Maison commune est alors l'outil fondé par les communistes de Chalette-sur-Loing pour sortir par le haut du marasme, pour tenter de rassembler localement ce champ hétéroclite à la gauche du PS, de « créer un espace ouvert à tous ceux qui s'opposent au libéralisme » [annexe n°16]. Son texte fondateur annonce clairement cet objectif :

« Comme nous avons pu et su le faire lors du référendum contre le projet de Constitution européenne, la Maison commune sera un lieu au service du rassemblement et du débat. Elle est l'expression de notre volonté de rassembler toutes les forces sociales et politiques, toutes les forces associatives mais aussi, toutes les énergies, qui souhaitent bousculer les résistances et proposer une autre perspective » [annexe n°17].

Au-delà de ces considérations nationales, la Maison commune s'inscrit dans un environnement local bien déterminé. Elle est d'abord portée par la municipalité communiste de Chalette-sur-Loing. Plus précisément, elle est lancée par le groupe des élus communistes et républicains de la commune. Le premier adjoint Christian Ber. en fait le discours inaugural ; son financement repose principalement sur les indemnités des adjoints communistes et apparentés. Elle se construit aussi sur fond de rivalités territoriales avec les communistes de Montargis, rivalités qui recoupent également des divergences politiques. Montargis est la « ville-centre » et l'une des sous-préfectures du

¹ Son nom complet est « Maison commune Anne Quatresault ». Anne Quatresault (1775-1843) est une révolutionnaire chalettoise. En 1792, elle s'enrôle dans les armées révolutionnaires, en se faisant passer pour un homme.

Voir PASQUET Anne-Marie, *op.cit.*, pp.101-104.

Loiret. Elle compte, cependant, un nombre d'habitants similaire à Chalette-sur-Loing¹, commune limitrophe qui s'est surtout développée à partir de l'usine Hutchinson. Ce poids démographique comparable semble produire cette concurrence entre les deux localités voisines. S'ajoutent également des divergences politiques. Ainsi, selon Michel Kister², premier adjoint au maire de Chalette-sur-Loing entre 1977 et 1995, au lendemain de la victoire de la liste d'union de la gauche conduite par les communistes aux municipales de 1971, la droite locale, par la voix du député gaulliste de la circonscription Xavier Deniau, ambitionne de rayer Chalette-sur-Loing de la carte, d'effacer « la tache rouge ». Une proposition d'absorption de Chalette-sur-Loing par Montargis³, possibilité ouverte par la loi du 16 juillet 1971 sur les fusions et regroupements de communes dite « loi Marcellin », est alors étudiée par la préfecture. Elle est abandonnée à la suite de la protestation du conseil municipal de la commune à direction communiste et d'une pétition intitulée « Non à la disparition de Chalette ». Cette thématique du « Grand Montargois » ou du « Grand Gâtinais », autrement dit d'une restructuration du territoire à travers une fusion de communes sous la dépendance de la ville-centre, ressurgit dans le débat public local de manière régulière. Plus récemment, en mai 2017, dans une « lettre ouverte aux élus municipaux et citoyens du Gâtinais », le candidat aux législatives et maire de Chalette-sur-Loing Franck Demaumont dénonce le projet de création du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) Gâtinais montargois, en l'assimilant à un « Grand Gâtinais », « monstre technocratique et hypercentralisateur », qui serait impulsé par le député sortant LR Jean-Pierre Door [annexe n°18]. À travers ce dessein, Franck Demaumont y voit la « liquidation » des communes, noyées dans une entité contrôlée par Montargis⁴.

¹ En 2018, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), Chalette-sur-Loing compte 12 790 habitants, alors que Montargis en compte 14 789.

Voir pour Chalette-sur Loing : INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Châlette-sur-Loing » 17 janvier 2022 [en ligne].

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45068>>, consulté le 2 mai 2022.

Voir pour Montargis : INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Montargis », 17 janvier 2022 [en ligne].

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45208>>, consulté le 2 mai 2022.

² KISTER Michel, *op.cit.*, 1998, p.104.

³ Le projet de fusion concernait également les communes limitrophes d'Amilly et de Villemandeur.

⁴ Le PETR Gâtinais montargois est créé le 1^{er} janvier 2019. Il regroupe 95 communes membres de trois communautés de communes (la Communauté de communes de la Cléry, du Betz et de l'Ouanne, la

C'est donc dans ce contexte plus général d'opposition politico-géographique entre Montargis et Chalette-sur-Loing que s'inscrit la fondation de la Maison commune. Plus justement, cette opposition est retraduite dans des termes militants au sein du PCF. Historiquement, la section de Chalette-sur-Loing est créée en 1961, dans l'objectif de militer spécifiquement sur des sujets tournant autour de l'usine Hutchinson¹. Son indépendance prend fin le 14 novembre 1987, quand la conférence locale, réunie en vue de préparer le 26^{ème} congrès de Saint-Ouen, décide de la fusion des sections dans une section unique de l'agglomération montargoise. Des élus municipaux, notamment Michel Kister et le maire Jean Louis, votent alors contre ce regroupement, mais sont mis en minorité². Près de deux décennies plus tard, les communistes chalettois reprennent leur autonomie. Ils envisagent alors de monter un simple collectif militant dans leur commune. Mais devant le refus de la section du Montargois et de la fédération du Loiret, ils décident alors de reconstituer une section indépendante, animant le projet de Maison commune. La pomme de discorde entre les communistes de Montargis et ceux de Chalette-sur-Loing porte sur la thématique de l'« ouverture » du PCF. Pour les Montargois, adeptes d'une ligne identitaire, ouvrir les sections à des militants d'autres forces de la gauche antilibérale, à des syndicalistes, des associatifs et des citoyens non encartés, c'est prendre le risque de « liquider le Parti ». Pour les Chalettois, au contraire, il s'agit de poursuivre l'élan victorieux de 2005, en rassemblant de manière durable les personnes se reconnaissant dans cet espace politique pluriel à gauche de la social-démocratie, dans la lignée de ce que suggèrent les refondateurs.

Communauté de communes Canaux et Forêts en Gâtinais et la Communauté de communes des Quatre vallées) et une communauté d'agglomération (l'Agglomération montargoise et rives du Loing). Il rassemble quelque 130 000 habitants.

¹ KISTER Michel, *op.cit.*, 1998, pp.157-159.

² *Ibid.*

8.1.2. La Maison commune : entre ouverture du PCF et structuration de la gauche radicale

L'ouverture des sections à des personnes non-membres du PCF est rendue possible depuis l'ère Hue. Elle se combine à une diversification des structures locales, qui ne suivent pas forcément l'organisation classique du PCF divisée en cellules et sections¹. Les adhérents ont une liberté de choix dans les formes militantes locales et sont même incités à en inventer de nouvelles². Les statuts actuellement en vigueur prévoient à la fois « une implantation de proximité dans la diversité des objets et des formes » et « des sections ouvertes sur la société et faisant preuve d'initiatives ». Cette main tendue vers l'extérieur est confirmée par la disposition selon laquelle la participation à toute initiative du PCF n'est pas exclusivement permise aux adhérents, mais peut impliquer des non-adhérents³.

Les communistes de Chalette-sur-Loing ont donc, en quelque sorte, pris au sérieux cette possibilité d'innovation locale en fondant la Maison commune. Comme nous l'avons affirmé, celle-ci est l'instrument dont ils se sont dotés pour ouvrir leur parti vers d'autres secteurs, et notamment en direction du monde associatif, de syndicalistes et des autres mouvements de la gauche radicale. Plus concrètement, cette ouverture se manifeste de différentes manières. Premièrement, l'espace « Maison commune » est partagé avec d'autres organisations : bien que financé par les indemnités des adjoints communistes et par les cotisations des adhérents, le local n'est pas seulement le siège de la section PCF. Il héberge aussi le collectif Autrement Autres Mots, se présentant comme un réseau d'associations mis en place par des organisations variées : l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), les Amis du *Monde diplomatique* (AMD) du Gâtinais, les Amis de *l'Humanité*, Amnesty International, Artisans du Monde du Montargois, le Collectif immigrés du Montargois⁴, le groupe Gaston Couté⁵ et le

¹ LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *op.cit.*, p.38.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000., p.31.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.6.

⁴ Créé en 1989, le Collectif immigrés du Montargois est une association visant à venir en aide aux ressortissants étrangers, notamment dans leurs démarches administratives (régularisation de séjour sur le territoire, naturalisation, demande d'asile, regroupement familial...).

⁵ Le groupe Gaston Couté appartient à la Fédération anarchiste (FA).

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Sa raison d'être est l'organisation depuis 2009 d'un festival annuel du livre engagé à Chalette-sur-Loing. Chaque année, le dernier week-end de novembre, le Hangar, salle culturelle de la commune, est investi par ces associations diverses tenant des stands de livres. Le festival prévoit aussi des conférences où les auteurs peuvent présenter leurs livres et débattre avec le public, des expositions, des projections de films, un concert. Les thématiques abordées restent souvent celles chéries par la gauche de mouvance plutôt antilibérale : lutte contre le racisme, défense de la cause palestinienne, écologisme, question sociale, féminisme... [annexe n°19]. La Maison commune est donc le siège social de l'association Autrement Autres Mots, qui l'utilise pour tenir ses réunions préparatoires et assemblées générales.

Ensuite, les réunions hebdomadaires de la section qui se tiennent le jeudi à partir de 18 heures ne sont pas réservées aux seuls adhérents. Des sympathisants, qui entretiennent souvent des liens avec la commune, y participent. Par exemple, Jean-Claude R. (né en 1948, militaire retraité), conseiller municipal depuis 2017, assiste volontiers aux réunions, distribue des tracts en particulier en période électorale, propose son aide pour la préparation et la vente des brins de muguet du Premier mai. Mais, il est réticent à la perspective de l'adhésion, restant en quelque sorte fidèle à la prescription selon laquelle « il est interdit aux militaires en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique »¹, alors même qu'il est retraité depuis de longues années. Autre exemple de sympathisant : Yolande V. (née en 1947, retraitée des entreprises publiques) est conseillère municipale déléguée aux personnes âgées à Chalette-sur-Loing jusqu'en 2020 et trésorière de l'association Iberia Cultura, une association des Chalettois d'origine espagnole, gravitant autour de la municipalité.

En quelque sorte, la Maison commune apparaît comme une réponse construite par les communistes chalettois à la crise du système d'action communiste local. Jacques Lagroye définit un système d'action comme « l'ensemble des groupements et des associations qui contribuent chacun à sa manière, et selon des logiques de

¹ Article L4121-3 du Code de la Défense.

fonctionnement propres, à la construction d'un groupe de référence »¹. Des organisations de différentes natures – un parti politique, des syndicats, des associations de toutes sortes – entretiennent ainsi des relations entre elles au sein d'un réseau plus ou moins structuré et formalisé et promeuvent des valeurs et représentations sociales, qui ont pour effet de construire et entretenir une conscience d'appartenir à un groupe. Concernant le communisme français, pendant plusieurs décennies, le PCF dispose de son propre système d'action où il joue un rôle central et premier, les syndicats – comme la CGT ou le Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF) – et les associations – comme le SPF, l'Union des femmes françaises (UFF) devenue Femmes solidaires ou le Mouvement pour la paix – étant considérés comme des « organisations satellites » devant jouer le rôle de « courroies de transmission ». De nombreux adhérents et dirigeants communistes militent alors dans ces diverses structures, qui constituent aussi une filière de recrutement pour le Parti. Ces dernières contribuent à l'enrôlement de membres et forment l'un des éléments du dispositif de sélection des dirigeants communistes. Par exemple, le militantisme à la CGT joue un rôle dans le processus de promotion de cadres et d'élus communistes d'extraction ouvrière. Le cas challetois illustre ce phénomène : Jean Louis, secrétaire du syndicat CGT d'Hutchinson à la fin des années 1960, devient premier adjoint au maire en 1971, puis premier magistrat de la commune en 1977.

La crise du système d'action communiste survient parallèlement à l'amorce du déclin dans les années 1980. Elle est due à la fois au phénomène d'autonomisation des organisations jusque-là liées au PCF, qui viennent en s'en détacher progressivement, et à leur affaiblissement. Elle semble prise au sérieux par les communistes de Chalette-sur-Loing, qui tentent de lui trouver un substitut via la Maison commune. Ainsi, lors d'une réunion réunissant les bureaux des sections de Chalette-sur-Loing et Montargis le 25 août 2016, cette problématique est soulevée.

Les élections nationales de 2017 – la présidentielle et les législatives – sont sur la table. Prenant la parole, le maire de Chalette-sur-Loing, Franck Demaumont, en

¹ LAGROYE Jacques, FRANÇOIS Bastien et SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, Presses de Science Po et Dalloz, 6^e édition revue et mise à jour, 2012, p.276.

vient à évoquer le délitement de l'écosystème communiste local, qui serait l'une des causes des mauvais résultats du PCF.

Franck Demaumont : « Quelle est la capacité de rassemblement de notre parti ? Au niveau local, nous ne sommes pas au mieux de notre forme. Notre parti est vieillissant. Nous avons moins d'adhérents. Et notre force, c'était aussi, en plus du militantisme politique traditionnel, d'être dans des associations, les syndicats... D'avoir des camarades leaders de ces organisations, des syndicalistes. Aujourd'hui, vous prenez les associations qu'on a créées, nous. Et ben, on a plus de camarade à leur tête à Chalette. Vous prenez la FNACA [Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie], vous prenez l'UNRPA [Union nationale des retraités et des personnes âgées]... Des camarades sont bien membres de ces associations, mais à leur tête on a des socialos ou des fachos ! Vous prenez le Secours populaire, vous prenez la CNL [Confédération nationale du logement], ils vivent leur vie. On a pas de contacts avec eux. Où on est ? Syndicalement ? La CGT, elle est où ? Il faut que nos camarades s'investissent dans ces associations et soient élus au bureau et à la direction. C'est sûr que c'est moins noble de s'investir dans les associations que de faire de la politique. Mais, il faut le faire ».

Ainsi, face à cette perte de relais par des structures appartenant autrefois à la galaxie communiste, la Maison commune apparaît, non comme un moyen de les réactiver, mais d'en créer de nouveaux. En quelque sorte, il s'agit de renouveler le système d'action communiste local, en s'adressant à d'autres organisations.

Des adhérents d'autres partis membres du Front de gauche sont également souvent présents les jeudis soir. C'est par exemple le cas de Christine L. (née en 1946, retraitée du privé). Christine fut membre des Alternatifs, puis a intégré Ensemble ! au moment de la fusion des premiers dans ce nouveau parti en 2015. Elle fut aussi de 2014 à 2020 adjointe au maire de Chalette-sur-Loing en charge de la culture de paix. En plus de ses activités strictement politiques, elle déploie un militantisme tous azimuts, représentatif de l'activisme multipositionnel¹ : fondatrice du Collectif immigrés du Montargois, l'une des animatrices d'Autrement Autres Mots, responsable de

¹ LAGROYE Jacques, FRANÇOIS Bastien et SAWICKI Frédéric, *op.cit.*, p.296.

l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) de Chalette-sur-Loing, militante à l'Union syndicale Solidaires (SUD) du Montargois... Jacques Lagroye mobilise ce concept d'« activisme multipositionnel » pour expliciter une forme de relations pratiques entre un parti politique et d'autres structures (syndicales et associatives), les adhérents d'un parti politique ayant généralement plus tendance à être membres d'autres groupements que la moyenne. Il distingue pour le début des années 1970 trois types d'activisme multipositionnel : celui du PCF, celui du PS et celui de l'UDR. Ainsi, les communistes sont nombreux à être également syndiqués, principalement à la CGT et dans les syndicats enseignants. Les socialistes militent majoritairement dans les associations non politiques, alors que les gaullistes sont insérés dans des groupements divers (par exemple, des associations patronales ou des associations culturelles). Il serait peut-être possible d'entrevoir, à travers l'exemple de Christine L., un nouveau modèle, celui de militants de la gauche radicale, syndiqués dans une structure relativement récente dans le paysage syndical, engagés dans des causes antiracistes et altermondialistes.

Parfois, des adhérents du PG, et tout particulièrement le couple Alain et Marie-Claire G. (1946-2018, co-secrétaire départementale du Loiret du PG), tous deux membres du Conseil national de leur parti, se joignent aux communistes chalettois. Par exemple, le jeudi 13 octobre 2016, ils sont présents à la Maison commune et avec leurs camarades communistes visionnent un extrait d'une émission diffusée par la direction du PCF dédiée aux échéances électorales à venir et à l'enquête « Que demande le peuple ? ». Le samedi suivant, ils y retournent avec quelques autres insoumis pour regarder en direct les travaux de la convention de la FI de Lille, conclue par un discours de Jean-Luc Mélenchon.

L'attitude adoptée pendant le mouvement des gilets jaunes par la direction de la section chalettoise constitue une autre illustration parlante de l'esprit de la Maison commune. Le local de la Maison commune a la chance de se situer à une centaine de mètres de l'un des trois ronds-points locaux investis par le mouvement, dit « rond-point de l'entrée nord »¹ : cette proximité physique fut un point de départ au rapprochement

¹ Ce rond-point de Chalette-sur-Loing marque l'entrée septentrionale dans l'agglomération montargoise par la route nationale 7. Les autres ronds-points investis par les gilets jaunes de l'est du Loiret sont le

entre les communistes chalettois et certains gilets jaunes. Dès le 17 novembre 2018, plusieurs adhérents communistes enfilent un gilet jaune, de manière ponctuelle ou continue. Le maire Franck Demaumont, qui avait revêtu l'habit emblématique le premier jour, met à disposition des gilets jaunes une tonnelle et un frigo sur le carrefour giratoire. Outre cette assistance politico-institutionnelle, la Maison commune rédige le 15 décembre une adresse aux gilets jaunes du rond-point chalettois [annexe n°20]. Ce texte part du constat qu'un certain nombre de propositions des gilets jaunes est partagé par les tenants de la gauche de transformation sociale : justice fiscale, démocratie citoyenne, services publics... Il invite donc les gilets jaunes au local de la Maison commune pour établir un dialogue, voire pour bâtir des ponts, pour « faire cause commune » comme l'affirme le document. Les gilets jaunes ne répondent pas immédiatement à cette invitation. Il faut attendre la nouvelle année pour voir la jonction se faire. En janvier 2019, une délégation de gilets jaunes est accueillie à la Maison commune. Ceux-ci demandent une « assistance logistique », selon leur propre expression. Il est question, concrètement, d'une aide pour rédiger et mettre en page des tracts, puis les imprimer. La direction de la section, qui reçoit les porte-paroles du mouvement, accepte. S'en suivent plusieurs mois d'entraide avec des dizaines de tracts réalisés par les militants communistes au service des gilets jaunes, comme celui intitulé « Les Dix Commandements du Gilet Jaune » [annexe n°21].

Le 23 janvier 2019, le tract des « Dix Commandements » est finalisé. De passage à la Maison commune, Bruno B. lit le tract et fait ses remarques : « C'est un tract qu'un communiste pourrait signer. "N°8. Les services publics tu ne privatiseras pas" : ça c'est très important. Je souscris entièrement. En fait, le Parti aurait pu sortir un tract avec le même contenu. Mais le style "gilet jaune" est différent. Plus direct, plus cash. Et le dernier commandement : "le peuple est souverain, tu lui

Chesnoy (du nom du lycée agricole situé à proximité) et « Cacahuète », tous deux situés au sud de l'agglomération. Ce dernier connut une forte mobilisation et une importante médiatisation, y compris nationale.

Voir RAVELLI Quentin, « Un chaos organisé. La grappe de ronds-points comme structure politique souple », *Condition humaine / Conditions politiques*, n°1, 2020 [en ligne].

<<http://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=141>>, consulté le 05 octobre 2021.

Quentin Ravelli a mené une observation participante du mouvement des gilets jaunes dans le Montargois.

obéiras". Là, au moins, c'est clair ! ».

La différence de style n'empêche pas, cependant, les relations de se tisser. Des permanences sont tenues quasi-quotidiennement jusqu'en mai 2019, période à laquelle les communistes, absorbés par les élections européennes, les interrompent. Un glissement s'opère puisque le « logistique » finit par devenir « politique » et des débats politiques émaillent les séquences de rédaction de tracts. De même, en mars 2019, face à la menace de fermeture de l'Hypercasino de Chalette-sur-Loing, une action commune est entreprise : une délégation composée à la fois de gilets jaunes du rond-point de l'entrée nord et de communistes est reçue par la directrice de l'enseigne locale et par les représentants syndicaux. Une réunion dans les locaux de l'agglomération montargoise est investie par des gilets jaunes avec banderoles et chasubles et des communistes, en soutien aux salariés, ce qui aboutit au départ du président LR de l'intercommunalité, qui l'avait pourtant convoquée.

Les contacts pris par la Maison commune avec les gilets jaunes permettent à la section locale du PCF de grossir – timidement – ses rangs : trois nouvelles adhésions et une réadhésion sont réalisées. Mais, mis à part ces quelques gains et les liens, plus ou moins durables, noués avec une fraction des gilets jaunes, ce rapprochement n'est pas exempt d'ambiguïtés. La présence de militants d'extrême-droite, connus et reconnus, sur le rond-point chalettois a causé quelques frictions.

Le 11 décembre 2018, une assemblée générale des gilets jaunes de l'est du Loiret se tient à la Maison des associations de Chalette-sur-Loing. Un adhérent communiste, Jérôme T., petit-fils d'un militant aguerri surnommé « Totor » et l'un des « leaders » pendant un temps de « Cacahuète », anime la réunion. À la tribune est également présent Mamoudou B., adjoint à la jeunesse au maire de Chalette-sur-Loing¹. Dans la salle, quelques rangs derrière moi, un jeune militant de Montargis, Pierre J. (né en 1991), me souffle : « La vieille est là. Au premier

¹ Champion de taekwondo, Mamoudou B. remporte une médaille d'or au championnat d'Europe le 2 décembre 2018 en Espagne. Sur le podium, il décide d'enfiler le gilet jaune. La vidéo de ce geste aura un certain impact sur les réseaux sociaux, au point que la direction du PCF intégrera Mamoudou B. sur la liste de Ian Brossat aux élections européennes, à la cinquième place.

rang ». La « vieille », c'est Annette M. (née en 1949), élue FN d'opposition à Chalette-sur-Loing. Pour Pierre J., la situation est à la fois cocasse et irritante. Cocasse parce que dans la même salle, dans le « même camp », se trouvent des élus qui s'opposent en temps normal dans les réunions municipales. Irritante parce que des militants d'extrême-droite et des communistes – même s'ils ne se présentent pas comme tels dans le contexte déterminé de cette assemblée de gilets jaunes – cohabitent dans le même mouvement. Pour Pierre J., il aurait fallu « virer les fachos ». C'est ce qui se passe, d'ailleurs, quelques jours plus tard, quand Annette M. entreprend de rentrer à la Maison commune. En la voyant, alors qu'elle a franchi la porte du local, Bruno B. l'alpague avec ces mots : « Madame, vous n'avez rien à faire ici ! Vous savez très bien où vous mettez les pieds ». L'élue frontiste lui répond alors : « Je pensais que c'était ouvert à tout le monde ». Ce à quoi Bruno B. réplique : « Nous n'avons pas les mêmes valeurs. Nous sommes pour la liberté. Nous sommes antiracistes. Allez raconter vos idioties ailleurs ». Annette M. finit alors par faire demi-tour.

Lors de l'assemblée du 11 décembre, un autre incident va crispier les quelques communistes présents. Jérôme T. laisse la parole à un certain Daniel. Daniel présente des propositions de structuration du mouvement et les « doléances » à faire remonter aux députés du Loiret. Il note ces revendications sur le verso d'une vieille affiche électorale. Ces affiches sont celles de François Asselineau, président de l'Union populaire républicaine (UPR). Pour les communistes, Daniel a été trahi par ses affiches. Stéphane K. glisse à Pierre J. : « Tu le connais ce Daniel ? » et Pierre J. répond : « Non. Mais il est de l'UPR ce gars ? Ou je rêve... ». Daniel avance que les propositions des gilets jaunes permettront d'en finir avec le capitalisme libéral et de construire « un capitalisme social ». En désaccord, Pierre J. intervient alors avec ces propos : « Je voulais revenir sur le concept de "capitalisme social". C'est juste un oxymore "capitalisme social". Le capitalisme, il peut pas être social. Sous le capitalisme, il y aura toujours des personnes avec seulement leur force de travail et d'autres, les capitalistes, avec les moyens de production. Le "capitalisme social", ça me fait penser au national-socialisme ! Le

seul exemple de "capitalisme social" qu'on connaît aujourd'hui, il a été développé dans les années 30. Moi je me baserai plus sur le CNR par exemple. La création de la Sécu, etc. ». À la fin de la réunion, Pierre J. apostrophe Jérôme T. en l'accusant d'avoir donné une tribune aux « fachos de l'UPR », ce à quoi Jérôme T. réplique : « Tu sais qui je suis. Je suis le petit-fils de Totor, je sais d'où je viens et qui je suis ».

Ces deux exemples témoignent à la fois du caractère politiquement hétérogène du mouvement des gilets jaunes et des représentations pour le moins ambiguës que les communistes ont sur lui. Différentes enquêtes sur le positionnement politique des gilets jaunes ont donné des résultats assez contradictoires, variables aussi selon la méthode utilisée (questionnaires anonymes sur les réseaux sociaux, questionnaires passés *de visu* et *in situ*¹...). Un point commun semble se dégager de ces études : une majorité de gilets ne se reconnaît pas dans l'offre politique proposée et ne se positionne pas sur l'axe gauche-droite². Pour les gilets jaunes qui affichent leurs préférences politiques, certaines recherches aboutissent à une proximité avec l'extrême-droite, alors que d'autres avec la gauche radicale, et notamment la FI. Les baromètres se fondant sur un échantillon représentatif de la population nationale dévoilent des gilets jaunes globalement plus proches du RN, ce qui fait dire à certains politistes que le « centre de gravité » du mouvement se situe plus du côté du RN que de la gauche radicale³. Au contraire, d'autres travaux reposant sur des questionnaires en face-à-face donnent une surreprésentation de la gauche⁴. Pour notre part, sans avoir mené d'enquête quantitative, nous avons pu observer dans le Montargois cette coexistence d'opinions politiques contradictoires : des communistes connus côtoient dans le mouvement des adhérents du

¹ COLLECTIF D'ENQUÊTE SUR LES GILETS JAUNES et al., « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol.69, n°5-6, 2019, pp.869-892.

² BENDALI Zakaria et RUBER Aldo, « Lecture critique. Les sciences sociales en gilet jaune. Deux ans d'enquêtes sur un mouvement inédit », *Politix*, vol.33, n°132, 2020, pp.181-182.

³ ROUBAN Luc, « Les "gilets jaunes", une transition populiste de droite », *SciencesPo – Actualités*, 29 janvier 2019 [en ligne].

<<https://www.sciencespo.fr/actualites/actualite/C3%A9s/les-%C2%AB-gilets-jaunes-%C2%BB-une-transition-populiste-de-droite/3939>>, consulté le 13 mai 2022.

⁴ COLLECTIF D'ENQUÊTE SUR LES GILETS JAUNES et al., *op.cit.*, pp.882-883.

RN eux-aussi bien identifiés (notamment s'ils sont élus) ; des sympathisants insoumis s'associent à la même lutte que des personnes visiblement proches de l'UPR ; des anciens communistes déçus et nostalgiques (notamment de l'ère Marchais) fréquentent dans la mobilisation des individus éloignés de la participation politique conventionnelle.

En outre, la dissimulation des appartenances politiques a été une option assez répandue chez les gilets jaunes encartés par ailleurs. À de rares exceptions près, les communistes montargois qui se sont investis dans le mouvement ne se présentent pas comme tels, même quand il paraît évident que leur affiliation politique est connue par les autres gilets jaunes. C'est le cas de Mamoudou B., fortement engagé dans le mouvement local, mais qui ne décline jamais son identité politique communiste, ainsi que ses fonctions d'adjoint au maire PCF de Chalette-sur-Loing, alors même que de nombreuses personnes les connaissent. Cette occultation est très certainement dépendante du fort rejet des organisations partisans exprimé majoritairement par les gilets jaunes¹, une donnée prise en compte par les membres de partis politiques qui préfèrent donc cacher cette adhésion. Le « dévoilement » de l'appartenance (supposée) de Daniel à l'UPR, trahi par ses affiches, est caractéristique de ce camouflage.

Au contraire de cette tendance générale, quelques gilets jaunes ont affiché leur appartenance partisane ou syndicale. Ce fut notamment le cas d'Augustin C., adhérent communiste et cégétiste, retraité d'EDF. Augustin C. n'hésite pas à accrocher sur son gilet jaune un badge de la CGT. À plusieurs reprises, il lance une formule similaire à celle de Jérôme T., mais contrairement à ce dernier prononcée devant plusieurs personnes et non pas dans une discussion en face-à-face : « on sait d'où on vient ». Mais, alors que Jérôme T. en prononçant cette expression cite son grand-père communiste, Augustin C. fait référence non au passé, mais au présent. Il marque son attachement à son syndicat et son parti. En d'autres termes, il refuse de renier son adhésion à ces organisations, de les effacer ou de les cacher derrière un gilet jaune. Au demeurant, Augustin C. a semblé jouer un rôle moteur dans certaines initiatives prises par le rond-point de l'entrée nord, ce qui illustre également l'une des conclusions des enquêtes

¹ Dans l'étude menée par le collectif d'enquête sur les gilets jaunes, il ressort que 75 % des personnes interrogées considèrent que les partis n'ont pas leur place dans le mouvement et 59 % pour les syndicats. *Ibid.*, p.883.

générales menées sur les gilets jaunes, à savoir le fait que dans ce mouvement sont mêlés à la fois des primo-mobilisés et des personnes politisées¹.

L'ambivalence du positionnement du PCF vis-à-vis des gilets jaunes peut être perçue en analysant deux niveaux. D'abord, publiquement, il apporte son soutien au mouvement, même si ses déclarations sont plutôt timides, réunissant dans un même ensemble les gilets jaunes et d'autres mobilisations, comme celles des hôpitaux ou des avocats. Ainsi, une motion avec le titre « Pour le pouvoir d'achat, augmentons les salaires et les retraites ! » adoptée au congrès national de novembre 2018 déclare :

« Qu'ils portent des gilets jaunes, des blouses blanches ou des robes noires, des millions de femmes et d'hommes n'acceptent plus le sort qui leur est fait. Ils le disent haut et fort : "Trop, c'est trop ! On ne peut continuer à vivre avec des salaires de misère, des pensions sans cesse rognées, des allocations sacrifiées sur l'autel de l'austérité". Nous sommes des leurs ! »².

Cette solidarité officielle est largement tempérée par des critiques en interne vis-à-vis du mouvement. Dans le Loiret, seule la section d'Amilly-Chalette, par l'intermédiaire de son « outil » – la Maison commune, – a entrepris un rapprochement vers les gilets jaunes. Dans les autres secteurs géographiques, les communistes n'ont pas du tout envisagé ne serait-ce que de prendre contact avec les gilets jaunes, alors même que plusieurs de leurs revendications résonnent avec les leurs. Au cours de plusieurs conseils départementaux du PCF, les délégués chalettois présentent leur expérience, leurs avancées ou leurs reculs, leur réussite relative au sujet de leurs relations avec le mouvement. La réponse de plusieurs adhérents d'autres sections est en somme la suivante : « chez vous, c'est différent. Chez nous, ce sont des fachos ». Plus généralement, c'est l'illisibilité politique des gilets jaunes qui perturbe les communistes. En effet, ils ne s'inscrivent pas dans le jeu de la démocratie représentative traditionnelle,

¹ Le collectif d'enquête sur les gilets jaunes indique que 17 % des personnes de son échantillon appartiennent ou ont appartenu à un parti politique et 32 % à un syndicat. *Ibid.*, p.885.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Pour le pouvoir d'achat, augmentons les salaires et les retraites ! », 24 novembre 2018 (f) [en ligne].
< https://www.pcf.fr/motion_congres2018_pl-fr >, consulté le 13 mai 2022.

où les syndicats font naître, dans un premier temps, une mobilisation, pour être dans un second temps rejoints par les partis politiques¹. Le fait que la mobilisation ne soit pas encadrée par des syndicats – et notamment par la CGT – et qu'elle soit marquée par un refus de toute représentation², voire par une « aversion à la représentation »³, questionnent les communistes, qui, au-delà de la façade, émettent des doutes sur ce mouvement, voire, pour certains, expriment un rejet plus tranchant.

Enfin, l'ouverture voulue par la Maison commune n'est pas seulement en direction de personnes autres que les adhérents communistes : elle cherche à élargir le champ de la politique en touchant des domaines plus vastes que les tâches habituelles des partis politiques. Les communistes regroupent cet ensemble d'initiatives sous le vocable d'« éducation populaire », ce qui recoupe, des actions culturelles ou des conférences. Par exemple, dès son inauguration, en mars et avril 2007, la Maison commune accueille l'exposition de photographies « Hommage à la classe ouvrière » de Michel Zoladz [annexe n°22]. Autre exemple : en septembre 2008, une rencontre-débat avec le journaliste Henri Alleg et le plasticien Ernest Pignon-Ernest, à l'occasion des cinquante ans de la publication du livre *La Question* du premier, est organisée par la Maison commune [annexe n°23]. Plus récemment, fin 2017, un film retraçant le combat des Scop-Ti⁴ est diffusé à la Maison commune [annexe n°24] et rediffusé au festival du livre engagé en présence de l'ancien président de l'entreprise Gérard Cazorla. Des thés et infusions « 1336 » sont également vendus sur le marché de Noël et à la fête de Chalette-sur-Loing.

¹ MARLIÈRE Philippe, « Les "gilets jaunes" ou le discrédit de la démocratie représentative » in ANALYSE D'OPINION CRITIQUE, « *Gilets jaunes* ». *Hypothèses sur un mouvement*, La Découverte, 2019, p.53.

² RIOT-SARCEY Michèle, « Les "gilets jaunes" ou l'enjeu démocratique » in ANALYSE D'OPINION CRITIQUE, « *Gilets jaunes* ». *Hypothèses sur un mouvement*, La Découverte, 2019, p.82.

³ COLLECTIF D'ENQUÊTE SUR LES GILETS JAUNES et al., *op.cit.*, p.883.

⁴ La société coopérative ouvrière provençale de thés et infusions (Scop-Ti) est une coopérative de production fondée en 2014. Elle est issue d'une lutte des salariés de l'usine Fralib de Gémenos (Bouches-du-Rhône), fabricante du thé Eléphant, intégrée au groupe Unilever. Après 1336 jours de combat, les salariés du site menacé de délocalisation en Pologne réussissent à reprendre l'usine sous la forme d'une société coopérative de production (Scop). La société est devenue un symbole pour la gauche radicale : à la fois une lutte emblématique victorieuse de salariés contre une multinationale et aussi la preuve qu'un autre mode de production, social et écologique, est possible.

8.1.3. La Maison commune et le dépassement du PCF

En définitive, la Maison commune apparaît comme un travail de construction d'un rassemblement de longue haleine, mené par les communistes. Ceux-ci espèrent en tirer des bénéfices en termes de rayonnement et d'alliance électorale. Ainsi, pour les législatives de juin 2017, un accord local est conclu entre plusieurs forces de gauche : le groupe de la FI ne présente pas de candidat, mais apporte son soutien à la candidature du maire communiste Franck Demaumont. De même pour le comité de soutien de Benoît Hamon dans le Montargois, qui refuse de se ranger derrière la candidate officielle du PS. Cette entente est lue par les militants chalettois comme le résultat de la patiente démarche de la Maison commune, les fruits récoltés de ce dur labeur.

La réunion de section du 11 mai 2017 se situe à quatre semaines du premier tour. Le candidat-maire Franck Demaumont s'y exprime amplement : « Dans le peuple de gauche ? Ça se sait que je suis candidat avec Bruno Nottin. La raison d'être de notre candidature, c'est de vouloir incarner la gauche anti-austérité, antilibérale. Un rassemblement s'effectue autour de notre candidature. Et nous travaillons à l'élargissement du rassemblement. Mardi dernier, la France insoumise locale s'est largement prononcée pour un soutien à ma candidature. Sur vingt présents, seize l'ont voté. Même Alain et Marie-Claire G., qui ont un positionnement très partisan calqué sur la position du PG, n'ont pas voté contre. Donc les insoumis n'auront pas de candidat ici. C'est une très bonne nouvelle. Il semblerait qu'on se rapproche aussi d'une partie des socialistes.

« Mathieu Gallois [le secrétaire départemental] a rencontré le représentant de Hamon dans le département. Les hamonistes sont prêts à nous soutenir. En tout cas, ils ne soutiendront pas Jalila Gaboret [la candidate investie par le PS]. Ils n'oublient pas que Jalila Gaboret a soutenu Valls et a tout soutenu du quinquennat Hollande.

« Cela nous conforte dans notre rôle de rassembleur. C'est ce qu'on fait depuis des années. Nous, on s'adresse au peuple de gauche. Aujourd'hui nous avons le rassemblement pour nous. Nous sommes en dynamique.

« C'est ce rassemblement qu'on a fait vivre localement au travers du Front de gauche. Même s'il n'existe plus, paraît-il... C'est notre logique, notre démarche de la Maison commune. Cette logique qui aurait dû être celle du Front de gauche. Que signifie-t-elle ? Elle permet de faire de Chalette une terre de rassemblement pour de nombreux citoyens de gauche, du mouvement associatif, des syndicats... Chalette les accueille. Et aujourd'hui, je représente le symbole de ce rassemblement sur une démarche anti-austérité et sur un programme, sur lequel la France insoumise est largement d'accord ».

Comme pour le Front de gauche, une incertitude fondamentale demeure concernant la Maison commune et touche tout particulièrement à sa nature informelle et peu intelligible. À quelques reprises, la question du dépassement du PCF a été posée, de manière plus ou moins explicite, par des militants communistes. La Maison commune et le Front de gauche étaient alors souvent confondus dans un même élan et pris tous deux en modèle ou en chemin à suivre pour faire muter radicalement l'organisation communiste.

Par exemple, au bureau de section du 30 janvier 2021, Chantal C. évoque avec nostalgie l'acmé du Front de gauche : « ici [à la Maison commune], c'était une ruche à l'époque du Front de gauche. Il y avait beaucoup de jeunes qui venaient. On voit que l'organisation du parti communiste ne correspond plus à la situation du XXI^e siècle. Quoi qu'on en dise, les jeunes se mobilisent. Mais ils ne veulent pas d'un engagement total dans une organisation. Ils se mobilisent ponctuellement sur un sujet. Par exemple le climat, les violences policières... Et le parti communiste, nous, quelles perspectives on propose aux jeunes ? ».

Une conversation entre Bruno B., le trésorier de section Frédéric P. et un autre militant suggère de manière encore plus précise le dépassement du PCF en « autre chose » :

Nous sommes le 13 juin 2017, quelques jours après le premier tour des élections législatives. La réunion du secrétariat de section se conclut. Le secrétaire Bruno B.

a un échange avec un autre militant à propos de la perspective de poursuivre le rassemblement réussi à cette échéance électorale.

Bruno B. : « Bruno Nottin veut le rassemblement pendant les élections, puis une fois qu'elles sont finies il compte se recroqueviller sur le petit noyau des militants, sur le noyau dur ».

L'autre militant : « Il faut se dépasser. Nous avons eu un rassemblement unique ici, différent du national : les communistes, les insoumis, les hamonistes. Continuons ainsi. Allons même plus loin. Notre réunion de section du jeudi ? Faisons-en la réunion de tout le monde et pas seulement des communistes. Et créons une structure de coordination permanente entre nos mouvements politiques. Parallèlement, il faudrait développer la citoyenneté politique en élargissant cette coordination à des citoyens non encartés. Nous avons déjà l'outil pour faire ça : la Maison commune ».

Bruno B. : « Nous ne sommes pas prêts au dépassement du Parti. Et ton idée n'est pas claire. Et si une idée n'est pas claire, c'est qu'elle n'est pas mûre. Non... Reprenons l'idée d'origine de la Maison commune : des réunions de citoyens autour du Parti. Et c'est très important qu'on se réunisse aussi en interne ».

Frédéric P. : « L'idée de dépassement ne sera pas facilement acceptée en interne. Ça c'est certain ».

Bruno B. : « Et les camarades de Montargis ne suivront pas... ».

La Maison commune est donc apparue, à un moment donné, comme une sorte d'application locale du Front de gauche. Et tout comme le Front de gauche, elle est restée dans un entre-deux : ni nouveau parti politique, ni alliance classique, mais une structure gazeuse permettant de faire graviter des mouvements et des individus de l'autre gauche autour du PCF. Avec la fin du Front de gauche, elle poursuit sa trajectoire, détachée des considérations nationales et davantage soumise aux aléas politiques locaux. Quant au Front de gauche, en dépit de sa disparition, il a marqué les mentalités des communistes, au point qu'il peut être considéré comme une ressource symbolique militante.

8.2. Le Front de gauche comme ressource symbolique

La période post-2012 de déliquescence du Front de gauche laisse à penser que celui-ci ne constituait pas une simple combinaison politique. La dynamique qu'il a permis d'impulser notamment en 2012, faisant sortir la gauche radicale de l'état de fragmentation poussée dans lequel elle se trouvait précédemment et de la marginalité électorale, a fait naître un attachement et un sentiment d'appartenance chez certains militants communistes. Ces derniers perdurent malgré l'affaiblissement, puis la fin de fait à partir de 2017, de la coalition de gauche radicale. Ils sont entretenus par le maintien de l'utilisation de l'emblème et par la persistance d'un discours sur le Front de gauche de la part du parti national jusqu'au congrès de novembre 2018.

Autrement dit, bien que la réalité objective du Front de gauche à partir des élections locales du quinquennat Hollande soit de plus en plus remise en cause, une réalité subjective se développe et persiste nonobstant les tribulations nationales. Les acteurs sociaux à la « base » mobilisent alors – au moins jusque fin 2018 – le Front de gauche comme une ressource symbolique. Comme nous l'avons évoqué, cette ressource signifie l'élargissement de la sphère communiste vers l'espace plus général de la gauche radicale et vers des citoyens non encartés. Se réclamer du Front de gauche, c'est déclarer, en quelque sorte, son ouverture d'esprit, son rejet du sectarisme ou du dogmatisme.

À plusieurs reprises, au cours de distributions de tracts du PCF, j'ai pu observer certains comportements de militants communistes, révélateurs d'une mobilisation du Front de gauche comme ressource symbolique. Ce fut notamment le cas du secrétaire de section d'Amilly-Chalette Bruno B. Celui-ci, en donnant des tracts aux passants sur un point de rencontre, utilisait souvent la formule suivante : « tenez, prenez un tract... C'est le Front de gauche ». Cela paraissait très surprenant de prime abord car, certes, le tract était estampillé « PCF-Front de gauche », mais, dans la réalité, il était d'abord et avant tout un tract communiste, rédigé par des communistes et distribué par des communistes. De même, parfois, en dehors des distributions de tracts, Bruno B. pouvait engager une conversation politique avec un habitant qu'il avait peut-être croisé par ailleurs (dans le cadre de ses activités professionnelles à la ville par exemple). Rarement, Bruno B. se présentait alors comme « communiste », mais disait au Chalettois : « je suis

un militant Front de gauche ». À cet égard, le label « Front de gauche » devient une sorte d'étiquette positive que les communistes s'approprient et projettent à la société. Elle renvoie à une représentation avantageuse de soi, construite comme « rassembleur », assise sur la dynamique populaire de Jean-Luc Mélenchon en 2012 et tournée vers l'avenir, au service de « l'humain d'abord ». Bien sûr, cette représentation a d'autant plus de chances d'être admise par l'interlocuteur que celui-ci est un sympathisant ou un électeur de gauche (voire de gauche antilibérale). Au contraire, l'autodésignation comme « communiste » constitue plutôt un stigmate au sens d'Erving Goffman, c'est à dire « un attribut qui jette un discrédit profond »¹.

Différentes enquêtes d'opinions, en particulier, peuvent nous permettre d'éclairer ce point. Toutes révèlent que le communisme en général et le PCF en particulier ont une mauvaise image dans la société. Un sondage réalisé par l'Ifop pour *L'Humanité* en novembre 2020 portant sur un échantillon de jeunes âgés de 18 à 30 ans² montre que 65 % d'entre eux ont une mauvaise opinion du communisme³. L'organisation communiste souffre elle aussi d'une forte impopularité : en 2016, plus de trois-quarts des Français en ont également une mauvaise opinion⁴. Le mot « communisme » est ainsi marqué par l'histoire du XX^e siècle, entaché par les expériences de socialisme « réel », notamment en Union soviétique et dans les démocraties populaires européennes. Ainsi, à la question « et quand on parle du communisme, à quels mots l'associez-vous principalement ? », la première occurrence donnée par les jeunes interrogés est « l'échec d'une idéologie en URSS et dans l'Est de l'Europe » à 47 % et la deuxième « la dictature » à 44 %⁵. En d'autres termes, malgré l'éloignement temporel progressif du spectre de l'Union soviétique, les communistes jouissent d'une mauvaise réputation, en grande partie due à la mémoire historique, qui leur colle à la peau.

¹ GOFFMAN Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Les Éditions de Minuit, 1975 [1963], p.13.

² IFOP, « Le regard des jeunes âgés de 18 à 30 ans sur le communisme », sondage pour *L'Humanité*, novembre 2020.

³ En 2008, un sondage Viavoice toujours pour *L'Humanité* donnait sensiblement les mêmes résultats : 66 % des personnes interrogées avaient une opinion négative du communisme.

Voir VIAVOICE, « Les Français, le changement et le Parti communiste français », sondage Viavoice pour *L'Humanité*, 4 septembre 2008.

⁴ ODOXA, « Crible de la semaine : le Parti communiste français », sondage réalisé par Odoxa pour *Le Parisien/Aujourd'hui en France*, 11 septembre 2016.

⁵ IFOP, *op.cit.*

Se définir comme « communiste » renvoie à un passé qui pèse lourd et constitue en soi, globalement, une dévalorisation, ce qui n'est pas le cas de l'étiquette « Front de gauche ». On constate qu'un « effet Front de gauche » ou un « effet Mélenchon » a amélioré la perception du PCF au moment de l'apogée de la coalition. En septembre 2012, soit quelques mois après la campagne de la présidentielle et des législatives, les mauvaises opinions sont tombées à « seulement » 51 %¹. Plus largement, le label « Front de gauche » apparaît comme l'habit dont se drapent certains communistes pour se défaire du stigmate et ne pas rebuter les électeurs, tout en continuant à militer pour leurs idées. Au demeurant, les mêmes jeunes qui repoussent le terme « communisme » sont 63 % à être d'accord avec la phrase « il possible de construire une société basée sur la coopération et le partage des richesses et des pouvoirs »², ce qui est une approximation de la définition du communisme. Cela signifie bien que ce n'est peut-être pas tant le projet de société porté par le PCF qui est dévalorisé, mais bien le mot « communiste » lui-même.

Erving Goffman distingue trois modalités de gestion du stigmate par les individus ou groupes stigmatisés : la dissimulation du « handicap », c'est-à-dire que ceux-ci refusent de l'accepter ; la coopération avec les « normaux » ; le retournement du stigmate qui vise à renverser positivement la représentation sociale dont sont victimes les stigmatisés³. Cette dernière stratégie consiste, plus précisément, à « métamorphoser sa béquille en club de golf »⁴ ou, autrement dit, à changer la perception du groupe stigmatisé par une action politique, volontariste et collective. La démarche du Front de gauche pourrait ainsi apparaître, à première vue, comme une tentative de renversement du stigmate, de revalorisation de l'étiquette communiste rabaissée. En fait, cela supposerait que, parallèlement à sa mise en œuvre, le PCF et ses militants déploient un discours mélioratif sur le communisme, afin de se défaire de la réputation dont il est affublé. Il n'en fut rien : le Front de gauche est plutôt utilisé comme une sorte de cache-misère par les communistes, un outil qui permet la dissimulation du stigmate, sans pour autant rechercher une amélioration du label communiste.

¹ TNS SOFRES SOPRA GROUP, « Le baromètre politique Figaro Magazine », septembre 2012.

² IFOP, *op.cit.*

³ RIUTORT Philippe, *op.cit.*, p.292.

⁴ *Ibid.*, p.293.

Mais le Front de gauche n'est pas seulement une ressource symbolique projetée vers l'extérieur du PCF. Elle est aussi valorisée, de manière ambivalente, en interne.

Fin février 2017, les sections d'Amilly-Chalette et de Montargis travaillent sur un tract commun pour les élections législatives. Ce texte doit annoncer la tenue d'« ateliers citoyens » destinés à élaborer le programme du binôme communiste dans la circonscription. Son contenu est discuté par les bureaux des deux sections lors d'une réunion à la Maison commune, puis des échanges de mails suivent pour clarifier et modifier certains éléments. Une première version du tract, mise en page par le secrétaire de section d'Amilly-Chalette Bruno B., est envoyée par courrier électronique. N'y figure que le logo du Front de gauche. Un militant de Montargis, Serge C., réagit alors à cette première mouture : « Une remarque sur un élément que je n'avais pas repéré initialement mais qui a sauté aux yeux de Claude M., un camarade de Montargis. J'espère que l'absence du logo du PCF à côté de celui du Front de gauche est un oubli et pas un acte volontaire ? ».

Cette anecdote est révélatrice de l'identification différenciée des militants communistes au Front de gauche et, en miroir inversé, du rejet plus ou moins grand de l'enfermement dans une identité strictement communiste. On peut approximativement classer les adhérents communistes en trois sous-ensembles dans leur rapport à la coalition de gauche radicale et l'usage qu'ils font de la marque « Front de gauche ». Premièrement, les identitaires et les orthodoxes s'opposent dès le départ à ce rassemblement, ce qui les conduit à répudier le logo « Front de gauche » du matériel de leur réseau respectif. Pour eux, le Front de gauche amènerait à l'effacement du parti communiste, à sa dilution dans un ensemble vaste et incohérent, sans identifiant marxiste (ou marxiste-léniniste). À l'opposé, les adeptes du courant refondateur comme Bruno B. tendent à insister sur l'alliance et à surutiliser le signe « Front de gauche », parfois même jusqu'en oublier le PCF. Enfin, entre ces deux pôles, à l'image de Serge C., un groupe d'adhérents associe PCF et Front de gauche dans un même ensemble. Pour ces derniers, le PCF serait l'initiateur du Front de gauche, l'organisation qui l'a lancé et qui a œuvré sincèrement à son développement, mais il ne saurait le supplanter.

Cet usage différencié de l'appellation « Front de gauche » dépend, en outre, fortement de la configuration politique. Un même adhérent peut très bien se dire militant Front de gauche dans un certain contexte, puis strictement communiste à un autre moment.

Si Bruno B., par exemple, se réclame du Front de gauche en distribuant des tracts ou en s'adressant à des potentiels électeurs, il n'en est pas de même dans certaines réunions de section. C'est notamment le cas à l'approche de la consultation interne au PCF pour l'élection présidentielle en novembre 2016. Devant la montée des crispations identitaires internes et à la suite du vote – indicatif – de la conférence nationale en faveur d'une candidature communiste, Bruno B. semble adopter un discours différent devant ses camarades. Pour les convaincre de l'opportunité de soutenir la candidature Mélenchon, il délaisse, un temps du moins, la mobilisation du label « Front de gauche ». À plusieurs reprises, au cours des débats qui précèdent le vote, il utilise cette formule : « Je soutiens Mélenchon. Mais je suis communiste. C'est une question d'efficacité politique ». Ce « je suis communiste » résonne de manière disharmonieuse avec le « je suis Front de gauche » si fréquemment brandi devant les citoyens « ordinaires ». Mais, dans ce contexte bien déterminé, il veut signifier à ses camarades qu'il n'est pas un « liquidateur » comme les identitaires le prétendent. Bruno B. donne des gages de fidélité à « son » parti, en interpellant des personnes qui le connaissent et qui reconnaissent son engagement de trente-cinq ans – il a adhéré en 1982 – dans l'organisation.

Avec la fin de ce rassemblement de la gauche antilibérale, brisé sous les rochers de la présidentielle de 2017, la valeur du Front de gauche en tant que ressource symbolique se déprécie. Elle finit même par disparaître du paysage de ce champ politique après le congrès de 2018, qui marque un renversement de l'orientation stratégique vers un repli identitaire.

Quatrième partie : Le dépérissement idéologique du parti-citadelle

Au cours de la partie précédente, nous avons montré l'importance accrue des questions électorales prises dans l'organisation communiste contemporaine. Le PCF prend les traits, nous l'avons dit, d'un parti électoral semi-professionnel, tourné vers un cap clair en apparence : l'entretien, la conservation et, éventuellement, le développement des territoires électoraux occupés. Pour ce faire, il tisse une stratégie à géométrie variable, adaptant, assez souplement, ses positions en fonction des enjeux et élections. C'est ici l'un des traits fondamentaux du parti-citadelle, duquel il puise en grande partie sa survie. Pour se perpétuer, il faut, en effet, que les citadelles électorales résistent.

Cette caractéristique est à associer, de manière inversée, au vide idéologique qui transparait au PCF. En effet, alors que les impératifs électoraux semblent guider l'agenda communiste, au contraire, le débat d'idées et l'édification d'un corpus idéal ont progressivement déperî. Plus précisément, nous verrons qu'il n'est plus approprié de parler d'idéologie pour désigner le discours communiste, mais que le terme de « mentalité » est plus judicieux (*chapitre 9*). À partir du milieu des années 1990, les piliers sur lesquels était fondée la *doxa* communiste traditionnelle (la défense de la classe ouvrière, la révolution comme moyen de prise du pouvoir, l'édification d'une société socialiste, le soutien à l'URSS) croulent ou s'affaissent. Un humanisme, assez imprécis, mêlant questions sociales et environnementales, la remplace. Celui-ci n'est d'ailleurs pas bien différent des discours tenus par d'autres organisations de la gauche radicale, au point qu'il n'est pas insensé de parler d'une dilution du communisme dans cette famille politique plus large (*chapitre 10*). En définitive, à l'opposé du parti de masse communiste où l'idéologie formait l'un des cœurs de l'activité, le parti-citadelle est désarmé idéologiquement.

Chapitre 9 : Le discours communiste : affaiblissement idéologique et émergence d'une mentalité communiste

Dans sa brochure *Que faire ?* de 1902, Lénine affirme que « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire »¹. Pendant plusieurs décennies, la question de l'idéologie fut ainsi traitée par les partis communistes en s'inspirant de cette sentence² et de cet ouvrage. Le révolutionnaire russe y explique que la conscience politique de la classe ouvrière ne naît pas spontanément de la lutte économique, mais doit être apportée de l'extérieur par un parti d'avant-garde, organisé de manière quasi-militaire, centralisé et composé d'une élite de révolutionnaires professionnels. Cette conception du parti et de l'idéologie est à l'origine de la coupure en deux du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) au 2^{ème} congrès de juillet 1903 entre une majorité (les bolchéviques) sous la direction de Lénine et une minorité (les mencheviks) sous la conduite de Julius Martov³. Cette dernière prône, au contraire de Lénine, la fondation d'un parti ouvrier de masse, ouvert et composé de différentes tendances. À ce titre, *Que faire ?* peut être considéré comme le manifeste fondateur du bolchévisme⁴. Il imprime donc sa marque au mouvement communiste international après la révolution d'Octobre et détermine, en grande partie, la place centrale accordée à la « théorie », autrement dit au corpus idéal, dans les partis communistes du monde entier, au point de faire de ces organisations des « partis-idées »⁵. Pendant longtemps, il fut ainsi inadéquat de considérer le label communiste comme une simple marque électorale⁶ : les procédures électorales ne semblaient pas revêtir une dimension aussi fondamentale au sein des partis communistes que dans d'autres mouvements ; au contraire, les idées, leur

¹ LÉNINE Vladimir, *op.cit.*, 1902.

² Lénine reprend en fait une phrase de celui qui est considéré comme le fondateur du marxisme en Russie Gueorgui Plekhanov (1856-1918). Dans *Socialisme et lutte politique*, Plekhanov écrit : « Sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire au véritable sens du mot » (PLEKHANOV Gueorgui, *Socialism and the Political Struggle*, Marxists Internet Archive, 1883 [en ligne]. <<https://www.marxists.org/archive/plekhanov/1883/struggle/index.htm>>, consulté le 17 mai 2022).

³ WERTH Nicolas, « Lénine (1870-1924) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne]. <<http://www.universalis-edu.com/encyclopedia/lenine/>>, consulté le 16 mai 2022.

⁴ TRUCHON Lilian, « Que Faire ? de Lénine et le problème de l'idéologie », 29 juin 2014 [en ligne]. <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01016248>>, consulté le 17 avril 2022.

⁵ BAUDOUIN Jean, *op.cit.*, 1994, p.97.

⁶ DORMAGEN Jean-Yves, *op.cit.*, p.76.

élaboration et leur diffusion, paraissaient être essentielles, passant avant tout autre considération.

À cet égard, pour le PCF, une rupture majeure est intervenue au tournant du XXI^e siècle, mettant fin à plus de quatre-vingts ans de domination de la fonction idéologique et programmatique sur les autres missions traditionnellement confiées aux partis politiques. Engagée par le secrétaire national Robert Hue entre la seconde partie des années 1990 et les premières années du nouveau millénaire¹, la « mutation » opère, en effet, un revirement en ce sens, faisant des idées un élément au service d'une stratégie politique plutôt que l'inverse². Elle ébranle également, et cela de façon radicale – plus profondément encore que ne fut l'*aggiornamento* des années 1960 et 1970 –, les piliers sur lesquels reposait l'idéologie communiste jusqu'alors. Édifiés par Lénine sur la base de l'enseignement de Marx et d'Engels et élevés en dogme par Staline dès le milieu des années 1920³, ces piliers sont au nombre de quatre : la classe ouvrière comme groupe social de référence ; la révolution comme méthode de conquête du pouvoir ; le socialisme comme système social ; l'Union soviétique comme modèle à défendre.

La centralité de la classe ouvrière est l'un des principaux apports de Karl Marx et Friedrich Engels à la pensée communiste. En 1847, ceux-ci, en même temps qu'ils parviennent à faire changer le nom de la Ligue des justes en « Ligue des communistes », font remplacer la devise de cette société secrète. La formule consensualiste, propre au socialisme « utopique », « tous les hommes sont frères » est balayée pour laisser place à « prolétaires de tous les pays, unissez-vous »⁴. Avec Marx et Engels, le prolétariat devient ainsi l'agent de la révolution sociale, se défaisant d'une vision fraternaliste qui imaginait l'accession au communisme comme une communion de tous les membres de

¹ Robert Hue fut secrétaire national de 1994 à 2001, puis président du PCF de 2001 à 2003.

² Le changement de positionnement du PCF sur la question européenne est un exemple flagrant de ce revirement. À la fin des années 1990, l'organisation communiste abandonne son discours d'opposition radicale à l'Europe, fondé sur la défense de la souveraineté nationale et populaire, qu'elle avait notamment tenu lors de la campagne contre la ratification du traité de Maastricht en 1992. Elle adopte alors un positionnement altereuropéiste, visant à revendiquer une « autre Europe » (sociale, démocratique...), programme compatible avec celui du PS. Autrement dit, cette réorientation idéologique est avant tout motivée par des considérations de tactique électorale. Voir BERNIER Aurélien, *op.cit.*, pp.108-109.

³ « Les principes du léninisme » de Staline datent de 1924.

⁴ ENGELS Friedrich, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes » in MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Œuvres choisies en trois volumes*, Tome troisième, Les Éditions du Progrès, 1976, pp.179-197.

la société, bourgeois comme ouvriers. Il est la seule « classe vraiment révolutionnaire »¹, une classe qui « porte l'avenir en ses mains »², moteur de la dynamique sociale, faisant tomber le capitalisme et construisant la société communiste. À l'opposé de la concorde sociale dans laquelle se laisse bercer le « communisme égalitaire »³, les deux théoriciens allemands dessinent, dans la société capitaliste, une conflictualité fondamentale entre deux classes : d'une part, la bourgeoisie, classe dominante, et, d'autre part, la classe ouvrière, classe opprimée. La lutte des classes et le thème de la classe ouvrière sont, ensuite, repris par la doctrine soviétique. Le second subit même une certaine altération : car non seulement, le prolétariat est l'acteur du renversement du système social, mais, en plus, il est le « guide de toutes les masses laborieuses et exploitées »⁴ par la bourgeoisie. Il devient l'avant-garde de la révolution, les autres groupes sociaux – comme la paysannerie – n'étant alors que des « réserves »⁵ se ralliant à lui lors de la confrontation finale pour faire basculer la décision.

Classe centrale de l'analyse communiste, le prolétariat ne peut abolir l'ordre social capitaliste que par une révolution. Chez Marx et Engels, tout comme chez Lénine, il y a une mystique de la violence qui permettrait de faire table rase de la société actuelle. Le révolutionnaire russe écrit, par exemple, que l'État bourgeois « ne peut céder la place à l'État prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie d' "extinction", mais seulement, en règle générale, par une révolution violente »⁶. Quant aux premiers, ils prédisent que la lutte des classes, tôt ou tard, de latente deviendra manifeste et explosera alors en guerre civile⁷.

Dans la *doxa* communiste classique, l'objectif de la révolution est la fin du capitalisme et l'édification d'un nouvel ordre, fait de justice et d'émancipation. Cette société nouvelle qui doit naître des décombres du capitalisme est appelée, dans la théorie léniniste, « socialisme ». Marx n'utilise d'ailleurs pas ce vocable, mais parle de

¹ MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Le Manifeste du Parti communiste*, Éditions de l'Humanité, 2008 [1848], p.15.

² *Ibid.*

³ ENGELS Friedrich, *op.cit.*

⁴ LÉNINE Vladimir, *L'État et la Révolution. La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution*, Éditions sociales, 1969 [1917], p.33.

⁵ STALINE, « Des principes du léninisme », Conférences faites à l'Université Sverdlov, 1924.

⁶ LÉNINE Vladimir, *op.cit.*, 1969, p.27.

⁷ MARX Karl et ENGELS Friedrich, *op.cit.*, 2008 [1848], p.16.

« première phase de la société communiste », qu'il distingue de la « phase supérieure de la société communiste », laquelle a inscrit sur ses drapeaux le slogan « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins »¹. Quoiqu'il en soit, le discours communiste est empreint d'un messianisme libérateur, esquissant le projet d'une société délivrée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Enfin, le dernier élément de l'idéologie communiste traditionnelle est celui qui lui donne le plus de crédit, qui rend concret le récit de la suppression du capitalisme et de son remplacement par un autre système, le socialisme. Pendant plus de soixante-dix ans, de la révolution d'Octobre à la dislocation de l'URSS fin 1991, l'existence d'une société prétendant constituer un modèle alternatif traduisait en termes « réels » la doctrine communiste.

Avec l'effondrement du bloc de l'Est, une décomposition du discours communiste est à l'œuvre. Les quatre piliers sur lesquels il tenait soit s'écroulent – c'est le cas de la défense du modèle soviétique ou de la promotion du socialisme comme phase transitoire vers le communisme – soit sont complètement transfigurés. En plus de ce choc symbolique, la « mutation », pour le PCF, bouleverse ce qui pouvait être considéré comme de véritables invariants de l'idéologie communiste. Au demeurant, nous estimons qu'à la suite de ces changements il est excessif de désigner le discours actuel du PCF comme une idéologie. Il serait davantage préférable de parler de « mentalité ». Pour le sociologue allemand Theodor Geiger², les idéologies sont « des systèmes de pensée plus ou moins élaborés et organisés, souvent sous forme écrite, par des intellectuels ou pseudo-intellectuels ou du moins avec leur aide », alors que les mentalités sont « des manières de penser et de sentir, plus émotionnelles que rationnelles, qui déterminent des façons non codifiées de réagir aux situations qui se présentent »³. En devenant mentalité, le discours communiste perd également en cohérence et surtout sa spécificité. Il devient un langage assez banal dans le champ de la gauche radicale. En d'autres termes, il semble se diluer dans un espace politique plus

¹ MARX Karl, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions sociales, 1972 [1875], p.32.

² GEIGER Theodor, *Die soziale Schichtung des deutschen Volkes*, F. Enke, 1932, pp.77-79.

³ LINZ Juan J., *Régimes totalitaires et autoritaires*, Armand Colin, 2006, p.161. Juan J. Linz utilise la distinction opérée par Theodor Geiger pour définir les régimes autoritaires et les régimes totalitaires. Les premiers seraient ainsi marqués par une mentalité, tandis que les seconds par une idéologie.

large et finit par ne plus vraiment se distinguer des idées portées par les autres organisations et mouvements de cet espace.

9.1. De l'*aggiornamento* des années 1960-1970 à la rupture de la « mutation » : la formation d'une mentalité communiste

La « mutation » marque une rupture conceptuelle majeure, qui fait émerger une sorte de néocommunisme, dégagé des éléments traditionnels de la doctrine marxiste-léniniste. Comme nous le verrons, son empreinte dans le discours communiste est encore visible aujourd'hui, et cela malgré la victoire des identitaires au dernier congrès de 2018. Le congrès de Martigues de l'an 2000 fut présenté à l'époque comme un « congrès de la modernité communiste »¹ ou comme un « congrès fondateur »². Si ces expressions semblent excessives du point de vue du rebond électoral et politique du PCF, en revanche, elles semblent appropriées sur le plan des idées. Pourtant, pour les protagonistes politiques d'alors, tout comme pour les analystes, la « mutation » laisse comme un goût d'inachevé. Pour les refondateurs de la première décennie du nouveau siècle, elle est beaucoup trop prudente. Ainsi, en 2003, au 32^{ème} congrès de Saint-Denis, Roger Martelli soutient qu'elle « a échoué, non par excès de novation, mais pour ne pas avoir conduit, de façon cohérente, rigoureuse et collective, les chantiers où se reconstruit [l']utilité »³ du PCF. Quant aux identitaires, tout en condamnant la « mutation » comme une œuvre réformiste, ils estiment que celle-ci ne peut aller jusqu'au bout de sa visée liquidatrice, puisqu'elle n'est conduite que par une fraction de la direction, la masse des militants ne se reconnaissant pas dans ce mouvement⁴. Principal artisan de cette tentative de rénovation, Robert Hue lui-même la jugera, *a posteriori*, de manière sévère. Dans un livre publié en 2014, il avance que son volontarisme s'est brisé sur l'inertie de l'appareil, faisant trébucher son entreprise transformatrice, au point d'en conclure à l'irréformabilité du parti communiste⁵. Du côté des politistes, ils analysent la

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000, p.1.

² *Ibid.*, p.28.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2003, p.10.

⁴ *Ibid.*, p.8.

⁵ HUE Robert, *op.cit.*, 2014, p.51.

« mutation » comme un processus resté au milieu du gué, qui a détruit les anciens référents idéologiques sans réussir à en proposer de nouveaux¹. Pour Bernard Pudal, elle est demeurée dans un entre-deux, n'aboutissant à s'engager ni sur la trajectoire de conversion du PCF en parti social-démocrate ou centriste selon le scénario italien, ni sur les pas d'une transformation en parti de la gauche radicale².

En dépit de ces critiques sur son caractère inabouti ou circonspect, il nous semble, malgré tout, que la « mutation » a permis de construire un communisme de « nouvelle génération »³ qui n'a plus grand-chose à voir avec la version originelle de la doctrine communiste. Elle fut précédée dans le temps par une autre phase de mise à jour, un *aggiornamento*, dans les années 1960 et 1970. Cette période « moderniste »⁴ s'ouvre avec l'accession de Waldeck Rochet au secrétariat général en 1964 et s'inscrit dans le cadre de la dynamique de l'union la gauche. Elle s'achève avec la rupture du Programme commun en 1977. Furent alors récusées certaines notions assez importantes du marxisme-léninisme : rejet de la thèse du parti unique et acceptation du pluralisme politique en 1964⁵ ; respect du principe de l'alternance en 1972 ; éloignement de l'exemple soviétique de prise du pouvoir par la violence en avançant l'idée d'une voie pacifique vers le socialisme⁶ ; prise de distance avec le modèle soviétique lui-même en proposant « un socialisme aux couleurs de la France »⁷... Le tout fut couronné par « l'apothéose »⁸ que constitue l'abandon au 22^{ème} congrès de février 1976 du principe de la dictature du prolétariat, pour s'engager sur « une voie démocratique au socialisme »⁹. À cela s'ajoute, sur le plan international, une tentative de remise en cause de l'hégémonie de l'Union soviétique sur le mouvement communiste, incarnée par la stratégie eurocommuniste. Cette dernière – qui ne fut pas dépourvue d'ambiguïtés, de

¹ Voir LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *op.cit.*, p.140 et BUÉ Nicolas et ETHUIN Nathalie, *op.cit.*

² PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2002, p.551.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (c), p.3.

⁴ BAUDOUIN Jean, *op.cit.*, 1994, p.107.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Résolution politique du 28^{ème} congrès du Parti communiste français. Levallois – 4 au 8 janvier 1967*, Supplément au Bulletin de l'Élu communiste, n°27, 1967, p.14.

⁶ *Ibid.*, p.14.

⁷ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Les principes de la politique du Parti communiste français*, Éditions sociales, 1976 (b), p.87.

⁸ BAUDOUIN Jean, *op.cit.*, 1994, p.103.

⁹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1976 (b), p.60.

subtilités et de nuances – prend d’abord la forme d’une insistance sur les spécificités nationales, mettant en avant, à la différence de la voie russe, un passage pacifique et démocratique au socialisme, pour ensuite devenir de plus en plus critique vis-à-vis de l’URSS¹. La rencontre tripartite de Madrid réunissant en mars 1977 Georges Marchais, Enrico Berlinguer et Santiago Carrillo, respectivement secrétaires généraux du PCF, du PCI et du PCE, constitue une sorte de zénith de ce moment eurocommuniste qui prend fin pour le parti français avec la rupture du Programme commun. Cette parenthèse peut aussi être interprétée comme une entreprise de renouvellement du communisme, dans une forme déstalinisée², dans la mesure où comme le notait Berlinguer la « force propulsive » de la révolution russe de 1917 s’était alors « épuisée »³.

En définitive, l’*aggiornamento* s’opère sans vision d’ensemble et par révisions ponctuelles. Surtout, ce n’est pas tellement la doctrine communiste classique, telle que nous l’avons définie en introduction de ce chapitre, qui est remise en question, mais l’une de ses versions, certainement la plus extrême et rigoriste : la vulgate stalinienne, transposée en France sous les traits du thorézisme. Ce dernier connaît sa consécration dans les années 1950 en pleine guerre froide et se résume à quelques traits caractéristiques : « lutter contre l’impérialisme, défendre le camp socialiste, renforcer la cohésion idéologique du Parti »⁴, tout cela étant accompagné d’un isolement politique du PCF sur la scène nationale. Le soutien inconditionnel à l’Union soviétique se remarque, par exemple, par le fait que les communistes français participent activement au Kominform. Quant à la cohésion de l’appareil, elle se matérialise et se renforce par l’exclusion ou la mise à l’écart de dirigeants ayant participé à la guerre d’Espagne ou à la Résistance, mimant « à l’échelle française – donc sans effusion de sang – »⁵ le système stalinien des purges. C’est le cas, par exemple, d’André Marty, connu pour sa

¹ PUDAL Bernard, *op.cit.*, p.93.

² MARTELLI Roger, VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge, *Le parti rouge. Une histoire du PCF. 1920-2020*, Armand Colin, 2020.

³ Le 15 décembre 1981, deux jours après l’instauration de l’état de siège en Pologne, Enrico Berlinguer déclare : « Une période s’achève. Ce qui s’est passé en Pologne me conduit à penser que la force propulsive qui a pour origine la révolution d’Octobre s’est désormais épuisée, comme s’est épuisée la capacité de renouvellement des sociétés de l’Est européen » (MARCOU Lilly, « Les partis communistes d’Europe occidentale. La seconde chance de l’eurocommunisme », *Le Monde diplomatique*, février 1981, p.9).

⁴ SANTAMARIA Yves, *op.cit.*, p.58

⁵ *Ibid.*, p.66.

participation aux Brigades internationales, et exclu du PCF en janvier 1953 et de Charles Tillon, fondateur des Francs-tireurs et partisans français (FTP), écarté de la direction du Parti à la même période. La réforme des années 1960-1970 s'apparente ainsi à une sorte de déstalinisation du communisme français, assez tardive par ailleurs puisque le 20^{ème} congrès du PCUS et le « rapport secret » de Nikita Khrouchtchev ouvrent la voie au dégel dès 1956. Elle permet notamment de sortir de l'isolement, en initiant une stratégie électorale d'alliance avec la social-démocratie et écorne certains dogmes issus du « stalinisme aux couleurs de la France »¹ (parti unique, dictature du prolétariat). Tout autre est la « mutation » des années 1990, qui n'a pas pour objectif et pour effet d'édifier une variante à la doctrine communiste d'origine, mais qui la remet en cause foncièrement.

En 1997, Marc Lazar affirmait que « l'idéologie communiste n'est pas morte »². Pour étayer son argumentation, il utilisait alors la définition de l'idéologie donnée par Pierre Ansart comme « schème collectif d'interprétation »³ permettant de fournir une vision du monde et des représentations sociales de ce qui est et de ce qui doit advenir, le tout s'appuyant sur une théorie politique. Autrement dit, c'est l'idéologie au sens fort du terme qui est mobilisé pour montrer la persistance de l'idéologie communiste. Trois décennies après la disparition du « socialisme réel » et après un quart de siècle d'action symbolique de la « mutation », il est, à notre sens, pertinent de se poser de nouveau la question du maintien d'une telle idéologie. Selon nous, il serait plus judicieux de parler de mentalité communiste plutôt que d'idéologie. La rigueur scientifique – ou prétendument scientifique – sur laquelle reposait la version originelle, marxiste-léniniste, du communisme ne semble être qu'un lointain – et mauvais – souvenir. La vision du monde actuelle proposée par le PCF perd en justesse et en précision : elle ne forme plus qu'une sorte d'état d'esprit mâtiné de dénonciation du capitalisme – et parfois davantage du libéralisme que du capitalisme –, de défense d'un groupe social peu défini et d'un projet politique très flou sur la société qu'il conviendrait d'édifier. Bref, on assiste

¹ *Ibid.*, p.58.

² LAZAR Marc, « L'idéologie communiste n'est pas morte », *Esprit*, n°230/231, mars-avril 1997, pp.83-91.

³ ANSART Pierre, *Les idéologies politiques*, Presses universitaires de France, 1974, p.10.

à une dilution de l'idéologie communiste et à un ébranlement des piliers sur lesquels elle reposait.

Nous étudierons tour à tour les modifications de ces éléments, en nous focalisant sur le discours dominant de l'organisation communiste. Comme nous l'avons déjà développé précédemment, le PCF contemporain est un espace éclaté en tendances, qui sont autant de sous-cultures qui cohabitent plus ou moins difficilement en son sein. Nous nous concentrerons donc sur la position majoritaire, c'est-à-dire celle qui se dégage des textes finaux des congrès, et qui n'est qu'un compromis entre les différentes sensibilités – penchant plus ou moins d'un côté ou de l'autre en fonction des rapports de force internes –. Cela est encore plus vrai en 2018 où aucun courant n'a la majorité absolue, ce qui force les acteurs sociaux à des arrangements plus nécessaires que jamais.

9.2. De la fin de la centralité ouvrière à la persistance d'une certaine conflictualité

Apport essentiel du marxisme et « mythe fondateur »¹ de l'idéologie communiste, la centralité du groupe ouvrier reste jusqu'au tournant de la « mutation » l'un des thèmes capitaux du PCF. Par exemple, au 28^{ème} congrès de Levallois de 1967, reprenant le refrain léniniste, les communistes français rappellent « le rôle qui incombe à la classe ouvrière à toutes les étapes de la lutte » en tant qu'« animatrice et [...] dirigeante naturelle de toutes les forces qui combattent pour la démocratie et le socialisme »². Et même en période de dynamique unitaire et d'ouverture du PCF vers d'autres classes sociales en vue d'un rassemblement plus large, les ouvriers demeurent le groupe social de référence, la classe qu'il convient de défendre et de promouvoir, puisque c'est à elle qu'échoit la mission du changement social. Ainsi, en 1976, au cœur même de l'ère florissante de l'union de la gauche, le PCF conserve un discours très ouvriériste, en réaffirmant le « rôle dirigeant »³ et le « rôle d'avant-garde » de la classe ouvrière⁴. Alors

¹ LABBÉ Dominique, « Le discours communiste », *Revue française de science politique*, 30^{ème} année, n°1, 1980, p.71.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1967, p.16.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1976 (b), p.114.

⁴ *Ibid.*, p.116.

même que les Trente glorieuses sont marquées par une montée des couches moyennes salariées et, qu'à partir de la fin des années 1960, le Parti s'engage dans la construction d' « alliance englobant toutes les couches sociales antimonopolistes »¹ comprenant, en plus du prolétariat, les ingénieurs, techniciens et cadres, sa vision n'évolue pas véritablement, reproduisant l'argumentation marxiste classique : « en France, comme dans toute société capitaliste, il existe deux classes fondamentales »², aux « intérêts opposés, inconciliables »³, celle qui possède les moyens de production – la bourgeoisie – et celle qui ne possède que sa force de travail – la classe ouvrière –⁴.

Cette autodéfinition du PCF comme « parti de la classe ouvrière » et cette primauté donnée au prolétariat, considéré comme l'agent historique du renversement du capitalisme, disparaissent des radars à partir du milieu des années 1990. Cet effacement est particulièrement visible dans les textes adoptés par les congrès depuis Martigues, tout particulièrement si l'on s'intéresse aux occurrences de l'expression « classe ouvrière » et du mot « ouvrier(s) » dans ces documents. Ceux-ci apparaissent seulement deux fois dans la brochure de l'an 2000 ; cinq fois pour la résolution du congrès de 2003 ; deux fois en 2006, 2008 et 2010 ; six fois en 2013 ; cinq fois en 2016 ; et de nouveau six fois en 2018. Bref, l'horizon idéologique communiste ne semble plus s'arc-bouter sur le groupe ouvrier.

Le discours du PCF sur lui-même comme organisation ayant l'ambition de représenter la classe ouvrière s'évanouit lui aussi⁵. La commission des mandats, qui est

¹ LAURENT Michel, « Les ingénieurs, techniciens et cadres, des couches sociales antimonopolistes », *Cause commune*, n° 14/15, janvier-février 2020, p.81.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1976 (b), p.102.

³ *Ibid.*, p.26.

⁴ On peut d'ailleurs noter que la définition qui est donnée des classes sociales en termes de possession ou de non-possession des moyens de production (PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1976 (b), p.102.) oublie une dimension de l'analyse développée par Marx : celle de la conscience de classe. Les conditions économiques et la place dans les rapports sociaux de production ne suffisent pas chez Marx à épouser toute la réalité de la division de la société en classes sociales. Pour passer de la « classe en soi » partageant une situation commune à une « classe pour soi », un critère subjectif doit être respecté, celui du sentiment d'appartenance à un même groupe social. Marx défend notamment cette position à propos des paysans parcellaires français du milieu du XIX^e siècle qui ne serait qu'une classe virtuelle, « un sac de pommes de terre », semblables mais sans conscience de classe (MARX Karl, *op.cit.*, 1969, pp.107-108).

⁵ En plus du discours, c'est aussi la composition sociale du parti qui mute. Voir MISCHI Julian, *op.cit.*, 2014, pp.79-94. Alors que la part des ouvriers diminue dans l'effectif militant, un nouveau groupe central prend le relai : celui des enseignants et des cadres techniques et administratifs des services publics (et notamment des collectivités territoriales).

censée donner à chaque congrès une image de la composition sociale des délégués, précise en 2003 que 10 % d'entre eux sont ouvriers (soit 77 ouvriers sur 769 délégués¹). En 2006, elle donne le chiffre de 7,9 % (73 sur 924²) ; en 2008, celui de 7 % (61 sur 873³) ; et en 2010, 7,6 % (44 sur 582⁴). Outre le fait que ces statistiques témoignent d'une diminution du nombre de congressistes ouvriers dans le temps⁵, ce qui est le plus frappant est l'évaporation de la préoccupation ouvrière. Ainsi, en 2013, la commission indique seulement le nombre d'actifs et d'inactifs : les premiers représentent 74 % du nombre de délégués et appartiendraient à « l'ensemble des catégories professionnelles »⁶, sans plus de précision. En 2016 et en 2018, elle ne présente plus son traditionnel rapport, montrant le caractère désormais très accessoire de la question non seulement de la représentation du groupe ouvrier, mais, plus globalement, de l'intérêt porté à la représentativité sociale des effectifs partisans.

Le même constat peut être formulé concernant la direction nationale. Sur ce plan-là aussi, il ne s'agit plus de représenter le monde ouvrier en assurant la promotion de dirigeants nationaux d'extraction ouvrière, mais de faire élire un conseil national « à l'image de la société française » ou encore « une direction renouvelée, rajeunie, féminisée, "métissée" »⁷. Plus généralement, dans les statuts adoptés en 2013, il n'est plus question d'incarner la classe ouvrière⁸. Dans les motivations de l'adhésion au PCF, formulées en préambule, est citée l'histoire de combats dont l'organisation communiste se réclame : « les combats révolutionnaires et internationalistes » et « toutes les luttes émancipatrices, féministes, humanistes, antiracistes, écologistes, pacifistes, anticolonialistes et anti-impérialistes, pour la laïcité, contre toutes les discriminations et

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2003, p.13.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2006, p.10.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2008, p.9.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 35^{ème} congrès », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°398, 23 juin 2010, p.8.

⁵ Julian Mischi note que, dans les années 1970, la part des ouvriers dans le total des congressistes nationaux est de 45 % environ. Puis, ce nombre passe sous la barre des 40 % dans les années 1980 et sous la barre des 30 % dans les années 1990. MICHI, *op.cit.*, 2014, p.80.

⁶ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 36^{ème} congrès du PCF – Commission des mandats », 2013 (b) [en ligne].

<<https://www.dailymotion.com/video/xxey3y>>, consulté le 19 novembre 2021.

⁷ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000, p.1.

⁸ L'expression « classe ouvrière » et le mot « ouvrier » n'apparaissent aucune fois dans les statuts.

exclusions, contre le sort fait à la jeunesse, etc. »¹. À aucun moment le mouvement ouvrier n'apparaît en tant que tel.

Si le discours classiste et ouvriériste s'est envolé, que reste-t-il alors de ce processus fortement associé à celui-ci : la lutte des classes ? Le PCF continue à se référer à la lutte des classes qui, pour lui, n'auraient pas disparu et serait encore « une réalité bien vivante »².

« La lutte des classes avait disparu. C'était une vue de l'esprit, un fantôme du passé que quelques individus inadaptés aux exigences de la modernité cherchaient à réveiller. Chacun était seul responsable de la situation dans laquelle il se trouvait. Voilà le discours hypnotisant qui nous a été servi des années durant. Et pourtant, jamais il n'y a eu de pause dans cet affrontement »³.

Mais cette nouvelle forme de lutte des classes qu'affectionnent les communistes français contemporains a peu de choses à voir avec sa version marxiste première – celle d'une confrontation larvée ou ouverte entre le prolétariat et la bourgeoisie – ou dans sa version paroxystique des temps de la révolution d'Octobre et des premiers pas du PCF – celle d'une guerre entre deux camps irréductibles⁴ –. Elle s'assimile à une conflictualité assez diffuse entre deux pôles aux contours flous : d'une part, les forces de l'argent⁵ et, d'autre part, l'être humain.

Chacun des deux côtés prend d'ailleurs des dénominations diverses selon les textes, voire selon les paragraphes d'un même texte. Concernant l'adversaire contre lequel s'opposer, il est désigné alternativement sous le vocable de « dictature de l'argent-roi »⁶, « dictature des marchés financiers »⁷ ou de « monstre insatiable de la finance »⁸, de « dictature du profit »⁹, de « forces du marché »¹⁰, ou encore de « grand patronat [...] et

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.4.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000, p.15.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (c), p.3.

⁴ COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, 1995, p.45.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.9.

⁶ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000, p.42.

⁷ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.6.

⁸ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (c), p.3.

⁹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.6.

¹⁰ *Ibid.*, p.9.

gros actionnaires »¹, de « puissants »² ou de « petite oligarchie »³... Cette imprécision s'étend aussi au groupe social de référence. S'agit-il des « peuples »⁴, des « citoyennes et citoyens »⁵ ou du « plus grand nombre »⁶? Quoiqu'il en soit, les communistes n'entendent plus désormais cibler la promotion des intérêts d'une catégorie sociale en particulier, mais font valoir un « pluralisme social »⁷ dans leur discours.

À la suite de la publication d'un livre de Pierre Laurent en 2016⁸, une nouvelle expression semble, pendant un temps du moins, faire florès au sein de l'espace partisan : celle des « 99 % », en opposition aux « 1 % ». Elle permet de faire ressortir que 1 % de la population mondiale accapare la plus grosse part des richesses, au point de posséder davantage que les 99 % restants. Selon les termes mêmes de l'organisation communiste, elle « a l'avantage d'exprimer l'opposition de classe de façon moderne et rassembleuse »⁹. Mais l'utilisation d'un pourcentage, tout particulièrement celui des 99 %, est-elle à même de mobiliser des individus et de construire un sentiment d'appartenance, une sorte de nouvelle conscience de classe ? Sur cette question, le doute est permis, d'autant plus que cette France des 99 % recouvre des réalités très différentes, dont on peine à apercevoir les points communs en termes de conditions de travail ou de vie : ouvriers, employés, cadres « surexploités »¹⁰, ingénieurs, enseignants, artistes, entrepreneurs individuels, micro-entrepreneurs, chômeurs... En définitive, les 99 % forment un ensemble très hétéroclite ; presque tout le monde semble en faire partie. De parti ouvrier, d'une organisation porteuse d'un discours et de représentations sur le monde ouvrier, le PCF deviendrait une sorte de parti de presque tout le monde, « le parti de l'humain d'abord »¹¹.

Renouant en quelque sorte avec le communisme pré-marxiste, la « mutation » rompt avec le discours classique de lutte des classes pour forger un discours humaniste, qui

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (a), p.7.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.6.

⁵ *Ibid.*

⁶ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.17.

⁷ HUE Robert, *Communisme : la mutation*, Stock, 1995, p.305.

⁸ LAURENT Pierre, *99 % !*, Le Cherche midi, 2016.

⁹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (c), p.38.

¹⁰ *Ibid.*, p.21.

¹¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (c), p.37.

n'est, jusqu'aujourd'hui, pas remis en cause dans les rangs communistes. L'humanisme est même revendiqué par le PCF. Robert Hue aura ainsi cette sentence dans son livre *Communisme : la mutation* de 1995 : « communisme rime avec humanisme »¹. À ce titre, cette évolution s'apparente, dans des proportions moins radicales, à celle suivie par le PCI entre la Bolognina de novembre 1989 et son dernier congrès à Rimini en janvier 1991. Sous l'impulsion de son dernier secrétaire général Achille Occhetto, le processus de refondation de la plus grande organisation communiste d'Europe occidentale conduit alors à privilégier une théorie des droits sur la lutte des classes et à mettre l'accent sur la Révolution française de 1789 plutôt que sur la révolution russe². Le PCI ne se définit plus alors comme parti ouvrier, faisant de la classe ouvrière la référence centrale de son combat, mais entend défendre les citoyens et leurs droits. Le PCI devient « le parti des droits »³, tout comme son homologue français devient le « parti de la personne humaine » qu'il oppose aux « puissances d'argent »⁴. Pour Robert Hue et ses successeurs, le choix de civilisation à opérer ne réside plus dans l'alternative entre capitalisme et socialisme, mais dans l'opposition entre une société dominée par la logique de « l'argent pour l'argent » et une autre faisant la promotion de l'humain, « de son bonheur et ses droits »⁵.

9.3. De la révolution à l'évolution révolutionnaire

La croyance dans la révolution sociale est un credo du communisme, qui se trouve défait en fin de XX^e siècle. Elle avait été déjà amendée dans les années 1960 et 1970. Les communistes se qualifiaient alors toujours de « révolutionnaires », mais n'envisageaient plus par ce qualificatif l'utilisation de la violence armée. « La guerre civile ne figure pas dans les objectifs de notre parti » écrivaient-ils en 1976⁶. Le remplacement du capitalisme par le socialisme devait alors passer par la voie

¹ HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.155.

² LIGUORI Guido, *op.cit.*, p.116.

³ *Ibid.*, p.121.

⁴ HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.142.

⁵ *Ibid.*, p.144.

⁶ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1976 (b), p.94.

démocratique, par une étape appelée « démocratie véritable »¹ ou « démocratie avancée »². Il n'empêche que le PCF militait alors toujours pour « l'abolition du capitalisme »³ par l'intermédiaire d'une révolution permettant la conquête du pouvoir d'État.

Ce principe de base du léninisme est plus qu'écorné au congrès de Martigues, au cours duquel la majorité des délégués abroge des textes du PCF l'expression « abolition » ou « renversement » du capitalisme et opte pour son « dépassement ». Plus question d'étapes intermédiaires devant mener à une civilisation supérieure ; plus question même d'attendre une hypothétique prise de pouvoir étatique pour que tout change. Le dépassement du capitalisme se comprend comme un processus de luttes et de conquêtes – même partielles – qui mènent « graduellement »⁴ vers le dépérissement de l'ordre existant. Et dans ce mouvement, il ne s'agit plus d'investir l'État et de l'utiliser comme un outil pour changer de société, en vertu de l'axiome de Lénine selon lequel l'État doit devenir « le prolétariat organisé en classe dominante »⁵. Dans cette conception néo-communiste, le pouvoir est partout, diffus : de la commune jusqu'à l'Europe, en passant par les autres strates de l'organisation publique, mais aussi dans l'entreprise ou dans les organisations ; plus généralement, dans toute la vie sociale.

Invoquer le « dépassement du capitalisme » permettrait, selon les communistes, à la fois de se battre pour des avancées concrètes et immédiates, sans perdre de vue la perspective révolutionnaire. Cette nouvelle vision des choses est synthétisée dans la formule « visée communiste », que le PCF affectionne particulièrement. Le texte de Martigues parlait d'une action qui se situe « entre propositions immédiates et visée communiste »⁶ ; l'*Humanifeste* de 2013 affirmait que « notre visée est celle du communisme »⁷ ; même le document final de 2018 censé retranscrire les idées de la majorité identitaire considère le « communisme de notre temps » comme « une visée

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1967, p.9.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Pour une Démocratie avancée, pour une France socialiste !*, Supplément au Bulletin de propagande, n°7, novembre-décembre 1968.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1967, p.18.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000, p.6.

⁵ LÉNINE Vladimir, *op.cit.*, 1969, p.31.

⁶ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000, p.24.

⁷ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (c), p.17.

historique »¹. Quant aux statuts actuels, ils évoquent « la visée émancipatrice du communisme »². Faire de la politique au jour le jour pour obtenir sur le court terme des éléments perçus comme des progrès, tout en ne perdant pas de vue, sur le long terme, l'horizon du communisme³ constitue aussi une façon pour les communistes de se démarquer à la fois des sociaux-démocrates et de l'extrême-gauche :

« Loin d'une recherche désespérée du "grand soir" ou d'une gestion sociale-libérale, nous proposons un processus de transformation sociale fondée sur les luttes, les batailles d'idées et les conquêtes de pouvoirs »⁴.

On peut se demander jusqu'à quel point cette nouvelle conception de la rupture avec l'ordre capitaliste est encore révolutionnaire. Le dépassement du capitalisme constitue-t-il seulement un amendement de la « révolutionnarité », qui resterait néanmoins un invariant, comme le souligne Bernard Pudal⁵ ? Ou, au contraire, l'effacement de la foi dans la « table rase » et la consécration du lent processus de suppression du capitalisme ne sont-ils pas autre chose qu'une optique révolutionnaire ? Autrement dit, du réformisme, dissimulé de manière presque honteuse ?

Il est vrai que le PCF cultive l'ambiguïté sur ce sujet, en usant d'affirmations antithétiques. Tantôt il se prononce pour une « révolution », tout en la qualifiant de « sociale, citoyenne, pacifique, démocratique, et non pas la prise du pouvoir d'une minorité »⁶. Tantôt il semble préférer « l'évolution révolutionnaire »⁷ de Jean Jaurès. En son temps, Robert Hue ne lésinait pas en se montrant favorable aux réformes :

« Oui, les communistes veulent des réformes, luttent pour des réformes ! [...] Et puis nous ne séparons pas la lutte pour ces réformes [...] du "processus " de

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.8.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.3.

³ L'expression « horizon du communisme » fut employée par le PCI à la fin des années 1980 pour mettre de côté l'idée d'une phase socialiste transitoire vers le communisme. Voir LIGUORI Guido, *op.cit.*, p.260.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.6.

⁵ PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2002, p.551.

⁶ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (c), p.3.

⁷ ROUBAUD-QUASHIE Guillaume, *op.cit.*, 2018.

transformation sociale »¹.

En ce sens, nous pouvons nous interroger sur la pertinence de l'opposition réforme-révolution, diptyque antagonique imprégnant la gauche. En effet, si d'un côté les communistes hésitent – mais semblent souvent pencher vers la synthèse jaressienne –, de l'autre les socialistes français ont engagé une longue transformation qui les a conduits d'abord à renoncer à l'idéal révolutionnaire, puis à se défaire dans les faits – mais pas forcément dans les discours – du réformisme, en acceptant l'économie de marché. La refondation du PS au congrès d'Épinay en 1971 marque le début d'une mutation idéologique de la « vieille maison » qui commence à se défaire, sans le formuler de manière explicite, de son identité révolutionnaire². Plus précisément, bien que dans son projet politique, dans ses programmes électoraux et dans les interventions de son premier secrétaire il demeure attaché au principe de rupture avec le capitalisme, le PS évolue dans les années 1970 et au début des années 1980 vers un réformisme non assumé³. La raison principale de cette mue réside dans la volonté de François Mitterrand de faire de son organisation un parti de gouvernement, prêt à conquérir et à exercer le pouvoir. Le tournant de la rigueur de 1983 accentue ensuite cette tendance.

À partir de la seconde moitié des années 1990 intervient une seconde évolution. Après être devenu réformiste sous Mitterrand, le PS adopte alors des positions sociales-libérales. Ainsi, Lionel Jospin écrivait en 1999 :

« Nous acceptons l'économie de marché car c'est la façon la plus efficace – à condition qu'elle soit régulée – d'allouer les ressources, de stimuler l'initiative, de récompenser le travail. En revanche, nous refusons "la société de marché", car si le marché produit des richesses, il ne produit en soi ni solidarité, ni valeurs, ni projet, ni sens. Parce que la société ne se résume pas à un échange de marchandises, le marché ne peut être son seul animateur »⁴.

¹ HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.174.

² GRUNBERG Gérard, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique*, vol.13, n°1, 2011, pp.99-111.

³ *Ibid.*

⁴ JOSPIN Lionel, « Ma social-démocratie », *Libération*, 19 novembre 1999 [en ligne].

<<https://www.vie-publique.fr/discours/245044-lionel-jospin-17111999-social-democratie>>, consulté le 8 décembre 2021.

Bien sûr, cette conversion au social-libéralisme ne suit pas un parcours linéaire et n'est pas dépourvue d'ambiguïtés. Ainsi, la politique économique menée par le gouvernement de gauche plurielle à dominante socialiste semble ambivalente : elle comprend à la fois des mesures sociales marquantes – comme la réforme des trente-cinq heures ou la Couverture mutuelle universelle (CMU) – et des orientations d'inspiration néolibérale – par exemple la continuation des privatisations ou des réductions d'impôts –. Le maître-mot est alors l'« équilibre », c'est-à-dire la recherche d'un compromis entre, d'une part, une dimension sociale impliquant l'objectif de diminution du chômage et de réduction des inégalités et, d'autre part, l'ambition de maintenir un « sérieux budgétaire » et de répondre aux exigences du marché et du patronat¹. De même, à la fin des années 1990, Lionel Jospin s'oppose au courant qui incarne alors de manière emblématique sur la scène européenne le social-libéralisme : le néo-travaillisme du Premier ministre britannique Tony Blair (entre 1997 et 2007). La « troisième voie » britannique est une sorte de synthèse entre la social-démocratie et le libéralisme. Elle critique la « vieille gauche » qui serait imprégnée de marxisme, alors que la « gauche moderne » serait ancrée dans le libéralisme. Elle s'en prend aussi à la « nouvelle droite » libérale, représentée par le thatchérisme au Royaume-Uni, tout en se réclamant d'une partie de ses propositions². Le *New Labour* se situe ainsi dans une conciliation entre l'acceptation de l'économie de marché mondialisée et l'ambition d'agir pour une certaine justice sociale. Bien que sur le plan discursif cette perspective ressemble globalement à la rhétorique adoptée par Lionel Jospin, le Premier ministre français résiste aux tentatives du blairisme d'imposer sa marque sur la social-démocratie européenne, en expliquant que celui-ci est un produit spécifiquement britannique et ne peut être exporté dans d'autres pays et notamment en France³.

La ligne sociale-libérale est cependant ratifiée par les instances partisanes quand, en 2008, la nouvelle déclaration de principes du PS affirme sans ambages, dans son article

¹ FONDATION COPERNIC, *Un social-libéralisme à la française ? Regards critiques sur la politique économique et sociale de Lionel Jospin*, La Découverte, 2001, p.5.

² RIOUFREYTH Thibaut, *Les socialistes français face à la Troisième voie britannique*, Presses universitaires de Grenoble, 2017, p.42.

³ *Ibid.*, p.32.

6, que « les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché »¹. On peut estimer que le quinquennat de François Hollande constitue une application grandeur nature de cette nouvelle doctrine. Dès les débuts de son mandat ce nouveau positionnement idéologique est inauguré, mais non assumé publiquement². Il faut attendre ses vœux aux Français pour la nouvelle année 2014, puis la nomination de Manuel Valls à Matignon, pour que les paroles coïncident avec la politique menée. Si quelques mesures sociales sont prises en 2012 (comme la légère revalorisation du SMIC ou l'embauche d'enseignants), il n'empêche que, dès cette date, certaines décisions prises et lois votées s'inscrivent dans la logique sociale-libérale. Ainsi en est-il de la ratification du Pacte budgétaire européen par le Parlement français en octobre 2012. Ce traité introduit la « règle d'or budgétaire » : les États signataires s'engagent à dégager un solde budgétaire équilibré ou excédentaire sur l'ensemble d'un cycle économique et à ne pas dépasser un déficit structurel de 0,5 % de leur PIB. En novembre 2012 est lancé le Pacte de compétitivité. Inspiré du rapport remis par le Commissaire général à l'investissement Louis Gallois, il prévoit la création d'un Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), reposant sur le présupposé libéral d'un lien entre allègement du coût du travail pesant sur les entreprises (de l'ordre de 20 milliards d'euros dans le cas présent) et relance de l'investissement et de l'emploi. Après la clarification effectuée en 2014, d'autres lois impriment le quinquennat Hollande de leur coloration sociale-libérale. On peut citer, entre autres, le Pacte de responsabilité et de solidarité qui s'inscrit dans la lignée du précédent pacte, en ajoutant 10 milliards d'euros supplémentaires de réduction de cotisations sociales pour les entreprises. Vient ensuite, en juillet 2015, la loi dite « Macron », qui comprend de nombreuses mesures destinées à « libérer » la croissance économique : assouplissement des règles du travail le dimanche et la nuit, libéralisation du secteur du transport en autocar pour les lignes longue distance, dérèglementation sur plusieurs aspects de certaines professions du droit (notaires, huissiers, commissaires-priseurs judiciaires)... Au printemps 2016, le projet

¹ PARTI SOCIALISTE, « Déclaration de principes du Parti socialiste, sur les finalités du parti, ses objectifs pour le XXI^e siècle et sur les principales caractéristiques du PS », 14 juin 2008 [en ligne]. <<https://www.vie-publique.fr/discours/171645-declaration-de-principes-du-parti-socialiste-sur-les-finalites-du-parti>>, consulté le 8 décembre 2021.

² RIOUFREYTH Thibaut, *op.cit.*, 2017, p.69.

de loi dite « El Khomri » suscite une mobilisation sociale importante. Votée en août de la même année, la loi Travail apporte des modifications sensibles au droit du travail. Par exemple, la majoration salariale des heures supplémentaires peut être abaissée en dessous de ce qui est prévu par le Code du travail (25 % pour les huit premières heures supplémentaires et 50 % ensuite) en cas d'accord d'entreprise ou de branche. De même, elle facilite les conditions de licenciement pour motif économique. Elle sera décrite par la gauche radicale comme une tentative de remise en cause du principe de faveur, c'est-à-dire qu'une norme de rang inférieur ne peut déroger à une autre de rang supérieur qu'à condition d'être plus favorable pour le salarié.

Une partie de la gauche a donc vilipendé ces différentes lois. Le PCF a considéré que le PS s'est enfermé dans les « impasses du social-libéralisme »¹. De manière générale, les socialistes ont décidé de ne pas mener une politique de relance d'inspiration keynésienne, typique de la gauche au pouvoir, et fondée notamment sur un soutien à la consommation des ménages, pour privilégier une politique de l'offre, selon laquelle il serait nécessaire prioritairement de restaurer les marges bénéficiaires des entreprises et leur compétitivité-prix avant de répartir les revenus. Le président Hollande a, au demeurant, revendiqué ce tournant très explicitement :

« Le social-libéralisme ? C'est le libéralisme sans la brutalité. Je ne suis pas un libéral, dans le sens où la logique du marché devrait tout emporter. En revanche, j'admets dans certaines circonstances une politique de l'offre. [...] L'offre doit forcément rencontrer la demande² »³.

En somme, le PS s'est converti au social-libéralisme, une forme idéologique hybride, puisant à la fois des ingrédients dans le néolibéralisme et dans la social-démocratie⁴. Le social-libéralisme accepte le mode de production capitaliste et s'inscrit

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.13.

² Cette dernière phrase renvoie à la célèbre loi des débouchés formulée par l'économiste classique français Jean-Baptiste Say (1767-1832), souvent résumée par l'expression « l'offre crée sa propre demande ». Cette loi fut réfutée par John Maynard Keynes dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), pour qui, au contraire, c'est la demande qui crée l'offre.

³ HOLLANDE François, « Une France fraternelle. Entretien avec François Hollande », *Le Débat*, vol.191, n°4, 2016, p.6.

⁴ RIOUFREYTH Thibaut, « Le social-libéralisme, du label politique au concept scientifique », *Raisons*

dans le libéralisme économique, en faisant l'éloge de l'économie du marché, de la concurrence libre et non faussée et de l'entrepreneur comme producteur de richesses. Son côté « social » vient de son non-rejet de l'intervention de l'État : la puissance publique peut agir pour corriger certains résultats, jugés trop injustes par la société, de l'action du marché.

Que change le glissement social-libéral du PS dans l'espace plus général de la gauche ? La conséquence en est que la ligne de fracture ne divise plus partisans de la réforme et partisans de la révolution, mais ceux, d'une part, qui veulent aménager le capitalisme et, d'autre part, ceux qui veulent le dépasser. Pour les premiers, il y a abandon de tout horizon anticapitaliste et seul est évoquée la possibilité de la rectification à la marge du système, pour en atténuer les aspects les plus brutaux et inégaux. Pour les seconds, il y a toujours rejet de l'ordre existant et la perspective de ruptures – plus ou moins lentes et plus ou moins profondes – est tracée. Quand les socialistes parlent d'acceptation du monde tel qu'il est et de régulation de l'économie de marché, les communistes leur répondent par le refus de l'aménagement du capitalisme et par leur attachement à l'idéal de transformation de la société. Le président Hollande déclarait ainsi en 2016 :

« En 1981, la gauche, qui n'avait pas été aux responsabilités pendant des décennies, ambitionnait de changer la vie et de bouleverser les règles de l'économie. Nous n'en sommes plus là. Le monde a changé. Nous l'avons accepté »¹.

Quant au PS, l'article 9 de sa déclaration de principes dispose que « la régulation est un des rôles majeurs de l'État pour concilier l'économie de marché, la démocratie et la cohésion sociale et territoriale »². Au contraire, les communistes français soulignent :

« Nous ne voulons pas "aménager" le capitalisme, mais le dépasser pour s'en

politiques, vol.61, n°1, 2016, p.118.

¹ HOLLANDE François, *op.cit.*, 2016, p.7.

² PARTI SOCIALISTE, *op.cit.*, 2008.

libérer. [...]. Nous voulons transformer la société au quotidien, pour pouvoir changer de société. C'est ce processus fait de conquêtes, de ruptures et de transformation, allant au-delà des points forts du capitalisme pour le supprimer vraiment, que nous appelons le dépassement du capitalisme »¹.

Nous pouvons ainsi considérer que le PCF conserve sa marque de fabrique révolutionnaire, mais dans un sens nouveau et qui n'a presque plus rien de commun avec la doctrine léniniste. Il s'agit désormais de ruptures progressives avec le système capitaliste. Cette marque est, néanmoins, encore anticapitaliste et radicale.

Le discours communiste contemporain reste encore marqué par l'anticapitalisme. Bien qu'il n'envisage désormais que son dépassement progressif, le PCF est toujours opposé au capitalisme, perçu comme la « préhistoire »² de l'humanité, et ambitionne de construire une autre société, qui serait celle de l'émancipation humaine, le communisme. Sur le fond, l'opposition au capitalisme forme toujours sa matrice de base³, même si souvent il s'en prend davantage à la forme idéologique qu'il revêt de manière contemporaine : le libéralisme. Les politiques néolibérales et d'austérité suscitent ainsi l'ire des communistes. Par exemple, la campagne de la liste Ian Brossat pour les européennes de 2019 s'est plus concentrée sur la critique de l'Europe libérale que sur l'Europe du capital, sur la dénonciation de « l'ADN libéral de l'Union européenne »⁴ que de sa défense des intérêts capitalistes.

Une forme de radicalité teinte, enfin, la mentalité communiste. Là aussi, elle s'éloigne de la radicalité classique du mouvement communiste, voire ouvrier, et de son messianisme révolutionnaire⁵. À l'opposée d'une radicalité « dogmatique », répétant les slogans de l'orthodoxie marxiste, elle s'apparente à une radicalité « concrète »⁶, ou du

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000., p.19.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (d), p.13.

³ LAZAR Marc, *op.cit.*, mars-avril 1997, p.86.

⁴ GROS Jean-Noël, « Ian Brossat : "le PCF, premier parti contre l'ADN libéral de l'Europe" », *La Dépêche*, 12 mars 2019, [en ligne].
<<https://www.ladepeche.fr/2019/03/12/ian-brossat-le-pcf-premier-parti-contre-ladn-liberal-de-leurope,8063784.php>>, consulté le 8 décembre 2021.

⁵ SCAVINO Dardo et BENASAYAG Miguel, *Pour une nouvelle radicalité. Pouvoir et puissance en politique*, La Découverte, 1997.

⁶ L'expression « radicalité concrète » a été revendiquée par Jean-Luc Mélenchon, notamment lors de la campagne présidentielle de 2012 et plusieurs fois au cours du quinquennat Hollande. Dans la bouche du

moins s'en réclamant, car se voulant ancrée dans les mobilisations et prétendant répondre de manière pratique aux besoins des citoyens. Même si elle se refuse à évoquer le socialisme comme alternative et la classe ouvrière comme acteur historique, cette rhétorique reste radicale, dans le sens où elle proclame la nécessité d'un changement profond et systémique, s'attaquant aux *racines*¹ de ce système économique, social et politique² : rejet du néolibéralisme et dépassement du capitalisme, volonté de réduire les inégalités sociales, lutte contre les discriminations de toutes sortes, opposition à la « monarchie » présidentielle et instauration d'une Sixième République...

9.4. Le communisme comme alternative ?

La chute des démocraties populaires – ce « krach symbolique »³ – emporte avec elles la fin du projet communiste : l'instauration d'une autre société dite « socialiste ». Pour le PCF, c'est alors l'épine dorsale de ce que Marc Lazar appelle la « dimension téléologique »⁴ qui est détruite.

Il est vrai, qu'entre sa version léniniste et sa fin actée au congrès de la Défense de 1996, le concept de « socialisme » avait connu de sensibles variations. Ainsi, en 1976, si le PCF définissait encore le socialisme comme l'appropriation des « grands moyens

co-fondateur du PG, elle signifie à la fois l'adoption de propositions visant à rompre avec le néolibéralisme, mais aussi d'un style linguistique direct (le fameux « bruit et la fureur, le tumulte et le fracas »). Voir par exemple BESSE DESMOULIÈRES Raphaëlle, « La stratégie de "radicalité" de Jean-Luc Mélenchon », *Le Monde*, 25 mars 2013 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2013/03/25/la-strategie-de-radicalite-de-jean-luc-melenchon_1853717_823448.html>, consulté le 12 décembre 2021.

¹ Le mot « radical » vient du latin *radix* qui signifie racine.

² Dans la définition qu'ils donnent de la gauche radicale, Luke March et Cas Mudde distinguent « radicalisme » et « extrémisme ». Selon eux, le radicalisme « désigne une orientation idéologique et pratique vers un changement systémique profond du système politique. [...] », alors que l'extrémisme est une « opposition idéologique et pratique aux valeurs et pratiques de la démocratie ». Autrement dit, les extrémistes seraient des « antidémocrates en soi », alors que les radicaux seraient des « antilibéraux démocrates, mais pas antidémocrates en soi ».

Traduction libre faite par l'auteur. Le texte original est le suivant : « Here we prefer to use the term 'radicalism' in a broad sense to denote an ideological and practical orientation towards 'root and branch' systemic change of the political system occupied by the radical actor. 'Extremism', in contrast, is an ideological and practical opposition to the values and practices of democracy » in MARCH Luke and MUDDE Cas, *op.cit.*, pp.24-25.

³ PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2008, p.124.

⁴ LAZAR Marc, « Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste » in BERSTEIN Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Éditions du Seuil, 1999, p.221.

de production [...] par la société elle-même »¹ accompagnée de l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière, il s'engageait, dans la dynamique du Programme commun, à établir un « socialisme aux couleurs de la France »² en suivant une « voie démocratique »³. Mais avec l'effondrement de la fin des années 1980, c'est autre chose qui est en jeu : la question n'est plus de se différencier d'avec le socialisme soviétique, mais d'essayer de convaincre – et de se convaincre – que la perspective d'une autre société que le capitalisme est envisageable, alors même que l'une de ses alternatives s'est misérablement écroulée et a cruellement échoué. Alors que, dans l'euphorie de l'union de la gauche, les communistes français annonçaient triomphalement que « le socialisme n'est plus un idéal lointain »⁴, ils tentent désormais de se persuader qu'une autre société⁵ ou un autre⁶ ou un nouveau⁷ monde est toujours possible. Ils semblent prêcher dans le désert tant cet horizon est désormais embrumé et non aussi palpable et réalisable qu'autrefois, quand le « socialisme » – ou du moins une forme bien particulière de socialisme – était déjà érigé à l'Est et servait de référence.

La société nouvelle à laquelle aspire aujourd'hui le PCF est dorénavant appelée tout simplement « communisme » ou, pour se distinguer du soviétisme, « communisme de nouvelle génération »⁸. Comment les communistes définissent-ils cette nouvelle alternative de société ? Globalement, de manière peu nette et beaucoup moins précise que ce qu'ils entendaient par « socialisme » ; mais d'une manière qui laisse, néanmoins, entrevoir deux aspects : une dimension négative et une dimension positive.

En négatif, les communistes français peuvent nous dire ce que n'est pas le communisme. Le communisme, en ce sens, est l'antithèse de la société actuelle, l'image inversée du capitalisme. Comme l'écrit Robert Hue dans son livre sur la « mutation », le communisme est « une société plus humaine, plus honnête, plus juste, plus libre »⁹ : autant d'adjectifs qui ne se retrouveraient pas dans le monde moderne. Ou sinon – autre

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1976 (b), p.58.

² *Ibid.*, p.87.

³ *Ibid.*, p.60.

⁴ *Ibid.*, p.183.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000, p.5.

⁶ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.6.

⁷ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (b), p.2.

⁸ *Ibid.*, p.37.

⁹ HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.11.

variante – il ne serait pas la structure dominée par la « pente de la compétition sauvage, du saccage de la planète, de la barbarie »¹. En somme, le PCF, comme toutes les forces de la gauche radicale², a la plus grande des difficultés à présenter un autrement social avec un contenu tangible, si ce n'est en se référant, de manière opposée, au système présent en général et au paradigme néolibéral hégémonique en particulier.

Malgré ces complications, des essais existent de définition en positif de l'alternative de société communiste. Même s'ils n'ont pas la force – ni la vocation d'ailleurs – de permettre de reconstruire un « espace d'utopie »³ comme l'était le socialisme, ils ont le mérite d'établir des éléments plus pratiques qu'une simple rhétorique de contestation. Selon cette optique, premièrement, le communisme peut être perçu comme une croyance dans l'État et, deuxièmement, comme une promotion du principe du commun.

9.4.1. La croyance dans l'État

Les communistes brandissent l'intervention de la puissance publique, censée protéger les plus faibles et, plus globalement les 99 %, de l'emprise du capitalisme financier dérégulé. Face à la marchandisation croissante des activités sociales, ils opposent leur vision stato-centrée de l'économie. Écoutons, par exemple, la déclaration à l'Assemblée nationale du député communiste de Seine-Maritime Sébastien Jumel, en réaction à la première déclaration de politique générale du gouvernement Philippe en juin 2017 :

« Face à cette France réelle, que nous propose le président de la République, que nous proposez-vous, monsieur le Premier ministre ? Une réduction du rôle de l'État, de l'État protecteur, de l'État stratège, de l'État aménageur, de l'État producteur, déjà singulièrement affaibli par dix ans d'une politique d'allégeance aux injonctions de Bruxelles »⁴.

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (a), p.11.

² ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, *op.cit.*, p.9.

³ MOSCHONAS Gerassimos, *op.cit.*, p.12.

⁴ ASSEMBLÉE NATIONALE, « XV^e législature. Session extraordinaire de 2016-2017. Séance du

Face au paradigme néolibéral axé sur un rôle du marché toujours plus grand est donc opposé un imaginaire de l'État bienfaiteur. Le PCF milite ainsi pour un secteur public important, se déclinant, presque à l'infini, dans la constitution de pôles publics : pôle public bancaire et financier¹, pôle public des médias², pôle public du médicament³, pôle public de l'énergie⁴, pôle public des industries de défense⁵...

Pour former ces pôles, les communistes restent attachés à la nationalisation. Par exemple, dans le programme du PCF pour les législatives de 2017 est proposée la nationalisation des banques BNP Paribas et Société générale⁶. La principale justification donnée aux nationalisations est à trouver dans la préservation de l'outil industriel et des emplois en France, menacés par les délocalisations ou les fermetures de sites. Il s'agit aussi de renouer avec l'État stratège qui met en œuvre une politique industrielle de filières. La nationalisation-sanction est également envisagée pour le groupe Lafarge, accusé d'avoir entretenu des relations avec Daesh. Le député havrais Jean-Paul Lecoq, qui défend ce dossier, fait le parallèle avec Renault, transformé en régie publique après-guerre, sanctionnant ainsi son dirigeant pour cause de collaboration avec l'occupant nazi [annexe n°25]. En somme, rien de très exceptionnel pour une organisation qui, depuis le Front populaire, défend le principe des nationalisations et a participé à des gouvernements qui ont fait de la nationalisation un instrument majeur de leur politique économique⁷. Ainsi, entre 1944 et 1946, sous les gouvernements de la Libération, les ministres communistes jouent un rôle décisif en faveur des nationalisations (Charbonnages de France, plusieurs compagnies d'assurances, les quatre plus grosses

mardi 04 juillet 2017 », juillet 2017 [en ligne].

<<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/seance/session-extraordinaire-de-2016-2017/seance-du-mardi-04-juillet-2017>>, consulté le 17 décembre 2021.

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.8.

² *Ibid.*, p.9.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Un pacte d'engagements communs pour la France*, novembre 2016 (e), p.18.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Quel service public de l'électricité ? », 17 février 2021 (b) [en ligne].

<https://www.pcf.fr/quel_service_public_de_l_electricite>, consulté le 17 décembre 2021.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, novembre 2016 (a), p.20.

⁶ *Ibid.*, p.5.

⁷ Les communistes ont, néanmoins, participé entre 1997 et 2002 au gouvernement de gauche plurielle dirigé par Lionel Jospin, qui a été l'un des gouvernements – voire le gouvernement – qui a le plus privatisé. GUÉRY Alain, « L'État partout et nulle part. Entre crise effective et retrait programmé », *Le Débat*, vol.206, n°4, 2019, p.186.

banques du pays, le gaz et l'électricité...)¹. Puis, les nationalisations constituent l'une des mesures-phares du Programme commun, concrétisée par la loi de nationalisation de février 1982 adoptée sous le gouvernement Mauroy et concernant pas moins de cinq groupes industriels et trente-six banques.

Le communisme apparaîtrait comme une sorte d'étatisme brut si la croyance en l'État ne s'élargissait pas en une adoration pour tout ce qui est public. Les services publics sont ainsi l'un de ses marqueurs, ce qui implique qu'au-delà de l'État *stricto sensu* est valorisé l'ensemble des administrations publiques, et notamment les collectivités territoriales :

« Les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. [...]. Au lieu de les privatiser et d'affaiblir les collectivités territoriales qui les développent, ne devrions-nous pas les promouvoir pour qu'aucun territoire, aucun habitant de notre pays, n'en soit privé ? »².

D'où vient ce tropisme en faveur de l'État stratège et de la République des services publics ? Le léninisme n'y est sans doute pas étranger. Chez Vladimir Ilitch Oulianov, dans la marche pour la révolution sociale, l'État occupe une place en apparence contradictoire. Le léninisme s'assigne comme tâche le dépérissement à terme de l'État, celui-ci perdant sa raison d'être dans une société communiste sans antagonisme de classe ; mais, en même temps, pour parvenir jusqu'à cette extinction et édifier ce nouveau système social, il entend mobiliser comme unique moyen le pouvoir d'État, considéré comme une « organisation centralisée de la force »³ à même de mater la résistance de la bourgeoisie et de diriger les classes populaires. Il décerne donc à l'appareil étatique un rôle déterminant : pour transformer la société, il faut conquérir le pouvoir d'État et utiliser ce pouvoir pour planifier la destruction du capitalisme et la mise en place de la transition socialiste.

Au-delà de l'héritage léniniste, ce réflexe étatique s'inscrit dans une longue tradition de la pensée socialiste. Par exemple, dans les années 1850, une controverse éclate entre

¹ COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *op.cit.*, 1995, p.225.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « STOP à la casse sociale de Macron. Un nouveau progrès social pour la France », Résolution du Conseil national, 13-14 octobre 2017 (b).

³ LÉNINE Vladimir, *op.cit.*, 1969, p.33.

Pierre-Joseph Proudhon, Louis Blanc et Pierre Leroux au sujet du rôle de l'État. Partisan de l'anarchie, le premier plaide pour une abolition de l'État, condition pour mettre fin à l'exploitation de l'homme de l'homme. À l'opposé, Louis Blanc et Pierre Leroux défendent, chacun à sa manière, la place de l'État comme instrument d'édification d'une autre société. Louis Blanc oppose ainsi « l'État-maître » caractéristique de la société capitaliste à ce qu'il appelle « l'État-serviteur » du « monde nouveau » qui, par l'intermédiaire du suffrage universel, serait un outil au service du peuple, permettant l'amélioration de sa condition¹. Quant à Pierre Leroux, il se positionne pour un « État tutélaire », celui-ci devant intervenir comme un protecteur des plus défavorisés².

Concernant plus précisément les nationalisations, outre le léninisme, d'autres influences incitent les communistes français à soutenir ces mesures en 1937, alors qu'auparavant ils les considéraient comme des projets réformistes³. Nous pouvons évoquer tout particulièrement la CGT qui, dans l'entre-deux-guerres, adopte cette revendication. Celle-ci apparaît de manière fugitive entre 1915 et 1921, pour ensuite vraiment être intégrée dans son logiciel en 1934⁴. Elle est alors comprise dans son Plan de rénovation économique, pas tellement comme solution apportée à la Grande Dépression, mais comme réaction à la menace fasciste symbolisée par la crise 6 février⁵.

Pour être plus précis, en reprenant la typologie des gauches proposée par Jacques Julliard⁶, nous pouvons affirmer que cette croyance des communistes français

¹ LE BRAS-CHOPARD Armelle, « Proudhon, Louis Blanc et Pierre Leroux : polémique sur la question de l'État », 1848. *Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n°9, 1993, p.47.

² *Ibid.*

³ SANTAMARIA Yves, *op.cit.*, p.40.

⁴ ANDRIEU Claire, « Regards sur la genèse de la pensée nationalisatrice : la nationalisation des banques sous la III^e République », *Le Mouvement social*, n°175, avril-juin 1996, p.153.

⁵ *Ibid.*, p.155.

⁶ À la manière de René Rémond (RÉMOND René, *Les Droites en France*, Aubier-Montaigne, 1982) qui, en son temps, avait distingué trois familles de droite (droite légitimiste, orléaniste et bonapartiste), Jacques Julliard (JULLIARD Jacques, *Les gauches françaises (1762-2012). Histoire et politique*, Tome 1, Flammarion, 2012) dresse une typologie des gauches. Celle-ci concerne le temps long de la politique et non le temps court marqué par le positionnement et évolution des différents partis politiques. Julliard dégage alors quatre gauches : la gauche libérale, la gauche jacobine, la gauche collectiviste et la gauche libertaire. De manière très synthétique, les principales idées de la gauche libérale sont « l'attachement à l'économie de marché, la distinction de la société civile et de l'État, et [...] la séparation des pouvoirs » (p.513). La glorification du régime républicain, la promotion de la laïcité, l'apologie de l'État unitaire et la défense de l'indépendance nationale sont les principales caractéristiques de la gauche jacobine. Quant à la gauche collectiviste, elle se méfie de la propriété privée et met en avant une propriété sociale des moyens de production. Enfin, inspirée de Proudhon, la gauche libertaire s'identifie à un « socialisme individualiste » (p.620) ; elle est antiétatique et penche en direction de l'autogestion.

contemporains dans l'État vient d'un double héritage culturel, à la fois collectiviste et jacobin. La gauche collectiviste comporte un penchant étatiste très prononcé. L'État est l'outil indispensable – si ce n'est unique – pour changer de société, au point que l'appropriation sociale des moyens de production s'apparente davantage à une appropriation étatique. Mais s'il est vrai que socialisme et étatisme riment ensemble¹, jacobinisme et étatisme sont deux mots qui vont également de pair. Comme le note François Furet, dans l'idéologie jacobine « domine [...] la figure centrale de l'autorité publique souveraine et indivisible »². Dans la même veine que pour la gauche collectiviste, l'État a, pour la gauche jacobine, l'ambition de transformer la société, même si les fins poursuivies sont ici différentes : renforcement de la République et application du principe de laïcité.

9.4.2. Communisme comme commun

À la jonction de la gauche collectiviste et de la gauche jacobine, il n'est donc pas étonnant que le PCF soit autant accroché à la puissance publique. Plus étonnante peut paraître la reprise dans ses documents de la thématique du commun, une thématique qui aurait « quelque chose à voir avec le cœur même [...] [du] projet politique » communiste³. Le texte du congrès de 2016 s'intitule ainsi *Le temps du commun* et le programme pour la présidentielle et les législatives de 2017 *La France en commun*. Qu'est-ce que ce « temps du commun », ou cette « société du commun » ou encore ce « monde du commun » ? Le texte d'Aubervilliers répond qu'il s'agit d' « un monde de partage et d'égalité, qui place l'être humain et son environnement au cœur des politiques »⁴. Rien de bien nouveau, semblerait-il, par rapport à l'humanisme en cours depuis la « mutation ». Mais là où ce principe du commun infléchit le discours communiste, c'est dans l'usage de l'expression « bien commun ». Ainsi, la santé serait

¹ JULLIARD Jacques, *op.cit.*, p.579.

² FURET François, « Jacobinisme » in FURET François et OUZOUF Mona, *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Flammarion, 1988, p.757.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Commun et/ou communisme ?*, Revue du projet, n°60, octobre 2016 (b), p.6.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.6.

un bien commun¹, tout comme la biodiversité², l'énergie³, l'eau, les connaissances⁴ ou encore le numérique⁵. Il faudrait, en ce sens, que les citoyens reconquièrent les biens communs, victimes d'un mouvement de privatisation et de marchandisation. En décembre 2021, lors de la niche parlementaire du groupe GDR, le député des Bouches-du-Rhône Pierre Dharéville présente, dans cette perspective, une proposition de loi visant à protéger les biens communs. Plus précisément, cette dernière vise à compléter l'article 714 du Code civil, selon lequel « il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous ». Elle donnerait au Conseil économique, social et environnemental (CESE) – préalablement saisi par les citoyens – le pouvoir d'attribuer le statut de biens communs à telle ou telle ressource, matérielle ou immatérielle⁶.

Bien qu'il prenne de l'importance dans la « mentalité » communiste à partir de la seconde moitié des années 2010, ce sujet est, en fait, plus ancien. Dès 1995, il transparaît en filigrane dans l'ouvrage de Robert Hue qui, face à la société capitaliste, exalte la « mise en commun »⁷. Sa consécration partisane intervient en 2013 quand les nouveaux statuts adoptés par l'organisation communiste précisent que le projet politique du PCF est « la mise en commun [...] des connaissances, des pouvoirs, des richesses »⁸. Il paraît même trouver un écho favorable au sein de l'opinion publique : dans un sondage de l'Ifop pour *L'Humanité* de novembre 2020 réalisé auprès de jeunes âgés de 18 à 30 ans, 35 % des sondés associent le communisme à « la mise en commun des biens publics », soit le premier item « positif »⁹.

Une imprécision générale entoure, cependant, cette notion de commun dans le discours communiste. Cela nous invite, dès lors, à examiner comment les sciences

¹ PARLEMENTAIRES COMMUNISTES, « La santé, notre bien commun », *Lettre des parlementaires communistes*, février 2018.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (e), p.25.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Cahier d'acteur présenté par le PCF. Débat public Programmation pluriannuelle de l'énergie », n°89, juin 2018 (c).

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.11.

⁵ *Ibid.*, p.8.

⁶ DHARRÉVILLE Pierre, « Eau, vaccins... Une loi doit protéger les biens communs », *Reporterre*, novembre 2021 [en ligne].

<<https://reporterre.net/Eau-vaccins-Une-loi-doit-protoger-les-biens-communs#nb5>>, consulté le 21 décembre 2021.

⁷ HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.208.

⁸ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.3.

⁹ Les deux premiers items sont « l'échec d'une idéologie en URSS et dans l'Est de l'Europe » (47 % du total des citations) et « la dictature » (44 %). IFOP, *op.cit.*, 2020.

sociales l'abordent, ce qui pourrait nous permettre de clarifier le positionnement du PCF sur ce thème. Schématiquement, deux approches existent en sciences sociales concernant le commun. Une première a été développée par la science économique et reste enfermée, globalement, dans les cadres théoriques du courant dominant de cette discipline. La seconde appartient à la philosophie politique et est teintée d'hétérodoxie.

C'est à l'américaine Elinor Ostrom (1933-2012) – qui a reçu le prix de la Banque de Suède en 2009 – que l'on doit l'introduction en économie du concept de commun. Celui-ci est étudié comme un bien et, plus justement, comme un type particulier de bien. Ostrom distingue, en fait quatre types de biens en fonction de deux critères¹ : la non-rivalité d'usage et la non-exclusion. Le premier critère implique que la consommation d'un bien par un agent économique ne diminue pas la quantité de ce bien disponible pour un autre agent. Le second critère signifie qu'il est impossible d'interdire à un individu d'utiliser ce bien. Ainsi, un bien privé ne répond à aucun des deux critères : il est rival et l'exclusion est possible. A l'opposé, un bien collectif² – comme l'éclairage public ou l'atmosphère terrestre – remplit les deux critères : l'utilisation d'un lampadaire dans une rue par un individu ne diminue pas la quantité de lumière pouvant être utilisée par un autre individu ; il est aussi impossible d'exclure un consommateur de son usage. Quant aux biens de club³, comme un espace vert, ils sont caractérisés par une non-rivalité, mais en appliquant, par exemple, un droit d'entrée payant, il est possible d'exclure des individus. Enfin, les biens communs⁴, qui nous intéressent ici, sont, au contraire, marqués par la non-exclusion ; mais, la consommation d'une quantité de ce type de bien par une personne diminue d'autant la quantité pouvant être utilisée par d'autres : il y a donc rivalité. Par exemple, le poisson pêché en haute mer entre dans cette catégorie, puisque « chaque poisson ou tonne de poisson pêché par un pêcheur empêche un autre pêcheur de capturer le même poisson », mais que « rien ne permet d'exclure des pêcheurs de l'accès au poisson dans l'océan »⁵.

¹ OSTROM Vincent and OSTROM Elinor Ostrom, « Public Goods and Public choices » in SAVAS Emanuel S. (dir.), *Alternatives for Delivering Public Services: Toward Improved Performance*, Westview Press, 1977, pp.7-49.

² On parle aussi de « bien public », en référence à l'anglais « public good ».

³ Elinor Ostrom utilise l'expression « toll good », littéralement « bien à péage ».

⁴ Elinor Ostrom parle de « common pool resource ».

⁵ OSTROM Vincent and OSTROM Elinor Ostrom, *op.cit.*, 1977. Traduction libre faite par l'auteur. Le texte original est le suivant : « Each fish or ton of fish taken by any one fisherman prevents any other

En bref, un bien commun « appartient à tous et à personne »¹, ce qui conduit à sa surexploitation, voire à son épuisement². Cette conséquence négative avait déjà été pointée par Garrett Hardin dans son article de 1968 « La tragédie des biens communs »³. Le biologiste américain s'intéresse au système de la vaine pâture en Angleterre au Moyen Âge, c'est-à-dire un ensemble de terres communales sur lesquelles les bergers pouvaient faire paître gratuitement leur troupeau. Il montre que chacun de ces bergers, mû par la maximisation de son gain particulier, a intérêt à accroître son troupeau. Mais, en agissant ainsi individuellement, chacun contribue à épuiser la ressource, entraînant ainsi le désastre collectif. Et Hardin de conclure : « la liberté d'exploitation d'un bien commun conduit à la ruine de tous »⁴. Pour surmonter cette tragédie des biens communs, il préconise l'instauration d'un régime de propriété privée, permettant de faire coïncider l'intérêt particulier et l'intérêt collectif et de préserver les ressources de manière durable.

Si Ostrom reprend le constat de Hardin d'une surexploitation des biens communs, elle ne partage pas, cependant, sa solution d'attribuer des droits de propriété à ceux-ci. De manière désormais classique en science économique⁵, la distinction entre bien privé et bien collectif permet de tracer les frontières entre production par le marché et intervention de l'État. La sphère marchande fournirait de manière efficace les biens privés, mais serait incapable de fabriquer les biens collectifs. Ceux-ci seraient touchés par le phénomène du passager clandestin (ou *free-rider* en anglais) : chacun a intérêt à bénéficier du bien ou du service, sans en supporter le coût (ne pas s'acquitter du prix étant possible du fait de la non-exclusion). Face à cette défaillance du marché, il reviendrait ainsi à la puissance publique d'intervenir, de produire les biens collectifs et de financer cette activité, notamment par la fiscalité. Pour ce qui est des biens communs, Ostrom sort de cette alternative entre marché et État. La solution qu'elle propose réside

fisherman from taking those same fish. Yet no basis exists for excluding fishermen from access to fish in the ocean ».

¹ VALLÉE Annie, *Économie de l'environnement*, Éditions du Seuil, nouvelle édition, 2011, p.67.

² *Ibid.*

³ HARDIN Garrett, « The Tragedy of the Commons », *Science*, New Series, vol.162, n°3859, December 1968, pp.1243-1248.

⁴ *Ibid.* Traduction libre faite par l'auteur. Le texte original est le suivant : « Freedom in a commons brings ruin to all ».

⁵ Voir par exemple SAMUELSON Paul A., « The Pure Theory of Public Expenditure », *The Review of Economics and Statistics*, vol.36, n°4, November 1954, pp.387-389.

dans l'auto-organisation et l'autogouvernance des biens communs par les utilisateurs eux-mêmes¹. Autrement dit, la communauté productrice gère le bien elle-même, en instaurant des règles collectives d'usage et ses propres institutions.

Cette « économie politique des communs »², dont Ostrom est la représentante la plus éminente, a-t-elle une résonance particulière dans le discours communiste ? De prime abord, cela semblerait assez délicat, dans la mesure où les travaux d'Ostrom, bien qu'ils enrichissent les enseignements de la théorie économique standard, n'en restent pas moins empreints d'une forme de libéralisme économique³. Pour Ostrom, proposer une gouvernance collective par les producteurs eux-mêmes n'est en rien en rupture avec l'ordre établi : cela consiste, au contraire, à faire confiance en l'individu et à sa capacité à passer des conventions avec d'autres individus, mutuellement bénéfiques. Néanmoins, malgré ces réserves, des traces de cette démarche peuvent être trouvées jusque dans les écrits des communistes français. Par exemple, la proposition de loi de Pierre Dharéville précédemment citée « créant un statut juridique des biens communs » ne conçoit pas, dans son exposé des motifs, l'intervention publique comme mode d'administration de ces ressources, mais en appelle à « l'intervention citoyenne dans un but de sauvegarde et de gestion démocratique des biens communs »⁴, ce qui fait penser à l'autogouvernance d'Ostrom.

La seconde approche du commun est portée par des auteurs plus radicaux et hétérodoxes comme Michael Hardt et Antonio Negri⁵ ou Pierre Dardot et Christian Laval en France⁶. Ici, contrairement à la vision économique, le commun n'est pas pensé comme un bien, mais comme un principe politique⁷. Ce principe constituerait un débouché politique censé répondre à une double crise : la faillite du socialisme « réel »

¹ OSTROM Elinor, *La Gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck Supérieur, 2010 [1990].

² DARDOT Pierre et LAVAL Christian, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, 2014, p.138.

³ *Ibid.*, p.155.

⁴ ASSEMBLÉE NATIONALE, « Proposition de loi n°4590 créant un statut juridique des biens communs », 19 octobre 2021 [en ligne].

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b4590_proposition-loi>, consulté le 21 décembre 2021.

⁵ HARDT Michael and NEGRI Antonio, *Commonwealth*, Harvard University Press, 2009.

⁶ DARDOT Pierre et LAVAL Christian, *op.cit.*, 2014.

⁷ *Ibid.*, p.49.

et l'échec du néolibéralisme. Pour Dardot et Laval, la déroute des régimes de type soviétique comporte une leçon précise que les mouvements et organisations qui se battent pour une alternative au capitalisme devraient retenir. Les recettes que ces pays ont mises en œuvre pour sortir du capitalisme ne peuvent plus servir de modèle puisqu'elles ont conduit à l'édification d'un système bureaucratique et autoritaire, bafouant les droits de l'Homme et interdisant le développement de toute activité démocratique. Ainsi, « le commun » a été « imposé de l'extérieur, par en haut » ; « la prétendue "réalisation" du commun sous la forme de la propriété d'État ne peut être rien d'autre que la destruction du commun par l'État »¹. Plus généralement, ce seraient les solutions étatistes – comme les nationalisations – qui seraient condamnées. De l'autre côté, le commun permettrait aussi de lutter contre les dégâts humains et environnementaux causés par le néolibéralisme et plus précisément contre la « seconde vague d'enclosures »². La première vague est intervenue en Europe occidentale, et notamment en Angleterre, sur plusieurs siècles (entre le XV^e et le XIX^e siècle). Elle s'est attaquée à la terre et notamment aux terres communales sur lesquelles un droit d'usage gratuit était appliqué, notamment pour faire paître le bétail. Elle a mis justement fin à ces droits d'usage avec l'érection de barrières ou de clôtures entre les champs, ce qui a provoqué l'accaparement des terrains par quelques-uns – souvent des membres de la noblesse terrienne – et la misère des paysans privés de terre, entraînant leur exode vers les villes et leur prolétarianisation. Une seconde vague serait à l'œuvre depuis les années 1980. Elle prend la forme d'un immense mouvement de privatisation affectant des secteurs dominés jusque-là par une entreprise publique souvent en situation de monopole (gaz, électricité, téléphone, chemins de fer...); des services publics (éducation, santé...) sont également partiellement touchés. Une extension de la sphère marchande à des domaines de plus en plus larges³ est aussi en cours, comme la biodiversité confrontée à la brevetabilité du vivant ou la création intellectuelle et scientifique. Ce processus de privatisation-marchandisation amène, tout comme pour les

¹ *Ibid.*, p.93.

² *Ibid.*, pp.16-17.

³ KLEIN Naomi, « Reclaiming the commons », *New Left Review*, n°9, May/June 2001 [en ligne].
<<https://newleftreview.org/issues/ii9/articles/naomi-klein-reclaiming-the-commons>>, consulté le 21 décembre 2021.

terres communales, à un accaparement des richesses par une oligarchie, les fameux 1 % de la population mondiale.

Le principe du commun serait ainsi à même de fédérer, à l'échelle mondiale, des résistances très diverses à la seconde vague d'enclosures, d'unir des mouvements sociaux d'inspiration altermondialiste et écologiste¹ : mouvements contre la mainmise de l'eau par des intérêts privés, tant dans les pays du Sud que du Nord ; mouvements pour la réappropriation de l'espace public urbain comme à Istanbul sur la place Taksim en 2013² ; mouvements des paysans sans terre au Brésil ; mouvements contre les traités de libre-échange et manifestations anti-G8... Il permettrait même de tracer un horizon au-delà du capitalisme³, délivré une fois pour toute des expériences de « socialisme » étatique. Le chemin qui est proposé par les tenants du commun ne se situe donc ni dans le tout-marché auquel nous mène le néolibéralisme, ni dans le tout-État prescrit par l'idéologie communiste traditionnelle. Il s'agit alors de porter, en tout lieu et pour toute lutte, le projet d'un autogouvernement local⁴, d'une sorte de démocratie revivifiée, participative et délibérative, redonnant aux populations le contrôle et le pouvoir de gestion des ressources communes.

Quel est l'impact du principe du commun sur le discours communiste ? Le PCF ne semble pas prendre toute la mesure de cette théorie politique. Tout particulièrement, comme nous l'avons précédemment étudié, l'État reste un phare qui éclaire la « mentalité » communiste de sa puissance organisatrice. Toutefois, cette théorie permet aux communistes français d'intégrer dans son corpus d'autres formes de propriété sociale, autres que publique, et notamment les structures de l'économie sociale et solidaire. Interviewé par *Reporterre* en septembre 2016, à la veille de la Fête de

¹ DARDOT Pierre et LAVAL Christian, *op.cit.*, 2014, p.95.

² En mai 2013, la destruction du parc Gezi est envisagée dans le cadre du projet de piétonnisation de la place Taksim à Istanbul. Cela déclenche un mouvement de protestation. Mené au départ par des écologistes et des classes moyennes urbaines et éduquées, il s'étend dans un second temps à d'autres secteurs de la population – minorités ethniques et certains pans des classes populaires – et à d'autres villes du pays. Il devient alors une contestation générale contre l'autoritarisme du régime de Recep Tayyip Erdogan. Il se caractérise par l'utilisation des réseaux sociaux et par une occupation du parc, déclaré « zone autogérée » par les manifestants. Il subit aussi la répression policière (arrestations, personnes blessées et plusieurs morts). Voir TÜRKMEN Buket, « De la Révolte de Gezi à l'opposition discrète en Turquie », *Mouvements*, vol.104, n°4, 2020, pp.129-138.

³ DARDOT Pierre et LAVAL Christian, *op.cit.*, 2014, p.11.

⁴ GULLI Florian, « Le commun comme principe politique » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Commun et/ou communisme ?*, Revue du projet, n°60, octobre 2016, p.19.

l'Humanité, le secrétaire national Pierre Laurent déclarait ainsi :

« Nos conceptions ont été longtemps marquées par des conceptions étatiques de l'appropriation sociale. [...] Aujourd'hui, des choses essentielles bouleversent notre approche. [...] [Nous sommes] aujourd'hui favorables à des modèles d'appropriation sociale plus diversifiés que la seule propriété publique étatique. Donc, nous accordons une place nouvelle aux questions de l'économie coopérative, de l'économie sociale et solidaire, et aux droits d'intervention des salariés, et plus globalement des producteurs, sur l'objet de leur production »¹.

Du socialisme au commun ou aux biens communs ? Telle est peut-être la route que suivra le PCF dans l'avenir. Mais une chose est, pour l'instant, certaine : en récusant le terme « socialisme » car trop connoté léniniste, le PCF a entrepris parallèlement un remodelage presque complet de ses références, en se débarrassant des repères soviétiques.

9.5. La répudiation du soviétisme

Le quatrième et dernier pilier de l'idéologie communiste – l'Union soviétique comme modèle de société à défendre – s'effondre avec la débâcle des régimes d'Europe de l'Est entre 1989 et 1991. Pour le PCF, il n'est alors plus question de composer avec ce « passé qui ne passe pas »², mais bien de solder totalement cet héritage encombrant. La recomposition idéologique que connaît l'organisation communiste à partir de la « mutation » s'engage donc dans un processus de répudiation du soviétisme.

Bannir définitivement l'expérience soviétique de son paysage idéal constitue une rupture majeure tant la révolution d'Octobre est intrinsèquement liée à la naissance et à l'histoire du PCF. L'internationalisme émanant du marxisme, selon lequel « les ouvriers

¹ BINCTIN Barnabé et KEMPF Hervé, « Pierre Laurent : "L'écologie est LA question du XXI^e siècle" », *Reporterre*, 10 septembre 2016 [en ligne].
<<https://reporterre.net/Pierre-Laurent-L-ecologie-est-LA-question-du-XXIe-siecle>>, consulté le 22 décembre 2021.

² PUDAL Bernard, *op.cit.*, 2008.

n'ont pas de patrie »¹, s'est ainsi le plus souvent traduit par une défense inconditionnelle de l'Union soviétique. Autrement dit, le PCF s'est considéré lui-même comme membre du mouvement communiste international, naturellement dominé par le PCUS. Les « principes de l'internationalisme prolétarien » rimaient alors avec « renforcement de la cohésion du mouvement, [...] respect des résolutions adoptées en commun par les partis frères »².

Cet élément structurant de l'identité du PCF finit donc par être abandonné consécutivement à l'écroulement des démocraties populaires. Terminé donc la célèbre formule du 23^{ème} congrès de 1979 selon laquelle « le bilan des pays socialistes est globalement positif »³. Robert Hue affirme sans hésiter en 1995 : « Oui, le "modèle soviétique" a fait faillite. [Le PCF] le dit sans détour »⁴. Cinq ans plus tard, le congrès de Martigues développe cette dénonciation du système soviétique :

Les sociétés de type soviétique « ont reproduit des systèmes de domination et donné naissance à des États oppressifs, bafouant les droits de l'homme et provoquant des millions de morts [...]. Elles n'ont permis ni l'émancipation de l'individu, ni la fin du capitalisme et l'avènement d'une société communiste. Loin de l'exigence démocratique, c'est une société écrasée par un État bureaucratique omniprésent qui s'est installée, en URSS et dans les pays du "camp socialiste" »⁵.

Aujourd'hui, malgré les tentatives des identitaires d'imposer un « bilan » de l'URSS ou « une nouvelle analyse critique marxiste approfondie »⁶ du bloc de l'Est, la condamnation du soviétisme reste d'actualité au sein du PCF. Les statuts actuels énoncent que « l'action pour une société, un monde plus justes et plus humains ne doit plus jamais se retourner contre l'espoir qu'ils portent »⁷, ce qui est une attaque à peine

¹ MARX Karl et ENGELS Friedrich, *op.cit.*, 2008, p.24.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 1967, p.22.

³ QUILÈS Yvonne, « Le P.C.F. et le "bilan" des pays socialistes », *Le Monde*, 17 octobre 1979 [en ligne]. <https://www.lemonde.fr/archives/article/1979/10/17/le-p-c-f-et-le-bilan-des-pays-socialistes_2792197_1819218.html>, consulté le 23 décembre 2021.

⁴ HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.10.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2000, p.9.

⁶ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.10.

⁷ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (a), p.3.

voilée contre l'ancien « modèle ».

De front avec cet éloignement semble-t-il irrévocable, est orchestré un nettoyage des références politiques et historiques investies par le PCF. Le « marxisme-léninisme » avait déjà été supprimé en 1979¹. Lénine est effacé dans les années 1990, disparu sous les décombres du système qu'il avait contribué à faire naître. Quant à Marx, il est toujours là². Plus généralement, c'est à une nationalisation quasi-intégrale des repères à laquelle on assiste. « Le Parti communiste est profondément français » soutiendra Robert Hue ; « dans ses racines, dans sa vie, il est de ce peuple »³. Cette attitude consistant à montrer l'enracinement du communisme dans un terreau national n'est certes pas très neuve. Dès les années 1930, dans le contexte du Front populaire et de l'antifascisme, un tournant idéologique, républicain et patriotique⁴ est à l'œuvre. Se présentant alors comme le défenseur de l'indépendance nationale et le promoteur d'une République sociale et laïque, le PCF intègre à ses références des personnages et épisodes historiques nationaux⁵ comme les Encyclopédistes, Robespierre, le mouvement ouvrier français du XIX^e siècle... Le cortège du 14 juillet 1935 symbolise ce processus d'intégration d'une partie du patrimoine national, quand, comme le décrit Paul Vaillant-Couturier, « drapeaux rouges et drapeaux tricolores mêlés, *L'Internationale* entraînant *La Marseillaise*, la foule avançait » et les manifestants « acclamaient le Front populaire, l'unité syndicale et les Soviets »⁶.

Cependant, la différence entre cette entreprise et celle contemporaine réside dans l'évacuation actuelle de tous les éléments qui s'apparentent de près ou de loin au soviétisme, tandis que dans les années 1930 cohabitaient, imbriqués, des ingrédients nationaux et bolchéviques. Cette synthèse entre symboles issus de l'histoire française et

¹ DUCANGE Jean-Numa, « Doctrine et idéologie : le PCF et le marxisme », *Fondation Gabriel Péri*, 6 octobre 2020 [en ligne].

<<https://gabrielperi.fr/centenaire/doctrine-et-ideologie-le-pcf-et-le-marxisme/>>, consulté le 23 décembre 2021.

² Les statuts de 2013 parlent des « découvertes théoriques » et « anticipations » de Marx. PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (d), p.4.

³ HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.46.

⁴ SANTAMARIA Yves, *op.cit.*, 1999, p.38.

⁵ LAZAR Marc, *op.cit.*, 1999, p.231.

⁶ VAILLANT-COUTURIER Paul, « Tout un peuple debout pour la liberté ! », *L'Humanité*, 15 juillet 1935, p.1 [en ligne].

<<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k405433k>>, consulté le 23 décembre 2021.

de l'Octobre russe au moment du Front populaire forme l'un des symptômes les plus visibles de ce que Roger Martelli nomme le « stalinisme français »¹. L'implantation du communisme en France résulte, en effet, d'un syncrétisme culturel, dans la mesure où il adapte à la réalité française une culture à valeur universelle, le stalinisme. Cette dernière est caractérisée par trois grands traits. Il s'agit d'une représentation du monde codifiée, découlant d'un corpus idéologique très formalisé (le marxisme-léninisme). Elle s'inscrit dans une vision morale des sociétés et de la planète, celle-ci étant divisée en deux camps ennemis : le Bien supposé être incarné par le « socialisme » soviétique et le Mal représenté par le capitalisme. Enfin, l'un de ses rouages essentiels est le Parti, censé être une organisation de type nouveau, composée d'un corps discipliné de révolutionnaires professionnels, quasi-militarisée et monolithique². Le stalinisme, qui se déploie dans l'hexagone des années 1930 aux années 1950, n'est pas simplement une importation étrangère, qui aurait été calquée de manière artificielle en terre française. Il trouve au contraire un terreau culturel et symbolique favorable, celui de la culture révolutionnaire et plébéienne, lui permettant de s'implanter. Il fusionne ainsi avec les composants de ce substrat fait de références et d'événements historiques (le sans-culottisme, 1793, le jacobinisme...) et de représentations et valeurs politiques (la soif d'égalité, la croyance dans l'État...).

De nos jours, alors qu'Octobre 1917 disparaît des textes communistes, d'autres moments historiques sont mis en avant : « la France des Lumières, de la Révolution, de la Commune, de Jaurès, du Front populaire, de la Résistance, de Mai 68 »³. Un communisme français – uniquement français –, existant avant 1917, est glorifié par le PCF et correspondrait à une France révolutionnaire, populaire et démocratique. Des figures, autrefois repoussées par les communistes, sont de même, en quelque sorte, « réhabilitées ». C'est le cas de la conjuration des Égaux, menée notamment par Gracchus Babeuf et Philippe Buonarroti⁴, un mouvement que Marx et Engels

¹ MARTELLI Roger, *Le rouge et le bleu. Essai sur le communisme dans l'histoire française*, Les Éditions de l'Atelier, 1995, pp.91-126.

² *Ibid.*, pp.107-110.

³ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.9.

⁴ Babeuf, Buonarroti et la « conspiration pour l'égalité » sont cités par Robert Hue. HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.53.

déconsidéraient pour son « ascétisme universel » et son « égalitarisme grossier »¹. Cela vaut également pour les socialistes prémarxistes, comme Saint-Simon², Charles Fourier³ ou Étienne Cabet, classés par les deux théoriciens allemands dans la catégorie peu flatteuse des socialistes et communistes « critico-utopiques » et qu'ils disqualifiaient pour leur « organisation de la société [...] fabriquée de toutes pièces »⁴. Enfin, même Pierre-Joseph Proudhon semble regagner la faveur des communistes⁵, malgré la célèbre passe d'armes qui l'opposa au philosophe d'outre-Rhin, couronnée par la publication de l'ouvrage *Misère de la philosophie* en 1847⁶.

*

Pour conclure, les quatre piliers originels de l'idéologie communiste que nous avons préalablement définis – la centralité de la classe ouvrière, la révolution comme méthode de prise du pouvoir, le socialisme comme système social, l'Union soviétique comme modèle – ont été soit détruits, soit grandement remaniés depuis le milieu des années 1990. Les marqueurs distinctifs du communisme en tant que courant de pensée sont donc largement remis en cause. Par conséquent, la question de la perte de spécificité du discours communiste, voire de sa dilution dans ensemble plus large – la gauche radicale –, peut être posée.

¹ MARX Karl et ENGELS Friedrich, *op.cit.*, 2008, p.36.

² HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.58.

³ *Ibid.*, p.52.

⁴ MARX Karl et ENGELS Friedrich, *op.cit.*, 2008, p.37.

⁵ HUE Robert, *op.cit.*, 1995, p.58.

⁶ MARX Karl, *Misère de la philosophie. Réponse à la Philosophie de la Misère de M. Proudhon*, Les Éditions sociales, 1948 (b) [1847]. Dans ce livre, Marx écrit ainsi à propos de Proudhon : « Il veut planer en homme de science au-dessus des bourgeois et des prolétaires ; il n'est que le petit bourgeois, ballotté constamment entre le Capital et le Travail, entre l'économie politique et le communisme », p.84.

Chapitre 10 : La dilution du communisme dans la gauche radicale

La transformation du corpus idéal du PCF nous invite à nous interroger sur la position qu'il occupe désormais au sein de l'espace de la gauche radicale. Plus précisément, le discours communiste semble être aujourd'hui un mélange entre divers courants et différentes traditions de la gauche alternative, ce qui fait que son particularisme s'est fortement déprécié, au point qu'il est frappé d'une certaine « normalité » au sein de ce sous-champ politique.

L'espace à gauche de la social-démocratie a été affecté de manière très lourde par l'éclatement de la famille politique communiste et par la chute des pays socialistes. Depuis le début du XXI^e siècle, après une phase d'affaiblissement dans une atmosphère politique et culturelle de libéralisme triomphant, on assiste, selon plusieurs auteurs, à la réapparition d'une nouvelle gauche radicale¹. Mais, contrairement à la période d'avant la chute du mur de Berlin, celle-ci n'est pas dominée par les partis communistes et par le communisme en tant qu'idéologie. Face à la « fin de la centralité communiste »², aucun courant d'idées ne semble d'ailleurs être en mesure de s'imposer dans cet espace. Au contraire, c'est l'image d'un éclatement interne en plusieurs composantes qui l'emporte. Plusieurs profils idéologiques dans cette famille pluraliste et morcelée peuvent ainsi être distingués.

10.1. Le communisme : quelle gauche radicale ?

Certains politistes se sont essayés à élaborer des typologies, essentiellement centrées sur la gauche radicale européenne, permettant d'y voir plus clair dans ce dédale d'organisations et de sensibilités. Luke March discerne ainsi quatre sous-catégories : les partis communistes ; les partis socialistes démocratiques ; les partis socialistes

¹ DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016 ; ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, *op.cit.* ; MOSCHONAS Gerassimos, *op.cit.*

² MOSCHONAS Gerassimos, *op.cit.*, p.12.

populistes ; les partis populistes sociaux¹. Les premiers se divisent eux-mêmes en deux sous-ensembles : les communistes conservateurs, comme le KKE et le PCP, en sont restés à la conception classique du communisme et à un fonctionnement calqué sur le centralisme démocratique ; les communistes réformateurs, comme le PRC en Italie ou le PCE, qui ont jeté au rebut plusieurs aspects du communisme traditionnel et se sont ouverts à d'autres thématiques que la seule lutte des classes, telles que l'écologie, le féminisme ou la démocratie participative et de proximité. Les socialistes démocratiques sont aussi intéressés par cet agenda post-68, mais, à la différence des communistes réformateurs, ne se réfèrent pas au marxisme. March range dans cette catégorie les partis de gauche des pays nordiques – VAS en Finlande, V en Suède, le Parti populaire socialiste (SF) au Danemark, le Parti socialiste de gauche (SV) en Norvège –, acquis à l'écosocialisme. Les organisations socialistes populistes ressembleraient idéologiquement aux partis socialistes démocratiques, mais insisteraient davantage dans leur discours sur une antithèse entre élite et peuple. Ils se font les défenseurs des « gens ordinaires » contre l'oligarchie corrompue et se présentent comme des partis antisystèmes. Pour March, Die Linke en Allemagne et l'irlandais Sinn Féin appartiennent à cette orientation. Enfin, March nomme « populistes sociaux » les partis des système partisans d'Europe de l'Est, dans lesquels le clivage gauche-droite serait moins opérant. Ces structures n'ont pas d'idéologie cohérente et, derrière un leader charismatique, mobilisent à la fois des thématiques de gauche et de droite. Le SPS sous Slobodan Milošević est le modèle emblématique de ce type d'organisation.

Enfin, notons que dans son classement de l'espace politique à gauche de la social-démocratie, March distingue la gauche radicale de l'extrême-gauche². Pour différencier ces deux sous-groupes, il utilise deux critères : la posture quant au système politique et le positionnement quant au système économique. La gauche radicale accepte la démocratie libérale – même si elle revendique son amélioration dans un sens plus direct – et a pour modèle une économie mixte. *A contrario*, l'extrême-gauche est beaucoup plus critique vis-à-vis de la démocratie « bourgeoise » et serait attachée à une

¹ MARCH Luke, *op.cit.*, pp.3-4.

² En anglais, March parle de « far left parties » qui comprennent des partis de gauche radicale (« radical left parties ») et des partis d'extrême-gauche (« extreme left parties »).

économie dirigée ou planifiée. Cette nouvelle division permet à March d'étiqueter certaines formations politiques dans les quatre catégories mentionnées ci-dessus, mais du côté de l'extrême-gauche et non de la gauche radicale : c'est le cas, concernant les communistes conservateurs, du KKE ou du PCP ou, pour les socialistes populistes, du NPA en France¹.

Autre classement : celui de Fabien Escalona et Mathieu Vieira². Les deux politistes identifient quatre composantes de la gauche radicale. Les communistes orthodoxes correspondent exactement à la catégorie des communistes conservateurs mise en évidence par March. Ensuite, le groupe « gauche de la social-démocratie » équivaut à des partis communistes ayant procédé à une complète refondation idéologique ou rassemble des sociaux-démocrates ayant décidé de quitter leur parti qu'ils considèrent comme trop centriste. Il fait de la question sociale un thème majeur de son discours. L'archétype en est Die Linke, qui regroupe à la fois des ex-communistes et des ex-socialistes. Troisièmement est repérée la branche des partis rouges-verts, surtout présente dans les pays nordiques, mais aussi dans certains pays du sud de l'Europe (Syriza en Grèce, le BE au Portugal). À la différence du deuxième sous-groupe, elle insiste davantage sur la question environnementale et, plus généralement, sur les revendications post-matérialistes, notamment afin de se démarquer soit des formations

¹ En collaboration avec Cas Mudde, Luke March avait précédemment proposé une typologie un peu différente de la gauche radicale (MARCH Luke and MUDDE Cas, *op.cit.*). Les catégories que les deux politistes dégageaient étaient alors les suivantes : les partis communistes (partagés entre ceux demeurés marxistes-léninistes et ceux ayant adopté un positionnement « marxiste démocratique »), les partis verts, les partis socialistes démocratiques et les partis sociaux-populistes. Cette première typologie nous semble moins pertinente, tout particulièrement parce qu'elle classe dans la gauche radicale les partis écologistes. March et Mudde notent pourtant qu'entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 un conflit interne oppose au sein des partis verts les « Fundis » aux « Realos », les premiers voulant conserver le positionnement radical de leur structure, alors que les seconds sont enclins à des compromis, notamment en termes d'alliance électorale avec des partis sociaux-démocrates, voire centristes. Selon les deux politistes, les Realos remportent la bataille dans la plupart des cas et « transforment leurs partis en des partis de gauche modérée », ce qui fait qu'« au début du XXI^e siècle, les partis verts ne jouent plus de rôle significatif dans la gauche radicale d'Europe occidentale » (p.33). Les partis écologistes mériteraient, en notre sens, une typologie à part entière, compte tenu des nombreuses différences qu'il existe entre eux, notamment en termes d'alliance électorale. Par exemple, les Verts allemands sont souvent des partenaires du SPD (voire du Parti libéral-démocrate (FDP) comme dans le gouvernement Scholz depuis décembre 2021), alors qu'en Espagne Verdes Equo fut allié avec Podemos entre 2015 et 2019 (puis depuis 2019 est coalisé dans Más País, mené par d'anciens dirigeants de Podemos) et au Portugal les Verts sont associés depuis 1987 au PCP. En France, EELV semble hésiter, selon les moments, entre une alliance avec le PS ou avec la gauche radicale.

² ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, *op.cit.*

sociales-démocrates (dans les pays scandinaves) soit des partis communistes orthodoxes (en Grèce et au Portugal). Enfin, pour Escalona et Vieira, l'extrême-gauche révolutionnaire (le NPA ; le Parti socialiste des travailleurs (SWP) au Royaume-Uni, d'inspiration trotskiste ; la Coopération anticapitaliste de gauche pour le renversement (Antarsya) en Grèce) rejette la possibilité d'alliance électorale avec les autres forces de la gauche radicale, enfermée qu'elle est dans une posture antisystème.

Quant à Pascal Delwitt, il propose une cartographie de la gauche de la gauche composée de trois profils : « à la gauche de la social-démocratie », « la voie du réformisme radical » et « en attendant le grand soir »¹. Le premier profil ressemble aux partis socialistes démocratiques de March. Ce sont des organisations qui exercent le rôle d'« aiguillon de gauche »² de la social-démocratie, essayant d'influencer sa politique quand elle est au pouvoir, de la tirer vers la gauche. Celle-ci est plutôt considérée comme un partenaire, ce qui fait que ces mouvements participent ou apportent leur soutien à des gouvernements dirigés par les sociaux-démocrates. C'est le cas de la VAS en Finlande qui a participé plusieurs fois à un cabinet de coalition à dominance sociale-démocrate ; dans le gouvernement Marin investi en décembre 2019 le portefeuille de l'éducation et celui des affaires sociales et de la santé reviennent à deux de ses membres. En Suède, si le Parti de gauche n'a jamais accédé aux responsabilités ministérielles, il peut, par moment, peser sur certains choix politiques des cabinets socialistes, surtout si ceux-ci sont minoritaires. Par exemple, en janvier 2019, il soutient, sans participation, le gouvernement minoritaire du social-démocrate Stefan Löfven, allié aux écologistes, en posant certaines conditions, notamment à propos du refus de la flexibilisation du droit du travail et de la déréglementation des loyers³. En juin 2021, l'une des lignes rouges est franchie : un projet de loi vise à alléger les règles de l'encadrement des loyers. Le Premier ministre est alors renversé à la suite d'une motion de censure⁴. Comme en

¹ DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016.

² *Ibid.*, p.518.

³ JACOB Antoine, « Accord de gouvernement inédit en Suède », *Les Échos*, 16 janvier 2019 [en ligne]. <<https://www.lesechos.fr/monde/europe/accord-de-gouvernement-inedit-en-suede-471601>>, consulté le 26 décembre 2021.

⁴ CHATIGNOUX Catherine, « Suède : le Premier ministre renversé par une motion de défiance », *Les Échos*, 21 juin 2021 [en ligne]. <<https://www.lesechos.fr/monde/europe/suede-le-premier-ministre-tombe-sur-une-motion-de-defiance-1325325>>, consulté le 26 décembre 2021.

Suède, au Danemark, EL n'a jamais participé au gouvernement, mais peut apporter son soutien à des gouvernements de centre-gauche. Depuis juin 2019, sur la base d'un accord programmatique¹, elle soutient le cabinet Mette Frederiksen, composé uniquement de ministres du parti à la rose.

Le deuxième profil décelé par Delwit réunit les forces membres du PGE. Fin 2021, le PGE compte vingt-six membres², des organisations assez diverses en termes de structure, de trajectoire ou de fortune électorale. Concernant ce dernier point, la moitié seulement des partis membres dispose d'une représentation parlementaire [tableau n°25]. Parmi les organisations extraparlémentaires, beaucoup n'ont qu'une présence marginale, voire anecdotique, dans leur pays. Par exemple, le Parti communiste d'Autriche (KPÖ) n'a plus aucun député au Conseil national depuis 1959, même s'il peut parfois remporter des victoires locales, comme ce fut le cas aux élections communales de 2021 à Graz, la seconde ville du pays³. D'autres se sont effondrés, comme le PRC en Italie, qui connaît une série de crises internes, de dissidences et de désillusions électorales depuis le milieu des années 1990⁴, au point que l'espace à la gauche du PD ressemble à un véritable champ de ruines.

Parmi les forces qui réussissent le mieux, on peut relever, outre la VAS en Finlande et EL au Danemark, le BE au Portugal, Die Linke en Allemagne et Syriza en Grèce. Fondé en 1999, le Bloco résulte de la fusion de plusieurs organisations de la gauche radicale, de tendances trotskistes, maoïstes et tenants du socialisme démocratique opposés au dogmatisme du PCP. Dans le champ de la gauche radicale, il fait figure

¹ Outre la Social-démocratie (SD) et EL, SF et le Parti social-libéral (RV) sont signataires de l'accord. HIVERT Anne-Françoise, « Le Danemark se dote d'un gouvernement social-démocrate », *Le Monde*, 27 juin 2019 [en ligne].

<https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/27/le-danemark-se-dote-d-un-gouvernement-social-democrate_5482107_3210.html>, consulté le 26 décembre 2021.

² Le PGE compte aussi dix partis observateurs : la FI et la GRS en France ; Sortu en Espagne, parti considéré comme l'héritier de Batasuna ; la Gauche italienne (SI) ; le Mouvement Demain en Belgique ; le Parti de Chypre unie (BKP), le Parti de la nouvelle Chypre (YKP) et l'AKEL à Chypre ; le Parti communiste slovaque (KSS) ; le KSČM en République tchèque. Six partis sont aussi partenaires du PGE : Tánácsok – Parti de gauche radicale en Hongrie ; R&S et Ensemble ! en France ; Der Wandel en Autriche ; la Gauche démocratique d'Écosse ; la Gauche marxiste en Allemagne.

³ La liste du KPÖ arrive en tête du scrutin municipal avec 29,11 % des suffrages exprimés. LEFÈVRE Jonathan, « Comment les communistes autrichiens ont gagné la seconde ville du pays », *Solidaire*, 27 septembre 2021 [en ligne].

<<https://www.solidaire.org/articles/comment-les-communistes-autrichiens-ont-gagne-la-seconde-ville-du-pays>>, consulté le 27 décembre 2021.

⁴ DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, pp.550-552.

d'alternative au PCP. Au demeurant, aux élections législatives de 2015 et 2019, il devance la CDU menée par le PCP (avec 10,19 % contre 8,25 % en 2015 et 9,52 % contre 6,33 % en 2019). Le résultat de celles anticipées de janvier 2022 marque un net recul à la fois du BE et de la CDU (4,40 % pour le premier, 4,30 % pour le second). En termes de sièges, il ne reste plus que cinq députés au Bloco (contre dix-neuf en 2019) et six à la CDU (contre douze)¹. Quant à Die Linke, si le parti allemand semblait installé dans le paysage politique outre-Rhin avec des scores nationaux autour de 9-10 % entre 2009 et 2017, il subit une lourde défaite aux élections de 2021. Son résultat descend sous la barre des 5 % des exprimés ; sa représentation au Bundestag fond, en diminution de 30 sièges (de 69 en 2017 à 39 en 2021) ; son électorat est divisé par près de deux (de près de 4,3 millions de voix à un peu plus de 2,2 millions).

Tableau n°25 : Résultats électoraux des partis membres du Parti de la gauche européenne

Pays	Partis	Élections	Score (en % des suffrages exprimés)	Nombre de sièges
Allemagne	Die Linke	2021	4,90 %	39
Autriche	Parti communiste d'Autriche (KPÖ)	2019	0,69 %	0
Biélorussie	Parti de la gauche biélorusse « Un monde juste »	2019	0,72 %	0
Bulgarie	Gauche bulgare (BL)	2021 (novembre)	10,12 % ²	0

¹ Le scrutin de 2022 est également marqué par une progression du Parti socialiste (PS) du Premier ministre António Costa. Le PS obtient 41,37 % des suffrages exprimés et 120 sièges, ce qui lui assure une majorité absolue à l'Assemblée de la République. En 2019, son résultat était de 36,34 % des suffrages et de 108 sièges (soit une majorité relative).

² Pour les élections législatives de novembre 2021, la Gauche bulgare (BL) est membre de la Coalition pour la Bulgarie, menée par le Parti socialiste bulgare (BSP).

Croatie	Front des travailleurs (RF)	2020	6,99 % ¹	1
Danemark	Liste de l'unité – les Rouges et Verts (EL)	2022	5,13 %	9
Espagne	Parti communiste d'Espagne (PCE)	2019 (novembre)	12,86 % ²	4
	Izquierda Unida (IU)	2019 (novembre)	12,86 %	2
	Gauche unie et alternative (EUiA)	2019 (novembre)	-	0
Estonie	Parti de la gauche unie d'Estonie (EÜVP)	2019	0,09 %	0
Finlande	Alliance de gauche (VAS)	2019	8,17 %	16
	Parti communiste de Finlande (SKP)	2019	0,10 %	0
France	Parti communiste français (PCF)	2022	Accord électoral de la NUPES	12
Grèce	Syriza	2019	31,53 %	86
Hongrie	Parti ouvrier de Hongrie 2006 – Gauche européenne	2022	-	0
Italie	Parti de la refondation communiste (PRC)	2022	1,43 % ³	0

¹ Pour les élections législatives croates de 2020, le Front des travailleurs (RF) est membre de la Coalition verte de gauche.

² Depuis 2016, IU (alliance politique dont est membre le PCE) participe avec Podemos à la coalition électorale Unidas Podemos.

³ Aux élections générales de 2022, le PRC fait partie de l'alliance Union populaire (UP).

Luxembourg	La Gauche	2018	5,48 %	2
Moldavie	Parti des communistes de la république de Moldavie (PCRM)	2021	27,17 % ¹	10
Portugal	Bloc de gauche (BE)	2022	4,40 %	5
République tchèque	Levice	2021	0,01 %	0
Roumanie	Parti socialiste roumain (PSR)	2020	0,34 %	0
Royaume-Uni	Left Unity	2019	- ²	0
Slovénie	Levica	2022	4,46 %	5
Suisse	Parti suisse du travail (PST-POP)	2019	1,05 %	1
Turquie	Parti de gauche (ODP)	2018	-	0

■ Parti disposant d'une représentation parlementaire

Enfin, Syriza en Grèce constitue la plus grande réussite électorale parmi les membres du PGE. « Parti-creuset »³ rassemblant différentes sensibilités de gauche (eurocommunisme, écosocialisme, trotskisme, socialisme démocratique...), la Coalition de la gauche radicale réalise une percée exceptionnelle dans un pays frappé de plein fouet par une crise financière d'ampleur et par des politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs depuis 2010⁴ avec l'appui de la troïka (Commission

¹ Aux élections législatives de 2021, le Parti des communistes de la république de Moldavie (PCRM) fait alliance avec le Parti des socialistes de la république de Moldavie (PSRM) dans le Bloc électoral des communistes et socialistes.

² Aux élections générales de 2019, Left Unity ne présente aucun candidat et décide de soutenir le Parti travailliste.

³ ESCALONA Fabien, *op.cit.*, p.181.

⁴ Le premier plan d'austérité (ou « mémorandum d'entente » selon la terminologie officielle) est appliqué

européenne, BCE et Fonds monétaire international). En plus de cette situation socio-économique, le succès de Syriza s'explique aussi par le discrédit dont sont frappés les deux partis jusqu'alors majeurs du système partisan – le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) à gauche et la Nouvelle Démocratie (ND) à droite – du fait de leur « mauvaise » gestion des affaires publiques. Ce n'est pas un hasard si l'un des thèmes majeurs de campagne de Syriza – que ce soit avant son accès aux responsabilités, pendant l'exercice du pouvoir entre janvier 2015 et juillet 2019 ou avec son retour dans l'opposition – est la « réforme du système politique et l'approfondissement de la démocratie ». Derrière cette formule, qui est l'un des quatre piliers du programme de Thessalonique de septembre 2014 avec la résolution de la « crise humanitaire », le redémarrage de l'économie et la relance de l'emploi, il faut entendre selon Alexis Tsipras l'attachement à « l'État de droit, la transparence et la méritocratie »¹. Selon cette optique, la crise du système politique grec serait due, non seulement à l'application des mémorandums, mais aussi à « l'enchevêtrement des intérêts économiques » et de l'intérêt général et à « la corruption qui atteint les sphères politiques les plus élevées »² et dont les principaux responsables seraient les forces du bipartisme en déliquescence. Enfin, dernier ingrédient de l'ascension fulgurante de Syriza : mise en œuvre depuis 2004, sa stratégie politique consiste en une présence et un soutien aux mouvements sociaux³. Avec la crise financière et l'intensification des mouvements de contestation

par le gouvernement socialiste de Giorgos Papandreou à partir de mai 2010. Puis, en novembre 2011, un gouvernement d' « union nationale » dirigé par l'ancien gouverneur de la Banque de Grèce Loukas Papadimos lui succède et poursuit cette politique. Il est composé et soutenu par le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), le parti de droite Nouvelle Démocratie (ND) et la formation d'extrême droite Alerte populaire orthodoxe (LAOS). Enfin, entre juin 2012 et janvier 2015, c'est un gouvernement dirigé par le conservateur Antonis Samaras qui dirige le pays, avec l'appui du PASOK et du parti de centre-gauche Gauche démocrate (DIMAR).

¹ ΣΥΡΙΖΑ, « Ομιλία του Προέδρου του ΣΥΡΙΖΑ Αλέξη Τσίπρα στο Συνεδριακό Κέντρο Ι. Βελλίδης, Θεσσαλονίκη », 13 Σεπτεμβρίου 2014.

<<https://www.syriza.gr/article/id/57965/OMILIA-TOY-PROEDROY-TOY-SYRIZA-ALEKSH-TSIPRA-STO-SYNEDRIAKO-KENTRO-I-BELLIDHS-THESSALONIKH-13-9-2014.html#.V34TDPI95hE>>

[SYRIZA, « Discours du président de Syriza Alexis Tsipras au palais des congrès I. Vellidis, Thessalonique », 13 septembre 2014 [en ligne], consulté le 25 avril 2022].

² ΣΥΡΙΖΑ, « Πολιτική Απόφαση 1^{ου} (Ιδρυτικού) Συνεδρίου », Ιούλης 2013 (β).

<<https://www.syriza.gr/article/id/32409/Politikh-Apofash-1oy-Idrytikoy-Synedrioy.html>>

[SYRIZA, « Décision politique du 1^{er} congrès (fondateur) », juillet 2013 [en ligne], consulté le 25 avril 2022].

³ RORI Lamprini, « De la contestation au pouvoir. Les ressorts de l'ascension électorale de Syriza », *Savoir/Agir*, vol.32, n°2, 2015, p.68.

contre l'austérité – marqués par plusieurs grèves générales et symbolisés par l'occupation en mai et juin 2011 de la place Syntagma d'Athènes par les Indignés –, elle trouve un écho favorable dans la société hellénique et permet au parti de rayonner dans plusieurs secteurs de la population.

Entre 2009 et 2015, Syriza multiplie son résultat électoral par plus de sept (d'environ 315 000 voix et 4,6 % des exprimés à plus de 2,2 millions de voix et 36,3 %). Syriza remporte les élections en janvier 2015 et forme un gouvernement, avec la participation des Grecs indépendants (ANEL), un parti de droite souverainiste. Et malgré la signature d'un nouvel accord entre le Premier ministre Alexis Tsipras et les créanciers européens le 13 juillet de la même année qui comprend des mesures d'austérité et des privatisations, Syriza parvient à décrocher une fois de plus une majorité relative aux élections anticipées de septembre 2015¹ (avec 35,46 % des voix et 145 sièges sur 300) et à constituer de nouveau un gouvernement avec ANEL. Après près de quatre ans environ aux manettes, il est défait par la droite aux élections de juillet 2019, mais conserve un score élevé (31,53 % des suffrages). Il semblerait, en fin de compte, que Syriza soit parvenue à remplacer le PASOK à gauche comme principale force opposée à la droite (dominée quant à elle encore par la ND). Ainsi, au même moment que la Coalition de la gauche radicale menait sa fulgurante ascension, le PASOK faisait l'expérience d'une descente aux enfers. Entre 2009 et janvier 2015, le nombre de votes en sa faveur était divisé par dix (de plus de trois millions de voix à quelque 289 000), avant de connaître un léger frémissement (en 2019, le PASOK totalisait 8,10 % des suffrages, soit environ 450 000 voix²).

Quel est le point commun entre tous ces partis du PGE, qu'ils soient très minoritaires ou qu'ils aient réussi à s'imposer dans le système partisan de leur pays ? Selon Delwit, ils sont tous partisans d'une forme de réformisme radical, qu'ils opposent à la politique néolibérale qui serait menée par l'Union européenne. De cette façon, dans *Le Manifeste*

¹ Les élections anticipées de septembre 2015 font suite à la démission du Premier ministre Alexis Tsipras. Rejetant l'accord du 13 juillet, vingt-cinq députés frondeurs quittent Syriza et fondent un nouveau parti, Unité populaire (LAE). Celui-ci est présidé par Panayiotis Lafazanis, ancien ministre de l'Énergie démissionnaire du gouvernement Tsipras. Totalisant 2,87 % des voix aux élections de septembre, LAE échoue à accéder au Parlement hellène (le seuil électoral permettant la représentation étant de 3 % des exprimés).

² Toutefois, le PASOK ne concourt plus seul à ces élections. Il a fondé une coalition avec d'autres partis sociaux-démocrates et sociaux-libéraux appelée Mouvement pour le changement (KINAL).

de la gauche européenne adoptée à son congrès fondateur à Rome en mai 2004, le PGE se dresse contre les « valeurs du marché » qui inspirent la construction européenne actuelle et entend se battre contre les « politiques du capitalisme mondialisé » portées par Bruxelles. Il associe même ces politiques à des pratiques antidémocratiques de l'UE :

« Ce qui est au cœur de la crise de l'Union européenne, c'est la démocratie. Pendant des décennies, l'Europe s'est faite par en haut, au mépris total de la grande diversité de ses cultures et de ses langues, sans les peuples, et souvent contre eux »¹.

Le troisième est dernier profil isolé par Delwit est formé par des organisations « adeptes du grand soir révolutionnaire »², autrement dit des partis qui sont cramponnés aux fondamentaux marxistes-léninistes et notamment à l'idéal d'une révolution socialiste. Ils restent captivés par la révolution d'Octobre, qui demeure pour eux un jalon majeur. Delwit classe dans cette catégorie trois principaux partis : le KKE, « gardien intangible du marxisme-léninisme »³ ; le PCP qui campe lui aussi sur une position orthodoxe ; le Parti du travail de Belgique (PTB). Ce dernier contraste avec les deux précédents. Issu de la mouvance maoïste, il opère un tournant en 2008 : dans son discours en direction des électeurs, il abandonne son purisme marxiste-léniniste, tout en conservant son « approche organisationnelle très sectaire »⁴ en interne. En d'autres termes, le PTB combine une philosophie proche de celle développée par le PGE – condamnant la marchandisation en cours dans la société capitaliste et déployant le slogan « les gens d'abord, pas le profit »⁵ – et l'application du centralisme démocratique au sein de ses instances partisans.

Le politiste belge place également certaines organisations à la croisée du deuxième

¹ PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE, *Le Manifeste de la gauche européenne*, 8-9 mai 2004 [en ligne].

<https://www.european-left.org/wp-content/uploads/2018/11/Manifesto-European-Left_FR.pdf>, consulté le 28 décembre 2021.

² DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.514.

³ *Ibid.*, p.575.

⁴ *Ibid.*, p.581.

⁵ PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE, « Notre ADN » [en ligne].

<https://www.ptb.be/notre_adn>, consulté le 28 décembre 2021.

et du troisième profil. Membre du PGE, le PCE se trouve à cette intersection. En 1986, il contribue à lancer une dynamique unitaire à gauche en forgeant IU ; mais, dans le même temps, il refuse de se dépasser et de disparaître au sein de ce qui aurait pu être une nouvelle formation politique¹. Plus récemment, dans son congrès de 2017, il réintroduit des concepts qui paraissaient surannés comme le marxisme-léninisme ou le centralisme démocratique ; mais, presque concomitamment, il s'unit avec Podemos dans la coalition Unidas Podemos, avec un succès relatif. Alors qu'en 2015, IU n'obtenait que deux sièges (dont un pour le PCE) à la chambre basse des Cortes Generales, elle en conquiert huit en 2016 et cinq (dont quatre pour le PCE) en novembre 2019. Surtout, cette stratégie permet au PCE d'accéder aux responsabilités gouvernementales, une première depuis la chute de la Seconde République en 1939². En janvier 2020, Yolanda Díaz et Alberto Garzón deviennent respectivement ministre du Travail et de l'Économie sociale et ministre de la Consommation du gouvernement dirigé par le socialiste Pedro Sánchez et comprenant Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Podemos et IU.

À Chypre, l'AKEL se situe aussi entre un profil réformiste radical (il est membre observateur du PGE) et un profil orthodoxe, mêlant une organisation marxiste-léniniste assez classique, un renouveau idéologique depuis 1990 et une forme de pragmatisme quand il s'est trouvé aux manettes de l'État (entre 2008 et 2013 sous la présidence Christofias). L'AKEL continue à se définir, dans ses statuts, comme « le parti d'avant-garde de la classe ouvrière et des travailleurs de Chypre », « guidé dans son action par la vision du monde marxiste-léniniste » et ayant pour but ultime « l'édification d'une société socialiste démocratique et humaine » à Chypre³. Dans les faits, il se positionne comme un parti de gouvernement, d'alternance à la droite. Il est, au demeurant, la force hégémonique à gauche et cela depuis l'indépendance de l'île en 1960, surpassant

¹ DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, p.565.

² DOS SANTOS Cathy, « L'homme du jour. Alberto Garzon », *L'Humanité*, mardi 14 janvier 2020 [en ligne].

<<https://www.humanite.fr/lhomme-du-jour-alberto-garzon-683113>>, consulté le 25 avril 2022.

³ AKEΛ, *op.cit.*, 2015.

Traduction libre faite par l'auteur. Le texte original est le suivant : « Το Ανορθωτικό Κόμμα Εργαζομένου Λαού (ΑΚΕΛ) είναι πρωτοπόρο πολιτικό Κόμμα της εργατικής τάξης και των εργαζομένων της Κύπρου [...]. Το ΑΚΕΛ καθοδηγείται στη δράση του από τη μαρξιστική-λενινιστική κοσμοθεωρία. [...] Το ΑΚΕΛ έχει απώτερο σκοπό την οικοδόμηση κοινωνίας δημοκρατικού και ανθρώπινου σοσιαλισμού ».

largement le parti social-démocrate (Mouvement pour la démocratie sociale, EDEK). Aux législatives de 2021, avec 22,34 % des suffrages, l'AKEL réalisait le plus mauvais score de son histoire et était devancé par la droite (Rassemblement démocrate, DISY, 27,77 %), mais dépassait très amplement l'EDEK (6,72 %).

Également membre observateur du PGE, le KSČM en République tchèque est aussi rangé à la charnière entre le type 2 et le type 3. Il ne cesse de se référer à la révolution bolchévique et cultive une forme de nostalgie à l'endroit de l'Union soviétique et des démocraties populaires¹, communément appelée « Ostalgie ». Mais, il entend aussi peser sur le système politique et ne pas seulement être cantonné à un rôle de protestation générale. Pourtant, cette perspective risque, sur le court terme du moins, d'être compromise, compte tenu de l'échec du KSČM aux élections législatives de 2021. Avec 4,16 % des voix, les communistes tchèques ne franchissent pas le seuil des 5 % exigés pour être représentés à la Chambre des députés.

Pour finir, dans la classification proposée par Delwit, deux organisations sont considérées comme « inclassables » : le Socialistische Partij (SP) et Podemos. Fondé en 1972, le SP aux Pays-Bas est à l'origine une petite formation sectaire, d'obédience maoïste². À la fin des années 1980, il délaisse ses dogmes et le socialisme comme horizon pour devenir un parti antisystème et le parti des « gens ». Enfin, à la suite des bons résultats des législatives de 2006 – avec 16,6 % des voix et 25 députés, il se hisse à la troisième position du spectre politique néerlandais –, il mute de nouveau, adoucissant son projet politique dans l'espoir d'exercer le pouvoir. Mais, depuis cette date, ses résultats sont en diminution constante (en 2021, il obtient 5,98 % des suffrages et 9 sièges), ce qui ne lui permet plus de prétendre aux responsabilités.

Enfin, Podemos est qualifié de « météorite »³ par Delwit. Pour ce dernier, le parti, créé en mars 2014 et issu, en partie, du mouvement des Indignés, serait atypique pour trois raisons principales. Premièrement, au niveau idéologique, il analyse la société non pas au moyen d'une grille classiste, mais en mobilisant le clivage entre le peuple et l'élite, les 99 % contre les 1 %. Deuxièmement, le premier objectif officiellement affiché par

¹ DELWIT Pascal, *op.cit.*, 2016, pp.570-571.

² *Ibid.*, p.585.

³ *Ibid.*, p.591.

les dirigeants de Podemos est de remporter les élections, afin d'exercer le pouvoir pour changer la société, ce qui serait en rupture avec la plupart des partis de la gauche radicale habitué à la défaite. Troisièmement, Podemos ne se définit pas comme parti de la gauche radicale, pas même comme parti de gauche. Toutefois, on peut s'interroger sur le bien-fondé d'un tel non-classement de Podemos. Concernant le premier critère, il n'est pas inhabituel que les partis de la gauche radicale utilisent cette division peuple/élite ou 99 %/1 %. Le PCF, comme nous l'avons vu, emploie l'image de cet antagonisme, qui tend même à remplacer la lutte des classes. Syriza utilise aussi une rhétorique semblable quand Alexis Tsipras oppose « l'oligarchie domestique parasitaire » à « la Grèce du plus grand nombre »¹. Ensuite, bien que Podemos ne se reconnaisse pas forcément dans la gauche, force est de constater que les partenariats tissés par le mouvement sont bien ancrés à gauche : depuis 2016, il se présente aux élections dans la coalition Unidas Podemos, principalement avec IU ; depuis janvier 2020, il fait partie du gouvernement conduit par le socialiste Pedro Sánchez. Par conséquent, Podemos se rapproche du profil numéro 2 (réformisme radical) et, même s'il n'est pas membre du PGE, pour les élections européennes de 2019, il a participé à un rapprochement avec d'autres organisations de la gauche radicale, appelé « Maintenant le peuple », qui soit appartiennent au PGE à part entière (EL, VAS, V, BE) soit sont observateurs (la FI et la Gauche républicaine et socialiste, GRS).

Pour achever ce tour d'horizon des typologies de la gauche radicale, nous pouvons aborder le travail d'Irène Pereira, qui s'intéresse aux « grammaires de la contestation »². Sa grille de lecture se situe dans un registre différent de celui des autres auteurs : il ne s'agit pas prioritairement de classer des structures politiques, mais de repérer les sensibilités politico-culturelles qui traversent la gauche radicale prise au sens large (à la fois des partis, syndicats et associations). Pereira distingue trois grammaires de la gauche radicale : la grammaire républicaine sociale ; la grammaire socialiste ; la

¹ ΣΥΡΙΖΑ, « Αλέξης Τσίπρας : Η Ελλάδα δεν γυρίζει πίσω – Ήρθε η ώρα των πολλών », 24 Μαΐου 2019.

<<https://www.syriza.gr/article/id/81460/Al.-Tsipras:-H-Ellada-den-gyrizei-pisw---Hrthe-h-wra-twn-pollwn1.html>>

[SYRIZA, « Alexis Tsipras : La Grèce ne retourne pas en arrière – L'heure du plus grand nombre est arrivée », 24 mai 2019 [en ligne], consulté le 28 décembre 2021].

² PEREIRA Irène, *op.cit.*

grammaire nietzschéenne.

La grammaire républicaine sociale constitue un antilibéralisme économique, dans le sens où il s'agit d'une dénonciation de l'économie de marché et de la mondialisation néolibérale. Face à cette marchandisation des activités humaines, son projet politique préconise l'intervention de l'État, et tout particulièrement le renforcement de l'État social, la consolidation des services publics et la stimulation de l'économie sociale et solidaire. Il est donc question de mettre en place une forme d'économie mixte, sans remettre en cause radicalement la propriété privée. Cette grammaire se fonde sur la notion de citoyen, ce qui explique que les organisations de ce courant défendent la promotion des droits de l'homme et du citoyen et la transformation de la démocratie représentative dans un sens plus participatif. En résumé, elle s'apparente à un universalisme humaniste, visant à fonder une république sociale – et non socialiste¹ –. Ses références historiques sont essentiellement Jean Jaurès et le programme du Conseil national de la Résistance (CNR). Parmi les structures qui appartiennent à cette grammaire, Pereira cite ATTAC, la fondation Copernic ou le PG.

La grammaire socialiste s'appuie sur une lecture classiste du monde et sur la défense du travailleur ou du prolétaire. Elle est révolutionnaire et anticapitaliste : pour elle, seule une révolution est capable de transformer la société, en permettant une collectivisation des moyens de production. Pereira distingue deux sous-groupes au sein de cette grammaire : une tendance léniniste et une tendance « socialiste fédéraliste »². La sous-grammaire léniniste comprend différents courants qui se réclament du communisme : stalinisme, trotskisme, maoïsme. Ses références sont, logiquement, Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Sa particularité, par rapport au deuxième sous-ensemble, est d'être marquée par un fort étatisme, l'État étant perçu comme l'outil permettant le passage à la société socialiste. Les organisations qui s'en réclament sont LO, le Parti ouvrier indépendant (POI)³, le NPA. Contrairement à celle léniniste, la grammaire socialiste fédéraliste entretient une méfiance vis-à-vis de l'État et de toute représentation politique des travailleurs et s'inscrit, en ce sens, dans le communisme libertaire. Pierre-Joseph

¹ *Ibid.*, pp.45-46.

² *Ibid.*, p.17.

³ Le POI prend la suite, en 2008, du PT, issu de la mouvance trotskiste lambertiste.

Proudhon (1809-1865), Mikhaïl Bakounine (1814-1876), mais aussi Fernand Pelloutier (1867-1901)¹ sont les auteurs sur lesquels elle se base. Elle prend la forme du syndicalisme d'action directe, incarné en France par la Confédération nationale du travail (CNT) et, surtout, par le syndicat SUD. L'organisation anarchiste Alternative libertaire (AL)² entre aussi dans cette catégorie.

Les structures qui sont rattachées à la grammaire nietzschéenne ne se réclament pas explicitement de Friedrich Nietzsche. Pereira convoque le philosophe allemand pour expliquer qu'une partie de la gauche radicale s'inspire des théories postmodernes et du concept de déconstruction³. La déconstruction s'applique à l'humanité en tant que sujet politique de la modernité et au prolétariat en tant que sujet politique du socialisme⁴. Les forces collectives soutenues par cette grammaire sont les femmes, les minorités racisées et sexuelles. Le refus de hiérarchiser les luttes, autrement dit le refus de considérer la question de l'exploitation économique comme devant primer sur d'autres engagements (liberté sexuelle, combat contre le sexisme, le racisme, problèmes écologiques), constitue l'un des moteurs de cette philosophie. Différentes associations féministes, de défense des droits des personnes LGBTI – influencées par la théorie queer⁵ – et antiracistes – guidées par les études postcoloniales – rentrent dans cette grammaire. Par exemple, Pereira cite l'association de lutte contre le sida Act Up. Au niveau politique, elle intègre dans cette grammaire des mouvements de la gauche radicale liés à l'écologisme. Il s'agit des Alternatifs et de la FASE. Créés en 1998, les Alternatifs sont

¹ Fernand Pelloutier fut l'un des principaux animateurs de la Fédération des Bourses du travail. Il est l'un des précurseurs du syndicalisme révolutionnaire, défendant la thèse de la grève générale. CLAUDEL Paul, « Pelloutier Fernand (1867-1901) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne].

<<http://www.universalis-edu.com/encyclopedia/fernand-pelloutier/>>, consulté le 29 décembre 2021.

² Fondée en 1991, AL fusionne en 2019 avec la Coordination des groupes anarchistes (CGA) pour donner naissance à l'Union communiste libertaire (UCL).

³ PEREIRA Irène, *op.cit.*, p.20.

⁴ *Ibid.*

⁵ La théorie queer est née dans les sciences sociales états-uniennes au début des années 1990. La représentante la plus connue de cette théorie est la philosophe Judith Butler (née en 1956), professeure de littérature comparée à l'université de Berkeley en Californie. Son ouvrage le plus célèbre est *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, La Découverte, 2005 [1990]. Les principales propositions de ce courant s'appuient sur une remise en question de la dichotomie masculin/féminin et sur l'idée selon laquelle le sexe, comme le genre, ne sont pas innés, mais sont des constructions sociales, façonnées par le langage et le symbolique. Voir PAVARD Bibia, ROCHEFORT Florence et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, La Découverte, 2020 et notamment le Chapitre 13 : « Encore féministes au XXI^e siècle » (pp.387-485).

issus de l'AREV, un parti politique lui-même originaire des comités de soutien à la candidature du communiste rénovateur Pierre Juquin à la présidentielle 1988. Plus exactement, l'AREV et une dissidence de la CAP – petite organisation principalement constituée de communistes critiques – fondent les Alternatifs. Ces derniers ont pour mot d'ordre : « solidarités, écologie, féminisme et autogestion ». À partir de 2010, ils participent à la dynamique du Front de gauche, d'abord sous la forme d'un accord avec ce dernier aux élections régionales, puis d'un soutien à la candidature de Mélenchon à la présidentielle de 2012, pour enfin en devenir membre à part entière en novembre 2012. En novembre 2013, les Alternatifs se dissolvent avec d'autres composantes du Front de gauche au sein d'Ensemble !. Quant à la FASE, elle est le résultat d'un rapprochement, fin 2008, entre différents petits groupes de la gauche radicale, motivés par l'écologie : les Communistes unitaires, Alter Ekolo, le mouvement Utopia, l'ADS et le Mouvement politique pour une convergence des alternatives à la mondialisation et pour la sortie du productivisme (MAI). Comme les Alternatifs, elle s'engage dans le Front de gauche à partir des élections européennes de 2009, pour se fondre par la suite dans Ensemble !.

Où se situe le PCF dans ce labyrinthe de classements ? Chez Luke March, il fait indéniablement partie du groupe « communistes réformateurs ». Dans la typologie d'Escalona et Vieira, il peut être placé quelque part entre la catégorie « à gauche de la social-démocratie » et les « rouges-verts ». Pour Delwit, il appartient, avec les autres membres du PGE, au « réformisme radical ». Enfin, on peut affirmer qu'il a incarné l'archétype de la grammaire léniniste, avant la crise de celle-ci à partir des années 1980¹. Et de manière assez effacée, des restes de cette grammaire demeurent, notamment sous le sceau de l'étatisme. Mais, on peut également convenir que le PCF a dérivé vers la grammaire républicaine sociale, en valorisant plus le citoyen ou l'« humain » que le prolétaire ou le travailleur, en privilégiant l'institution d'une économie mixte sur la collectivisation de tous les moyens de production.

Il est également possible de catégoriser le PCF à différents niveaux, en reprenant certains critères des typologies précédemment présentées. Ainsi, sur le plan économique, il est fortement marqué par une sorte de keynésianisme radical, mâtiné

¹ PEREIRA Irène, *op.cit.*, p.124.

d'anticapitalisme. Cela le porte à vouloir « relancer l'emploi, la recherche, la formation »¹ ; et, en même temps, il « vise une transformation radicale de notre société pour une société de partage des richesses »², tout en dénonçant les désastres causés par « le capitalisme financiarisé et mondialisé »³. Sur le plan politique *stricto sensu*, le projet communiste ambitionne de « démocratiser la démocratie »⁴, en voulant instaurer une démocratie participative qui encourage l'intervention citoyenne. Cela passerait en France par l'établissement d'une Sixième République de type parlementaire. Enfin, l'organisation communiste ne se concentre plus uniquement, dans ses revendications, sur la seule question sociale. À côté de la lutte des classes, elle entend promouvoir une pluralité de combats, ce qui la rapproche de la grammaire nietzschéenne présentée par Pereira : refus de l'exploitation « de l'homme par l'homme », mais aussi de la domination « de l'homme sur la femme, de l'activité humaine sur la nature »⁵, « lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie et toutes les lgbtqi-phobies »⁶.

10.2. La perte de spécificité du communisme

À l'issue de cette analyse, nous pouvons nous interroger sur la particularité du discours communiste au sein de la gauche radicale. En effet, l'abandon de ses traits originaux, hérités tout particulièrement du léninisme, fait que le PCF a perdu sa spécificité au sein de cet espace politique, au point qu'il ne serait pas excessif d'affirmer que le communisme s'est dilué dans la gauche radicale.

Si l'on compare succinctement, la « mentalité » communiste avec les positions adoptées par la FI, l'on constate une ressemblance évidente, jusqu'à l'usage d'expressions identiques. Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon adopte lui aussi un keynésianisme

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016 (a), p.5.

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (a), p.8.

³ *Ibid.*, p.5.

⁴ BALIBAR Étienne, « Démocratiser la démocratie », *Les Débats de l'ITS*, n°1, septembre 2015 [en ligne].

<<https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2017/08/2015-09-Etienne-Balibar-ITS1.pdf>>, consulté le 6 janvier 2021.

⁵ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, juin 2016 (a), p.7.

⁶ *Ibid.*, p.9.

radical, en préconisant d' « engager un plan de relance de l'activité et de l'emploi »¹, accompagné d' « une profonde et méthodique [...] répartition des richesses produites »². Le passage à une Sixième République « permettant l'intervention populaire »³, via la convocation d'une assemblée constituante, fait également partie de son programme. En outre, à côté de l' « urgence sociale »⁴, la FI souhaite répondre à l' « urgence écologique »⁵, défendre l'égalité homme-femme ou les droits des personnes LGBTQI⁶.

En quoi, dès lors, le PCF se démarque-t-il encore des autres formations à la gauche du PS ? Il s'en distingue par un écologisme un peu particulier, captif de son industrialisme traditionnel et emprisonné dans sa défense de l'énergie nucléaire.

Le PCF a fait sa mue écologique, dans un registre combinant le rouge et le vert, réponses à la question sociale et préoccupations environnementales :

« Émancipation sociale et réponse au défi écologique sont intrinsèquement liées. L'avenir de la planète et celui de ses habitants sont indissociables »⁷.

Reprenant une citation de Marx selon laquelle « le capital épuise deux choses, le travailleur et la nature »⁸, les communistes expliquent, en somme, que la responsabilité des crises écologique et sociale est à rechercher dans le capitalisme. Dans cette optique, ce dernier non seulement ne permet pas de satisfaire les besoins humains en générant des inégalités sociales, de la pauvreté et du chômage, mais est aussi la principale cause du désastre écologique actuel. Pour en finir avec cette double tare assignée au capitalisme, il faudrait « sortir du cycle infernal productivisme-consumérisme »⁹. À l'inverse, le PCF propose d'édifier un mode de production respectueux à la fois de la

¹ FRANCE INSOUmise, *op.cit.*, 2016, p.47.

² *Ibid.*, p.16.

³ *Ibid.*, p.25.

⁴ *Ibid.*, p.43.

⁵ *Ibid.*, p.67.

⁶ FRANCE INSOUmise, *Liberté, égalité, droits nouveaux !*, Livret n°32 de la France insoumise, 2017, p.8.

⁷ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2016, p.26.

⁸ La véritable citation est la suivante : « La production capitaliste ne développe [...] la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur » (MARX Karl, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Livre premier, Tome deuxième, Éditions sociales, 1948 (a) [1867], p.182).

⁹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2013 (c), p.23.

planète et de l'humanité qu'il appelle, depuis le congrès de 2018 et sur le modèle de l'écossocialisme¹, « écommunisme »².

Cette conversion écologique n'est pas dépourvue de particularités et d'ambiguïtés. Cela concerne notamment l'attachement des communistes à l'industrie, en lien avec la promotion de leur base sociale historique, les ouvriers. Leur vision repose sur une mythification des grandes industries disparues ou déclinantes, comme la sidérurgie et la mine. Nous avons pu l'observer sur le terrain :

Au conseil départemental de la fédération du Loiret de mars 2018, la discussion s'engage sur le contenu du projet politique qui devrait être présenté au congrès de l'automne. L'industrie et le capitalisme – notamment sa nature contemporaine – sont interrogés par les militants. L'un d'entre eux, la trentaine, développe des idées proches de la thèse du développement du capitalisme post-industriel. En bref, une nouvelle forme de capitalisme aurait supplanté, notamment dans les pays développés, le capitalisme industriel qui reposait sur des secteurs traditionnels comme la sidérurgie, les charbonnages, la fabrication de biens pour l'équipement des ménages. Elle reposerait sur de nouveaux secteurs – informatique, télécommunications, énergies renouvelables, biotechnologies... – et mobiliserait en permanence les avancées de la science et de la technologie, d'où l'importance accrue des dépenses de recherche et développement dans l'économie contemporaine. L'adhérent en question conclut en affirmant que la conception du capitalisme qu'a le PCF est dépassée et se questionne dès lors : « comment prétendre lutter contre un système sans bien le comprendre et l'analyser ? ». Un autre communiste, retraité, lui répond. L'argumentation qu'a fait son camarade est pour lui incompréhensible, voire inconcevable. Il dessine l'image traditionnellement attachée à l'industrie, celle de grandes usines avec des milliers d'ouvriers, des cheminées fumantes, des luttes et des grèves. « Les usines et les

¹ En France, le concept d'écossocialisme a notamment été utilisé par le PG. Voir PARTI DE GAUCHE, *op.cit.*, 2013. Le PG puise son inspiration tout particulièrement dans les travaux du sociologue franco-brésilien Michaël Löwy (voir par exemple LÖWY Michaël, *Écossocialisme*, Mille et une nuits, 2011).

² PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Assises communistes de l'écologie. Les actes », 4 et 5 mai 2018 (b).

ouvriers, ça existe encore. Les communistes doivent les défendre » conclut-il.

L'originalité de l'écologisme revendiqué par le PCF se ressent surtout dans son plaidoyer en faveur du nucléaire. Le PCF se prononce ainsi pour un mix énergétique composé à la fois d'énergies renouvelables et du nucléaire. L'un des garde-fous qu'il met en avant pour résoudre le problème de la sécurité nucléaire est de rendre cette énergie totalement publique, détachée des logiques de marché et contrôlée par un pôle public de l'énergie¹. Ce positionnement pro-nucléaire dénote dans le champ de la gauche radicale. À l'occasion de la campagne de la présidentielle 2022, ce sujet surgit de nouveau dans l'agenda politique et médiatique, témoignant des divergences entre communistes et insoumis tout particulièrement. Le candidat communiste Fabien Roussel se présente clairement comme un défenseur de l'atome, puisque face aux besoins accrus en matière d'électricité et à la nécessité de sortir des énergies carbonées, « ce ne sont pas les énergies renouvelables qui suffiront, mais les barrages et les centrales nucléaires »². En sens inverse, Jean-Luc Mélenchon adopte, sans équivoque, l'objectif d'une sortie du nucléaire, soutenant que « le nucléaire est [...], comme les énergies fossiles, une énergie du passé »³ et que « la question n'est pas de savoir s'il faut sortir ou non du nucléaire, mais quand et comment le faire ».

*

La mentalité communiste contemporaine s'est largement détachée de l'idéologie communiste initiale, résultant des apports théoriques de Marx et Lénine et de l'expérience historique de la révolution d'Octobre. Elle ne se distingue plus vraiment des autres discours portés par la gauche radicale de manière générale. Dès lors, au niveau

¹ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2018 (c).

² REVOL Michel, « Fabien Roussel : "Je suis favorable au maintien du nucléaire en France", *Le Point*, 20 mai 2021 [en ligne].

<https://www.lepoint.fr/economie/fabien-roussel-je-suis-favorable-au-maintien-du-nucleaire-en-france-20-05-2021-2427383_28.php>, consulté le 7 janvier 2022.

³ MÉLENCHON Jean-Luc, « Éviter le black-out nucléaire », *Le Journal du dimanche*, 27 octobre 2021 [en ligne].

<<https://www.lejdd.fr/Politique/tribune-jean-luc-melenchon-eviter-le-black-out-nucleaire-4073754>>, consulté le 8 janvier 2022.

des idées, le PCF prend l'aspect d'une coquille vide¹, de laquelle on aurait assécher la substance idéologique primaire, sans véritablement en définir une nouvelle de manière franche et limpide. Resterait alors un qualificatif, celui de « communiste », qui ne correspondrait plus à la réalité auquel il se réfère.

Cette question du nom, ou plus exactement de la relation entre le nom et « la chose », est une thématique relativement ancienne dans le mouvement ouvrier. Dès la fin du XIX^e siècle, Engels fait remarquer, à propos du Parti social-démocrate d'Allemagne, que le qualificatif « social-démocrate » est impropre pour qualifier ce parti. Selon lui, il devrait se baptiser « communiste ». Et de conclure : « le parti se développe, la dénomination reste »². Un siècle plus tard, la même interrogation tourmente le PCI, quand son dernier secrétaire général Achille Occhetto entreprend, à partir du tournant de la Bolognina en novembre 1989, une complète métamorphose de l'organisation. La chose fut changée, avant que le nom ne change en février 1991 en PDS. Dans le cas du PCI, pour paraphraser Engels, « le parti s'est développé, la dénomination a changé ». Pour revenir sur le PCF, sa mutation idéologique s'est également accompagnée d'une réflexion sur son nom. Robert Hue évoque, dans l'un de ses livres, que quand il assumait la mission de secrétaire national, il missionna Jacques Séguéla pour étudier le changement de nom, projet qui finalement n'aboutit pas³. En 2007 également, après le très mauvais score de Marie-George Buffet à la présidentielle la même question fut soulevée, tout comme en 2017⁴. Ainsi, concernant le PCF, la substance idéologique s'est modifiée, mais la désignation demeure. Au point que nous pouvons dire que le PCF n'est plus un vraiment un parti communiste, mais qui s'appelle encore communiste⁵.

¹ DILAS-ROCHERIEUX Yolène, « Communisme et socialisme : questions de définition », *Communisme*, n°45-46, 1996, p.115.

² LÉNINE Vladimir, *op.cit.*, 1969, p.106.

³ HUE Robert, *op.cit.*, 2014, p.66.

⁴ RÉDACTION EUROPE1.FR, « Pierre Laurent n'a "pas de tabou" sur un possible changement de nom du PCF », *Europe1.fr*, 2 juin 2017 [en ligne].

<<https://www.europe1.fr/politique/pierre-laurent-na-pas-de-tabou-sur-un-possible-changement-de-nom-du-pcf-3349184>>, consulté le 8 janvier 2022.

⁵ LIGUORI Guido, *op.cit.*, p.196.

Conclusion générale

Parvenu au poste de secrétaire national du PCF à la faveur du congrès extraordinaire de 2018 donnant une majorité à la tendance identitaire, Fabien Roussel a fait du retour de son parti sur le devant de la scène nationale un objectif clairement affiché. « PCF is back » est ainsi devenu une sorte de mot d'ordre, répété en boucle par le dirigeant, ressassé sur les réseaux sociaux par les militants, tout particulièrement en période électorale. C'est ainsi que Fabien Roussel déclare sur un plateau de télévision en pleine campagne européenne de 2019 :

« Quand on a été absent des derniers grands rendez-vous électoraux nationaux, le part communiste est sorti des écrans radars de la politique. Eh bien, nous re-rentrons dans les écrans radars. C'est le début. "PCF is back !" comme je l'ai dit ».¹

Le raisonnement et la logique semblent simples, limpides, cohérents. Une dizaine d'années d'alliance politique sous les couleurs du Front de gauche aurait nui à l'organisation communiste. Elle se serait « effacée », diluée dans un vaste ensemble et derrière Jean-Luc Mélenchon. Pour retrouver une visibilité et une place dans le système partisan digne de son histoire, il lui faudrait se présenter de manière autonome à toutes les élections nationales. Cette stratégie de repli identitaire est donc appliquée depuis les européennes de 2019. Elle se couple avec la croyance selon laquelle le volontarisme des dirigeants et le militantisme des adhérents sont à mêmes d'enrayer la spirale de la marginalisation politique.

À l'évidence, les faits semblent contredire une telle argumentation. Les résultats de la présidentielle de 2022 sont là pour en témoigner. Le score du secrétaire national à cette élection (2,28 % des exprimés) se situe dans une fourchette basse, entre celui très médiocre de Robert Hue en 2002 (3,37 %) et le plancher historique atteint par Marie-George Buffet en 2007 (1,93 %). Et pourtant, les communistes se sont félicités de leur belle campagne, de la présence sur le terrain de « la force communiste [leur] première

¹ PUBLIC SÉNAT, « "PCF is back et maintenant c'est la remontada !" affirme Fabien Roussel », 18 mars 2019 [en ligne].
<<https://www.youtube.com/watch?v=f0tWK9BK0rE>>, consulté le 19 mai 2022.

richesse » qui s'est « déployée comme jamais depuis longtemps »¹. Dans une élection préfigurant une tripartition de l'espace politique entre un bloc de centre-droit dirigé par Emmanuel Macron, une extrême-droite dominée par le RN de Marine Le Pen et un camp de gauche sous le leadership de Jean-Luc Mélenchon, les communistes ont rejeté la faute de cette défaite sur le « vote utile » : des électeurs tentés par le vote communiste auraient, dans les derniers jours, changé leur choix pour se tourner vers le candidat insoumis, seul capable à gauche, au regard des enquêtes d'opinion, de se qualifier pour le second tour².

Pour éviter semble-t-il l'attraction du bulletin Mélenchon comme « vote utile », la campagne de Fabien Roussel a aussi suivi une tactique de différenciation vis-à-vis de celui-ci et, plus généralement, des autres rivaux de gauche. Plus précisément, le candidat, a, à la fois, développé des thèmes perçus comme des « fondamentaux » du PCF³ et s'est aussi placé sur des terrains peu habituels pour un communiste. Il a assuré être le porte-parole du monde du travail et a, à ce titre, avancé des propositions socio-économiques assez classiques : augmentation générale des salaires, des pensions de retraite et des minima sociaux ; SMIC mensuel à 1 500 euros nets ; réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires⁴... Mais, ces quelques mesures ne permettent pas tellement de se démarquer de l'Union populaire. Dans son programme, Jean-Luc Mélenchon fixe lui aussi comme cap social la hausse du SMIC (à 1 400 euros nets mensuels) ou les 32 heures après négociation collective. Par conséquent, Fabien Roussel adopte une rhétorique que certains observateurs ont qualifié de « cocardière » ou de « franchouillarde »⁵, visant justement à se démarquer de ses concurrents. Le député du Nord se positionne comme le représentant d'« une gauche populaire, authentique, sincère et label rouge » face à ce qu'il appelle, en la dénigrant, « la gauche écologiste

¹ PICQUET Christian, « Rapport introductif – Conseil national », 14 avril 2022, p.8.

² *Ibid.*, p.7.

³ MARTELLI Roger, « Mélenchon-Roussel : aujourd'hui prépare demain », *Regards*, 21 février 2022 (b) [en ligne].

<<http://www.regards.fr/actu/article/melenchon-roussel-aujourd-hui-prepare-demain>>, consulté le 19 mai 2022.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Avec Fabien Roussel. La France des jours heureux. Projet pour un pacte social, écologique, républicain*, 2022, p.21.

⁵ LAÏRECHE Rachid, « Présidentielle : Fabien Roussel se viande », *Libération*, 10 avril 2022 [en ligne]. <https://www.liberation.fr/politique/elections/presidentielle-fabien-roussel-se-viande-20220410_XQCMWUYXKFEYHLOU5RHXZDJI7U/>, consulté le 19 mai 2022.

bien-pensante qui [...] culpabilise les Français »¹. Il se fait alors le défenseur de la gastronomie française en affirmant vouloir que chaque Français ait accès à « un bon vin, une bonne viande et un bon fromage »². Il parle aussi plus volontiers de sécurité en se positionnant comme « celui à gauche qui porte ces questions »³. Enfin, il insiste sur ses différences avec les insoumis et les écologistes en termes de politique énergétique, souhaitant développer non seulement les énergies renouvelables, mais aussi l'électricité nucléaire avec la construction de six nouveaux réacteurs pressurisés européens (EPR)⁴.

Quoiqu'il en soit, ce pari de la différence n'a pas réussi électoralement. Plus globalement, le résultat présidentiel reflète l'état général du PCF qui fonctionne sur le modèle du parti-citadelle. Sans électorat national, celui-ci repose essentiellement sur certains territoires, des archipels qui résistent mieux à la marginalisation. Les restes de l'empire municipal lui permettent ainsi de surnager dans un océan défavorable. Certes, il est vrai que dans certaines communes à direction communiste, et notamment celles de l'ancienne banlieue rouge, Jean-Luc Mélenchon réalise des scores très importants, au point que dans ces villes il « s'installe dans les habits du PC »⁵. Pour ne prendre que la Seine-Saint-Denis, il récolte 63,95 % des suffrages exprimés à La Courneuve, 60,20 % à Stains, 60,14 % à Bobigny ou encore 55,22 % à Montreuil⁶. Il n'empêche que, si l'on s'intéresse aux 142 communes dirigées par un maire communiste ou apparenté avec une population de plus de 3 500 habitants, Fabien Roussel obtient dans cet ensemble 4,98 %

¹ CAILHOL Amandine et LAÏRECHE Rachid, « Fabien Roussel : "J'essaye d'incarner une gauche populaire, sincère et label rouge" », *Libération*, 16 février 2022, p.4.

² FRANCE INFO, « "Un bon vin, une bonne viande, un bon fromage, pour moi, c'est la gastronomie française" : la phrase de Fabien Roussel remise dans son contexte », 25 janvier 2022 [en ligne]. <https://www.francetvinfo.fr/politique/parti-communiste-francais/video-un-bon-vin-une-bonne-viande-un-bon-fromage-pour-moi-cest-la-gastronomie-francaise-la-phrase-de-fabien-roussel-remise-dans-son-contexte_4928541.html>, consulté le 19 mai 2022.

³ RAVINEL Sophie et LEPELLETIER Pierre, « Fabien Roussel (PCF) : "À gauche, je veux porter les questions de sécurité" », *Le Figaro*, 3 septembre 2021 [en ligne]. <<https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/fabien-roussel-pcf-a-gauche-je-veux-porter-les-questions-de-securite-20210903>>, consulté le 19 mai 2022.

⁴ PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *op.cit.*, 2022, p.16.

⁵ MARTELLI Roger « 2022 : Mélenchon s'installe dans l'espace communiste, mais pas que... », *Regards*, 14 avril 2022 (a) [en ligne]. <<http://www.regards.fr/actu/article/2022-melenchon-s-installe-dans-l-espace-communiste-mais-pas-que>>, consulté le 19 mai 2022.

⁶ Le niveau d'abstention a été, néanmoins, particulièrement fort dans ces communes. Ainsi, rapporté au nombre d'inscrits, le score de Jean-Luc Mélenchon n'est plus que de 41 % à La Courneuve, de 35,8 % à Stains, de 36,3 % à Bobigny et de 40,3 % à Montreuil.

des voix, soit beaucoup mieux que son score national et proche des 5 %, eldorado tant recherché par les communistes que certains sondages affichaient avant l'élection¹. Dans seulement onze de ces villes, il récolte moins que son résultat global. Les meilleurs résultats [tableau n°26] apparaissent à La Grande-Combe dans le Gard (27,18 %), au Rove dans les Bouches-du-Rhône (23,68 %) et à Saint-Amand-les-Eaux (20,71 %), commune du Nord où Fabien Roussel est conseiller municipal depuis 2014. Le résultat le plus faible est atteint à La Courneuve (1,78 %), ville dont le maire Gilles Poux avait très tôt appelé à voter Mélenchon².

Au final, au fil de quatre décennies de long déclin, le PCF a connu une mutation radicale, imputable non à l'action volontariste de ses dirigeants, mais à la déstructuration et à la désorganisation qu'il a subies depuis la fin des années 1970. Il est devenu un parti-citadelle, c'est-à-dire un parti désarticulé, éclaté en plusieurs sphères autonomes avec chacun son mode de fonctionnement propre : l'appareil (ou « parti de Fabien »), le parti des militants et le parti des maires. Cet ensemble fragmenté fonde son maintien sur quelques territoires épars, municipaux et cantonaux principalement. Il s'appuie aussi sur des représentations collectives : à partir de ces espaces, les adhérents communistes se voient souvent comme des « résistants » à un monde leur paraissant hostile. Il nous semble que dans cet état décomposé le PCF peut survivre encore de longues années, sans disparaître.

Une question plus générale reste enfin en suspens que l'on pourrait formuler, de manière un peu provocatrice, comme ceci : le Parti communiste français mérite-t-il encore de porter son nom ? Est-il encore un parti ? Est-il encore communiste ? Est-il encore français ?

¹ Par exemple, l'institut Opinionway donnait 5% des voix à Fabien Roussel début mars 2022. OPINIONWAY, « Baromètre 2022 pour CNews », 8 mars 2022 [en ligne].

<<http://www.commission-des-sondages.fr/notices/files/notices/2022/mars/9429-opinionway-pour-cnews-vague-13-le-8-mars.pdf>>, consulté le 20 mai 2022.

² BOURDON Gwenaël, « Présidentielle : Gilles Poux, premier maire PCF du 93 à se ranger derrière Mélenchon », *Le Parisien*, 15 novembre 2020 [en ligne].

<<https://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/presidentielle-gilles-poux-premier-maire-pcf-du-93-a-se-ranger-derriere-melenchon-15-11-2020-8408451.php>>, consulté le 20 mai 2022.

Tableau n°26 : Résultats les plus élevés et résultats les plus faibles de Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2022 dans les communes à direction communiste ou apparentée de plus de 3 500 habitants

Commune	Département	Nombre d'habitants	À direction communiste depuis...	Résultat (en % des suffrages exprimés)
La Grand-Combe	Gard	4 998	1995	27,18
Le Rove	Bouches-du-Rhône	5 145	1947	23,68
Saint-Amand-les-Eaux	Nord	15 870	1995	20,71
Bohain-en-Vermandois	Aisne	5 686	2017	1,95
La Cadière-d'Azur	Var	5 574	1989	1,80
La Courneuve	Seine-Saint-Denis	45 053	1959	1,78

Les deux dernières interrogations renvoient à un questionnement qu'a eu notamment le PCI dans les années 1980, avant qu'il ne disparaisse. Selon la formule utilisée alors par les communistes italiens, le PCI était un parti avec un nom et un prénom. Un nom : communiste ; un prénom : italien¹. Il était communiste, dans la mesure où il se rattachait à l'idéologie communiste et, en particulier au marxisme. Il était, cependant, italien, car il entendait se détacher de l'expérience soviétique, de construire une voie nationale et démocratique vers le socialisme. Nous pouvons appliquer cette problématique au cas français contemporain. En ce sens, on peut affirmer que le PCF n'est plus vraiment communiste au sens classique du terme. Il a troqué la centralité ouvrière propre au marxisme pour une conflictualité peu définie entre les 99 % et les 1 % de la population.

¹ LIGUORI Guido, *op.cit.*

Il a abandonné la révolution comme moteur pour s'attacher au concept jaressien d' « évolution révolutionnaire ». Il a échangé le socialisme comme objectif pour parler de communisme, un idéal aux contours flous hésitant entre croyance dans l'État et dans les communs. Bref, la « mentalité » communiste contemporaine a peu à voir avec l'idéologie communiste traditionnelle. Quant à son prénom, le PCF est bien français. Paradoxalement, il a fallu en quelque sorte attendre la disparition de l'Union soviétique pour que les communistes français rompent véritablement avec ce système, pour qu'ils nationalisent leurs références. Lénine est remplacé par Jaurès, la révolution d'Octobre par la Commune de Paris, Stalingrad par la conjuration des Égaux.

Enfin, le parti-citadelle est-il vraiment un parti politique ? Certains acteurs politiques ont prédit la fin prochaine des partis, appelés à être remplacés par des structures plus souples, qu'ils nomment « mouvements ». Contrairement aux organisations politiques, ceux-ci seraient plus démocratiques, fonctionneraient selon un principe horizontal et non vertical et permettraient un engagement des citoyens selon une intensité choisie. L'ancien secrétaire national du PCF, Robert Hue, se situe dans cet état d'esprit. Dans son livre intitulé *Les partis vont mourir... et ils ne le savent pas !*, il écrit que les partis, « structures vieillissantes qui empêchent l'éclosion de formes politiques nouvelles »¹, doivent « périr » car ils « ne jouent plus leur rôle dans le fonctionnement de notre démocratie »².

Si l'on laisse de côté les écrits militants pour revenir à la science politique, il paraît, en effet, difficile d'affirmer que le parti-citadelle est un parti politique au sens classique du terme. La définition assez rigide souvent donnée d'un parti est celle de Joseph La Palombara et Myron Weiner de 1966³. Selon eux, un parti politique comprend quatre caractéristiques : une organisation durable, son espérance de vie étant supérieure à celle de ses dirigeants ; une organisation locale bien établie, entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national ; une volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de prendre et d'exercer le pouvoir, seuls ou avec d'autres, et non pas simplement d'influencer le pouvoir comme le font les groupes de pression ; le souci de rechercher

¹ HUE Robert, *op.cit.*, 2014, p.8.

² *Ibid.*, p.104.

³ LA PALOMBARA Joseph and WEINER Myron (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966.

un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière. Les deux premiers critères semblent nettement écornés dans le cas du PCF contemporain. L'organisation durable ressemble davantage à une désorganisation chronique, composée d'un ensemble d'entreprises politiques locales plutôt autonomes du sommet, adossées à des territoires et à des élus et qui agissent selon une grille d'analyse propre, indépendante du parti de Fabien. C'est, au demeurant, en s'inspirant de cette définition que l'historien Serge Bernstein met en évidence « la fin du cycle historique » des partis politiques, montrant « qu'en ce début du XXI^e siècle, l'élan qui a porté le développement des partis politiques corrélativement au progrès de la démocratie paraît s'épuiser »¹.

La définition de Joseph La Palombara et Myron Weiner a, toutefois, tendance à être délaissée par les politistes, qui la considèrent comme sociologiquement dépassée et historiquement située². La science politique contemporaine semble préférer à cette conception étroite une définition plus souple issue de Max Weber. Un parti politique est alors une forme particulière de relation sociale. Plus précisément, les partis sont « des sociations reposant sur un engagement (formellement) libre ayant pour but de procurer à leur chef le pouvoir au sein d'un groupement et à leurs militants actifs des chances – idéales ou matérielles – de poursuivre des buts objectifs, d'obtenir des avantages personnels, ou de réaliser les deux ensemble »³. Dans ce cadre-là, le PCF reste bien un parti politique, tout comme il est difficile de prophétiser en général la fin des partis politiques et leur remplacement par autre chose, tant la compétition électorale demeure un aspect essentiel de la vie politique⁴. Quant à l'hypothèse de l'apparition de nouvelles entreprises politiques appelées « mouvements », qui viendraient supplanter les partis « traditionnels », nés en France dans les années 1880 avec l'extension du suffrage universel masculin⁵, elle est assez contestée. Frédéric Sawicki montre ainsi que les

¹ BERNSTEIN Serge, « Les partis politiques : la fin d'un cycle historique », *Esprit*, n°397, 2013, p.34.

² OFFERLÉ Michel, « Partis et configurations partisans » in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2015, p.451.

³ WEBER Max, *Économie et société*, vol. 1 : *Les Catégories de la sociologie*, Pocket, 1995 [1921], p.371.

⁴ MARTINACHE Igor et SAWICKI Frédéric (dir.), *La fin des partis ?*, Presses universitaires de France, 2020, pp.15-16.

⁵ FAYAT Hervé, « La genèse de la concurrence pour la ratification : les partis politiques » in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2015, p.130.

nouvelles organisations politiques (comme la FI ou LREM en France, Podemos en Espagne, le M5S en Italie, le Tea Party aux États-Unis), qui rejettent l'appellation « parti », se rapprochent en fait des partis « traditionnels », au point que paraît émerger un nouveau modèle commun qu'il appelle « parti professionnel-démocratique », combinant un haut niveau de professionnalisation et des procédures de mobilisation et de consultation des membres notamment par les moyens numériques¹.

En un mot, contrairement à l'annonce régulièrement faite de leur mort prochaine², les partis politiques existent toujours. Ils connaissent des transformations importantes. Le PCF en est l'un d'entre eux. Il a également subi une mutation profonde depuis son entrée en phase de déclin, de sorte qu'il est devenu un parti-citadelle.

¹ SAWICKI Frédéric, « Les partis politiques sont-ils voués à disparaître » in GAXIE Daniel et PELLETIER Willy (dir.), *Que faire des partis politiques ?*, Éditions du Croquant, 2018, pp.305-307.

² ETHUIN Nathalie et LEFEBVRE Rémi, « Réinventer les partis politiques ? », *Savoir/Agir*, vol.32, n°2, 2015, pp.9-10.

En plus de nombreuses références sur le PCF, la gauche et la gauche radicale, la bibliographie comporte des ouvrages et articles consacrés aux partis politiques et à la théorie des partis politiques. Elle est complétée par des livres axés sur la méthodologie mobilisée en grande partie dans ce travail de recherche – l’observation participante – et par une littérature générale, principalement de science politique, de sociologie et d’histoire politique.

Suivent les sources qui comprennent une documentation ethnographique diverse : publications du PCF et d’autres organisations de la gauche radicale, textes de congrès, ouvrages militants rédigés par des dirigeants ou adhérents, appels variés, notes de blog, publications sur les sites internet des partis politiques, posts sur les réseaux sociaux... S’y ajoutent des notices biographiques issues du Maitron, des articles de journaux et certains ouvrages traitant de la situation chalettoise.

Bibliographie

- ABÉLÈS Marc, *Jours tranquilles en 89 : ethnologie politique d'un département français*, Odile Jacob, 1988.
- ADLER Patricia A. and ADLER Peter, *Membership Roles in Field Research*, Sage Publications, vol.6, 1987.
- ALEXANDRE-COLLIER Agnès et AVRIL Emmanuelle, « Les petits partis » in ALEXANDRE-COLLIER Agnès et AVRIL Emmanuelle (dir.), *Les partis politiques en Grande-Bretagne*, Armand Colin, 2013, pp.201-254.
- ALEXANDRE-COLLIER Agnès, GOUJON Alexandra and GOURGUES Guillaume (eds.), *Innovations, Reinvented Politics and Representative Democracy*, Routledge, 2020.
- ANDERSON Nels, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Armand Colin, 2018 [1923].
- ANDOLFATTO Dominique et GOUJON Alexandra (dir.), *Les partis politiques, ateliers de la démocratie*, Éditions de l’Université de Bruxelles, 2016.
- ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, « L’extinction du Parti communiste », *Revue politique et parlementaire*, 2002, pp.219-227.

- ANDOLFATTO Dominique et GREFFET Fabienne, « La semi-cartellisation du parti communiste français » in AUCANTE Yohann, DEZÉ Alexandre et SAUGER Nicolas (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, 2008, pp.321-346.
- ANDOLFATTO Dominique, « Effondrement soviétique et déclin du Parti communiste français » in COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque*, Presses universitaires de France, 2011 (a), pp.617-636.
- ANDOLFATTO Dominique, « Explorer la planète rouge. La toile, lieu d'identité et de mémoire communiste » in GREFFET Fabienne (dir.), *Continuer la lutte.com. Les partis politiques sur le web*, Presses de Sciences Po, 2011 (b), pp.153-164.
- ANDOLFATTO Dominique, « Les syndicats : frein ou moteur du statut de la fonction publique ? » in MEKHANTAR Joël, *Fonction publique. Les trente ans du statut général des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales*, MA Éditions, 2017, pp.65-82.
- ANDOLFATTO Dominique, *PCF. De la mutation à la liquidation*, Éditions du Rocher, 2005.
- ANDRIEU Claire, « Regards sur la genèse de la pensée nationalisatrice : la nationalisation des banques sous la III^e République », *Le Mouvement social*, n°175, avril-juin 1996, pp.149-177.
- ANSART Pierre, *Les idéologies politiques*, Presses universitaires de France, 1974.
- APKARIAN-LACOUT Ariette et VERGÈS Pierrette, « L'irrésistible ascension des couches moyennes face à l'hégémonie communiste : Martigues », *Sociologie du Travail*, vol.25, n°2, avril-mai-juin 1983, pp.206-225.
- APTER David, *The Politics of Modernization*, The University Press, 1965.
- ARBORIO Anne-Marie et FOURNIER Pierre, *L'observation directe*, Armand Colin, 5^e édition, 2021.
- AUSTIN John Langshaw, *Quand dire, c'est faire*, Éditions du Seuil, 1991 [1962].
- AZAM Nicolas, « "Ni stalinien, ni social-démocrate". Le PCF face aux controverses sur la mort du communisme (1989-1994) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.2-3, n°2-3, 2019, pp.107-138.

- BACOT Paul, « Les partis cartellisés selon Katz et Mair. Partitocratie monopoliste d'État ou service public de démocratie ? » in AUCANTE Yohann, DEZÉ Alexandre et SAUGER Nicolas (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, 2008, pp.65-87.
- BASTIEN François, *Le régime politique de la V^e République*, La Découverte, 5^e édition, 2011.
- BATARDY Christophe, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol.136, n°4, 2017, pp.115-129.
- BAUDOUIN Jean, « L'échec communiste de juin 1981 : recul électoral ou crise hégémonique ? », *Pouvoirs*, n°20, 1981, pp. 45-54.
- BAUDOUIN Jean, « Les phénomènes de contestation au sein du Parti communiste français (avril 1978-mai 1979) », *Revue française de science politique*, 1980, vol.30, n°1, pp.78-111.
- BAUDOUIN Jean, « L'idéologie communiste entre régulation et érosion » in BRECHON Pierre (dir.), *Le Discours politique en France. Évolution des idées partisans*, La Documentation française, 1994, pp.97-113.
- BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, 1999.
- BENDALI Zakaria et RUBER Aldo, « Lecture critique. Les sciences sociales en gilet jaune. Deux ans d'enquêtes sur un mouvement inédit », *Politix*, vol.33, n°132, 2020, pp.177-215.
- BENQUET Marlène, *Encaisser ! Enquête en immersion dans la grande distribution*, La Découverte, 2013.
- BERNSTEIN Serge, « Les partis politiques : la fin d'un cycle historique », *Esprit*, n°397, 2013, pp.28-39.
- BIZEUL Daniel, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, La Découverte, 2003.
- BOSC Serge, *Stratification et classes sociales*, Armand Colin, 7^e édition, 2011.

- BOSWELL Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *Revue française de science politique*, vol.55, n°5-6, 2005, pp.919-933.
- BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Éditions du Seuil, 1994.
- BOURON Samuel, « Des "fachos" dans les rues aux "héros" sur le web. La formation des militants identitaires », *Réseaux*, vol.202-203, n°2-4, 2017, pp.187-211.
- BOY Daniel et al., *C'était la gauche plurielle*, Presses de Sciences Po, 2003.
- BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, LGDJ, 13^{ème} édition, 2018.
- BRÉCHON Pierre, *Les partis politiques*, Éditions Montchestien, 1999.
- BRODIEZ Axelle, *Le Secours populaire français, 1945-2000*, Presses de Sciences Po, 2006.
- BRUNET Jean-Paul, *Saint-Denis, la ville rouge : socialisme et communisme en banlieue ouvrière, 1890-1939*, Hachette, 1980.
- BUÉ Nicolas et ETHUIN Nathalie, « Le Parti communiste, un parti "comme les autres" ? Retour sur quelques analyses de la désouvriérisation du PCF », *Revue Espace Marx*, 2005, pp.73-105.
- BUÉ Nicolas, « Le parti des copains. Ethnographie d'un comité de section, 2002-2004 », *Revue Espace Marx*, 2005, pp.31-78.
- BURAWOY Michael, *Produire le consentement*, Éditions La Ville Brûle, 2015 [1979].
- BUTLER Judith, *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, La Découverte, 2005 [1990].
- CANOVAN Margaret, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, vol.47, 1999, pp.2-16.
- CARTY Roland Kenneth, « Parties as Franchise Systems: The Stratarchical Organizational Imperative », *Party Politics*, vol.10, n°1, 2004, pp.5-24.
- CERVERA-MARZAL Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, La Découverte, 2021.
- CHARLOT Jean, *Le phénomène gaulliste*, Fayard, 1970.

- CHARLOT Jean, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1971.
- CHARTIER Roger, « Formation sociale et économie psychique : la société de cour dans le procès de civilisation », préface à ELIAS Norbert, *La Société de cour*, Flammarion-Champs, 1985 [1969].
- CHEVASSUS-AU-LOUIS Nicolas et COURBAN Alexandre, *Marcel Paul : un ouvrier au conseil des ministres*, Édition de l'Atelier, 2020.
- COLLECTIF D'ENQUÊTE SUR LES GILETS JAUNES et al., « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol.69, n°5-6, 2019, pp.869-892.
- COLLECTIF ONZE, *Au tribunal des couples. Enquête sur des affaires familiales*, Odile Jacob, 2013.
- COULON Alain, *L'École de Chicago*, Presses universitaires de France, 2012.
- COURTOIS Stéphane and PESCHANSKI Denis, « From Decline to Marginalization: the PCF Breaks with French Society » in WALLER Michael and FENNEMA Meindert (eds.), *Communist Parties in Western Europe. Decline or Adaptation ?*, Blackwell, 1988, pp.47-68.
- COURTOIS Stéphane et LAZAR Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Presses universitaires de France, 1995.
- COURTOIS Stéphane, « L'agonie du communisme français » in HABERT Philippe et YSMAL Colette (dir.), *L'élection présidentielle de 1988*, Le Figaro, 1988.
- COURTOIS Stéphane, « Le déclin accentué du Parti communiste français » in HABERT Philippe et YSMAL Colette (dir.), *Le vote sanction. Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993*, Études politiques du Figaro / Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.
- COURTOIS Stéphane, « Le PCF : l'érosion spectaculaire », *Autrement*, n°122, mai 1991, pp.65-72.
- COURTOIS Stéphane, « Le succès en trompe-l'œil du candidat communiste » in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Presses de Sciences Po et département d'études politiques du Figaro, 1995, pp.179-188.

- COURTOIS Stéphane, « Parti communiste : le déclin se poursuit » in HABERT Philippe et YSMAL Colette (dir.), *Élections municipales 1989*, Le Figaro, 1989.
- COURTOIS Stéphane, « Parti communiste : les dernières cartouches ? » in HABERT Philippe et YSMAL Colette (dir.), *Les élections législatives de 1988*, Le Figaro, 1988.
- CRÉPON Sylvain, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Nouveau Monde Éditions, 2012.
- CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Éditions du Seuil, 1992 [1977].
- DAMIANI Marco and DE LUCA Marino, « From the Communist Party to the Front de gauche. The French radical left from 1989 to 2014 », *Communist and Post-Communist Studies*, vol.49, n°4, 2016, pp.313-321.
- DARDOT Pierre et LAVAL Christian, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, 2014.
- DELWIT Pascal, « Le Parti communiste français et le Front de gauche » in DELWIT Pascal (dir.), *Les partis politiques en France*, Université de Bruxelles, 2014, pp.59-85.
- DELWIT Pascal, *Les gauches radicales en Europe : XIX^e-XXI^e siècles*, Université de Bruxelles, 2016.
- DILAS-ROCHERIEUX Yolène, « Communisme et socialisme : questions de définition », *Communisme*, n°45-46, 1996, pp.115-124.
- DOLEZ Bernard et LAURENT Annie, « Marches et marges de la gauche » in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Presses de Sciences Po, 2003, pp.251-273.
- DORMAGEN Jean-Yves, « Au nom du nom. La fin du parti communiste italien et la naissance du parti de la refondation communiste », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°48, octobre-décembre 1995, pp.75-90.
- DREYFUS Michel, « Du PCF après Thorez aux Reconstructeurs » in DREYFUS Michel (dir.), *PCF. Crises et dissidences. De 1920 à nos jours*, Éditions Complexe, 1990, pp.141-198.

- DUBET François, TOURAINE Alain et WIEVIORKA Michel, *Le mouvement ouvrier*, Fayard, 1984.
- DUBOIS Mathieu. « Les années 68 : moment programmatique. Le PCF et la CDU à la recherche de l'avenir », *Histoire@Politique*, vol.27, n°3, 2015, pp.109-123.
- DUCANGE Jean-Numa, « Doctrine et idéologie : le PCF et le marxisme », *Fondation Gabriel Péri*, 6 octobre 2020 [en ligne].
<<https://gabrielperi.fr/centenaire/doctrine-et-ideologie-le-pcf-et-le-marxisme/>>, consulté le 23 décembre 2021.
- DUVERGER Maurice, « Sociologie des partis politiques » in GURVITCH Georges, *Traité de sociologie*, Presses universitaires de France, 2007 [1957], pp.807-842.
- DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Armand Colin, 1951.
- ELDERSVELD Samuel J., *Political parties: A Behavioral Analysis*, Round Mac Nally and Cie, 1964.
- ELIAS Norbert, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Pandora, 1981 [1970].
- EPSTEIN Leon, *Political Parties in Western Democracies*, Frederick A. Parger, 1967.
- ESCALONA Fabien et VIEIRA Mathieu, « La gauche radicale en Europe, ou l'émergence d'une famille de partis », *Fondation Jean Jaurès*, 2013.
- ESCALONA Fabien, « L'émergence d'une nouvelle gauche radicale » in BADIE Bertrand (dir.), *En quête d'alternatives. L'état du monde 2018*, La Découverte, 2017, pp.181-188.
- ETHUIN Nathalie et LEFEBVRE Rémi, « Réinventer les partis politiques ? », *Savoir/Agir*, vol.32, n°2, 2015, pp.9-12.
- FAYAT Hervé, « La genèse de la concurrence pour la ratification : les partis politiques » in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2015, pp.120-133.
- FONDATION COPERNIC, *Un social-libéralisme à la française ? Regards critiques sur la politique économique et sociale de Lionel Jospin*, La Découverte, 2001.

- FOURCAUT Annie (dir.), *Banlieue rouge, 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Éditions Autrement, 1992.
- FOURCAUT Annie, *Bobigny, banlieue rouge*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.
- FRIOT Bernard, *Émanciper le travail. Entretiens avec Patrick Zech*, La Dispute, 2014.
- FURET François, « Jacobinisme » in FURET François et OUZOUF Mona, *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Flammarion, 1988.
- GEIGER Theodor, *Die soziale Schichtung des deutschen Volkes*, F. Enke, 1932.
- GIANINAZZI Willy, « Penser global, agir local. Histoire d'une idée », *EcoRev'*, n°46, 2018, pp.19-30.
- GIRARDET Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Éditions du Seuil, 1986.
- GIRAULT Jacques, *Sur l'implantation du Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres*, Éditions sociales, 1977.
- GOFFMAN Erving, *Asiles. Étude sur la condition sociale des malades mentaux*, Les Éditions de Minuit, 1968 [1961].
- GOFFMAN Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Les Éditions de Minuit, 1975 [1963].
- GOGUEL François, « Les élections législatives des 5 et 12 mars 1967 », *Revue française de science politique*, 17^e année, n°3, 1967, pp.429-467.
- GOUARD David, *La banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Éditions Le bord de l'eau, 2014.
- GREFFET Fabienne, « Le PCF : l'inexorable déclin » in BRÉCHON Pierre (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation française, 2005, pp.125-151.
- GRUNBERG Gérard, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique*, vol.13, n°1, 2011, pp.99-111.
- GUARESI Magali, MAYAFFRE Damon et VANNI Laurent, « Entre rupture et continuité, le discours du PCF (1920-2020) », *Histoire & mesure*, 2021/2 (vol. XXXVI), pp.125-162.

- GUÉRY Alain, « L'État partout et nulle part. Entre crise effective et retrait programmé », *Le Débat*, vol.206, n°4, 2019, pp.177-192.
- HARDIN Garrett, « The Tragedy of the Commons », *Science, New Series*, vol.162, n°3859, December 1968, pp.1243-1248.
- HARDT Michael and NEGRI Antonio, *Commonwealth*, Harvard University Press, 2009.
- HASTINGS Michel, *Halluin la rouge. 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Presses universitaires de Lille, 1991.
- HASTINGS Michel, « Partis politiques et administration du sens » in ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne et OLIVIER Laurent (dir.), *Les partis politiques : quelles perspectives ?*, L'Harmattan, 2001, pp.21-36.
- HEINICH Nathalie, *La sociologie de Norbert Elias*, La Découverte, 2010.
- HINCKER François, « Le PCF devant l'élection présidentielle » in PERRINEAU Pascal et YSMAL Colette (dir.), *Le vote de crise*, Presses de Sciences Po, 1995, pp.47-60.
- HIRSCHMAN Albert, *Exit, voice, loyalty. Défection et prise de parole*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 [1970].
- HOBSBAWM Eric, *L'Âge des extrêmes : le court XX^e siècle. 1914-1991*, coédition Le Monde diplomatique – Éditions Complexe, 1999.
- HOPKIN Jonathan and PAOLUCCI Caterina, « The business firm model of party organisation: Cases from Spain and Italy », *European Journal of Political Research*, vol.35, n°3, 1999, pp.307-339.
- INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution*, Princeton University Press, 1977.
- ION Jacques, *La fin des militants ?*, Éditions de l'Atelier, 1997.
- JOSHUA Florence, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, La Découverte, 2015.
- JULLIARD Jacques, *Les gauches françaises (1762-2012). Histoire et politique*, Tome 1, Flammarion, 2012.

- KATZ Richard et MAIR Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », *Party Politics*, vol.1, n°1, 1995, pp.5-31.
- KATZ Richard et MAIR Peter, « La transformation des modèles d'organisation et de démocratie dans les partis. L'émergence du parti-cartel » in AUCANTE Yohann, DEZÉ Alexandre et SAUGER Nicolas (dir.), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Presses de Sciences Po, 2008, pp.35-64.
- KATZ Richard et MAIR Peter, « The Ascendancy of the Party in Public Office. Party Organizational Change in Twentieth Century Democracies » in GUNTHER Richard, MONTERO José Ramon and LINZ Juan J. (eds.), *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford University Press, 2002, pp.113-135.
- KIRCHHEIMER Otto, « The Transformation of the Western European Party Systems » in LA PALOMBARA Joseph and WEINER Myron (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966, pp.177-200.
- KRIEGEL Annie, *Communismes au miroir français*, Gallimard, 1974.
- KRIEGEL Annie, *Les communistes français dans leur premier siècle (1920-1970)*, Éditions du Seuil, 1985.
- KRIEGEL Annie, *Les communistes français. Essai d'ethnographie politique*, Éditions du Seuil, 1968.
- LA PALOMBARA Joseph and WEINER Myron (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966.
- LABBÉ Dominique, « Le discours communiste », *Revue française de science politique*, 30^{ème} année, n°1, 1980, pp.46-76.
- LACORNE Denis, *Les notables rouges. La construction municipale de l'union de la gauche*, Presses de Sciences Po, 1980.
- LAGROYE Jacques, FRANÇOIS Bastien et SAWICKI Frédéric, *Sociologie politique*, Presses de Science Po et Dalloz, 6^e édition revue et mise à jour, 2012.
- LANCELOT Alain et WEILL Pierre, « L'évolution politique des électeurs français, de février à juin 1969 », *Revue française de science politique*, 20^{ème} année, n°2, 1970, pp.249-281.

- LARGER Dominique, « La loi d'orientation des transports intérieurs », *Droit et Ville*, tome 15, 1983, pp.93-117.
- LAURENT Annie, « Définir les petits partis : le regard de l'électoraliste » in LAURENT Annie et VILLABA Bruno (dir.), *Les petits partis. De la petitesse en politique*, L'Harmattan, 1997, pp.19-42.
- LAVABRE Marie-Claire et PLATONE François, *Que reste-t-il du PCF ?*, Autrement / CEVIPOF, 2003.
- LAVAU Georges, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », *Revue canadienne de science politique*, n°2, mars 1969, pp.18-44.
- LAVAU Georges, *À quoi sert le Parti communiste français ?*, Fayard, 1981.
- LAZAR Marc, « À propos du populisme », *Histoire Politique*, n°42, 2020 [en ligne]. <<http://journals.openedition.org/histoirepolitique/645>>, consulté le 18 septembre 2022.
- LAZAR Marc, « Du populisme à gauche : les cas français et italien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°56, octobre-décembre 1997, pp.121-131.
- LAZAR Marc, « Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste » in BERSTEIN Serge (dir.), *Les cultures politiques en France*, Éditions du Seuil, 1999, pp.215-242.
- LAZAR Marc, « La gauche communiste plurielle », *Revue française de science politique*, 49^{ème} année, n°4-5, 1999, pp.695-706.
- LAZAR Marc, « Le PC sous les décombres », *Esprit*, mars-avril 1989, pp.141-148.
- LAZAR Marc, « L'idéologie communiste n'est pas morte », *Esprit*, n°230/231, mars-avril 1997, pp.83-91.
- LAZAR Marc, *Le communisme. Une passion française*, Perrin, 2002.
- LAZAR Marc, « Une Europe sous l'influence de forces populistes encore désunies », *The Conversation*, 29 avril 2019 [en ligne]. <<https://theconversation.com/une-europe-sous-linfluence-de-forces-populistes-encore-desunies-115965>>, consulté le 19 septembre 2022.

- LE BRAS-CHOPARD Armelle, « Proudhon, Louis Blanc et Pierre Leroux : polémique sur la question de l'État », *1848. Révolutions et mutations au XIX^e siècle*, n°9, 1993, pp.45-56.
- LE BART Christian, *L'individualisation*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008.
- LEFEBVRE Rémi, « Quand légitimité rime avec proximité », *Mouvements*, n°32, 2004, pp.135-138.
- LIEBOW Elliot, *Tally's Corner. Les Noirs du coin de la rue*, Presses universitaires de Rennes, 2011 [1967].
- LIGUORI Guido, *Qui a tué le parti communiste italien ?*, Éditions Delga, 2011.
- LINZ Juan J., *Régimes totalitaires et autoritaires*, Armand Colin, 2006.
- LORRAIN Sophie, *Une histoire de l'Allemagne au fil des textes. De Luther à Helmut Kohl*, Perrin, 2021.
- LOSURDO Domenico, *Fuir l'histoire*, Éditions Delga et Le Temps des Cerise, 2007.
- MAINSANT Gwenaëlle, *Sur le trottoir, l'Etat. La police face à la prostitution*, Éditions du Seuil, 2021.
- MALINOWSKI Bronislaw, *Les Argonautes du Pacifique occidental*, Gallimard, 1963 [1922].
- MARANTZIDIS Nicos et LAMPRINI Rori, « L'évolution électorale et politique des partis communistes en Europe 1976-2009 » in COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque*, Presses universitaires de France, 2011, pp.555-575.
- MARCH Luke and MUDDE Cas, « What's Left of the Radical Left? The European Radical Left After 1989: Decline and Mutation », *Comparative European Politics*, vol.3, 2005, pp.23-49.
- MARCH Luke, « Contemporary Far Left Parties in Europe From Marxism to the Mainstream? », *International Policy Analysis*, Friedrich Ebert Stiftung, 2008.
- MARCOU Lilly, « Les métamorphoses du communisme italien depuis 1989 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 59, 1998, pp.104-119.

- MARCOU Lilly, « Les partis communistes d'Europe occidentale. La seconde chance de l'eurocommunisme », *Le Monde diplomatique*, février 1981, p.9.
- MARLIÈRE Philippe, « Les "gilets jaunes" ou le discrédit de la démocratie représentative » in ANALYSE D'OPINION CRITIQUE, « *Gilets jaunes* ». *Hypothèses sur un mouvement*, La Découverte, 2019, pp.53-57.
- MARTELLI Roger, « Mélenchon-Roussel : aujourd'hui prépare demain », *Regards*, 21 février 2022 (b) [en ligne].
<<http://www.regards.fr/actu/article/melenchon-roussel-aujourd-hui-prepare-demain>>, consulté le 19 mai 2022.
- MARTELLI Roger « 2022 : Mélenchon s'installe dans l'espace communiste, mais pas que... », *Regards*, 14 avril 2022 (a) [en ligne].
<<http://www.regards.fr/actu/article/2022-melenchon-s-installe-dans-l-espace-communiste-mais-pas-que>>, consulté le 19 mai 2022.
- MARTELLI Roger, « Élections : retour sur le communisme municipal », *Regards*, 6 juillet 2020 [en ligne].
<<http://www.regards.fr/politique/article/elections-retour-sur-le-communisme-municipal> , consulté le 7 décembre 2020.
- MARTELLI Roger, « Front de gauche, aube ou crépuscule ? », *Mouvements*, vol.69, n°1, 2012, pp.101-108.
- MARTELLI Roger, « Un populisme de gauche est-il possible ? » in BADIE Bertrand (dir.), *En quête d'alternatives. L'état du monde 2018*, La Découverte, 2017, pp.188-193.
- MARTELLI Roger, *L'Archipel communiste. Une histoire électorale du PCF*, La Dispute/Editions sociales, 2008.
- MARTELLI Roger, *Le rouge et le bleu. Essai sur le communisme dans l'histoire française*, Les Éditions de l'Atelier, 1995.
- MARTELLI Roger, *Prendre sa carte (1920-2009). Données nouvelles sur les effectifs du PCF*, Département de la Seine-Saint-Denis et Fondation Gabriel Péri, 2010.
- MARTELLI Roger, VIGREUX Jean et WOLIKOW Serge, *Le parti rouge. Une histoire du PCF. 1920-2020*, Armand Colin, 2020.

- MARTIN Pierre, « Les élections régionales et départementales de juin 2021 », *Commentaire*, vol.175, n°3, 2021, pp.543-550.
- MARTINACHE Igor et SAWICKI Frédéric (dir.), *La fin des partis ?*, Presses universitaires de France, 2020.
- MASCLET Olivier, « Du "bastion" au "ghetto". Le communisme municipal en butte à l'immigration », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.159, n°4, 2005, pp.10-25.
- MASCLET Olivier, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, La Dispute, 2003.
- MATHIEU Romain, *"Tous ensemble !" ? Les dynamiques de transformation de la gauche radicale française*, Thèse de doctorat en Science politique, Université de Lorraine, 2015.
- MATHIEU Romain, « "Tous ensemble !" ? Genèse et institutionnalisation d'une coalition partisane improbable », *Civitas Europa*, vol.37, n°2, 2016, pp.295-316.
- MATTÉI Bruno, « Après la guerre... la bataille (1945-1947) » in DESBOIS Evelyne, JEANNEAU Yves et MATTÉI Bruno, *La foi des charbonniers. Les mineurs dans la Bataille du charbon 1945-1947*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1986, pp.17-55.
- MERTON Robert King, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Armand Colin, 1997 [1953].
- MICHELS Robert, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009 [1911].
- MISCHI Julian, « Pour une histoire sociale du déclin du parti communiste » in HAEGEL Florence (dir), *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, 2007, pp.69-101.
- MISCHI Julian, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, 2014.
- MISCHI Julian, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Presses universitaires de Rennes, 2010.

- MONIER Frédéric, « Cartel des gauches et gouvernements radicaux (1924-1926 et 1932-1934) » in BECKER Jean-Jacques (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol.2, La Découverte, 2005, pp.227-237.
- MOREAU Patrick, « "Sous le drapeau rouge de la Révolution mondiale" : la réorganisation des réseaux communistes et postcommunistes en Europe » in COURTOIS Stéphane (dir.), *Sortir du communisme, changer d'époque*, Presses universitaires de France, 2011, p.577-600.
- MOSCHONAS Gerassimos, « L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale. Réflexions préliminaires », *Transform*, n°9, 2011, pp.9-23.
- MOUFFE Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, 2018.
- NEUMANN Sigmund, « Toward a Comparative Study of Political Parties » in BLONDEL Jean (eds.), *Comparative Government*, Palgrave, 1969, pp.69-76.
- NOIRIEL Gérard, *Longwy. Immigrés et prolétaires. 1880-1980*, Presses universitaires de France, 1984.
- OFFERLÉ Michel, « Partis et configurations partisans » in COHEN Antonin, LACROIX Bernard et RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, 2015, pp.447-461.
- OSTROM Elinor, *La Gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck Supérieur, 2010 [1990].
- OSTROM Vincent and OSTROM Elinor Ostrom, « Public Goods and Public choices » in SAVAS Emanuel S. (dir.), *Alternatives for Delivering Public Services: Toward Improved Performance*, Westview Press, 1977, pp.7-49.
- PANEBIANCO Angelo, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge University Press, 1988.
- PAPPAS Takis S., *Populism and Liberal Democracy. A Comparative and Theoretical Analysis*, Oxford University Press, 2019.
- PAVARD Bibia, ROCHEFORT Florence et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, La Découverte, 2020.
- PENEFF Jean, *L'hôpital en urgence. Étude par observation participante*, Éditions Métailié, 1992.

- PEREIRA Irène, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, La Découverte, 2010.
- PERETZ Henri, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, La Découverte, 2004.
- PERRAUDEAU Éric, « Le système des partis sous la V^e République », *Pouvoirs*, vol.99, n°4, 2001, pp.101-115.
- PINGAUD Denis, « Les trois dénis de la gauche antilibérale », *Le Débat*, vol.146, n°4, 2007, pp.92-101.
- PLATONE François et RANGER Jean, « L'échec du Parti communiste français aux élections du printemps 1981 », *Revue française de science politique*, 31^{ème} année, n°5-6, 1981, pp.1015-1037.
- PLATONE François, « Les électors présidentiels sous la Cinquième République », *Revue française de science politique*, 45^{ème} année, n°1, 1995, pp.131-152.
- PLATONE François, « Le vote communiste le verre à moitié plein » in PERRINEAU Pascal (dir.), *Le vote surprise. Les élections législatives du 25 mai et 1^{er} juin 1997*, Presses de Sciences Po, 1998, pp.161-188.
- POIRMEUR Yves, « Les tendances dans les partis et les syndicats » in CURAPP, *L'Institution*, Presses universitaires de France, 1981, pp.231-280.
- POLIDORI Marion, « La notion de Constitution vivante sous l'angle du constitutionnalisme italien contemporain », *Civitas Europa*, vol.32, n°1, 2014, pp.213-223.
- PORTELLI Hugues, « La présidentialisation des partis français », *Pouvoirs*, n°14, septembre 1980, pp.97-106.
- PORTELLI Hugues, « La V^e République et les partis », *Pouvoirs*, vol.126, n°3, 2008, pp.61-70.
- PRONIER Raymond, *Les municipalités communistes. Bilan de 30 années de gestion*, Balland, 1983.
- PUDAL Bernard, « La beauté de la mort communiste », *Revue française de science politique*, 52^e année, n°5-6, 2002. pp.545-559.
- PUDAL Bernard, « Le communisme français : mémoires défaites et mémoires victorieuses depuis 1989 » in BLANCHARD Pascal (dir.), *Les guerres de mémoires*.

La France et son histoire. Enjeux politiques, controverses historiques, stratégies médiatiques, La Découverte, 2008, pp.117-127.

- PUDAL Bernard, « Le PCF : aggiornamento communiste et reproduction du corps des dirigeants (1960-1985) », *Politix*, 1988, n°2, pp.6-12.
- PUDAL Bernard, « Les communistes » in BECKER Jean-Jacques (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol.2, La Découverte, 2005, pp.51-75.
- PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.
- PUDAL Bernard, *Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours*, Éditions du Croquant, 2009.
- RANGER Jean, « Le déclin du Parti communiste français », *Revue française de science politique*, 36^e année, n°1, 1986, pp.46-63.
- RAVELLI Quentin, « Un chaos organisé. La grappe de ronds-points comme structure politique souple », *Condition humaine / Conditions politiques*, n°1, 2020 [en ligne].
<<http://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=141>>, consulté le 05 octobre 2021.
- RÉMOND René, *Les Droites en France*, Aubier-Montaigne, 1982.
- RETIÈRE Jean-Noël, « La sociabilité communautaire, sanctuaire de l'identité communiste à Lanester », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, vol.4, n°13, 1991, pp.87-93.
- REYNIÉ Dominique, *Les nouveaux populismes*, Fayard, 2013.
- RIOT-SARCEY Michèle, « Les "gilets jaunes" ou l'enjeu démocratique » in ANALYSE D'OPINION CRITIQUE, « *Gilets jaunes* ». *Hypothèses sur un mouvement*, La Découverte, 2019, pp.81-87.
- RIOUFREYTH Thibaut, « Le social-libéralisme, du label politique au concept scientifique », *Raisons politiques*, vol.61, n°1, 2016, pp.115-127.
- RIOUFREYTH Thibaut, *Les socialistes français face à la Troisième voie britannique*, Presses universitaires de Grenoble, 2017.
- RIUTORT Philippe, *Précis de sociologie*, Presses universitaires de France, 2^{ème} édition, 2010.

- RORI Lamprini, « De la contestation au pouvoir. Les ressorts de l'ascension électorale de Syriza », *Savoir/Agir*, vol.32, n°2, 2015, pp.61-71.
- ROSANVALLON Pierre, *Le Siècle du populisme : Histoire, théorie, critique*, Éditions du Seuil, 2020.
- ROUBAN Luc, « Les "gilets jaunes", une transition populiste de droite », *SciencesPo – Actualités*, 29 janvier 2019 [en ligne].
<<https://www.sciencespo.fr/actualites/actualite%C3%A9s/les-%C2%AB-gilets-jaunes-%C2%BB-une-transition-populiste-de-droite/3939>>, consulté le 13 mai 2022.
- ROY Donald, *Un sociologue à l'usine*, La Découverte, 2006.
- SAMUELSON Paul A., « The Pure Theory of Public Expenditure », *The Review of Economics and Statistics*, vol.36, n°4, November 1954, pp.387-389.
- SANTAMARIA Yves, *Histoire du Parti communiste français*, La Découverte, 1999.
- SARTORI Giovanni, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 [1976].
- SAWICKI Frédéric, « La force du localisme », *Esprit*, n°397, août-septembre 2013, pp.43-55.
- SAWICKI Frédéric, « Les partis politiques sont-ils voués à disparaître » in GAXIE Daniel et PELLETIER Willy (dir.), *Que faire des partis politiques ?*, Éditions du Croquant, 2018, pp.289-308.
- SCAVINO Dardo et BENASAYAG Miguel, *Pour une nouvelle radicalité. Pouvoir et puissance en politique*, La Découverte, 1997.
- SIRINELLI Jean-François, *Le siècle des bouleversements. De 1914 à nos jours*, Presses universitaires de France, 2014.
- SORAUF Franck J., « Political Parties and Political Analysis » in CHAMBERS William N. et BURNHAM Walter D. (eds.), *The American Party Systems. Stages of Political Development*, Oxford University Press, 1967.
- SOUCY Robert, *Fascismes français ? 1933-1939. Mouvements antidémocratiques*, Autrement, 2004.

- STENGER Sébastien, *Au cœur des cabinets d'audit et de conseil*, Presses universitaires de France, 2017.
- TARTAKOWKY Danielle et BERGOUNIOUX Alain (dir.), *L'union sans unité. Le programme commun de la gauche, 1963-1968*, Presses universitaires de Rennes, 2012.
- TRISTAN Anne, *Au Front*, Gallimard, 1987.
- TRUCHON Lilian, « Que Faire ? de Lénine et le problème de l'idéologie », 29 juin 2014 [en ligne]
<<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01016248>>, consulté le 17 avril 2022.
- TÜRKMEN Buket, « De la Révolte de Gezi à l'opposition discrète en Turquie », *Mouvements*, vol.104, n°4, 2020, pp.129-138.
- VALLÉE Annie, *Économie de l'environnement*, Éditions du Seuil, nouvelle édition, 2011.
- VERDÈS-LEROUX Jeannine, « Les invariants du parti communiste français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.36-37, février/mars 1981, pp.65-81.
- WEBER Florence, *Le travail à-côté. Une ethnographie des perceptions*, Les Éditions de l'EHESS, 2009.
- WEBER Louis, « Heureusement, il y a la Grèce ! », *Savoir/Agir*, vol.32, n°2, 2015, pp.87-93.
- WEBER Louis, « Pour une gauche de gauche, diagnostics pour agir », *Savoir/Agir*, vol.3, n°1, 2008 (a), pp.87-93.
- WEBER Louis, « Recompositions à gauche de la gauche », *Savoir/Agir*, vol.6, n°4, 2008 (b), pp.119-126.
- WEBER Louis, « Un champ de ruines. Reconstruire, mais comment ? », *Savoir/Agir*, vol.1, n°1, 2007, pp. 97-110.
- WEBER Max, *Économie et société, vol. 1 : Les Catégories de la sociologie*, Pocket, 1995 [1921].
- WEBER Max, *Le savant et le politique*, Union générale d'éditions, 1963 [1919].
- WERTH Nicolas, « Lénine (1870-1924) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne].
<<http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/lenine/>>, consulté le 16 mai 2022.

- WHYTE William F., *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, La Découverte, 2007 [1943].
- WILLAIME Jean-Paul, « Pour une sociologie transnationale de la laïcité dans l'ultramodernité contemporaine », *Archives de sciences sociales des religions*, n°146, avril-juin 2009 [en ligne].
<<https://journals.openedition.org/assr/21290>>, consulté le 7 mai 2022.
- WINOCK Michel, « L'état de la gauche aujourd'hui », entretien avec Michel Winock, *L'ENA hors des murs*, hors-série, juillet 2014.
- WOLIKOW Serge, « Le rôle du Parti communiste dans l'organisation et le déroulement de l'élection présidentielle : une non-candidature en campagne » in *La première élection présidentielle au suffrage universel direct a 50 ans : cette réforme a-t-elle entraîné une bonne pratique de l'exécutif ?*, Actes de colloque du Sénat, 7 mars 2016, pp.28-32.
- WYNANTS Paul, « Les performances des "petits partis" lors des élections du 25 mai 2014 », *Les analyses du CRISP en ligne*, n°194, 2014, pp.1-13

Sources

- AESCHIMANN Éric, « Clémentine Autain : "Oui, j'ai des désaccords avec Jean-Luc Mélenchon" », *L'Obs*, 28 mars 2015 [en ligne].
<<https://www.nouvelobs.com/politique/20150324.OBS5373/clementine-autain-oui-j-ai-des-desaccords-avec-jean-luc-melenchon.html>>, consulté le 30 septembre 2021.
- ALEMAGNA Lilian, « Au Prado, Mélenchon retourne la plage », *Libération*, 15 avril 2012, [en ligne].
<https://www.liberation.fr/france/2012/04/15/au-prado-melenchon-retourne-la-plage_811912/>, consulté le 25 juillet 2021.
- ALFONSI Gilles, « Face au nouvel arriviste et à Madame Frexit, la gauche d'alternative avec Mélenchon », *Cerises*, n°316, 10 mars 2017, p.4.
- ALTHUSSER Louis, « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste I. La stratégie : le tournant dissimulé », *Le Monde*, 25 avril 1978 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/25/ce-qui-ne-peut-plus-durer-dans-le-parti-communiste-i-la-strategie-le-tournant-dissimule_3128503_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.
- ALTHUSSER Louis, « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste II. L'organisation, une machine à dominer », *Le Monde*, 26 avril 1978 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/26/ce-qui-ne-peut-plus-durer-dans-le-parti-communiste-ii-l-organisation-une-machine-a-dominer_3128427_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.
- ALTHUSSER Louis, « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste III. L'idéologie : une caricature », *Le Monde*, 27 avril 1978 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/27/ce-qui-ne-peut-plus-durer-dans-le-parti-communiste-iii-l-ideologie-une-caricature_3128175_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.
- ALTHUSSER Louis, « Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste IV. Une solution : sortir de la forteresse », *Le Monde*, 28 avril 1978 [en ligne].

- <https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/28/ce-qui-ne-peut-plus-durer-dans-le-parti-communiste-iv-une-solution-sortir-de-la-forteresse_3128372_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.
- AMARD Gabriel, « Contre tous les grands projets inutiles, soyons insoumis-es ! », *Blog de Gabriel Amard*, 21 mars 2017 [en ligne].
<<http://gabrielamard.eu/post-de-gabriel/224-contre-tous-les-grands-projets-inutiles-soyons-insoumis-es.html>>, consulté le 2 mai 2021
 - ASSEMBLÉE NATIONALE, « Proposition de loi n°4590 créant un statut juridique des biens communs », 19 octobre 2021 [en ligne].
<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b4590_proposition-loi>, consulté le 21 décembre 2021
 - ASSEMBLÉE NATIONALE, « XV^e législature. Session extraordinaire de 2016-2017. Séance du mardi 04 juillet 2017 », juillet 2017 [en ligne].
<<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/seance/session-extraordinaire-de-2016-2017/seance-du-mardi-04-juillet-2017>>, consulté le 17 décembre 2021.
 - ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES, « Ce que nous voulons », *Altercommunistes*, n°1, septembre 2011.
 - ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES, « L'association » [en ligne].
<<http://www.communistesunitaires.net/lassociation>>, consulté le 8 janvier 2021.
 - ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES, « Transformer sans frontières, ici et ailleurs », *Altercommunistes*, n°1, septembre 2011.
 - ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNISTES, « Texte final du dernier congrès de l'ANC », 18 février 2019, [en ligne].
<<http://ancommunistes.fr/spip.php?article1123>>, consulté le 29 décembre 2020.
 - ASSOCIATION POUR LA TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE, *Agir local, penser global*, Mille et une nuits, 2001.
 - AUTAIN Clémentine et FAUCILLON Elsa, « Ensemble, nous créons le FIL », *Le Fil des communs*, 4 février 2019 [en ligne].
<<https://lefildescommuns.fr/2019/02/04/edito-du-fil/>>, consulté le 29 décembre

2020.

- BALIBAR Étienne, « Démocratiser la démocratie », *Les Débats de l'ITS*, n°1, septembre 2015 [en ligne].
<<https://www.institut-tribune-socialiste.fr/wp-content/uploads/2017/08/2015-09-Etienne-Balibar-ITS1.pdf>>, consulté le 6 janvier 2021.
- BARRILLON Raymond, « MM. François Mitterrand et Waldeck Rochet estiment que la déclaration commune constitue un succès pour l'unité de la gauche », *Le Monde*, 26 février 1968 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/1968/02/26/mm-francois-mitterrand-et-waldeck-rochet-estiment-que-la-declaration-commune-constitue-un-succes-pour-l-unite-de-la-gauche_3146143_1819218.html>, consulté le 7 novembre 2020.
- BENSÂÏD Daniel, « Hermier et le "pôle de radicalité" », *Rouge*, n° 1707, 14 novembre 1996 [en ligne].
<<http://danielbensaid.org/Hermier-et-le-pole-de-radicalite>>, consulté le 20 décembre 2020.
- BERNIER Aurélien, *La gauche radicale et ses tabous. Pourquoi le Front de gauche échoue face au Front national*, Édition du Seuil, 2014.
- BERTRAND Karine-Gabrielle, « Pierre Laurent : la primaire à quel prix ? », *Regards.fr*, 22 février 2016 [en ligne].
<<http://www.regards.fr/archives/web/article/pierre-laurent-a-quel-prix-la>>, consulté le 10 avril 2021.
- BESSE DESMOULIERES Raphaëlle, « À la Bastille : "Il faut que Hollande réalise qu'il n'est pas seul" », *Le Monde*, 19 mars 2012, [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/19/a-la-bastille-il-faut-que-hollande-realise-qu-il-n-est-pas-seul_1671853_1471069.html> consulté le 25 juillet 2021.
- BESSE DESMOULIÈRES Raphaëlle, « La stratégie de "radicalité" de Jean-Luc Mélenchon », *Le Monde*, 25 mars 2013 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/politique/article/2013/03/25/la-strategie-de-radicalite-de-jean-luc-melenchon_1853717_823448.html>, consulté le 12 décembre 2021.

- BINCTIN Barnabé et KEMPF Hervé, « Pierre Laurent : "L'écologie est LA question du XXI^e siècle" », *Reporterre*, 10 septembre 2016 [en ligne].
<<https://reporterre.net/Pierre-Laurent-L-ecologie-est-LA-question-du-XXIe-siecle>>, consulté le 22 décembre 2021.
- BITTOUN Gilda, « RALITE Jack, Alfred, Pierre », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article176498>>, consulté le 8 novembre 2020.
- BOULAND Paul, « FISZBIN Henri », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article49678>>, consulté le 6 mai 2022.
- BOURDON Gwenaél, « Présidentielle : Gilles Poux, premier maire PCF du 93 à se ranger derrière Mélenchon », *Le Parisien*, 15 novembre 2020 [en ligne].
<<https://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/presidentielle-gilles-poux-premier-maire-pcf-du-93-a-se-ranger-derriere-melenchon-15-11-2020-8408451.php>>, consulté le 20 mai 2022.
- BRAOUEZEC Patrick, « "Une liste pour battre la droite et l'extrême droite sur le contenu" », *Le Monde*, 7 novembre 2003 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/11/07/une-liste-pour-battre-la-droite-et-l-extreme-droite-sur-le-contenu_341076_1819218.html>, consulté le 24 juillet 2021.
- BRAOUEZEC Patrick, « Je voterai pour Emmanuel Macron », *Le Monde*, 7 mars 2017 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/03/07/patrick-braouezec-je-voterai-pour-emmanuel-macron_5090214_3232.html>, consulté le 28 décembre 2020.
- BRAVO Hector, « Un logo pour porter la force d'un combat, d'une ambition, d'une stratégie », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 1^{er} décembre 2018 [en ligne].
<<http://lepcf.fr/Un-logo-pour-porter-la-force-d-un-combat-d-une-ambition-d-une-strategie>>, consulté le 21 décembre 2020.
- BROSSEAU Anaïs, « Le PC divisé avant son congrès », *La Croix*, 8 octobre 2018.
- BROUSSE Vincent, « RIGOUT Marcel », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article163167>>, consulté le 8 novembre 2020.
- BRULA Pascal et MILLET Pierre-Alain, « Socialisme ou communisme ? ou les deux... », *Unir les communistes*, octobre 2018, pp.2-4.

- BRULA Pascal, « La bataille ne fait que commencer », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 31 mars 2019 [en ligne].
<<https://lepcf.fr/La-bataille-ne-fait-que-commencer>>, consulté le 21 décembre 2020.
- CAILHOL Amandine et LAÏRECHE Rachid, « Fabien Roussel : "J'essaye d'incarner une gauche populaire, sincère et label rouge" », *Libération*, 16 février 2022, pp.2-5.
- CHABALIER Jacques, « Construire le collectif communiste du XXI^e siècle » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Nouveaux adhérents. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Faut-il les garder ?*, Revue du projet, n°22, décembre 2012, p.21.
- CHAILLAN Pierre, « Disparition. Lucien Sève s'est éteint. », *L'Humanité*, 23 mars 2020 [en ligne].
<<https://www.humanite.fr/disparition-lucien-seve-sest-eteint-686686>>, consulté le 29 décembre 2020.
- CHALETTE-SUR-LOING, *Chalette-sur-Loing, notre ville-Bulletin d'informations locales*, décembre 1981, n°40.
- CHANGE.ORG, « JL Mélenchon, B Hamon – Présidentielle : l'urgence d'un rassemblement à gauche ! », mars 2017 [en ligne].
<<https://www.change.org/p/pr%C3%A9sidentielle-l-urgence-d-un-rassemblement-%C3%A0-gauche>>, consulté le 23 décembre 2020.
- CHASSAIGNE André, « Vidéo de présentation du texte "Pour un Manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle" », 1^{er} octobre 2018 [en ligne].
<<https://www.youtube.com/watch?v=guXRCF9HY5w>>, consulté le 24 décembre 2020.
- CHATIGNOUX Catherine, « Suède : le Premier ministre renversé par une motion de défiance », *Les Échos*, 21 juin 2021 [en ligne].
<<https://www.lesechos.fr/monde/europe/suede-le-premier-ministre-tombe-sur-une-motion-de-defiance-1325325>>, consulté le 26 décembre 2021.
- CHEMIN Ariane et NOBLECOURT Michel, « L'élection législative partielle de Gardanne attise les processus de recomposition à gauche », *Le Monde*, 11 octobre 1996 [en ligne].

- <https://www.lemonde.fr/archives/article/1996/10/11/l-election-legislative-partielle-de-gardanne-attise-les-processus-de-recomposition-agauche_3749294_1819218.html>, consulté le 20 décembre 2020.
- CLAUDEL Paul, « Pelloutier Fernand (1867-1901) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne].
<<http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/fernand-pelloutier/>>, consulté le 29 décembre 2021.
 - CLERIN Cédric, « Ian Brossat : "Les élus communistes sont des élus différents des autres" », *L'Humanité Dimanche*, 10 Octobre 2019 [en ligne].
<<https://www.humanite.fr/ian-brossat-les-elus-communistes-sont-des-elus-differents-des-autres-678275>>, consulté le 7 décembre 2020.
 - COLLECTIF NATIONAL CHEMINOTS PCF, *Rail com. Journal des cheminots communistes*, n°75, mars 2018
 - COMITÉ DE RECONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE, « Motion d'adhésion, avec réserves, à la Troisième Internationale », *L'Humanité*, 6 novembre 1920, p.2 [en ligne].
<<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k299844d/f2.item>>, consulté le 21 décembre 2020.
 - COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES, « Publication générale des comptes des partis et groupements politiques » [en ligne].
<<http://www.cnccfp.fr/index.php?art=220>>, consulté le 20 mai 2022.
 - COMMUNISTES, « Congrès d'unification COMMUNISTES – URCF », 2015 [en ligne].
<<http://www.sitecommunistes.org/ch409congounif.htm>>, consulté le 12 septembre 2018.
 - COQUEREL Éric, *Au cœur du Front de gauche*, Arcane 17, 2012.
 - CRÉPEL Sébastien et HAMLAOUI Julia, « Jean-Luc Mélenchon : "Le rassemblement de la "gauche" empêcherait le peuple de se fédérer" », *L'Humanité*, 20 septembre 2016 [en ligne].

- <<https://www.humanite.fr/le-rassemblement-de-la-gauche-empecherait-le-peuple-de-se-federer-615991>>, consulté le 25 juillet 2021.
- DANG TRAN Emmanuel, NEGRI Dominique et BÉCOURT Corinne, « PCF : le logo tombé du ciel pour finir de boucler le congrès "extraordinaire". Il faut reporter l'adoption d'un nouveau logo et ouvrir une large discussion. Pétition », *Vive le Parti communiste français*, 24 novembre 2018 [en ligne].
<<http://vivelepcf.fr/7292/pcf-le-logo-tombe-du-ciel-pour-finir-de-boucler-le-congres-extraordinaire-il-faut-reporter-ladoption-dun-nouveau-logo-et-ouvrir-une-large-discussion-petition/>>, consulté le 21 décembre 2020.
 - DARTIGOLLES Olivier, « Congrès PCF », *publication Facebook*, 18 octobre 2018 [en ligne].
<<https://www.facebook.com/olivier.dartigolles/posts/1734199996689010>>, consulté le 21 décembre 2020
 - DATA.GOUV.FR, « Liste des maires », *data.gouv.fr*, 4 septembre 2014 [en ligne].
<<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/liste-des-maires/>>, consulté le 29 janvier 2023.
 - DATA.GOUV.FR, « Répertoire national des élus », *data.gouv.fr*, 16 décembre 2022 [en ligne].
<<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/repertoire-national-des-elus-1/>>, consulté le 29 janvier 2023.
 - DE BOISSIEU Laurent, « Assemblée nationale 1997 », *France Politique. Le site d'information sur la vie politique française*, 11 mai 2022 [en ligne].
<<https://www.france-politique.fr/assemblee-nationale-1997.htm>>, consulté le 31 juillet 2022.
 - DE BOISSIEU Laurent, « Assemblée nationale 2002 », *France Politique. Le site d'information sur la vie politique française*, 11 mai 2022 [en ligne].
<<https://www.france-politique.fr/assemblee-nationale-2002.htm>>, consulté le 31 juillet 2022.
 - DE BOISSIEU Laurent, « France Politique. Le site d'information sur la vie politique française » [en ligne].
<<https://www.france-politique.fr/>>, consulté le 31 juillet 2022.

- DEBRÉ Michel, « Discours devant le Conseil d'État », *Digithèque de matériaux juridiques et politiques*, 27 août 1958 [en ligne].
<<https://mjp.univ-perp.fr/textes/debre1958.htm>>, consulté le 7 novembre 2020.
- DELAPIERRE François, *Quelle histoire ! : Chronique(s) du Front de Gauche*, Édition Bruno Leprince, 2012.
- DESCARTES, « Lettre ouverte à mes anciens camarades », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 31 octobre 2016 [en ligne].
<<http://lepcf.fr/Lettre-ouverte-a-mes-anciens-camarades>>, consulté le 12 septembre 2018.
- DHARRÉVILLE Pierre, « Eau, vaccins... Une loi doit protéger les biens communs », *Reporterre*, novembre 2021 [en ligne].
<<https://reporterre.net/Eau-vaccins-Une-loi-doit-protger-les-biens-communs#nb5>>, consulté le 21 décembre 2021.
- DHARRÉVILLE Pierre, « Hommage à Ambroise Croizat lors des QAG en présence de son petit-fils », *Site internet des députés communistes*, 11 février 2020, [en ligne].
<<http://www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr/actualites/questions-au-gouvernement/article/reforme-des-retraites-6264>>, consulté le 3 novembre 2020.
- DI MAGGIO Marco et GIRAULT Jacques, « JUQUIN Pierre, Louis », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article136472>>, consulté le 22 décembre 2020.
- DOS SANTOS Cathy, « L'homme du jour. Alberto Garzon », *L'Humanité*, mardi 14 janvier 2020 [en ligne].
<<https://www.humanite.fr/lhomme-du-jour-alberto-garzon-683113>>, consulté le 25 avril 2022.
- DUPARC Jean-Paul, « Remarques pour une base commune », 2016 [en ligne].
<<http://congres.pcf.fr/83570>>, consulté le 12 septembre 2018.
- ENGELS Friedrich, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes » in MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Œuvres choisies en trois volumes*, Tome troisième, Les Éditions du Progrès, 1976, pp.179-197.
- ENSEMBLE ! 22, « L'alternative à gauche, organisons-la ! », mai 2008 [en ligne].

- <<http://www.ensemble22.org/pages/archives-1/toutes-les-archives/l-alternative-a-gauche-organisons-la.html>>, consulté le 25 juillet 2021.
- FAVILLA, « Vote ouvrier », *Les Échos*, 20 juin 1995 [en ligne].
 - <<https://www.lesechos.fr/1995/06/vote-ouvrier-860371>>, consulté le 30 avril 2022.
 - FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DE SAVOIE, « 2nd tour des élections municipales 2014 (Carte interactive) », 2014 [en ligne].
<<http://savoie.pcf.fr/52914>>, consulté le 29 janvier 2023.
 - FÉDÉRATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS DE SAVOIE, « [Municipales 2020] Carte des (Ré)élection du PCF », 2020 [en ligne].
<<http://savoie.pcf.fr/114723>>, consulté le 29 janvier 2023.
 - FONDATION COPERNIC, « Appel des 200 contre le Traité constitutionnel européen », 14 octobre 2004 [en ligne].
<<http://www.fondation-copernic.org/index.php/2004/10/14/appele-des-200-contre-le-traite-constitutionnel-europeen-octobre-2004/>>, consulté le 25 juillet 2021.
 - FRANCE INFO, « "Un bon vin, une bonne viande, un bon fromage, pour moi, c'est la gastronomie française" : la phrase de Fabien Roussel remise dans son contexte », 25 janvier 2022 [en ligne].
<https://www.francetvinfo.fr/politique/parti-communiste-francais/video-un-bon-vin-une-bonne-viande-un-bon-fromage-pour-moi-cest-la-gastronomie-francaise-la-phrase-de-fabien-roussel-remise-dans-son-contexte_4928541.html>, consulté le 19 mai 2022.
 - FRANCE INSOUmise, « Après le vote du PCF, un appel des "Communistes insoumises et insoumis" », 5 mai 2021 [en ligne].
<<https://lafranceinsoumise.fr/2021/05/25/apres-le-vote-du-pcf-un-appel-des-communistes-insoumises-et-insoumis/>>, consulté le 8 mai 2022.
 - FRANCE INSOUmise, *L'Avenir en commun*, Éditions du Seuil, 2016.
 - FRANCE INSOUmise, *Liberté, égalité, droits nouveaux !*, Livret n°32 de la France insoumise, 2017.
 - FRONT COMMUN, « En 2017, faisons Front commun ! », 7 septembre 2016 [en ligne].

- <<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070916/en-2017-faisons-front-commun>>, consulté le 29 décembre 2020.
- FRONT DE GAUCHE, « Lettre stratégique du Front de gauche », 25 janvier 2013.
 - FRONT DE GAUCHE, *L'Humain d'abord. Le programme du Front de gauche et de son candidat commun Jean-Luc Mélenchon*, Libro, 2011.
 - GIOVANINETTI Marc, « LLABRES Claude, Albert », *Le Maitron* [en ligne]. <<https://maitron.fr/spip.php?article140107>>, consulté le 22 décembre 2020.
 - GITTON Marcel, « Le Pacte est signé », *L'Humanité*, 28 juillet 1934, p.1 [en ligne]. <<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4050790/>>, consulté le 22 juillet 2021.
 - GROS Jean-Noël, « Ian Brossat : "le PCF, premier parti contre l'ADN libéral de l'Europe" », *La Dépêche*, 12 mars 2019, [en ligne]. <<https://www.ladepeche.fr/2019/03/12/ian-brossat-le-pcf-premier-parti-contre-ladn-liberal-de-leurope,8063784.php>>, consulté le 8 décembre 2021.
 - GULLI Florian, « Le commun comme principe politique » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Commun et/ou communisme ?*, Revue du projet, n°60, octobre 2016, pp.18-20.
 - HAMLAOUI Julia, « Accord au PCF pour que Fabien Roussel succède à Pierre Laurent », *L'Humanité*, 20 novembre 2018 [en ligne]. <<https://www.humanite.fr/accord-au-pcf-pour-que-fabien-roussel-succede-pierre-laurent-663962>>, consulté le 22 juillet 2021.
 - HAMLAOUI Julia et VERGNOL Maud, « Pierre Laurent : "Nous existons pour que notre peuple prenne son avenir en main" », *L'Humanité*, 19 novembre 2018 [en ligne]. <<https://www.humanite.fr/politique/38eme-congres-du-pcf/pierre-laurent-nous-existons-pour-que-notre-peuple-prenne-son-avenir>>, consulté le 9 mai 2022.
 - HERMIER Guy, « Pour 1998, rendre la politique aux citoyens », *L'Humanité*, vendredi 25 octobre 1996 [en ligne]. <<https://www.humanite.fr/node/142719>>, consulté le 20 décembre 2020.
 - HIVERT Anne-Françoise, « Le Danemark se dote d'un gouvernement social-démocrate », *Le Monde*, 27 juin 2019 [en ligne].

- <https://www.lemonde.fr/international/article/2019/06/27/le-danemark-se-dote-d-un-gouvernement-social-democrate_5482107_3210.html>, consulté le 26 décembre 2021.
- HOLLANDE François, « Une France fraternelle. Entretien avec François Hollande », *Le Débat*, vol.191, n°4, 2016, pp.3-15.
 - HUE Robert, *Communisme : la mutation*, Stock, 1995.
 - HUE Robert, *Les partis vont mourir... et ils ne le savent pas !*, Éditions de l'Archipel, 2014.
 - HUTCHINSON, « Fab House » [en ligne].
<<https://www.hutchinson.com/fr/fab-house-0>>, consulté le 2 mai 2022.
 - IFOP, « Le regard des jeunes âgés de 18 à 30 ans sur le communisme », sondage pour *L'Humanité*, novembre 2020.
 - IN DEFENCE OF MARXISM, « A Brief History of the International Marxist Tendency », 2006 [en ligne].
<<https://www.marxist.com/history-marxist-tendency.htm>>, consulté le 12 septembre 2018
 - INITIATIVE COMMUNISTE, « Positionnement du PRCF pour le premier tour de la présidentielle », 11 mars 2022 [en ligne].
<<https://www.initiative-communiste.fr/articles/prcf/positionnement-du-prcf-pour-le-premier-tour-de-la-presidentielle/>>, consulté le 21 avril 2022.
 - INITIATIVE COMMUNISTE, « Qu'est-ce que le Pôle de Renaissance Communiste en France (PRCF) ? », 2014 [en ligne].
<<https://www.initiative-communiste.fr/prcf-presentation/>>, consulté le 12 septembre 2018.
 - INITIATIVE COMMUNISTE, « 38^{ème} Congrès du PCF-PGE : entre maintien de la direction faillie et tentation de la révolution de palais ? », 30 juin 2018 [en ligne].
<<https://www.initiative-communiste.fr/articles/culture-debats/38e-congres-du-pcf-le-projet-debase-commune-tres-tiedement-adoptee-par-le-conseil-national/>>, consulté le 30 décembre 2020.
 - INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL, « Congrès d'Épinay » [en ligne].

<<https://fresques.ina.fr/mitterrand/fiche-media/Mitter00088/congres-d-epinay.html>>, consulté le 24 avril 2022.

- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune d'Amilly » 17 janvier 2022 [en ligne].

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45004>>, consulté le 2 mai 2022.

- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Châlette-sur-Loing » 17 janvier 2022 [en ligne].

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45068>>, consulté le 3 octobre 2021.

- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Darvoy » 17 janvier 2022 [en ligne].

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45123>>, consulté le 2 mai 2022.

- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Montargis », 17 janvier 2022 [en ligne].

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45208>>, consulté le 3 octobre 2021.

- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Saran » 17 janvier 2022 [en ligne].

<<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45302>>, consulté le 2 mai 2022.

- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, « Comparateur de territoire : commune de Villorceau » 17 janvier 2022 [en ligne].

- <<https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-45344>>, consulté le 2 mai 2022.
- INTERNATIONALE COMMUNISTE, « Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste », 2^{ème} congrès de l'Internationale communiste, juillet 1920 [en ligne].
<https://www.marxists.org/francais/inter_com/1920/ic2_19200700b.htm>, consulté le 21 décembre 2020.
 - IPSOS, « 1^{er} tour présidentielle 2007. Comprendre le vote des Français », 23 avril 2007 [en ligne].
<<https://www.ipsos.com/fr-fr/1er-tour-presidentielle-2007>>, consulté le 30 avril 2022.
 - IPSOS, « Présidentielle 2022. Profil des abstentionnistes et sociologie des électors », 10 avril 2022 [en ligne].
<<https://www.ipsos.com/fr-fr/presidentielle-2022/1er-tour-abstentionnistes-sociologie-electorat>>, consulté le 30 avril 2022.
 - IPSOS/SOPRA STERIA, « 1^{er} tour législatives 2017 : sociologie des électors et profil des abstentionnistes », juin 2017.
 - JACOB Antoine, « Accord de gouvernement inédit en Suède », *Les Échos*, 16 janvier 2019 [en ligne].
<<https://www.lesechos.fr/monde/europe/accord-de-gouvernement-inedit-en-suede-471601>>, consulté le 26 décembre 2021.
 - JAURÈS Jean, *Études socialistes*, Cahiers de la Quinzaine, 1901.
 - JOHNSON Robert, « Entretien avec Jean-Luc Mélenchon : "L'écologie républicaine" », *La Décroissance*, n°58, avril 2009.
 - JOSPIN Lionel, « Ma social-démocratie », *Libération*, 19 novembre 1999 [en ligne].
<<https://www.vie-publique.fr/discours/245044-lionel-jospin-17111999-social-democratie>>, consulté le 8 décembre 2021.
 - KISTER Michel, *Le drapeau du bonheur. Souvenirs d'un militant*, Presses de l'imprimerie coopérative Chevillon, 1998.
 - KISTER Michel, *Mémoire d'Hutchinson*, Ville de Chalette-sur-Loing, 1993.

- KLEIN Naomi, « Reclaiming the commons », *New Left Review*, n°9, May/June 2001 [en ligne].
<<https://newleftreview.org/issues/ii9/articles/naomi-klein-reclaiming-the-commons>>, consulté le 21 décembre 2021.
- KOSMANN Robert, « POPEREN Claude, Émile », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article163146>>, consulté le 22 décembre 2020.
- KUBISTA Anna, « Le gouvernement de coalition d'Andrej Babiš, soutenu par les communistes, obtient la confiance des députés », *Radio Prague International*, 12 juillet 2018 [en ligne].
<<https://francais.radio.cz/le-gouvernement-de-coalition-dandrej-babis-soutenu-par-les-communistes-obtient-8156342>>, consulté le 29 août 2020.
- L'HUMANITÉ, « Pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes, il y a urgence ! », *L'Humanité*, 13 Mai 2006 [en ligne].
<<https://www.humanite.fr/pour-un-rassemblement-antiliberal-de-gauche-et-des-candidatures-communes-il-y-urgence-349966>>, consulté le 25 juillet 2021.
- LAÏRECHE Rachid, « Parti communiste : Fabien Roussel va succéder à Pierre Laurent », *Libération*, 21 novembre 2018 [en ligne].
<https://www.liberation.fr/france/2018/11/21/parti-communiste-fabien-roussel-va-succeder-a-pierre-laurent_1693385/>, consulté le 9 mai 2022.
- LAÏRECHE Rachid, « Présidentielle : Fabien Roussel se viande », *Libération*, 10 avril 2022 [en ligne].
<https://www.liberation.fr/politique/elections/presidentielle-fabien-roussel-se-viande-20220410_XQCMWUYXKFEYHLOU5RHXZDJI7U/>, consulté le 19 mai 2022.
- LAMBERT Nicolas, « Stratégie présidentielle : les choix des militants du PCF... en cartes », *L'Humanité*, 11 mai 2021 [en ligne].
<<https://www.humanite.fr/strategie-presidentielle-les-choix-des-militants-du-pcf-en-cartes-706915>>, consulté le 13 octobre 2021.
- LANDINI Léon et al., « Adresse fraternelle des militants du PRCF aux militants communistes du PCF », *Initiative communiste*, 2016 [en ligne].

- <<https://www.initiativecommuniste.fr/articles/prcf/adresse-fraternelle-militants-prcf-aux-militants-communistespcf/>>, consulté le 12 septembre 2018.
- LA RIPOSTE, « Relever le PCF, réengager le combat révolutionnaire. Appel aux signatures ! », 13 juin 2018 [en ligne].
<<https://www.lariposte.org/2018/06/basecommunealternative/>>, consulté le 12 septembre 2018.
 - LAURENT Michel, « Les ingénieurs, techniciens et cadres, des couches sociales antimonopolistes », *Cause commune*, n°14/15, janvier-février 2020, pp.80-83.
 - LAURENT Pierre, « Rapport introductif – Conseil national », 16 janvier 2016.
 - LAURENT Pierre, « Rapport introductif – Conseil national », 23 juin 2017.
 - LAURENT Pierre, « Rapport introductif, 36^{ème} congrès », 7 février 2013.
 - LAURENT Pierre, *99 % !*, Le Cherche midi, 2016.
 - LAURENT Quentin, « PCF : blessé, Pierre Laurent cède sa place ce dimanche », *Le Parisien*, 23 novembre 2018 [en ligne].
<<https://www.leparisien.fr/politique/pcf-blesse-pierre-laurent-cede-sa-place-ce-dimanche-23-11-2018-7951071.php>>, consulté le 10 mai 2022.
 - LE CLERC Loïc, « Clémentine Autain et Elsa Faucillon lancent Le Fil des communs », *Regards*, 29 janvier 2019 [en ligne].
<<http://www.regards.fr/politique/article/clementine-autain-et-elsa-faucillon-lancent-le-fil-des-communs>>, consulté le 29 décembre 2020.
 - LEFÈVRE Jonathan, « Comment les communistes autrichiens ont gagné la seconde ville du pays », *Solidaire*, 27 septembre 2021 [en ligne].
<<https://www.solidaire.org/articles/comment-les-communistes-autrichiens-ont-gagne-la-seconde-ville-du-pays>>, consulté le 27 décembre 2021.
 - LÉGIFRANCE, « Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs » [en ligne].
<<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000006878533/1982-12-31/>>, consulté le 15 août 2022.
 - LE MONDE, « "C'est un nouveau pas en avant, mais non un programme commun de gouvernement" déclare M. Waldeck Rochet », *Le Monde*, 26 février 1968 [en ligne].

- <https://www.lemonde.fr/archives/article/1968/02/26/c-est-un-nouveau-pas-en-avant-mais-non-un-programme-commun-de-gouvernement-declare-m-waldeck-rochet_3065832_1819218.html>, consulté le 23 juillet 2021.
- LE MONDE, « M. Georges Marchais : le parti socialiste porte la pleine et entière responsabilité de la défaite », *Le Monde*, 29 avril 1978 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/1978/04/29/m-georges-marchais-le-parti-socialiste-porte-la-pleine-et-entiere-responsabilite-de-la-defaite_2971931_1819218.html>, consulté le 7 mai 2022.
 - LE PORS Anicet et ASCHIERI Gérard, *La fonction publique du XXI^e siècle*, Les Éditions de l'Atelier/Editions ouvrières, 2015.
 - LE PORS Anicet, « 1946 : le statut général des fonctionnaires, un "socle progressiste" », *L'Humanité*, 21 octobre 2016, [en ligne].
<<https://www.humanite.fr/1946-le-statut-general-des-fonctionnaires-un-socle-progressiste-618695>>, consulté le 3 novembre 2020.
 - LE PORS Anicet, *Les béquilles du capital. Les transferts État-industrie : critère de nationalisation*, Éditions du Seuil, 1977.
 - LEBEL Jean-Patrick, « 22^{ème} congrès du Parti communiste français », *Ciné-archives*, 1976 [en ligne].
<<https://www.cinearchives.org/Films-447-325-0-0.html>>, consulté le 22 avril 2021.
 - LECŒUR Auguste, *Le Partisan*, Flammarion, 1963.
 - LÉNINE Vladimir, *L'État et la Révolution. La doctrine marxiste de l'État et les tâches du prolétariat dans la révolution*, Éditions sociales, 1969 [1917].
 - LÉNINE Vladimir, *Que faire ?*, Marxists Internet Archive, 1902 [en ligne].
<<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200.htm>>, consulté le 23 avril 2022.
 - LES EX-PCF, « Initiative pour la Reconstruction Communiste (IRC) » [en ligne].
<<http://www.ex-pcf.com/index.php/2-uncategorised/127-initiative-pour-la-reconstruction-communiste-irc>>, consulté le 22 décembre 2020.
 - LES EX-PCF, « Période 1968-2010 », [en ligne].
<<http://www.ex-pcf.com/index.php/par-periode/1968-2010>>, consulté le 22 décembre 2020.

- LES EX-PCF, « 1948-1967 » [en ligne].
<<http://www.ex-pcf.com/index.php/par-periode/1947-1967>>, consulté le 21 décembre 2020.
- LES EX-PCF, « Association des communistes unitaires (ACU) » [en ligne].
<<http://www.ex-pcf.com/index.php/groupe/126-association-des-communistes-unitaires-acu>>, consulté le 22 décembre 2020.
- L'HUMANITÉ, « Un "front commun" pour les européennes », *L'Humanité*, 18 novembre 2008 [en ligne].
<<https://www.humanite.fr/node/405871>>, consulté le 25 juillet 2021.
- LÖWY Michaël, *Écosocialisme*, Mille et une nuits, 2011.
- MALVAL Aurore, « Le redécoupage du canton de l'élus PCF n'est pas encore acté », *La République du Centre*, 19 octobre 2013, [en ligne].
<https://www.larep.fr/orleans-45000/actualites/le-redecoupage-du-canton-de-lelu-pcf-nest-pas-encore-acte_1735885>, consulté le 6 décembre 2020.
- MARTELLI Roger, « 1953-1965 : vers le front anti-monopoliste » in INSTITUT MAURICE THOREZ, *Dans la vie des congrès communistes. Pourquoi, comment, l'unité et l'alliance*, n°1, 1972, pp.91-118.
- MARTELLI Roger, « Les bases de l'unité existent depuis longtemps », *Regards.fr*, 6 octobre 2016 [en ligne].
<<http://www.regards.fr/archives/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/les-bases-de-l-unite-existent-depuis-longtemps>>, consulté le 27 septembre 2021.
- MARTELLI Roger, « Un an après le mouvement de décembre, plaidoyer pour la création d'un "pôle" d'action populaire à gauche de l'échiquier politique. Pour une nouvelle radicalité », *Libération*, 21 novembre 1996 [en ligne].
<https://www.liberation.fr/tribune/1996/11/21/unan-apres-le-mouvement-de-decembre-plaidoyer-pour-la-creation-d-un-pole-d-actionpopulaire-a-gauch_187845>, consulté le 20 décembre 2020.
- MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Le Manifeste du Parti communiste*, Éditions de l'Humanité, 2008 [1848].
- MARX Karl et ENGELS Friedrich, *L'Idéologie allemande. Première partie : Feuerbach*, Les Éditions sociales, 1970 [1845].

- MARX Karl, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Éditions sociales, 1972 [1875].
- MARX Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Les Éditions sociales, 1969.
- MARX Karl, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, Livre premier, Tome deuxième, Éditions sociales, 1948 (a) [1867].
- MARX Karl, *Misère de la philosophie. Réponse à la Philosophie de la Misère de M. Proudhon*, Les Éditions sociales, 1948 (b) [1847].
- MATHERON François, « Althusser Louis », *Le Maitron*, 22 septembre 2021 [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article9962>>, consulté le 7 mai 2022.
- MATHOUX Hadrien et QUÉMÉNER Soazig, « Fabien Roussel : "Le problème de la gauche, ce n'est pas sa division mais sa faiblesse" », *Marianne*, 15 avril 2021 [en ligne].
<<https://www.marianne.net/politique/gauche/fabien-roussel-le-probleme-de-la-gauche-ce-nest-pas-sa-division-mais-sa-faiblesse>>, consulté le 13 octobre 2021.
- MAYER Olivier, « Mélenchon : "l'autre gauche peut être majoritaire" », *L'Humanité*, 12 novembre 2008 [en ligne].
<<https://www.humanite.fr/node/405477>>, consulté le 25 juillet 2021.
- MAZAURIC Claude, « Claude Mazauric soutient le texte "Se réinventer ou disparaître" », *Printemps du communisme*, 3 septembre 2018 [en ligne].
<<https://printempsducommunisme.fr/contribution-de-claude-mazauric/>>, consulté le 21 décembre 2020.
- MEIXNER Bernard, « M. Mitterrand : notre objectif est de refaire un grand parti socialiste sur le terrain occupé par le P.C. », *Le Monde*, 30 juin 1972 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/1972/06/30/m-mitterrand-notre-objectif-est-de-refaire-un-grand-parti-socialiste-sur-le-terrain-occupe-par-le-p-c_2390604_1819218.html>, consulté le 4 mai 2022.
- MÉLENCHON Jean-Luc et DOLEZ Marc, « Ça suffit comme ça ! », *Blog de Jean-Luc Mélenchon*, 7 novembre 2008 [en ligne].
<<http://www.jean-luc-melenchon.fr/?p=637>>, consulté le 25 juillet 2021.

- MÉLENCHON Jean-Luc, « "Je propose ma candidature pour l'élection présidentielle de 2017" », 10 février 2016 [en ligne].
<<https://www.dailymotion.com/video/x3reqyr>>, consulté le 25 août 2021.
- MÉLENCHON Jean-Luc, « À propos du mouvement "La France Insoumise" », *Blog de Jean-Luc Mélenchon*, 10 juillet 2017 [en ligne].
<<https://melenchon.fr/2017/07/10/a-propos-du-mouvement-la-france-insoumise-2/>>, consulté le 28 septembre 2021.
- MÉLENCHON Jean-Luc, « Discours au meeting du Front de Gauche pour changer d'Europe – Zénith », *Blog de Jean-Luc Mélenchon*, 8 mars 2009 [en ligne].
<<https://melenchon.fr/2009/03/08/discours-au-meeting-du-front-de-gauche-pour-changer-deurope-zenith/>>, consulté le 29 août 2021.
- MÉLENCHON Jean-Luc, « Éclairage sur ce qu'est l'Union Populaire », *Blog de Jean-Luc Mélenchon*, 3 septembre 2021 [en ligne].
<<https://melenchon.fr/2021/09/03/eclairage-sur-ce-quest-lunion-populaire/>>, consulté le 29 septembre 2021.
- MÉLENCHON Jean-Luc, « Éviter le black-out nucléaire », *Le Journal du dimanche*, 27 octobre 2021 [en ligne].
<<https://www.lejdd.fr/Politique/tribune-jean-luc-melenchon-eviter-le-black-out-nucleaire-4073754>>, consulté le 8 janvier 2022.
- MÉLENCHON Jean-Luc, *L'ère du peuple*, Fayard, 2014.
- MÉLENCHON Jean-Luc, *L'autre gauche*, Bruno Leprince, 2009.
- MERCANTE Agatha, « Les militants communistes désavouent leur direction », *Politis*, 8 octobre 2018 [en ligne].
<<https://www.politis.fr/articles/2018/10/les-militants-communistes-desavouent-leur-direction-39422/>>, consulté le 18 mai 2022.
- MÉTELLUS Jérôme, « Critique du projet de base commune du CN », 2012 [en ligne].
<<http://congres.pcf.fr/30818>>, consulté le 12 septembre 2018.
- MÉTELLUS Jérôme, « L'"extrême gauche" et Mélenchon : une caricature de sectarisme », 2017 [en ligne].

- <<https://www.marxiste.org/actualite-francaise/politique-francaise/2140-lextreme-gauche-et-melenchon-une-caricature-de-sectarisme>>, consulté le 12 septembre 2018.
- MEYER Jean-Pierre, « Le 38^{ème} congrès n’a pas tout réglé – Retour sur les statuts », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 13 janvier 2019 [en ligne].
<<https://lepcf.fr/Le-38eme-Congres-n-a-pas-tout-regle-Retour-sur-les-statuts>>, consulté le 24 décembre 2020.
 - MIDI INSOUMIS, POPULAIRE ET CITOYEN, « Appel pour une alternative à Gauche (dit Appel Ramulaud, 28 juin 2003) », 14 juillet 2021 [en ligne].
<<http://www.gauchemip.org/spip.php?article1355>>, consulté le 24 juillet 2021.
 - MILZA Pierre (dir.), *Sources de la France du XX^e siècle : de 1918 à nos jours*, Larousse, 1997.
 - MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR, « Les résultats », juin 2022 [en ligne].
<<https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats>>, consulté le 31 juillet 2022.
 - MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR, « Résultats de l’élection présidentielle 2022 », avril 2022 [en ligne].
<<https://www.resultats-elections.interieur.gouv.fr/presidentielle-2022/FE.html>>, consulté le 20 mai 2022.
 - MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2015 », mars 2012 [en ligne].
<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/(path)/departementales-2015/index.html)>, consulté le 29 janvier 2023.
 - MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2015. LOIRET (45) – canton de Châlette-sur-Loing (02) », mars 2015 [en ligne].
<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/045/04502.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/(path)/departementales-2015/045/04502.html)>, consulté le 31 juillet 2022.
 - MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2015. LOIRET (45) – canton de Châlette-sur-Loing (02). Commune d’Amilly », mars 2015 [en ligne].

- <[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/045/04502004.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/(path)/departementales-2015/045/04502004.html)>, consulté le 31 juillet 2022.
- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2015. LOIRET (45) – canton de Châlette-sur-Loing (02). Commune de Châlette-sur-Loing », mars 2015 [en ligne].
<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/\(path\)/departementales-2015/045/04502068.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2015/(path)/departementales-2015/045/04502068.html)>, consulté le 31 juillet 2022.
 - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2021. Loiret (45) – canton de Châlette-sur-Loing (4502) », juin 2021 [en ligne].
<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2021/\(path\)/departementales-2021/045/0454502.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2021/(path)/departementales-2021/045/0454502.html)>, consulté le 31 juillet 2022.
 - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections départementales 2021. Loiret (45) – canton d'Orléans-3 (4515) », juin 2021 [en ligne].
[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2021/\(path\)/departementales-2021/045/0454515.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Departementales/elecresult__departementales-2021/(path)/departementales-2021/045/0454515.html)>, consulté le 31 juillet 2022.
 - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections européennes 2019 », mai 2019 [en ligne].
<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Europeennes/elecresult__europeennes-2019/\(path\)/europeennes-2019/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Europeennes/elecresult__europeennes-2019/(path)/europeennes-2019/FE.html)>, consulté le 28 octobre 2020.
 - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections législatives 2012 », juin 2012 [en ligne].
<[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__LG2012/\(path\)/LG2012/index.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult__LG2012/(path)/LG2012/index.html)>, consulté le 29 janvier 2022
 - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, « Résultats des élections législatives 2017 », juin 2017 [en ligne].

- <[https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_legislatives-2017/\(path\)/legislatives-2017/FE.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_legislatives-2017/(path)/legislatives-2017/FE.html)>, consulté le 28 octobre 2020.
- MONNOT Caroline, « Des membres du PS, de la LCR et du PCF réunis par le "non" à la Constitution », *Le Monde*, 20 octobre 2004 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/2004/10/20/des-membres-du-ps-de-la-lcr-et-du-pcf-reunis-par-le-non-a-la-constitution_383690_1819218.html>, consulté le 25 juillet 2021.
 - MOULLOT Pauline, « Polémique entre Ian Brossat et Daniel Riolo sur le rôle du parti communiste en 39-45 », *Libération*, 21 mai 2019 [en ligne].
<https://www.liberation.fr/checknews/2019/05/21/polemique-entre-ian-brossat-et-daniel-riolo-sur-le-role-du-parti-communiste-en-39-45_1728525/>, consulté le 18 avril 2022.
 - ODOXA, « Crible de la semaine : le Parti communiste français », sondage réalisé par Odoxa pour *Le Parisien/Aujourd'hui en France*, 11 septembre 2016.
 - OPINIONWAY, « Baromètre 2022 pour CNews », 8 mars 2022 [en ligne].
<<http://www.commission-des-sondages.fr/notices/files/notices/2022/mars/9429-opinionway-pour-cnews-vague-13-le-8-mars.pdf>>, consulté le 20 mai 2022.
 - OXLEY Greg et PRÉVAUD Hubert, « La lutte pour le réarmement politique du PCF », 2012 [en ligne].
<<http://congres.pcf.fr/32460>>, consulté le 12 septembre 2018.
 - PAM, « Oui, les communistes ont la liberté de décider d'une orientation », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 29 octobre 2018 [en ligne].
<<https://lepcf.fr/Oui-les-communistes-ont-la-liberte-de-decider-d-une-reorientation>>, consulté le 28 décembre 2020.
 - PAM, « Pour un bilan communiste des socialismes du XX^{ème} siècle. Trois amendements pour dire non à Olivier Dartigolles », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 4 novembre 2018 [en ligne].
<<https://lepcf.fr/Pour-un-bilan-communiste-des-socialismes-du-XXeme-siecle>>, consulté le 21 décembre 2020.

- PARLEMENTAIRES COMMUNISTES, « La santé, notre bien commun », *Lettre des parlementaires communistes*, février 2018.
- PARNY Francis, « Communistes, nous soutenons la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour 2017 », *Blog médiapart*, 22 mars 2016 [en ligne].
<<https://blogs.mediapart.fr/francis-parny/blog/220316/communistes-nous-soutenons-la-candidature-de-jean-luc-melenchon-pour-2017>>, consulté le 7 mai 2022.
- PARNY Francis, « Nous créons "les communistes insoumis et insoumises" », *Change.org*, 6 juillet 2017 [en ligne].
<<https://www.change.org/p/communistes-nous-soutenons-jean-luc-m%C3%A9lenchon-pour-2017/u/20752897?recruiter=false>>, consulté le 7 mai 2022.
- PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE, « Pourquoi le PCB a quitté le Parti de la Gauche Européenne (PGE) », 2018, [en ligne].
<<http://www.particommuniste.be/index.php/belgique/482-pourquoi-le-pcb-a-quitte-le-parti-de-la-gauche-europeenne-pge>>, consulté le 29 août 2020.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 29^{ème} congrès », *Les cahiers du communisme*, janvier-février 1997.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 32^{ème} congrès », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°83, 10 avril 2003.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 33^{ème} congrès », *CommunisteS, Supplément à L'Humanité*, n°217, 30 mars 2006.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 34^{ème} Congrès du PCF », *CommunisteS, Supplément à L'Humanité*, n°332, 18 décembre 2008.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 35^{ème} congrès », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°398, 23 juin 2010.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 36^{ème} Congrès », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°507, 13 février 2013 (a).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 36^{ème} congrès du PCF – Commission des mandats », 2013 (b) [en ligne].
<<https://www.dailymotion.com/video/xxey3y>>, consulté le 19 novembre 2021.

- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 37^{ème} Congrès », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°641, 8 juin 2016 (a).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « 38^{ème} congrès extraordinaire du PCF », *CommunisteS, Supplément à L'Humanité*, n°746, 28 novembre 2018 (a).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Assemblée nationale extraordinaire des 8 et 9 décembre 2007, étape préparatoire du 34^{ème} congrès de décembre 2008 », *CommunisteS, Supplément à l'Humanité*, n°284, 7 novembre 2007.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Assises communistes de l'écologie. Les actes », 4 et 5 mai 2018 (b).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Avec Fabien Roussel. La France des jours heureux. Projet pour un pacte social, écologique, républicain*, 2022.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Cahier d'acteur présenté par le PCF. Débat public Programmation pluriannuelle de l'énergie », n°89, juin 2018 (c).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Commun et/ou communisme ?*, Revue du projet, n°60, octobre 2016 (b).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Congrès d'Ivry*, 2018 (d).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Congrès de Martigues (23 – 26 mars 2000). Les textes et les votes du 30^{ème} congrès du Parti communiste français », 2000.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Congrès du PCF. Mettons nos forces en commun*, 2016 (c) [en ligne].
<http://congres.pcf.fr/sites/default/files/document-congrespcf2016_1.pdf>,
consulté le 23 décembre 2020.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Déclaration commune : Une réforme des retraites, oui mais pas celle-là ! », 20 décembre 2019 (a) [en ligne].
<https://www.pcf.fr/actualite_d_claration_commune_une_r_orme_des_retraites_o_ui_mais_pas_celle_l>, consulté le 13 octobre 2021.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « En Europe, l'humain d'abord, pas la finance ! », résolution du Conseil national, juin 2018 (e).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Il est grand temps de rallumer les étoiles. L'Humanifeste du Parti communiste français*, Les Éditions Arcane 17, 2013 (c).

- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Le PCF propose la candidature de Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2022 », 12 mai 2021 (a) [en ligne].
<https://www.pcf.fr/le_pcf_propose_la_candidature_de_fabien_roussel_1_lection_pr_sidentielle_de_2022>, consulté le 14 octobre 2021.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Les élus du PCF », *Site internet du PCF* [en ligne].
<https://www.pcf.fr/les_elus>, consulté le 7 décembre 2020.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Les secteurs » [en ligne].
<https://www.pcf.fr/les_secteurs>, consulté le 19 avril 2021.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Le socialisme pour la France*, Éditions sociales, 1976 (a).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Les principes de la politique du Parti communiste français*, Éditions sociales, 1976 (b).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Liste pour une Europe des gens, contre l'Europe de l'argent ! », 28 janvier 2019 (b) [en ligne].
<https://www.pcf.fr/pour_une_europe_des_gens_et_pas_celle_de_l_argent_jan19, consulté le 15 octobre 2021.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Municipales : forte poussée de la droite et de l'extrême droite. Le PCF, troisième force politique en nombre d'élus », *CommunisteS, Supplément à L'Humanité*, n°551, 2 avril 2014 (a).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Municipales : un coup d'arrêt pour Macron », *CommunisteS*, n°820, 1^{er} juillet 2020.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Non, non. Résolument non ! », octobre 1962 [en ligne].
<<https://archives.seinesaintdenis.fr/ark:/naan/a0115500685764cM7Pf/8825736e04>>, consulté le 9 août 2022.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Nouveaux adhérents. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Faut-il les garder ?*, Revue du projet, n°22, décembre 2012.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Pour construire une réponse politique, le PCF à l'initiative », 18 décembre 2019 (c) [en ligne].

- <https://www.pcf.fr/pour_construire_une_reponse_politique_le_pcf_l_initiative>, consulté le 13 octobre 2021.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Pour le pouvoir d'achat, augmentons les salaires et les retraites ! », 24 novembre 2018 (f) [en ligne].
<https://www.pcf.fr/motion_congres2018_pl-fr>, consulté le 13 mai 2022.
 - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Pour une Démocratie avancée, pour une France socialiste !*, Supplément au Bulletin de propagande, n°7, novembre-décembre 1968.
 - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Présidentielle / Législatives : Le Front de gauche lance son "Front des luttes" », *communiqué de presse*, 24 octobre 2011.
 - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Quel service public de l'électricité ? », 17 février 2021 (b) [en ligne].
<https://www.pcf.fr/quel_service_public_de_l_electricite>, consulté le 17 décembre 2021.
 - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Résolution du Conseil national », 15 avril 2016 (d).
 - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Résolution du Conseil national », 24 juin 2017 (a).
 - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Statuts du PCF adoptés au 36^e congrès », 2013 (d) [en ligne].
<<http://congres.pcf.fr/sites/default/files/statuts-pcf-adoptes-36-congres.pdf>>, consulté le 21 décembre 2020.
 - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « STOP à la casse sociale de Macron. Un nouveau progrès social pour la France », Résolution du Conseil national, 13-14 octobre 2017 (b).
 - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, « Un événement inédit, un défi démocratique », 14 avril 2021 (b) [en ligne].
<https://www.pcf.fr/un_vnement_in_dit_un_dfi_d_mocratique>, consulté le 14 octobre 2021.
 - PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Refonder l'Europe*, Revue du Projet, numéro spécial, janvier 2014 (b).

- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Résolution politique du 28^{ème} congrès du Parti communiste français. Levallois – 4 au 8 janvier 1967*, Supplément au Bulletin de l'Élu communiste, n°27, 1967.
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Texte de base commune de discussion. Congrès d'Ivry*, 23-25 novembre 2018 (g).
- PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Un pacte d'engagements communs pour la France*, novembre 2016 (e).
- PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE, « Le Parti Communiste Révolutionnaire de France est créé ! », 2016 [en ligne].
<<http://www.pcrf-ic.fr/Le-Parti-Communiste-Revolutionnairede-France-est-ne>>, consulté le 12 septembre 2018.
- PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE FRANCE, « Pas une voix pour les Présidentielles de 2022 ! », 30 janvier 2022 [en ligne].
<<https://www.pcrf-ic.fr/Pas-une-voix-pour-les>>, consulté le 21 avril 2022.
- PARTI DE GAUCHE, « Déclaration du Parti de Gauche à l'issue du second tour des régionales », 14 décembre 2015 [en ligne].
<<https://www.lepartidegauche.fr/declaration-parti-gauche-l-issue-second-tour-des-regionales-33941/>>, consulté le 25 juillet 2021.
- PARTI DE GAUCHE, « Grenoble : La preuve que notre nouvelle alliance est une promesse d'avenir », 23 mars 2014 [en ligne].
<<https://www.lepartidegauche.fr/grenoble-la-preuve-que-notre-nouvelle-alliance-est-une-promesse-d-avenir-27378/>>, consulté le 25 juillet 2021.
- PARTI DE GAUCHE, *Premier Manifeste des Assises pour l'écosocialisme. 18 thèses pour l'écosocialisme*, février 2013 [en ligne].
<www.jean-luc-melenchon.fr/brochures/ecosocialisme_premier_manifeste_fr.pdf>, consulté le 25 juillet 2021.
- PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE, *Le Manifeste de la gauche européenne*, 8-9 mai 2004 [en ligne].
<https://www.european-left.org/wp-content/uploads/2018/11/Manifesto-European-Left_FR.pdf>, consulté le 28 décembre 2021.
- PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE, « Notre ADN » [en ligne].

- <https://www.ptb.be/notre_adn>, consulté le 28 décembre 2021.
- PARTI SOCIALISTE, « Déclaration de principes du Parti socialiste, sur les finalités du parti, ses objectifs pour le XXI^e siècle et sur les principales caractéristiques du PS », 14 juin 2008 [en ligne].
<<https://www.vie-publique.fr/discours/171645-declaration-de-principes-du-parti-socialiste-sur-les-finalites-du-parti>>, consulté le 8 décembre 2021.
 - PARTI SOCIALISTE, « Statuts et règlement intérieur du PS », juin 2015 [en ligne].
<<http://www.parti-socialiste.paris/wp-content/uploads/2016/07/Statuts-et-re%CC%80glement-2015-PS.pdf>>, consulté le 21 décembre 2020.
 - PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA, « Estatutos aprobados. XX Congreso », 2017 [en ligne].
<<https://www.pce.es/media/uploads/2018/11/02/eb5f16e9ae2544d8886cc7067a7d4fc5.pdf>>, consulté le 30 août 2020.
 - PASQUET Anne-Marie, *Chalette-sur-Loing au cœur de l'histoire*, Éditions Messidor, 1987.
 - PENNETIER Claude, « LE PORS Anicet », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article141590>>, consulté le 8 novembre 2020.
 - PENNETIER Claude, « FITERMAN Charles », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article50590>>, consulté le 8 novembre 2020.
 - PENNETIER Claude, « GUICHARD Henri », *Le Maitron* [en ligne].
<<https://maitron.fr/spip.php?article94041>>, consulté le 22 mai 2022.
 - PICQUET Christian, « Rapport introductif – Conseil national », 14 avril 2022.
 - PICQUET Christian, « Ni définition pertinente, ni projet d'avenir pour la gauche », in *Le populisme dans tous ses états*, Cause commune, n°3, janvier-février 2018, pp.41-43.
 - PLEKHANOV Gueorgui, *Socialism and the Political Struggle*, Marxists Internet Archive, 1883 [en ligne].
<<https://www.marxists.org/archive/plekhanov/1883/struggle/index.htm>>, consulté le 17 mai 2022.

- POLY Hervé, « Nous devons et pouvons être candidats de rupture avec l'insupportable, c'est notre utilité. Rencontre nationale du réseau du 7 janvier », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 11 janvier 2017 [en ligne].
<<http://lepcf.fr/Renion-du-7-janvier-intervention-d-Herve-Poly>>, consulté le 12 septembre 2018.
- PONCET Marie-Christine et GRENAPE Antoine, « Front de gauche : Mélenchon reprend la Bastille », *Le Point*, 18 mars 2012 [en ligne].
<https://www.lepoint.fr/presidentielle/le-front-de-gauche-reprend-la-bastille-18-03-2012-1442569_3121.php>, consulté le 11 septembre 2022.
- PRINTEMPS DU COMMUNISME, « "Pour un Manifeste du parti communiste du XXI^e siècle" ou l'hiver du communisme », 6 septembre 2018 (d) [en ligne].
<<https://printempsducommunisme.fr/pour-un-manifeste-du-parti-communiste-du-xxie-siecle-ou-lhiver-du-communisme/>>, consulté le 30 décembre 2020.
- PRINTEMPS DU COMMUNISME, « Lecture critique du texte de base commune "Pour un Manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle" », 2018 (a) [en ligne].
<http://38.pcf.fr/sites/default/files/lecture_critique.pdf>, consulté le 29 décembre 2020.
- PRINTEMPS DU COMMUNISME, « Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme », 6 juillet 2018 (b) [en ligne].
<<https://printempsducommunisme.fr/texte-alternatif/>>, consulté le 4 décembre 2020.
- PRINTEMPS DU COMMUNISME, « Un candidat à la présidentielle, coûte que coûte ? », 6 septembre 2018 (c) [en ligne].
<<https://printempsducommunisme.fr/un-candidat-a-la-presidentielle-coute-que-coute>>, consulté le 15 octobre 2020.
- PUBLIC SÉNAT, « "PCF is back et maintenant c'est la remontada !" affirme Fabien Roussel », 18 mars 2019 [en ligne].
<<https://www.youtube.com/watch?v=f0tWK9BK0rE>>, consulté le 19 mai 2022.
- PURGUETTE Léo et SIMIEN Côme, « La forêt qui ne cache pas l'arbre » in PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, *Nouveaux adhérents. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Faut-il les garder ?*, Revue du Projet, n°22, décembre 2012.

- QUÉTIER Jean, « Que penser du populisme de gauche ? » in *Le populisme dans tous ses états*, Cause commune, n°3, janvier-février 2018, pp.20-22.
- QUILÈS Yvonne, « Le P.C.F. et le "bilan" des pays socialistes », *Le Monde*, 17 octobre 1979 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/archives/article/1979/10/17/le-p-c-f-et-le-bilan-des-pays-socialistes_2792197_1819218.html>, consulté le 23 décembre 2021.
- RASSEMBLEMENT COMMUNISTE, « Fondation du Rassemblement Communiste », juillet 2008 [en ligne].
<<http://cercles.communistes.free.fr/rcc/presentation.php>>, consulté le 8 janvier 2021.
- RAVINEL Sophie, « Choc historique au PCF : la direction du parti mise en minorité », *Le Figaro*, 8 octobre 2018 [en ligne].
<<https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2018/10/06/25001-20181006ARTFIG00126-choc-historique-au-pcf-la-direction-du-parti-mise-en-minorite.php>>, consulté le 18 mai 2022.
- RAVINEL Sophie et LEPELLETIER Pierre, « Fabien Roussel (PCF): "À gauche, je veux porter les questions de sécurité" », *Le Figaro*, 3 septembre 2021 [en ligne].
<<https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/fabien-roussel-pcf-a-gauche-je-veux-porter-les-questions-de-securite-20210903>>, consulté le 19 mai 2022.
- RÉDACTION EUROPE1.FR, « Pierre Laurent n'a "pas de tabou" sur un possible changement de nom du PCF », *Europe1.fr*, 2 juin 2017 [en ligne].
<<https://www.europe1.fr/politique/pierre-laurent-na-pas-de-tabou-sur-un-possible-changement-de-nom-du-pcf-3349184>>, consulté le 8 janvier 2022.
- REMOND Gilbert, « Le Manifeste, le bilan, le 22^{ème} congrès », *Faire vivre et renforcer le PCF*, 7 novembre 2018 [en ligne].
<<https://lepcf.fr/Le-manifeste-le-bilan-le-22eme-congres>>, consulté le 24 décembre 2020.
- RENOUF Jean-Claude, « Les maires de Chalette et leurs rues (suite) », *Chalette Place Commune. Magazine municipal*, n°131, novembre 2021, p.15.
- RÉSEAU SALARIAT, *Revenu inconditionnel ou salaire à vie ?*, mars 2014.
- RÉVEIL COMMUNISTE, « PCF : Abandon de notions fondamentales

(récapitulatif) », 21 Novembre 2008 [en ligne].

<<http://www.reveilcommuniste.fr/article-24975910.html>>, consulté le 10 avril 2021.

- REVOL Michel, « Fabien Roussel : "Je suis favorable au maintien du nucléaire en France", *Le Point*, 20 mai 2021 [en ligne].

<https://www.lepoint.fr/economie/fabien-roussel-je-suis-favorable-au-maintien-du-nucleaire-en-france-20-05-2021-2427383_28.php>, consulté le 7 janvier 2022.

- RÉVOLUTION, « Critique marxiste du programme de la France insoumise », 31 janvier 2022 (a) [en ligne].

<<https://www.marxiste.org/actualite-francaise/politique-francaise/3013-critique-marxiste-du-programme-de-la-france-insoumise>>, consulté le 8 mai 2022.

- RÉVOLUTION, « La France insoumise et l'élection présidentielle de 2022 », 30 janvier 2022 (b) [en ligne].

<<https://www.marxiste.org/actualite-francaise/politique-francaise/2836-la-france-insoumise-et-l-election-presidentielle-de-2022>>, consulté le 8 mai 2022.

- ROCHET Waldeck, *L'union pour une France démocratique, indépendante, pacifique et prospère. 18^{ème} congrès du Parti communiste français*, Supplément aux Cahiers du Communisme, n°1, janvier 1967.

- ROUBAUD-QUASHIE Guillaume, « Centenaire du PCF : rapport de Guillaume Roubaud-Quashie sur le calendrier d'initiatives prévues en 2020. Extraits. », 16 octobre 2019 [en ligne].

<https://www.pcf.fr/centenaire_du_pcf_rapport_de_guillaume_roubaud_quashie_sur_le_calendrier_d_initiatives_pr_vues_en_2020_extraits>, consulté le 26 août 2020.

- ROUBAUD-QUASHIE Guillaume, « Rapport – Conseil national », 2 et 3 juin 2018.

- SAVOLDELLI Pascal, « Rapport au Conseil national », 11 mai 2017.

- SECTION FRANÇAISE DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE, *18^e congrès national tenu à Tours les 25, 26, 27, 28, 29 & 30 décembre 1920 : compte-rendu sténographique*, 1921 [en ligne].

<<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k215450z.r=congr%C3%A8s+de+Tours.langFR>>, consulté le 21 décembre 2020.

- SOFRES, « Enquête post-électorale réalisée pour *Le Nouvel Observateur* », 20 mai 1981.
- SOLIDNET, « Contribution du Parti communiste grec à la 17^{ème} Rencontre internationale des partis communistes et ouvriers », 11 novembre 2015, [en ligne].
<<http://www.solidnet.org/article/417bf92e-e2bd-11e8-a7f8-42723ed76c54/>>, consulté le 29 août 2020.
- STALINE, « Des principes du léninisme », Conférences faites à l'Université Sverdlov, 1924.
- TENDANCE MARXISTE INTERNATIONALE, « Perspectives mondiales 2018 », *Révolution*, 2018 [en ligne].
<<https://www.marxiste.org/international/perspectives-mondiales/2386-perspectivesmondiales-2018>>, consulté le 12 septembre 2018.
- THÉPOT Stéphane, « Sous la pluie du printemps toulousain de Jean-Luc Mélenchon », *Le Monde*, 6 avril 2012 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/04/06/sous-la-pluie-du-printemps-toulousain-de-jean-luc-melenchon_1681486_1471069.html>, consulté le 25 juillet 2021.
- THOREZ Maurice, « Produire, faire du charbon. Discours prononcé à Waziers », 21 juillet 1945 [en ligne].
<<http://fgimello.free.fr/CV-Bio-Liens/thorez.htm>>, consulté le 19 avril 2022.
- TNS SOFRES SOPRA GROUP, « Le baromètre politique Figaro Magazine », septembre 2012.
- TRICOT Catherine, « PCF : le putsch contre Pierre Laurent a-t-il déjà réussi ? », *Regards*, 21 février 2018 [en ligne].
<<http://www.regards.fr/actu/article/pcf-le-putsch-contre-pierre-laurent-a-t-il-deja-reussi>>, consulté le 18 mai 2022.
- VAILLANT-COUTURIER Paul, « Tout un peuple debout pour la liberté ! », *L'Humanité*, 15 juillet 1935, p.1 [en ligne].
<<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k405433k>>, consulté le 23 décembre 2021.
- VIAVOICE, « Les Français, le changement et le Parti communiste français », sondage Viavoice pour *L'Humanité*, 4 septembre 2008.

- VIE PUBLIQUE, « Municipales 2020 : une nouvelle circulaire pour l'attribution des nuances politiques », 5 février 2020 [en ligne].
<<https://www.vie-publique.fr/en-bref/272794-municipales-2020-circulaire-pour-lattribution-des-nuances-politiques>>, consulté le 7 décembre 2020.
- VIEU Marie-Pierre, « Le choix de la dynamique populaire », *L'Humanité*, 21 novembre 2016 [en ligne].
<<https://www.humanite.fr/le-choix-de-la-dynamique-populaire-626561>>, consulté le 21 décembre 2020.
- VILLE DE GARDANNE, « Législative partielle 1996 », 21 février 2005 [en ligne].
<<https://www.ville-gardanne.fr/Legislative-partielle-1996>>, consulté le 20 décembre 2020.
- VIROT Pascal, « La gauche piquée de "radicalité". L'idée d'un "pôle" à la gauche du PS se heurte au scepticisme des intéressés », *Libération*, 4 novembre 1996 [en ligne].
<https://www.liberation.fr/francearchive/1996/11/04/la-gauche-piquee-de-radicalite-l-idee-d-un-pole-a-la-gauche-du-ps-seheurte-au-scepticisme-des-inter_189445>, consulté le 20 décembre 2020.
- VIVIEN-PILLAUD Pablo, « André Chassaigne : "Il faut arrêter la spirale d'effacement du PCF" », *Regards.fr*, 9 octobre 2018 [en ligne].
<<http://www.regards.fr/la-midinale/article/andre-chassaigne-il-faut-arreter-la-spirale-d-effacement-du-pcf>>, consulté le 10 mai 2021.
- WLOS Roland (dir.), *Crise de la fédération de Paris du PCF, 1978-1980*, Éditions Helvétius, 2015.
- ZAPPI Sylvia, « Clémentine Autain : "Nous nous battons pour donner le 'la' à gauche" », *Le Monde*, 20 mars 2012 [en ligne].
<https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/article/2012/03/20/clementine-autain-nous-nous-battons-pour-donner-le-la-a-gauche_1672810_1471069.html>, consulté le 27 décembre 2020.
- ZAPPI Sylvia, « Robert Hue fait un "premier pas" vers la création d'un nouveau parti », *Le Monde*, 9 décembre 2008 [en ligne].

- <https://www.lemonde.fr/politique/article/2008/12/09/robert-hue-fait-un-premier-pas-vers-la-creation-d-un-nouveau-parti_1128691_823448.html>, consulté le 24 juillet 2021.
- ΑΚΕΛ, « Καταστατικό του ΑΚΕΛ », 2015.
<<https://www.akel.org.cy/wp-content/uploads/2014/02/KATASTATIKO-AKEL.pdf>>
[ΑΚΕΛ, « Statuts de l'AKEL », 2015 [en ligne], consulté le 31 août 2020].
 - ΑΚΕΛ, « Η δική μας αντίληψη για το Σοσιαλισμό », 1990.
<<https://www.akel.org.cy/η-δική-μας-αντίληψη-για-το-σοσιαλισμό-σ/>>
[ΑΚΕΛ, « Notre conception du socialisme », 1990 [en ligne], consulté le 31 août 2020].
 - ΚΚΕ, « Καταστατικό του ΚΚΕ », 2013.
<<https://www.kke.gr/export/sites/default/.galleries/docs/Katastatiko.pdf>>
[ΚΚΕ, « Statuts du ΚΚΕ », 2013 [en ligne], consulté le 22 décembre 2020].
 - ΝΙΕΡΡΗ Βάσω, « Συγκροτήθηκε "Πρωτοβουλία" Κομμουνιστικών και Εργατικών Κομμάτων της Ευρώπης », *Ριζοσπάστης*, 2 Οχτώβρη 2013, σ.7.
[ΝΙΕΡΡΗ Βάσω, « Une "Initiative" des partis communistes et ouvriers d'Europe est constituée », *Rizospastis*. 2 octobre 2013, p.7].
 - ΠΡΩΤΟΒΟΥΛΙΑ, « Η Ιδρυτική Διακήρυξη της "Πρωτοβουλίας" », *Ριζοσπάστης*, 3 Οχτώβρη 2013, σ.3.
[INITIATIVE, « La déclaration fondatrice de l' "Initiative" », *Rizospastis*, 3 octobre 2013, p.3].
 - ΣΥΡΙΖΑ, « Καταστατικό », 2013 (α).
<<https://www.syriza.gr/pdfs/katastatiko.pdf>>
[ΣΥΡΙΖΑ, « Statuts », 2013 [en ligne], consulté le 12 septembre 2018].
 - ΣΥΡΙΖΑ, « Αλέξης Τσίπρας : Η Ελλάδα δεν γυρίζει πίσω – Ήρθε η ώρα των πολλών », 24 Μαΐου 2019.
<<https://www.syriza.gr/article/id/81460/Al.-Tsipras:-H-Ellada-den-gyrizei-pisw---Hrthe-h-wra-twn-pollwn1.html>>
[ΣΥΡΙΖΑ, « Alexis Tsipras : La Grèce ne retourne pas en arrière – L'heure du plus grand nombre est arrivée », 24 mai 2019 [en ligne], consulté le 28 décembre 2021].

- ΣΥΡΙΖΑ, « Ομιλία του Προέδρου του ΣΥΡΙΖΑ Αλέξη Τσίπρα στο Συνεδριακό Κέντρο Ι. Βελλίδης, Θεσσαλονίκη », 13 Σεπτεμβρίου 2014.

<<https://www.syriza.gr/article/id/57965/OMILIA-TOY-PROEDROY-TOY-SYRIZA-ALEKSH-TSIPRA-STO-SYNEDRIAKO-KENTRO-I.-BELLIDHS-THESSALONIKH-13-9-2014.html#.V34TDPI95hE>>

[SYRIZA, « Discours du président de Syriza Alexis Tsipras au palais des congrès I. Vellidis, Thessalonique », 13 septembre 2014 [en ligne], consulté le 25 avril 2022].

- ΣΥΡΙΖΑ, « Πολιτική Απόφαση 1^ο (Ιδρυτικού) Συνεδρίου », Ιούλης 2013 (β).

<<https://www.syriza.gr/article/id/32409/Politikh-Apofash-1oy-Idrytikoy-Synedrioy.html>>

[SYRIZA, « Décision politique du 1^{er} congrès (fondateur) », juillet 2013 [en ligne], consulté le 25 avril 2022].

Liste des adhérents communistes rencontrés sur le terrain
et dont le (pré)nom apparaît dans ce travail de recherche

Nom	Date de naissance	Date d'adhésion	Profession	Informations militantes
Alain C.	1947	1986	Cheminot retraité	Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
André M.	1953	1983	Retraité de l'usine Hutchinson de Chalette-sur-Loing, puis aide-soignant	Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Augustin C.	1955	?	Retraité d'EDF	Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Bruno B.	1964	1982	Agent municipal (directeur du service communication de la mairie de Chalette-sur-Loing)	Secrétaire de la section d'Amilly-Chalette entre 2016 et 2018
Bruno L.	1972	?	Cheminot	- Conseiller municipal d'opposition à Fleury-les-Aubrais, puis premier adjoint

				à la maire à partir de 2020 - Co-trésorier de la fédération du Loiret à partir de 2018
Bruno Nottin	1974	?	Greffier au tribunal de Montargis	- Secrétaire de la section de Montargis - Élu municipal d'opposition à Montargis
Chantal C.	1950	1974	Professeure des écoles retraitée	- Adjointe au maire de Chalette-sur-Loing jusqu'en 2020 - Adhérente de la section d'Amilly-Chalette
Christian Bar.	1953	?	Retraité de l'enseignement	Élu municipal d'opposition à Meung-sur-Loire entre 2014 et 2020
Christian Ber.	1947	1974	Ouvrier retraité	- Adhérent de la section d'Amilly-Chalette - Adjoint au maire de Chalette-sur-Loing jusqu'en 2020
Christian F.	?	?	Enseignant retraité	Trésorier départemental jusqu'en 2018
Christiane L.	?	?	Professeure retraitée	Adhérente de la section d'Orléans

Claude Billard	1941	?	Monteur-câbleur retraité	- Sénateur de 1995 à 1997 - Député de 1997 à 2002 - Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Claude M.	1953	1970	Journaliste retraité de <i>L'Humanité</i>	Adhérent de la section de Montargis
Daniel C.	1952	?	Ouvrier retraité	Adhérent de la section de Pithiviers
Dominique Tripet	1956	2008	Ancienne salariée de France Télécoms	- Conseillère municipale d'opposition à Orléans - Conseillère départementale du canton d'Orléans 3 depuis 2021
Emmanuel M.	?	?	Agent municipal (directeur du service culturel de la mairie de Chalette-sur-Loing)	Adhérent de la section d'Amilly-Chalette, puis de la section de Montargis
Éric P.	1959	1997	Cheminot	- Premier adjoint au maire de Chalette-sur-Loing entre 2014 et 2017

				- Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Estelle C.	?	?	Postière	Adhérente de la section de Pithiviers
Fabrice S.	1960	Jusqu'en 2013, puis après 2018	Professeur de collège	- Adhérent de la section de Montargis - Membre de l'ANC
Franck Demaumont	1962	1982	Cadre de la fonction publique territoriale	- Maire de Chalette-sur-Loing depuis 2002 - Conseiller général du canton de Chalette-sur-Loing entre 2004 et 2015 - Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Frédéric P.	1964	1990	Agent municipal à la mairie de Chalette-sur-Loing	- Trésorier de la section d'Amilly-Chalette - Conseiller municipal d'opposition à Pannes (commune limitrophe de Chalette-sur-Loing) entre 2014 et 2020
Jacques C.	Âgé d'environ 70 ans	?	Agent municipal retraité	- Adhérent de la section de Montargis

				- Membre de l'Institut d'Histoire Sociale CGT
Jacques L.	1955	1973	Cheminot retraité	- Conseiller municipal de Chalette-sur-Loing depuis 2014 - Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Jacques Reboul	1948	?	Cheminot retraité	Ancien maire de Montargis entre 1997 et 2001
Jérôme T.	1980	2018	Professeur de lycée	Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Laurianne D.	1982	2002	Professeure des écoles	- Adjointe au maire de Chalette-sur-Loing entre 2014 et 2020 - Adhérente de la section d'Amilly-Chalette
Louise B.	1989	2015	Auto-entrepreneure	Adhérente de la section d'Amilly-Chalette
Mamoudou B.	1983	2013	Ingénieur	- Adjoint à la jeunesse au maire de Chalette-sur-Loing entre 2014 et 2020

				- Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Marc Brynhole	1953	1968	Professeur des écoles retraité	- Maire de Darvoy depuis 2020 - Conseiller régional de la région Centre entre 2004 et 2015 - Ancien secrétaire départemental du Loiret entre 1996 et 2013
Marcelle B.	1932	1952	Assistante sociale retraitée	Adhérente de la section d'Amilly-Chalette
Mathieu Gallois	1987	?	Permanent politique	- Secrétaire départemental du Loiret depuis 2013 - Adjoint à la maire de Saran depuis 2014 - Conseiller départemental du canton d'Orléans 3 depuis 2021
Pierre J.	1991	?	Travailleur social	Adhérent de la section de Montargis
Serge C.	1953	?	Professeur retraité d'Éducation	- Adhérent de la section de Montargis

			physique et sportive	- Ancien responsable syndical national
Serge P.	1947	Années 1970	Ouvrier retraité	Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Stéphane K.	1975	2017	Sans emploi	Adhérent de la section d'Amilly-Chalette
Sylvie M.	1960	?	Directrice de cabinet du maire de Chalette-sur-Loing	Adhérente de la section d'Amilly-Chalette

Annexes

Les annexes proviennent notamment de la documentation ethnographique locale : tracts et affiches produits par la section d'Amilly-Chalette, courriers en direction des adhérents communistes, différents textes de la Maison commune... Des résultats électoraux détaillés du PCF aux élections législatives, européennes et départementales se joignent à ces annexes locales.

Annexe n°1 : Tract pour l'élection départementale de 2015 dans le canton de Chalette-sur-Loing (mars 2015)

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES - CANTON DE CHALETTE-SUR-LOING - 22 & 29 MARS 2015

LE 22 MARS, JE VOTE POUR
les candidats
anti-austérité



Corinne CALZADA
Laurianne Delaporte

Franck DEMAUMONT
Pierre-Arnaud Texier

MEETING DES CANDIDATS ANTI-AUSTÉRITÉ
VENDREDI 20 MARS 2015 - 18 H 30
SALLE POLYVALENTE - MAISON DES ASSOCIATIONS
LE VERRE DE L'AMITIÉ CLÔTURERA CETTE SOIRÉE

Canton de Chalette-sur-Loing avec Amilly, Cepoy, Conflans-sur-Loing, Corquilleroy et Paucourt

FRONT DE GAUCHE



Annexe n°2 : Les résultats des communistes, des socialistes et de la gauche aux élections législatives (1924-2017)¹

Date	Résultats du PCF (% des exprimés)	Résultats du PCF (% des inscrits)	Résultats des socialistes (% des exprimés)	Total de la gauche (% des exprimés)
1924	9,82	7,92	20,1	47,78
1928	11,26	9,22	18,05	52,51
1932	8,32	6,79	20,59	54,5
1936	15,26	12,74	19,18	58,09
1945	26,02	20,4	23,77	60,08
Juin 1946	25,9	20,83	21,14	58,96
Novembre 1946	28,26	21,65	17,87	57,56
1951	25,89	20	14,47	52,46
1956	25,36	20,6	14,92	56,49
1958	18,89	14,2	15,48	41,71
1962	21,87	14,56	12,43	41,27
1967	22,51	17,84	18,9	43,62
1968	20,02	15,74	16,54	40,81
1973	21,41	17,02	19,1	45,84
1978	20,61	16,82	22,79	50,2
1981	16,14	11,19	36,03	56,76
1986	9,78	7,29	30,84	45,27
1988	11,32	7,29	34,76	49,58

¹ Pour les années 1924 à 1997 : DE BOISSIEU Laurent, « France Politique. Le site d'information sur la vie politique française » [en ligne].

<<https://www.france-politique.fr/>>, consulté le 31 juillet 2022.

Pour les années suivantes : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, *op.cit.*, juin 2022.

Pour 2012, pour le PCF, il s'agit des résultats du Front de gauche.

1993	9,18	6,04	17,6	38,9
1997	9,94	6,42	23,53	48,45
2002	4,91	3,1	23,78	41,1
2007	4,29	2,64	32,24	39,77
2012	6,91	3,89	29,35	47,75
2017	2,72	1,29	7,44	28,33

Annexe n°3 : Nombre de voix pour le PCF et nombre de députés communistes aux élections législatives (1924-2022)¹

Date	Nombre de voix	Nombre de députés élus
1924	885 993	26
1928	1 066 099	12
1932	796 630	10
1936	1 502 404	72
1945	5 024 174	151
Juin 1946	5 145 325	146
Novembre 1946	5 351 926	169
1951	4 910 547	99
1956	5 514 403	144
1958	3 870 184	10
1962	4 010 463	41
1967	5 039 032	73
1968	4 434 831	34
1973	5 085 356	73
1978	5 791 525	86
1981	4 065 962	44

¹ *Idem.*

1986	2 739 925	35
1988	2 766 761	25
1993	2 336 254	23
1997	2 517 829	36
2002	1 267 789	21
2007	1 115 663	15
2012 ¹	1 793 192	10
2017	615 487	11
2022 ²	520 092	12

Annexe n°4 : Résultats du PCF³ aux élections européennes⁴

Date	Résultats (% des exprimés)	Résultats (% des inscrits)	Nombre de voix	Nombres d’eurodéputés
1979	20,52	11,81	4 153 710	19
1984	11,21	6,13	2 261 312	10
1989	7,72	3,66	1 401 171	7
1994	6,89	3,44	1 342 222	7
1999	6,78	2,98	1 196 491	6
2004	5,88	2,43	1 009 976	3
2009	6,48	2,52	1 115 021	5
2014	6,61	2,69	1 252 730	4
2019	2,49	1,19	564 949	0

¹ Pour 2012, il s’agit des résultats du Front de gauche.

² Pour 2022, il s’agit du nombre de voix obtenues par les candidats communistes dans les 49 circonscriptions réservées au PCF dans le cadre de la NUPES, auxquelles s’ajoutent les résultats des quatre circonscriptions de Corse, qui ne sont pas englobées dans l’accord électoral.

³ Pour 2009 et 2014, il s’agit des résultats du Front de gauche.

⁴ DE BOISSIEU Laurent, « France Politique. Le site d'information sur la vie politique française » [en ligne].

<<https://www.france-politique.fr/>>, consulté le 31 juillet 2022.

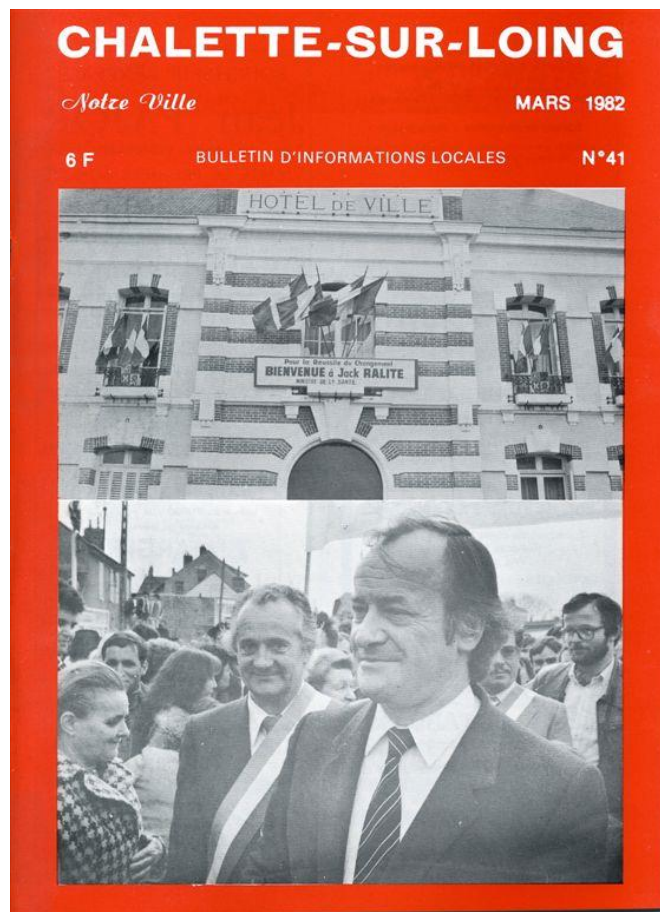
Annexe n°5 : Résultats du PCF aux élections départementales¹

Date	Résultats (% des exprimés)	Nombre d'élus
1961	18,6	52
1964	21,67	99
1967	26,36	97
1970	23,8	144
1973	22,67	205
1976	22,83	249
1979	22,46	228
1982	15,88	198
1985	12,63	149
1988	13,4	140
1992	9,48	101
1994	11,39	139
1998	10	143
2001	9,8	126
2004	7,79	108
2008	8,77	117
2011	8,9	116
2015	9,4	123
2021	Pas de données	161

¹ *Ibid.*

Pour 2015, à la suite du changement de mode de scrutin, le renouvellement des conseils départementaux est intégral. Le PCF compte alors 233 conseillers départementaux sortants élus en 2008 et en 2011.

Annexe n°6 : Visite de Jack Ralite, ministre de la Santé, à Chalette-sur-Loing le 13 février 1982 – extraits de *Chalette-sur-Loing, notre ville* – *Bulletin d'informations locales*, mars 1982, n°41



DEUX MILLE CHALETTOIS ENTHOUSIASTES !

la presse dénature l'évènement la protestation de Jean LOUIS

Monsieur le Directeur Général,

Il me faut porter à votre connaissance les faits suivants.

Samedi 13 février, Monsieur le Ministre de la Santé, Jack RALITE, était accueilli par la Municipalité de Chalette pour l'inauguration du foyer Paul Marin. C'est devant une foule de 2.000 Chalettois enthousiastes qu'il parla. Le chapeau, spécialement installé pour la circonstance, s'est rélevé trop petit tant était forte la volonté de venir soutenir un ministre du changement. Cette inauguration fut une véritable fête.

Or, comme vous pouvez le constater en consultant l'édition montargoise de votre journal du 15 février, cet évènement très important, a été complètement dénaturé par le journaliste qui l'a couvert : aucune photo des 2.000 participants au meeting sous le chapeau. Par contre, la photo mise en vedette est celle de trois provocateurs que votre journaliste accompagnait lui-même.

La volonté de minimiser l'accueil réservé par Chalette au Ministre se reflète par les chiffres suivants : sur les 16 colonnes de la double page consacrée à la venue du Ministre, le texte rendant compte de l'accueil de Chalette ne totalise qu'une seule colonne, une autre étant consacrée aux trois provocateurs, à «l'incident», aux «bavures».

Puisque «bavures» il y a, permettez-moi de protester par la présente contre celle, énorme, commise ainsi par votre journaliste. Nul doute que vous conviendrez

avec moi qu'en cette occasion, il a failli à la déontologie de sa profession.

Je demande simplement que la venue d'un Ministre à Chalette soit relatée par votre journal avec la même honnêteté que celle qui fut la sienne lors de la venue d'un Ministre dans la ville de mon André CHENE.

Nul doute qu'en tant que Directeur Général du journal, vous désapprouviez votre rédacteur local. Il y va de la crédibilité de votre titre dans notre agglomération. Veuillez agréer, etc...



Le Ministre de la Santé Jack RALITE s'adresse aux 2.000 Chalettois

AVEC JACK RALITE

Chers Hutchinsois

Monsieur le Maire, Monsieur le Sénateur, Monsieur le Préfet, Monsieur le Secrétaire Général de l'Union des Vieux de France, Madame Patron, membre du Cabinet de Monsieur Franceschi, Chère camarade Marlin, Chers Chalettois, on devrait pouvoir dire, je crois, chers Hutchinsois.

Et j'ajouterais, Chers originaires de tous les pays. Peut-être, avant d'aborder le sujet, qui a justifié mon invitation par votre Maire Jean LOUIS, un petit mot sur ce dont nous avons parlé ce matin, puisque, aussi bien, on disait

«l'hôpital de Montargis», Max NUBLAT disait : «et des environs», et comme la frontière est effective entre les deux localités, peut-être un petit mot : **1983 : la 1ère pierre** Alors, la décision qui a été prise, conformément à tous les dossiers élaborés depuis bientôt 15 ans, c'est qu'en 1983, sera posée la première pierre et débiteront aussitôt les travaux d'un hôpital complet, à Amilly, pour Montargis et pour ses environs. (applaudissements)...

Symbole de vie

Cette inauguration du Foyer de jour de Personnes âgées, re-

présente pour moi un symbole, celui de la vie, car c'est un lieu de vie et c'est de ce signe là qu'il est marqué depuis son ouverture. Lieu de vie, lié à la mesure de ce qui marque notre époque, je veux parler des besoins d'échange, de faire ensemble, de communication, et cela quelle que soit la génération. ... d'ai rencontre, tout à l'heure, le secrétaire du syndicat C.G.T. de l'entreprise Hutchinson. Actuellement, ils occupent leur entreprise, parce que, comme le disait le Maire, le Directeur de cette entreprise ne sait pas lire la recommandation gouvernementale, à sa-

voir que lorsqu'on diminue de 40 à 39 heures (applaudissements), il veut diminuer un certain nombre d'acquis antérieurs. Alors vous pensez bien que, si ces choses se passaient, on aurait, nous tous, l'impression d'avoir été floués.

Vous avez raison

Alors vous vous battez, vous avez tout à fait raison. Et, je vous le dis comme je le pense, et ça sera ma conclusion, dans une ville aux luttes ouvrières bien connues, dans une ville qui a recueilli, à la fin de la guerre les rescapés du Groupe résistant «Mauchan», dans une ville enrichie des sensibilités si diverses de travailleurs venus de tous pays, du Portugal, des Républiques Africaines, de l'Italie, de la Turquie, de l'Afrique du Nord, dans une ville où le grand intellectuel révolutionnaire DIDEROT, au 18^e siècle, s'est servi de la papeterie, aujourd'hui l'entreprise Hutchinson, pour décrire dans sa grande encyclopédie ce que c'était la machine industrielle, et bien, dans cette ville, restez avec des rêves suffisamment grands pour ne pas les perdre, en les poursuivant. Et nous gagnerons ensemble : le Gouvernement de la République et vous. (applaudissements) ».



Annexe n°7 : Courrier adressé par les sections du Montargois aux responsables associatifs et syndicaux et aux élus de gauche en vue de l'élection législative de juin 2017 (septembre 2016)

INVITATION



Parce qu'en 2017 un projet de gauche, alternatif à l'austérité, est nécessaire et urgent, rassemblons-nous et débattons d'un autre avenir pour la France et ses habitants.

Rendez-vous

JEUDI 6

OCTOBRE -18H

À LA MAISON DES ARTS

PLACE JEAN-JAURÈS / CHALETTE

Aux responsables associatifs et syndicaux,
aux élu-e-s de gauche

Cher-e-s ami-e-s,

Citoyennes et citoyens de gauche, organisés ou non, nous voulons que les élections présidentielle et législatives de 2017 soient utiles pour ouvrir dans notre pays et dans le Gâtinais une perspective politique de progrès humain, démocratique, social et écologique.

Après cinq ans de gouvernements se réclamant de la gauche tout en poursuivant les politiques néolibérales et autoritaires de la droite, l'écœurement et la colère risquent de se traduire par une abstention record de l'électorat populaire et la victoire d'une droite radicalisée flanquée d'une extrême droite plus menaçante que jamais.

Nous ne voulons pas de ce scénario d'épouvante qui aboutirait à un très dangereux face-à-face entre néolibéralisme et néofascisme, confortant la supercherie qui vise à faire passer celui-ci pour la seule alternative envisageable au « système » qui ravage nos sociétés.

Au vu des risques bien réels d'une catastrophe politique aux conséquences incalculables, nous en appelons à l'esprit de responsabilité et d'audace de toutes les forces de la gauche de transformation sociale et écologiste. Elles sont diverses, à l'image du peuple qu'il s'agit de rassembler comme des combats dont elles sont héritières : communistes, socialistes, écologistes, féministes, antiracistes, pacifistes, altermondialistes, etc.



Mais elles ont tellement en commun, comme l'ont montré l'adoption du programme « L'Humain d'abord » il y a cinq ans, les luttes que nous avons menées ensemble et l'intérêt soulevé en Europe par des expériences novatrices comme celles de Syriza et Podemos, qu'il serait inacceptable qu'elles ne réussissent pas à se rassembler aujourd'hui pour mener ensemble le combat difficile qui s'annonce.

PRENEZ PART !

Dans cet esprit, nous décidons de nous engager dans la campagne de la présidentielle et des législatives de 2017. Les jeux ne sont pas faits.

Les mobilisations contre la loi El Khomri tout comme celles pour le maintien de la ligne SNCF Paris-Nevers et la gratuité des transports pour les étudiants, mais encore contre la déchéance de nationalité, et Nuit debout, pour ne prendre que ces exemples, ont montré que, dans l'autonomie

de leurs mouvements et dans leurs diversités, les exigences de justice sociale et écologiste, d'égalité, de démocratie sont toujours bien vivantes. Elles doivent pouvoir trouver une expression politique en 2017.

Il est donc urgent, aujourd'hui, de constituer une nouvelle proposition politique, un programme et des candidatures à la présidentielle et aux législatives en rupture avec l'ordre productiviste et néolibéral, permettant un très large rassemblement de forces de gauche et de personnalités associatives et syndicales.

Nous refusons de laisser une nouvelle fois le piège de l'élection présidentielle et les débats sur une candidature ruiner tout espoir avec la vaine recherche d'une femme ou d'un homme providentiel. Une candidature de large rassemblement est possible et peut résulter d'une construction collective impliquant directement, au-delà des forces concernées, les citoyen(ne)s.

Partant de ce constat et à moins d'un an de l'échéance, il est indispensable que soit constitué dans notre territoire, avec toutes les parties concernées, un lieu d'échange et de coordination qui rendra compte de notre diversité politique et sera ouvert aux acteurs associatifs, syndicaux et politiques, qui manifestera notre ambition commune et donnera à nos campagnes présidentielle et législatives la plus grande efficacité.

C'EST DANS CETTE PERSPECTIVE, AMBITIEUSE MAIS RÉALISABLE, QUE NOUS VOUS INVITONS À PRENDRE PART AU LANCEMENT D'UN COLLECTIF LOCAL, POPULAIRE ET CITOYEN LE JEUDI 6 OCTOBRE, À 18 HEURES, À LA MAISON DES ARTS DE CHALETTE

Ce sera également l'occasion de débattre de la déclinaison de cette alternative au niveau du Gâtinais, en insistant tout particulièrement sur :

- le maintien et le développement de l'emploi,
- la lutte pour un système de santé local qui réponde aux besoins,
- le désenclavement du territoire sur le plan des transports,
- l'action en faveur d'une offre de formation pour la jeunesse.

Fraternellement.

Les sections PCF du Montargois.

Annexe n°8 : Tract sur l'Europe de la section d'Amilly-Chalette (juillet 2016)



Une autre Europe est possible

Sortir du piège : le faux dilemme entre euro-libéralisme et national-libéralisme

La campagne du référendum sur le Brexit a tourné autour d'une fallacieuse alternative. Seules deux options ont été présentées au peuple britannique par les médias dominants : soit la poursuite de l'euro-libéralisme, soit la marche vers le national-libéralisme.

D'un côté, le renforcement du processus d'intégration néo-libérale et austéritaire. De l'autre, la dislocation de l'Union européenne sur fond de rivalités nationalistes et de xénophobie.

Nous rejetons ce faux choix laissé aux peuples européens. Nous refusons de tomber de Charybde en Scylla.

Contre l'Europe de la finance et de l'austérité

La contre-offensive néolibérale a déjà commencé. Les gouvernements allemand et français mettent en avant leur plan de « consolidation » de l'UE : une Europe en cercles concentriques avec un noyau dur, la zone euro soumise à l'emprise prédatrice de la finance.

La question sociale est évacuée, la question démocratique mise de côté. C'est la fuite en avant vers une Europe encore plus austéritaire, dépolitisée dans son fonctionnement, bureaucratique et technocratique, niant la souveraineté populaire.

Luttons à la fois contre cette Europe du grand capital et contre la tentation du repli nationaliste portée par l'extrême-droite, dominée par des arguments sécuritaires et racistes.



Pour une refondation progressiste de l'Europe

Sortons par le haut de ce faux dilemme. Nous proposons de refonder l'Europe sur les valeurs de la démocratie, de la liberté, de l'égalité et de la solidarité.

Cette refondation ne doit pas rester au stade de slogan. Concrètement, elle reposera sur trois axes essentiels :



- Une Europe du développement partagé

Cela implique, pour stopper l'austérité, de rompre avec le Pacte budgétaire et de lancer une conférence européenne sur la dette. Un plan d'investissements et de dépenses massif, financé par la BCE, au service du développement humain, social et environnemental sera mis en œuvre

- Une union de peuples et de nations libres, souverains et associés

Une construction à géométrie choisie doit laisser la liberté aux peuples souverains de définir démocratiquement les domaines qui relèvent de la souveraineté nationale et ceux qui seraient plus efficacement traités s'ils étaient partagés.

- Une Europe actrice sur la scène mondiale pour la paix, la justice et la sécurité

Cela suppose de rompre avec l'OTAN, moteur des logiques de guerre. C'est aussi l'ambition d'un développement partagé qui doit fonder notre politique de voisinage, notamment à l'Est et autour de la Méditerranée. Les négociations des traités de libre-échange, en particulier du grand marché transatlantique (TAFTA), sources d'appauvrissement généralisé au service du capital transnational, doivent être arrêtées.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom: _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Email: _____ Tél. : _____

**Annexe n°9 : Tract annonçant un pique-nique pour la commémoration des 80 ans
du Front populaire (juin 2016)**



**Dimanche 5 juin, à partir de 12h30,
à l'issue de son congrès le PCF, avec
le Mouvement des jeunes communistes de France
vous invitent à participer à un pique-nique citoyen
à l'occasion des 80 ans du Front Populaire**

Le Front populaire a donné ses couleurs à la France et sa grandeur à la gauche. Dans l'ébullition contre le fascisme, pour la conquête des droits sociaux et de la dignité ouvrière, la gauche a su trouver son chemin d'unité. C'est la France populaire des avancées sociales et culturelles, la France du travail et de la création unie dans le combat de la liberté conquise, de l'égalité acquise, de la fraternité et de la solidarité. C'est cette France qu'on aime, rebelle, politique, poétique, audacieuse qui résonne aujourd'hui dans le combat contre la loi El Khomri.

***Alors venez avec votre panier, vos salades,
vos gâteaux, votre verre de vin. On prépare
les tables ! Ambiance musicale, festive assurée,
pour passer simplement un dimanche
après-midi en famille, en chansons, en lutte...***



En partenariat avec :
Des lendemains qui chantent/Zebroek,
la Fondation Gabriel Péri, L'Humanité, l'ANECR,
les groupes Parlementaires à l'Assemblée
nationale (GDR) et au Sénat (CRC)

Annexe n°10 : Tract de la section de Dieppe et de son agglomération contre la fermeture du Carrefour Contact de Neuville-les-Dieppe (2018)



Non à la fermeture de Carrefour contact !

Le Carrefour contact de Neuville-les-Dieppe ne doit pas fermer !

Nous venons d'apprendre, par la presse, qu'Alexandre Bompard, PDG du groupe Carrefour, prévoit de **supprimer 4500 emplois et de fermer 273 magasins** en France. Celui de Neuville-Lès-Dieppe est dans la liste.

En quelques chiffres, le groupe Carrefour c'est **1 milliards d'euros de bénéfices** net en 2017 et **400 millions d'euros perçu grâce au CICE**. Entre 2013 et 2015, c'est **1,2 milliards d'euros d'aide publiques** que le groupe a reçu.

Rappelons que le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est une aide publique pour innover et créer de l'emploi, pas pour en supprimer !

Nous nous interrogeons sur le nombre réel d'emplois créés grâce au CICE dont a pu bénéficier le groupe Carrefour.

Les communistes s'opposent fermement à cette décision de M. Bompard. Il est inacceptable de supprimer un commerce de proximité, au cœur d'un quartier qui vient d'être rénové. Les habitants tiennent à ce magasin. Le quartier, les citoyens et les salariés ne doivent pas subir la logique purement comptable du groupe. C'est encore plus inacceptable quand on voit le chiffre d'affaire que le magasin réalise et qui n'a cessé de croître.

Neuville est un quartier de plus de 5.000 habitants. Depuis cette annonce, nous voyons de nombreux commentaires, nous entendons l'inquiétude des citoyens.

Le commerce de proximité répond aux attentes de chacun. La fermeture du magasin mettrait les familles des salariées en plus grande précarité.

Les militants communistes se joignent aux élus locaux pour s'opposer à cette fermeture.

En bref,
le groupe Carrefour c'est :

- **1 milliards d'€ de BÉNÉFICES** net en 2017
- **400 millions d'euros perçu grâce au CICE**
(CICE : exonération d'impôt pour les grands patrons)
- **1,2 milliards d'€ d'aide publiques** (entre 2013 et 2015)

en contrepartie
Carrefour prévoit de :

- **supprimer 4500 emplois**
- **de fermer 273 magasins**



DIEPPE ET SON AGGLO
Section du Parti Communiste Français  **PCF**
Parti communiste français

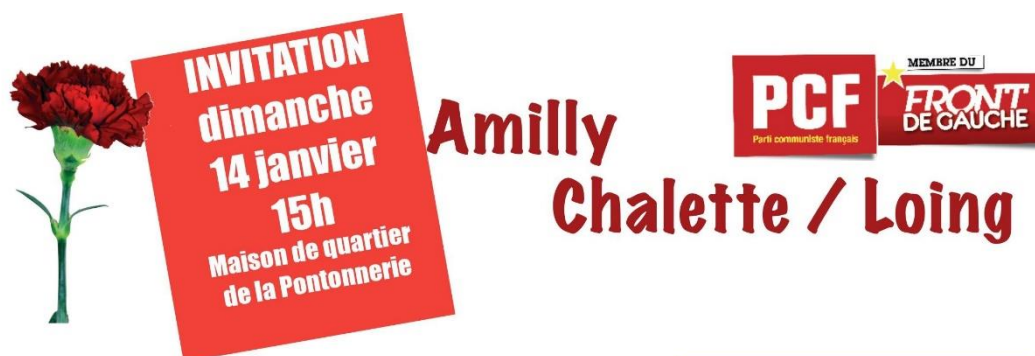
27 rue des Maillots, BP 24 76201 Dieppe - Tel. 02 35 84 10 77 ou 06 79 81 66 80

mail : pcfdieppe@wanadoo.fr

 [PcfDieppe](https://www.facebook.com/PcfDieppe)

 [@PcfDieppe](https://twitter.com/PcfDieppe)

Annexe n°11 : Invitation à la galette de la section d'Amilly-Chalette (janvier 2018)



Cher-e-s ami-e-s et camarades,

En cette nouvelle année, nous vous présentons nos souhaits de bonheur, de santé et de paix, accompagnés de vœux combatifs et fraternels. En effet, il est plus que jamais nécessaire de faire converger la riposte à Emmanuel Macron et les réponses alternatives à sa politique au service du capital qui fait tant de dégâts humains.

Nous le savons maintenant ; E. Macron mène une politique de droite, au profit des privilégiés et au détriment des classes moyennes et populaires (loi travail, suppression de l'ISF, hausse de la CSG, suppression des emplois aidés, baisse des APL...).

Nous sommes à la croisée des chemins. Le mécontentement contre cette politique est fort mais les divisions et la bataille idéologique pèsent dans la capacité à se mobiliser et à penser un autre monde. L'utilité première des communistes, c'est d'agir pour montrer les contradictions du projet politique, rassembler, inventer et construire collectivement les réponses audacieuses répondant aux besoins sociaux, démocratiques, environnementaux d'aujourd'hui.

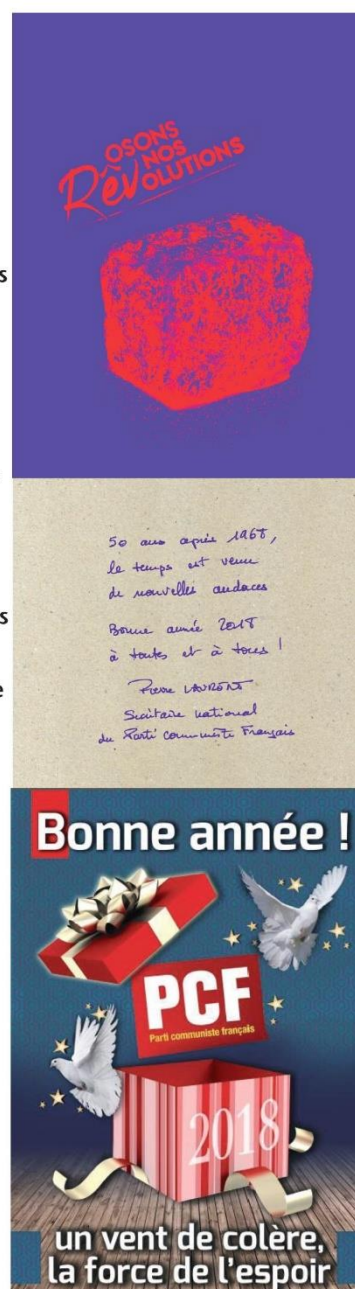
Dans notre circonscription, l'élection de Jean-Pierre Door lors des législatives de juin dernier venant d'être annulée, une nouvelle élection va avoir lieu très rapidement. J.-P. Door, c'est le soutien à la ligne Wauquiez d'une droite ultralibérale et flirtant avec le FN.

Seul un large rassemblement populaire et citoyen autour d'une candidature unitaire, portée par les forces de la gauche antilibérale et écologiste, ancrée dans les luttes, sur un projet de rupture avec le libéralisme et les politiques d'austérité, est de nature à faire barrage aux candidat-e-s qui représenteront les forces libérales, ainsi qu'à l'extrême droite.

Pour nous retrouver dans un cadre convivial et débattre de ces sujets, nous vous invitons à partager dimanche 14 janvier, à 15 heures, à la Maison de quartier de la Pontonnerie, la galette du Parti communiste.

À bientôt. Fraternellement.

Le bureau de la section de Chalette / Amilly



Annexe n°12 : L'ancien et le nouveau logo du PCF

Logo jusqu'en novembre 2018



Logo depuis novembre 2018



Annexe n°13 : Affiche annonçant le meeting à Montargis de Claude Billard (1980)



Annexe n°14 : Visuel sur les réseaux annonçant la venue dans le Montargois du sénateur communiste Fabien Gay (mars 2021)

JOURNÉE SUR LE TERRAIN DANS LE LOIRET

avec Fabien Gay (sénateur PCF, membre de la commission des affaires économiques et porte parole du groupe communiste)

LUNDI 8 MARS

Montargis

11h - Rencontre avec les salarié.e.s de SANOFI Amilly

12h30 - Rencontre avec Femmes Solidaires Montargis

Orléans

15h - Manifestation à l'appel de l'intersyndicale pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes place de Gaulle à Orléans

16h - Table ronde sur la précarité étudiante avec le Secours Populaire 45, l'UNEF et l'UEC

SYLVIE DUBOIS
CHIFFRE D'ORDRE CENTRE
 1001 PCF - VAL DE LOIRE

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Annexe n°15 : Tract de la quatrième circonscription du Loiret pour l'élection législative de juin 2012

Élections législatives 10 et 17 juin 2012 - IV^e circonscription du Loiret

**FRONT
DE GAUCHE**

Prenez le pouvoir pour un vrai changement !

Le 6 mai, Nicolas Sarkozy a été battu grâce à l'excellent score réalisé le 22 avril par le Front de Gauche, par l'extraordinaire dynamisme de notre campagne et notre lutte sans concession contre les idées du Front National. Nous avons enfin réussi à ouvrir la brèche que nous espérions tous pour que cesse la casse de nos vies, de nos acquis sociaux et de la fraternité de notre peuple.

Mais ce n'est que la première étape, le plus important reste à faire : élire des députés qui voteront les lois indispensables au vrai changement.

En Gâtinais, nous avons la possibilité historique de mettre fin au règne sans partage de la droite, désavouée au 1er tour de l'élection présidentielle avec la perte de 10 000 voix !

Je suis le seul à me battre depuis 10 ans contre tous les mauvais coups de Door et de l'UMP, j'ai été à vos côtés dans tous les combats. Et à Chalette, j'anime le rassemblement de la gauche pour faire vivre concrètement les valeurs de solidarité, de partage, de vivre-ensemble, de lutte pour les droits humains.



Franck Demaumont, candidat

« Conseiller général et maire de Chalette-sur-Loing, j'agis au quotidien pour promouvoir des droits nouveaux et défendre tous les habitants. Je suis le seul à pouvoir battre Jean-Pierre DOOR dans notre circonscription ! »

et Guyline Piquet, suppléante

« Institutrice, élue d'opposition à Montargis, Jean-Pierre DOOR me trouve toujours sur sa route pour lutter contre les mauvais coups qu'il fait subir aux habitants de Montargis ! »

Vous pouvez compter sur moi pour aller au bout de mes engagements.

Alors, les 10 et 17 juin, choisissez un député qui changera vraiment votre vie, portera nos aspirations et nos combats communs, résistera et proposera les vraies solutions contre l'austérité à vie : reprendre le pouvoir sur la finance, stopper les délocalisations, redonner immédiatement du pouvoir d'achat, de l'emploi, de la croissance pour sortir de la crise. Ce projet, c'est celui du Front de Gauche que j'ai décliné en actions concrètes pour notre territoire.

Dès le premier tour le 10 juin 2012, ne lâchez rien ! En votant pour moi, votez utile pour changer nos vies !

Franck Demaumont



Annexe n°16 : Texte de présentation de la Maison commune « Anne Quatresault »,

2007

La Maison Commune « Anne Quatresault »

Cette Maison Commune, mise à la disposition du mouvement social par les élus communistes et républicains de Chalette devra répondre à la volonté exprimée à plusieurs reprises de créer un espace ouvert à tous ceux qui :

- s'opposent au libéralisme
- luttent contre les idées d'extrême droite
- défendent les valeurs républicaines de solidarité, de laïcité, d'antiracisme
- luttent contre les inégalités, les exclusions, la misère, contre toutes les ségrégations
- agissent pour la coopération entre les peuples, la culture de paix
- s'engagent pour un autre mode de développement respectueux des Hommes et de la planète.

Cette Maison commune devra associer toutes celles et tous ceux qui souhaitent, à titre individuel ou collectif, contribuer à la recherche de réponses politiques et sociales aux travers de débats et d'initiatives.

Il s'agit avec cette Maison Commune de permettre le rassemblement des citoyens et des associations progressistes autour d'actions politiques, culturelles à travers d'expositions, des débats.

Cette maison sera un lieu d'échanges et de confrontation des idées.

Outre les objectifs propres de la Maison Commune, cet espace sera aussi le lieu d'animation des communistes du Canton de Chalette ce qui n'exclue pas l'hébergement d'autres organisations progressistes qui répondent à l'esprit de ce local

Annexe n°17 : Texte fondateur de la Maison commune « Anne Quatresault », 2007



La Maison Commune en quelques mots

- La Maison Commune sera un des chaînons indispensables à la construction de la contestation au libéralisme et un lieu de construction d'une alternative politique et sociale
- Contre tous les dégâts sociaux et culturels, la Maison Commune sera un lieu où la solidarité trouvera toute son expression et où la Culture sera constitutive à l'émancipation humaine.
- Comme nous avons pu et su le faire lors du référendum contre le projet de Constitution Européenne, la Maison Commune sera un lieu au service du rassemblement et du débat.
- Elle est l'expression de notre volonté de rassembler toutes les forces sociales et politiques, toutes les forces associatives mais aussi, toutes les énergies, qui souhaitent bousculer les résistances et proposer une autre perspective.
- La Maison Commune, qui est aussi la vôtre, appartient à toutes celles et à tous ceux qui ne se résignent pas à la division, qui ne renoncent pas à vouloir se rassembler.
- La Maison Commune, sera un lieu de rendez-vous pour celles et ceux qui veulent agir, comme un lieu d'apprentissage de la complexité du monde et des idées, un lieu de création et d'étonnement.
- La Maison Commune sera aussi un espace de convivialité.
- S'appuyant sur un socle de valeurs, (les valeurs républicaines de solidarité, de laïcité, d'antiracisme), la Maison Commune sera aussi un lieu de ressource et d'éducation populaire au sens que l'Université Populaire entend cette expression.

Je souhaite participer à la vie de la « Maison Commune Anne Quatresault » ☐

Je souhaite recevoir la lettre de la « Maison Commune Anne Quatresault » ☐

Nom :

Prénom :

Adresse

Adresse internet

Annexe n°18 : Lettre ouverte du candidat communiste aux élus municipaux et aux citoyens du Gâtinais – élection législative dans la quatrième circonscription du Loiret (mai 2017)

Élections législatives 11 et 18 juin 2017 - IV^e circonscription du Loiret

Franck DEMAUMONT

Candidat soutenu par le PCF
et les Insoumis du Montargois



Lettre ouverte aux élus municipaux et aux Citoyens du Gâtinais

Le vote DEMAUMONT, un vote d'avenir pour le Gâtinais !

Notre territoire, le Gâtinais, souffre depuis trop longtemps de graves difficultés affectant le quotidien de sa population : chômage et précarité, disparition des services publics, désertification médicale, lacune dans les transports...

Déjà insupportables, ces maux risquent de s'aggraver dans les mois à venir avec les résultats pratiques de la loi portant la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). La fracture territoriale va se renforcer entre, d'un côté, des métropoles concentrant toutes les richesses et aspirant les dotations et subventions publiques et, de l'autre, des déserts périurbains et ruraux cumulant tous les problèmes.

Dans notre département, ce schéma se dessine, après la marche forcée vers la métropole engagée contre les communes de l'Orléanais, laissant présager une dégradation de la situation de notre territoire. Quant au député sortant J.-P. Door, il n'y apporte comme réponse que le projet arbitraire de « Grand Gâtinais », monstre technocratique et hypercentralisateur : 96 communes et 130 000 habitants regroupés de manière autoritaire sous sa coupe.

De manière générale, **avec la loi NOTRe c'est un véritable rouleau compresseur antidémocratique** qui écrase notre territoire. C'est une véritable remise en cause de notre édifice républicain, né sous la Révolution française et creuset de notre démocratie contemporaine : disparition à terme des communes, noyées par des adhésions forcées dans des entités à taille inhumaine et devenant des coquilles vides, sans compétence significative et sans ressources propres ; suppression des départements, programmée à l'horizon 2020.

Je refuse ce détricotage de la démocratie locale qui transforme les élus locaux en simples exécutants et éloigne les citoyens des lieux de décisions. Tout comme **je refuse la mise en concurrence violente et généralisée des territoires, des populations et des travailleurs** pour satisfaire les appétits des marchés financiers. La métropole égoïste écrase la France périurbaine et rurale, brise les services publics, laissant sur le côté de la route des millions de personnes. Les logiques de compétition et de domination entre les territoires et leurs habitants ne peuvent devenir un horizon serein, tout comme est inacceptable la liquidation des communes et départements, derniers boucliers sociaux face à la crise.

Comme des milliers d'entre vous, j'aspire à une République moderne, mettant un terme au projet d'une France des territoires à plusieurs vitesses. Une grande refondation démocratique est nécessaire et possible afin de combattre les inégalités spatiales et répondre concrètement aux préoccupations sociales, démocratiques et écologiques de la population. Dans une 6^{ème} République poursuivant l'intérêt général et favorisant l'implication citoyenne, l'État doit retrouver son rôle de garant de l'égalité républicaine de nos territoires et assurer la continuité spatiale des grands services publics nationaux et décentralisés (santé, éducation, transport...).

L'ossature de la République doit être réaffirmée : la commune doit être confortée comme niveau essentiel de la vie démocratique ; le département doit véritablement devenir le moteur de l'égalité républicaine, notamment par le développement de ses missions sociales ; la région doit se fixer l'ambition de contribuer à un nouveau mode de développement économique, agricole et urbain au service de l'humain et de la protection de la planète.

À cette refondation démocratique s'ajoute **la nécessité d'une grande réforme fiscale** pour donner aux collectivités locales les moyens financiers de remplir leurs missions. Il s'agit de rompre définitivement avec l'austérité en revalorisant les dotations de l'État. Il s'agit aussi d'une réforme juste et ambitieuse, prévoyant la révision des bases de la taxe d'habitation fondée sur les revenus, le rétablissement d'un impôt économique lié au territoire et une taxation des actifs financiers des entreprises répartie équitablement.

Animé par la force du peuple, je défendrai à l'Assemblée nationale une République moderne, promotrice de l'égalité républicaine et protectrice des citoyens et des travailleurs.

Nous aurons l'occasion d'échanger sur toutes ces questions au cours d'une réunion publique organisée le mardi 6 juin à 18 heures à Château-Renard.

Franck DEMAUMONT
Maire de Chalette-sur-Loing

Annexe n°19 : Programme de la dixième édition du festival du livre engagé

Autrement Autres Mots (novembre – décembre 2018)

« Autrement, autres mots », festival du livre alternatif et engagé, fête ses 10 ans !

Oui, ça fait 10 ans maintenant, depuis notre première édition en 2009, que nous vous proposons ce rendez-vous annuel pour partager le plaisir de la lecture dans un espace de convivialité, de rencontres et de débats ouvert à tous. Un temps pour explorer un large éventail de livres qui invitent à penser, à faire et à vivre autrement. Une occasion d'offrir ou de souffrir de beaux livres, utiles ou festifs, pour tous les âges. Des livres qui forgent le sens critique, suscitent des solidarités, ouvrent des horizons pour imaginer les possibles d'un autre monde. Toutes les associations qui se réunissent depuis 10 ans pour faire vivre ce festival partagent, par leurs engagements et leurs actions quotidiennes, cette perspective qu'un autre monde est possible.

Stands animés par des associations locales

ACAT	Equilibre Monnaie-Terre
ACO	Femmes solidaires
Agir pour la Palestine	Groupe Gaston Couté
AMAPP du Gâtinais	Ibuka
Amis du Monde diplomatique	Loiret sans OGM
Amis de l'Humanité	MRAP
Amnesty International	Partage
ATTAC	Sortir du nucléaire
Collectif Immigrés du Montargois	Utopia
Comité BDS	
CCFD	

Librairies : Quilombo, Publico

Radio C2L Samedi matin

S&LH, calligraphie arabe et latine, dédicacera dimanche son dernier livre : « Jardin du Savoir »

ESPACE ENFANTS samedi et dimanche de 14h30 à 18h30

Buvette restauration bio-équitable Dimanche sangria et tapas

Le festival est organisé par l'association « autrement, autres mots », créée par un réseau d'associations locales : ACAT, Les Amis du Monde diplomatique, Les Amis de l'Humanité, Amnesty International, Collectif Immigrés du Montargois, Groupe Gaston Couté et le MRAP.

Contact : autrement.autresmots@laposte.fr
Facebook : livresautrement-festival
Zinc : @festival_livres

Avec le soutien de la Ville de Chalette-sur-Loing et de la Région Centre-Val de Loire

Chalette sur-Loing
 Centre-Val de Loire

Festival du livre

Les 10 ans

autrement AUTRES MOTS!

ENTRÉE libre et gratuite

Centre culturel Le Hangar
 5, rue de la Forêt - Chalette-sur-Loing

VENREDI 30/11

« Fralib » 20h :

La fête commence le vendredi soir ! Film et débat avec un ex-Fralib

C'est l'histoire de l'usine Fralib de Gémenos, dans les Bouches-du-Rhône, qui a basculé en 2010, lorsque Unilever, alors propriétaire des lieux, décide de délocaliser la production locale de thé et d'infusions.

14h30-15h30 :

Florence PRUDHOMME et Michelle MULLER pour Les Cahiers de mémoire, Kigali, 2014. Florence Prudhomme, philosophe, journaliste et écrivaine, et Michelle Muller, réalisatrice, accompagnent depuis quinze ans des veuves rescapées du génocide des Tutsi au Rwanda, et ont créé la Maison de quartier « Rwanda avenir » à Kigali où les femmes accueillies ont écrit leurs récits.

16h-17h : Dominique VIDAL, historien et journaliste, pour son livre : Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron. Réagissant à la déclaration de Macron que l'antisémitisme « est la forme réinventée de l'antisémitisme », ce livre pointe l'erreur historique et la faute politique commises par le chef de l'Etat. Il entend le démontrer sur un mode non polémique et pédagogique, en traitant successivement de l'histoire du sionisme, de la diversité de l'antisémitisme, de l'antisémitisme hier et aujourd'hui, enfin de la politique proche-orientale de la France.

EXPOSITIONS :

« Mai 68 » dans le Montargois et à Hutchinson.

11h30 : inauguration du festival

17h30-18h30 Jean-Christophe NÈGRE pour sa BD La Rouge et la Noire, 3 tomes d'humour noir et d'ironie pour moquer les petits et grands travers des hommes. Apparus il y a des millions d'années, les insectes ont colonisé tous les continents. Une réussite qu'ils doivent bien sûr à leur formidable capacité d'adaptation, mais aussi à leur sale caractère, leur lâcheté, leur corruption, leur mauvaise foi, leur arrogance, leur cruauté, et leur sournoiserie, qualités qu'ils partagent avec l'autre remarquable réussite de l'évolution des espèces : l'homme.

19h45-20h45 : Mai 68 dans le montargois documentaire d'Alexis CHRISTODOULOU et Stéphane KEDHIRI suivi d'un débat

21h : Concert festif « A Night in Gâtinais » Quintet

dimanche 2/12

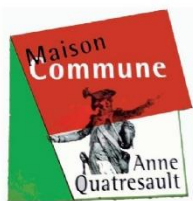
11h-12h30 lecture publique : Les briques rouges de Quentin RAVELLI, accompagnée du guitariste André NOBILE

14h30-15h30 : Quentin RAVELLI, sociologue et écrivain, pour son livre : Les briques rouges. Des carrières d'argile abandonnées aux crédits immobiliers impayés, la brique espagnole incarne le triomphe puis la faillite économique du pays. Usines qui ferment la moitié de l'année, ville-fantôme curieusement habitée, luttes populaires contre les expropriations orchestrées par les banques : suivre le parcours d'une marchandise permet de donner un visage à la crise.

16h-17h : Chantal MONTELLIER pour ses livres 68' art, dix nouvelles, 32 affiches détournées ou contournées de Mai 68, et Les vies et les morts de Cléo Stimer, portrait d'une femme au cours des années 1970 jusqu'à sa mort, roman inspiré de sa propre vie. Femme engagée, rebelle, féministe, rêveuse aussi. Une des rares auteurs de bandes dessinées à avoir affirmé son engagement politique et féministe, elle fonde le prix Artémisia qui récompense la BD féminine.

17h30-18h30 : Stéphane AUCANTE pour son livre Naplouse, Palestine - Portraits d'une occupation présente 21 personnes croisées au XXIème siècle en Cisjordanie, dans ou près d'une ville cernée de montagnes et de colonies. Des chroniques pour comprendre ou essayer de comprendre : vivre trois ans à Naplouse, c'est réellement vivre ailleurs... Alors, 21 visages comme autant de repères, de points d'ancrage dans une ville, un territoire, un monde bouillonnant, bruyants, sinieux, insaisissables : le monde arabo-musulman.

et 10 ans du festival en photos !



Adresse aux gilets jaunes

Depuis plusieurs semaines, **vous luttez courageusement** contre l'injustice fiscale, pour l'augmentation du pouvoir d'achat et l'instauration d'une démocratie citoyenne.

Nous partageons vos revendications et affirmons, comme vous :

- qu'il est nécessaire d'**augmenter les salaires, les pensions de retraites et les minima sociaux** ;
- qu'il faut que **les GROS payent GROS et les petits payent petit**, à commencer par le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF) et la lutte contre l'évasion fiscale ;
- que **la Vème République est à bout de souffle** : les citoyens doivent conquérir de nouveaux pouvoirs de l'entreprise à la République, jusqu'à l'Union européenne ;
- que nous avons besoin de **services publics** de qualité accessibles à tous ;
- qu'**une écologie populaire** est indispensable : taxons le kérosène et les compagnies pétrolières plutôt que le carburant des véhicules.

Nous sommes des vôtres. Beaucoup d'entre nous ont enfilé spontanément un gilet jaune et se sont joints aux rassemblements sur les ronds-points de l'agglomération.

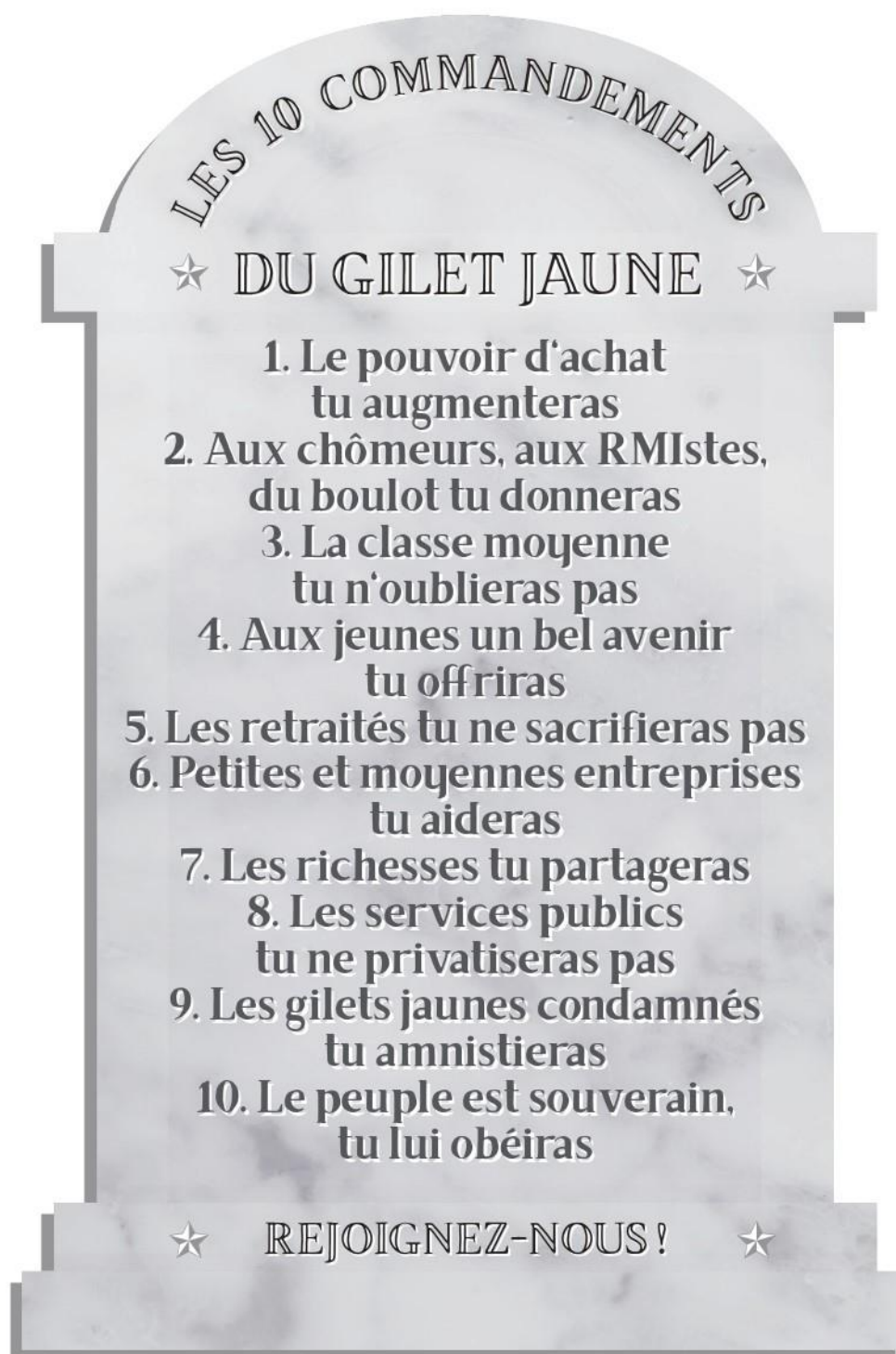
Nous sommes convaincus que contre ce président des ultra-riches **nous ne pourrons gagner que rassemblés**. Et vous avez commencé à travailler dans cette perspective, au vu du soutien populaire dont le mouvement bénéficie.

C'est en ce sens que **nous vous invitons à la Maison commune pour prolonger le débat**. La Maison commune se situe au 61 rue Aristide Briand. Elle est le siège de plusieurs organisations : l'association Autrement Autres Mots (qui organise chaque année le festival du livre engagé), Radio Avalanche de Folies, le PCF d'Amilly-Chalette.

Par dessus-tout, **la Maison commune est un espace de discussion et de rassemblement**. Elle s'est dotée d'un Manifeste qui se fixe des objectifs concrets, mais ambitieux : résister au capitalisme, système qui écrase l'humain et détruit la planète ; trouver des voies pour le dépasser, à travers la prise de conscience populaire et l'action des citoyens.

C'est dans cet esprit de fraternité que nous vous invitons à **faire cause commune**. C'est aussi dans la perspective d'une victoire face au pouvoir macroniste que nous vous adressons cet appel.

Rendez-vous à la Maison commune (61, rue Aristide Briand – Chalette). Permanence quotidienne de 16 h à 19 h.



Annexe n°22 : Invitation à l'exposition de photographies « Hommage à la classe ouvrière » de Michel Zoladz à la Maison commune (mars – avril 2007)



**Maison
Commune**

Exposition de photographies : « Hommage à la classe ouvrière »
de Michel Zoladz.

EXPO PHOTO

**« HOMMAGE
A LA CLASSE OUVRIERE »**

OUVERTE DE 10H A 12H

**TOUS LES SAMEDI
D'AVRIL (7 , 14 , 21 ,28)**

ENTREE LIBRE

Annexe n°23 : Invitation à une rencontre-débat avec Henri Alleg et Ernest Pignon-Ernest à la Maison commune (septembre 2008)

L'association des élus
Communistes et Républicains
de la Ville de Chalette-sur-Loing

La Maison Commune

et leurs amis

Chalette-sur-Loing,
le 27 août 2008,

Dans le cadre des activités culturelles de la **Maison Commune**, nous sommes heureux et honorés de vous proposer **Samedi 6 septembre à 17H 30** à la Maison des Arts une rencontre débat avec un témoin de la guerre d'Algérie Henri Alleg, (Journaliste franco-algérien) auteur du livre « *La question* » et le plasticien Ernest Pignon-Ernest. Celle-ci sera animée par Charles Silvestre (journaliste, responsable des amis de l'Huma)

Cette rencontre débat « Henri Alleg, actualité de la Question » sera l'occasion, cinquante ans après la publication du livre, interdit pendant de nombreuses années par le gouvernement français, de revenir sur la guerre d'Algérie.

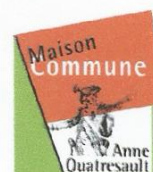
Henri Alleg, né à Londres en 1921, est arrivé en Algérie fin 1939. Résistant antivichiste, il milite dans la jeunesse communiste algérienne. Pour mieux comprendre le contexte de son arrestation en 1957 et les enjeux de l'écriture de ce livre choc contre la torture en Algérie, nous parcourons sa vie militant anticolonialiste à travers ses responsabilités de rédacteur en chef de la « Jeune Algérie » en 1941 puis de directeur d'« Alger républicain » en 1950.

Cette rencontre, sous le regard du plasticien Ernest Pignon-Ernest, sera également un moment privilégié pour aborder la mémoire de Maurice Audin, militant communiste, ami d'Henri Alleg, arrêté et torturé à mort par l'armée française.

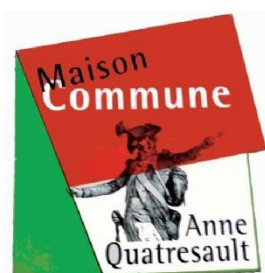
Ernest Pignon-Ernest, né à Nice, travaille à Paris depuis 1973. À travers ses dessins collés dans la ville d'Alger il a mené son « parcours mémoire Maurice Audin » en 2003. Il explique : « Dans sa singularité tragique, Maurice Audin incarne une exigence de vérité. Martyrisé, disparu, victime d'un crime toujours non reconnu, non avoué, il nous dit que l'on n'en a toujours pas fini avec « ça ». (...) j'ai mis un peu de gravité. Dans un premier temps, j'ai tenté par un signe de symboliser la torture puis je l'ai effacé. J'ai eu le sentiment qu'il fallait mieux suggérer ce potentiel de vie et de jeunesse, de confiance. (...) On m'a dit que cette image rappelait celle de Rimbaud, que j'avais faite dans les années soixante-dix, ça n'est pas un hasard... » (l'Humanité du 19 mai 2003).

Cette rencontre exceptionnelle, sera à n'en pas douter un moment d'émotion et un questionnement sur l'Histoire.

61 rue Aristide Briand
45120 Chalette-sur-Loing
T : 02 38 98 99 65



Annexe n°24 : Invitation à la diffusion d'un film sur les Scop-Ti à la Maison commune (2017)



LA MAISON COMMUNE SOUTIENT LE COMBAT DES SCOP-TI !

Vendredi 15 décembre à partir de 19h00,
à la Maison commune, diffusion d'un film retraçant leur combat

Le week-end du 16 et 17 décembre, la Maison commune tiendra un stand à l'espace des solidarités du marché de Noël de Chalette. Ce sera l'occasion d'organiser une vente militante de thés et infusions 1336.

Notre soutien aux Scop-Ti sera également l'occasion d'une diffusion d'un film retraçant leur combat **le vendredi 15 décembre à la Maison commune à partir de 19h00**. Elle sera suivie d'un débat et d'une collation, chacun amenant de quoi manger

Avez-vous déjà rêvé d'un monde économique centré sur l'humain plutôt que sur le profit à tout prix ? D'un mode de production et de consommation respectueux de l'environnement, à l'encontre d'un capitalisme prédateur pillant les ressources naturelles des pays ?

Nul besoin de rêver. Ce monde existe déjà. La société coopérative ouvrière provençale de thés et infusions (Scop-Ti) en est la preuve vivante.

Après 1336 jours de lutte, les salariés de l'usine Fralib de Gémenos, près de Marseille, ont remporté une victoire importante sur la multinationale Unilever. Ils se sont mobilisés pour sauvegarder leur outil de production, menacé de délocalisation, et **ont gagné**.

Et même mieux encore : ils ont repris leur usine sous la forme d'une coopérative ouvrière, c'est-à-dire une entre-

prise qui appartient à ses travailleurs. Ils ont mis en place une autre façon de produire, débarrassée de la rentabilité financière court-termiste.

La gestion de la Scop-Ti est démocratique. La souveraineté des travailleurs est totale : les décisions stratégiques de l'entreprise sont prises en assemblée générale selon le principe « une personne = une voix » ; les dirigeants sont élus par les salariés.

L'égalité n'est pas un mot creux. La Scop-Ti a instauré une échelle des salaires de 1 à 1,25, alors que chez Unilever elle est de 1 à 300 !

Les produits 1336 sont des produits de qualité, composés d'arômes naturels, et non d'arômes de synthèse utilisés par les concurrents. Pour les infusions, les **circuits courts** sont privilégiés. Les Scop-Ti espèrent ainsi contribuer à la relance d'une activité de production d'herbes aromatiques et au développement de l'agriculture biologique en France.

C'est à partir de ces îlots de progrès que s'édifie la société de demain. Le dépassement du capitalisme se construit ainsi, concrètement, dans les victoires engrangées, faisant reculer le système, l'ébranlant dans ses fondations, soulevant l'espoir chez d'autres.

C'est à nous, citoyens, de faire en sorte que ces îlots deviennent archipel, puis continent, puis monde.



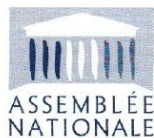
1336

Éveille les consciences
réveille les papilles



FRALIB : Après 1336 jours de lutte, SCOP Ti lance sa marque "1336", une marque de Thé & Infusion 100% naturelle & produite en France

**Annexe n°25 : Lettre du député communiste de Seine-Maritime Jean-Paul Lecoq
au Premier ministre demandant la nationalisation du groupe Lafarge – 19 octobre
2017**



Jean-Paul LECOQ

Député de Seine-Maritime

12, rue Michel Gautier

76600 LE HAVRE

Jean-paul.lecoq@assemblee-nationale.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

M. Edouard PHILIPPE

Premier Ministre

Hôtel Matignon

57 rue de Varenne

75007 PARIS

Le Havre, le 19 octobre 2017

Objet : Nationalisation du groupe Lafarge

Monsieur le Premier Ministre,

Comme vous le savez, des éléments accablants mettent en lumière les relations entre le groupe industriel Lafarge et l'organisation terroriste DAESH.

Le 9 juin dernier, une information judiciaire pour « financement d'entreprise terroriste » et « mise en danger de la vie d'autrui » a été ouverte à l'encontre du groupe Lafarge. Trois juges d'instruction désignés doivent désormais déterminer les liens entretenus par ce cimentier avec les organisations terroristes en Syrie, pour notamment pouvoir maintenir l'activité de la cimenterie de Jalabiya, dans le nord du pays, malgré la guerre civile.

Dans un communiqué fin mars 2017, le groupe a d'ailleurs reconnu avoir financé « indirectement » des groupes armés syriens pour conserver son activité dans le pays, en 2013 et 2014. Il aurait remis des fonds afin de préserver ses activités, en dépit des sanctions qui visaient ces groupes terroristes.

Par ailleurs, plusieurs dirigeants auraient reconnu que des versements auraient été effectués, jusqu'à 100.000 dollars par mois.

Rappelons par ailleurs que ce groupe industriel a bénéficié, sur la même période, de fonds publics en France, notamment dans le cadre du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, qui ont concouru à son financement et donc à ses capacités de dépenses.

Connaissant le poids économique de ce groupe, notamment en terme d'emplois dans notre pays, et ce malgré l'application d'un plan social récent qui, visiblement n'était aucunement motivé par de prétendues difficultés financières ou industrielles comme je l'ai plusieurs fois démontré, je suis inquiet quant à son avenir.

../..

Car, en application de la loi, il risque dans le cadre d'éventuelles poursuites qui semblent aujourd'hui fort probables :

- L'exclusion des marchés publics à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus.
- L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, de procéder à une offre au public de titres financiers ou de faire admettre ses titres financiers aux négociations sur un marché réglementé.
- L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus de percevoir toute aide publique attribuée par l'Etat, les collectivités territoriales, leurs établissements ou leurs groupements ainsi que toute aide financière versée par une personne privée chargée d'une mission de service public.
- La dissolution de la personne morale (article 13-39 du code pénal).

En tout état de cause, l'image de ce groupe industriel est désormais largement entachée.

Aussi, je vous demande d'envisager la nationalisation de ce groupe pour préserver l'outil industriel et ses emplois en France, ce qui ne dispenserait en rien les responsables de ces délits de répondre pénalement de leurs actes.

Cette nationalisation permettrait également de mettre un terme aux graves dérives constatées en matière de stratégie industrielle de ce groupe qui, pour répondre à des logiques de marges toujours plus fortes exigées par ses actionnaires, organise malgré son excellente santé financière et sa position dominante de numéro un mondial du ciment, des délocalisations de productions, des fermetures de sites industriels et des licenciements qui nuisent aux intérêts de notre pays.

Enfin, en terme d'exemple, puisque cette notion tient particulièrement à cœur au Président de la République et à votre gouvernement, cette nationalisation constituerait un signal fort délivré à ceux qui, au sein des « premiers de cordées », confondent la cupidité économique et financière avec l'intérêt général.

Comme vous le savez, il existe de nombreux précédents dans notre histoire, notamment celui de la Régie Renault après guerre qui, grâce à la nationalisation, ont permis de sauvegarder les outils industriels pourtant mis au service de l'occupant, tout en punissant les responsables qui se sont rendus coupables de collaboration avec l'ennemi.

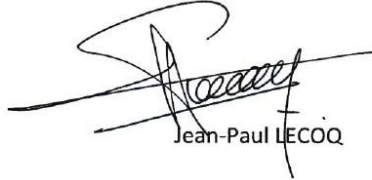
« La France est en guerre contre DAESH » comme n'ont cessé de le proclamer présidents et premiers ministres successifs depuis des années, ceux qui ont soutenu le terrorisme doivent par conséquent être traités comme tels, qu'ils soient Djihadistes ou pourvoyeurs de fonds, sans pour autant entraîner dans leur chute tous les salariés qui n'ont en rien à payer l'addition des fautes de leurs dirigeants.

../..

Considérant enfin que votre gouvernement n'a pas hésité à nationaliser les chantiers navals STX pour préserver les intérêts industriels nationaux, je constate avec satisfaction que vous n'entretenez visiblement aucun dogme qui vous empêcherait de recourir à ce type de mesure.

Persuadé de pouvoir compter sur votre écoute,

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'expression de mes respectueuses salutations.



Jean-Paul LECOQ

Liste des tableaux

Tableau n°1 : Pénétration du PCF dans le vote ouvrier – élections présidentielles sous la Cinquième République.....	26
Tableau n°2 : Répartition des adhérents de la section d’Amilly-Chalette selon leur âge et comparaison avec le niveau national	47
Tableau n°3 : Répartition des adhérents de la section d’Amilly-Chalette selon leur catégorie socio-professionnelle.....	48
Tableau n°4 : L’évolution des partis communistes historiques	63
Tableau n°5 : Scénario 1 – Maintien d’un parti communiste avec une identité orthodoxe	66
Tableau n°6 : Scénario 2 – Maintien d’un parti communiste avec une identité renouvelée	67
Tableau n°7 : Scénario 3 – Transformation en parti de centre-gauche.....	69
Tableau n°8 : Scénario 4 – Transformation en parti de la gauche radicale	72
Tableau n°9 : Scénario 5 – Disparition du parti communiste historique.....	74
Tableau n°10 : Les candidats et les résultats du PCF à l’élection présidentielle depuis 1965.....	81
Tableau n°11 : Les fonctions gouvernementales des communistes (1945 – 1947).....	94
Tableau n°12 : Suffrages exprimés et nombres de sièges obtenus aux élections législatives par le PCF (1958-1978)	99
Tableau n°13 : <i>Gains et pertes du PCF aux élections municipales de 2020 (communes de plus de 3 500 habitants)</i>	145
Tableau n°14 : Les résultats du PCF aux élections législatives par circonscription (1997 – 2017).....	149
Tableau n°15 : Les résultats du PCF aux élections départementales 2015 par canton	150
Tableau 16 : Résultats du texte de base commune proposé par le Conseil national (2003-2018).....	212
Tableau n°17 : Titulaires et non titulaires de mandats électoraux – Comparaison de la tendance routinisée et de la tendance des refondateurs	215

Tableau n°18 : Détails des mandats électoraux – Comparaison de la tendance routinisée et de la tendance des refondateurs.....	216
Tableau n°19 : Le capital militant – Plus haute responsabilité militante détenue – Comparaison de la tendance routinisée et de la tendance des refondateurs	217
Tableau n°20 : Liste des congrès du PCF	280
Tableau n°21 : Les ressources financières du PCF (en % des produits)	318
Tableau n°22 : Les mandats électifs des 170 membres du Conseil national désigné en 2016.....	320
Tableau n°23 : Les mandats électifs des 45 membres (titulaires ou invités) du Comité exécutif national désigné en 2018.....	321
Tableau n°24 : Alliances pour les élections municipales de 2014 dans les villes de plus de 100 000 habitants	351
Tableau n°25 : Résultats électoraux des partis membres du Parti de la gauche européenne	456
Tableau n°26 : Résultats les plus élevés et résultats les plus faibles de Fabien Roussel à l’élection présidentielle de 2022 dans les communes à direction communiste ou apparentée de plus de 3 500 habitants	477

Liste des figures

Figure n°1 : La carte de l'évolution des partis communistes historiques	77
Figure n°2 : Les résultats du PCF aux élections législatives (1924-2017).....	85
Figure n°3 : Nombre de voix obtenues par le PCF aux élections législatives (1924-2022)	86
Figure n°4 : Nombre de députés communistes (1924-2022).....	89
Figure n°5 : Résultats du PCF, des socialistes et de la gauche aux élections législatives (1924-2017) en % de suffrages exprimés	102
Figure n°6 : Résultats du PCF aux élections européennes (1979 – 2019).....	120
Figure n°7 : Nombre de conseillers régionaux PCF (1986 – 2021)	123
Figure n°8 : Nombre de conseillers départementaux PCF (1961 – 2021).....	128
Figure n°9 : Nombre de communes dirigées par un maire PCF ou apparenté (1965 – 2020)	143
Figure n°10 : Part en pourcentage de la population métropolitaine administrée par un maire PCF ou apparenté (1965 – 2020)	145
Figure n°11 : La nébuleuse communiste. Communistes de l'intérieur et communistes de l'extérieur	232
Figure n°12 : Les résultats des textes soumis au vote des communistes en 2016 et en 2018.....	256
Figure n°13 : La constellation des organisations du Front de gauche	347

Table des matières

Sommaire	3
Liste des sigles utilisés.....	5
Introduction générale	16
A. Du parti de masse au parti-citadelle	18
A.1. Le PCF comme l'archétype du parti de masse.....	18
A.2. Parti antisystème et fonction tribunitienne.....	22
A.3. Un parti attrape-tout ?	23
A.4. Un parti électoral-professionnel ou un parti-cartel ?	27
A.5. Le déclin du PCF.....	30
A.6. Le parti-citadelle	35
B. Méthodologie : immersion militante et documentation ethnographique.....	39
B.1. Présentation du terrain d'enquête	43
B.2. La temporalité de l'enquête.....	50
C. Plan de la thèse.....	55
Première partie : Le parti-citadelle, entre repli et résistance.....	59
Chapitre 1 : Le Parti communiste français dans la trajectoire du communisme européen.....	61
1.1. Option 1 : Maintien d'un parti communiste	63
1.2. Option 2 : Transformation en un autre type de parti	68
1.3. Option 3 : Disparition du parti communiste historique.....	73
1.4. À la charnière des scénarios	74
Chapitre 2 : L'espace rétrecté : la marginalisation électorale du Parti communiste français	78

2.1. Le PCF et la présidentielle	79
2.2. Le PCF et les élections législatives	84
2.2.1. <i>De premières joutes électorales modestes (1924-1932)</i>	84
2.2.2. <i>L'âge d'or électoral (1936-1956)</i>	86
2.2.3. Du choc de 1958 au deuxième âge d'or électoral (1958-1978).....	97
2.2.4. Le déclin par paliers successifs.....	103
2.3. Le PCF et les élections européennes	118
Chapitre 3 : Les citadelles électorales ou la résistance locale du PCF.....	121
3.1. Le PCF et l'échelon régional.....	121
3.2. Les citadelles cantonales	125
3.3. Les citadelles municipales.....	129
3.4. L'archipel de la marginalisation électorale	148
Deuxième partie : La fragmentation du parti de Fabien	151
Chapitre 4 : La quasi-institutionnalisation des tendances du Parti communiste français.....	153
4.1. Le mot interdit	153
4.2. Les cinq tendances du Parti communiste français.....	165
4.2.1. La tendance routinisée	167
4.2.2. Les restaurateurs.....	172
4.2.3. Les refondateurs	182
4.2.4. Les trotskystes du PCF : <i>La Riposte</i>	204
Chapitre 5 : La dilution de l'espace partisan : communistes de l'intérieur et communistes de l'extérieur	210
5.1. Différences de prises de position et différences de position	211
5.2. Les communistes du « dehors » ou l'espace dilué.....	217
5.2.1. L'espace dilué à la lumière des trajectoires militantes	218

5.2.2. La galaxie communiste de l'extérieur	223
Chapitre 6 : Les congrès : la fragile articulation entre individu et collectif	233
6.1. La remise en cause du cadre normatif et symbolique du congrès	235
6.2. Le temps des déchirements.....	246
6.3. Le vote ou le temps des polémiques.....	249
6.4. Le temps des réécritures	257
6.4.1. Le poids des mots.....	261
6.4.2. Socialisme et parti d'avant-garde.....	266
6.4.3. Europe et écologie.....	272
6.5. Le temps des symboles	278
6.5.1. Des territoires et des hommes	279
6.5.2. Histoires et références historiques	283
6.5.3. Une mise en scène.....	285
6.5.4. Le nom et le logo	288
6.6. Le temps du commun	293
6.6.1. L'unité ou la parole magique	293
6.6.2. « Un parti pas comme les autres »	295
Troisième partie : Les stratégies à géométrie variable du parti-citadelle	307
Chapitre 7 : Les hésitations de la stratégie électorale : entre union de la gauche, coalition de gauche radicale et repli identitaire	309
7.1. Un parti électoral semi-professionnel.....	312
7.2. L'union de la gauche ou la stratégie traditionnelle du PCF	323
7.3. Une coalition de la gauche radicale : une nouvelle ligne stratégique	330
7.3.1. Le long chemin vers le Front de gauche (2002-2007)	333
7.3.2. Naissance et développement du Front de gauche (2008-2012)	338
7.3.3. Tensions et fin du Front de gauche (2012-2017).....	347

7.3.4. Le péché originel du Front de gauche : alliance classique ou parti ?	358
7.3.5. Rassemblement de la gauche contre populisme de gauche	365
7.4. Le repli identitaire (depuis 2017)	376
Chapitre 8 : Le Front de gauche et les adhérents communistes : entre déclinaison locale et représentations collectives.....	385
8.1. La Maison commune ou l'expérience locale du Front de gauche.....	385
8.1.1. « Le Front de gauche avant qu'il n'existe ».....	385
8.1.2. La Maison commune : entre ouverture du PCF et structuration de la gauche radicale	389
8.1.3. La Maison commune et le dépassement du PCF	401
8.2. Le Front de gauche comme ressource symbolique	404
Quatrième partie : Le dépérissement idéologique du parti-citadelle	409
Chapitre 9 : Le discours communiste : affaiblissement idéologique et émergence d'une mentalité communiste	411
9.1. De l' <i>aggiornamento</i> des années 1960-1970 à la rupture de la « mutation » : la formation d'une mentalité communiste.....	415
9.2. De la fin de la centralité ouvrière à la persistance d'une certaine conflictualité	419
9.3. De la révolution à l'évolution révolutionnaire	424
9.4. Le communisme comme alternative ?.....	433
9.4.1. La croyance dans l'État.....	435
9.4.2. Communisme comme commun	439
9.5. La répudiation du soviétisme.....	446
Chapitre 10 : La dilution du communisme dans la gauche radicale.....	451
10.1. Le communisme : quelle gauche radicale ?.....	451
10.2. La perte de spécificité du communisme	468

Conclusion générale	473
Bibliographie.....	481
Sources	501
Liste des adhérents communistes rencontrés sur le terrain et dont le (pré)nom apparaît dans ce travail de recherche	536
Annexes.....	543
Liste des tableaux.....	572
Liste des figures	574
Table des matières.....	575